ÉDITION DES DÉBATS PARLEMENTAIRES

TABLE DES TRAVAUX

DÉBATS ET DOCUMENTS DES ASSEMBLÉES

(Assemblée nationale et Conseil de la République.)

ANNEE 1951

A

Abattoirs. V. *Interpellations* n° 116.

Académies. — V. *Dons, legs et fondations.* — *France d'outre-mer* (*textes généraux*).

Accidents aériens. — V. *Questions orales* (*Assemblée nationale*) n° 200, (*Conseil de la République*) n° 33.

Accidents de chemins de fer. — V. *Interpellations* n° 202. — *Questions orales* (*Assemblée nationale*) n° 102.

Accidents du travail. — V. *France d'outre-mer* (*Départements d'outre-mer, textes généraux*). — *Questions orales* (*Assemblée nationale*) n° 149.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Beugniez tendant à modifier les dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, p. 1812 (Document n° 12435). — Dépôt du rapport par M. Beugniez, p. 3609 (Document n° 12898). — Adoption de la proposition de loi, p. 5023.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1602 (Document n° 385). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 1711 (Document n° 409). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1993.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5772 (*Loi n° 51-708 du 7 juin 1951, J. O. du 8 juin 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Iluraux tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que la loi de rajustement du 12 janvier 1948, relevant les chiffres des salaires de calcul des rentes des mutilés du travail, ainsi que les majorations des rentes des anciens mutilés, p. 3419 (Document n° 12857). — Retrait, p. 3506.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Besset sur : I. — Les propositions de loi: 1° de M. Morand tendant à faire bénéficier les mineurs ardoisiers ainsi que ceux qui travaillent dans les mines de fer, atteints par la schistose pneumoconiose, du décret n° 47-2201 du 17 novembre 1947 fixant les dispositions spéciales d'application à la silicose professionnelle de la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles; 2° de Mme Darras tendant à compléter le décret du 31 décembre 1946 pris en application de la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles; II. — La proposition de résolution de M. Allonneau tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles à la pneumoconiose professionnelle des ouvriers ardoisiers (n°s 6680-7811-6223), p. 1593 (Document n° 12349). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Besset, p. 8303 (Document n° 1658).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Besset sur les propositions de loi: 1° de M. Besset, tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles; 2° de M. Cordonnier, tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle (n°s 7719-9726), p. 1593 (Document n° 12350). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Besset, p. 8303 (Document n° 1663).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion, tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, p. 2767 (Document n° 12692). — Dépôt du rapport par M. Patinaud sur les propositions de loi: 1° de M. Gérard Duprat, tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation; 2° de M. Sion, tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit (n°s 8106, 12692), p. 4865 (Document n° 13118). — 2e législature. — Reprise par M. Lamps du rapport de M. Patinaud, p. 6099 (Document n° 345).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de M. Meck, tendant à améliorer les rentes des veuves d'accidentés du travail (n° 8264), p. 3170 (Document n° 12771).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur la proposition de loi de M. Fayet portant extension à l'Algérie des articles 2 et 3 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles (n° 11613), p. 4487 (Document n° 13063).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion, tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, p. 5946 (Document n° 138).

NOTA. — Pour permettre aux lecteurs de connaître la date des numéros des éditions des deux Assemblées où sont publiés les documents qui les intéressent, un tableau de concordance est inséré à la fin de la présente table.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset, tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation, p. 5979 (Document n° 210).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck, tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail, p. 6113 (Document n° 348).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier, tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle, p. 6176 (Document n° 502).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre André précisant la portée de l'article 65 nouveau (loi du 10 septembre 1947) de la loi du 30 octobre 1946 relative à la faute inexcusable, en autorisant l'assurance de ce risque sous la réserve d'une franchise obligatoirement supportée par l'employeur, p. 6326 (Document n° 649).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à faciliter à la victime d'un accident du travail le recours contre le tiers auteur de l'accident, prévu par l'article 68 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946, p. 6953 (Document n° 1005).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à compléter par des dispositions particulières à la prévention et à la réparation de la silicose la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, p. 8900 (Document n° 1873).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, p. 8900 (Document n° 1874).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Huel tendant à compléter l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, p. 9459 (Document n° 2095).

Voir également à la rubrique: *Pensions et retraites (textes généraux)*.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission chargée de proposer les modalités selon lesquelles seront indemnisés les organismes qui, au cours de l'année 1946, ont pratiqué en France métropolitaine l'assurance des accidents du travail. (Application du décret n° 51-1236 du 2 novembre 1951), p. 2681. — Désignation de candidatures, p. 2924. — Nomination de membres, p. 2946.

Accords commerciaux. — V. *Conventions internationales. — Interpellations* n° 251. — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 66.

Accords économiques et financiers. — V. *Conventions internationales.*

Acier. — V. *Conventions internationales (pool charbon-acier).*

Acomptes provisionnels. — V. *Impôts (perception).*

Acquisition d'immeubles et de terrains. — V. *Domaine de l'Etat des départements et des communes. — Hypothèques. — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 17.

Actes de l'état-civil. — V. *Code civil. — France d'outre-mer (Indochine).*

Actes publics. — V. *Impôts (enregistrement).*

Actions. — V. *Code commerce. — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 3. — *Sociétés par actions. — Valeurs mobilières.*

Action universitaire et sociale. — V. *Œuvres sociales en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire.*

Adjudications et marchés. — V. *Administrations publiques. — Assurances sociales (cotisations). — Impôts (enregistrement). — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 109 *(Conseil de la République)* n°s 59, 60.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à relever le plafond autorisé pour la réalisation des marchés par les communes, p. 645 (Document n° 12030). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 4069 (Document n° 12974).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à relever le plafond autorisé pour la passation des marchés par les communes, p. 6219 (Document n° 539). — Dépôt du rapport par M. Guthmuller, p. 8097 (Document n° 1566).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à relever le plafond autorisé pour la réalisation des marchés par les communes, les syndicats de communes et les établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance, p. 6513 (Document n° 846).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Capdeville tendant à la réglementation des marchés de guerre, p. 6953 (Document n° 1006).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à faire activer le règlement des sommes dues par les administrations publiques aux entrepreneurs de travaux, p. 9988 (Document n° 2234).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'Etat, p. 9988 (Document n° 2235).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monichon tendant à inviter le Gouvernement à relever les maxima dans les limites desquels les communes et les établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance sont autorisés à passer des marchés de gré à gré et à effectuer des achats sur simples factures, p. 959 (Document n° 213).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumelle tendant à inviter le Gouvernement à faire activer le règlement des sommes dues par les administrations publiques aux entrepreneurs de travaux, p. 3156 (Document n° 833).

Administrateurs de biens.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Chautard sur la proposition de loi de M. Coudray, tendant à créer un statut des administrateurs de biens (n° 9810), p. 4125 (Document n° 12999). — 2e *législature.* — Reprise du rapport par M. Chautard, p. 6080 (Document n° 326).

Administrateurs civils. — V. *Fonctionnaires.*

Administration communale. — V. *Habitations à bon marché, habitations à loyer modéré.*

Conseil de la République. — Adoption, avec le titre suivant, de l'avis sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 1er de la loi du 21 juin 1865 pour permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle et la gelée (n°s 801 et 893, année 1950), p. 121.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi (n°s 9212, 11223, année 1950), p. 338 (Document n° 11911). — Dépôt du rapport par M. Montagnier, p. 1297 (Document n° 12248). — Adoption de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 2020 (*Loi n° 51-343 du 20 mars 1951*, J. O. *du 21 mars 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck, tendant à modifier la loi du 24 juin 1950 relative aux indemnités des maires et adjoints, p. 6242 (Document n° 578). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier portant revision des indemnités de fonctions des membres du conseil général de la Seine, p. 7890 (Document n° 1457). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier portant revision des indemnités de fonctions des maires et adjoints, p. 7890 (Document n° 1459).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon portant modification de l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 et des textes subséquents, relatifs aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et maires adjoints, p. 1876 (Document n° 462).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5631 (Document n° 13322).

Conseil de la République. — Reprise de la proposition de loi (transmise dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 594) (*rectificatif*, p. 2150).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 732). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 9547 (Document n° 2153).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Béné portant modification de la loi du 5 avril 1884 ayant trait aux inéligibilités et incompatibilités, p. 7670 (Document n° 1243).

Conseil de la République. — Reprise par M. Léo Hamon de la proposition de loi tendant à rendre obligatoire la création de commissions spécialisées auprès des conseils municipaux dans les villes de plus de 9.000 habitants (n° 48, année 1948) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 584).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6373 (Document n° 739).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à autoriser les syndicats des communes à allouer des indemnités forfaitaires représentatives de fonctions à leurs administrateurs, p. 2494 (Document n° 681).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7536 (Document n° 1168).

Administration départementale et régionale.

Assemblée nationale. — Communication au Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi relative à la formation du conseil général et aux élections cantonales (n° 5490, année 1948), p. 5928 (Document n° 12).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative aux régions administratives, p. 5930 (Document n° 55).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Adrien André tendant à modifier la date de la deuxième session ordinaire des conseils généraux, p. 6370 (Document n° 702).

Administrations publiques. — V. *Adjudications et marchés.* — *Assurances sociales (assurances vieillesse).* — *Budgets.* — *Emplois réservés.* — *Infirmiers, infirmières et assistantes sociales.* — *Interpellations* n° 119. — *Loyers (locaux administratifs).* — *Médecine et professions médicales.* — *Pensions et retraites.* — *Sociétés coopératives de consommation.*

Assemblée nationale. — Adoption sans débat de la proposition de loi de M. Palewski relative à la réforme des méthodes administratives d'approvisionnements, d'achats et de règlement des matériels des départements ministériels (nos 4582, 11328); la commission a conclu à une proposition de résolution avec le titre suivant: « *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre la centralisation et la normalisation des achats de fournitures des départements ministériels et à créer un comité interministériel des approvisionnements et achats* », p. 5030 .

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecourt tendant à préparer un plan de réformes administratives, p. 6004 (Document n° 242).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Léo Hamon sur sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement: 1° à développer en France l'étude des sciences administratives; 2° à assurer la diffusion à l'étranger des disciplines françaises en ce domaine (n° 828, année 1950), p. 121 (Document n° 34).

Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 88.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph-André Hugues tendant à inviter le Gouvernement à nommer dans toutes les mairies de Paris, comme maires et maires adjoints, des femmes qualifiées, au fur et à mesure des vacances qui s'y produisent, p. 5933 (Document n° 64). — Dépôt du rapport par M. Quinson, p. 8384 (Document n° 1672). — Adoption de la proposition de résolution, p 8910.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barrachin tendant à modifier les articles 13 et 14 de la loi n° 47-1733, du 5 septembre 1947, fixant le régime électoral pour les élections au conseil général de la Seine, p. 5979 (Document n° 192).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ulver tendant à la réforme du régime administratif de Paris et du département de la Seine, p. 8223 (Document n° 1625).

Admission en franchise. — V. *Douanes.*

Adoption. — V. *Code civil.*

Aéroclubs. — V. *Combustibles liquides et dérivés.*

Aérodromes. — V. *Débits de boissons.* — *Expropriation.* — *France d'outre-mer (départements).* — *Interpellations* nos 104, 156. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 23, 49. — *Transports (transports aériens).*

Aéronautique. — V. *Armée de l'air.* — *Assemblée nationale (commission).* — *Enseignement technique.* — *Impôts (patente).* — *Transports (transports aériens).*

Affaires étrangères (Ministère).

AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kœnig tendant au reclassement des anciens agents des services des affaires allemandes et autrichiennes dans les administrations ou les services extérieurs de l'Etat, p. 7890 (Document n° 1454).

TRANSFORMATIONS D'EMPLOIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à inviter le Gouvernement à présenter, dans les plus brefs délais, les demandes de crédits nécessaires pour l'application de la réforme prescrite par la loi du 3 avril 1950 sur les transformations d'emplois et la réforme de l'auxiliarat, en ce qui concerne le ministère des affaires étrangères; p. 1813 (Document n° 12437).

Affichage. — V. *Interpellations* n° 14.

Afrique équatoriale française. — V. *Elections législatives.* — *France d'outre-mer.* — *Pensions et retraites (personnel d'outre-mer).*

Afrique du nord. — V. *Armées (classe 1951).* — *Combustibles liquides et dérivés.* — *Interpellations* n° 273. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 59 *(Conseil de la République)* n° 117.

Afrique occidentale française. — V. *Elections législatives.* — *France d'outre-mer.* — *Interpellations* nos 133, 157, 162. — *Pensions et retraites (personnel d'outre-mer).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 132, 165. — *(Conseil de la République)* nos 32, 37, 51, 82.

Agences artistiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Viatte sur la proposition de loi de M. Frédéric Dupont relative au placement des artistes de variétés (n° 8657), p. 4582 (Document n° 13082). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Charles Viatte, p. 9033 (Document n° 1921).

Agences postales. — V. *Postes, télégraphes et téléphones.*

Agents d'affaires.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur le projet de loi tendant à interdire aux agents d'affaires et conseils juridiques de se prévaloir du titre de magistrat honoraire ou d'ancien magistrat (n° 11002), p. 645 (Document n° 12033). — Adoption du projet de loi après modification du titre « *Projet de loi tendant à interdire aux agents d'affaires et conseils juridiques de se prévaloir du titre de magistrat honoraire, d'ancien magistrat, d'avocat honoraire, d'ancien avocat, d'officier public ou ministériel honoraire ou d'ancien officier public ou ministérel.* », p. 1338.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 615 (Document n° 133). — Dépôt du rapport par M. Rabouin, p. 1059 (Document n° 246). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi tendant à interdire aux agents d'affaires et conseils juridiques de se prévaloir de certains titres, p.* 1143.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3610 (Document n° 12901). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4187 (Document n° 13049). — Adoption du projet de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 5102 (*Loi* n° 51-636 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 29 *mai* 1951).

Agents des chemins de fer et des transports. — V. *Interpellations* nos 44, 70, 77, 94, 110, 112, 228. — *Légion d'honneur.* — *Pensions et retraites (agents des chemins de fer, personnels d'Alsace et Lorraine).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 138 *(Conseil de la République)* n° 118. — *Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).*

Agents civils et militaires de l'Etat. — V. *Fonctionnaires.* — *Pensions et retraites.* — *Traitements, soldes et indemnités.*

Agent immobilier.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Taillade portant statut des professions d'agent immobilier, de mandataire en vente de fonds de commerce et de négociant en biens, p. 5931 (Document n° 66). — Dépôt du rapport par M. André Hugues, p. 6678 (Document n° 924).

Agrégation. — V. *Enseignement supérieur (facultés).*

Agriculture. — V. *Allocations familiales.* — *Armées (recrutement).* — *Assurances sociales (assurances maladie, vieux travailleurs).* — *Caisse d'assurances et de réassurances des risques des calamités agricoles.* — *Caisses mutuelles d'assurances-récoltes.* — *Caisse nationale de solidarité agricole.* — *Calamités agricoles publiques et viticoles.* — *Canaux d'irigation.* — *Chômage.* — *Code du travail (congés payés, conventions collectives, salaires).* — *Combustibles liquides et dérivés.* — *Congrès international des industries agricoles.* — *Elections législatives.* — *Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).* — *Enseignement agricole.* — *France d'outre-mer (départements).* — *Impôts (chiffre d'affaires, enregistrement, revenus).* — *Interpellations* nos 66, 120, 203, 205, 208, 224, 235, 246, 263. — *Loyers (locaux).* — *Office national interprofessionnel des céréales.* — *Office national des engrais.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 2, 4, 45, 166 *(Conseil de la République)* n° 15.

BLÉ, CÉRÉALES, FARINE ET PAIN

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés, p. 6549 (Document n° 881). — Dépôt du rapport par M. Abelin, p. 6616 (Document n° 910). — Discussion, p. 6642; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6648.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2225 (Document n° 611). — Lecture du rapport par M. Maurice Walker et discussion, p. 2256; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2258.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6749 (*Loi* n° 51-1060 *du* 1er *septembre* 1951, J. O. *du* 2 *septembre* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Sesmaisons tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en payement des blés qu'ils stockent dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936, p. 5946 (Document n° 137). — Dépôt du rapport par M. de Sesmaisons, p. 6327 (Document n° 680). — Discussion, p. 6669; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p 6675.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2236 (Document n° 643). — Dépôt du rapport par M. Le Léannec, p. 2730 (Document n° 762). — Discussion, p. 2742; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à permettre aux négociants en*

grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en payement des céréales qu'ils stockent dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936 et des textes subséquents », p. 2749.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 8674 (Document n° 1769). — Dépôt du rapport par M. de Sesmaisons, p. 9308 (Document n° 2067).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Martial Brousse tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'obtenir une production suffisante de blé pour assurer une alimentation normale et permanente en pain aux consommateurs français, p. 2054 (Document n° 504). — Dépôt du rapport par M. Durieux, p. 2225 (Document n° 638). — Discussion, p. 2275; adoption, p. 2287.

Assemblée nationale. — Dépôt par M. Legendre d'une motion de censure ainsi libellée: « L'Assemblée nationale condamne la décision du Gouvernement concernant la fixation du prix du blé pour la campagne 1951-1952 », p. 6433. — Fixation de la date de la discussion, p. 6855; rejet, au scrutin, des différentes dates et clôture de l'incident, p. 6861.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bocquet sur la proposition de loi de M. Coudray tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en payement des blés qu'ils stockent, dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936 (n° 9906), p. 4069 (Document n° 12983).

— Dépôt d'un rapport de M. Legendre, sur la proposition de loi de M. Jean Masson, tendant à l'encouragement de la production du blé (n° 11307), p. 4069 (Document n° 12984).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier tendant à faciliter le développement du progrès technique dans la production du blé, p 6327 (Document n° 679). — Dépôt du rapport par M. Charpentier, p. 6750 (Document n° 935).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Caillavet tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'urgence le prix du blé pour la récolte 1951 à un prix rémunérateur, p. 5944 (Document n° 141). — Dépôt du rapport par M. Verneuil, p. 6178 (Document n° 465).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tricart tendant à inviter le Gouvernement à garantir la prime de modernisation aux fermiers producteurs de blé et acquittant leur fermage en nature, p. 7434 (Document n° 1135). — Dépôt du rapport par M. Fourvel, p. 8901 (Document n° 1886).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garcia tendant à permettre le rétablissement des anciens taux d'échange blé-pain, blé-farine, farine-pain par l'exonération du blé d'échange de toutes taxes fiscales ou parafiscales, p. 2087 (Document n° 12536).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hamon tendant à l'abrogation du décret n° 50-872 et de l'arrêté du 25 juillet 1950 instituant une redevance sur l'échange blé-farine, blé-pain, farine-pain, p. 3290 (Document n° 12839).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à instituer un prix différentiel du blé en faveur des petits et moyens producteurs, p. 5932 (Document n° 117).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à abroger les taxes fiscales frappant le circuit blé, farine, pain, ainsi que la taxe de 6 p. 100 prévue à l'article 4 du budget annexe des allocations familiales agricoles, p. 5932 (Document n° 118).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Castera tendant à abroger l'article 4 du décret n° 50-1088 du 30 août 1950 rétablissant la taxe permanente dégressive prévue par l'article 15 *bis* du code du blé, p. 5948 (Document n° 171).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaborit tendant à rétablir les anciens taux d'échange blé-pain, blé-farine, farine-pain, p. 5979 (Document n° 213).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Masson ayant pour but de permettre aux meuniers la constitution d'un stock outil ne dépassant pas vingt jours d'approvisionnement, p. 6080 (Document n° 308).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pelleray tendant à fixer pour l'année 1951 le prix du blé à 3.800 F le quintal, p. 6218 (Document n° 523).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Loustau tendant à modifier la constitution et les attributions du conseil central de l'office des céréales, à simplifier le système de répartition du travail en meunerie et à rendre la liberté aux prix des farines et du pain, p. 6241 (Document n° 567).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Loustau tendant à instituer une cotisation progressive sur la valeur des blés commercialisés, à supprimer un certain nombre de taxes grevant le prix du pain et à fixer le mode de calcul du prix des fermages basés sur le prix du blé, p. 6339 (Document n° 684).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Laplace relative au prix du blé de la récolte 1951, p. 6695 (Document n° 929).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier les conditions d'attribution de la prime de modernisation de 155 F par quintal de blé, instituée par le décret n° 51-1056 du 31 août 1951, p. 7290 (Document n° 1063).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Briot tendant à modifier le taux d'extraction des farines panifiables de blé, p. 7670 (Document n° 1307).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à accorder à toutes les personnes ayant des ressources inférieures à 12.000 francs par mois, une réduction de 6 francs sur le prix du kilogramme de pain, p. 9032 (Document n° 1945).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la subvention sur le maïs importé, p. 3291 (Document n° 12836).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcellin tendant à inviter le Gouvernement à verser la prime de 100 francs par quintal demandée par l'Assemblée nationale pour la récolte 1950, et à fixer immédiatement le pourcentage d'augmentation du prix du blé, p. 3120 (Document n° 12854).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Quinson tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de parer à l'augmentation du prix du pain, p. 6550 (Document n° 882).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charpentier tendant à inviter le Gouvernement à modifier le taux de la taxe de résorption, à rectifier le montant des bonifications et des réfactions et à retenir de façon définitive le chiffre de 75 kilos comme poids spécifique du blé, p. 7492 (Document n° 1144).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Driant tendant à inviter le Gouvernement à fixer pour l'année 1951 le prix du blé à 3.800 francs le quintal, p. 2076 (Document n° 566).

CALAMITÉS AGRICOLES

Voir à la rubrique: *Calamités agricoles, publiques et viticoles.*

CHEPTEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à appliquer de façon plus libérale les dispositions de l'arrêté du 10 février 1951 relatif à la monte publique des taureaux, p. 6242 (Document n° 558).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les races bovines françaises, subventionnées, celle dite « de Villars de Lans », p. 6953 (Document n° 1010).

CHICORÉE A CAFÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bocquet sur le projet de loi relatif à la culture et au prix de la chicorée à café (n° 11457), p. 1741 (Document (n° 12402). — Dépôt du rapport supplémentaire par M. Bocquet, p. 2087 (Document n° 12538). — Adoption du projet de loi, p. 2573.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1030 (Document n° 232). — Dépôt du rapport par M. Naveau, p. 1442 (Document n° 339). —Discussion, p. 1592; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1593.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5001 (Document n° 13202). — Dépôt du rapport par M. Bocquet, p. 5284 (Document n° 13285). — Adoption du projet de loi, p. 5703 (*Loi n° 51-676 du 24 mai 1951, J. O. du 1er juin 1951*).

CRÉDIT AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valay relative au concours donné par le crédit agricole aux sociétés d'exploitation rurale, p. 1106 (Document n° 12185). — Dépôt du rapport par M. Valay, p. 4582 (Document n° 13067). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Valay, p. 5284 (Document n° 13283).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à assurer le financement des prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, p. 1145 (Document n° 12202).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à modifier et compléter la loi n° 46-1161 du 24 mai 1946 relative à l'attribution de prêts d'installation du crédit agricole mutuel aux jeunes ménages agriculteurs, p. 5979 (Document n° 211). — Dépôt du rapport par M. Billat, p. 8724 (Document n° 1782).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tricart tendant à exonérer de certains droits fiscaux les formalités hypothécaires accomplies à l'occasion des prêts du crédit agricole consentis en vue de l'équipement agricole, p. 9231 (Document n° 2028).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à permettre à la caisse nationale de crédit agricole d'accorder des prêts aux coopératives agricoles laitières pour l'achat de matériel et pour la mise en route des chaînes d'embouteillage sous le contrôle du génie rural, p. 6081 (Document n° 311).

— Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le remboursement avant terme des titres souscrits au compte du prélèvement exceptionnel, aux victimes des

inondations, à accorder à ces sinistrés, et sur leur demande, la remise totale des sommes dues au titre de cette loi et à autoriser les caisses de crédit agricole à consentir sur ces titres des prêts aux sinistrés, p. 9033 (Document n° 1941) (*rectificatif* p. 9461).

CUMUL DE PROFESSIONS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative d'abroger les dispositions de la loi du 12 avril 1941 et l'arrêté du 5 janvier 1942 interdisant dans certains départements le cumul des professions de marchand de chevaux et de marchand de bestiaux, p. 324 (Document n° 67).

ENGRAIS ET AMENDEMENTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à faciliter l'achat des engrais et amendements calcaires par les agriculteurs, p. 5948 (Document n° 173).

ÉQUIPEMENT RURAL

Voir la rubrique: *Agriculture* (*travaux d'amélioration agricole*).

EXPERTS AGRICOLES ET FONCIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Olmi tendant à la création de compagnies régionales d'experts agricoles et fonciers accrédités et d'une confédération nationale, p. 6219 (Document n° 511).

EXPLOITATION AGRICOLE. — MISE EN VALEUR DES TERRES

Assemblée nationale. — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi relative à la dévolution des terrains d'aviation militaire désaffectés (n° 7021, année 1949), p. 5928 (Document n° 15).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Yvon, sur le projet de loi tendant à modifier la législation sur le remembrement (n° 10300), p. 4662 (Document n° 13098). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6174 (Document n° 498).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Juge tendant à mettre à la charge de l'Etat les dépenses occasionnées par les opérations de remembrement prévues par la loi du 9 mars 1941, validée par l'ordonnance du 7 juillet 1945, p. 3290 (Document n° 12840).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raffarin concernant les exploitations agricoles que l'un des enfants veut continuer d'exploiter, p. 8837 (Document n° 1859).

FRUITS ET LÉGUMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen, tendant à inviter le Gouvernement à faciliter l'écoulement de la production de choux de la région de Lorient, p. 347 (Document n° 11914). — Dépôt du rapport par Mme Marie Lambert, p. 1526 (Document n° 12313). — Adoption, p. 2021.

HABITATIONS RURALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle, tendant à encourager la construction et l'amélioration de l'habitat rural, p. 95 (Document n° 11843).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy Prigent relative aux foyers ruraux, p. 6175 (Document n° 457).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle, tendant à encourager la construction et l'amélioration de l'habitat rural, p. 6276 (Document n° 598).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, tendant à encourager la construction et l'amélioration de l'habitat rural, p. 2075 (Document n° 565).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6371 (Document n° 705).

JARDINS OUVRIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moisan prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers, p. 5960 (Document n° 191). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 6219 (Document n° 549). — Adoption de la proposition de loi, p. 6492.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2116 (Document n° 614). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 2225 (Document n° 636). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2237.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6750 (*Loi n° 51-1094 du 14 septembre 1951, J. O. du 18 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Lecourt sur la proposition de loi de M. Gérard Vée, concernant les jardins ouvriers (nos 2574, 9585, 11232, 10613, 10659, 11371), p. 4582 (Document n° 13086).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à étendre aux étables contrôlées en application de la loi du 2 juillet 1935 le bénéfice de l'article 1er de la loi du 7 juillet 1933 et à rendre obligatoire la publication des résultats des contrôles laitiers, p. 6241 (Document n° 565).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte relative à la protection des appellations d'origine des produits laitiers (fromage), p. 7047 (Document n° 1039).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier, tendant à l'établissement de statistiques sur l'état des stocks de produits laitiers, p. 8028 (Document n° 1521).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Huel, tendant à la protection des appellations d'origine en matière de fromage, p. 9459 (Document n° 2092).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson, tendant à la protection des appellations d'origine en matière de fromage, p. 10060 (Document n° 2261).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kauffmann, tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte, lors de la fixation du prix d'été du lait, de l'augmentation générale des frais de production survenus depuis le calcul du prix d'hiver, ainsi que des répercussions économiques découlant des ajustements de prix et salaires à la suite des récentes grèves, p. 2767 (Document n° 12705).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir un prix normal du lait aux producteurs des Alpes-Maritimes dont les difficultés particulières ne leur permettent plus de conserver leurs vaches laitières, p. 5291 (Document n° 12829).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Reynaud, tendant à inviter le Gouvernement à réglementer l'usage des laits de vaches traitées à la pénicilline ou nourries avec des aliments fermentés, p. 5980 (Document n° 212).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pelleray, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à prendre les mesures nécessaires pour qu'un juste prix rémunérateur soit payé aux producteurs de lait; 2° à arrêter les importations de beurre et de fromage, tant que la production française est suffisante à la consommation; 3° à prévoir les crédits nécessaires pour permettre le stockage pendant la période de pointe de production, p. 7168 (Document n° 1046).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à organiser un système de distribution de lait aux enfants des écoles, p. 9545 (Document n° 2128).

MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Perdon tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement de la main-d'œuvre salariée des professions agricoles, p. 1812 (Document n° 12442).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement de la main-d'œuvre salariée des professions agricoles, p. 5948 (Document n° 169).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Temple tendant à appliquer, en matière de règlement de l'indemnité pour l'emploi de prisonniers de guerre, le délai de prescription prévu par l'article 2272 du code civil, p. 6327 (Document n° 657).

Voir également à: *Code du travail* (*salaires*).

MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix tendant à la réorganisation de la lutte contre la tuberculose bovine et à la création d'une caisse autonome pour la lutte contre les épizooties, p. 1865 (Document n° 12472) (*rectificatif*, p. 4314).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mudry tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire et gratuite la vaccination antiaphteuse, p. 338 (Document n° 11906).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à inscrire un crédit de 500 millions au budget de 1952 (services civils agriculture) en vue d'améliorer les conditions de lutte contre les épizooties et de réduire la participation des éleveurs aux frais entraînés par les mesures prophylactiques, p. 6242 (Document n° 559).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Regaudie tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour lutter contre la fièvre aphteuse, p. 6402 (Document n° 786).

MARCHÉS AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy-Prigent portant organisation des marchés agricoles et tendant à assurer la sécurité des producteurs agricoles en leur permettant

de bénéficier de prix de vente garantis et en les assurant contre les calamités agricoles et à protéger les consommateurs contre les risques de pénurie et de hausses de prix, p. 5931 (Document n° 85).

MATÉRIEL AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charret tendant à modifier l'article 3 de la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition des véhicules ou tracteurs automobiles, p. 9032 (Document n° 1937).

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Montillot tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole, p. 3075 (Document n° 12749).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy Prigent portant modification de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole, p. 6327 (Document n° 659).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hoeffel tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole, p. 1546 (Document n° 360).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4930 (Document n° 13152).

Conseil de la République. — Reprise par M. Dulin de sa proposition de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole (n° 11-35, année 1948) (transmise à l'Assemblée dans la première législature), p. 2061 (Document n° 531).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 432).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hoeffel tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole, p. 2102 (Document n° 601).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6475 (Document n° 829). — Dépôt du rapport par M. Tanguy Prigent, p. 9547 (Document n° 2169).

POLITIQUE AGRICOLE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dulin invitant le Gouvernement à reviser sa politique agricole, p. 945 (Document n° 212). — Rapporteur M. Dulin, discussion et adoption, p. 959.

PROTECTION DES VÉGÉTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sibué tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 45-267 du 2 novembre 1945 organisant la protection des végétaux, p. 6474 (Document n° 808).

TRAVAUX D'AMÉLIORATION AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi annulant et remplaçant la loi du 15 juillet 1942 sur l'équipement rural, p. 644 (Document n° 12024). — Dépôt du rapport par M. Ihuel, p. 4069 (Document n° 12971). — Discussion, p. 5020; adoption du projet de loi, p. 5021.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1601 (Document n° 388). — Dépôt du rapport par M. Driant, p. 1792 (Document n° 432). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1993.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5772 (*Loi n° 51-710 du 7 juin 1951, J. O. du 8 juin 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à mettre en œuvre un programme de modernisation et d'équipement rural pour une période de cinq ans, p. 7671 (Document n° 1355).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Rumeau tendant à inviter le Gouvernement: 1° à entreprendre sans tarder les travaux de remise en état de culture des terrains convertis en pistes de diversion des aérodromes de Toulouse par les Allemands, lors de l'occupation de notre pays; 2° à indemniser les propriétaires en raison de la perte annuelle qu'ils subissent, p. 719 (Document n° 12063).

Agriculture (Ministère).

ATTACHÉS AGRICOLES

Conseil de la République. — Reprise par M. Dulin de sa proposition de loi portant création d'attachés agricoles (n° 141, année 1950) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2061 (Document n° 532).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 431).

EAUX ET FORÊTS (SERVICE DES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel David tendant à modifier l'appellation des préposés aux eaux et forêts, p. 230 (Document n° 11863). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bas sur les propositions de loi: 1° de M. Girardot, tendant à donner dorénavant aux gardes des eaux et forêts et aux brigadiers la dénomination d'agents techniques des eaux et forêts et chefs de district des eaux et forêts; 2° de M. Meck, relative aux fonctions du personnel des eaux et forêts; 3° de M. Marcel David, tendant à modifier l'appellation des préposés aux eaux et forêts (nos 9859, 11501, 11863, 10677), p. 1297 (Document n° 12249).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret 51-239 du 28 février 1951 en ce qui concerne les adjoints forestiers, p. 4396 (Document n° 13033).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux gardes forestiers et aux agents dépendant du ministre de l'agriculture le bénéfice de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945, p. 5773 (Document n° 13349).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 51-239 du 28 février 1951 en ce qui concerne les adjoints forestiers, p. 6219 (Document n° 538). — Dépôt du rapport par M. Loustau, p. 10061 (Document n° 2269).

FRAUDES (SERVICE DES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rey tendant à renforcer l'action du service de la répression des fraudes au ministère de l'agriculture, p. 7805 (Document n° 1400).

HARAS (ADMINISTRATION DES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à faire aboutir les revendications particulières des sous-agents des haras et assimilés, p. 3420 (Document n° 12860).

Agrumes. — V. *Exportations et importations.*

Aide sociale. — V. *Bureaux d'aide sociale.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck sur l'aide sociale par l'attribution des moyens d'existence, p. 6135 (Document n° 409).

Air (secrétariat d'Etat). — V. *Pensions et retraites (anciens combattants).*

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi tendant à constituer des détachements de météorologie affectés organiquement à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air, ainsi qu'à fixer le régime des fonctionnaires de la météorologie nationale en service dans ces détachements (nos 10221, année 1950), p. 94.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à constituer des détachements de météorologie affectés organiquement à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air, ainsi qu'à fixer le régime des fonctionnaires de la météorologie nationale en service dans ces détachements, p. 94 (Document n° 11845). — Dépôt du rapport par M. Maurellet, p. 1013 (Document n° 12151). — Discussion, p. 1262; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 1264.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 520 (Document n° 123). — Dépôt du rapport par M. Michel Madelin, p. 1074 (Document n° 247). — Discussion, p. 1157; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1158.
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3610 (Document n° 12904). — 2e législature. — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture dudit projet de loi, p. 5929 (Document n° 28).

Air France. — V. *Interpellations n° 272. — Transports (transports aériens).*

Alcools. — V. *Boissons. — France d'outre-mer (textes généraux). — Impôts (chiffre d'affaires, contributions indirectes). — Viticulture.*

Assemblée nationale. — 2e *législature:* reprise du rapport de M. Cordonnier sur les propositions de loi: 1° de Mme Poinso-Chapuis relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chonique; 2° de M. Landry, sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux (n° 11635, année 1950), p. 6174 (Document n° 474). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Marcel David, p. 9232 (Document n° 2039).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier tendant à instituer la tenue pour les distillateurs d'un compte spécial des eaux-de-vie de fruits à noyau, p. 485 (Document n° 11976).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coste-Floret tendant à réglementer la fabrication et la vente des apéritifs anisés et à interdire la publicité pour ces boissons, p. 1958 (Document n° 12175).

Algérie. — V. *Allocations familiales, (majorations, travailleurs nord-africains). — Assurances sociales (régime, travailleurs algériens). — Code du travail (travailleurs nord-africains). — Combustibles liquides et dérivés. — Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — Interpellations* n[os] 151, 251. — *Médecine et professions médicales. — Mines et carrières (exploitation). — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Pharmacie. — Questions orales (Assemblée nationale)* n[os] 91, 181, 198.

ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bentaleb sur la proposition de loi de M. Bentaleb tendant à créer dans les agglomérations rurales algériennes les éléments d'une organisation d'action sanitaire et sociale (n° 443), p. 5000 (Document n° 13179).

AMNISTIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Benbahmed Mostefa tendant à amnistier toutes personnes poursuivies ou condamnées en vertu de délits à caractère politique commis en Algérie, p. 6475 (Document n° 822).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Sportisse tendant à amnistier toutes personnes emprisonnées ou poursuivies en vertu de délits à caractère politique commis en Algérie, p. 6005 (Document n° 260).

— Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein de la commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie (application de l'article 5 de la loi du 9 mars 1946), p. 349, 8616. — Désignation de candidatures, p. 1107, 9232. — Nomination de membres, p. 1306, 9262.

ASSEMBLÉE ALGÉRIENNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Benchennouf relative à l'élection des membres de l'Assemblée algérienne, p. 162 (Document n° 11860).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Marty tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour assurer la régularité des opérations électorales à l'occasion du renouvellement de la moitié des délégués à l'Assemblée algérienne, p. 282 (Document n° 11880).

BARRAGES-RÉSERVOIRS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi étendant les dispositions du décret du 30 octobre 1935 aux périmètres rendus irrigables en Algérie par des ouvrages autres que les grands barrages-réservoirs, p. 7668 (Document n° 1281). — Dépôt du rapport par M. Brahimi, p. 9160 (Document n° 2116).

CALAMITÉS AGRICOLES

Voir: *Calamités agricoles, publiques et viticoles.*

CHAMBRES DE COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au régime électoral des chambres de commerce d'Algérie, p. 7668 (Document n° 1305).

CODE PÉNAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi rendant applicable à l'Algérie la loi n° 51-144 du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable de circonstances atténuantes, p. 9987 (Document n° 2240).
Voir également à: *Algérie (législation).*

CODE DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi déterminant les modalités d'application à l'Algérie de la loi du 2 juillet 1941 portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions aux dispositions de la législation du travail, p. 94 (Document n° 11841).

— Dépôt d'un projet de loi déterminant les modalités d'application à l'Algérie de la loi du 2 juillet 1941 portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions aux dispositions de la législation du travail, p. 7668 (Document n° 1269).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Assemblée nationale. — 2° *législature:* reprise du rapport supplémentaire de M. Borra sur les propositions de loi: 1° de M. Rabier, tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des conseils de prud'hommes en Algérie; 2° de M. Fayet, tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des conseils de prud'hommes en Algérie (n° 11064 année 1950), p. 9173 (Document n° 1981).

CULTE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mokhtari, tendant à inviter le Gouvernement à déposer devant l'assemblée algérienne un projet de décision en vue de l'application en Algérie du principe de la séparation du culte et de l'Etat, p. 4581 (Document n° 13073).

DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE ALGÉRIENNE

— Caisse de solidarité.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne, tendant à modifier les articles 18 et 19 de la décision n° 49061 de l'Assemblée algérienne portant réforme de la caisse de solidarité des départements et des communes d'Algérie (n° 10984), p. 5284 (Document n° 13257). — 2° *législature.* — Reprise du rapport de M. Rabier, p. 9172 (Document n° 1983).

— Loyers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une notification d'un refus partiel d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 6820 (Document n° 954).

— Pêches maritimes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à assortir de dispositions pénales les dispositions de la décision n° 50-056 de l'Assemblée algérienne sur l'interdiction de la pêche au ring net dans les eaux territoriales algériennes, p. 4865 (Document n° 13129). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 5088 (Document n° 13223). — 2° *législature:* Reprise du rapport, p. 6174 (Document n° 477). — Adoption de la proposition de loi, p. 7407.
Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2459 (Document n° 678). — Dépôt du rapport par M. Muscatelli, p. 3156 (Document n° 837). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3161.
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 10135 (Document n° 2289).

— Sécurité sociale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une notification d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne tendant à compléter la décision n° 50-034 tendant à déterminer les modalités d'application de la décision n° 49-045 relative à l'organisation d'un système de sécurité sociale en Algérie (attribution d'un secours viager en faveur des veuves des vieux travailleurs salariés), p. 1864 (Document n° 12451). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 5284 (Document n° 13256). — 2° *législature.* — Reprise du rapport de M. Rabier, p. 9173 (Document n° 1982).
Voir également à: *Algérie (sécurité sociale).*

— Traitement des fonctionnaires.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une notification d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne relative à la parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains, p. 6369 (Document n° 754). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires algériens la parité de traitement avec les fonctionnaires métropolitains, p. 5949 (Document n° 162). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 6550 (Document n° 887). — Dépôt d'un raport supplémentaire par M. Rabier, p. 8975 (Document n° 1899).

DOMAINE DE L'ALGÉRIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Truffaut sur la proposition de loi: 1° de M. Rabier, portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance du 13 avril 1943 modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et de l'Algérie et au domaine public national; 2° de M. Fernand Chevalier, portant abrogation des dispositions de l'ordonnance du 13 avril 1943 qui ont modifié en Algérie la législation sur les biens de l'Etat, de l'Algérie et du domaine public (n[os] 6826, 6909, 9177), p. 95 (Document n° 11847). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance du 13 avril 1943 modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et de l'Algérie et domaine public national.* », p. 418.
Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 268 (Document n° 51). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 752 (Document n° 161). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 900.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2468 (*Loi n° 51-376 du 27 mars 1951, J. O. du 29 mars 1951*).

ÉLECTIONS

Assemblée nationale. — Communication de la commission du suffrage universel faisant connaître qu'elle renonce à demander l'avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi

(n° 10616) de M. Benchennouf tendant à modifier pour les départements algériens la législation des élections (cette demande d'avis, formulée le 28 novembre 1950, avait été acceptée par l'Assemblée nationale dans sa séance du 29 novembre 1950) et retrait de la demande d'avis par l'Assemblée nationale, p. 1037. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Coste-Floret tendant à inviter l'Assemblée nationale à confirmer la décision prise par elle le 29 novembre 1950, invitant l'Assemblée de l'Union française à donner son avis sur la proposition de loi n° 10616 de M. Benchennouf, p. 1411 (Document n° 12279). — Dépôt du rapport par M. Eugène Rigal, p. 4005 (Document n° 12950).

ENSEIGNEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bentaïeb sur la proposition de loi de M. Bentaïeb tendant à créer, dans les centres ruraux algériens, une école primaire française musulmane et une école coranique (n° 470), p. 5000 (Document n° 13188).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bendjelloul tendant à rendre applicables aux départements algériens toutes les dispositions prises dans la métropole en faveur de l'enseignement libre et privé, p. 6492 (Document n° 833).

ÉQUIPEMENT DES CAMPAGNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bentaïeb sur la proposition de loi de M. Bentaïeb portant création d'un plan sommaire d'équipement des campagnes algériennes. (N° 414), p. 5000 (Document n° 13180).

FORTIFICATIONS

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant déclassement d'une partie du mur d'enceinte et de terrains militaires dépendant de la place d'Arzew (Algérie), p. 2 (Document n° 7). — Dépôt du rapport par M. Aubé, p. 324 (Document n° 61). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 468.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1218 (*Loi n° 51-218 du 27 février* 1951, J. O. *du 28 férier* 1951).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place d'Aumale (Algérie), p. 2 (Document n° 8). — Dépôt du rapport par M. Aubé, p. 324 (Document n° 62). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 468.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1218 (*Loi n° 51-219 du 27 février* 1951, J. O. *du 28 février* 1951).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au déclassement du front 31-32 à Bône (Algérie), p. 2 (Document n° 5). — Dépôt du rapport par M. Aubé, p. 324 (Document n° 59). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 468.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1218 (*Loi n° 51-220 du 27 février* 1951, J. O. *du 28 février* 1951).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au déclassement du Fort Cavaignac, à Bou Saada (Algérie), p. 2 (Document n° 9). — Dépôt du rapport par M. Aubé, p. 324 (Document n° 63). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 468.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1218 (*Loi n° 51-221 du 27 février* 1951, J. O. *du 28 février* 1951).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au déclassement des fortifications de Djelfa (Sud algérien), p. 2 (Document n° 10). — Dépôt du rapport par M. Aubé, p. 324 (Document n° 64). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 468.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1218 (*Loi n° 51-222 du 27 février* 1951, J. O. *du 28 février* 1951).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au déclassement de la place de Mascara (Algérie), p. 2 (Document n° 6). — Dépôt du rapport par M. Aubé, p. 324 (Document n° 59). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 468.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1218 (*Loi n° 51-223 du 27 février* 1951, J. O. *du 28 février* 1951).

Conseil de la République — Transmission du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Dra-El-Mizan (Algérie), p. 2 (Document n° 4). — Dépôt du rapport par M. Aubé, p. 324 (Document n° 58). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 468.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1218 (*Loi n° 51-236 du 28 février* 1951, J. O *du 1er mars* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Sétif (Algérie), p. 1106 (Document n° 12172). — Dépôt du rapport par M. Jeanmot, p. 5000 (Document n° 13196). — Adoption du projet de loi, p. 5401.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1818 (Document n° 439). — Dépôt du rapport par M. Héline, p. 2149 (Document n° 623). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2433.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7433 (*Loi n° 51-1118 du 21 septembre* 1951, J. O. *du 25 septembre* 1951).

— Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement de la Place de Collo (Algérie), p. 4124 (Document n° 13005).

—Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement de la place de Collo (Agérie), p. 8096 (Document n° 1570).

HÔPITAUX MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement des hôpitaux militaires de Marnia, Saïda et Tizi-Ouzou (Algérie), p. 1525 (Document n° 12325). — Dépôt du rapport par M. Mekki, p. 8838 (Document n° 1856). — Adoption du projet de loi, p. 9487.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 330 (Document n° 860).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement des hôpitaux militaires de Marnia, Saïda et Tizi-Ouzou (Algérie), p. 8096 (Document n° 1569).

HOUILLÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant approbation d'une convention entre l'Etat et l'Algérie relative au régime financier des Houillères du Sud oranais, p. 10295 (Document n° 2322).

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à inclure, en Algérie, le cadre spécial des instituteurs dans le cadre normal, p. 4069 (Document n° 12981). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mokhtari tendant à déterminer les conditions d'intégration des instituteurs du cadre spécial dans le cadre normal des instituteurs et institutrices d'Algérie, p. 4396 (Document n° 13039). — Dépôt d'un rapport par M. Borra, p. 5144 (Document n° 13242). — Adoption de l'ensemble après modification du titre: *Proposition de loi tendant à inclure, en Algérie, le cadre spécial des instituteurs dans le cadre normal,* p. 5405.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1818 (Document n° 417). — Dépôt du rapport par M. Jules Valle, p. 1876 (Document n° 455). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1882.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5684 (*Loi n° 51-713 du 7 juin* 1951, J. O. *du 8 juin* 1951).

JUGES DE PAIX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mokhtari tendant à améliorer le recrutement et l'avancement des juges de paix en fonctions en Algérie, p. 350 (Document n° 11938).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Haumesser tendant à améliorer le recrutement et l'avancement des juges de paix en fonctions en Algérie, p. 6176 (Document n° 490).

LÉGISLATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale devant assortir les décisions votées par l'Assemblée algérienne, p. 4068 (Document n° 12991).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale devant assortir les décisions votées par l'Assemblée algérienne, p. 7668 (Document n° 1273).

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cadi Abdelkader tendant à établir la parité, au sein des conseils généraux des départements algériens, entre la représentation du premier collège et celle du deuxième collège, p. 6492 (Document n° 835).

ORGANISATION JUDICIAIRE

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, modifiant la loi du 4 août 1926 sur la propriété foncière en Algérie et l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, p. 2 (Document n° 1). — Dépôt du rapport par M. Jules Valle, p. 615 (Document n° 136). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 755.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1363 (*Loi n° 51-352 du 20 mars* 1951, J. O. *du 23 mars* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur le projet de loi tendant à créer un poste de conseiller délégué à la protection de l'enfance à la cour d'appel d'Alger et des postes de juges des enfants dans certains tribunaux du ressort de cette cour (n° 11257), p. 1723 (Document n° 12375). — Adoption du projet de loi, p. 2023.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 816 (Document n° 181). — Dépôt du rapport par M. Vauthier, p. 1354 (Document n° 305). — Discussion, p. 1378, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1379.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4395 (*Loi n° 51-517 du 8 mai 1951, J. O. du 9 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rencurel sur la proposition de résolution de M. Aumeran tendant à inviter le Gouvernement à élever à la 1re classe le tribunal civil de Blida (n° 8700), p. 4526 (Document n° 12318). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2022.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rencurel sur le projet de loi portant création d'une troisième justice de paix à Alger (n° 8095), p. 3238 (Document n° 12302).

— Dépôt d'un projet de loi portant création d'une justice de paix à compétence étendue à Touggourt (Algérie), p. 7290 (Document n° 1058). — Dépôt du rapport par M. Jules Valle, p. 9547 (Document n° 2150).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la police des audiences des mahakmas, p. 7970 (Document n° 1490). — Dépôt du rapport par M. Haumesser, p. 8674 (Document n° 1761).

— Dépôt d'un projet de loi relatif aux conditions de recevabilité, par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane, p. 7801 (document n° 1399).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à modifier l'article 5 de la loi du 28 avril 1919 relative à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats, et à rendre applicable a l'Algérie les dispositions de l'article 4 de la loi du 16 juillet 1930 complétant la loi du 22 août 1929 relative à l'organisation judiciaire, p. 2638 (Document n° 12682).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Quilici tendant à créer à Oran une cour d'appel composée de deux chambres, p. 7805 (Document n° 1124).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Valle tendant à créer à Constantine une cour d'appel composée de deux chambres, p. 8724 (Document n° 1781).

PRÉFECTURES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mokhtari tendant à inviter le Gouvernement à promulguer dans les plus brefs délais les nouveaux statuts régissant le personnel des préfectures d'Algérie, p. 4210 (Document n° 13018).

PROGRÈS SOCIAL

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein du comité directeur du fonds de progrès social de l'Algérie. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 6223.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au comité directeur du fonds du progrès social de l'Algérie (application du décret du 4 mars 1950), p. 2090. — Désignation de candidatures, p. 2103. — Nomination de membres, p. 2117.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jules Valle sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi du 16 février 1897 et la loi du 4 août 1926 relatives à la propriété foncière en Algérie (n° 767, année 1950), p. 86 (Document n° 22). — Discussion, p. 85; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 86.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 230 (*Loi n° 51-50 du 13 janvier 1951, J. O. du 14 janvier 1951*).

SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à améliorer le régime de sécurité sociale en vigueur en Algérie, p. 3308 (Document n° 12842). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 4582 (Document n° 13070). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Rabier, p. 8096 (Document n° 1558).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur le projet de loi édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie (n° 11450), p. 3825 (Document n° 12939). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Rabier, p. 8096 (Document n° 1557).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux pouvoirs des contrôleurs des lois sociales en agriculture d'Algérie, p. 4124 (Document n° 13006).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux pouvoirs des contrôleurs des lois sociales en agriculture d'Algérie, p. 7668 (Document n° 1271). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 9652 (Document n° 2179).

TERRITOIRES DU SUD

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réorganisation des territoires du Sud de l'Algérie, p. 3609 (Document n° 12905). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 4487 (Document n° 13064). — 2e *législature:* Reprise du rapport, p. 6174 (Document n° 476). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Rabier, p. 7537 (Document n° 1170).

Aliments du bétail. — V. *Impôts (chiffres d'affaires).* — *Questions (Conseil de la République)* n° 95.

Allemagne. — V. *Budget.* — *Interpellations* nos 1, 14, 20, 25, 60, 211, 217, 266. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 33, 84 *(Conseil de la République)* n° 96.

Alliance française. — V. *Associations et groupements.*

Allocations familiales. — V. *Assurances sociales (cotisations).* — *Budget* 1951 *(éducation nationale).* — *Code du travail (salaires).* — *Conventions internationales (sécurité sociale).* — *France d'outre-mer (textes généraux).* — *Impôts (perception).* — *Interpellations* n° 67. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 2, 28, 32, 44, 198. *(Conseil de la République)* nos 23, 42, 59. — *Trésor.* — *Traitements.*

AGRICULTURE

— Budget.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 50-948 du 8 août 1950 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 1864 (Document n° 12450).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 50-948 du 8 août 1950 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1950, p. 6218 (Document n° 516).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier la loi n° 51-640 du 24 mai 1951 sur le budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 7972 (Document n° 1504).

Voir également à la rubrique: *Budget (prestations familiales).*

— Calcul.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Boutard sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet, tendant à relever à 12.000 F le salaire servant de base au calcul des prestations familiales agricoles (n° 11050), p. 2172 (Document n° 12621).

— Commission supérieure.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure des allocations familiales agricoles (application du décret du 19 juillet 1948), p. 2090, 2301. — Désignation de candidatures, p. 2179, 2124. — Nomination de membres, p. 2180, 2132.

— Cotisations.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charpentier sur la proposition de loi de M. Chautard, tendant à modifier l'article 27 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises et à proroger le délai prévu pour les demandes d'exonération de cotisation par certaines catégories d'exploitants et d'artisans ruraux (n° 11055), p. 2242 (Document n° 12567).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte tendant à exonérer certains redevables de leurs cotisations aux allocations familiales agricoles, p. 8506 (Document n° 1704).

— Majoration.

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Perdon tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une avance de trésorerie aux caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles afin de permettre à ces dernières de verser immédiatement aux salariés des professions agricoles et forestières la majoration de 20 p. 100 des prestations familiales conformément à la loi du 3 mars 1951, p. 2252 (Document n° 12572). — Dépôt du rapport par M. Bernard Paumier, p. 2472 (Document n° 12623).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à étendre le bénéfice de la majoration de 20 p. 100 d'allocations familiales pour février et mars aux exploitants agricoles, p. 2638 (Document n° 12680). — Dépôt du rapport par Mme Marie Lambert, p. 3633 (Document n° 12926).

— Salaire unique et logement.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi rétablissant l'allocation de salaire unique et l'allo-

cation de logement aux membres salariés de la famille des exploitants agricoles, p. 324 (Document n° 68). — Dépôt du rapport par M. Bretties, p. 895 (Document n° 203). — Discussion, p. 1029; adoption de la proposition de résolution, p. 1030.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gros tendant à rétablir le bénéfice de l'allocation de salaire unique aux salariés agricoles — petits exploitants — dont le travail salarié constitue l'activité professionnelle principale, p. 1864 (Document n° 12459).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant au rétablissement de l'allocation de salaire unique aux membres de la famille d'un exploitant agricole travaillant dans l'entreprise familiale, p. 268 (Document n° 48).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 562 (Document n° 12004).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à rétablir l'allocation de salaire unique et l'allocation de logement à certains membres salariés de la famille des exploitants agricoles, p. 6005 (Document n° 255).

— Versement du produit des taxes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Tricart sur la proposition de résolution de M. Hilaire Perdon tendant à inviter le Gouvernement à verser en temps opportun, aux caisses départementales d'allocations familiales agricoles, le produit des taxes en provenance du budget annexe des prestations familiales agricoles (n° 3170 (Document n° 12774).

APPRENTISSAGE. — ÉTUDES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Devaud et M. Abel-Durand d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales, p. 239 (Document n° 46).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 386 (Document n° 11972).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin modifiant les conditions d'attribution des allocations familiales aux apprentis et aux étudiants, p. 1106 (Document n° 12176).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à proroger la limite d'âge des apprentis et des étudiants pour le bénéfice des allocations familiales, p. 1394 (Document n° 12264).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier l'article 10 de la loi du 22 août 1946, en vue d'organiser le régime des prestations familiales pour les apprentis et les étudiants, p. 2638 (Document n° 12681).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à augmenter l'âge du bénéfice des allocations familiales en faveur des apprentis et des étudiants, p. 6176 (Document n° 471).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales pour tout enfant à charge jusqu'à dix-sept ans et pendant la durée de l'apprentissage, p. 7600 (Document n° 1181).

COMMISSION SUPÉRIEURE

Assemblée nationale. — Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein de la commission supérieure des allocations familiales, p. 6134. — Désignation de candidatures, p. 6374. — Nomination de membres, p. 6519, 6535.

MAJORATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales des salariés et assimilés, p. 385 (Document n° 11958). — Dépôt d'un rapport de M. Bouxom sur: I. le projet de loi tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales des salariés et assimilés; II. les articles 2 à 6 (premier alinéa) disjoints du rapport n° 11653 portant sur les propositions de loi: 1° de M. Bouxom tendant à fixer à 15.000 F, à partir du 1er février 1950, la base de calcul des allocations familiales dans le département de la Seine, pour les salariés relevant des caisses d'allocations familiales instituées par l'article 1er de l'ordonnance du 4 octobre 1945; 2° de Mme Claeys tendant à l'augmentation des prestations familiales; 3° de Mme Roca tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 46-185 du 22 août 1946 sur les allocations familiales; 4° de M. Jean Cayeux tendant à modifier et à compléter certaines dispositions concernant le régime des prestations familiales; 5° de Mme Claeys tendant à relever le salaire de base des allocations familiales sans répercussion sur les prix des loyers; 6° de M. de Raulin-Laboureur tendant à garantir le calcul des allocations familiales sur la base du salaire horaire du manœuvre de la métallurgie dans la région parisienne (nos 11958, 9145, 9255, 9899, 11033, 11052 rectifiés, 11254), p. 719 (Document n° 12064). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 885 (Document n° 12106. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 893 (Document n° 12112). — Discussion, p. 894, 908, 917; adoption, au scrutin, du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi majorant à titre provisoire certaines prestations familiales*, p. 948 (*rectificatif*, p. 1107).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 429 (Document n° 101). — Dépôt du rapport par M. Menu, p. 541 (Document n° 125). — Discussion, p. 685; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 711.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1724 (Document n° 12373). — Dépôt du rapport par M. Bouxom (Document n° 12405) et discussion, p. 1747; adoption, à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 1754 (*Loi n° 51-258 du 2 mars 1951, J. O. du 3 mars 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant reconduction, à titre exceptionnel, de la majoration des prestations familiales, p 3119 (Document n° 12849). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vermeersch tendant à majorer de 50 p. 100, pour le mois d'avril 1951, les prestations familiales, p. 3237 (Document n° 12789). — Dépôt d'un rapport par M. Bouxom, p. 3683 (Document n° 12921). — Discussion, p. 4139; rejet au scrutin du projet initial du Gouvernement, p. 4148; discussion sur la prise en considération d'un contre-projet, p. 4328; adoption, au scrutin, et suite de la discussion, p. 4334; adoption de l'ensemble avec modification du titre: « *Projet de loi majorant à titre provisoire certaines prestations familiales* », p. 4347.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1379 (Document n° 314). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 1384 (Document n° 318). — Discussion, p. 1384; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1389 (*rectificatif*, p. 1596).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4396 (Document n° 13037). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 4396 (Document n° 13038). — Discussion, p. 4401; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 4403 (*Loi n° 51-520 du 9 mai 1951, J. O. du 10 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à étendre aux fonctionnaires, aux travailleurs de l'Etat, agents des services publics et aux travailleurs des entreprises nationalisées, l'augmentation de 20 p. 100 des allocations familiales prévues pour les travailleurs des secteurs privés par la loi du 30 décembre 1950, p. 231 (Document n° 11873).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à rendre applicable en Algérie et dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 58-258 du 2 mars 1951 majorant à titre provisoire certaines prestations familiales, p. 2767 (Document n° 12717).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Bouxom tendant à inviter le Gouvernement: 1° à prévoir les mesures augmentant les prestations familiales, y compris les indemnités compensatrices et la majoration exceptionnelle, dans la même proportion que le salaire minimum garanti; 2° à déposer pour le 15 octobre 1951 le projet de loi visé au dernier paragraphe de l'article 2 de la loi du 2 mars 1951 concernant l'application de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales, p. 6750 (Document n° 943).

MINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Morand tendant à appliquer la loi du 3 mars 1951 aux mineurs assimilés des bassins de la région de l'Ouest en ce qui concerne les 20 p. 100 d'augmentation sur les allocations familiales, à relever systématiquement ces allocations et à verser une subvention de 3 milliards pour combler le déficit de la caisse autonome et de 1 milliard pour permettre le démarrage normal de la caisse des allocations familiales, p. 4740 (Document n° 13101).

PRIMES EXCEPTIONNELLES. — SUBVENTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à étendre le bénéfice des allocations familiales à tous les jeunes gens en chômage, p. 3419 (Document n° 12861).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Prin tendant à accorder un mois supplémentaire d'allocations familiales, p. 5992 (Document n° 229).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Roca tendant à étendre le bénéfice des allocations familiales à tous les jeunes gens en chômage, p. 7492 (Document n° 1152).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Grappe tendant à attribuer une indemnité de trousseau de 4.000 F à tout enfant de quatre à quatorze ans partant en camp ou colonie de vacances, p. 7492 (Document n° 1155).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Estachy tendant à allouer à chaque écolier une prime de rentrée de classe de 2.000 F, par l'intermédiaire des caisses d'allocations familiales, p. 7636 (Document n° 1229).

RÉGIME DES PRESTATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Claeys sur: 1° le projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales; 2° la proposition de loi de Mme Schell tendant à étendre le bénéfice de l'allocation maternité à toute femme salariée ou conjointe de salarié assujetti aux assurances sociales, et ayant satisfait aux conditions requises par la loi sur l'acquisition de la nationalité française, dès la naissance de l'enfant (nos 9470, 7467), p. 3228 (Document n° 12799). — Adoption du

projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales* », p. 4673.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1514 (Document n° 351). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 2225 (Document n° 637). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2337.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6750 (*Loi n° 51-1095 du 14 septembre 1951, J. O. du 18 septembre 1951*).

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de loi de M. Labrosse tendant à modifier les structures et le financement des divers régimes des prestations familiales, p. 4396 (Document n° 13036). — Retrait, p. 4790.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Lacaze tendant à modifier les structures et le financement des divers régimes des prestations familiales, p. 4865 (Document n° 13115). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à améliorer la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 4872 (Document n° 13134). — Dépôt d'un rapport par M. Bouxom, p. 5001 (Document n° 13206). — Discussion, p. 5102, 5111 — Dépôt par M. Duprat d'une motion de censure contre le Gouvernement et discussion, p. 5118; adoption, au scrutin, d'une proposition tendant à renvoyer au 1er octobre 1951, le vote sur la motion de censure, p. 5122, et renvoi à la commission, p. 5123 (*rectificatif*, p. 5633).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Varlot sur la proposition de résolution de M. Radius tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux personnels civils et militaires de l'Etat ainsi qu'aux personnels des collectivités locales les avantages des prestations familiales spéciales accordées par les caisses départementales des allocations familiales aux salariés du secteur privé en faveur des enfants partant en vacances (n° 523, année 1950), p. 292 (Document n° 57). — Discussion, p. 803; adoption de la proposition de résolution, p. 805 (*rectificatif*, p. 896).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bouxom sur la proposition de résolution de Mme Lempereur tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les avantages accordés aux familles pour les enfants réellement à charge (n° 5798), p. 2867 (Document p. 12729). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bouxom, p. 4005 (Document n° 12957). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Rincent, p. 5088 (Document n° 13221).

— Dépôt d'un rapport de Mme Claeys sur la proposition de loi de M. Siefridt tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales (n° 11247), p. 4005 (Document n° 12965).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mutter tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article 11 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 350 (Document n° 11919).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Labrosse tendant à modifier les structures et le financement des divers régimes de prestations familiales, p. 949 (Document n° 12136).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dusseaulx tendant à modifier et à compléter certaines dispositions concernant le régime des prestations familiales, p. 1812 (Document n° 12431).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Prin tendant à améliorer la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 5932 (Document n° 105).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy Prigent tendant à réaliser définitivement la parité, en matière de prestations familiales, entre les prestations versées aux allocataires salariés et non salariés du régime agricole et les prestations versées aux salariés du régime général et proposant un système de financement permanent et démocratique, p. 5978 (Document n° 190).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à établir la parité entre les prestations familiales des exploitants agricoles et des salariés, p. 6005 (Document n° 259).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier les structures et le financement des divers régimes de prestations familiales, p. 6134 (Document n° 395).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay modifiant la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales en vue d'exonérer de toutes cotisations les parents de grands enfants infirmes et incurables, p. 7433 (Document n° 1117).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fourvel tendant à inviter le Gouvernement à laisser les caisses départementales d'allocations familiales libres de payer les prestations en tenant compte du lieu d'habitation ou de travail, selon le choix des allocataires, p. 7910 (Document n° 1478).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wagner tendant à accorder aux femmes divorcées, mères de famille non salariées, le bénéfice de l'allocation de salaire unique, p. 8497 (Document n° 1696).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant au maintien du rang des derniers enfants des familles nombreuses dans le calcul des avantages familiaux, p. 9895 (Document n° 2215).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mahrut tendant à inviter le Gouvernement à imposer aux caisses départementales d'allocations familiales l'obligation de procéder au règlement des allocations familiales suivant le taux applicable au lieu du travail et non au lieu de la résidence du chef de famille, p. 7702 (Document n° 1391).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durbet tendant à inviter le Gouvernement à compléter le décret n° 46-1880 du 11 décembre 1946, portant règlement d'administration publique en application de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946, fixant le régime des prestations familiales, p. 7805 (Document n° 1397).

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales (application de la loi n° 51-258 du 2 mars 1951), p. 753, 2090. — Désignation de candidatures, p. 753, 2157, 2179. — Nomination de membres, p. 773, 2179, 2180.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur les cotisations des petits employeurs maîtres artisans et travailleurs indépendants aux allocations familiales, p. 5930 (Document n° 45).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à exonérer des cotisations dues au titre des allocations familiales les travailleurs indépendants chefs de familles nombreuses, p. 6134 (Document n° 397).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de supprimer le prélèvement au titre d'allocations familiales des travailleurs indépendants âgés de plus de soixante-cinq ans et ayant des ressources inférieures au minimum vital, p. 6175 (Document n° 438).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billiemaz tendant à exonérer des cotisations aux caisses d'allocations familiales certaines catégories de travailleurs indépendants, p. 6370 (Document n° 699).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les dispositions utiles afin d'exonérer du versement des cotisations d'allocations familiales les travailleurs indépendants âgés de plus de soixante-cinq ans, p. 3156 (Document n° 834).

TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à déterminer le taux et le payement des prestations familiales pour les Algériens salariés ou travailleurs indépendants travaillant en France et dont la famille réside en Algérie, p. 3507 (Document n° 12872).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guyot tendant à déterminer le taux et le payement des prestations familiales pour les Algériens salariés ou travailleurs indépendants travaillant en France et dont la famille réside en Algérie, p. 6080 (Document n° 304).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à déterminer le régime de prestations familiales et le mode de payement à appliquer aux Algériens travaillant en France dont la famille réside en Algérie, p. 8498 (Document n° 1699).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Dumas étendant aux travailleurs marocains et tunisiens en France le bénéfice des allocations familiales pour leurs familles demeurées au Maroc et en Tunisie, p. 8837 (Document n° 1845).

Allocation de logement. — V. *Allocations familiales (agriculture)*. — *Interpellations n° 91. — Loyers (locaux d'habitation)*. — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 26.

Allocation militaire. — V. *Armées.*

Allocation scolaire. — V. *Enseignement. — Interpellations*, n° 248.

Allocutions.

Assemblée nationale. — 1re *législature.* — Allocution de M. Marcel Cachin, président d'âge, à l'occasion de l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale de 1951, p. 309. — Allocution de M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale: en prenant place au fauteuil, p. 313 = à l'occasion du décès des députés suivants: M. Charles Desjardins, p. 861; M. Ambroise Croizat, p. 1069; M. Paul Giacobbi, p. 2740; M. Charles Schauffer, p. 4567 = à l'interruption de la session, p. 5774. — 2e *législature.* — Allocution de M. Eugène Pebellier, président d'âge, à la reprise de la session, p. 5863. — Allocution de M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale: en prenant place au fauteuil, p. 5916 = à l'occasion du décès des députés suivants: M. Albert Aubry et M. Pierre Chevallier, p. 6356; M. Maurice-Petsche, ministre d'Etat, p. 7403. — Allocution de M. Diethelm, vice-président de l'Assemblée et de M. René Pleven, président du conseil, à l'occasion de la nouvelle année, p. 10296.

Conseil de la République. — Allocutions de: M. Jules Gasser, président d'âge, à l'ouverture de la session annuelle du Conseil de la République de 1951, p. 102 = M. Gaston Monnerville, président du

Conseil de la République, en prenant place au fauteuil, p. 103, 111 = M le président du Conseil de la République, à l'occasion du décès des sénateurs suivants: M. Félix Tololehibe, p. 356; M. Arthur Marchand, p. 429; M. Marcel Breton, p. 2026; M. François Labrousse, p. 2740; M. Roger Delthil, p. 2972; M. Maurice-Petsche, ministre d'Etat, p. 2636 = M. le président du Conseil de la République et de M. Claudius-Petit, ministre de la reconstruction, à l'occasion de la nouvelle année, p. 3681.

Allumettes. — V. *Tabacs.*

Alsace et Lorraine. — V. *Assurances sociales (agriculture). — Caisses d'épargne d'Alsace et de Lorraine. — Code du travail (salaires). — Combustibles liquides et dérivés. — Electricité et gaz (travaux). — Enseignement. — Fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine. — Médaille des évadés. — Médecine et professions médicales. — Pensions et retraites (agents des chemins de fer, anciens combattants, personnels d'Alsace et de Lorraine, personnels civil et militaire). — Questions orales (Assemblée nationale), nos 90, 96, 104, 105, 150. — Spectacles. — Traitements (textes généraux).*

ALLOCATIONS FAMILIALES. — ALLOCATIONS MILITAIRES

Assemblée nationale. — 2e *législature:* reprise du rapport de M. Meck sur la proposition de loi de M. Meck relative au versement rétroactif des allocations militaires et des allocations familiales supprimées par les autorités nazies dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 964, année 1947), p. 6369 (Document n° 764).

AMNISTIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Kuehn portant amnistie des délits économiques commis par les agriculteurs des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle pendant la période d'annexion de fait de ces départements, p. 7492 (Document n° 1145).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck portant amnistie de délits économiques en faveur des agriculteurs alsaciens et mosellans, p. 7671 (Document n° 1356).

ASSURANCES SOCIALES

Assemblée nationale — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de M. Meck modifiant les dispositions du code des assurances sociales du 19 juillet 1911 et de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, jusqu'au 1er juillet 1946, et pour lesquelles les anciens assurés de ces régimes ont la possibilité d'option jusqu'au 1er juillet 1956 (n° 9503), p. 3170 (Document n° 12773). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Meck, p. 6369 (Document n° 772).

BILINGUISME

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à assurer à tous les justiciables dans les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des droits égaux devant la justice, p. 231 (Document n° 11875).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Muller tendant à introduire le bilinguisme dans les administrations publiques des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 6114 (Document n° 369).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à assurer à tous les justiciables dans les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des droits égaux devant la justice, p. 6114 (Document n° 371).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à remettre en pratique les dispositions réglementaires et administratives relativement à l'enseignement de la langue allemande dans les institutions d'enseignement des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 6373 (Document n° 749).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fonlupt-Esperaber tendant à inviter le Gouvernement à réintroduire l'enseignement de l'allemand comme langue secondaire dans les écoles primaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 6475 (Document n° 818).

COMMERCE ET INDUSTRIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les commerçants dont les établissements ont été fermés sur ordre des autorités occupantes et pour des raisons politiques, pendant la période d'annexion de fait des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 9096 (Document n° 1968).

CRÉDIT IMMOBILIER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Klock tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence des crédits suffisants à la disposition du crédit immobilier du département du Bas-Rhin, p. 6513 (Document n° 849).

DROGUERIE-HERBORISTERIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wolff tendant à modifier la profession de droguiste, herboriste dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et de la Moselle, p. 9459 (Document n° 2114).

INSTANCE D'APPEL

Assemblée nationale. — 2e *législature:* reprise du rapport de M. Fonlupt-Esperaber sur la proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à instituer dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, une instance d'appel pour les sanctions d'épuration prises par les administrations (n° 7451, année 1949), p. 8096 (Document n° 1555).

LÉGISLATION CIVILE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wasmer tendant à modifier l'article 14 de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 4865 (Document n° 13126). — Dépôt du rapport par M. Wasmer, p. 5000 (Document n° 13184). — Adoption de la proposition de loi, p. 5658.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1912 (Document n° 472). — Dépôt du rapport par M. Kalb, p. 1945 (Document n° 480). — Discussion p. 1948; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1949 (*rectificatif*, p. 2029).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi (Document n° 13346) et dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5773 (Document n° 13348). — Discussion, p. 5742; adoption de la proposition de loi, p. 5743 (*Loi n° 51-677 du 24 mai* 1951, J. O. 1er *juin* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 5143 (Document n° 13231).

MÉDECINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la qualification de médecins spécialistes pour les maladies internes, selon la réglementation d'avant 1939, pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 8791 (Document n° 1789).

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à l'abrogation des dispositions de l'article 44 de la loi municipale d'Alsace et de Lorraine du 6 juin 1895 concernant l'adjonction des contribuables plus imposés pour certaines délibérations du conseil municipal, p. 6176 (Document n° 486). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 8384 (Document n° 1671). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à abroger l'article 44 de la loi communale d'Alsace et de Lorraine du* 6 *juin* 1895, p. 8910.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2884 (Document n° 805). — Dépôt du rapport par M. Schwartz, p. 3178 (Document n° 841). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3579.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 10238 (*Loi n° 52-47 du 7 janvier* 1952, J. O. *du* 13 *janvier* 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à l'abrogation des dispositions de l'article 44 de la loi municipale d'Alsace et de Lorraine du 6 juin 1895 concernant l'adjonction des contribuables plus imposés pour certaines délibérations du conseil municipal, p. 2139 (Document n° 12554).

ORGANISATION JUDICIAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'ordonnance du 1er octobre 1945 relative à l'organisation judiciaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 8790 (Document n° 1796).

THÉATRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kuehn tendant à inviter le Gouvernement à déposer une lettre rectificative au budget du ministère de l'éducation nationale pour rétablir et augmenter les crédits affectés aux subventions accordées à la décentralisation lyrique, notamment au titre des théâtres d'Alsace et de Lorraine, p. 4012 (Document n° 12970).

Aménagements fiscaux. — V. *Impôts.*

Amendes pénales. — V. *Code d'instruction criminelle. — France d'outre-mer (textes généraux).*

Amnistie. — V. *Algérie. — Alsace et Lorraine. — Elections cantonales. — Elections législatives. — France d'outre-mer (textes généraux). — Impôts (amnistie fiscale). — Prix.*

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant amnistie de certaines condamnations, instituant un régime de libération anticipée, limitant les effets de la dégradation

nationale et sanctionnant les activités antinationales (nos 11757, 11779, année 1950), p. 2, adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi portant amnistie, instituant un régime de libération anticipée limitant les effets de la dégradation nationale et réprimant les activités antinationales*, p. 20 (*rectificatif*, p. 231) (*Loi* n° 51-18 *du* 5 *janvier* 1951, J. O. *du* 6 *janvier* 1951).

Assemblée nationale. — 2e *législature:* reprise du rapport de M. Dominjon sur les propositions de loi: 1° de M. Camphin tendant à accorder l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine et similaires à l'occasion de l'exercice du droit de grève consacré par la Constitution de la République et à faire cesser toutes les poursuites judiciaires engagées à l'occasion des conflits sociaux dans les mines; 2° de M. Camphin tendant à accorder l'anmistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine et d'autres corporations à l'occasion de l'exercice du droit de grève consacré par la Constitution de la République, à faire cesser toutes les poursuites judiciaires engagées à la suite des conflits sociaux et à ordonner la remise de toutes les amendes et dommages-intérêts qui ont frappé tous ces travailleurs (n° 7697, année 1949), p. 8899 (Document n° 1881).

— Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur les propositions de loi: 1° de M. de Recy tendant à modifier la loi n° 47-1504 du 16 août 1947 portant amnistie; 2° de M. Bordeneuve, sénateur, tendant à modifier et compléter l'article 10, paragraphe I, de la loi du 16 août 1947, portant amnistie en ajoutant aux délits qui y sont visés les infractions ayant donné lieu à l'application de peines correctionnelles (nos 5509, 4283), p. 719 (Document n° 12057).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à amnistier les condamnés consécutivement à la manifestation du 5 mai 1950 à la Bocca-de-Cannes (Alpes-Maritimes), p. 151 (Document n° 11851).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à préciser le droit à revision pour les victimes d'erreurs judiciaires commises par les juridictions dites d'exception, p. 1525 (Document n° 12302).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vincent Badie tendant à faire bénéficier de l'amnistie certains délinquants primaires poursuivis ou condamnés pour des infractions et délits mineurs ou des délinquants primaires combattants d'Indochine, p. 1635 (Document n° 12355).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier et de compléter la loi n° 51-18 du 5 janvier 1951 portant amnistie, p. 5917 (Document n° 165).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Isorni tendant à l'amnistie des faits dits de collaboration et à la suppression de l'indignité nationale, p. 6176 (Document n° 507).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Peytel portant: 1° amnistie en faveur de certaines personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre 1944, 28 novembre 1944 et 26 décembre 1944; 2° abrogation de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 prévoyant l'inéligibilité; 3° revision de l'épuration administrative, p. 6241 (Document n° 554) (*rectificatif*, p. 6374).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules-Julien portant amnistie à l'égard des étrangers appartenant à des pays neutres condamnés pour faits de collaboration économique avec l'ennemi, p. 10060 (Document n° 2260).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'amnistie pour le 14 juillet, p. 5933 (Document n° 97).

Conseil de la République. — Reprise par M. Jacques Debû-Bridel de la proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie: 1° aux anciens combattants et anciens résistants de la guerre 1939-1945; 2° aux travailleurs condamnés pour faits de grève; 3° à certaines catégories de délinquants primaires (n° 696, année 1949), transmise à l'Assemblée nationale dans la première législature, p. 2074 (Document n° 552).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 715).

Anciens combattants et victimes de la guerre. — V. *Amnistie. — Associations et groupements. — Assurances sociales. — Centre national de rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés. — Commerce et industrie (crédit commercial). — Croix du combattant volontaire. — Emplois réservés. — Enseignement technique et professionnel. — Etudiants. — Impôts (patente). — Interpellations* nos 29, 73, 108. — *Légion d'honneur et médaille militaire. — Livre d'or des municipalités. — Loterie nationale. — Pensions et retraites. — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 51. *(Conseil de la République)* nos 30, 46, 107, 111. — *Sociétés de secours mutuels. — Union française des combattants.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Badie sur la proposition de loi de M. Bruyneel portant extension à la guerre 1939-1945 des dispositions de la loi du 27 avril 1916 instituant un diplôme à remettre aux familles des officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer morts pour la Patrie, depuis le début des hostilités (n° 11557), p. 1220 (Document n° 12225). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre « *Proposition de loi étendant l'application des dispositions de la loi du* 27 *avril* 1916 *en vue de la remise d'un diplôme d'honneur aux familles des « morts pour la France » de la guerre* 1939-1945 », p. 2024.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 816 (Document n° 190). — Dépôt du rapport par M. Robert Chevalier, p. 1458 (Document n° 342). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1791.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5552 (*Loi* n° 51-643 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 29 *mai* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Isabelle Claeys tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance, p. 2100 (Document n° 12543). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 2472 (Document n° 12608). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à proroger le délai prévu par l'article* 3 *de la loi* n° 49-418 *du* 25 *mars* 1949 *relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance* », p. 2789.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1039 (Document n° 240). — Dépôt du rapport par M. Robert Chevalier, p. 1458 (Document n° 341). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1666.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5283 (*Loi* n° 51-697 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 5 *juin* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Marcel Hamon sur la proposition de résolution de M. Hutin-Desgrées tendant à inviter le Gouvernement a reviser les conditions d'attribution de la carte du combattant aux marins du commerce de la guerre 1914-1918 (n° 9020), p. 1813 (Document n° 12446). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4101.

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Edouard Daladier relative au titre de « Combattant volontaire » (nos 8818, 11373), p. 839.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 429 (Document n° 102). — Adoption d'une résolution demandant à l'Assemblée de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 1074.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 3236 (Document n° 12818). — Adoption de la résolution, p. 3991.

Conseil de la République. — Communication de la résolution, adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1306. — Dépôt du rapport sur la proposition de loi par M. Corniglion-Molinier, p. 1354 (Document n° 295). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi relative à la création de la Croix du combattant volontaire de la guerre* 1939-1945 », p. 1442.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4582 (Document n° 13085). — Dépôt du rapport par M. Capdeville, p. 5000 (Document n° 13176). — 2e *législature:* communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de ladite proposition de loi, p. 5929 (Document n° 29).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport sur la proposition de loi de M. Tourné tendant à créer le statut des sourds de guerre (n° 11615), p. 3238 (Document n° 12815). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry, p. 4582 (Document n° 13077). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Tourné, p. 7006 (Document n° 1023).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dusseaulx tendant à reconnaître la qualité de combattants volontaires, avec droit au port de la Croix de combattant volontaire, aux militaires ou marins des classes 1905 et plus jeunes du service auxiliaire qui sont partis, sur leur demande écrite, au front dans une unité combattante, p. 645 (Document n° 12018). — Dépôt du rapport par M. Bayrou, p. 1526 (Document n° 2308). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bayrou, p. 2163 (Document n° 12559).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Serre tendant à modifier le statut des combattants volontaires de la Résistance, p. 2148 (Document n° 12556). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 2472 (Document n° 12607).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à faire bénéficier les combattants d'Indochine et de Corée de toutes les dispositions relatives aux combattants, p. 6242 (Document n° 585). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 9033 (Document n° 1960). — Dépôt du rapport par M. Commentry, p. 9174 (Document n° 1992).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à la création d'une carte de prévôtal destinée aux militaires des prévôtés de l'avant, au titre de combattant, p. 562 (Document n° 11990).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à faire bénéficier les combattants d'Indochine et de Corée de toutes les dispositions relatives aux combattants, p. 1219 (Document n° 12234).

— Dépôt d'un rapport de M. Draveny sur la proposition de résolution de M. Jean Charlot tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier du rappel de la retraite du combattant les anciens combattants du Maroc (n° 10151), p. 1526 (Document n° 12310).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à établir le statut de la Résistance intérieure française, p. 3682 (Document n° 12928).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à modifier: 1° l'article 11 de la loi n° 50-956 du 8 août 1950 relevant le taux de base de la retraite du combattant; 2° l'article 9 de la loi n° 51-632 du 24 mai 1951 relatif à la revalorisation de la retraite du combattant, p. 5979 (Document n° 216).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dassonville tendant à attribuer la retraite du combattant à tous les titulaires de la carte, selon l'âge requis, p. 7492 (Document n° 1154).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à modifier les conditions d'attribution et le montant de la retraite du combattant, à l'aligner sur le montant de la pension d'invalidité au taux de 10 p. 100 et à établir le rapport constant entre cette retraite et les pensions d'invalidité, p. 8723 (Document n° 1779).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henault tendant à proroger le délai imparti par la loi du 24 mai 1951 pour le dépôt des demandes de prêts accordés aux anciens combattants volontaires de la Résistance, en application des ordonnances des 5 et 20 octobre et 2 novembre 1945, p. 9998 (Document n° 2254).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Darou tendant à inviter le Gouvernement à établir un plan quadrennal pour apporter une solution définitive aux légitimes revendications du monde ancien combattant, p. 9307 (Document n° 2073).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Darou tendant à inviter le Gouvernement à procéder en 1952 à un recensement de toutes les catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre, p. 9307 (Document n° 2074).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à recenser, avec le concours des associations d'anciens combattants, le nombre exact des parties prenantes du budget des anciens combattants et victimes de guerre, et à réserver les sommes de ce budget non utilisées en fin d'année à l'amélioration du sort de tous les anciens combattants et victimes de guerre, p. 9516 (Document n° 2166).

— Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission prévue aux articles 7 et 8 de l'arrêté du 23 décembre 1949 déterminant les modalités d'application du décret du 23 décembre 1949 fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant: Nomination de membres par diverses commissions, p. 6223.

Anciens combattants (ministère).

ADMINISTRATION CENTRALE ET SERVICES EXTÉRIEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Serre, tendant à pourvoir effectivement de personnel le cadre des emplois permanents dépendant du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 282 (Document n° 11879). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 1325 (Document n° 12256).

DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES ET RÉGIONALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile Hugues, tendant à inviter le Gouvernement à suspendre les mesures de régionalisation des directions départementales des anciens combattants, p. 338 (Document n° 11902). — Dépôt du rapport par M. Mouchet, p. 3610 (Document n° 12913).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bégouin tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires du ministère des anciens combattants qui ont été mutés d'office d'une direction départementale à une direction régionale des anciens combattants le remboursement des frais de transport journaliers occasionnés par cette mutation, p. 6953 (Document n° 1012).

Animaux. — V. *Agriculture. — Code pénal. — Pharmacie.*

Annonces judiciaires et légales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Forcinal sur les annonces judiciaires et légales, p. 2867 (Document n° 12734).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à modifier l'acte dit loi du 23 décembre 1941 sur les annonces judiciaires et légales, p. 7339 (document n° 1099). — Dépôt du rapport par M. Maurice Crimaud, p. 8617 (Document n° 1733).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gosset concernant les annonces judiciaires et légales. p. 9231 (Document n° 2041).

Apatrides. — V. *Office français de protection des apatrides.*

Apéritifs. — V. *Alcool.*

Appareils de prothèse et d'orthopédie. — V. *Centres d'appareillage. — Marine marchande (inscription maritime).*

Appellations d'origine. — V. *Agriculture (lait et produits laitiers). — Viticulture.*

Apprentissage. — V. *Allocations familiales. — Enseignement technique. — Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 46.

Arachides. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 64.

Arbres (plantation). — V. *Code civil.*

Archipel des Comores. — V. *France d'outre-mer.*

Architectes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'acte dit « loi du 30 décembre 1940 » organisant la profession d'architecte, p. 9545 (Document n° 2132).

Armées. — V. *Anciens combattants. — Assurances sociales. — Budgets. — Chasse. — Codes de justice militaire. — Code du travail (salaires). — Conventions internationales (communauté militaire et politique européenne, service militaire). — Elections législatives. — Fêtes et cérémonies commémoratives. — Fonctionnaires (dégagement des cadres). — Gendarmerie. — Interpellations*, n°s 193, 194, 217, 218, 275. — *Légion d'honneur et médaille militaire. — Médailles commémoratives. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Postes, télégraphes et téléphones (colis postaux, franchise postale). — Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 12, 67, 71, 90, 97, 113, 121, 129 *(Conseil de la République)* n°s 5, 6, 28, 40, 48, 49, 55, 63, 95, 111. — *Traitements (défense nationale). — Transports (chemins de fer d'intérêt général, transports ferroviaires et routiers).*

ALIMENTATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à accorder à l'occasion des fêtes de Noël et du nouvel an un colis à tous les soldats de l'armée française, y compris les soldats originaires d'outre-mer sans aucune distinction, p. 8028 (Document n° 1532). — Dépôt du rapport par M. Villeneuve, p. 9174 (Document n° 2004).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à porter la ration journalière de vin aux soldats des trois armes à un litre par jour et par homme, p. 6606 (Document n° 909).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deliaune tendant à inviter le Gouvernement à accorder un deuxième quart de vin aux soldats, p. 6550 (Document n° 873).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Manceau tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la nourriture des soldats et sous-officiers vivant à l'ordinaire (terre, air, marine) par l'augmentation de la prime journalière d'alimentation et un meilleur contrôle de l'utilisation de cette prime pour éviter le gaspillage, p. 8498 (Document n° 1698).

ALLOCATIONS MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Marie Lambert tendant à accorder l'allocation militaire à toutes les familles des jeunes gens de l'agriculture appelés sous les drapeaux lorsque le revenu cadastral de l'exploitation familiale est inférieur ou égal à 1.500 F, p. 294 (Document n° 11884).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant au relèvement du taux des allocations accordées aux familles nécessiteuses des jeunes gens sous les drapeaux, en vertu de l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 et instituant la modalité d'une revision annuelle, p. 948 (Document n° 12119).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kauffmann tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les allocations militaires aux parents et épouses de militaires sous les drapeaux, p. 2087 (Document n° 12527).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à accorder l'allocation militaire à toutes les familles des jeunes gens de l'agriculture appelés sous les drapeaux lorsque le revenu cadastral de l'exploitation familiale est inférieur ou égal à 1.000 F, p. 5932 (Document n° 128).

— Dépôt d'un proposition de loi de M. Billat tendant à modifier l'article 24 de la loi du 31 mars 1928, relatif aux allocations aux militaires soutiens de famille, p. 6475 (Document n° 824).

CANTINIER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Poirot tendant à rétablir l'emploi de cantinier militaire dans les casernes (Document n° 11892).

CLASSES 1949 ET 1950

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel tendant à libérer, à partir du 15 avril 1951, les jeunes gens nés entre le 1er novembre et le 31 décembre 1929, appartenant à la classe 1950 et actuellement sous les drapeaux, p. 1958 (Document n° 12479). — Dépôt du rapport par M. Capdeville, p. 1959 (Document n° 12480).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à libérer à partir du 15 avril 1951 tous les soldats du premier contingent de la classe 1950 incorporés au cours de la deuxième quinzaine d'avril 1950 et nés entre le 1er novembre 1929 et le 30 avril 1930, p. 1682 (Document n° 12361).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dreyfus-Schmidt tendant à libérer avant le 14 juillet 1951 et éventuellement avant la date des élections les portions de classe appelées sous les drapeaux pendant le mois d'avril 1950, p. 5283 (Document n° 13268).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à libérer avant le 1er août 1951 les soldats du premier contingent de la classe 1950 et ceux appelés sous les drapeaux pendant le mois d'avril 1950, p. 5931 (Document n° 101).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à libérer les jeunes gens du premier contingent de la classe 1950 au 1er octobre prochain, pour leur permettre de participer dans leurs communes, au premier tour des élections cantonales et d'accorder une permission exceptionnelle de 48 heures aux soldats non libérables, afin qu'ils puissent également se rendre au bureau de vote où ils sont inscrits, p. 7072 (Document n° 1044).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fiorand tendant à inviter le Gouvernement à renvoyer dans leurs foyers les militaires du contingent libérables en octobre pour leur permettre de participer aux prochaines élections cantonales, p. 7562 (Document n° 1175).

CLASSE 1951

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 51-87 du 23 janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, p. 1394 (Document n° 12265).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 51-292 du 3 mars 1951 modifiant le décret n° 51-87 du 23 janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, p. 2470 (Document n° 12576).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 51-417 du 13 avril 1951 modifiant le décret n° 51-87 du 23 janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, p. 4124 (Document n° 13004).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 51-984 du 30 juillet 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1951, p. 6370 (Document n° 757).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 51-87 du 23 janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, p. 7635 (Document n° 1202).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 51-292 du 3 mars 1951 modifiant le décret n° 51-87 du 23 janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, p. 7635 (Document n° 1206).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 51-417 du 13 avril 1951 modifiant le décret n° 51-87 du 23 janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, p. 7635 (Document n° 1209).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Saivre tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'appel des réservistes agricoles en Afrique du Nord jusqu'au 1er novembre 1951, p. 6242 (Document n° 562).

CONGÉS ET PERMISSIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à accorder aux militaires stationnés sur le territoire métropolitain une permission exceptionnelle de quarante-huit heures pour exercer leur droit de vote aux élections législatives de juin 1951, p. 5312 (Document n° 13287).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à accorder à tous les militaires français une permission spéciale à l'occasion des fêtes de Noël et du nouvel an, p. 8028 (Document n° 1533). — Dépôt du rapport par M. Benouville, p. 9546 (Document n° 2140).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les militaires provenant des territoires d'outre-mer, de l'Union française et servant sur les théâtres d'opérations extérieurs d'Extrême-Orient des mêmes droits que leurs camarades provenant de la métropole, en ce qui concerne l'octroi des congés de fin de campagne, p. 4572 (Document n° 363).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier d'une permission exceptionnelle de quinze jours les exploitants et fils d'exploitants agricoles des régions où les intempéries n'ont pas permis de rentrer ou de terminer les récoltes, p. 7072 (Document n° 1041).

CORPS EXPÉDITIONNAIRE D'INDOCHINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. André-François Mercier sur le projet de loi portant augmentation des effectifs budgétaires en officiers et sous-officiers servant au delà de la durée légale et autorisant des rengagements spéciaux pour l'Indochine (n° 11536), p. 86 (Document n° 11836). — Discussion, p. 86; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 94.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 6 (Document n° 16). — Lecture du rapport par M. Pic et discussion, p. 84; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 85.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p 188 (Document n° 11864). — Dépôt du rapport par M. André-François Mercier, p. 200 (Document n° 11868). — Discussion, p. 216; adoption de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 217 (*Loi n° 51-47 du 12 janvier 1951, J. O. du 13 janvier 1951*).

ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à allouer aux ouvriers et ouvrières travaillant dans les établissements de l'Etat (air, guerre et marine) une prime de rendement variant de 0 à 40 p. 100 du salaire minimum de leur catégorie, au taux moyen de 16 p. 100, p. 6176 (Document n° 493).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à annuler les décisions prises en violation de la Constitution à l'encontre des personnels des établissements militaires de l'Etat (air, guerre, marine), p. 6241 (Document n° 561).

FABRICATIONS D'ARMEMENT ET DES POUDRES (SERVICE DES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais portant modification de l'article 43 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 portant fixation du budget général (dépenses militaires) de l'exercice 1946, relatif au personnel des services des fabrications d'armement et des poudres, p. 6052 (Document n° 284).

FORCES FRANÇAISES DE L'INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à abroger le décret n° 51-95 du 27 janvier 1951 portant forclusion en matière de délivrance de certificat d'appartenance aux membres des F. F. I., p. 3290 (Document n° 12333).

FORMATIONS AUXILIAIRES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Henri Barré sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord et aux troupes spéciales du Levant et servant dans l'armée française (n° 819, année 1950), p. 343 (Document n° 74). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 362.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 819 (*Loi n° 51-158 du 16 février 1951, J. O. du 17 février 1951*).

FORMATIONS MILITAIRES FÉMININES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'urgence les conditions dans lesquelles le statut militaire sera appliqué au personnel des formations militaires féminines, p. 6550 (Document n° 883).

LIBERTÉ D'OPINION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Villon tendant à assurer aux militaires de toutes armes, conformément aux principes d'égalité et aux droits civiques qui leur sont attribués par la Constitution, le droit à la lecture des journaux de toutes opinions, p. 5088 (Document n° 13225).

LOGEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à construire des logements destinés aux cadres militaires, p. 3237 (Document n° 12788).

MARÉCHAUX DE FRANCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jarrosson tendant à inviter le Gouvernement à faire conférer aux généraux Juin et de Lattre de Tassigny la dignité de maréchal de France, p. 9307 (Document n° 2071).

MATÉRIEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à interdire que les chars militaires en rodage empruntent les routes nationales, départementales et communales de la Beauce en raison de la déprédation qu'ils occasionnent à celles-ci, p. 2471 (Document n° 12640). — Dépôt du rapport par M. Morand, p. 5284 (Document n° 13263).

OFFICIERS GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coste-Floret tendant à maintenir ou à remplacer dans la première section de l'état-major général certains officiers généraux, p. 7492 (Document n° 1150).

OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS

Assemblée nationale. — 2e *législature:* reprise du rapport de M. Michelet sur la proposition de loi de M. Manceau tendant à préciser en faveur des militaires dégagés des cadres les modalités d'application de l'article 11 de la loi du 5 avril 1946 (n° 6503, année 1949), p. 8027 (Document n° 1528).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Ferri tendant au rappel dans l'activité d'officiers et sous-officiers dégagés des cadres des armées de terre, de l'air et de mer et au relèvement des limites d'âge dans ces trois armées, p. 7290 (Document n° 1065).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Ferri tendant à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active, p. 8791 (Document n° 1836).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à rappeler à l'activité les officiers et sous-officiers dégagés des cadres qui en feraient la demande, p. 7600 (Document n° 1186).

PRÊT JOURNALIER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à porter à 20 francs le prêt journalier des soldats, p. 5932 (Document n° 112). — Dépôt du rapport par M. Robert Manceau, p. 8724 (Document n° 1747) (*rectificatif*, p. 8793).

RECRUTEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, modifié par la loi du 14 juillet 1933, en ce qui concerne les étudiants en médecine, en pharmacie et en art dentaire, p. 6750 (Document n° 936). — Dépôt du rapport par M. Fredet, p. 8097 (Document n° 1565). — Adoption du projet de loi, p. 8910.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2884 (Document n° 804). — Dépôt du rapport par M. Lionel-Pélerin, p. 3156 (Document n° 836). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3511.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 10134 (*Loi n° 52-32 du 7 janvier 1952, J. O. du 10 janvier 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à faire bénéficier les citoyens français ou devenus français ayant appartenu, au cours de la guerre de 1939-1945, aux forces françaises de l'intérieur, à la résistance intérieure française ou ayant été déportés ou internés politiques et résistants, des dispositions de l'article 13 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement, p. 949 (Document n° 12132).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gosset tendant à modifier l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, p. 4581 (Document n° 13084).

RÉQUISITIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Michelet tendant à relever de la forclusion, en matière d'indemnités relatives à des réquisitions effectuées par les armées françaises ou alliées, des créanciers qui, par suite de circonstances exceptionnelles, n'ont pu produire leurs titres de créances dans le délai fixé par la loi n° 46-2922 du 23 décembre 1946, p. 615 (Document n° 12017). — Dépôt du rapport par M. Wasmer, p. 3420 (Document n° 12848).

RÉSERVES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lalle tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des besoins de l'agriculture dans l'organisation des périodes d'entraînement militaire des réservistes, p. 6219 (Document n° 542). — Dépôt du rapport par M. Lalle, p. 7890 (Document n° 1462). — Adoption de la proposition de résolution, p. 8408.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourtaud tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la convocation des jeunes ruraux réservistes pour période d'entraînement militaire pendant les mois d'août, septembre et octobre 1951, p. 6069 (Document n° 295). — Dépôt du rapport par M. Lucien Lambert, p. 6178 (Document n° 492).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à accorder aux salariés du commerce et de l'industrie appelés à accomplir une période de réserve une indemnité égale à leur salaire durant toute la durée de leur période, p. 6886 (Document n° 965).

SERVICE MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 7 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif, p. 6953 (Document n° 1007). — Dépôt du rapport par M. Puy, p. 7290 (Document n° 1062). — Discussion, p. 7457; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 7460 (*rectificatif*, p. 7601).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2494 (Document n° 680). — Discussion, p. 2513 et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2514.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7536 (*Loi n° 51-1120 du 21 septembre 1951, J. O. du 25 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bonnet tendant à exempter les pères de famille sursitaires des classes 1946 à 1949 de tout service militaire, p. 966 (Document n° 12141).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayol tendant à faire bénéficier certaines catégories d'étudiants du sursis d'incorporation jusqu'à l'âge de 27 ans, p. 1751 (Document n° 12408).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Rigal tendant à rétablir les dispenses d'appel sous les drapeaux en faveur des jeunes exploitants agricoles orphelins, p. 2471 (Document n° 12641).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 50-1378 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, p. 7636 (Document n° 1218).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à modifier le régime actuel du service militaire, p. 7670 (Document n° 1241).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à étendre le bénéfice de la dispense des obligations du service militaire actif aux jeunes gens dont deux proches parents sont « morts pour la France », p. 7670 (Document n° 1297).

Voir également à la rubrique précédente: *Recrutement.*

SOLDES ET INDEMNITÉS

Voir: *Traitements (défense nationale).*

Armée de l'air. — V. *Agriculture (exploitation). — Air (secrétariat d'Etat). — Armées. — Interpellations n° 139. — Pensions et retraites. — Traitements (défense nationale).*

ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES EXTÉRIEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malleret-Joinville tendant à inviter le Gouvernement à appliquer le statut des contractuels (décret n° 49-1378 du 3 octobre 1949) aux personnels de l'arsenal de l'aéronautique (Châtillon-Villeurbanne-Strasbourg), à maintenir l'arsenal de l'aéronautique en tant qu'établissement de l'Etat, à respecter les classements actuels, à reclasser les agents de maîtrise d'études et de fabrication prototype (chefs d'équipe, contremaîtres) respectivement en B3 et B2, à améliorer les classements des petites catégories (B4, B5, B6), à reprendre le payement des acomptes, p. 5552 (Document n° 13307).

Armée de la France d'outre-mer. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 7.

Conseil de la République. — Reprise par M. Amadou Doucouré de la proposition de loi tendant à incorporer dans l'armée coloniale, en qualité de pionniers du génie, les appelés de la deuxième portion du contingent en Afrique occidentale française (n° 328, année 1947) (transmise à l'Assemblée nationale dans la 1re législature), p. 2071 (Document n° 551).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6371 (Document n° 709).

Armée de mer. — V. *Armées — Codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer. — Gendarmerie nationale. — Pensions et retraites. — Traitements (défense nationale).*

ARSENAUX ET ÉTABLISSEMENTS DE LA MARINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence la décision fixant le nouveau bordereau des salaires des techniciens de la marine nationale sur la base de la décision du 19 avril 1951 du ministre de la défense nationale fixant les salaires des ouvriers des arsenaux, p. 7311 (Document n° 1075).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application les accords et les décisions pris concernant les salaires des travailleurs de l'Etat et les techniciens de la marine, p. 7403. (Document n° 1122).

OFFICIERS ET PERSONNEL DE L'ARMÉE DE MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, p. 562 (Document n° 11994). — Dépôt du rapport par M. Yves Fagon, p. 2867 (Document n° 12730). — Adoption du projet de loi, p. 4101.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1412 (Document n° 327). — Dépôt du rapport par M. François Schleiter, p. 1792 (Document n° 429). — Discussion, p. 1808; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1809.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5552 (*Loi n° 51-680 du 24 mai 1951, J. O. du 1er juin 1951*).

PERSONNEL ADMINISTRATIF

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fouyet étendant le bénéfice de la loi du 20 février 1931 aux commis et agents techniques de la marine retraités entre le 1er avril 1923 et le 22 février 1931, période revisée par ladite loi, p. 6135 (Document n° 413).

TRAVAUX DE LA MARINE

— Représentation de l'Assemblée nationale au sein du comité d'examen des comptes de travaux de la marine. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 8385.

Armée de terre. — V. *Armées. — Codes de justice militaire pour l'armée de mer et de l'armée de terre. — Gendarmerie nationale. — Pensions et retraites. — Traitements (défense nationale).*

JUSTICE MILITAIRE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Henri Barré sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2609 du 2 novembre 1945 portant dérogation temporaire aux dispositions de l'article 15 de la loi du 9 mars 1928 concernant le recrutement des officiers de justice militaire (n° 820, année 1950), p. 343 (Document n° 75). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 362.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 819 (*Loi n° 51-159 du 16 février 1951, J. O. du 17 février 1951*).

Armes, munitions et matériel de guerre. — V. *Interpellations nos 103, 179, 216. — Questions orales (Conseil de la République), nos 31, 115.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Burlot tendant à accorder au personnel des banques privées l'autorisation de port d'armes, p. 9545 (Document n° 2125).

Arrhes. — V. *Code civil*

Arsenaux et établissements de la marine. — V. *Armée de mer. — Interpellations nos 132, 144, 204, 268. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 208.*

Artisanat. — V. *Allocations familiales (agriculture). — Code du travail (cumul). — Dommages de guerre. — Impôts. — Loyers (baux commerciaux).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'artisanat, p. 8562 (Document n° 1715). — Dépôt du rapport par M. Ramonet, p. 9232 (Document n° 2019). — Adoption du projet de loi, p. 9750.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3114 (Document n° 881).

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duforest portant organisation de l'artisanat, p. 1171 (Document n° 12298).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à majorer les taux de crédit accordé à un ouvrier désirant s'installer comme artisan, p. 7271 (Document n° 1056).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules-Julien portant organisation de l'artisanat, p. 5916 (Document n° 143).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard portant organisation de l'artisanat, p. 6005 (Document n° 256).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative au statut de l'artisanat, p. 6241 (Document n° 568).

Arts. — V. *Caisse internationale des arts. — Propriété littéraire et artistique.*

Artistes. — V. *Agence artistique.*

Assemblée algérienne. — V. *Algérie.*

Assemblée consultative européenne. — V. *Conventions internationales (conseil de l'Europe). — Questions orales (Conseil de la République) n° 24.*

Assemblée nationale. — V. *Constitution. — Députés. — Elections législatives.*

BUDGET

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Aubry sur le projet de résolution portant règlement définitif des comptes de l'assemblée nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du conseil économique pour l'exercice 1949, p. 2987 (Document n° 12745) — Discussion, p. 5024; adoption au scrutin du projet de résolution, p. 5205.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Aubry concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale, de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951, p. 6115 (Document n° 377). — Discussion, p. 6308; la commission ayant conclu à un projet de résolution et à une proposition de loi; adoption du projet de résolution, p. 6310 et au scrutin, de la proposition de loi, p. 6311.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2071 (Document n° 582). — Lecture du rapport par M. Bolifraud et discussion, p. 2078; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2078.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6369 (*Loi n° 51-1027 du 18 août 1951, J. O. du 19 août 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Taillade concernant l'ouverture d'un crédit additionnel applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951, p. 8792 (Document n° 1830). — Discussion, p. 9121; la commission ayant conclu à un projet de résolution et à une proposition de loi; adoption de la résolution et adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 9122 (*rectificatif*, p. 9162).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2946 (Document n° 815). — Rapporteur M. Jean-Marie Grenier, discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3067.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9458 (*Loi n° 51-1466 du 26 décembre 1951, J. O. du 27 décembre 1951.*)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Taillade sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1952, p. 6792 (Document n° 1829). — Adoption, au scrutin, du projet de résolution, p. 9122.

BUREAU

Assemblée nationale. — 1re *législature.* Constitution du bureau d'âge: M. Marcel Cachin, président, MM. Moynet, Guillou, André Denis, Orvoen, Simonnet et Pronteau, secrétaires, p 309. — Bureau définitif; scrutin pour la nomination du président et proclamation de M. Edouard Herriot, p. 313. — Réunion en vue d'établir la liste des candidats aux fonctions de vice-présidents, de secrétaires et de questeurs, p. 315. — Proclamation de: M. André Le Troquer, Gaston Auguet, Fernand Bouxom, Mme Mathilde Gabriel-Péri, Mme Germaine Peyroles, M. Paul Ribeyre, comme vice-présidents; MM. Bayrou, Mohamed Bentaïeb, Mme Isabelle Claeys, MM. Chambeiron, Dassonville, Mlle José Dupuis, MM. Gervolino, Rosan Girard, Ninine, Rincent, Mamba Sano, Jules Thiriet, Tourné, Charles Viatte, comme secrétaires; MM. Hussel, Louis Martel, Charles Schauffler, comme questeurs, p. 326. — Désignation d'un candidat comme questeur, en remplacement de M. Charles Schauffler, décédé, p. 4975; rejet, au scrutin, d'une opposition à la candidature et nomination de M. Auguste Joubert, p. 4977.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée nationale faisant connaître au Conseil de la République la constitution définitive du bureau de l'Assemblée, p. 119.

Assemblée nationale. — 2e *législature.* Constitution du bureau d'âge: M. Eugène Pébellier président; MM. Dicko, Maurice Faure, Michel Bernard, André Moynet, André Denis, Ould-Kadi, secrétaires, p. 5863. — Bureau définitif: fixation de la date, p. 5902. — Scrutin pour la nomination du président et proclamation de M. Edouard Herriot, p. 5917. — Réunion en vue d'établir la liste des candidats aux fonctions de vice-présidents, de secrétaires et de questeurs, p. 1917. — Proclamation de MM. André Le Troquer, André Godin, André Mercier (Oise), Fernand Bouxom, Paul Ribeyre, André Diethelm, comme vice-présidents; MM. Apithy, Bayrou, Alphonse Denis (Haute-Vienne), Joseph Dumas, Mme Estachy, MM. Liquard, Pierre Meunier, Monin, Ninine, Peytel, Ramonet, Rincent, Souquès, Viatte, comme secrétaires; MM. Jean Charlot, Auguste Joubert, Louis Martel, comme questeurs, p. 5924. — Démission de M. Paul Ribeyre, de vice-président, p. 6511; désignation d'une candidature, p. 6534 et proclamation de M. André Mutter, p. 6543.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée nationale, faisant connaître, au Conseil de la République, la Constitution définitive du bureau de l'Assemblée, p. 2062.

BUREAUX

Assemblée nationale. — 2e *législature.* Tirage au sort des bureaux, p. 5865.

COMITÉ CONSTITUTIONNEL

Assemblée nationale. — Désignation de sept membres du comité constitutionnel conformément à l'article 91 de la Constitution, p. 1014. — Nomination des membres, p. 1050.

COMMISSIONS

Assemblée nationale. — 1re *législature.* — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hutin-Desgrées tendant à créer une commission parlementaire habilitée à connaître des abus dans la gestion des services dépendant de l'Etat et à proposer les sanctions nécessaires, p. 1682 (Document n° 12367).

Demande de renouvellement des commissions générales, de la commission des immunités parlementaires et de la commission de la comptabilité, p. 230. — Désignation de candidatures, p. 398. — Nomination des membres, p. 317. — Opposition à la liste de candidatures

à la commission des affaires étrangères, p. 349, 351; retrait et nouvelle opposition, p. 352; discussion, p. 363; rejet au scrutin et nomination des membres, p. 364.

Commission des affaires étrangères. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3683. — Nomination de membres, p. 3335.

Commission de l'agriculture. — Nomination de membres, p. 49.

Commission de la défense nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 563. — Nomination de membres, p. 726

Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2639. — Nomination de membres, p. 2908.

Commission des immunités parlementaires. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1866. — Nomination de membres, p. 2100.

Commission de l'intérieur. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1146. — Nomination de membres, p. 1338.

Commission de la justice et de la législation. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1107. — Nomination de membres, p. 1306.

Commission de la marine marchande. — Démission d'un membre, p. 1655.

Commission des pensions. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1222. — Nomination de membres, p. 1338.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1146, 2005. — Nomination de membres, p. 1338, 2148.

Commission du travail et de la sécurité sociale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1222, 1724. — Nomination de membres, p. 1338, 1828.

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Jean-Moreau, tendant au rétablissement de la commission de l'aéronautique, p. 6005 (Document n° 261).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile Hugues, tendant à modifier pour la commission des finances les dispositions de l'article 15 du règlement de l'Assemblée nationale relatives à la suppléance dans les commissions, p. 6115 (Document n° 359).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hutin-Desgrées, tendant à créer une commission parlementaire habilitée à connaître des gaspillages ou des abus dans la gestion des services dépendant de l'Etat, et à proposer les sanctions nécessaires, p. 9231 (Document n° 2017).

— Demande d'ajournement de la nomination des commissions et discussion, p. 5925. Rejet, au scrutin, de la demande, p. 5927.

— Nomination des membres des commissions générales, de la commission des immunités parlementaires et de la commission de comptabilité, p. 5944.

Commission des affaires économiques. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6192, 6517, 7807. — Nomination de membres, p. 6228, 6534, 7910.

Commission des affaires étrangères. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6278, 6374, 6517, 6679. — Nomination de membres, p. 6358, 6534, 6776.

Commission de l'agriculture. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6955. — Nomination de membres, p. 7192.

Commission des boissons. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 5952, 6137, 6517, 9548. — Nomination de membres, p. 6028, 6228, 6534, 9846.

Commission de la comptabilité. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 5952, 6751. — Nomination de membres, p. 6028, 6832.

Commission de la défense nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6374, 6480, 6517. — Nomination de membres, p. 6534.

Commission de l'éducation nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6480, 6517, 7340. — Nomination de membres, p. 6534, 7404.

Commission de la famille — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6244, 6517, 6751, 7340. — Nomination de membres, p. 6340, 6534, 6832, 7404.

Commission des finances. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6116, 6517. — Nomination de membres, p. 6125, 6534.

Commission des immunités parlementaires. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6374, 8618. — Nomination de membres, p. 6534, 8730.

Commission de l'intérieur. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6137, 6244, 6751. — Nomination de membres, p. 6228, 6340, 6832.

Commision de la justice et de législation. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6116, 6374, 6517, 8976. — Nomination de membres, p. 6125, 6534, 8983.

Commission de la marine marchande et des pêches. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6192, 6517, 9548. — Nomination de membres, p. 6228, 6534, 9846.

Commission des moyens de communications et du tourisme. — Désignation de candidatures, p. 5985, 6083, 6180, 6516, 9548. — Nomination de membres, p. 6028, 6125, 6534, 9846.

Commission des pensions. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6517, 7434, 9176. — Nomination de membres, p. 6534, 7618, 9262.

Commission de la presse. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 5952, 6137, 6192. — Nomination de membres, p. 6028, 6228.

Commission de la production industrielle. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6083, 7807, 9548. — Nomination de membres, p. 6125, 7910, 9846.

Commission de reconstruction et des dommages de guerre. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6609, 6751, 7807, 8618. — Nomination de membres, p. 6776, 6832, 7910, 8730.

Commission du suffrage universel. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6137, 6192, 6517, 6751, 7807, 7891, 8976. — Nomination de membres, p. 6228, 6534, 6832, 7910, 8982.

Commission des territoires d'outre-mer. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6517. — Nomination de membres, p. 6534.

Commission du travail et de la sécurité sociale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6017, 6517, 7434. — Nomination de membres, p. 6028, 6534, 7618.

COMPOSITION ET ÉLECTION

Voir: *Elections législatives.*

CONVOCATION

Convocation de l'Assemblée nationale en session extraordinaire pour 1952, p. 10295.

DISCIPLINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Félix Gouin tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale de façon à assurer le respect de la discipline nécessaire à la dignité des débats de l'Assemblée nationale, p. 6135 (Document n° 391).

DURÉE DU MANDAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée nationale, p. 4790 (Document n° 13108). — Lecture du rapport par M. Robert Bétolaud (Document n° 13119) et discussion, p. 4359; demande d'ajournement du débat, p. 4360, le Gouvernement pose la question de confiance, p. 4863; explications de vote, p. 4952; rejet, au scrutin, de la demande d'ajournement et suite de la discussion, p. 4957, 4976, 4979, 5069, 5095; adoption, au scrutin, du projet de loi, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 5096.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1602 (Document n° 382). — Discussion, p. 1603; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1619.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5143 (*Loi n° 51-534 du 12 mai 1951, J. O. du 13 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Marin tendant à rectifier la date que, pour la fin légale du mandat des députés élus en 1936, le bureau de la première Assemblée nationale constituante élue en 1945, a fixée et que le bureau de l'Assemblée nationale actuelle a confirmée, p. 3353 (Document n° 12845).

GROUPES

Assemblée nationale. — 1re *législature.* — Listes électorales des membres des groupes politiques, remises au président de l'Assemblée nationale, le 9 janvier 1951, en exécution de l'article 16 du règlement, p. 315. — Modifications aux listes, p. 152, 389, 823, 1147, 1224, 1686, 1743, 1781, 1813, 2771, 4583, 4792, 5777.

2e *législature.* — Listes électorales des membres des groupes politiques remises au président de l'Assemblée nationale le 6 juillet 1951 en exécution de l'article 16 du règlement, p. 5913. — Modifications aux listes, p. 5922, 5952, 5935, 6055, 6066, 6083, 6116, 6140, 6377, 6482, 6560, 7538, 7674, 7811, 7891, 8201, 8204, 8565, 8678, 8724, 8796, 8797, 8839, 8977, 9037, 9310, 10062 (*rectificatif*, p. 8224).

MOTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à modifier les articles 46 et 68 du règlement en vue de déterminer les conditions de dépôt et de discussion des motions, p. 6115 (Document n° 375).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Defos du Rau tendant à modifier les dispositions de l'article 46 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 7890 (Document n° 1451).

RÈGLEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Castellani sur la proposition de résolution de M. Duveau tendant à modifier l'article 18 du règlement (n° 9031), p. 646 (Document n° 12041). — Adoption de la résolution, p. 1050.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à modifier l'article 74 du règlement, p. 719 (Document n° 12069). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Rigal tendant à modifier l'article 74 du règlement, p 740 (Document n° 12072). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosset tendant à modifier l'article 74 du règlement, p. 685 (Document n° 12102). — Dépôt d'un rapport par M. Eugène Rigal, p. 1325 (Document n° 12258). — Discussion, p. 1429, 1454, 1461, 1466; adoption de l'ensemble, p. 1470.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Legendre tendant à modifier l'article 74 du règlement afin de lutter contre l'absentéisme parlementaire, p. 1107 (Document n° 12181). — Retrait, p. 1681.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale, p. 5928 (Document n° 91).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée nationale, p. 5934 (Document n° 123).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale, p. 6052 (Document n° 275).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à modifier les articles 16 et 19 du règlement, en vue d'harmoniser et codifier les procédures de nominations personnelles, p. 6115 (Document n° 376).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Defos du Rau tendant à la suppression de la section C du chapitre XI (art. 61 à 67) du règlement de l'Assemblée nationale, p. 6136 (Document n° 410).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à modifier l'article 15 du règlement, p. 9459 (Document n° 2086).

Voir également aux rubriques: *Discipline, motions, scrutin public, travaux.*

SCRUTIN PUBLIC

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Defos du Rau tendant à la suppression de l'alinéa 6 de l'article 5 et de l'article 63 du règlement de l'Assemblée nationale qui établissent et règlent le scrutin public à la tribune, p. 6678 (Document n° 916).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à modifier l'article 83 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 7450 (Document n° 1141).

SESSIONS

Ouverture de la session extraordinaire de 1951, p. 2.
Clôture de la session extraordinaire de 1951, p. 294.
Ouverture de la session ordinaire de 1951, p. 309.
Ajournement de la session, p. 1755, 1781.
Reprise de la session, p. 1795.
Interruption de la session, p. 5774.
Reprise de la session, p. 5863.
Interruption de la session, p. 7629.
Reprise de la session, p. 7661.
Clôture de la session de 1951, p. 10296.

TRAVAUX

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Félix Gouin, tendant à créer une commission de réforme des méthodes de travail parlementaire, p. 5960 (Document n° 205)

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à modifier les méthodes de travail et le règlement de l'Assemblée, p. 6005 (Document n° 240).

Assemblée représentative territoriale. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

Assemblée de l'Union française. — V. *Assemblée nationale (budget, composition et élection). — Conseillers de l'Union française.*

BUREAU

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre: de M. le président de l'Assemblée de l'Union française, faisant connaître à l'Assemblée nationale, la constitution définitive de son bureau, p. 316 = de M. le vice-président de l'Assemblée de l'Union française faisant connaître la démission de M. Fourcade comme président de l'Assemblée de l'Union française et l'élection de M. Albert Sarraut, p. 5944.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre: de M. le président de l'Assemblée de l'Union française, faisant connaître au Conseil de la République, la constitution définitive du bureau de l'Assemblée de l'Union française, p. 124 = de M. le vice-président de l'Assemblée de l'Union française faisant connaître la démission de M. Fourcade comme président de l'Assemblée de l'Union française et l'élection de M. Albert Sarraut, p. 2062.

COMPOSITION ET ELECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillavet, tendant à abroger les dispositions de la loi du 27 août 1947 modifiant l'article 10 de la loi du 27 septembre 1946, concernant le renouvellement des membres de l'Assemblée de l'Union française élus par les représentants de l'Assemblée nationale, p. 6028 (Document n° 273).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudert tendant à modifier l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, p. 6327 (Document n° 660).

— Attribution de sièges à l'Assemblée de l'Union française par l'Assemblée nationale: Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 6137, 6551. — Proclamation de membres, p. 6148, 6576.

Conseil de la République. — Attribution de sièges à l'Assemblée de l'Union française: Démission de membres et demande de désignation de candidatures, p. 2102. — Désignation de candidatures, p. 2179, 2312. — Proclamation de membres, p. 2201, 2336.

Asiles nationaux. — V. *Hôpitaux et établissements hospitaliers.*

Assistance.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ballanger tendant à modifier le décret du 29 décembre 1936 fixant la participation de l'Etat aux dépenses d'assistance des départements et des communes, p. 1780 (Document n° 12118).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Ballanger tendant à modifier le décret du 29 décembre 1936 fixant la participation de l'Etat aux dépenses d'assistance des départements et des communes, p. 7671 (Document n° 1332).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à fixer un nouveau taux de participation de l'Etat aux dépenses d'assistance du département de Seine-et-Oise, p. 6298 (Document n° 637).

Conseil de la République. — Reprise, par M. Saint-Cyr, d'une proposition de résolution de M. Delorme, déposée le 22 juillet 1949, tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude la réforme des règles de répartition et à revenir à la domiciliation communale pour les dépenses d'assistance (n°s 661, année 1949, 282 et 377, année 1950), p. 220.

Assistance à la famille.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Devaud relative à la protection des mères de famille abandonnées, p. 239 (Document n° 45).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 386 (Document n° 11969).
Conseil de la République. — Reprise de la proposition de loi (transmise dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 577).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p 6372 (Document n° 734).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme José Dupuis ayant pour objet d'accorder à toute veuve un secours immédiat à la mort de son mari, de lui donner une formation professionnelle et de l'exempter de certains arriérés d'impôts, p. 5772 (Document n° 13337).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à assurer la gratuité du séjour en crèche pour les bébés de familles ayant un quotient familial mensuel de ressources égal ou inférieur à 12.000 F par personne, p. 7671 (Document n° 1333).

Assistance judiciaire.

Conseil de la République. — Reprise, par M. Jacques Debû-Bridel, de la proposition de loi tendant à modifier le régime de l'assistance judiciaire (n° 803, année 1950) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 560).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 716).

Assistance médicale gratuite.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Guérin tendant à l'attribution d'une allocation mensuelle en espèces à certaines catégories d'assistés médicaux gratuits, p. 1958 (Document n° 12483).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fouyet tendant à l'attribution d'une allocation mensuelle en espèces à certaines catégories d'assistés médicaux gratuits, p. 6175 (Document n° 466).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Védrines tendant à ce que la liste des produits pharmaceutiques et spécialités, admise pour les malades bénéficiant de l'assistance médicale gratuite, soit la même que la liste admise par les caisses de sécurité sociale, p. 6327 (Document n° 654).

Assistance publique à Paris. — V. *Fonctionnaires communaux.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont réorganisant les services hospitaliers et sociaux dans le département de la Seine et portant création de l'administration générale de la santé du département de la Seine, p. 6242 (Document n° 588).

Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. — V. *Assurances sociales (vieux travailleurs).* — *Interpellations* n°s 57, 76. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 7. — *Radiodiffusion française.* — *Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Nedelec sur les propositions de loi: 1° de Mme Nedelec, tendant à généraliser dans tous les départements l'application faite dans le département de la Seine, d'une ristourne de 32 p. 100 aux vieillards hospitalisés au titre de la loi du 14 juillet 1905, titulaires d'une pension ou d'une retraite; 2° de M. Genest, tendant à accorder aux vieillards des hospices une somme mensuelle de 1.000 francs à titre d'argent de poche, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent (n°s 5053, 8283), p. 2002. (Document n° 12504).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre-Fernand Mazuez tendant à modifier l'article 21 de la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, p. 6175 (Document n° 455). — Dépôt du rapport par M. Pierre-Fernand Mazuez, p. 9546 (Document n° 2118).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à modifier la loi n° 49-1094 du 2 août 1949, ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 6176 (Document n° 504). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 8097 (Document n° 1561). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Alcide Benoît, p. 9460 (Document n° 2110).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazuez tendant à modifier l'article 21 de la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, p. 3237 (Document n° 12812).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Prin tendant à améliorer la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 6298 (Document n° 646).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mora tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 qui exclut du bénéfice de cette loi une certaine catégorie de malades démunis de toute ressource, p. 7433 (Document n° 1125).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Naegelen tendant à abaisser le taux d'incapacité permanente requis pour avoir droit à bénéficier de l'aide aux aveugles et aux grands infirmes et, en conséquence, à modifier l'article 2 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949, p. 7671 (Document n° 1312).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à encourager le placement des vieillards ou infirmes chez des particuliers, p. 7972 (Document n° 1505).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les aveugles civils de nationalité étrangère résidant dans le département de la Seine des avantages concédés aux aveugles français sur les réseaux de la régie autonome des transports parisiens, p. 8304 (Document n° 1654).

— Représentation de l'Assemblée nationale au sein du comité consultatif pour la protection des aveugles: nomination de membres par des commissions, p. 9653.

Assistantes sociales. — V. *Assurances sociales (étudiants).* — *Infirmiers, infirmières et assistantes sociales.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 152.

Associations et groupements. — V. *Code du travail (capital travail).* — *Dons, legs et fondations.* — *Impôts (enregistrement, patente).* — *Interpellations* n°s 2, 256. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 52. — *(Conseil de la République)*, n° 13.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Dusseaulx sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à accorder à l'Alliance française, association reconnue d'utilité publique, la garantie de l'Etat pour un emprunt de 150 millions de francs (n° 11745), p. 231 (Document n° 11877). — Adoption de la proposition de loi, avec modifications, p. 584 (*Loi n° 51-145 du 11 février* 1951, J. O. *du 13 février* 1951).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance du 14 mai 1945 en faveur des associations de combattants et victimes de la guerre, p. 7072 (Document n° 1040).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Daniel Mayer tendant à inviter le Gouvernement à faire rechercher si « l'association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain » ne poursuit pas un objet illicite contraire aux lois et à la justice, ce qui signifierait sa dissolution, p. 8028 (Document n° 1539).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Lempereur tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions propres à préserver la vie et le prestige des grandes associations symphoniques françaises, p. 8383 (Document n° 1685).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide suffisante aux grandes associations symphoniques françaises, p. 8838 (Document n° 1854).

Associations syndicales. — V. *Administration communale.* — *Sociétés coopératives de reconstruction.*

Assurances des marins du commerce.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Courant sur la proposition de loi de M. Marcel Hamon tendant à porter à 120.000 F par an l'allocation spéciale pour tierce personne des grands mutilés, pensionnés de la caisse de prévoyance des inscrits maritimes (n°s 8324, 9803), p. 1742 (Document n° 12393). — Adoption de la proposition de loi, p. 2023.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 816 (Document n° 189). — Dépôt du rapport par M. Denvers, p. 1572 (Document n° 361). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à fixer le taux de l'allocation spéciale pour tierce personne des grands mutilés et invalides pensionnés de la caisse de prévoyance des inscrits maritimes* », p. 1791.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5552 (Document n° 13301). — 2e *législature:* communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture dudit projet de loi, p. 5929 (Document n° 32). — Dépôt du rapport par M. Cermolacce, p. 8384 (Document n° 1684).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. René Schmitt sur la proposition de loi de M. Denvers, sénateur, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 1er de la loi du 20 décembre 1949, relative à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins (n° 9360), p. 2367 (Document n° 12737). — 2e *législature:* reprise du rapport, p. 6218 (Document n° 544).

Conseil de la République. — Reprise par M. Denvers de sa proposition de loi tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 1er de la loi du 20 décembre 1949, relative à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins (n° 268, année 1950), (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 522).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 439).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt, tendant à faire bénéficier les inscrits maritimes du cumul d'une pension d'invalidité pour maladie avec une pension vieillesse, p. 7167 (Document n° 1050).

Voir également à la rubrique: *Pensions et retraites (marins du commerce).*

Assurances de toute nature.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant un fonds de garantie au profit des victimes d'accidents causés par les véhicules automobiles, p. 6750 (Document n° 942).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'industrie des assurances, p. 7536 (Document n° 1169).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant les conditions de fonctionnement du fonds commun institué par l'article 2 de la loi du 24 décembre 1943 relative à l'assurance des sinistres résultant d'actes de sabotage, p. 8899 (Document n° 1890).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier relative à l'obligation pour les propriétaires de véhicules automobiles de s'assurer contre les accidents causés aux tiers, p. 6080 (Document n° 290).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Temple, tendant à imposer à tout possesseur de véhicule automobile l'obligation de s'assurer contre le risque d'accidents aux tiers, p. 6242 (Document n° 573).

— Dépôt d'un proposition de loi de M. Degoutte, tendant à obliger les sociétés d'assurances à participer à un fonds de garantie automobile, p. 6750 (Document n° 941).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt, tendant à protéger le domaine immobilier par la revalorisation des contrats d'assurance contre l'incendie, p. 7805 (Document n° 1443).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour rendre l'assurance automobile obligatoire et pour instituer un fonds de garantie destiné à indemniser les victimes d'accidents causés par les véhicules mécaniques, p. 5284 (Document n° 13276).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz, tendant à inviter le Gouvernement à organiser un système d'assurance obligatoire contre les accidents de chasse, les accidents d'automobile et à créer un organisme de contrôle de la sécurité automobile, p. 6081 (Document n° 294).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour rendre l'assurance automobile obligatoire et pour instituer un fonds de garantie destiné à indemniser les victimes d'accidents causés par les véhicules mécaniques, p. 6475 (Document n° 803).

Assurances sociales. — V. *Algérie. — Alsace et Lorraine. — Conseil supérieur de la sécurité sociale. — Enquêtes parlementaires* (*Assemblée nationale*). — *Fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine. — France d'outre-mer* (*départements d'outre-mer*). — *Impôts* (*perception*). — *Questions orales* (*Assemblée nationale*) n° 6, 39, 51, 67, 82, 140, 172 (*Conseil de la République*) n°s 43, 55, 106, 107, 108. — *Transports* (*chemins de fer d'intérêt général*).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Kauffmann sur le projet de loi instituant un régime transitoire d'assurances sociales agricoles dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (n°s 9235, 11730), p. 3170 (Document n° 12775). — Discussion, p. 3835; adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi instituant un régime transitoire d'assurances sociales et d'accidents du travail agricoles dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.* » p. 3836 (*rectificatif*, p. 4071).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1353 (Document n° 304). — Dépôt du rapport par M. Hoeffel, p. 1593 (Document n° 370). — Discussion, p. 1647; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1650.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5201 (*Loi n° 51-696 du 24 mai 1951, J. O. du 5 juin 1951*).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ferrant, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir immédiatement, en faveur des vieux métayers, le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 792 (Document n° 170). — Dépôt du rapport par M. Ferrant, p. 1306 (Document n° 287). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1516.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moussu relative à l'assurance volontaire des membres non salariés des professions agricoles, p. 4069 (Document n° 12985). — Dépôt du rapport par M. Tanguy Prigent, p. 4582 (Document n° 13068). — 2e *législature:* reprise du rapport, p. 6275 (Document n° 620).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Villon, tendant à permettre aux vieux métayers pouvant justifier de plus de vingt-cinq années de métayage, de bénéficier de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 6218 (Document n° 525). — Dépôt du rapport par M. Castera, p. 8900 (Document n° 1887).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Perdon, tendant à préciser la qualité de salarié des travailleurs et employés des exploitations de bois, our l'application de la législation sociale, p. 1780 (Document n° 12416).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garcia tendant à simplifier les formalités quant à l'attribution, aux métayers, de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et à supprimer les injustices qui privent nombre de ces travailleurs de la juste retraite à laquelle ils ont droit, p. 2471 (Document n° 12629).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy Prigent relative à l'organisation d'un régime d'assurance et d'allocation vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles, p. 6327 (Document n° 675).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck-Rochet tendant à l'organisation du régime de l'allocation vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles, p. 7805 (Document n° 1392).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fernand Auberger tendant à rétablir le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, aux métayers qui ont exploité une propriété en métayage avant le 1er juillet 1930 et qui remplissent les conditions précisées au paragraphe 3 du décret du 30 octobre 1935, p. 3096 (Document n° 828).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 9459 (Document n° 2097).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence en faveur des vieux métayers le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 3179 (Document n° 12782).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pouyet tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence le bénéfice de l'allocation aux vieux métayers assimilés aux vieux travailleurs salariés, p. 4137 (Document n° 13010).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Saint-Cyr tendant à inviter le Gouvernement à déposer des projets de loi destinés à réorganiser et à compléter la sécurité sociale agricole, p. 9173 (Document n° 1990).

Voir également à: *Vieux travailleurs.*

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission consultative des assurances sociales agricoles: Nomination de membres par les commissions, p. 6519.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à faire bénéficier de la sécurité sociale toutes les victimes de la guerre et leurs ayants droit, p. 7600 (Document n° 1192) (*rectificatif*, p. 7636).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 et à accorder le bénéfice de la sécurité sociale aux pensionnés de guerre incapables de travailler et subvenir à leurs besoins, p. 6198 (Document n° 1590).

ARMÉES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à modifier le décret du 24 juin 1950, pour attribuer le bénéfice du capital-décès aux veuves des militaires tombés hors du territoire métropolitain ou européen entre le 1er juin 1949 et le 1er janvier 1950, p. 9173 (Document n° 2007).

ASSURANCE-MALADIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre, tendant à modifier les articles 32 et 72 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relative aux assurés sociaux âgés de plus de soixante ans (n° 10459), p. 3170 (Document n° 12769). — 2e *législature.*. — Reprise du rapport de M. Meck, p. 6369 (Document n° 769).

— Dépôt d'un rapport de M. Duquesne, sur la proposition de loi de M. Duquesne, tendant à compléter l'article 23 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à la détermination des ayants droit aux prestations d'assurances maladies (n° 6761), p. 3237 (Document n° 12796).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à modifier: 1° le paragraphe 6 de l'article 22 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles; 2° le paragraphe 8 de l'article 14 du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945, p. 231 (Document n° 11867).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à déterminer le payement des prestations des assurances maladie, longue maladie, maternité aux ayants droit résidant en Algérie des salariés ou des assurés algériens résidant en France, p. 3507 (Document n° 12873).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à déterminer le payement des prestations des assurances maladie, longue maladie, maternité aux ayants droit résidant en Algérie des salariés algériens travaillant dans l'agriculture en France, p. 3507 (Document n° 12874).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Guérin modifiant le régime des prestations longue maladie et des pensions d'invalidité servies aux assurés sociaux du commerce et de l'industrie, p. 5283 (Document n° 13278).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre André étendant le régime des assurances sociales et des prestations en nature de l'assurance maladie et de la longue maladie à certaines veuves de salariés, p. 6326 (Document, p. 648) (*rectificatif*, p. 6374).

ASSURANCE VIEILLESSE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au régime de l'assurance vieillesse et portant ouverture de crédits, p. 884 (Document n° 12104). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck portant modification du régime de l'assurance vieillesse, p. 645 (Document n° 12031). — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Meck sur: I. — Le projet de loi relatif au régime de l'assurance-vieillesse et portant ouverture de crédits; II. — Les propositions de loi: 1° de M. Croizat, tendant à porter à un taux unique de 66.000 francs par an le montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés et à porter l'indemnité pour conjointe à charge ayant moins de 65 ans à 10.000 francs par an; 2° de M. Meck portant modification du régime de l'assurance vieillesse (n°s 12104, 10951, 12031, 11804), p. 979 (Document n° 12146). — Suite de la discussion, p. 984, 994; adoption d'un projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif au régime de l'assurance vieillesse*, p. 1012.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 429 (Document n° 103). — Dépôt du rapport par M. Roger Fournier, p. 752 (Document n° 157). — Discussion, p. 831; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 843 (*rectificatif*, p. 998).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2397 (Document n° 12579). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 2397 (Document n° 12603). — Adoption du projet de loi, avec modifications, p. 2398 (*Loi n° 51-374 du 27 mars 1951, J. O. du 29 mars 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à revaloriser les pensions de la sécurité sociale, p. 7636 (Document n° 1228). — Dépôt d'une proposition de loi de

M. Wagner tendant à compléter la loi n° 51-1126 du 26 septembre 1951 portant majoration des taux de l'allocation temporaire, de la retraite des vieux travailleurs salariés et des prestations familiales, en ce qui concerne les pensions et rentes de vieillesse, les pensions d'invalidité, les pensions de veufs et de veuves et les pensions de reversion prévues par l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, modifiée, et les pensions prévues par l'ordonnance n° 45-2110 du 18 octobre 1945, p. 7671 (Document n° 1380). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 8792 (Document n° 1831).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de D. Alfred Costes, sur la proposition de loi de M. Raymond Guyot, tendant à rétablir dans leurs droits, au regard de l'assurance-vieillesse, les chauffeurs de taxis salariés exclus du régime général des assurances sociales entre le 1er juillet 1930 et le 1er janvier 1936 (n° 10670), p. 2867 (Document n° 12721).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Etienne Fajon, tendant à donner aux conjoints survivants des agents des cadres la possibilité d'effectuer, dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, les versements rétroactifs d'assurance vieillesse au lieu et place du *de cujus*, p. 3290 (Document n° 12832).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à la constitution d'un régime de retraites en faveur des « cadres » employés par les administrations, p. 4210 (Document n° 13025).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Borra tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées en faveur des membres des professions libérales énumérées dans l'article 6 de cette loi, p. 4486 (Document n° 13056).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à rétablir dans leurs droits, au regard de l'assurance vieillesse, les chauffeurs de taxis salariés exclus du régime général des assurances sociales entre le 1er juillet 1930 et le 1er janvier 1936, p. 5948 (Document n° 180).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wagner tendant à accorder aux titulaires d'une pension de vieillesse, ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie, les mêmes avantages qu'aux titulaires d'une pension d'invalidité, p. 6081 (Document n° 309).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à compléter l'article 127 *bis* de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres, p. 6277 (Document n° 617).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier les ordonnances n° 45-2454 du 19 octobre 1945, n° 45-170 du 2 février 1945 et n° 45-2110 du 18 octobre 1945, modifiées et complétées par la loi du 23 août 1948 en vue de faire effectivement bénéficier les titulaires d'une pension de veuve ou de réversion ou du secours viager de la majoration prévue pour les veuves ayant eu au moins trois enfants, p. 6820 (Document n° 955).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 12 de la loi n° 51-374 du 27 mars 1951 relative au régime de l'assurance vieillesse, p. 7167 (Document 1019).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gernez tendant à ouvrir un nouveau et dernier délai pour le rachat des cotisations prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 visant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, p. 7290 (Document n° 1059).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Etienne Fajon tendant à donner aux conjoints survivants des agents des cadres la possibilité d'effectuer, dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, les versements rétroactifs d'assurance vieillesse au lieu et place du *de cujus*, p. 7671 (Document n° 1330).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à étendre aux titulaires d'une pension de vieillesse reconnus inaptes, le bénéfice de la majoration pour tierce personne quel que soit l'âge auquel ils la sollicitent, p. 8790 (Document n° 1809).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne prorogeant le délai d'application de l'article 6 de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, p. 9545 (Document n° 2127).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence les arrêtés fixant les revalorisations des pensions vieillesse-assurances sociales, p. 3609 (Document n° 12907).

Voir à la rubrique suivante: *Divers.*

AVANCE DU TRÉSOR

Assemblée nationale — Dépôt d'un projet de loi relatif à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale, p. 6474 (Document n° 804). — Dépôt du rapport par M. Viatte, p. 6514 (Document n° 844). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6576 (Document n° 895). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Viatte, p. 6581 (Document n° 896). — Discussion, p. 6588. — Suite de la discussion, p. 6617; adoption du projet de loi, p. 6635.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2200 (Document n° 631). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 2225 (Document n° 640). — Discussion, p. 2237, 2248; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2256.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6735 (Document n° 938). — Dépôt du rapport par M. Viatte, p. 6745 (Document n° 939). — Discussion, p. 6745; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 6746 (*Loi n° 51-1059 du 1er septembre 1951, J. O. du 2 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kuehn tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 51-1059 du 1er septembre 1951 relative à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale, p. 7600 (Document n° 1183).

CAISSES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier l'article 69 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 relatif à l'exercice des fonctions d'administrateur de caisses de sécurité sociale, p. 3237 (Document n° 12808). — Dépôt du rapport par M. Mazier, p. 5143 (Document n° 13234).

CADRES

Voir à la rubrique précédente: *Assurance-vieillesse.*

CONTRÔLE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Landry tendant à organiser un contrôle effectif sur l'action sanitaire et sociale confiée aux caisses de sécurité sociale, p. 268 (Document n° 52).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 562 (Document n° 12005).

Conseil de la République. — Reprise de ladite proposition de loi, (transmise dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 525).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 441).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Devaud instituant un contrôle parlementaire des organismes de sécurité sociale, p. 268 (Document n° 53) (*rectificatif*, p. 420).

Assemblée nationale — Transmission de la proposition de loi, p. 949 (Document n° 12135).

Conseil de la République. — Reprise de la proposition de loi (transmise dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 578).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6373 (Document n° 735).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à assurer un meilleur contrôle de la gestion de la sécurité sociale, en vue d'assurer une utilisation plus efficace des fonds confiés à cette institution au bénéfice des assurés sociaux, p. 919 (Document n° 208) (*rectificatif*, p. 998).

COTISATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales et à la remise des majorations de retard, p. 1013 (Document n° 12156). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à réduire les pénalités encourues pour non-payement des cotisations de sécurité sociale, p. 1394 (Document n° 12270). — Dépôt d'un rapport par M. Viatte sur: I — le projet de loi relatif au recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales et à la remise des majorations de retard; II — les propositions de loi: 1° de M. Coudray et plusieurs de ses collègues, tendant à réduire de 1 à 0,50 p. 1.000 le taux de majoration par jour de retard du payement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales; 2° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues, tendant à diminuer le taux des intérêts de retard perçus par la sécurité sociale en vertu de l'article 36 de l'ordonnance du 4 octobre 1945; 3° de M. Max Brusset, tendant à réduire les pénalités encourues pour non payement des cotisations de sécurité sociale (nos 12156, 11217, 11311, 12270), p. 3609 (Document n° 12900). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Viatte, p. 6369 (Document n° 773).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillavet tendant à modifier le régime de la sécurité sociale en ce qui concerne les prélèvements effectués sur les heures supplémentaires, primes de rendement et autres participations des salariés aux bénéfices des entreprises, p. 2638 (Document n° 12678).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à modifier le taux des pénalités appliquées aux employeurs en retard dans le payement des cotisations de sécurité sociale, p. 4005 (Document n° 12955).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à permettre à certains assurés sociaux domiciliés dans les régions dans lesquelles se sont effectuées des opérations de débarquement ou de opérations militaires, de demander le rachat des cotisations non versées, p. 5283 (Document n° 13259).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre André tendant à exonérer les salariés et les employeurs des charges sociales au delà des quarante heures de travail, p. 6326 (Document n° 650).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à combler le déficit de la sécurité sociale par un remboursement des sommes qui lui sont dues par l'Etat, p. 6474 (Document n° 802).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à permettre aux débiteurs de la sécurité sociale de bonne foi de s'acquitter de leurs dettes avec termes et délais sans succomber sous des pénalités qui anéantiraient leurs entreprises tout en les rendant insolvables à l'égard des tiers, p. 6474 (Document n° 806).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à établir un régime de contentieux différent pour les débiteurs d'intérêts de retard à l'égard de la sécurité sociale suivant qu'il s'agit de débiteurs de bonne foi, partiellement défaillants ou au contraire de fraudeurs totalement en infraction, p. 6475 (Document n° 812).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à la réouverture d'un nouveau délai pour le rachat des cotisations de sécurité sociale au profit des auteurs et compositeurs, p. 7670 (Document n° 1302).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Antoine Quinson tendant à proroger jusqu'au 1er mars 1952, les délais fixés par la loi du 1er septembre 1951, concernant les modalités de règlement des cotisations de sécurité sociale et l'amnistie partielle des pénalités, p. 8730 (Document n° 1785).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à permettre la délégation sur travaux aux organismes de sécurité sociale, p. 9957 (Document n° 2233).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à exclure du champ d'application du décret n° 50-1080 du 17 août 1950 les communes de l'obligation de verser la cotisation patronale d'assurances sociales afférente aux traitements alloués à leur instituteur-secrétaire de mairie, p. 8304 (Document n° 1651).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à lier au niveau des salaires le plafond des cotisations à la sécurité sociale après consultation des organismes représentatifs des cadres, p. 8617 (Document n° 1730).

Voir également à la rubrique précédente: *Avance du Trésor.*

DIVERS

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi tendant à modifier l'article 48 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 en ce qui concerne l'attribution et le taux de remboursement des bons de lait (n° 7212, année 1949), p. 5928 (Document n° 16).

— Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur la proposition de loi de M. Viatte tendant à préciser le statut des gérants de société en regard de la législation de sécurité sociale (n° 10432), p. 2001 (Document n° 12505). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6511 (Document n° 836).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'application des législations de sécurité sociale à diverses catégories de personnes assimilées à des salariés, p. 2470 (Document n° 12583).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale prévu par la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950, aux invalides du travail, aux victimes civiles de la guerre et aux victimes du devoir atteints d'un degré d'invalidité de 85 p. 100, ainsi qu'aux veuves de ces trois catégories et aux orphelins d'âge scolaire sans aucune catégorisation, ni distinction, p. 6276 (Document n° 604).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kauffmann, tendant à instituer le rajustement automatique, après chaque augmentation légale des traitements et salaires, des pensions des assurés sociaux: vieillesse, invalidité, accidentés du travail, ainsi que des allocations aux économiquement faibles, p. 7670 (Document n° 1216).

ÉTUDIANTS

Conseil de la République — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le crédit de 400 millions prévu au budget du ministère de l'éducation nationale (chap. 4070) comme contribution au régime de sécurité sociale des étudiants, p. 843 (Document n° 198). — Lecture du rapport par M. Lassagne et discussion, p. 920; adoption, à l'unanimité, p. 924 (*rectificatifs*, p. 961, 998).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Giovoni, tendant à inscrire au budget de l'éducation nationale pour l'année 1951, les crédits nécessaires à l'application intégrale de la loi du 23 septembre 1948 portant extension de la sécurité sociale aux étudiants, p. 1592 (Document n° 12347).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Darras, tendant à étendre aux élèves infirmiers et assistantes sociales le bénéfice de la loi du 23 septembre 1948 portant extension aux étudiants de certaines dispositions du régime de la sécurité sociale, p. 1682 (Document n° 12364).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté, tendant à étendre, dès leur première année d'études aux élèves infirmières, sages-femmes et assistantes sociales, le bénéfice de la loi du 23 septembre 1948 portant extension aux étudiants de certaines dispositions du régime de la sécurité sociale. p. 8028 (Document n° 1531).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Musmeaux, tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à l'économie prévue sur le crédit acté au régime de la sécurité sociale des étudiants, p. 1526 (Document n° 12324).

MAGISTRATS MUNICIPAUX

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. L'Huillier sur les propositions de loi: 1° de M. Waldeck L'Huillier tendant à permettre l'extension des avantages de la sécurité sociale aux maires et adjoints des communes, ainsi que la constitution d'une caisse de retraite pour les magistrats municipaux; 2° de M. Marrane, sénateur, tendant à étendre aux maires et adjoints permanents les avantages de la sécurité sociale et la constitution d'une retraite (n° 10806, année 1950), p. 9458 (Document n° 2109).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Tillon, tendant à permettre l'extension des avantages de la sécurité sociale aux maires et adjoints des communes, ainsi que la constitution d'une caisse de retraite pour les magistrats municipaux, p. 9307 (Document n° 2066).

MINES

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant un fonds de garantie et de compensation pour le service des prestations de chauffage et de logement au personnel retraité des exploitations minières et assimilées, p. 2 (Document n° 3). — Dépôt du rapport par M. Nestor Calonne, p. 582 (Document n° 132). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 756.

Assemblée nationale — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1863 (*Loi n° 51-347 du 20 mars 1951, J. O. du 22 mars 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi accordant une avance de trésorerie à la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, p. 2767 (Document n° 12713). — Dépôt du rapport par M. Lecourt, p. 3507 (Document n° 12870). — Adoption du projet de loi, p. 3761.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1306 (Document n° 289). — Dépôt du rapport par M. Courrière p. 1539 (Document n° 358). — Discussion, p. 1570; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1572.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4929 (*Loi n° 51-550 du 16 mai 1951, J. O. du 17 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mabrut, tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne les entreprises ayant fait l'objet d'arrêtés d'assimilation intervenus postérieurement au 27 août 1935, p. 3169 (Document n° 12778). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 3609 (Document n° 12899). — Adoption, après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier l'article 201 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines* », p. 4102.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1413 (Document n° 324). — Dépôt du rapport par M. Longchambon, p. 1593 (Document n° 371). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1818.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5631 (*Loi n° 51-668 du 24 mai 1951, J. O. du 31 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, p. 6750 (Document n° 932). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 6887 (Document n° 959). — Dépôt d'une lettre rectificative (Document n° 1112), d'un rapport supplémentaire par M. Sion (Document n° 1113), d'un avis de la commission des finances par M. Lacoste (Document n° 1114), p. 7393. — Adoption du projet de loi, p. 7562.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2567 (Document n° 689). — Dépôt du rapport par M. Vanrullen, p. 2580 (Document n° 690). — Discussion, p. 2583; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2585.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7628 (*Loi n° 51-1152 du 4 octobre 1951, J. O. du 5 octobre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mabrut, tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne les entreprises ayant fait l'objet d'arrêtés d'assimilation intervenus postérieurement au 27 août 1935, p. 2767 (Document n° 12714). — Retrait, p. 2866.

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin, tendant à augmenter de 10 p. 100 les retraites servies par la caisse autonome nationale des retraites minières, p. 231 (Document n° 11871). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion, tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, p. 2367 (Document n° 12727). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 4930 (Document n° 13115). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Biocquaux, p. 5284 (Document n° 13284). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6326 (Document n° 673). — Dépôt d'un rapport modificatif par M. Sion, p. 6476 (Document n° 827).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Sion sur la proposition de loi de M. Deixonne, tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines (n° 10228 rectifié), p. 3507 (Document n° 12871). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6326 (Document n° 666).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Le Sciellour sur la proposition de loi de M. Meck, tendant à modifier l'article 205 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946, relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines (n° 10187), p. 4931 (Document n° 13156) — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6326 (Document n° 674).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, p. 6750 (Document n° 932). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 6887 (Document n° 959).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin, tendant à modifier l'article 158 du décret du 27 novembre 1946 sur la sécurité sociale dans les mines, concernant les trois années de mariage exigées pour bénéficier de la pension de reversion aux veuves d'affiliés à la C.A.N.S.S.M., p. 948 (Document n° 12122).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute, tendant à ajouter un paragraphe *e* à l'article 166 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 2471 (Document n° 12650).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin, tendant à ordonner aux Charbonnages de France et aux exploitants miniers le remboursement immédiat au fonds spécial des retraites de la caisse autonome nationale de sécurité sociale minière, des sommes avancées par celle-ci pour le payement des prestations familiales au personnel des mines, p. 3119 (Document n° 12864).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin accordant une subvention à la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, p. 3140 (Document n° 12866).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Martel, tendant à modifier l'article 206 du décret du 27 novembre 1946, sur la sécurité sociale minière, afin de permettre la réouverture des délais pour la présentation des demandes de validation des services aux travaux de reconstitution, au regard de l'article 206 du décret du 27 novembre 1946, p. 5947 (Document n° 156).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute, tendant à modifier l'article 158 du décret du 27 novembre 1946 sur la sécurité sociale dans les mines, concernant les trois années de mariage exigées pour bénéficier de la pension de reversion aux veuves d'affiliés à la C. A. N. S. S. M., p. 6004 (Document n° 227).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mancey, tendant à ajouter un paragraphe *e* à l'article 166 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 6218 (Document n° 529).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Muller, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 3 de la loi n° 50-919 du 9 août 1950 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, en instituant une majoration pour enfants, p. 6241 (Document n° 560).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute, tendant à fixer l'ouverture du droit à pension pour le personnel des mines à l'expiration du dernier mois de service, au lieu de la dernière année entière, p. 7338 (Document n° 1086).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Martel tendant à annuler l'arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale, en date du 3 octobre 1951, paru au *Journal officiel* des 15 et 16 octobre 1951, modifiant l'article 45 des statuts types des sociétés de secours minières, p. 7671 (Document n° 1331).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Martel tendant à modifier les dispositions de l'article 170 du décret du 27 novembre 1946, complété par la loi n° 50-919 du 9 août 1950, relatives aux pensions des mineurs, p. 8673 (Document n° 1765).

ORGANISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à modifier l'article 32 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, p. 3290 (Document n° 12828).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Burlot portant modification de l'organisation de la sécurité sociale, p. 6219 (Document n° 548).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Pierrebourg tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour que la sécurité sociale ait une activité strictement limitée à sa fonction et en particulier à faire en sorte de supprimer ses empiétements dans le domaine économique, p. 7672 (Document n° 1337).

PENSIONS D'INVALIDITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de M. Bonnet tendant à porter à un taux normal la pension allouée aux grands invalides des assurances sociales, par référence à la situation faite aux accidentés du travail dans le même régime général de sécurité sociale (n° 8529), p. 3170 (Document n° 12768). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Meck, p. 6369 (Document n° 768).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur la proposition de loi de M. Duquesne tendant à préciser les conditions de représentation et d'assistance des assurés devant les commissions techniques d'invalidité (n° 9371), p. 3237 (Document n° 12795).

Voir également à la rubrique: *Divers.*

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au statut du personnel des organismes de sécurité sociale, p. 819 (Document n° 12078).

RÉGIME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de Mlle Prévert complétant l'article 51 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles (n° 10645), p. 3170 (Document n° 12770). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Meck, p. 6369 (Document n° 770).

— Dépôt d'un projet de loi relatif au système de coordination des régimes de sécurité sociale métropolitain et algérien, p. 7668 (Document n° 1270).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barrot tendant à modifier l'article 25 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles et à permettre dans certains cas l'avance par les caisses de la part garantie à l'assuré social, p. 7600 (Document n° 1199).

— Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission chargée d'étudier et de soumettre au Gouvernement les simplifications pouvant être apportées à la législation et au fonctionnement du régime général de sécurité sociale. Nomination de membres par diverses commissions, p. 6377.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres pour représenter le Conseil de la République à la commission chargée d'étudier et de soumettre au Gouvernement les simplifications pouvant être apportées à la législation et au fonctionnement du régime général de sécurité sociale (application de l'arrêté du 5 octobre 1949), p. 2090. — Désignation de membre, p. 2628. — Nomination de membre, p. 2636.

SUBVENTION DE L'ETAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de réforme de la sécurité sociale comportant une subvention de l'Etat, p. 6678 (Document n° 911).

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice-Bokanowski tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 51-1059 du 1er septembre 1951 relatif au versement des cotisations de sécurité sociale des employeurs et travailleurs indépendants, p. 8383 (Document n° 1686).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1951 les dispositions de l'article 6 de la loi n° 51-1059 du 1er septembre 1951 concernant le versement des cotisations de sécurité sociale des employeurs et travailleurs indépendants, p. 9307 (Document n° 2068).

TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guyot tendant à déterminer le payement des prestations des assurances-maladie, longue maladie, maternité, aux ayants droit résidant en Algérie, des salariés algériens travaillant dans l'agriculture en France, p. 6080 (Document n° 300).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guyot tendant à déterminer le payement des prestations, des assurances-maladie, longue maladie, maternité aux ayants droit résidant en Algérie, des salariés ou des assurés volontaires algériens résidant en France, p. 6080 (Document n° 303).

VIEUX TRAVAILLEURS ET ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck-Rochet tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux et à l'accorder aux personnes non salariées des professions agricoles, dont le revenu cadastral ne dépasse pas 500 F, p. 1526 (Document n° 12307). — Dépôt du rapport par M. Gérard Duprat, p. 2001 (Document n° 12509). — Discussion, p. 2282; adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux*, p. 2288.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 895 (Document n° 205). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr (Document n° 210) et discussion, p. 945; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 952.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2432 (Document n° 12644). — Dépôt du rapport par M. Gérard Duprat, p. 2438 (Document n° 12645). — Discussion, p. 2438, 2444; adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec modifications, p. 2445 (*Loi n° 51-373 du 27 mars 1951. J. O. du 29 mars 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant majoration des taux de l'allocation temporaire de la retraite des vieux travailleurs salariés et des prestations familiales, p. 7433 (Document n° 1136). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 7601 (Document n° 1189). — Discussion, p. 7622; adoption, à l'unanimité, du projet de loi, p. 7627.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2585 (Document n° 694). — Dépôt du rapport par Mme Devaud (Document n° 696); discussion, p. 2587; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2592 (*rectificatif*, p. 2631).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 1220); lecture du rapport par Mme Francine Lefebvre et discussion, p. 7633; adoption, à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 7674. (*Loi n° 51-1126 du 26 septembre 1951, J. O. du 27 septembre 1951.*)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une 3e lettre rectificative au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (n° 8715), p. 2470 (Document n° 12578). — Retrait, p. 5772.

Assemblée nationale. — Discussion d'une proposition de loi de M. Croizat tendant à porter à un taux unique de 66.000 F par an le montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés et à porter l'indemnité pour conjointe à charge ayant moins de 65 ans à 10.000 F par an, p. 361, 382 (*rectificatif*, p. 486).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport supplémentaire par M. Viatte, sur: I. Le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 1er à 46 inclus et art. 49); II. Les propositions de loi: 1° de M. Gérard Duprat, tendant à accorder l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949; 2° de M. Bouxom, tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948 ou de l'ordonnance du 2 février 1945 et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants (n° 11600, année 1950), p. 6174 (Document n° 479).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à porter l'allocation temporaire aux vieux à 48.000 F par an, p. 2638 (Document n° 12669). — Dépôt d'un rapport de M. Musmeaux sur les propositions de loi: 1° de M. Musmeaux, tendant à porter à 40.000 F par an l'allocation vieillesse pour les personnes non salariées; 2° de M. Gérard Duprat, tendant à porter l'allocation aux vieux à 48.000 F par an (nos 11742, 12669), p. 3237 (Document n° 12792).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de Mme Claeys tendant à modifier les ordonnances des 19 octobre 1945 et 2 février 1945 modifiées par la loi du 23 août 1948 en vue de fixer le minimum garanti de la pension de réversion ou le secours viager des veuves sans qu'il soit tenu compte des bonifications pour enfants (n° 8115), p. 1116 (Document n° 12196).

— Dépôt d'un rapport de M. Sion sur la proposition de résolution de M. Cordonnier, tendant à inviter le Gouvernement à améliorer les conditions d'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés dans le cas où les intéressés ont été victimes de périodes de chômage involontaire (n° 11056), p. 1593 (Document n° 12348).

— Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de M. Palewski, tendant à compléter l'article 3 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945, relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés (n° 10990), p. 3170 (Document n° 12772). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Meck, p. 6369 (Document n° 771).

— Dépôt d'un rapport de Mme Claeys sur la proposition de loi de Mme Claeys, étendant le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories (n° 9211), p. 3238 (Document n° 12801).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945, complétée par la loi du 3 février 1950, relatif aux périodes de salariat pour l'obtention de l'allocation aux vieux travailleurs, p. 151 (Document n° 11856).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Theetten tendant à relever le chiffre maximum des ressources dans la limite desquelles est accordée l'allocation temporaire aux vieux, p. 719 (Document n° 12061).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Patinaud tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 72.000 F par an, p. 2638 (Document n° 12670).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à compléter l'article 3 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 5931 (Document n° 78).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret, tendant à abroger l'article 3 de la loi du 27 mars 1951 relative à l'allocation temporaire aux vieux, p. 5931 (Document n° 82).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 72.000 F par an, p. 5932 (Document n° 108).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Musmeaux tendant à porter l'allocation aux vieux à 49.000 F par an, p. 5932 (Document n° 110).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à fixer le montant minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 6371 (Document n° 778).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Musmeaux tendant à porter l'allocation aux vieux à 72.000 F par an, p. 7434 (Document n° 1139).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 96.000 F par an, p. 7434 (Document n° 1140).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à relever le montant de la valeur des biens meubles et immeubles à ne pas dépasser pour obtenir l'allocation temporaire aux vieux, p. 7670 (Document n° 1310).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duquesne tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 3 mars 1949 portant fixation du minimum de la rémunération susceptible d'ouvrir droit à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 151 (Document n° 11855).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à déduire la pension de veuve de guerre dans l'évaluation des ressources cumulables avec l'allocation temporaire, p. 2472 (Document n° 12652).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à uniformiser les plafonds des ressources personnelles admises pour l'attribution des différentes allocations de vieillesse, p. 2472 (Document n° 12651).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chamant tendant à inviter le Gouvernement à verser aux vieux travailleurs salariés qui ne bénéficient pas de l'allocation vieillesse une retraite proportionnelle au nombre d'années pendant lesquelles ils ont cotisé aux assurances sociales, p. 4005 (Document n° 12951).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrond tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la retraite ou de l'allocation provisoire aux femmes dès l'âge de soixante ans, p. 5143 (Document n° 13239).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Amiot tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'allocation temporaire à tous les vieillards âgés de 65 ans disposant de revenus inférieurs au plafond fixé par la loi du 27 mars 1951, p. 5386 (Document n° 13239).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 27 mars 1951 relative à l'attribution de l'allocation temporaire aux vieux travailleurs économiquement faibles, p. 5933 (Document n° 119).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à relever les allocations servies aux personnes âgées dont les moyens sont insuffisants, p. 6052 (Document n° 281).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrond tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la retraite ou de l'allocation temporaire aux femmes dès l'âge de soixante ans, p. 6052 (Document n° 282).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le payement à domicile par mandat poste de l'allocation temporaire aux non-salariés et de l'allocation des vieux travailleurs salariés, p. 9516 (Document n° 2168).

Voir également à la rubrique: *Divers.*

Attractions foraines. — V. *Impôts (contributions indirectes).*

Auteurs et compositeurs. — V. *Assurances sociales (cotisations).*

Autobus. — V. *Transports (transports ferroviaires et routiers).*

Automobiles. — V. *Agriculture (matériel). — Assurance de toute nature. — Impôts (chiffre d'affaires). — Questions orales (Assemblée nationale), nos 34, 38, 158, 206 (Conseil de la République) nos 31, 70. — Transports et voies de communication. — Voitures de place.*

Autorails. — V. *Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

Autoroute. — V. *Transports et voies de communication (routes, chemins et ponts).*

Auxiliaires de l'Etat. — V. *Fonctionnaires.*

Aveugles. — V. *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Assurances sociales. — Légion d'honneur. — Postes, télégraphes et téléphones (téléphones).*

Aviation. — V. *Armée de l'air. — Interpellations* nos 40, 43, 85, 98, 111, 139, 170. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 31, 179 *(Conseil de la République)* nos 57, 127. — *Transports et voies de communication (transports aériens).*

Aviculture. — V. *Impôts (patente, revenus).*

Avocats. — V. *Agents d'affaires. — Interpellations* nos 5, 6. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, no 29.

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats (nos 5588, 11633) (année 1950) après modification du titre: *Projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*, p. 2.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 86 (Document no 23) — Dépôt du rapport par M. Kalb, p. 509 (Document no 115). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 526.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1391 (*Loi no 51-217 du 27 février 1951, J. O. du 28 février 1951*).

Avortement. — V. *Code général.*

Avoués. — V. *Offices publics ministériels.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Grimaud tendant à compléter dans certains tribunaux le nombre des avoués nécessaires à la représentation des parties ayant des intérêts distincts, p. 8498 (Document no 1701) *(rectificatif*, p. 8563).

B

Baccalauréat. — V. *Enseignement secondaire. — Questions orales (Assemblée nationale)*, no 92.

Bains-douches. — V. *Impôts (chiffre d'affaires).*

Banques. — V. *Armes, munitions et matériel de guerre. — Questions orales (Conseil de la République)*, no 31.

Barrages-réservoirs. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, no 93.

Bases aériennes. — V. *Interpellations*, nos 40, 43, 85, 98, 111, 114, 170. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, no 31.

Bases atomiques. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, no 151.

Bassin méditerranéen. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, nos 93, 94, 95, 121.

Batellerie. — V. *Conventions internationales (sécurité sociale).*

Bâtiments civils et palais nationaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Lempereur tendant à inviter le Gouvernement à limiter les concessions des palais nationaux et bâtiments civils, p. 645 (Document no 12023).

Bâtiments publics.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Durand tendant à l'établissement d'un plan de financement pour la construction immédiate de locaux scolaires, d'établissements hospitaliers et de bâtiments publics, p. 2258 (Document no 647).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6750 (Document no 944).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir un plan de financement pour la construction immédiate de locaux scolaires, d'établissements hospitaliers et de bâtiments publics, p. 2268 (Document no 649).

Bâtiments et travaux publics. — V. *Chômage (allocation-secours). — Code du travail (salaires). — Commerce et industrie. — Impôts (apprentissage, chiffre d'affaires). — Questions orales (Conseil de la République)*, no 58.

Baux commerciaux, industriels et artisanaux. — V. *Loyers.*

Baux à ferme, baux ruraux. — V. *Impôts (enregistrement). — Loyers.*

Bénéfices agricoles. — V. *Calamités agricoles. — Impôts (revenu — Interpellations*, no 128. — *Questions orales (Assemblée national* no 157.

Bénéfices industriels et commerciaux. — V. *Impôts.*

Betteraves à sucre. — V. *Interpellations*, no 223. — *Sucre, betteraves à sucre.*

Beurre. — V. *Agriculture (lait et produits laitiers).*

Bibliothèques. — V. *Bâtiments publics.*

Biens français à l'étranger. — V. *Conventions internationa (biens et intérêts français). — Dommages de guerre. — Russie (intérêts français de).*

Biens séquestrés. — V. *Sarre (territoire de la). — Spoliation.*

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi tendant à accorder des délais de payement aux sinistrés et spoliés, acquéreurs de biens sous séquestre provenant patrimoines ennemis ou des collaborateurs (nos 2472, 3692, ann 1948), p. 5928 (Document no 3).

Bières et boissons gazeuses.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. P. Lapie tendant à l'interdiction des contrats de fournitures exclusi de bières et autres boissons intervenus entre producteurs ou distributeurs de bières et de boissons et propriétaires, locataires gérants de débits de boissons, p. 9032 (Document no 1931).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kauffmann tendant réglementer la culture et le marché du houblon en France, p. 7 (Document no 1374).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kauffmann tend à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesu de protection qui s'imposent pour assainir dans les plus brefs dél le marché des houblons de la production nationale et sauvegar les intérêts des planteurs français gravement menacés par les di cultés d'écoulement de la récolte 1951, p. 7702 (Document no 139

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant inviter le Gouvernement à assainir le marché houblonnier, p. 9 (Document no 1951).

Bir-Hakeim. — V. *France d'outre-mer (Tunisie).*

Blé, céréales, farines et pain. — V. *Agriculture. — Interpellati* nos 143, 200, 210. — *Office national interprofessionnel des céréal — Question orales (Assemblée nationale)*, no 95.

Bois et forêts — V. *Assurances sociales (agriculture). — Fra d'outre-mer (textes généraux). — Impôts (chiffre d'affaires). Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 65, 187.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à procédure de codification des textes législatifs concernant les for p. 1196 (Document no 12166). — Dépôt du rapport par M. Mous p. 1741 (Document no 12401). — Adoption du projet de loi, p. 20

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. (Document no 179). — Dépôt du rapport par M. Darmanthé, p 1 (Document no 271). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 13

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la Républiq p. 4063 (*Loi no 51-516 du 8 mai 1951, J. O. du 9 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Em Hugues, relative aux peines infligées pour défaut de déclaratio statistiques à l'administration des eaux et forêts, p. 645 (Docum no 12029).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi M. Edouard Soldani, tendant à la protection des forêts du départem du Var contre les incendies par la création d'un réseau de pis et chemins de lutte, p. 2680 (Document no 743) *(rectificatif*, p. 27

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de l p. 8383 (Document no 1679).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution M. Sérafini tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un pl de développement économique, intéressant toutes les communes département de la Corse, et comportant le reboisement intensif, soumission au régime forestier des forêts, maquis et friches indi entre de nombreux copropriétaires par expropriation et indemni tion, et l'organisation de l'enseignement agricole et techniq p. 8791 (Document no 1821).

— Demande de désignation de deux membres chargés de rép senter l'Assemblée nationale au comité de contrôle du fonds for tier national, p. 6240. — Désignation de candidatures, p. 6517. Nomination de membres, p. 6535.

Boissons. — V. *Alcool. — Bières et boissons gazeuses. — Débits boissons. — Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale). France d'outre-mer (Océanie). — Questions orales (Assemblée nat nale)*, no 130.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi M. Hénault tendant à modifier la classification des boissons et le réglementation, p. 485 (Document no 11980).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon re tive à la réglementation des boissons à base d'alcool, p. 884 (Doc ment no 12107).

Bonneterie. — V. *Commerce et industrie (entreprises diverses).*

Bons et obligations. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 1.

Bouilleurs de cru. — V. *Impôts (contributions indirectes).*

Boulangeries. — V. *Code du travail (conventions collectives).*

Bourses de commerce. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 119.

Bourses d'enseignement. — V. *Enseignement. — Enseignement primaire. — Interpellations* n° 219. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 142, 183, 184, 185.

Braille (Louis). — V. *Panthéon.*

Brevets d'invention. — V. *Constructions internationales. — Pharmacie. — Propriété industrielle. — Questions orales (Conseil de la République)*, n° 124.

Budget. — V. *Cour des comptes. — Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à intéresser les fonctionnaires aux économies, p. 5930 (Document n° 34).

Assemblée nationale. — Sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (application de l'article 71 de la loi du 21 mars 1947). — Désignation de membres, p. 7538.

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (art. 71 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947). — Démission de membres, p. 401. — Désignation de membres, p. 120, 401, 2600.

Budget de 1949. — V. *Trésor.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi collectif de régularisation, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949, p. 8789 (Document n° 1790).

Budget de 1950.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ratification de décrets et relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire concernant l'exercice 1950, p. 562 (Document n° 12002).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1949 à l'exercice 1950 (n° 10913), p. 2242 (Document n° 12570). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3609 (Document n° 12888). — Discussion, p. 4907; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 4929 (*rectificatifs*, p. 5633, 5866.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1578 (Document n° 366). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 1678; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1697 (*rectificatif*, p. 1892).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5283 (*Loi n° 51-587 du 23 mai 1951, J. O. du 24 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, p. 350 (Document n° 11935). — Dépôt du rapport par M. Guesdon, p. 3170 (Document n° 12766). — Discussion, p. 5345, 5364; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5373 (*rectificatif*, p. 5776).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1792 (Document n° 434). — Dépôt du rapport par M. André Diethelm, p. 1876 (Document n° 456). — Discussion, p. 1880; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1882.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5684 (*Loi n° 551-639 du 4 mai 1951, J. O. du 29 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi collectif d'ordonnancement portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950; 2° ratification de décrets, p. 6370 (Document n° 698). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6426 (Document n° 797). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6426 (Document n° 793). — Discussion, p. 6434; adoption du projet de loi, p. 6459 (*rectificatifs*, p. 6551, 7673).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2116 (Document n° 612). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 2127; adoption de l'avis sur le projet de loi p. 2147 (*rectificatif*, p. 2227, 2631).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6603 (*Loi n° 51-1050 du 29 août 1951, J. O. du 31 août 1951*).

Budget de 1951. — V. *Enseignement (bourses d'enseignement). — Jeux olympiques.*

DÉPENSES MILITAIRES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Berthoin, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement (n° 909, année 1950), p. 2 (Document n° 11). — Retrait dudit rapport et dépôt d'un nouveau rapport par MM. Pierre Boudet et Pellenc, p. 6 (Document n° 13). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Jean de Gouyon, p. 7 (Document n° 15). — Discussion, p. 7, 28; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 86 (*rectificatif*, p. 116).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 188 (Document n° 11861). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 200 (Document n° 11866). — Discussion, p. 200; suite de la discussion, p. 282; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 293 (*rectificatif* p. 350) (*Loi n° 51-29 du 8 janvier 1951, J. O. du 9 janvier 1951*).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alric ainsi conçue: « Le Conseil de la République, considérant que, tout au long des débats sur le plan de réarmement, il n'a eu d'autre préoccupation que de donner au Gouvernement les moyens d'action nécessaires pour la réalisation dans le moindre délai du programme qui lui était présenté; considérant qu'en différant le vote de tout impôt nouveau jusqu'à la conclusion du débat qui, à l'occasion de l'examen du budget des dépenses civiles, devait s'instaurer sur l'ensemble de la politique économique, financière et fiscale du Gouvernement, il n'a eu en vue que la préoccupation de réserver les droits et prérogatives du Parlement; considérant au surplus qu'il ne s'est jamais refusé à voter les charges supplémentaires que les circonstances peuvent imposer au pays, mais seulement après que toutes les compressions, toutes les économies possibles aient été envisagées aussi bien dans les dépenses de l'Etat que dans la gestion des entreprises nationalisées, élève une protestation solennelle contre l'interprétation tendancieuse qui a été donnée de son attitude par certains membres de l'Assemblée nationale, au cours des débats qui se sont instaurés devant cette assemblée, et contre les paroles diffamatoires, contraires à l'esprit de la Constitution, qui y ont été prononcées », p. 104 (Document n° 27). — Retrait, p. 121.

Assemblée nationale. — Suite de la discussion d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et arrêtant certaines dispositions générales relatives à l'éxécution du budget de l'exercice 1951 (articles 3, 4 et 5 dépenses militaires) (n°s 12545 et 12585), p. 2398; adoption, au scrutin du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois d'avril 1951 (dépenses militaires).* » p. 2411 (*rectificatif*, p. 2639).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 945 (Document n° 211). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 956; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 958.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2432 (Document n° 12643). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2438 (Document n° 12647). — Discussion et adoption au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 2442 (*Loi n° 51-368 du 27 mars 1951, J. O. du 28 mars 1951*).

En ce qui concerne les mois de mars et de mai, voir: *Budget de 1951 (textes généraux).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réalisation d'un plan de 25 milliards d'économies en application de l'article 1er, paragraphe 2, de la loi du 8 janvier 1951 portant autorisation d'un programme de réarmement, p. 1219 (Document n° 12226). — Dépôt d'un rapport par M. Abelin, p. 3757 (Document n° 12931). — Dépôt d'une lettre rectificative (Document n° 13092) et discussion, p. 4605, 4610, 4648; suite de la discussion, p. 4753, 4800, 4831, 4840. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Abelin (Document n° 13135) et discussion, p. 4894; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4901.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1578 (Document n° 368). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1602 (Document n° 376). — Discussion, p. 1627, 1651; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1654.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5201 (Document n° 13253). — Dépôt du rapport par M. Abelin, p. 5387 (Document n° 13294). — Discussion, p. 5462, 5485; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 5489 (*Loi n° 51-588 du 23 mai 1951, J. O. du 24 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (défense nationale) (n° 11764, p. 5361) (Document n° 13295). — Interventions des rapporteurs, p. 5345, 5373; discussion générale, p. 5366. — *Section commune:* dépôt d'un rapport par M. Guesdon, p. 4930 (Document n° 13138, *rectificatif*. p. 5089). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Triboulet, p. 5088 (Document n° 13222); discussion, p. 5373, 5406. — *Section guerre:* dépôt d'un rapport par M. Guesdon, p. 4930 (Document n° 13144); discussion, p. 5408. — *Section air:* dépôt d'un rapport par M. Jean-Moreau, p. 5000 (Document n° 13178); discussion, p. 5419. — *Section marine:* dépôt d'un rapport par M. Guesdon, p. 5000 (Document n° 13203); discussion, p. 5424. — *Essences et poudres:* dépôt d'un rapport par M. Pierre Chevallier, p. 5000 (Document n° 13204); discussion, p. 5431. — *Articles de loi:* dépôt d'un rapport par M. Guesdon, p. 5284 (Document n° 13265). — Discussion, p. 5440; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5458 (*rectificatif*, p. 5776, 5830).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1818 (Document n° 452). — Dépôt du rapport par M. Pierre Boudet, p. 1836 (Document n° 453). — Discussion, p. 1842; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1876 (*rectificatifs*, p. 2028).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5684 (Document n° 13328). — Dépôt du rapport par M. Guesdon,

p. 5681 (Document n° 13326). — Discussion, p. 5706; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 5711 (*Loi n° 51-651 du 24 mai 1951, J. O. du 30 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gaillard sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer et Etats associés) (n° 11765), p. 5437 (Document n° 13300). — Intervention des rapporteurs, p. 5345, 5359. — Discussion générale, p. 5365; suite de la discussion, p. 5458; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 5462.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1818 (Document n° 454). — Dépôt du rapport par M. André Diethelm, p. 1876 (Document n° 457). — Discussion, p. 1876; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1880 (*rectificatif*, p. 2029).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5683 (*Loi n° 51-642 du 24 mai 1951, J. O. du 29 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lenormand tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions telles que les « économies » prévues par l'article 1er de la loi portant autorisation d'un programme de réarmement et de dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 ne puissent en aucun cas affecter les crédits prévus pour être attribués à la caisse autonome de reconstruction, p. 1325 (Document n° 12262).

RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1951 (n° 11775), p. 1864 (Document n° 12452). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2002 (Document n° 12513). — Discussion, p. 3036, 3064. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 3075 (Document n° 12758). — Discussion, p. 3081. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 3111 (Document n° 12760). — Suite de la discussion, p. 3112, 3156. — Dépôt d'une troisième lettre rectificative (Document n° 12780) et discussion, p. 3161, 3180; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 3181 (*rectificatif*, p. 3354).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1082 (Document n° 257). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1136 (Document n° 267). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud, p. 1192 (Document n° 277). — Discussion, p. 1308; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1353 (*rectificatif*, p. 2012).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4070 (Document n° 12993). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 4930 (Document n° 13136). — Discussion, p. 5589; adoption du projet de loi avec modifications, p. 5594 (*Loi n° 51-599 du 24 mai 1951, J. O. du 26 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (réparation des dommages de guerre et investissements économiques et sociaux) (n° 11766), p. 647 (Document n° 12028). — La commission des finances fractionne en deux textes distincts le projet de loi: 1° *Dispositions concernant la réparation des dommages de guerre et la construction.* — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2768 (Document n° 12694). — Discussion, p. 3181, 3233. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 3238 (Document n° 12820). — Suite de la discussion, p. 3247, 3266, 3442, 3456, 3493, 3516, 3535. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 3757 (Document n° 12932). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 5061 (Document n° 13212). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé (Document n° 13215) et discussion, p. 5067; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « Projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (réparation des dommages de guerre et construction) », p. 5068 (*rectificatifs*, p. 3826, 3908, 5285, 5866).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1602 (Document n° 389). — Dépôt du rapport par M. Jean-Marie Grenier, p. 1655 (Document n° 397). — Discussion, p. 1746, 1767; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1790 (*rectificatifs*, p. 1892, 2056).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 13302) et dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5552 (Document n° 13306). — Discussion, p. 5671; adoption du projet de loi avec modifications, p. 5674 (*Loi n° 51-650 du 24 mai 1951, J. O. du 30 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (réparation des dommages de guerre et investissements économiques et sociaux) (n° 11766), p. 647 (Document n° 12028). — La commission des finances fractionne en deux textes distincts le projet de loi: 2° *Dispositions concernant les investissements économiques et sociaux.* — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2768 (Document n° 12698). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 3238 (Document n° 12820). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 3757 (Document n° 12932). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative (Document n° 13212). — Discussion, p. 4648, 4673, 4692, 4726, 4752, 4872, 4885, 4901; adoption, au scrutin, du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (Investissements économiques et sociaux)*, p. 4902 (*rectificatif*, p. 5089).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1572 (Document n° 365). — Dépôt du rapport par M. Pellenc, p. 1814 (Document n° 436). — Dépôt d'un avis de la production industrielle par M. Vanrullen, p. 1814 (Document n° 437). — Discussion, p. 1819; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1832 (*rectificatifs*, p. 1892, 2012, 2028).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 13317) et dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5631 (Document n° 13319). — Discussion, p. 5674; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 5677 (*rectificatif*, p. 5890) (*Loi n° 51-638 du 24 mai 1951, J. O. du 29 mai 1951*).

SERVICES CIVILS

AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Dusseaulx sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 affaires étrangères) (dispositions concernant la section II: service des affaires allemandes et autrichiennes) (n° 11034), p. 1741 (Document n° 12390). — Discussion, p. 2731, 2752; adoption, au scrutin, du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires étrangères. — II. Services des affaires allemandes et autrichiennes)* », p. 2757.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1099 (Document n° 236). — Dépôt du rapport par M. Jean Maroger, p. 1156 (Document n° 268). — Discussion, p. 1281; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1298 (*rectificatif, p.* 1372).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3906 (*Loi n° 51-481 du 27 avril 1951, J. O. du 28 avril 1951*).

AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gilles Gozard sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (finances et affaires économiques) (dispositions concernant le budget des affaires économiques) (n° 11038), p. 3170 (Document n° 12762). — Discussion, p. 3935, 3959, 3963. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4395 (Document n° 13032) (Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gilles Gozard, p. 5284 (Document n° 13262). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 5283 (Document n° 13280). — Suite de la discussion, p. 5317; adoption de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (affaires économiques)* », p. 5323 (*rectificatif, p.* 5553).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1745 (Document n° 428). — Dépôt du rapport par M. Fléchet, p. 1876 (Document n° 469). — Discussion, p. 1884; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1890 (*rectificatif*, p. 2028).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5684 (Document n° 13324). — Dépôt du rapport par M. Gilles Gozard, p. 5684 (Document n° 13327). — Discussion, p. 5719; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 5721 (*Loi n° 51-629 du 24 mai 1951, J. O. du 27 mai 1951*).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires étrangères. I. — Services des affaires étrangères). (N° 842, année 1950), p. 124 (Document n° 37). — Discussion, p. 272, 293; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 304 (*rectificatifs*, p. 349).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 594 (Document n° 12012). — Dépôt du rapport par M. Dusseaulx, p. 2002 (Document n° 12512). — Discussion, p. 2757; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 2760 (*Loi n° 51-424 du 16 avril 1951, J. O. du 17 avril 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (affaires étrangères), p. 6370 (Document n° 696). — Dépôt du rapport par M. Corniglion-Molinier, p. 6426 (Document n° 800). — Discussion, p. 6459; adoption du projet de loi, p. 6465 (*rectificatif*, p. 6551).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2116 (Document n° 613). — Lecture du rapport par M. Bolifraud et discussion, p. 2147; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2149.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6603 (*Loi n° 51-1051 du 29 août 1951, J. O. du 31 août 1951*).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Abelin sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (agriculture et prestations familiales agricoles) (n°s 11035, annexes 1 et 2, et 11672) (dispositions concernant le budget de l'agriculture), p. 95 (Document n° 11837). — Discussion, p. 445. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 464 (Document n° 11975). — Suite de la discussion, p. 469; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (agriculture)*, p. 485 (*rectificatifs*, p. 563, 3171).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 292 (Document n° 56). — Dépôt du rapport par M. Héline, p. 792 (Docu-

ment n° 167). — Discussion, p. 852; suite de la discussion, p. 900, 924; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 944 (*rectificatif*, p. 1077).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2473 (Document n° 12635). — Dépôt du rapport par M. Pierre Abelin, p. 2712 (Document n° 12690). — Discussion, p. 2964; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 2973 (*Loi n° 51-426 du 16 avril 1951, J. O. du 17 avril 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à maintenir tous les crédits d'un total de 15.856.562.000 francs affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (agriculture), p. 1592 (Document n° 12343).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés au dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (anciens combattants et victimes de la guerre) (n° 11036), p. 4005 (Document n° 12949). — Dépôt du rapport par M. Aubry, p. 4125 (Document n° 12997). — Discussion, p. 5151, 5165, 5184; suite de la discussion, p. 5280, 5323, 5337; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5344 (*rectificatifs*, p. 5776).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1792 (Document n° 433). — Dépôt du rapport par M. Chapalain, p. 1876 (Document n° 460). — Discussion, p. 1898; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1920.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 13332) et dépôt du rapport par M. Aubry, p. 5773 (Document n° 13333). — Discussion, p. 5721; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 5724 (*Loi n° 51-632 du 24 mai 1951, J. O. du 27 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à maintenir au budget des anciens combattants les chapitres 5020 et 6030 prévoyant: 1° un crédit de 500 millions de francs destiné à l'indemnisation des pertes de biens subies par les déportés et internés de la Résistance et par les déportés et internés politiques; 2° un crédit de 300 millions de francs destiné au règlement des droits pécuniaires des F. F. C. I. et des déportés et internés de la Résistance, p. 1812 (Document n° 12440).

AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jean-Moreau sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travaux publics, transports et tourisme. — II. Aviation civile et commerciale) (n° 11044), p. 720 (Document n° 12070) (*rectificatif*, p. 820). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 1106 (Document n° 12179). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 1219 (Document n° 12222). — Discussion, p. 1264, 1281; suite de la discussion, p. 1924, 1942, 2049; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2057.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 816 (Document n° 188). — Dépôt du rapport par M. Maurice Walker, p. 1030 (Document n° 225). — Discussion, p. 1058; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1070 (*rectificatif*, p. 1372).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3238 (Document n° 12817). — Dépôt du rapport par M. Jean Moreau, p. 3507 (Document n° 12867). — Discussion, p. 3956; adoption, au scrutin de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 3958 (*rectificatif*, p. 4125) (*Loi n° 51-482 du 27 avril 1950, J. O. du 28 avril 1951*).

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. de Tinguy sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (postes, télégraphes et téléphones, caisse nationale d'épargne) (II. — Dispositions concernant le budget annexe de la caisse nationale d'épargne) (n° 11048), p. 2001 (Document n° 12492). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. de Tinguy, p. 3682 (Document n° 12919). — Discussion, p. 4522, adoption du projet de loi, après modification du titre « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Budget annexe de la caisse nationale d'épargne)* », p. 4523 (*rectificatif*, p. 5866).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1442 (Document n° 340). — Dépôt du rapport par M. Sclafer, p. 1602 (Document n° 378). — Discussion, p. 1709; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1710 (*rectificatif*, p. 2056).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5283 (*Loi n° 51-589 du 23 mai 1951, J. O. du 24 mai 1951*).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Simonnet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (éducation nationale) (n° 11037), p. 2768 (Document n° 12695). — Discussion, p. 3604; suite de la discussion, p. 3625. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 3650 (Document n° 12923); suite de la discussion, p. 3650, 3670, 3701, 3730. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 3757 (Document n° 12934). — Suite de la discussion, p. 3766, 3805; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3825 (*rectificatifs*, p. 4006, 4071).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1353 (Document n° 301). — Dépôt du rapport par M. Auberger, p. 1353 (Document n° 310). — Discussion, p. 1445, 1459; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1499 (*rectificatifs*, p. 1596, 2028).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4662 (Document n° 13091). — Dépôt du rapport par M. Simonet, p. 5201 (Document n° 13249). — Discussion, p. 5659; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 5668 (*rectificatif*, p. 5830) (*Loi n° 51-630 du 24 mai 1951, J. O. du 27 mai 1951*).

ÉTATS ASSOCIÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (États associés) (I. — Dépenses civiles), p. 4486 (Document n° 13045). — Dépôt du rapport par M. André Burlot, p. 5284 (Document n° 13269). — Discussion, p. 5586; adoption du projet de loi, p. 5587.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1876 (Document n° 461). — Rapporteur, M. Diethelm, p. 1882; discussion, p. 1883; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1884.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5684 (*Loi n° 51-641 du 24 mai 1951, J. O. du 29 mai 1951*).

FINANCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (finances et affaires économiques) (n° 11038), p. 594 (Document n° 12010). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 884 (Document n° 12093). — Dépôt du rapport par M. Emile Hugues, p. 949 (Document n° 12115). — Discussion, p. 2265. — Suite de la discussion, p. 2575, 2596; adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances. — II. — Services financiers)*, p. 2606.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1030 (Document n° 227). — Dépôt du rapport par M. Pauly, p. 1082 (Document n° 255). — Discussion, p. 1113; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1157 (*rectificatif*, p. 1372).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3610 (Document n° 12903). — Dépôt du rapport par M. Emile Hugues, p. 3907 (Document n° 12948). — Discussion, p. 3953; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 3962 (*Loi n° 51-484 du 27 avril 1951, J. O. du 28 avril 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Emile Hugues sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (finances et affaires économiques) (dispositions concernant le budget des finances, section I, charges communes) (n° 11038), p. 5000 (Document n° 13205). — Discussion, p. 5216, 5235; adoption du projet de loi, p. 5237 (*rectificatif* p. 5634).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1711 (Document n° 403). — Dépôt du rapport par M. Pauly, p. 1814 (Document n° 435). — Discussion, p. 1832; adoption de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances. — Charges communes)* », p. 1836.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 13316) et dépôt du rapport par M. Emile Hugues, p. 5631 (Document n° 13320). — Discussion, p. 5677; adoption du projet de loi, avec le titre adopté par le Conseil de la République, p. 5678 (*Loi n° 51-628 du 24 mai 1951, J. O. du 27 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (finances) en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie, p. 6549 (Document n° 892).

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer et Etats associés, I dépenses civiles) (dispositions concernant le budget de la France d'outre-mer, I dépenses civiles) (n° 11039), p. 1723 (Document n° 12369) — Discussion, p. 2670, 2695; suite de la discussion, p. 2724; seconde délibération, p. 2730, 2737, 2742. — Retrait du projet de loi, p. 4124.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer, I, dépenses civiles), p. 3075 (Document n° 12752). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 3170 (Document n° 12764). — Discussion, p. 4012; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4017. (*rectificatif*, p. 4211, 5917).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1378 (Document n° 312). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 1413 (Document n° 331). — Discussion, p. 1532; suite de la discussion, p. 1546; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1569 (*rectificatif*, p. 2012).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4931 (Document n° 13157). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 5201 (Document n° 13250). — Discussion, p. 5600; adoption de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 5601 (*Loi n° 51-631 du 24 mai 1951, J. O. du 27 mai 1951*).

HAUT COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN SARRE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires étrangères. — III. — Haut commissariat de la République française en Sarre) (n° 846, année 1950), p. 400 (Document n° 88). — Adoption d'une résolution demandant à l'Assemblée nationale de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 401.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 948 (Document n° 12134). — Adoption de la résolution, p. 1162.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 483. — Discussion du projet de loi, p. 527; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 534.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1391 (*Loi n° 51-237 du 28 février 1951, J. O. du 1er mars 1951*).

IMPRIMERIE NATIONALE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Litaise sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Imprimerie nationale) (n° 839, année 1950), p. 220 (Document n° 43). — Discussion, p. 333; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 334.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 617 (Document n° 12054). — Dépôt du rapport par M. Emile Hugues, p. 1741 (Document n° 12391). — Discussion, p. 1922; adoption du projet de loi avec modifications, p. 1924 (*Loi n° 51-340 du 20 mars 1951, J. O. du 21 mars 1951*).

INDUSTRIE ET COMMERCE

Conseil de la République. — Adoption d'une résolution demandant à l'Assemblée nationale de prolonger le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (industrie et commerce), p. 292.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 562 (Document n° 12006). — Adoption de la résolution, p. 616.

Conseil de la République. — Communication de la résolution, adoptée par l'Assemblée nationale, p. 342. — Dépôt du rapport sur le projet de loi par M. Roger Duchet, p. 343 (Document n° 71). — Adoption d'une résolution demandant à l'Assemblée nationale un nouveau délai pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 401.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 948 (Document n° 12133). — Adoption de la résolution, p. 1162.

Conseil de la République. — Discussion du projet de loi, p. 433; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 490 (*rectificatif*, p. 810).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1221 (Document n° 12203). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 1741 (Document n° 12389). — Discussion, p. 1915; adoption du projet de loi avec modification, p. 1922. (*Loi n° 51-338 du 20 mars 1951, J. O. du 21 mars 1951.*)

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Truffaut sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (intérieur) (n° 11041), p. 594 (Document n° 12008). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 645 (Document n° 12049). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Truffaut, p. 740 (Document n° 12073). — Discussion, p. 784, 805, 1050, 1078. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 1092 (Document n° 12187). — Suite de la discussion, p. 1093, 1162, 1338, 1411, 1650; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1660 (*rectificatifs*, p. 1528, 1683, 1743, 4211).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 740 (Document n° 149). — Dépôt du rapport par M. Jacques Masteau, p. 817 (Document n° 177). — Discussion, p. 972; suite de la discussion, p. 1008; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1029.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2768 (Document n° 12719). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 3170 (Document n° 12763). — Discussion, p. 3949; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 3952. (*Loi n° 51-483 du 27 avril 1951, J. O. du 28 avril 1951.*)

JOURNAUX OFFICIELS

Assemblée nationale. — Retrait du rapport de M. Guy Petit sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Présidence du conseil. — Dispositions concernant la section III: direction des journaux officiels) (n° 11455), p. 948.

JUSTICE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (justice) (n° 11042), p. 594 (Document n° 12009). — Dépôt du rapport par M. Paul Coste-Floret, p. 949 (Document n° 12114). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 1145 (Document n° 12190). — Discussion, p. 1180, 1201; suite de la discussion, p. 1252; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (justice)* », p. 1262 (*rectificatif*, p. 1395).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 521 (Document n° 122). — Dépôt du rapport par M. Lieutaud, p. 752 (Document n° 158). — Discussion, p. 793; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 803.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2000 (*Loi n° 51-336 du 20 mars 1951, J. O. du 22 mars 1951*).

LÉGION D'HONNEUR

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Litaise sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Légion d'honneur et ordre de la Libération) (n° 840, année 1950), p. 220 (Document n° 44). — Discussion, p. 334; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 336.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 647 (Document n° 12055). — Dépôt du rapport par M. Palewski, p. 1741 (Document n° 12396). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 1924 (*Loi n° 51-337 du 20 mars 1951, J. O. du 21 mars 1951*).

MARINE MARCHANDE

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi et de la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Marine marchande. — Travaux publics, transports et tourisme) (dispositions concernant le budget de la marine marchande) (nos 11041, annexes 1 et 2, 11452, 11752, 11830), p. 49, 62. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 151 (Document n° 11850) — Dépôt d'une troisième lettre rectificative, p. 385 (Document n° 11956). — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Pierre Courant, p. 386 (Document n° 11957). — Suite de la discussion, p. 549, 617, 631, 682; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Marine marchande).* » p. 694 (*rectificatif*, p. 1682).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 356 (Document n° 79). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 400 (Document n° 93). — Discussion, p. 596; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 607.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1525 (*Loi n° 51-238 du 28 février 1951, J. O. du 1er mars 1951*).

MONNAIES ET MÉDAILLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Paumier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (finances et affaires économiques, dispositions concernant le budget annexe des monnaies et médailles) (n° 11038), p. 95 (Document n° 11839). — Discussion, p. 758; adoption après modification du titre: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Budget annexe des monnaies et médailles)* », p. 760 (*rectificatif*, p. 1146).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 400 (Document n° 97). — Dépôt du rapport par M. Litaise, p. 809 (Document n° 175). — Discussion, p. 830; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 831.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2242 (*Loi n° 51-369 du 27 mars 1951, J. O. du 28 mars 1951*).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Dagain sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (postes, télégraphes et téléphones, caisse nationale d'épargne) (I. — Dispositions concernant le budget annexe des postes, télégraphes et téléphones) (n° 11048), p. 2001 (Document n° 12491). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 3609 (Document n° 12902). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Dagain, p. 3682 (Document n° 12920). — Discussion, p. 4414, 4427, 4466; suite de la discussion, p. 4516. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4539 (Document n° 13072); suite de la discussion, p. 4539; adoption, au scrutin, du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (budget annexe des postes, télégraphes et téléphones)* », p. 4548.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1514 (Document n° 319). — Dépôt du rapport par M. Sclafer, p. 1602 (Document n° 377). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Lucien de Gracia, p. 1602 (Document n° 381). — Discussion, p. 1666, 1697; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1709 (rectification d'un amendement, p. 1763).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5284 (Document n° 13286). — Dépôt du rapport par M. Dagain,

p. 5552 (Document n° 13304). — Discussion, p. 5668; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 5670 (*Loi* n° 51-633 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 27 *mai* 1951).

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951. (Présidence du conseil) (n° 11043), p. 350 (Document n° 11923). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 645 (Document n° 12044). — Dépôt du rapport par M. Guy Petit, p. 1013 (Document n° 12144). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Wasmer, p. 1635 (Document n° 12354). — Dépôt d'une troisième lettre rectificative, p. 2601 (Document n° 12676). — Discussion, p. 2602, 2606, 2625; adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi, p. 2632 (rectificatif, p. 2868).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1010 (Document n° 233). — Dépôt du rapport par M. André Diethelm, p. 1361 (Document n° 307). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. André Diethelm (Document n° 320) et discussion, p. 1113; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1122 (*rectificatif*, p. 1510, 2012).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4187 (Document n° 13060). — Dépôt du rapport par M. Guy Petit, p. 5088 (Document n° 13211). — Discussion, p. 5596; adoption du projet de loi avec modifications, p. 5598 (*Loi* n° 51-600 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 26 *mai* 1951).

PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Abelin sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (agriculture et prestations familiales agricoles) (dispositions concernant le budget annexe des prestations familiales agricoles) (n° 11035), p. 4069 (Document n° 12972). — Discussion, p. 4902, 4952. — Dépôt d'un deuxième rapport par M. Biocquaux, p. 4976 (Document n° 13175); suite de la discussion, p. 4977, 4984, 5061, 5245, 5268, 5282, 5313; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5317 (*rectificatifs*, p. 5776).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1745 (Document n° 427). — Dépôt du rapport par M. Pierre Boudet, p. 1876 (Document n° 459). — Discussion, p. 1923; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1936 (*rectificatif*, p. 2029).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5773 (Document n° 13343). — Dépôt du rapport par M. Abelin, p. 5774 (Document n° 13344). — Discussion, p. 5724; adoption du projet de loi, p. 5728 (*Loi* n° 51-640 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 29 *mai* 1951).

RADIODIFFUSION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Joannès Dupraz sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Radiodiffusion française) (n° 11049), p. 2087 (Document n° 12530). — Discussion, p. 2973; suite de la discussion, p. 2996, 3028; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3036.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1074 (Document n° 251). — Dépôt du rapport par M. Minvielle, p. 1306 (Document n° 286). — Discussion, p. 1362; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1370 (*rectificatif*, p. 1573).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4125 (Document n° 13009). — Dépôt du rapport par M. Joannès Dupraz, p. 4930 (Document n° 13137). — Discussion, p. 5594; adoption, au scrutin, du projet de loi avec modifications, p. 5596 (*Loi* n° 51-601 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 26 *mai* 1951).

RECONSTRUCTION ET URBANISME

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jean-Marie Grenier sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (reconstruction et urbanisme) (n° 849, année 1950), p. 120 (Document n° 32). — Discussion, p. 127; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 153.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 387 (Document n° 11942). — Dépôt de rapport par M. Laniel, p. 1296 (Document n° 12246). — Discussion, p. 1922; adoption du projet de loi avec modifications, p. 1923 (*Loi* n° 51-339 *du* 20 *mars* 1951, J. O. *du* 21 *mars* 1951).

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Marcel David sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (santé publique et population) (n° 11046), p. 1220 (Document n° 12116). — Discussion, p. 2632. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 3507 (Document n° 12875). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Marcel David, p. 3682 (Document n° 12918). — Discussion, p. 4017; suite de la discussion, p. 4523, 4548, 4568, 4592; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4605 (*rectificatif*, p 4791).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1514 (Document n° 348). — Dépôt du rapport par M. Clavier, p. 1602 (Document n° 379). — Discussion, p. 1733; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1745 (*rectificatif*, p. 2012).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5386 (Document n° 13288). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 5552 (Document n° 13305). — Discussion et adoption du projet de loi, p. 5602 (*Loi* n° 51-602 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 26 *mai* 1951).

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lecourt sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (travail et sécurité sociale), p. 885 (Document n° 12095). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Viatte, p. 1325 (Document n° 12257). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 1392 (Document n° 12336). — Discussion, p. 1660. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Robert Lecourt, p. 1741 (Document n° 12392). — Discussion, p. 2057, 2074; suite de la discussion, p. 2189, 2214, 2233, 2257; adoption au scrutin du projet de loi, p. 2265.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 968 (Document n° 220). — Dépôt du rapport par M. Minvielle, p. 1384 (Document n° 313). — Discussion, p. 1517; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1532 (*rectificatif*, p. 1620).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4931 (Document n° 13139). — Dépôt du rapport par M. Robert Lecourt, p. 5284 (Document n° 13279). — Discussion, p. 5598; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 5600 (*Loi* n° 51-603 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 26 *mai* 1951).

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Albert Lamarque sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (travaux publics, transports et tourisme I. — Travaux publics, transports et tourisme) (n° 884, année 1950), p. 268 (Document n° 49). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communications par M. Bertaud, p. 293 (Document n° 55). — Discussion, p. 362; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 387.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 820 (Document n° 12090). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 1958 (Document n° 12473). — Discussion, p. 2760; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 2766 (*rectificatif*, p. 2987) (*Loi* n° 51-425 *du* 16 *avril* 1951, J. O. *du* 17 *avril* 1951).

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — *Rectificatifs* au projet de loi portant ouverture de crédits applicables aux mois de janvier et février 1951 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1951 (n° 11827, 1re et 2e séance du 31 décembre 1950), p. 152.

Conseil de la République. — *Rectificatif* audit projet de loi (séance du 31 décembre 1950), p. 88.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ratification de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921 et de l'article 9 de la loi du 8 janvier 1951, p. 9652 (Document n° 2194).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1951, p. 1682 (Document n° 12359). — Dépôt du rapport, p. 1682 (Document n° 12366). — Discussion, p. 1700; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 1712 (*rectificatif*, p. 1742).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 739 (Document n° 148). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 740; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 744.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1738 (*Loi* n° 51-247 *du* 1er *mars* 1951, J. O. *du* 2 *mars* 1951).

En ce qui concerne le mois d'avril, voir: *Budget* 1951 (*dépenses militaires et le texte ci-dessous*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et arrêtant certaines dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1951, p. 2139 (Document n° 12545). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2303 (Document n° 12585). — Discussion, p. 2307; adoption, au scrutin, du projet de loi, à l'exception des articles 3, 4 et 5 (dépenses militaires), avec modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (dépenses civiles) et arrêtant certaines dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice* 1951 », p. 2316.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 900 (Document n° 207). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 952; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 956.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2432 (Document n° 12642). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2438 (Document n° 12646). — Discussion, p. 2441; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 2443 (*Loi* n° 51-367 *du* 27 *mars* 1951, J. O. *du* 28 *mars* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mai 1951, p. 4068 (Document n° 12992). — Dépôt du rapport par M. Abelin, p. 4125 (Document n° 12998). — Discussion, p. 4352; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4363 (*rectificatifs*, p. 4583, 5866).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1379 (Document n° 315). — Discussion, p. 1380; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1384.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4395 (*Loi n° 51-489 du 30 avril 1951, J. O. du 1er mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur: 1° l'article 5 du projet de loi de finances pour l'exercice 1951 (n° 11484), p. 647 (Document n° 12028). — Retrait du projet de loi de finances pour l'exercice 1951 (déposé dans la 2e séance du 1er décembre 1950 sous le n° 11484), p. 5285.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'exécution du budget de l'exercice 1951 et portant relèvement du plafond des dépenses militaires, p. 3419 (Document n° 12850). — Dépôt d'une lettre rectificative et modification du titre: *Projet de loi de finances pour l'exercice 1951*, p. 5283 (Document n° 13261). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5387 (Document n° 13293). — Discussion générale, p. 5489; discussion des articles, p. 5504; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5551.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1818 (Document n° 451). — Dépôt du rapport par M. Alric, p. 1945 (Document n° 488). — Discussion générale, p. 1962; discussion des articles, p. 1967; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1994 (*rectificatif*, p. 2029).
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5773 (Document n° 13351). — Rapport de M. Charles Barangé (Document n° 13354). — Discussion, p. 5744; approbation, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5751 (1).

LOI DE FINANCES (1)

Dispositions relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1951.
Assemblée nationale (art. 1er). — Adoption, p. 5505.
Conseil de la République. — Discussion, p. 1966; adoption, p. 1967.

Ouverture de crédits pour les dépenses de fonctionnement des services civils en 1951. — Montant maximum.
Assemblée nationale (art. 2). — Discussion et adoption, p. 5505.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1967.

Ouverture de crédits pour les dépenses des services militaires en 1951. — Montant maximum.
Assemblée nationale (art. 3). — Discussion, p. 5505; adoption, p. 5507.
Conseil de la République. — Adoption p. 1967.

Construction de bâtiments et ateliers pour l'institut géographique national. — Crédits ouverts par décret.
Conseil de la République (art. 3 *bis*). — Discussion et disjonction, p. 1967.

Réparation des dommages de guerre et investissements économiques et sociaux.
Assemblée nationale (art. 4). — Adoption, p. 5508.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1967.

Impôt sur le revenu des personnes physiques. — Surtaxe progressive. Revenus fonciers.
Assemblée nationale (art. 5). — Disjoint par la commission, p. 5508.

Régime du forfait et de l'imposition d'après le bénéfice réel. — Modifications des articles 50 et 53 du code général des impôts.
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 5509.
Conseil de la République (art. 5 *bis*). — Adoption, p. 1968.

Impôt sur le revenu des personnes physiques. — Surtaxe progressive. — Barème.
Assemblée nationale (art. 6). — Discussion, p. 5510; adoption, p. 5511.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1968.

Départements d'outre-mer. — Impôts. — Réductions de taux. — Application à la liquidation de la surtaxe progressive pour les années 1950 et suivantes.
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 5511.
Conseil de la République (art. 6 *bis*). — Adoption, p. 1968.

Impôts. — Date d'exigibilité. — Majoration pour retard dans le règlement des cotisations.
Assemblée nationale (art. 7). — Disjoint par la commission, p. 5511.

Véhicules automobiles. — Relèvement des prix des permis de conduire et cartes grises.
Assemblée nationale (art. 8). — Disjoint par la commission, p. 5514.

Prestations de services, ventes à consommer sur place et ventes d'objets d'occasion. — Relèvement du taux de la taxe à la production.
Assemblée nationale (art. 9). — Disjoint par la commission, p. 5514.

Affaires d'exportation. — Suppression de l'exonération de la taxe de 1 p. 100.
Assemblée nationale (art. 10). — Disjoint par la commission, p. 5514.

Amnistie fiscale pour toute infraction antérieure à la promulgation de la présente loi.
Assemblée nationale (art. 10 *bis*). — Discussion et adoption, p. 5515.
Conseil de la République. — Discussion, p. 1968; adoption, p. 1970.
Assemblée nationale. — Adoption avec modifications, p. 5744.

Suppression de l'exonération des gas oils pour la majoration de la taxe intérieure.
Assemblée nationale (art. 11). — Disjoint par la commission, p. 5515.

Impôts sur les sociétés. — Majoration de taux.
Assemblée nationale (art. 12). — Disjoint par la commission, p. 5515. — Reprise du texte et discussion, p. 5516 et disjonction, p. 5518.

Dotations pour approvisionnements techniques. — Taxe spéciale.
Assemblée nationale (art. 13). — Disjoint par la commission, p. 5516.

Fonds de défense nationale. — Plafond des ressources d'emprunts susceptibles de pourvoir aux charges.
Assemblée nationale (art. 14). — Discussion et adoption, p. 5518.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1970.

Impôt sur les sociétés. — Départements, communes, établissements publics.
Assemblée nationale (art. 14 *bis*). Discussion, p. 5519; adoption, p. 5520.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1970.

Mareyeurs. — Taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires. — Exonération de 50 p. 100.
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 5520.
Conseil de la République (art. 14 *bis* A). — Adoption, p. 1970.

Produits pétroliers. — Taxes intérieures de consommation. — Majoration.
Assemblée nationale (art. 14 *ter*). — Discussion, p. 5521; adoption, p. 5523.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 1971.
Assemblée nationale. — Adoption avec modifications, p. 5744.

Etablissements de nuit. — Droit spécial de licence. — Abrogation de l'art. 32 de la loi du 6 janvier 1948.
Assemblée nationale (art. 14 *quater*). — Adoption, p. 5522.
Conseil de la République. — Suppression, p. 1971.
Assemblée nationale. — Rejet de la disjonction prononcée par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 5745.

Taxe à l'achat. — Addition à l'article 287 du code général des impôts
Assemblée nationale (art. 14 *quinquies*). — Discussion, p. 5522; adoption, p. 5523.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1971.

Etablissements d'enseignement. — Modification des impositions en matière de versement forfaitaire sur les traitements et salaires, de patente et de contribution foncière des propriétés bâties.
Assemblée nationale (art. 14 *sexies*). — Discussion et adoption, p. 5524; demande de seconde délibération, p. 5550; rejet au scrutin de la demande, p. 5551.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 1972.

Taxe unique sur les viandes.
Assemblée nationale (art. 14 *septies* à 14 *septies* F). — Discussion, p. 5524; adoption, p. 5526.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1974.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5745.

Simplification du régime fiscal des vins.
Assemblée nationale (art. 14 *octies*). — Discussion, p. 5526; adoption, au scrutin, p. 5527.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 1975.

Application de l'art. 14 octies. — *Date.*
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 5527.
Conseil de la République (art. 14 *nonies*). — Discussion et adoption, p. 1974.
Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 5745.

Clubs employant un ou plusieurs joueurs. — Recettes réalisées à l'entrée des terrains de sports. — Modification de l'art. 271 du code général des impôts.
Conseil de la République (art. 14 *decies*). — Adoption, p. 1975.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5745.

Evaluation des voies et moyens.
Assemblée nationale (art. 15). — Article réservé, p. 5527; adoption, p. 5550.
Conseil de la République — Article réservé, p. 1975; adoption, p. 1980.

Reclassement du personnel du contrôle économique. — Transferts de crédits.
Assemblée nationale (art. 15 A). — Adoption, p. 5527.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1981.

Agents des administrations financières. — Secret professionnel
Assemblée nationale (art. 15 B). — Adoption, p. 5528.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1980.

(1) La majorité constitutionnelle n'ayant pas été atteinte le projet de loi n'est pas adopté.
Les numéros des articles figurant entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus *in extenso*.

Conservateurs des hypothèques. — Revision du cautionnement.
Assemblée nationale (art. 15 C). — Adoption, p. 5528.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1980.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5746.

Directions de contrôle financier dans les territoires d'outre-mer. — Prise en charge par le budget métropolitain.
Assemblée nationale (art. 15 D). — Adoption, p. 5528.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1980.

Recrutement des personnels de l'Etat et des collectivités publiques par voie de concours. — Réglementation.
Assemblée nationale. (art. 15 E). — Adoption, p. 5528.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1980.

Pensions civiles et militaires. — Modifications aux lois n° 48-1450 du 20 septembre 1948 et 49-1097 du 2 août 1949.
Assemblée nationale (art. 15 F et 15 G). — Adoption, p. 5529.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1980.

Cumul d'une pension de retraite avec un traitement d'activité. — Personnel des caisses d'allocations familiales. — Application du décret-loi du 29 octobre 1936 qu'à partir du 1er janvier 1951.
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 5529.
Conseil de la République (art. 15 G A). — Adoption, p. 1980.

Territoire de la Sarre. — Anciens fonctionnaires de nationalité française de la commission du Gouvernement. — Majoration des pensions.
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 5530.
Conseil de la République (art. 15 G B). — Adoption, p. 1980.

Organismes de retraites. — Rachat des parts contributives dont ils sont débiteurs envers le Trésor.
Assemblée nationale (art. 15 H). — Adoption, p. 5530.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1981.

Agents de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer. — Régime de sécurité sociale.
Assemblée nationale (art. 15 I). — Discussion, p. 5530; adoption, p. 5531.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1981.

Préfectures et sous-préfectures. — Personnel auxiliaire départemental. — Prise en charge par l'Etat.
Assemblée nationale (art. 15 J). — Discussion et adoption, p. 5532.
Conseil de la République. — Discussion, p. 1981; adoption, p. 1982.

Caisse nationale de l'énergie. — Statut du personnel.
Assemblée nationale (art. 15 K). — Adoption, p. 5532.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1982.

Ecoles françaises en Andorre. — Statut des instituteurs andorrans.
Assemblée nationale (art. 15 L). — Adoption, p. 5533.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1982.

Interdiction de percevoir des impôts non autorisés.
Assemblée nationale (art. 15 *bis*). — Discussion et adoption, p. 5533.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1983.

Créations, suppressions et transformations d'emplois autorisées.
Assemblée nationale (art. 16). — Discussion et adoption, p. 5534.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1984.

Réorganisation des transports
Assemblée nationale (art. 17). — Disjoint par la commission, p. 5535.

Attribution de l'allocation temporaire aux vieux. — Prise en considération de la situation des descendants.
Assemblée nationale (art. 18). — Discussion, p. 5535; disjonction, au scrutin, p. 5537.

Réforme de l'assistance.
Assemblée nationale (art. 18 *bis*). — Disjoint par la commission, p. 5538.
Art. 19 à 23, retirés par le Gouvernement, p. 5538.

Assurances sociales. — Relèvement de la cotisation. — Assainissement financier de la sécurité sociale
Assemblée nationale (art. 24). — Disjoint par la commission, p. 5538.

Augmentations de loyer. — Attribution aux économiquement faibles d'une allocation compensatrice.
Assemblée nationale (art. 25). — Discussion, p. 5538; disjonction, p. 5539
Conseil de la République. — Reprise du texte par un amendement et discussion, p. 1985; adoption, p. 1985.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 5746; disjonction, p. 5748.

Autorisation de ne pas mettre en recouvrement les créances de l'Etat, étrangères à l'impôt et au domaine, inférieures à 100 francs.
Assemblée nationale (art. 26). — Adoption, p. 5539.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1985.

Créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.
Assemblée nationale (art. 27 à 29). — Adoption, p. 5539.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1985.

Consignation alimentaire des détenus contraignables. — Relèvement du taux.
Assemblée nationale (art. 29 *bis*). — Adoption, p. 5539.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1985.

Propriété industrielle. — Taxes perçues. — Montant et modalités d'application.
Assemblée nationale (art. 30). — Adoption, p. 5539.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1986.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5748.

Taxes parafiscales — Prorogation de validité.
Assemblée nationale (art. 30 *bis*). — Adoption, p. 5539.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1986.

Musées et monuments. — Scolarité. — Diplômes. — Concours organisés par l'Etat. — Permis de conduire. — Fixation des droits par arrêtés.
Assemblée nationale (art. 31). — Discussion et adoption, p. 5539.
Conseil de la République. — Discussion, p. 1986; suppression au scrutin, p. 1991.
Assemblée nationale. — Rejet de la disjonction prononcée par le Conseil de la République et adoption, au scrutin, du texte de l'Assemblée nationale, p. 5748.

Autorisation au ministre des finances à procéder en 1951 à des opérations de conversion ou à des émissions de rentes.
Assemblée nationale (art. 32). — Adoption, p. 5539.
Conseil de la République. — Discussion, p. 1986.

Liste non limitative des renseignements à fournir aux Assemblées.
Assemblée nationale (art. 33), p. 5539.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1986.

Nomenclature des services votés.
Assemblée nationale (art. 34). — Adoption.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1988.

Dépenses obligatoires susceptibles d'excéder le montant des crédits accordés. — Liste des chapitres. — Fixation.
Assemblée nationale (art. 35). — Adoption, p. 5543.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1989.

Dotation budgétaire spéciale pour dépenses éventuelles. — Création.
Assemblée nationale (art. 36). — Adoption, p. 5543.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1989.

Approbation de la convention intervenue avec la caisse d'amortissement.
Assemblée nationale (art. 37). — Adoption, p. 5543.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1989.

Emprunt des caisses de crédit municipal. — Garantie et participation financière de l'Etat.
Assemblée nationale (art. 38). — Adoption, p. 5543.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1989.

Films français à l'étranger. — Garanties pour l'exportation.
Assemblée nationale (art. 39). — Adoption, p. 5543.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1989.

Prorogation du régime des lettres d'agrément pour l'année 1951.
Assemblée nationale (art. 40). — Adoption, p. 5543.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1989.

Financement de certains approvisionnements.
Assemblée nationale (art. 41). — Adoption, p. 5543.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1989.

Assurance-crédit. — Plafond des engagements assumés par l'Etat.
Assemblée nationale (art. 42). — Adoption, p. 5543.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1989.

Prêts aux coopératives artisanales. — Garantie de l'Etat.
Assemblée nationale (art. 43). — Adoption, p. 5543.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1989.

Banques d'affaires. — Contrôle par un commissaire du Gouvernement.
Assemblée nationale (art. 44). — Adoption, p. 5543.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1989.

Apurement des opérations des exercices 1940 à 1946 visées par l'article 22 de la loi n° 48-1862 du 9 décembre 1948.
Assemblée nationale (art. 45). — Adoption, p. 5543.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1989.

Comptes des comptables d'outre-mer et d'agents spéciaux. — Incorporation au compte général de l'administration des finances.
Assemblée nationale (art. 46). — Adoption, p. 5543.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1990.

Commission marocaine des comptes. — Relèvement du seuil de compétence.
Assemblée nationale (art. 46 *bis*). — Adoption, p. 5544.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1990.

Pénalités applicables aux comptables patents et aux comptables de fait. — Extension au Maroc.
Assemblée nationale (art. 46 *ter*). — Adoption, p. 5544.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1990.

Gestion des crédits afférents aux payements à l'Imprimerie nationale.
Assemblée nationale (art. 47). — Adoption, p. 5544.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1990.

Reliquat de la dotation attribuée aux comités sociaux en 1942. — Reversement au Trésor.
Assemblée nationale (art. 48). — Discussion et adoption, p. 5544.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1990.

Habitations à loyer modéré. — Subvention annuelle. — Maximum.
Assemblée nationale (art. 49). — Adoption, p. 5544.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1990.

Limitation des revenus imposables prévue à l'article 33 du code général des impôts — Non application pour l'établissement de la surtaxe progressive.
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 5545; adoption, p. 5546.
Conseil de la République (art. 50). — Adoption, p. 1990.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5748.

Confiscations et pénalités en matière de profits illicites. — Droit de remise gracieuse et en modération. — Autorisation.
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 5547.
Conseil de la République (art. 51). — Adoption, p. 1990.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5749.

Législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. — Mise en vigueur. — Délai prorogé.
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 5550.
Conseil de la République (art. 52). — Disjonction, p. 1990.
Assemblée nationale. — Disjonction, cet article à fait l'objet d'un projet séparé, voté par l'Assemblée, p. 5749.

Brigades et missions de l'institut géographique national, annexes d'Afrique du Nord et services géographiques d'outre-mer. — Crédits nécessaires à la constitution des avances.
Conseil de la République (art. 53). — Adoption, p. 1990.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5749.

Affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes. — Intervention des fonctionnaires du génie rural.
Conseil de la République (art. 54). — Disjonction, p. 1990.

Prestataires de réquisitions en propriétés demeurées impayées. — Règlement du montant de cette indemnité.
Conseil de la République (art. 55). — Disjonction, p. 1990.
Assemblée nationale. — Reprise du texte et adoption, p. 5749.

Fonctionnaires supérieurs. — Non bénéficiaires du dernier alinéa de l'article 10 de la loi de finances du 31 décembre 1948.
Conseil de la République (art. 56). — Disjonction, p. 1990.

Ventes de charbons divers. — Différentes taxes fusionnées en une taxe unique à compter du 1er janvier 1952.
Conseil de la République (art. 57). —Disjonction, p. 1991.

Prestations, allocations et secours servis par la caisse de sécurité sociale dans les mines. — Majoration.
Conseil de la République (art. 58). — Disjonction, p. 1991.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi de finances pour l'exercice 1951 (Document n° 13357); dépôt du rapport par M. Barangé (Document n° 13358) et discussion des articles, p. 5752; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5766 (*rectificatif*, p. 5866, 5830).
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1994 (Document n° 492); rapporteur M. de Montalembert et discussion, p. 1994; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2011 (*rectificatifs*, p. 2029, 2056).
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5773 (Document n° 13359). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 5774 (Document n° 13360). — Discussion, p. 5767; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 5771 (*Loi n° 51-598 du 24 mai 1951, J. O. du 26 mai 1951*).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1er. — *Dispositions relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1951.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5752.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1994.

Art. 2. — *Ouverture de crédits pour les dépenses de fonctionnement des services civils en 1951. — Montant maximum.*
Assemblée nationale. — *Adoption*, p. 5752.
Conseil de la République. — *Adoption*, p. 1995.

Art. 3. — *Ouverture de crédits pour les dépenses des services militaires en 1951. — Montant maximum.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5753.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1995.

Art. 4. — *Réparation des dommages de guerre et investissements économiques et sociaux.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5753.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1995.

Art. 5. — *Régime du forfait et de l'imposition d'après le bénéfice réel. — Modification des articles 50 et 53 du code général des impôts.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5753.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1995.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 24 mai 1951, promulguée au *Journal officiel* du 26 mai 1951, ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus *in extenso*.
Les dispositions précédées d'un astérisque n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées ne figurent pas dans la loi de finances.

Art. 6. — *Impôts sur le revenu des personnes physiques. — Surtaxe progressive. — Barème.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5753.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1995.

Art. 7. — *Départements d'outre-mer. — Impôts. — Réductions de taux. — Application à la liquidation de la surtaxe progressive pour les années 1950 et suivantes.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5753.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1995.

Art. 8. — *Amnistie fiscale pour toute infraction antérieure à la promulgation de la présente loi.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5753.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1995.

Art. 9. — *Fonds de défense nationale. — Plafond des ressources d'emprunts susceptibles de pourvoir aux charges.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5753.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1995.

Art. 10. — *Impôt sur les sociétés. — Départements, communes, établissements publics.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5753.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1995.

Art. 11. — *Mareyeurs. — Taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires. — Exonération de 50 p.* 100.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5754.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1996.

Art. 12. — *Produits pétroliers. — Taxes intérieures de consommation. — Majoration.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5754.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1996.

Art. 13. — *Etablissements de nuit. — Droit spécial de licence. — Abrogation de l'art. 32 de la loi du 6 janvier 1948.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5755.
Conseil de la République. — Suppression, p. 1996.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5767.

Art. 14. — *Taxe à l'achat. — Addition à l'article 267 du code général des impôts.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5754.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1996.

* *Etablissements d'enseignement. — Modification des impositions en matière de versement forfaitaire sur les traitements et salaires, de patente et de contribution foncière des propriétés bâties.*
Assemblée nationale (art. 14 *bis*). — Discussion, p. 5754; disjonction, au scrutin, p. 5765.
Conseil de la République. — Reprise du texte et discussion, p. 1996; adoption, au scrutin, p. 2011.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 5767; disjonction, au scrutin, p. 5768.

Art. 15 à 21. — *Taxe unique sur les viandes.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5755.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1997.

Art. 22. — *Simplification du régime fiscal des vins.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5755.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1997.

Art. 23. *Application de l'art.* 22. — Date.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5755.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1997.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5768.

* *Clubs employant un ou plusieurs joueurs. — Recettes réalisées à l'entrée des terrains de sports. — Modification de l'art.* 271 *du code général des impôts.*
Conseil de la République (art. 23 *bis*). — Adoption, p. 1997.
Assemblée nationale. — Disjonction, p. 5768.

Art. 24. — *Evaluation des voies et moyens.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5755.
Conseil de la République. — Adoption, p. 1997.

Art. 25. — *Reclassement du personnel du contrôle économique. — Transferts de crédits.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5755.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2004.

Art. 26. — *Agents des administrations financières. — Secret professionnel.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5755.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2004.

Art. 27. — *Conservateurs des hypothèques. — Révision du cautionnement.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5755.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2004.

Art. 28. — *Directions de contrôle financier dans les territoires d'outre-mer. — Prise en charge par le budget métropolitain.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5755.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2004.

Art. 29. — *Recrutement des personnels de l'Etat et des collectivités publiques par voie de concours. — Réglementation.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5755.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2004.

Art. 30 et 31. — *Pensions civiles et militaires. — Modifications aux lois n° 48-1450 du 20 septembre 1948 et 49-1097 du 2 août 1949.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5756.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2004.

Art. 32. — *Cumul d'une pension de retraite avec un traitement d'activité. — Personnel des caisses d'allocations familiales. — Application du décret-loi du 29 ocobre 1936 qu'à parir du 1er janvier 1951.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5756.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2004.

Art. 33. — *Territoire de la Sarre. — Anciens fonctionnaires de nationalité française de la commission du Gouvernement. — Majoration des pensions.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5756.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2004.

Art. 34. — *Organismes de retraites. — Rachat des parts contributives dont ils sont débiteurs envers le Trésor.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5756 (*rectificatif*, p. 5830).
Conseil de la République. — Adoption, p. 2004.

Art. 35. — *Agents de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer. — Régime de sécurité sociale.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5756.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2004.

Art. 36. — *Préfectures et sous-préfectures. — Personnel auxiliaire départemental. — Prise en charge par l'Etat.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5756.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2004.

Art. 37. — *Caisse nationale de l'énergie. — Statut du personnel.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5756.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2005.

Art. 38. — *Ecoles françaises en Andorre. — Statut des instituteurs andorrans.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5756.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2005.

* *Corps des douanes. — Transformation d'emplois. — Amélioration du statut.*
Assemblée nationale (art. 38 *bis*). — Discussion, p. 5756; disjonction, p. 5757.

Art. 39. — *Interdiction de percevoir des impôts non autorisés.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5758.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2005.

Art. 40. — *Créations, suppressions et transformations d'emplois autorisés.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5758.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2005.

Art. 41. — *Autorisation de ne pas mettre en recouvrement les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine inférieures à 100 francs.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5758.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2005.

Art. 42 à 44. — *Créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5758.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2005.

Art. 45. — *Consignation alimentaire des détenus contraignables. — Relèvement du taux.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5758.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2005.

Art. 46. — *Propriété industrielle. — Taxes perçues. — Montant et modalités d'application*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5758.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2005.

Art. 47. — *Taxes parafiscales. — Prorogation de validité.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5758.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2005.

Art. 48. — *Musées et monuments. — Scolarité. — Diplômes. — Concours organisés par l'Etat. — Permis de conduire. — Fixation des droits par arrêtés.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5759.
Conseil de la République — Adoption, p. 2005.
Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale, en première lecture, p. 5768.

Art. 49. — *Autorisation au ministre des finances à procéder en 1951 à des opérations de conversion ou à des émissions de rentes.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5759.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2006.

Art. 50. — *Liste non limitative des renseignements à fournir aux assemblées.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5759
Conseil de la République. — Adoption, p. 2006.

Art. 51. — *Nomenclature des services votés.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5761.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2008.

Art. 52. — *Dépenses obligatoires susceptibles d'excéder le montant des crédits accordés. — Liste des chapitres. — Fixation.*
Assemblée nationale — Adoption, p. 5762.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2009.

Art. 53. — *Dotation budgétaire spéciale pour dépenses éventuelles. — Création.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5762.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2009.

Art. 54. — *Approbation de la convention intervenue avec la caisse d'amortissement.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5762.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2009.

Art. 55 — *Emprunt des caisses de crédit municipal. — Garantie et participation financière de l'Etat.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5762.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2009.

Art. 56. — *Films français à l'étranger. — Garanties pour l'exportation.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5762.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2009.

Art. 57. — *Prorogation du régime des lettres d'agrément pour l'année 1951.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5762.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2009.

Art. 58. — *Financement de certains approvisionnements.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5762.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2009.

Art. 59. — *Assurance crédit. — Plafond des engagements assumés par l'Etat.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2009.

Art. 60. — *Prêts aux coopératives artisanales. — Garanties de l'Etat.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2009.

Art. 61. — *Banques d'affaires. — Contrôle par un commissaire du Gouvernement.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2009.

Art. 62. — *Apurement des opérations des exercices 1940 à 1946 visées par l'article 22 de la loi n° 48-1862 du 9 décembre 1948.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2009.

Art. 63. — *Comptes des comptables d'outre-mer et d'agents spéciaux. — Incorporation au compte général de l'administration des finances.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763
Conseil de la République. — Adoption, p. 2009.

Art. 64. — *Commission marocaine des comptes. — Relèvement du seuil de compétence.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2010.

Art. 65. — *Pénalité applicables aux comptables patents et aux comptables de fait. — Extension au Maroc.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2010.

Art. 66. — *Gestion des crédits afférents aux payements à l'Imprimerie nationale.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2010.

Art. 67. — *Reliquat de la dotation attribuée aux comités sociaux en 1942. — Reversement au Trésor.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2010.

Art. 68. — *Habitations à loyer modéré. — Subvention annuelle. — Maximum.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2010.

Art. 69. — *Limitation des revenus imposables prévue à l'article 33 du code général des impôts. — Non application pour l'établissement de la surtaxe progressive.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2010.

Art. 70. — *Confiscations et pénalités en matière de profits illicites. — Droit de remise gracieuse et en modération. — Autorisation.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2010.

Art. 71. — *Brigades et missions de l'institut géographique national, annexes d'Afrique du Nord et services géographiques d'outre-mer. — Crédits nécessaires à la constitution des avances.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2010.

Art. 72. — *Prestations de réquisitions en propriété demeurées impayées. — Règlement du montant de cette indemnité.*
Assemblée nationale. — Adoption, p. 5763.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2010.
* *Prestations, allocations et secours servis par la caisse de sécurité sociale dans les mines. — Majoration.*
Assemblée nationale (art. 73). — Discussion, p. 5763; disjonction, p. 5764.

Art. 73. — *Baux commerciaux, industriels et artisanaux. — Non bénéfice du report. — Indemnité.*
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 5764.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2010.

Art. 74. — *Locataires économiquement faibles. — Allocation compensatrice des augmentations de loyers. — Montant et modalités de payement. — Fixation par décret.*
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 5764; adoption, p. 5766.
Conseil de la République. — Discussion, p. 2010; disjonction, p. 2011.
Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 5769.

Budget de 1952.

DÉPENSES MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant les deux premiers mois de l'exercice 1952, p. 9652 (Document n° 2193). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 9987 (Document n° 2236). — Dépôt du rapport par M. Christian Pineau, p. 10061 (Document n° 2257). — Discussion, p. 10097, 10121, 10154, 10172; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 10175.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3578 (Document n° 899). — Dépôt du rapport par M. Pierre Boudet, p. 3650 (Document n° 911).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (défense nationale), p. 7667 (Document n° 1234).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Etats associés et France d'outre-mer. — II. — Dépenses militaires), p. 7667 (Document n° 1235). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 9818 (Document n° 2210). — Discussion, p. 10048, 10076, 10089; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 10097.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3571 (Document n° 896). — Dépôt du rapport par M. Pierre Boudet, p. 3571 (Document n° 897).

MODERNISATION ET ÉQUIPEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1952, p. 9306 (Document n° 2053). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 9516 (Document n° 2131). — Discussion, p. 9854; suite de la discussion, p. 9944, 9947, 9957, 9970, 9999. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 10060 (Document n° 2262) et reprise de la discussion, p. 10024; rejet, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 10035.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1952, p. 10060 (Document n° 2263). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 10134 (Document n° 2304). — Discussion, p. 10169; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 10172.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3578 (Document n° 898).

RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1952, p. 9032 (Document n° 1959). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 9652 (Document n° 2180). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 9653 (Document n° 2188). — Discussion, p. 9869, 9910; suite de la discussion, p. 9932, 10008; adoption du projet de loi, p. 10010 (*rectificatif*, p. 10239).
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3498 (Document n° 892). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 3630 (Document n° 903).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des dépenses de réparation des dommages de guerre et de construction pour l'exercice 1952, p. 9306 (Document n° 2047). — Rapport de M. Charles Barangé (Document n° 2121), p. 9499 (*rectificatif*, p. 9819). — Discussion, p. 9645, 9725. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 9741 (Document n° 2196). — Suite de la discussion, p. 9756, 9784, 9802; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 9815.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3334 (Document n° 869). — Dépôt du rapport par M. Jean-Marie Grenier, p. 3571 (Document n° 895). — Discussion, p. 3650, 3661, 3666, 3673.

SERVICES CIVILS

AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (affaires étrangères. — II. — Service des affaires allemandes et autrichiennes), p. 6952 (Document n° 978). — Dépôt du rapport par M. Francis Leenhardt, p. 7806 (Document n° 1419). — Discussion, p. 8329; adoption du projet de loi, p. 8331.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2692 (Document n° 752). — Dépôt du rapport par M. Maroger, p. 2843 (Document n° 795). — Discussion, p. 3152; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3153.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9543. (*Loi n° 51-1483 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952.*)

AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (affaires économiques), p. 6952 (Document n° 986). — Dépôt du rapport par M. Gozard, p. 8199 (Document n° 1591). — Discussion, p. 8657. — Suite de la discussion, p. 8824, 8982, 9051; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 9057.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2924 (Document n° 807). — Dépôt du rapport par M. Fléchet, p. 3179 (Document n° 843). — Discussion, p. 3334; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3339.
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 9895 (Document n° 2226). — Dépôt du rapport par M. Gozard, p. 9988 (Document n° 2251). — Adoption du projet de loi, p. 10036 (*Loi n° 51-1490 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (affaires étrangères. — I. — Service des affaires étrangères), p. 6952 (Document n° 977). — Dépôt du rapport par M. Corniglion-Molinier, p. 7806 (Document n° 1368). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 8198 (Document n° 1597). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Corniglion-Molinier, p. 8223 (Document n° 1629). — Discussion, p. 8318; adoption du projet de loi, p. 8329 (*rectificatif*, p. 8792).
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2692 (Document n° 751). — Dépôt du rapport par M. Maroger, p. 2843 (Document n° 794). — Discussion, p. 3135; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3152.
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 9547 (Document n° 2136). — Dépôt du rapport par M. Corniglion-Molinier, p. 9818 (Document, n° 2209). — Discussion et adoption du projet de loi avec modifications, p. 9860 (*Loi n° 51-1482 du 31 décembre 1951, J. O du 1er janvier 1952*).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (agriculture), p. 6952 (Document n° 980). — Dépôt du rapport par M. Abelin, p. 7672 (Document n° 1323). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 8198 (Document n° 1600). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Abelin, p. 8223 (Document n° 1627). — Discussion, p. 8251. — Suite de la discussion, p. 8259, 8288; adoption du projet de loi, p. 8302.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2680 (Document n° 741). — Dépôt du rapport par M. Montalembert, p. 2843 (Document n° 796). — Discussion, p. 2977; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3002.
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 9308 (Document n° 2043). — Dépôt du rapport par M. Abelin, p. 9517 (Document n° 2146). — Adoption du projet de loi, p. 9710 (*Loi n° 51-1485 du 31 decembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (anciens combattants et victimes de la guerre, p. 6952 (Document n° 981). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 8199 (Document n° 1592). — Discussion, p. 8507, 8520, 8545. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 8617 (Document n° 1736). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Darou, p. 8617 (Document n° 1737). — Suite de la discussion, p. 8641, 8654, 8660, 9116. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 9121 (Document n° 1980). — Suite de la discussion, p. 9131, 9156. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Darou, p. 9174 (Document n° 1981) et adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 9165 (*rectificatif*, p. 9548).
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3002 (Document n° 820). — Dépôt du rapport par M. Chapalain, p. 3261 (Document n° 851). — Discussion, p. 3366, 3389; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3398.
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 10061 (Document n° 2256). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 10061 (Document n° 2273). — Discussion, p. 10174; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 10175 (*Loi n° 51-1486 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (travaux publics, transports et tourisme. — II. — Aviation civile et commerciale, p. 6953) (Document n° 997). — Dépôt du rapport par M. Jean Moreau, p. 8223

(Document n° 1628). — Retrait du rapport de M. Jean Moreau, p. 8382. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 8383 (Document n° 1668). — Dépôt du rapport par M. Jean Moreau, p. 8384 (Document n° 1674). — Discussion, p. 8486. — Suite de la discussion, p. 9058, 9078; adoption du projet de loi, p. 9095.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2924 (Document n° 811). — Dépôt du rapport par M. Walker, p. 3179 (Document n° 845). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. René Dubois, p. 3311 (Document n° 868). — Discussion, p. 3339; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3352.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 9895 (Document n° 2229). — Dépôt du rapport par M. Jean Moreau, p. 10061 (Document n° 2259). — Adoption de projet de loi, p. 10039 (*rectificatif*, p. 10239 (*Loi n° 51-1501 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

CAISSE D'ÉPARGNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Boisdé sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (postes, télégraphes et téléphones). — Dispositions concernant le budget annexe de la caisse nationale d'épargne (n° 1001), p. 7806 (Document n° 1418). — Discussion, p. 8063; adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice* 1951 (*budget annexe de la caisse nationale d'épargne*), p. 8069 *rectificatif*, p. 8224).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2667 (Document n° 733). — Dépôt du rapport par M. Sclafer, p. 2740 (Document n° 769). — Discussion, p. 2888; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2890 (*rectificatif*, p. 3417).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 9033 (Document n° 1952). — Dépôt du rapport par M. Boisdé, p. 9174 (Document n° 2000). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 9709 (*Loi n° 51-1505 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (éducation nationale), p. 6952 (Document n° 982). — Dépôt du rapport par M. Simonnet, p. 9232 (Document n° 2037). — Discussion, p. 9263, 9268, 9292. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 9306 (Document n° 2058). — Suite de la discussion, p. 9363, 9369, 9391. — Dépôt d'une deuxième et troisième lettre rectificative, p. 9458 (Documents n°s 2111 et 2115); adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 9457 (*rectificatif*, p. 9653).

Conseil de la République. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3155 (Document n° 835). — Dépôt du rapport par M. Auberger, p. 3359 (Document n° 871). — Discussion, p. 3511; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3571.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 2306), du rapport de M. Simonnet, p. 10191 (Document n° 2308). — Discussion, p. 10229; adoption du projet de loi avec modifications, p. 10231 (*Loi n° 51-1487 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

ÉTATS ASSOCIÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (États associés. — I. Dépenses civiles), p. 6952 (Document n° 983). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 9033 (Document n° 1936). — Discussion, p. 9122; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 9131.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2946 (Document n° 818). — Dépôt du rapport par M. Lieutaud, p. 3178 (Document n° 840). — Discussion, p. 3352; adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice* 1952 (*relations avec les Etats associés*) », p. 3359.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 9395 (Document n° 2227). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 9988 (Document n° 2252). — Adoption du projet de loi, p. 10037 (*Loi n° 51-1488 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952.*)

FINANCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — II. Services financiers), p. 6952 (Document n° 985). — Dépôt du rapport par M. Gardey, p. 7972 (Document n° 1511). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 8222 (Document n° 1609). — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Abel Gardey, p. 8304 (Document n° 1645). — Discussion, p. 8460; adoption du projet de loi, p. 8484 (*rectificatif*, p. 8563).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2692 (Document n° 755). — Dépôt du rapport par M. Pauly, p. 2884 (Document n° 803). — Discussion, p. 3202; suite de la discussion, p. 3210; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3219.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 9653 (Document n° 2176). — Dépôt du rapport par M. Abel Gardey, p. 9895 (Document n° 2220). — Adoption du projet de loi, avec modifications, p. 10011 (*Loi n° 51-1489 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — I. Charges communes), p. 6952 (Document n° 984). — Dépôt du rapport par M. Gardey, p. 9232 (Document n° 2038). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 9458 (Document n° 2088). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 9545 (Document n° 2154). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Abel Gardey, p. 9653 (Document n° 2189). — Discussion, p. 9701; adoption du projet de loi, p. 9708.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3300 (Document n° 856). — Dépôt du rapport par M. Pauly, p. 3415 (Document n° 885). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Jean-Eric Bousch, p. 3422 (Document n° 888).

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (France d'outre-mer. — I. — Dépenses civiles), p. 6952 (Document n° 987). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 7806 (Document n° 1321). — Discussion, p. 7910, 7933; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 7938 (*rectificatif*, p. 9518).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2648 (Document n° 721). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 2680 (Document n° 740). — Discussion, p. 2697, 2715; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2730.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8618 (Document n° 1728). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 9174 (Document n° 1995). — Adoption du projet de loi, p. 9710 (*Loi n° 51-1491 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

HAUT COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN SARRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères. — II. Haut commissariat de la République française en Sarre), p. 6952 (Document n° 979). — Dépôt du rapport par M. Marcel Massot, p. 7672 (Document n° 1322). — Discussion, p. 7795; adoption du projet de loi après modification du titre « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice* 1952 (*Affaires étrangères. — III. Services français en Sarre*) », p. 7802 (*rectificatif*, p. 8029).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2636 (Document n° 719). — Dépôt du rapport par M. Jean Maroger, p. 2692 (Document n° 759). — Discussion, p. 3153; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3155.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9513 (*Loi n° 51-1484 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

IMPRIMERIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (imprimerie nationale), p. 6953 (Document n° 998). — Dépôt du rapport par M. Boisdé, p. 8029 (Document n° 1542). — Discussion, p. 8485; adoption du projet de loi, p. 8486 (*rectificatif*, p. 8563).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2692 (Document n° 757). — Dépôt du rapport de M. Litaise, p. 2740 (Document n° 770). — Discussion, p. 2775; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2776.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8792 (Document n° 1833). — Dépôt du rapport par M. Boisdé, p. 9174 (Document n° 1997). — Adoption du projet de loi, p. 9709 (*Loi n° 51-1502 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

INDUSTRIE ET ÉNERGIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (industrie et énergie), p. 6952 (Document n° 988). — Dépôt du rapport par M. Jules Julien, p. 7672 (Document n° 1324). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 7971 (Document n° 1514). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Bichet, p. 8029 (Document n° 1541). — Discussion, p. 8123. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Jules Julien (Document n° 1626) et discussion, p. 8215. — Suite de la discussion, p. 8246; adoption du projet de loi, p. 8251.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2680 (Document n° 739). — Dépôt du rapport par M. Alric, p. 2843 (Document n° 797). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle, p. 2924 (Document n° 808). — Discussion, p. 2947); adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2965.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 9232 (Document n° 2015). — Dépôt du rapport par M. Jules Julien, p. 9547 (Document n° 2147). — Discussion, p. 9711; adoption du projet de loi, p. 9712 (*Loi n° 51-1492 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (intérieur), p. 6952 (Document n° 989). — Dépôt du rapport par M. Lecourt, p. 7972 (Document

n° 1510). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. Dorey, p. 6198 (Document n° 1702). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6562 (Document n° 1706). — Dépôt du rapport par M. Robert Lecourt, p. 8562 (Document n° 1719). — Discussion, p. 8578, 8599, 8634; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 8641 (*rectificatif*, p. 8792).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2754 (Document n° 776). — Dépôt du rapport par M. Jacques Masteau, p. 2915 (Document n° 806). — Discussion, p. 3163, 3179; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3201 (*rectificatif*, p. 3360, 3417).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 9653 (Document n° 2177). — Dépôt du rapport par M. Robert Lecourt, p. 9819 (Document n° 2211). — Discussion, p. 9861; adoption du projet de loi après modifications, p. 9864 (*Loi n° 51-1493 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

JUSTICE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (justice), p. 6952 (Document n° 990). — Dépôt du rapport par M. Ramarony, p. 8384 (Document n° 1673). — Discussion, p. 8714, 9225; adoption au scrutin d'une motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen du budget, p. 9230. — Suite de la discussion, p. 9511; adoption du projet de loi, p. 9527 (*rectificatifs*, p. 9309, 9896).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3205 (Document n° 847). — Dépôt du rapport par M. Lieutaud, p. 3359 (Document n° 873). — Discussion, p. 3406; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3414.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 10060 (*Loi n° 51-1494 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Légion d'honneur et ordre de la Libération), p. 6953 (Document n° 999). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 7672 (Document n° 1239). — Discussion, p. 7939; adoption, p. 7940.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2648 (Document n° 723). — Dépôt du rapport par M. Litaise, p. 2740 (Document n° 768). — Discussion, p. 2771; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2774.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8792 (Document n° 1831). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 9174 (Document n° 1999). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 9707. (*Loi n° 51-1503 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952.*)

MARINE MARCHANDE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (marine marchande), p. 6952 (Document n° 991). — Dépôt du rapport par M. Mazier, p. 7806 (Document n° 1417). Discussion, p. 8020, 8038, 8059. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 8383 (Document n° 1675). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Mazier, p. 8498 (Document n° 1692). — Suite de la discussion, p. 8457; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 8460 (*rectificatifs*, p. 8563, 8618).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2692 (Document n° 754). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 2740 (Document n° 766). — Discussion, p. 2812; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2831 (*rectificatifs*, p. 2916, 3417).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8901 (Document n° 1895) (*rectificatif*, p. 9034). — Dépôt du rapport par M. Mazier, p. 9174 (Document n° 1996). — Discussion, p. 9713; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 9714 (*Loi n° 51-1495 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

MONNAIES ET MÉDAILLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Monnaies et médailles), p. 6953 (Document n° 1000). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 7673 (Document n° 1327). — Discussion, p. 7938; adoption, p. 7939.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2648 (Document n° 722). — Dépôt du rapport par M. Litaise, p. 2740 (Document n° 767). — Discussion, p. 2774; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2775.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8792 (Document n° 1832). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 9174 (Document n° 1998). — Adoption du projet de loi, p. 9709 (*Loi n° 51-1504 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (postes, télégraphes et téléphones. — Caisse nationale d'épargne), p. 6952 (Document n° 1001). — Dépôt du rapport par M. Dagain, p. 7673 (Document n° 1328). — Discussion, p. 8060. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 9032 (Document n° 1933). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 9458 (Document n° 2087). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Dagain, p. 9652 (Document n° 2178). — Discussion, p. 9662; adoption, au scrutin, du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice* 1952 (*Budget annexe des postes, télégraphes et téléphones*) », p. 9683.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3300 (Document n° 857). — Dépôt du rapport par M. Sclafer (Document n° 886), dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Jean Bertaud, p. 3415 (Document n° 887). — Discussion, p. 3485; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3498 (*rectificatif*, p. 3682).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 10134 (Document n° 2287). — Dépôt du rapport par M. Dagain, p. 10134 (Document n° 2301). — Discussion, p. 10194; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 10198 (*Loi n° 51-1506 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (présidence du conseil), p. 6952 (Document n° 992). — Dépôt du rapport par M. Guy Petit, p. 7890 (Document n° 1449). — Discussion, p. 8367. — Suite de la discussion, p. 9165, 9361, 9496; adoption au scrutin du projet de loi, p. 9199 (*rectificatif*, p. 9309).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3178 (Document n° 846). — Dépôt du rapport par M. Debû-Bridel, p. 3261 (Document n° 852). — Discussion, p. 3398; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3406.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 10061 (Document n° 2255). — Dépôt du rapport par M. Guy Petit, p. 10061 (Document n° 2274). — Discussion, p. 10191; adoption du projet de loi avec modifications, p. 10192 (*Loi n° 50-1496 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (prestations familiales agricoles), p. 6953 (Document n° 1002). — Dépôt du rapport par M. Raffarin, p. 9499 (Document n° 2131). — Discussion, p. 9531, 9574, 9627, 9641; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 9615 (*rectificatif* p. 9819).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3261 (Document n° 854). — Dépôt du rapport par M. de Montalembert, p. 3414 (Document n° 684).

RADIODIFFUSION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (radiodiffusion française), p. 6953 (Document n° 1003). — Dépôt du rapport par M. Ulver, p. 9174 (Document n° 2009). — Discussion, p. 9326, 9354, 9368, 9386; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 9389.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3096 (Document n° 831). — Dépôt du rapport par M. Minvielle, p. 3359 (Document n° 874). — Discussion, p. 3418; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3460 (*rectificatif* p. 3682).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 10134 (Document n° 2286). — Dépôt du rapport par M. Ulver, p. 10134 (Document n° 2302). — Discussion, p. 10195; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 10198 (*Loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

RECONSTRUCTION ET URBANISME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (reconstruction et urbanisme), p. 6952 (Document n° 993). — Dépôt du rapport par M. Guy La Chambre, p. 7672 (Document n° 1326). — Discussion, p. 7965, 7999, 8013; adoption du projet de loi, p. 8020.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2618 (Document n° 725). — Dépôt du rapport par M. Jean-Marie Grenier, p. 2768 (Document n° 782). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Liotard, p. 2884 (Document n° 802). — Discussion, p. 2926; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2946.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 9232 (Document n° 2014). — Dépôt du rapport par M. Guy La Chambre, p. 9547 (Document n° 2148). — Discussion, p. 9715; adoption du projet de loi, p. 9717 (*Loi n° 51-1497 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (santé publique et population), p. 6952 (Document n° 994). — Dépôt du rapport par M. Marcel David,

p. 8029 (Document n° 1543). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 8723 (Document n° 1778). — Discussion, p. 8730, 8747, 8756, 8774, 8807; adoption du projet de loi, p. 8819.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2812 (Document n° 789). — Dépôt du rapport par M. Clavier, p. 3179 (Document n° 844). — Discussion, p. 3423; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3448.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 10061 (Document n° 2282). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 10134 (Document n° 2300). — Discussion, p. 10192; adoption du projet de loi avec modifications, p. 10194 (*Loi n° 50-1498 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (travail et sécurité sociale), p. 6952 Document n° 995). — Dépôt du rapport par M. Lacoste, p. 7672 Document n° 1325). — Discussion, p. 7943, 7956; adoption, au scrutin, du projet de loi, p 7965 (*rectificatif*, p. 8099).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2648 (Document n° 724). — Dépôt du rapport par M. Primet, p. 2768 (Document n° 784). — Discussion, p. 2831, 2835; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2843.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8976 (Document n° 1898). — Dépôt du rapport par M. Lacoste, p. 9174 (Document n° 1994). — Discussion, p. 9712; adoption du projet de loi, p 9713 (*Loi n° 51-1499 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (travaux publics, transports et tourisme. — I. — Travaux publics, transports et tourisme), p. 6953 (Document n° 996). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 7806 (Document n° 1367). — Discussion, p. 8080. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 8097 (Document n° 1553). — Suite de la discussion, p. 8118; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 8123.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2667 (Document n° 735). — Dépôt du rapport par M. Lamarque, p. 2768 (Document n° 781). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Jules Pouget, p. 2813 (Document n° 791). — Discussion, p. 2862; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2878 (*rectificatif*, p. 3117).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8976 (Document n° 1913). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 9308 (Document n° 2046). — Discussion, p. 9714; adoption du projet de loi, p. 9715 (*rectificatif*, p. 9896) (*Loi n° 50-1500 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi arrêtant les dispositions financières transitoires applicables à l'exercice 1952, p. 10256 (Document n° 2314). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 10256 (Document n° 2315). — Discussion, p. 10279; adoption au scrutin du projet de loi, p. 10284

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3666 (Document n° 913). — Lecture du rapport par M. Litaise et discussion, p. 3671; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3673.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 10294 (*Loi n° 51-1509 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport général de M. Berthoin sur les projets de loi portant fixation du budget de l'exercice 1952, p. 3223 (Document n° 848).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, p. 9032 (Document n° 1935). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 9546 (Document n° 2135). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Charles Viatte, p. 9819 (Document n° 2204). — Discussion, p. 9846. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 9869 (Document n° 2217). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Barangé, p. 9895 (Document n° 2222). — Suite de la discussion, p. 10200, 10231, 10242, 10257, 10284.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi de finances pour l'exercice 1952, p. 9652 (Document n° 2192). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 10239 (Document n° 2307).

Budget des départements et des communes. — V. *Départements, villes et communes. — Impôts (taxes départementales et communales).*

Budget des territoires d'outre-mer. — V. *France d'outre-mer.*

Budget de la ville de Paris. — V. *Administration de la ville de Paris et du département de la Seine.*

Bureau d'aide sociale.

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Bouxom sur: 1° le projet de loi portant création de bureaux d'aide sociale; 2° la proposition de loi de M. Ségelle, tendant à fusionner les bureaux de bienfaisance et les bureaux d'assistance en bureaux d'aide sociale (n° 7640, année 1949), p. 7970 (Document n° 1486).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Béné tendant à modifier l'appellation des bureaux de bienfaisance et à les dénommer, dès à présent, bureaux d'entr'aide sociale, p. 2470 (Document n° 12627).

Bureaux de placement. — V. *Conventions internationales.*

Bureau de recherches géologiques. — V. *Mines et carrières.*

Bureau universitaire de statistique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport sur la proposition de loi de M. Cayol, tendant à créer le bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles (n° 11442), p. 5552 (Document n° 13310). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Cayol, p. 9032 (Document n° 1919).

C

Cabines téléphoniques. — V. *Postes, télégraphes et téléphones (tarifs).*

Cadres. — V. *Assurances sociales (assurance vieillesse). — Pensions et retraites (agents temporaires et auxiliaires).*

Café. — V. *Agriculture (chicorée à café). — Questions orales (Conseil de la République)* n° 66, 119.

Caisse autonome d'AMORTISSEMENT.

Assemblée nationale. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein du comité financier du conseil d'administration de la caisse autonome d'amortissement, p. 6175, 6240. — Désignation de candidatures, p. 6679. — Nomination de membres, p. 6776.

Caisse nationale des ARTS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à créer une caisse nationale des arts, p. 8222 (Document n° 1605).

Caisse nationale d'ASSURANCES EN CAS D'ACCIDENTS

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission supérieure chargée de l'examen des question relatives à la caisse nationale en cas d'accidents. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 6377.

Caisses d'ASSURANCES ET DE REASSURANCE DES RISQUES DE CALAMITES AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Florand tendant à créer des caisses départementales provisoires d'assurances et une caisse nationale provisoire de réassurance des risques de calamités agricoles, p. 5947 (Document n° 167).

Caisses mutuelles d'ASSURANCE RECOLTE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guille relative à la création de caises mutuelles d'assurance récolte, p. 884 (Document n° 12103). — Dépôt du rapport par M. Gourdon, p. 4487 (Document n° 13042). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Gourdon, p. 6113 (Document n° 368).

Caisse nationale d'ASSURANCES SUR LA VIE

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission supérieure remplissant, en ce qui concerne les opérations de la caisse nationale d'assurances sur la vie, les attributions antérieurement dévolues aux commissions supérieures de la caisse nationale d'assurances en cas de décès et de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 6377.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de le représenter au sein de la commission supérieure de la caisse nationale d'assurances sur la vie, p. 2676. — Désignation de candidature, p. 2628. — Nomination de membres, p. 2636.

Caisse autonome des CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à créer une caisse autonome des constructions scolaires, p. 8223 (Document n° 1614).

Caisse centrale du CREDIT HOTELIER, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Poimbœuf sur la proposition de loi de M. Louis Martel portant création au sein de la caise centrale du Crédit hôtelier, commercial

et industriel, d'une section de crédit thermal (n° 11663, année 1950), p. 6171 (Document n° 495). — Dépôt d'un rapport par M. Mabrut, p. 10239 (Document n° 2313).

Caisse des DEPOTS ET CONSIGNATIONS. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 59.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Joseph Denais, président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, sur les opérations de l'année 1950 de cet établissement, p. 7506 (Document n° 1157).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Joseph Denais, président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1950, p. 2501 (Document n° 683).

Assemblée nationale. — Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale à la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, p. 5978. — Désignation de candidatures, p. 388, 6017. — Nomination de membres, p. 506, 6028.

Caisses d'EPARGNE. — V. *Impôts (chiffre d'affaires, revenus)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les caisses d'épargne, p. 8198 (Document n° 1598). — Dépôt du rapport par M. Boisdé, p. 8976 (Document n° 1908). — Adoption du projet de loi, p. 9187.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3042 (Document n° 824).

Assemblée nationale. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein de la commission supérieure des caisses d'épargne, p. 6175. — Désignation de candidatures, p. 6679, 7396. — Nomination de membres, p. 6776, 7464.

Caisses d'EPARGNE D'ALSACE ET DE LORRAINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à proroger les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 6134 (Document n° 393). — Dépôt du rapport par M. Boisdé, p. 8976 (Document n° 1909). — Adoption, p. 9188.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3300 (Document n° 863). — Dépôt du rapport par M. Sclafer, p. 3650 (Document n° 910). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3661.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 10295 (*Loi n° 52-46 du 7 janvier* 1952, J. O. *du* 13 *janvier* 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à proroger les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relatives aux caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 4187 (Document n° 13061).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à rendre définitive l'existence du service des comptes chèques dans les caisses d'épargne des départements du Rhin et de la Moselle, et à prévoir l'extension de ce service aux caisses d'épargne des autres départements français, p. 3420 (Document n° 12852).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à rendre définitive l'existence du service des comptes chèques dans les caisses d'épargne des départements du Rhin et de la Moselle et à prévoir l'extension de ce service aux caisses d'épargne des autres départements français, p. 6176 (Document n° 489).

Caisse nationale d'EPARGNE-LOGEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguy tendant à instituer l'épargne-logement, p. 884 (Document n° 12108).

Caisse nationale des LETTRES

Assemblée nationale. — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2196 du 11 octobre 1946 créant une caisse nationale des lettres (n° 4222, année 1948), p. 5928 (Document n° 10).

Caisse autonome de la RECONSTRUCTION

Assemblée nationale. — Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein du conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction, p. 6548. — Désignation de candidatures, p. 6679, 7007. — Nomination de membres, p. 6776, 7256.

Caisses autonomes mutualistes de RETRAITES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Francine Lefebvre sur le projet de loi portant validation de l'acte dit loi du 20 janvier 1941 fixant le délai imparti aux caisses autonomes mutualistes de retraites pour le remboursement des majorations de rente à la charge de l'Etat (n° 4123), p. 1220 (Document n° 12210). — Adoption du projet de loi, p. 2026.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 816 (Document n° 187). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 1082 (Document n° 253). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1516.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4863 (*Loi n° 51-551 du* 16 *mai* 1951, J. O. *du* 17 *mai* 1951).

Caisse de RETRAITES DES TRAVAILLEURS METROPOLITAINS EXPATRIES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'adhésion de toutes les sociétés et entreprises ayant leur siège ou exerçant leur activité outre-mer, soit à la « Caisse métropolitaine de retraites par répartition des travailleurs métropolitains expatriés », soit à une autre caisse de retraites donnant aux salariés métropolitains de ces sociétés ou de ces entreprises des garanties du même ordre, p. 6373 (Document n° 776).

Caisse nationale de RETRAITES POUR LA VIEILLESSE

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse, p. 2090. — Désignation de candidature, p. 2628. — Nomination de membre, p. 2636.

Caisse nationale de SOLIDARITE AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à déposer, avant le 1er mai 1951, le projet de loi prévu à l'article 1er de la loi n° 50-960 du 8 août 1950, tendant à organiser l'assurance contre les calamités agricoles, p. 1146 (Document n° 12199).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernemnet à déposer, avant le 1er mai 1951, le projet de loi prévu à l'article 1er de la loi n° 50-960 du 8 août 1950, tendant à organiser l'assurance contre les calamités agricoles, p. 1471 (Document n° 12291).

Caisse autonome de VIEILLESSE AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à créer la caisse autonome de vieillesse agricole, p. 6052 (Document n° 280).

Calamités agricoles, publiques et viticoles. — V. *Algérie. — Caisses d'assurances et de réassurances des calamités agricoles. — Caisses mutuelles d'assurance-récolte. — Caisse nationale de solidarité agricole. — France d'outre-mer (départements). — Mines et carrières (personnel). — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 177 *(Conseil de la République)*, n° 77.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. François Dumas sur la proposition de résolution de M. de La Gontrie tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour venir en aide à la commune de Villard-sur-Doron et aux victimes de l'éboulement du 17 novembre 1950 (n° 808, année 1950), p. 7 (Document n° 19). — Adoption de la proposition de résolution, p. 309.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. François Dumas sur la proposition de résolution de M. Henri Maupoil tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour accorder dans le département de Saône-et-Loire des secours d'urgence aux victimes des pluies torrentielles dans le vignoble en août 1950, ainsi qu'aux victimes des inondations qui, du 11 novembre au début de décembre 1950, ont recouvert, dans la vallée de la Saône et de ses affluents, les territoires de nombreuses communes (n° 817, année 1950), p. 6 (Document n° 18). — Discussion, p. 309; adoption de la proposition de résolution, p. 310.

Conseil de la République. — Adoption d'une motion ainsi conçue: « Le Conseil de la République, douloureusement ému à l'annonce de la catastrophe qui, dans la journée du 7 juillet, a frappé la poudrerie d'Haisnes-lez-La Bassée, causant dix-sept morts et de nombreux blessés, s'incline devant les dépouilles des victimes et présente à leurs familles ses condoléances émues. Il demande au Gouvernement de prévoir des moyens indispensables pour secourir, sans délai, les victimes et leurs familles », p. 2054.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chatenay tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes de l'ouragan qui a ravagé le département de Maine-et-Loire, p. 817 (Document n° 176). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Primet tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux victimes de la tornade qui a ravagé le département de la Mayenne, p. 843 (Document n° 197). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delalande tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux victimes de la tornade qui a ravagé plusieurs régions du département de la Mayenne, p. 997 (Document n° 224). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Maupoil tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux viticulteurs de Saône-et-Loire victimes des gelées et à indemniser ceux qui ont perdu, pendant deux années consécutives, la totalité de leur récolte, p. 1572 (Document n° 364). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Courrière tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux victimes des orages de grêle dans le département de l'Aude (Document n° 513); 2° M. Alex Roubert tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux victimes de la tornade qui a ravagé les cultures et installations de cultures horticoles de l'arrondissement de Grasse (Alpes-Maritimes), p. 2061 (Document n° 519); 3° M. Méric tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de la Haute-Garonne victimes des récents orages, p. 2061 (Document n° 520; 4° M. Boulangé tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du Territoire de Belfort, éprouvées par les orages de grêle (Document n° 538), p. 2061. — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Léon Grégory

tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département des Pyrénées-Orientales victimes d'orages de grêle ayant détruit ou compromis gravement leurs récoltes, et à exonérer les viticulteurs sinistrés des obligations de blocage et de distillation pour les années 1950 et 1951 (Document n° 546); 2° M. Auberger tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de l'Allier, victimes des récents orages (Document n° 547); 3° M. Tellier tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 30 juillet 1951 dans le canton d'Audruicq (Pas-de-Calais) (Document n° 548); 4° M. Robert Gravier tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux victimes des tornades et orages de grêle qui ont ravagé le département de Meurthe-et-Moselle (Document n° 554). 5° M. François Schleiter tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux victimes des tornades et orages de grêle qui ont ravagé le département de la Meuse (Document n° 567); 6° M. Bernard Chochoy tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus sur le Pas-de-Calais, à accorder à ces sinistrés un crédit de 75 millions à titre de premier secours, à les exonérer de l'impôt sur les bénéfices agricoles en 1951, à soutenir au maximum la caisse départementale de crédit agricole, à déclarer les zones atteintes sinistrées, à déposer un projet de loi portant création d'une caisse nationale contre les calamités agricoles (Document n° 569), p. 2076. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léon David tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux victimes des orages de grêle et des bourrasques dans les Bouches-du-Rhône, p. 2089 (Document n° 598). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lasalarié tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département des Bouches-du-Rhône, éprouvées par les orages de grêle, p. 2102 (Document n° 600). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jozeau-Marigné tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux victimes des tornades et orages de grêle qui ont ravagé le département de la Manche, p. 2157 (Document n° 628). — Dépôt du rapport par M. Restat, p. 2193 (Document n° 629). — Discussion, p. 2287; adoption d'une résolution, avec le titre suivant: « *Résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes des calamités atmosphériques* », p. 2292 (*rectificatif*, p. 2337).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à dégager un crédit supplémentaire de 50 millions de francs pour le financement du comité national d'entr'aide aux familles des marins pêcheurs péris en mer, p. 1682 (Document n° 12363). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Girardot tendant à l'indemnisation des particuliers et des collectivités ayant subi des dégâts par suite de la crue de la Durance, dans le département des Basses-Alpes les 13 et 14 mars 1951, p. 2188 (Document n° 12561). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. d'Astier de La Vigerie tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes de l'incendie qui a eu lieu à Bruz (Ille-et-Vilaine) le 30 décembre 1950 un secours de 10 millions de francs, p. 105 (Document n° 11848). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un premier crédit de 5 millions de francs pour secourir les sinistrés de la tornade qui a ravagé la côte Ouest de Port-le-Bouc le 12 février 1951, p. 1219 (Document n° 12215). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ihuel tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un crédit exceptionnel de 10 millions pour la reconstitution de la flottille de l'île d'Houat détruite par la tempête du 28 janvier 1951, p. 1391 (Document n° 12275). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours immédiat de 5 millions en faveur des familles des marins péris en mer au cours du naufrage des chalutiers concarnois *Moliva* et *Les Flots bleus*, p. 1411 (Document n° 12278). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Morand tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un secours d'urgence afin de venir en aide aux victimes les plus nécessiteuses de l'ouragan qui s'est abattu sur une partie des départements de Maine-et-Loire, de la Loire-Inférieure et de la Sarthe, p. 2020 (Document n° 12526). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud tendant à inviter le Gouvernement à accorder sans délai les crédits nécessaires: 1° à venir en aide aux sinistrés des inondations du 14 mars 1951 dans le Vaucluse et notamment à Pertuis, Apt, Cavaillon et Sorgues; 2° au rétablissement des ouvrages d'art emportés par la crue de la Durance du 14 mars 1951, p. 2100 (Document n° 12542). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaston Julian tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations et des intempéries dans les Hautes-Alpes, p. 2118 (Document n° 12557). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Lussy tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés des inondations dont le département de Vaucluse vient d'être victime et notamment à procéder d'urgence au rétablissement des ouvrages d'art établissant la communication routière sur la Durance, p. 2188 (Document n° 12563). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour indemniser les particuliers et les collectivités victimes des dégâts occasionnés par la crue de la Durance dans le département des Bouches-du-Rhône, en accordant des secours, des exonérations d'impôts et des subventions pour permettre la reconstruction ou la réparation des ouvrages d'art, détruits ou endommagés par la crue et pour permettre l'organisation de la défense contre les crues de la Durance, p. 2252 (Document n° 12573). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Louis Michaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates en faveur des victimes du chalutier *Le Fureteur*, de la flotte de l'île d'Yeu, disparu en mer vers le 15 mars 1951, (Document n° 12590); 2° M. Mudry tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 25 millions pour venir en aide aux populations sinistrées par les inondations survenues en Savoie en mars 1951 (Document n° 12598); 3° M. de Tinguy tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour venir en aide aux personnes et aux collectivités qui ont été victimes de l'ouragan qui a sévi, le 13 mars 1951, sur le département de la Vendée (Document n° 12624); 4° M. Félix tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de la Loire-Inférieure, victimes du cyclone qui s'est abattu sur la région au mois de mars 1951 (Document n° 12626); 5° M. André-François Mercier tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour venir en aide aux personnes et aux collectivités qui ont été victimes des orages qui ont sévi récemment sur le département des Deux-Sèvres (Document n° 12639), p. 2471. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour indemniser les ouvriers et leur employeur victimes des dégâts occasionnés par l'avalanche qui est venue s'écraser à l'Alpe de Venosc (Isère) sur les ardoisières exploitées par un petit industriel, réduisant au chômage et à la misère les ouvriers de l'entreprise et causant 10 millions de dégâts, p. 2572 (Document n° 12661). — Dépôt d'un rapport de M. Truffaut sur deux propositions de loi et trente-deux propositions de résolution, tendant à attribuer des secours d'urgence aux victimes de calamités publiques (n°s 12363, 12564, 10843, 10848, 10963, 10971, 11266, 11268, 11269, 11323, 11406, 11407, 11446, 11524, 11529, 11686, 11701, 11848, 11950, 11985, 12215, 12275, 12278, 12526, 12542, 12557, 12563, 12573, 12590, 12598, 12624, 12626, 12639, 12661), p. 3170 (Document n° 12767). — Discussion, p. 5657; la commission ayant conclu à une proposition de résolution, adoption avec le titre suivant: « *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux personnes ayant subi des dommages lors des récentes calamités publiques* », p. 5658.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à exonérer les viticulteurs du département du Cher, victimes des gelées d'avril 1951: 1° de la distillation obligatoire pour la récolte 1950; 2° du blocage pour la récolte 1950; 3° des impôts fonciers pour terrains plantés en vignes et des impôts sur les bénéfices agricoles pour la récolte 1950, p. 5948 (Document n° 179). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lambert tendant à indemniser rapidement les victimes des calamités agricoles provoquées par les crues et orages dans le département des Bouches-du-Rhône, à reconstruire les ouvrages d'art détruits ou endommagés et à prendre des dispositions de nature à éviter le renouvellement de ces dégâts, p. 6080 (Document n° 302). — Dépôt de propositions de loi de: 1° M. Edouard Daladier tendant à venir en aide aux agriculteurs du département de Vaucluse victimes des orages de grêle du mois d'août 1951 (Document n° 655); 2° M. Vincent Badie tendant à venir en aide aux viticulteurs et agriculteurs sinistrés de l'Hérault, victimes des orages de grêle des 4 août et 7 août 1951 (Document n° 656), p. 6327. — Dépôt de propositions de loi de: 1° M. Gabriel Roucaute tendant à venir en aide aux viticulteurs sinistrés de l'Hérault, victimes des orages de grêle des 4 et 5 août 1951 (Document n° 751); 2° M. Gabriel Roucaute tendant à accorder un crédit provisionnel de trois milliards en vue de l'indemnisation des dommages causés par les calamités agricoles de l'état 1951 (Document n° 762), p. 6371. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garavel tendant à venir en aide aux agriculteurs et autres victimes des orages et inondations survenus depuis le début de l'année dans le département de l'Isère, p. 6616 (Document n° 907). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billères tendant à venir en aide aux agriculteurs et autres victimes de l'orage de grêle survenu le 14 juillet 1951 dans le département des Hautes-Pyrénées, p. 6959 (Document n° 1016). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Paul Sion tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes de l'explosion de la poudrière d'Haisnes-lez-la-Bassée survenue le 7 juillet 1951, et à procéder d'urgence à une enquête approfondie sur les causes de cet accident (Document n° 94); 2° Mme Jeannette Prin tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 10 millions pour les familles des victimes de l'effroyable catastrophe survenue à Haines-lez-la-Bassée, à prendre toutes mesures pour faire cesser les méthodes d'exploitation forcenée dont sont l'objet les travailleurs et à faire prendre toutes mesures de sécurité (Document n° 95), p. 5928. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cagne tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par les orages de grêle qui se sont abattus sur des communes du Rhône, p. 5960 (Document n° 188). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Casanova tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions aux victimes des inondations du mois de juillet 1951 dans la région de la Bassée, canton de Bray-sur-Seine, en Seine-et-Marne (Document n° 206); 2° M. Guille tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département de l'Aude, victimes des récents orages de grêle et cyclone, et à exonérer les viticulteurs sinistrés des obligations de blocage et de distillation (Document n° 223), p. 5980). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à accorder une indemnité de 300 millions de francs aux agriculteurs des Alpes-Maritimes, victimes de l'orage de grêle du 15 juillet 1951 (Document n° 224); 2° M. Muller tendant à inviter le Gouvernement à accorder exceptionnellement au département de la Moselle un crédit de 100 millions destinés à réparer les destructions occasionnées aux routes, ponts, cultures, etc., par les orages qui se sont abattus dans le département (Document n° 225), p. 5992. — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 500 millions de francs comme indemnité d'urgence aux victimes de l'ouragan du 16 juillet 1951 qui a causé de grands dégâts aux récoltes dans certaines régions du Sud-Est de la France (Document n° 226); 2° Mme Grappe tendant à inviter le Gouvernement à accorder exceptionnellement aux départements de la Savoie et de l'Isère un crédit de 150 millions destinés à réparer les destructions commises aux routes, ponts, cultures, etc., par les orages et les trombes d'eau qui se sont abattus sur ces départements les 14 et 15 juillet 1951 (Document n° 227); 3° M. Fourné

tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés de la grêle qui s'est abattue le 14 juillet 1951 dans les départements des Pyrénées-Orientales et de l'Aude; *b*) à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951 (Document n° 228); 4° M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à débloquer des crédits suffisants pour accorder un secours immédiat aux victimes du sinistre qui s'est abattu sur la région de Pau les 14 et 15 juillet 1951 (Document n° 230), p. 5993. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Conte tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département des Pyrénées-Orientales, victimes des récents orages de grêle des 7 avril, 8 mai, 31 mai, 15 juillet 1951, et à exonérer les viticulteurs sinistrés des obligations de blocage et de distillation, p. 6005 (Document n° 216). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Védrines tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par la grêle et les orages qui se sont abattus sur les communes du département de l'Allier (Document n° 262); 2° M. Joubert tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les habitants victimes de la tornade du 9 juillet 1951 et des crues simultanées de l'Ozanne et de l'Yerre dans le département d'Eure-et-Loir (Document n° 263); 3° M. Achille Auban tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu au cours des mois d'avril, mai, juin, juillet 1951, dans le département de la Haute-Garonne (Document n° 264); 4° M. Emile Hugues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel de 200 millions de francs aux agriculteurs, horticulteurs et pépiniéristes de la région de Grasse-Antibes, victimes d'une tornade dans la journée du 15 juillet 1951 (Document n° 265); 5° M. Caillavet tendant à inviter le Gouvernement à attribuer immédiatement un secours de 100 millions de francs aux sinistrés de la grêle qui s'est abattue le 14 juillet 1951 dans le département de Lot-et-Garonne (Document n° 267); 6° M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs dont les champs ont été ravagés par la grêle pendant le mois de juillet 1951 (Document n° 268); 7° M. Hippolyte Ducos tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à accorder un secours immédiat aux sinistrés des orages de grêle et des trombes d'eau qui se sont abattus durant les mois d'avril, mai, juin et juillet 1951 dans le département de la Haute-Garonne; *b*) à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951; *c*) à attribuer une subvention au département de la Haute-Garonne en vue de la création d'une caisse pour la défense contre les calamités agricoles (Document n° 270); 8° M. de Chevigné tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des derniers orages de grêle tombés dans les Basses-Pyrénées (Document n° 271), p. 6028. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tony Révillon tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par les inondations et les orages de grêle dans le département de l'Ain, p. 1052 (Document n° 276). — — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Crouzier tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les habitants victimes de la tornade du 22 juillet 1951 dans la région de Lunéville-Blamont (Meurthe-et-Moselle) (Document n° 286); 2° M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs de Saône-et-Loire victimes des gelées du 29 au 30 avril 1951 (Document n° 287); 3° M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 300 millions de francs aux cultivateurs de Lot-et-Garonne victimes de la grêle, à donner les facilités de crédits indispensables aux sinistrés, à établir l'exonération fiscale, à obtenir de l'administration des tabacs qu'elle s'engage à rembourser aux planteurs les pertes qu'ils auront subies en comparaison des récoltes précédentes (Document n° 288), p. 6088. — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Juglas tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés de la grêle qui s'est abattue le 14 juillet 1951 dans le département de Lot-et-Garonne; *b*) à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; *c*) à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951 (Document n° 291); 2° M. Thiriet tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par les inondations qui se sont produites le 17 juin dans le département de la Moselle et à procéder aux curages des cours d'eau (Document n° 292), p. 6069. — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Albert Maton tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus sur les communes de l'arrondissement de Lille dans la journée du 22 juillet 1951 (Document n° 338); 2° M. Bricout tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des orages de grêle et du cyclone qui se sont abattus dans le courant du mois de juin 1951 dans le département de l'Aisne, communes d'Amigny-Rouy, Servais et Deuillet (Document n° 342), p. 6098. — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Fourvel tendant à inviter le Gouvernement à verser d'urgence un secours de 500 millions de francs aux victimes des calamités ainsi qu'aux communes sinistrées du département du Puy-de-Dôme et à accorder des exonérations d'impôts aux exploitants agricoles sinistrés (Document n° 381); 2° M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 100 millions de francs aux cultivateurs de la Gironde victimes de la grêle, à donner les facilités de crédits indispensables aux sinistrés, à établir l'exonération fiscale, à obtenir de l'administration des tabacs qu'elle s'engage à rembourser aux planteurs les pertes qu'ils auront subies en comparaison des récoltes précédentes (Document n° 382); 3° M. Laforest tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel de 20 millions de francs aux agriculteurs de certaines communes du canton de Mareuil-sur-Belle (Dordogne), victimes d'une tornade dans la journée du 14 juillet 1951 (Document n° 383); 4° M. Lecœur tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des intempéries qui ont endommagé les cultures de tabac dans le Pas-de-Calais; à effectuer d'urgence un premier versement de 10 millions aux planteurs de tabac sinistrés et à accorder à ceux-ci l'exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles pour 1951 et les impôts directs pour 1951 et 1952 (Document n° 385); 5° M. Mancey tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions aux victimes des intempéries qui ont endommagé les cultures de blé, d'avoine et de pommes de terre dans un certain nombre de communes du département du Pas-de-Calais (Document n° 386), p. 6124. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de l'orage qui s'est abattu dans le département du Pas-de-Calais, canton d'Audruicq, dans la nuit du 30 au 31 juillet 1951, p. 6135 (Document n° 405). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Laforest tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel de 20 millions de francs aux agriculteurs de certaines communes du canton de Lanouaille (Dordogne), victimes d'une tornade dans la journée du 14 juillet 1951 (Document n° 427); 2° M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à attribuer un premier secours de 10 millions de francs aux sinistrés de l'agglomération de Bourges (Cher), victimes des inondations de juin et juillet dernier; *b*) à accorder les crédits nécessaires pour entreprendre les travaux d'assainissement du réseau d'eau de la commune de Bourges (Document n° 462); 3° M. Patinaud tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs de la Loire victimes de l'orage de grêle du 16 juin 1951 (Document n° 464); 4° M. Le Senéchal tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des orages qui ont dévasté le département du Pas-de-Calais et à accorder à ces victimes les exonérations fiscales justifiées par les pertes subies (Document n° 468), p. 6148. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pupat tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à accorder un secours d'urgence aux agriculteurs de la Loire, victimes des nombreux et violents orages de juin et juillet 1951; *b*) à accélérer les mesures propres à venir en aide à ces sinistrés, p. 6178 (Document n° 491). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Dubois tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux cultivateurs et planteurs de tabac du Nord, victimes de la grêle, à donner les facilités de crédits indispensables aux sinistrés, à établir l'exonération fiscale et à obtenir de l'administration des tabacs le remboursement aux planteurs des pertes subies en comparaison des récoltes précédentes (Document n° 511); 2° M. Jean-Michel Flandin tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à venir en aide aux victimes des gelées du mois d'avril et aux sinistrés de orages de grêle, cyclones et trombes d'eau qui se sont abattus pendant les mois de juin et de juillet 1951 sur le département du Puy-de-Dôme; *b*) à procéder d'urgence à la réalisation du projet d'assainissement de la Limagne (Document n° 512), p. 6204. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dassonville tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à accorder un premier secours d'urgence de 100 millions aux agriculteurs de la région de Saint-Omer, Calais, Dunkerque, des départements du Nord et du Pas-de-Calais, victimes du violent orage du 1er août 1951; *b*) à accorder l'exonération des impôts de 1951 et de 1952 aux victimes de cette calamité, p. 6228 (Document n° 553). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léon Jean tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du département de l'Hérault, victimes des récents orages, cyclone et grêle et à exonérer les viticulteurs sinistrés des obligations de blocage et de distillation, p. 6243 (Document n° 594). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, et cela de toute urgence, aux nouveaux sinistrés de la grêle des Pyrénées-Orientales, p. 6251 (Document n° 597) — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durroux tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la commune de Daumazan (Ariège) et aux cultivateurs de cette commune, où l'orage du 4 juillet 1951 a causé des dégâts importants, p. 6277 (Document n° 602). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léon Jean tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du département de l'Hérault, victimes des récents orages, cyclones et grêle des 4 et 6 août 1951, et à les exonérer des obligations de blocage et de distillation. p. 6298 (Document n° 632). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mabrut tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département du Puy-de-Dôme victimes tant des gelées de printemps, qui avaient occasionné des dommages importants aux vignes et vergers, que des orages de grêle survenus au cours de l'été 1951, qui ont dévasté en tout ou partie l'ensemble des récoltes dans près de deux cents communes du département, p. 6327 (Document n° 677). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à attribuer d'urgence un secours de 30 millions de francs pour première indemnité aux victimes de l'orage du 7 août 1951 dans le département des Bouches-du-Rhône et à accorder des exonérations d'impôts, p. 6340 (Document n° 683). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Fabre tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes des orages qui se sont abattus dans le département de l'Aude dans les mois de juillet et d'août 1951 (Document n° 691); 2° M. Nisse tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour dédommager les victimes des récents orages qui ont ravagé le département du Nord (Document n° 692), p. 6346. — Dépôt d'une proposition de résolution de: 1° M. Fayet tendant à inviter le Gouvernement à accorder les sommes nécessaires pour une aide efficace aux populations du sud-constantinois, durement frappées par la sécheresse (Document n° 693); 2° M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit exceptionnel de cent vingt millions de francs aux départements de l'Isère et de la Drôme, destiné à secourir les populations et collectivités victimes de l'ouragan qui a ravagé la région agricole située entre Saint-Marcellin (Isère) et Romans (Drôme), le 13 août 1951 (Document n° 697), p. 6357. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cadi Abdelkader tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux agriculteurs des régions du département

de Constantine, dont les récoltes de céréales ont été en totalité détruites par les gelées et la sécheresse alternées, une aide complétant celle qui leur a été accordée par l'Assemblée algérienne, p. 6388 (Document n° 782). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Menthon tendant à inviter le Gouvernement: 1° à indemniser les habitants victimes des orages de grêle et des trombes d'eau qui se sont abattus durant les mois de juin, juillet et août 1951 dans le département de la Haute-Savoie; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951; 3° à attribuer une subvention au département pour la réfection et la remise en état des routes et chemins ravagés par les eaux, p. 6513 (Document n° 838). — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit exceptionnel de vingt-cinq millions au département de la Manche, destiné à secourir les cultivateurs victimes des orages et ouragan qui ont ravagé la région agricole de l'Avrachin et, notamment, les villages de Saint-Martin-des-Champs, Saint-Senier-sur-Avranches, la Godfroy, Saint-Brice-sur-Avranches, Tirepied, Vernix et Saint-Georges-de-Livoye, p. 6533 (Document n° 875). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ritzenthaler tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations victimes des orages de grêle qui se sont abattus le 13 juillet 1951 sur la région de Colmar et d'Ensisheim, p. 6616 (Document n° 908). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la région d'Arpajon (Seine-et-Oise) victimes d'un orage de grêle dans la nuit du 29 au 30 août 1951 (Document n° 928); 2° M. Midol tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à attribuer immédiatement un secours de 500 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans la région Sud de Paris, particulièrement dans la région d'Arpajon, de Bruyère-le-Châtel et le canton du Raincy; *b*) à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts de 1951 (Document n° 390), p. 6696. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Béné tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à venir en aide immédiatement à tous les sinistrés par l'orage qui s'est abattu dans la région Sud de Paris, et notamment dans les régions de Marcoussis, Bruyères-le-Châtel, la Ville-du-Bois, Arpajon, etc.; *b*) à suspendre le recouvrement et au besoin assumer la remise des impôts de 1951 auxdits sinistrés, p 6760 (Document n° 915). — Dépôt d'une proposition de résolution de M Pierre Métayer tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures financières permettant de secourir les sinistrés par l'orage qui s'est abattu le 30 août 1951 dans la région Sud de Paris, p. 6820 (Document n° 953). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Quinson tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des départements de Seine et Seine-et-Oise victimes des récents orages (Document n° 967); 2° M. Rousseloť tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à attribuer immédiatement un secours d'urgence aux sinistrés des orages qui se sont abattus dans le département de la Meuse; *b*) à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; *c*) à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951 (Document n° 968); 3° M. Bissol tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 400 millions de francs aux victimes du cyclone qui a ravagé la Martinique le 2 septembre 1951 (Document n° 969); 4° M. Véry tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles et en particulier à accorder un premier secours substantiel d'extrême urgence pour permettre à l'administration locale de secourir les sinistrés de la Martinique (Document n° 970), p. 6896. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edouard Bonnefous tendant à inviter le Gouvernement à accorder son aide aux populations de Seine-et-Oise victimes d'un orage de grêle dans la nuit du 29 au 30 août 1951, p. 6960 (Document n° 1013). — Dépôt du rapport sur lesdites propositions de loi et de résolution par M. Robert Lecourt, p. 7168 (Document n° 1051). — La commission ayant conclu à une proposition de résolution, adoption avec le titre suivant: « *L'Assemblée nationale invite le Gouvernement: 1° A soumette au Parlement un projet de loi fixant un régime d'aide et de prévoyance en matière de calamités et spécialement de calamités agricoles; 2° A venir en aide, dans le cadre des crédits ouverts à cet effet et dans l'immédiat, aux victimes des récentes calamités nationales, en exonérant les viticulteurs sinistrés des charges de blocage et de distillation et en accordant aux victimes des intempéries des facilités de crédit* », p. 7407.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à accorder un crédit de 250 millions de francs aux victimes des inondations dans le département de Vaucluse, p. 7998 (Document n° 1517). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Daladier tendant à l'indemnisation des victimes des récentes inondations survenues dans la région d'Avignon, p. 8118 (Document n° 1582). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à accorder un crédit de 1 milliard de francs au ministre de l'intérieur pour venir en aide aux sinistrés des inondations dans le Vaucluse, dont un tiers du département est sous les eaux, p. 8107 (Document n° 1688). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à ouvrir un crédit de cinq milliards destiné à secourir les sinistrés des inondations du mois de novembre 1951, p. 8617 (Document n° 1743). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Naegelen tendant à l'indemnisation des victimes des récentes inondations survenues dans le département des Basses-Alpes, p. 8806 (Document n° 1843). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à venir en aide aux ostréiculteurs et aux mytiliculteurs sinistrés du bassin de Thau, victimes de la tornade des 11 et 12 novembre 1951, p. 8553 (Document n° 1860). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bénard tendant à l'indemnisation des victimes des inondations survenues dans le département des Hautes-Alpes, p. 8909 (Document n° 1897). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guille tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département de l'Aude victimes des orages de grêle du mois d'août 1951, p. 7006 (Document n° 1017). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrond tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en faveur des victimes des récents orages ayant dévasté le département de Seine-et-Oise, p. 7017 (Document n° 1035). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Edmond Magendie tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de la Martinique (Document n° 1115); 2° Mme Duvernois tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à attribuer, dans l'immédiat, un secours de 800 millions de francs aux sinistrés par la tornade et la grêle qui se sont abattues dans le département d'Eure-et-Loir, particulièrement dans les environs de Chartres, d'Auneau, de Voves; *b*) à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; *c*) à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts 1951 (Document n° 1123), p. 7403. — Dépôt d'une proposition de résolution de M Lambert tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs sinistrés de Beaumont, de Perthuis, de Grambois et de Saint-Martin-de-la-Brasque, p. 7404 (Document n° 1129.) — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à accorder une aide aux sinistrés victimes de la rupture de la digue du canal du Rhône au Rhin, à Artzenheim (Haut-Rhin), p. 7600 (Document n° 1195). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à voter des crédits nécessaires pour que soient indemnisées de leurs pertes toutes les victimes durement touchées par le sinistre du 2 octobre 1951 des villes d'Anglet, du Boucau et Biarritz, p. 7805 (Document n° 1325). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la commune d'Anglet (Basses-Pyrénées) une subvention substantielle lui permettant de démarrer dans la réalisation de travaux immédiats en vue de réparer les dégâts causés sur son territoire par le sinistre du 2 octobre 1951, p. 7972 (Document n° 1509). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Charles Lussy tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations du Rhône un crédit de premier secours de 500 millions et à reporter l'échéance fiscale du 15 novembre 1951 à une date ultérieure (Document n° 1515); 2° M. Serafini tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 30 millions aux sinistrés victimes de la tornade qui a sévi dans la région d'Ajaccio au cours des 9, 10 et 11 novembre 1951 (Document n° 1518); 3° M. Moulon tendant à inviter le Gouvernement à inscrire un premier crédit de 100 millions pour venir en aide aux victimes des inondations et intempéries du département des Bouches-du-Rhône (Document n° 1519); 4° M. Fayet tendant à inviter le Gouvernement à accorder les sommes nécessaires pour une aide efficace aux populations de l'Algérois durement frappées par la tempête au mois d'octobre (Document n° 1520), p. 7998 — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Giovoni tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours de 50 millions aux victimes des tornades des 9, 10 et 11 novembre 1951 qui se sont abattues sur le département de la Corse (Document n° 1518); 2° Mme Gilberte Roca tendant à inviter le Gouvernement à inscrire un premier crédit de 50 millions pour venir en aide aux victimes des inondations du département du Gard (Document n° 1519), p. 8028. — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Bouvier-O'Cottereau tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours et venir en aide aux victimes du cyclone qui s'est abattu sur le département de la Mayenne (Document n° 1638); 2° M. Moynet tendant à inviter le Gouvernement à voter des crédits nécessaires pour que soient indemnisées de leurs dommages les victimes des inondations du 18 novembre 1951 dans le département de Saône-et-Loire (Document n° 1641), p. 8223. — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Charles Lussy tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations du Rhône un crédit de 1 milliard (Document n° 1665); 2° M. Patinaud tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence de 50 millions de francs aux victimes des inondations du département de la Loire (Document n° 1666); 3° M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à secourir les victimes des inondations de Saône-et-Loire (Document n° 1667), p. 8318. — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Couston tendant à inviter le Gouvernement à prévoir une première aide immédiate de 1 milliard en faveur des victimes des récentes inondations (Document n° 1689); 2° M. Soustelle tendant à inviter le Gouvernement à venir de toute urgence en aide aux sinistrés des départements du Rhône, de la Drôme et de Vaucluse, victimes des inondations (Document n° 1690); 3° M. Bergasse tendant à inviter le Gouvernement à venir de toute urgence en aide aux sinistrés des départements des Bouches-du-Rhône et du Gard (Document n° 1691), p. 8407. — Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Martinaud-Déplat tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations du Rhône et de la Durance un crédit d'un milliard et à reporter à une date ultérieure l'échéance fiscale du 15 novembre 1951 (Document n° 1703); 2° M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations du département de la Drôme une attribution de 25 millions de secours d'urgence, en attendant l'évaluation exacte des dégâts subis (Document n° 1712), p. 8506. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Cartier tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations survenues dans le département de la Drôme, p. 8562 (Document n° 1714). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre-Fernand Mazuez tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux habitants sinistrés de Montceau-les-Mines, p. 8506 (Document n° 1716). — Dépôt du rapport par M Lecourt, p. 9232 (Document n° 2018). — Discussion, p. 9750; adoption d'une proposition de résolution avec le titre suivant: « *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés victimes des calamités publiques et particulièrement des récentes inondations* », p. 9751.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Reyraud tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de l'orage de grêle qui s'est abattu le 3 mai 1951 dans

la région de Langon en leur accordant un secours de première urgence, des indemnités et des dégrèvements sur les impôts payables en 1951, p. 4800 (Document n° 13113). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 5387 (Document n° 13291).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pellenc tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des sinistrés à la suite des graves inondations survenues dans le département de Vaucluse, p. 2648 (Document n° 728). — Dépôt de propositions de résolution de: 1° Mlle Mireille Dumont tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures indispensables devant l'étendue du désastre causé par les inondations actuelles dans le département de Vaucluse et le Sud-Est de la France (Document n° 744); 2° M. Maurice Pic tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des victimes des graves inondations survenues dans le département de la Drôme (Document n° 747); 3° M. Carcassonne tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations des Bouches-du-Rhône, victimes des calamités atmosphériques (Document n° 748), p. 2680. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tailhades tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des sinistrés à la suite des importantes inondations survenues dans le département du Gard, p. 2692 (Document n° 758). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Maupoil tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des sinistrés et des collectivités sinistrées à la suite des inondations de novembre 1951, p. 2740 (Document n° 778). — Dépôt du rapport par M. Frank-Chante, p. 3156 (Document n° 839).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Petit tendant à l'ouverture dans le budget de l'exercice 1952 d'un compte spécial du Trésor destiné à apporter une aide substantielle aux sinistrés de Biarritz et de la région, victimes des inondations du 2 octobre 1951, p. 7971 (Document n° 1484).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Laborbe sur les calamités agricoles, p. 8562 (Document n° 1717).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Allonneau tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures en faveur des victimes de l'ouragan qui s'est abattu notamment sur les départements de la Loire-Inférieure et de Maine-et-Loire, p. 1957 (Document n° 12484).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bonnet tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux ouvriers et à l'employeur dont l'entreprise a été détruite par une avalanche à l'Alpe-de-Venosc (Isère) et causant 10 millions de dégâts, p. 3243 (Document n° 12821).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Victor Michaut tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux familles des travailleurs victimes de l'explosion de l'usine U. R. G. à Petit-Couronne (Seine-Inférieure) un premier secours de 4 millions de francs, p. 4264 (Document n° 13028).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours, des dégrèvements fiscaux et des délais de payement aux cultivateurs et viticulteurs ardéchois, victimes de gelées printanières de 1951, p. 4872 (Document n° 13132).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement aux victimes du sinistre qui s'est abattu sur la région béarnaise, le 3 mai dernier, p. 4872 (Document n° 13133).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours aux agriculteurs ariégeois victimes de violents orages qui se sont abattus dans la région et à les indemniser pour les pertes importantes qu'ils ont subies, p. 4975 (Document n° 13163).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Juge tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de Tarn-et-Garonne, victimes des calamités agricoles des 30 avril et 6 mai 1951, p. 5020 (Document n° 13208).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gros tendant à venir en aide aux viticulteurs et agriculteurs sinistrés de l'Hérault et du Gard, victimes des gelées du 30 avril 1951 et des orages de grêle du 7 mai 1951, p. 5100 (Document n° 13227).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du Tarn victimes des orages et des gelées de printemps, p. 5100 (Document n° 13228).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à consentir des dégrèvements d'impôts et à indemniser les viticulteurs et cultivateurs jurassiens victimes des gelées tardives qui ont causé de très gros dégâts dans les régions du vignoble de Revermont et de la plaine du Finage et de la Bresse, p. 5100 (Document n° 13229).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Solinhac tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département de l'Aveyron en raison des dommages subis par suite d'orages de grêle les 29-30 avril et les 6, 7 et 8 mai 1951, p. 5283 (Document n° 13258).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours, des dégrèvements fiscaux et des délais de payement aux agriculteurs du Nord de l'Ardèche, victimes du violent orage de grêle du 4 mai 1951, p. 5401 (Document n° 13299).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des derniers orages de grêle tombés dans les Pyrénées-Orientales, p. 5584 (Document n° 13315).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à déposer le projet de loi sur les calamités agricoles prévu par la loi n° 50-960 du 8 août 1950, p. 6277 (Document n° 601).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Montel tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu au cours des mois de mai, juillet, août et novembre 1951, p. 8199 (Document n° 1593).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Dumas tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour apporter une aide efficace aux agriculteurs de l'Est constantinois dont les récoltes de céréales ont été totalement anéanties, p. 8900 (Document n° 1866).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel David tendant à inviter le Gouvernement à distribuer un secours d'urgence pour réparer les dégâts provoqués sur la côte landaise par la récente tempête, p. 10296 (Document n° 2320).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux collectivités et particuliers victimes de la tempête qui a dévasté le littoral breton et à leur allouer au titre de premier secours un crédit de 100 millions de francs, p. 10296 (Document n° 2323).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à tous les sinistrés de la côte basque, victimes des inondations qui se sont produites le 29 décembre 1951, en mettant à leur disposition, à titre de premier secours, un crédit de 100 millions de francs, p. 10296 (Document n° 2325).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'extrême urgence un premier secours de 100 millions de francs aux marins pêcheurs, aux ostréiculteurs, aux collectivités locales du bassin d'Arcachon ainsi qu'à toutes les victimes de la récente tempête des 29 et 30 décembre 1951, p. 10296 (Document n° 2327).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Namy tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux sinistrés du fait des orages et des chutes de grêle en Seine-et-Oise, p. 2258 (Document n° 644).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pidoux de La Maduère tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux habitants de Seine-et-Oise, victimes de l'ouragan du 30 août 1951, p. 2300 (Document n° 658).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delalande tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes de la tornade qui a ravagé le département de la Mayenne le 17 novembre 1951, p. 2680 (Document n° 738).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Méric tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu au cours des mois de mai, juillet et août 1951 dans le département de la Haute-Garonne, p. 2680 (Document n° 746).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Estève tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux populations victimes des tornades et d'inondations qui ont ravagé en partie le département d'Ille-et-Vilaine le 22 juin 1951 et au cours de l'année 1951, p. 2924 (Document n° 812)

Calamités maritimes. — V. *Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Pêches maritimes.*

Cameroun. — V. *Elections législatives. — France d'outre-mer. — Pensions et retraites (personnel d'outre-mer). — Questions orales (Conseil de la République)*, n° 33.

Camp de concentration. — V. *Cimetières.*

Canada. — V. *Présidence de la République (voyage).*

Canaux, cours d'eau, rivières. — V. *Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Electricité et gaz (travaux). — Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 136 *(Conseil de la République)*, n° 1.

Assemblée nationale. Dépôt d'un projet de loi portant déclassement du canal de Saint-Dizier à Wassy, p. 10134 (Document n° 2305).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant: 1° à réaliser la modernisation de la branche Nord du canal de l'Est entre la frontière belge et Sedan; 2° à mettre à l'étude et à réaliser le canal du Nord-Est reliant le bassin de Lorraine et le Rhin au bassin du Nord, p. 6052 (Document n° 283).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à déclarer d'utilité publique et urgents les travaux d'assainissement de la vallée de la Bar (département des Ardennes) et tendant à prescrire l'exécution de travaux de grosses réparations sur le canal des Ardennes, p. 6475 (Document n° 811).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à la prise en charge par l'Etat du financement des travaux à effectuer, notamment sur la Durance et le Rhône, ainsi qu'aux canaux et cours d'eau du département des Bouches-du-Rhône de façon à éviter de nouvelles inondations, p. 9032 (Document n° 1940).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à la prise en charge par l'Etat des travaux de réfection immédiate des brèches percées dans les digues de Sauveterre, Vallabrègue et Villeneuve-lès-Avignon, p. 9032 (Document n° 1946) (*rectificatif*, p. 9461).

Canaux d'irrigation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Girardot tendant à l'établissement des avants-projets du canal du Forcalquierois, du canal « des Plaines » (communes des Mees et d'Oraison), du système d'irrigation du plateau de Salignac et de l'endiguement de la moyenne Durance, p. 1145 (Document n° 12201).

Cantines scolaires. — V. *Enseignement.*

Cantiniers. — V. *Armées.*

Caoutchouc. — V. *Questions orales (Conseil de la République), n° 67.*

Capital différé. — V. *Pensions et retraites (pensions et rentes viagères).*

Capital-travail. — V. *Code du travail.*

Capitaux.

Conseil de la République. — Reprise par M. Diop Ousmane Socé de sa proposition de loi tendant à rendre applicable aux territoires d'outre-mer la loi n° 48-178 du 2 février 1948 portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes et, corrélativement, de certaines dispositions fiscales (n° 491, année 1948) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 509).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 446).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles au déblocage d'avoirs en reichsmarks déposés dans une banque allemande ou caisse d'épargne allemande en zone française d'occupation et appartenant à des Français déportés au camp de Schirmeck pendant l'occupation allemande ou astreints au S. T. O., p 8028 (Document n° 1529).

Carburants. — V. *Combustibles liquides et dérivés. — Douanes (tarif). — Interpellations n° 224. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 166 (Conseil de la République) n°s 34, 70.*

Carte du combattant. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre. — Interpellations n° 53. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 56.*

Carte d'identité. — V. *Voyageurs de commerce.*

Carte de prévôtal. — V. *Anciens combattants.*

Carte sociale des économiquement faibles. — V. *Economiquement faibles.*

Cartons. — V. *France d'outre-mer (Afrique occidentale française).*

Casier judiciaire. — V. *Code d'instruction criminelle (art. 594).*

Censure (motion de). — V. *Agriculture (blé). — Allocations familiales (régime). — Code du travail (salaires et indemnités). — Combustibles liquides et dérivés. — Enseignement (bourses). — Loyers (locaux d'habitation).*

Centres d'appareillage.

Assemblée nationale. — Adoption des propositions de résolution: 1° de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à intensifier la fabrication et l'attribution des appareils de prothèse et orthopédiques modernes aux centres d'appareillage des mutilés de guerre; 2° de M. Montagnier tendant à inviter le Gouvernement à: *a)* accorder aux centres d'appareillages les matières premières indispensables pour la fabrication d'appareils de prothèse, orthopédiques; *b)* faire aménager ces centres d'une façon plus salubre. (N°s 658, 8114, 11647), p. 585.

Centre médico-social. — V. *Monuments commémoratifs.*

Centre national de rééducation des mutilés.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Dassaud sur la proposition de résolution de M. Coupigny tendant à inviter le Gouvernement à créer sans délai un centre national de rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés. (N° 519, année 1950), p. 1422 (Document n° 338). — Discussion, p. 2750; adoption de la proposition de résolution, p. 2754.

Centre national de transfusion sanguine.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Plait sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à transférer à l'association dite Centre national de transfusion sanguine, le bénéfice de l'expropriation prononcée au profit de l'œuvre de la transfusion sanguine d'urgence, par application de l'article 2 de la loi n° 49-762 du 10 juin 1949 (n° 887, année 1950), p. 458 (Document n° 110). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 484.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1218 (*Loi n° 51-201 du 24 février 1951, J. O. du 25 février 1951*).

Céréales. — V. *Agriculture (blé). — Interpellations n° 123. — Office national interprofessionnel des céréales. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 108 (Conseil de la République) n° 69.*

Cession d'immeubles et de terrains. — V. *Domaine de l'Etat. — Interpellations n°s 92, 107, 114.*

Chambres d'agriculture.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à accroître les ressources et l'action des chambres d'agriculture, p. 5930 (Document n° 56).

Chambres de commerce. — V. *Algérie. — France d'outre-mer (départements).*

Chambres de métiers. — V. *Artisanat.*

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de loi de M. Draveny tendant à compléter la loi du 26 juillet 1925 sur les chambres de métiers par l'établissement en faveur du personnel de ces organismes d'un statut obligatoire, p. 8790 (Document n° 1812).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Méric tendant à compléter la loi du 26 juillet 1925 sur les chambres de métiers, par l'établissement en faveur du personnel de ces organismes d'un statut obligatoire, p. 2730 (Document n° 764).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8562 (Document n° 1723).

Chambres du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à créer dans les départements des chambres du travail, p. 5930 (Document n° 57).

Chanvre. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 199; (Conseil de la République) n° 50. — Textiles.*

Charbon. — V. *Budget de 1952 (modernisation et équipement). — Combustibles solides et dérivés. — Impôts (taxes départementales). — Interpellations n°s 15, 19, 21, 95, 178, 186. — Mines et carrières (personnel). — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 26, 128, 193; (Conseil de la République) n°s 38, 61, 95, 116.*

Charbonnages de France. — V. *Pensions et retraites (cumul).*

Chasse. — V. *Assurance de toute nature. — France d'outre-mer. — Questions orales (Conseil de la République), n° 123.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à modifier certains règlements de chasse et à permettre la destruction du gibier nuisible, p. 4865 (Document n° 13123).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pronteau tendant à organiser rationnellement, sur l'ensemble du territoire, la pratique de la chasse en la rendant accessible à tous, p. 6218 (Document n° 528).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à instituer un permis mensuel de chasse au bénéfice des jeunes gens appelés à accomplir leurs obligations de service militaire, ou libérés de celles-ci au moment de l'appel sous les drapeaux du 2e contingent de la classe, p. 6298 (Document n° 644).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à rendre la communauté des chasseurs en forêt responsable collectivement des dégâts dus à des sangliers, p. 6326 (Document n° 652).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à créer un statut général de la chasse en France pour permettre une meilleure organisation de la chasse en abrogeant les actes dits lois du 28 juin 1941 et du 27 décembre 1941 et les arrêtés qui en découlent, p. 8790 (Document n° 1808).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tricart tendant à modifier certains règlements de chasse et à les inclure dans l'arrêté ministériel d'ouverture et de fermeture générale de la chasse, p. 8790 (Document n° 1811).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deliaune tendant à inviter le Gouvernement à porter le permis de chasse général à 3.000 F et le permis de chasse départemental à 500 F, p. 6550 (Document n° 874).

Chauffeurs de taxis. — V. *Assurances sociales (assurance vieillesse). Combustibles liquides et dérivés. — Voitures de place.*

Chaussure (Industrie de la).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M Mauroux sur les contrats d'enchaînement en usage dans certaines industries, p. 2767 (Document n° 12718). — Dépôt du rapport par M. Mauroux, p. 3907 (Document n° 12942).

Chefs coutumiers. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

Chemins de fer. — V. *France d'outre-mer (départements d'outre-mer). — Interpellations n°s* 173, 202. — *Marine marchande (transports). — Questions orales (Assemblée nationale), n°s* 60, 102 *(Conseil de la République), n°* 126. — *Transports et voies de communication.*

Chemin de fer (Société nationale des). — V. *Budget de* 1952 *(modernisation et équipement). — Marine marchande (transports). — Pensions et retraites (agents des chemins de fer, personnels d'Alsace et de Lorraine). — Questions orales (Assemblée nationale), n°* 128. *— Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires avec la Société nationale des chemins de fer français en vue de créer à Strasbourg une direction régionale de la Société nationale des chemins de fer français, p. 6277 (Document n° 612).

Conseil de la République. — Dépôt du rapport annuel de M. Armengaud, fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947) (Société nationale des chemins de fer français), p. 774 (Document n° 166).

Cheptel. — V. *Agriculture (cheptel, maladies contagieuses des animaux). — Impôts (chiffre d'affaires). — Questions orales (Assemblée nationale) n°* 112 *(Conseil de la République), n°* 85.

Chèques. — V. *Caisses d'épargne. — Code de commerce.*

Chevaux. — V. *Agriculture (cumul de professions). — Courses de chevaux. — Pari mutuel.*

Chicorée. — V. *Agriculture (chicorée à café).*

Chiffre d'affaires. — V. *Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale) n°* 58

Chine. — V. *Conventions internationales (Organisation des Nations Unies).*

Chiropractie. — V. *Enseignement de la médecine.*

Chirurgien dentiste. — V. *Médecine et professions médicales.*

Chômage. — V. *Allocations familiales. — France d'outre-mer (départements). — Impôts (revenu général). — Questions orales (Assemblée nationale) n°s* 191, 205 *(Conseil de la République) n°* 130. *— Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers).*

ALLOCATIONS. — SECOURS

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Besset sur les propositions de loi: 1° de M. Marcel Noël tendant à étendre le bénéfice des indemnités d'intempéries prévues par la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946 à certaines catégories de travailleurs du bâtiment, du bois, des carrières et matériaux de construction; 2° de M. Jacques Bardoux sur l'indemnisation du chômage intempéries dans les entreprises artisanales du bâtiment; 3° de M. Henri Buffet, sénateur, relative à la non-application aux entreprises artisanales du bâtiment et des travaux publics de la loi du 21 octobre 1946 instituant une indemnité de chômage en cas d'intempéries (n° 7696, année 1949), p. 8302 (Document n° 1646).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen tendant à permettre l'admission aux fonds de chômage des marins pratiquant habituellement la petite pêche à la part et complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence, p. 327 (Document n° 11891). — Dépôt du rapport par M. Mora, p. 646 (Document n° 12039).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'attribuer le chômage aux femmes seules de plus de cinquante ans inscrites dans les services départementaux de placement, p. 562 (Document n° 11996).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier tendant à abroger l'article 20 du décret du 6 mai 1939 concernant les conditions d'attribution de l'assistance chômage aux chômeurs saisonniers, p. 1780 (Document n° 12417).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Perdon tendant à favoriser l'inscription à un fonds de chômage des chômeurs des communes rurales, ouvriers et ouvrières agricoles et au payement des indemnités de chômage, p. 1864 (Document n° 12457).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Nédelec tendant à étendre le bénéfice de l'article 2 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage aux jeunes gens et jeunes filles sortant des établissements d'enseignement, p. 2171 (Document n° 12649).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à apporter une aide matérielle décente à toutes les victimes du chômage total ou partiel, p. 5931 (Document n° 96).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alain Signor tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage partiel aux ouvrières des usines de conserves, p. 6135 (Document n° 124).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'attribuer le chômage aux femmes seules de plus de cinquante ans inscrites dans les services départementaux de placement, p. 6219 (Document n° 535).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Galicier tendant à ouvrir au budget de 1951 un crédit de 35 millions pour être distribué aux 35.000 ouvriers et ouvrières du textile réduits à la misère depuis cinq semaines par la fermeture totale ou partielle de 71 usines du centre lainier Roubaix-Tourcoing, p. 6695 (Document n° 931).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Roca tendant à étendre le bénéfice de l'article 2 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage aux jeunes gens et jeunes filles sortant des établissements d'enseignement, p. 7600 (Document n° 1196).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen tendant à permettre l'admission aux fonds de chômage des marins pratiquant habituellement la petite pêche à la part et complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence, p. 9054 (Document n° 1961).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme François tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes filles sans travail, p. 10296 (Document n° 2324).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Monsabert tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux chômeurs de la région de Mauléon-Oloron, p. 8634 (Document n° 1715).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Martel tendant à inviter le Gouvernement: 1° à intervenir auprès des Charbonnages de France pour qu'un secours d'urgence d'au moins 5.000 francs par ouvrier soit attribué, dans la deuxième quinzaine de décembre, aux mineurs du puits Ledoux, groupe de Valenciennes, houillères nationales; 2° à payer l'allocation de chômage à ces mineurs, p. 9033 (Document n° 1956).

Chutes d'eau. — V. *Electricité (travaux d'équipement).*

Cimetières. — V. *Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — France d'outre-mer (Tunisie).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel tendant à modifier le décret du 23 prairial an XII dans le but d'autoriser les inhumations dans les caveaux de famille situés dans des cimetières désaffectés, p. 338 (Document n° 11909).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel tendant à modifier le décret du 23 prairial an XII dans le but d'autoriser les inhumations dans les caveaux de famille situés dans les cimetières désaffectés, p. 6080 (Document n° 299). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 8383 (Document n° 1670).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître comme nécropole nationale l'ancien camp de concentration du Struthof et à prévoir immédiatement les crédits nécessaires à son aménagement en cimetière national, à son entretien et au retour des cendres et des corps non réclamés des déportés et internés de tous ces camps, p. 7006 (Document n° 1028).

Cinématographie. — V. *Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale). — Interpellations, n°s* 198, 239. — *Questions orales (Assemblée nationale), n°s* 96, 171. — *Spectacles.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Grenier tendant à attribuer une avance de deux milliards au fonds d'aide à l'industrie cinématographique créé par la loi du 23 septembre 1948, p. 9818 (Document n° 2205).

Cité internationale des arts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. J.-P. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la création et le développement à Paris d'une cité internationale des arts, p. 6115 (Document n° 360).

Clemenceau (Georges). — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives.*

Clercs assermentés. — V. *Huissiers.*

Code CIVIL. — V. *France d'outre-mer. — Lotissements. — Notaire.*

Assemblée nationale. Dépôt d'un rapport de M. de Moro-Giafferri sur la proposition de loi de M. Joseph-André Hugues ayant pour but de réglementer la pratique des arrhes (n° 11188), p. 949 (Document

n° 12113). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. de Moro-Giafferri, p. 3238 (Document n° 12804). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à compléter l'article 1590 du code civil*, p. 3700.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1298 (Document n° 285). — Dépôt du rapport par M. Paul-Jacques Kalb, p. 2116 (Document n° 616). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Léger, p. 2157 (Document n° 624). — Discussion, p. 2219; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à réglementer la pratique des arrhes en matière de ventes mobilières*, p. 2225 (*rectificatif*, p. 2260, 2293).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6678 (Document n° 927). — Dépôt du rapport par M. Grousseaud, p. 8097 (Document n° 1562). — Adoption, au scrutin, de la proposition de loi, avec le texte proposé par le Conseil de la République, p. 8806 (*Loi n° 51-1393 du 5 décembre 1951, J. O. du 6 décembre 1951*).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise d'un rapport par M. Dominjon sur la proposition de loi de M. Fonlupt-Espéraber tendant à abroger le dernier alinéa (§ 8) de l'article 90 du code civil relatif à la déclaration judiciaire de décès (n° 10761, année 1950), p. 6080 (Document n° 328). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 90 du code civil*, p. 8118.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2668 (Document n° 734). — Dépôt du rapport par M. Jozeau-Marigné, p. 3122 (Document n° 890).

Conseil de la République. — Discussion de la proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à inviter le Gouvernement à restreindre le nombre des documents d'état civil requis devant les administrations et à instituer un livret de famille national modèle (Nos 95 et 499, année 1950; et n° 519, année 1950), p. 411; adoption de la proposition de résolution, p. 413.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gallet sur la proposition de loi de M. Pierre Dominjon, tendant à compléter l'article 344 du code civil sur l'adoption (n° 11355), p. 5284 (Document n° 13272). — 2e *législature.* — Reprise du rapport par M. Gallet, p. 6080 (Document n° 327).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur le projet de loi portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 16 novembre 1912, modifiant l'article 340 du code civil (n° 11097), p. 1471 (Document n° 12282).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 47 du code civil, p. 10060 (Document n° 2271).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier l'article 383 du code civil relatif à l'attribution de l'exercice de la puissance paternelle sur les enfants naturels, p. 386 (Document n° 11971).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier les articles 1388, 1393, 1399, 1400, 1497, 1832, 2135, 2193 à 2195 et 724, ainsi qu'à ajouter au titre V, du livre III, un chapitre IV intitulé: « Du régime légal de séparation de biens avec participation aux acquêts à la dissolution du mariage » du code civil, p. 645 (Document n° 12058).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à compléter l'article 373 du code civil, p. 645 (Document n° 12051).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à compléter l'article 671 du code civil (loi du 20 août 1881), relatif à la plantation d'arbres fruitiers et forestiers dans le vignoble de la Champagne délimitée, p. 3075 (Document n° 12757).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la législation relative aux enfants naturels, p. 5552 (Document n° 13308).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la législation relative aux enfants naturels, p. 5947 (Document n° 161).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier l'article 383 du code civil relatif à l'attribution de l'exercice de la puissance paternelle sur les enfants naturels, p. 5979 (Document n° 197).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à compléter l'article 373 du code civil, p. 5979 (Document n° 202).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier les articles 724, 1388, 1393, 1399, 1400, 1497, 1832, 2135 et 2193 à 2195 du code civil ainsi qu'à ajouter au titre V, du livre III du code civil, un chapitre IV intitulé: « Du régime légal de séparation de biens avec participation aux acquêts à la dissolution du mariage », p. 5979 (Document n° 203).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la durée du délai fixé par l'article 310 du code civil pour la conversion de la séparation de corps en divorce, p. 6004 (Document n° 233).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à rétablir le divorce par consentement mutuel, p. 6004 (Document n° 234).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 335 du code civil relatif à la non-reconnaissance des enfants adultérins, p. 6004 (Document n° 235).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tony-Révillon tendant à faciliter l'adoption et la légitimation adoptive et à en étendre les effets, p. 6052 (Document n° 278).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis portant réforme de la filiation et tendant à modifier les articles 335, 340, 341 et 342 du code civil, p. 6114 (Document n° 379).

—Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à préciser l'état civil des enfants légitimés adoptivement, p. 6176 (Document n° 470).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier l'article 1351 du code civil relatif à l'autorité de la chose jugée, p. 6176 (Document n° 472).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 1421 du code civil en vue d'exiger l'autorisation de la femme pour les ventes d'immeubles ou de fonds de commerce de la communauté, p. 6241 (Document n° 572).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garavel tendant à modifier l'article 671 du code civil sur les plantations d'arbres, p. 6277 (Document n° 621).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bessac tendant à compléter, pour les distances de plantation des arbres d'essence forestière, les dispositions de l'article 671 du code civil, p. 6371 (Document n° 758).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à modifier l'article 368 du code civil sur la légitimation adoptive, p. 6549 (Document n° 870).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson tendant à modifier les articles 859 et 860 du code civil, p. 8617 (Document n° 1729).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charlet tendant à rétablir les dispositions de l'acte dit loi du 14 septembre 1941, modifiant l'alinéa 2 de l'article 331 du code civil relatif à la légitimation des enfants adultérins, p. 8790 (Document n° 1826).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillavet tendant à modifier les textes du code civil relatifs aux régimes matrimoniaux et comportant l'institution du régime de participation aux acquêts comme régime légal de droit commun, p. 9231 (Document n° 2016).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Devaud tendant à compléter l'article 335 du code civil relatif à la reconnaissance des enfants naturels, p. 2636 (Document n° 717).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7972 (Document n° 1503).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à modifier les articles 1407 et 1421 du code civil, et à exiger le concours ou le consentement de la femme pour la validité des actes de ventes d'immeubles, de fonds de commerce dépendant de la communauté, ou des actes d'échange d'immeubles appartenant au mari, p. 1219 (Document n° 12235).

Code de COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Chautard sur le projet de loi relatif à l'honorariat des anciens magistrats consulaires (n° 10446), p. 2987 (Document n° 12746). — Adoption du projet de loi, p. 3625.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1277 (Document n° 282). — Dépôt du rapport par M. Reynouard, p. 1602 (Document n° 380). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1767.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5387 (Document n° 13298). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5631 (Document n° 13312). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 5706 (*rectificatif*, p. 5776). (*Loi n° 51-679 du 24 mai 1951, J. O. du 1er juin 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à compléter la loi du 4 septembre 1947 sur la domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre, p. 5930 (Document n° 47). — Retrait, p. 6369.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Chautard sur la proposition de loi de M. Ramarony tendant à modifier l'article 105 du code de commerce (loi du 11 avril 1888) (n° 8178), p. 350 (Document n° 11937). — 2e *législature.* — Reprise du rapport par M. Chautard, p. 6080 (Document n° 329).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la prescription des actions en restitution des taxes de transports, p. 1166 (Document n° 12169).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à modifier l'article 92 de la loi du 26 septembre 1948 en portant respectivement à 50.000, 25.000 et 125.000 francs les chiffres des règlements de payement prévus par les alinéas 1, 2 et 3 de l'article 1er de la loi validée du 22 octobre 1940 relative aux règlements par chèques et virements, p. 615 (Document n° 12047).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Francis Leenhardt tendant à modifier certaines dispositions des articles 159 et 136 du code de commerce relatifs à la lettre de change, p. 5201 (Document n° 13244).

Code de la FAMILLE. — V. *Allocations familiales. — Presse.*

Code d'INSTRUCTION CRIMINELLE. — V. *France d'outre-mer (textes généraux, Afrique occidentale française).*

Assemblée nationale. — Adoption, en deuxième lecture, du projet de loi modifiant l'article 378 du code d'instruction criminelle (nos 5171, 11631) après modification du titre: « *Projet de loi modifiant et complétant l'article 378 du code d'instruction criminelle* », p. 506 (*Loi* n° 51-143 *du* 11 *février* 1951, J. O. *du* 13 *février* 1951).

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Dominjon, tendant à modifier les articles 192, 639 et 640 du code d'instruction criminelle en ce qui concerne la prescription des contraventions de police connexes à un délit (nos 10489, 11781) après modification du titre: « *Proposition de loi complétant les articles* 630 *et* 640 *du code d'instruction criminelle* », p. 585.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 387 (Document n° 81). — Dépôt du rapport par M. Gaston Charlet, p. 730 (Document n° 142). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 757.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1863 (*Loi* n° 51-341 *du* 20 *mars* 1951, J. O. *du* 21 *mars* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur le projet de loi modifiant l'article 196 du code d'instruction criminelle (n° 8199), p. 2472 (Document n° 12622). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi modifiant les articles* 196 *et* 234 *du code d'instruction criminelle*, p. 2996.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1074 (Document n° 250). — Dépôt du rapport par M. Gaston Charlet, p. 1602 (Document n° 374). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1765.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5386 (*Loi* n° 51-663 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 31 *mai* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi intégrant dans le code d'instruction criminelle l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à la perception d'amendes de composition, p. 6952 (Document n° 974). — Dépôt du rapport par M. Defos du Rau, p. 8097 (Document n° 1550). — Adoption du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi tendant à intégrer dans le code d'instruction criminelle l'ordonnance n° 45-2595 du 2 novembre 1945 relative à la perception d'amendes de composition à titre de sanction des contraventions de police*, p. 8634.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2754 (Document n° 775). — Dépôt du rapport par M. Gaston Charlet, p. 3114 (Document n° 880).

Conseil de la République. — Reprise par M. Jacques Debû-Bridel de la proposition de loi portant modification à la loi du 8 décembre 1897 et à certains articles du code d'instruction criminelle (n° 659, année 1949) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 559).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 719).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à compléter l'article 622 du code d'instruction criminelle, p. 1723 (Document n° 12380). — Dépôt du rapport par M. Courant, p. 3237 (Document n° 12783). — 2e *législature.* — Reprise du rapport par M. Courant, p. 6080 (Document n° 330).

— Dépôt d'un projet de loi intégrant dans le code d'instruction criminelle l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à la perception d'amendes de composition, p. 3609 (Document n° 12906).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 594 du code d'instruction criminelle, p. 6952 (Document n° 975).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 119 et 135 du code d'instruction criminelle, p. 7635 (Document n° 1205).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 251 et 310 du code d'instruction criminelle et 217 du code pénal, p. 8096 (Document n° 1572).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 598 du code d'instruction criminelle, p. 8222 (Document n° 1610).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 11 du code d'instruction criminelle, p. 8222 (Document n° 1611).

— Dépôt d'un projet de loi complétant le Livre II, titre III, chapitre IV, du code d'instruction criminelle, p. 8222 (Document n° 1617).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mutter tendant à modifier les articles 188 et 203 du code d'instruction criminelle, p. 719 (Document n° 12067).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Isorni tendant à modifier l'article 444 du code d'instruction criminelle relatif aux demandes en revision et aux indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires, p. 6549 (Document n° 879).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mutter tendant à modifier les articles 188 et 203 du code d'instruction criminelle, p. 7670 (Document n° 1250).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Isorni tendant à compléter l'article 113 du code d'instruction criminelle sur les demandes de mise en liberté provisoire, p. 7671 (Document n° 1377).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Isorni tendant à modifier les articles 309 et suivants du code d'instruction criminelle sur la composition et le fonctionnement du jury, p. 7671 (Document n° 1378).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à interpréter, en le complétant, l'article 194 du code d'instruction criminelle, p. 9895 (Document n° 2214).

Codes de JUSTICE MILITAIRE POUR L'ARMEE DE TERRE ET POUR L'ARMEE DE MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. de Moro-Giafferri sur le projet de loi modifiant l'article 66 de la loi du 9 mars 1928 portant revision du code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 de la loi du 13 janvier 1938 portant revision du code de justice militaire pour l'armée de mer (n° 10100), p. 386 (Document n° 11964).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant certaines dispositions des lois du 9 mars 1928 et du 13 janvier 1938 portant revision des codes de justice militaire pour l'armée de terre et l'armée de mer, p. 8222 (Document nc 1619).

Code de la NATIONALITE FRANÇAISE. — V. *Nationalité.*

Code PENAL. — V. *Algérie (législation). — Code d'instruction criminelle. — Conventions internationales (extradition, monnaie). — France d'outre-mer. — Côte des Somalis (textes généraux). — Maisons de tolérance.*

Assemblée nationale. — Adoption en deuxième lecture de la proposition de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines d'emprisonnement qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes (nos 11230, 11629) après modification du titre: « *Proposition de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes* », p. 583 (*Loi* n° 51-144 *du* 11 *février* 1951, J. O. *du* 13 *février* 1951).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Carcassonne sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 8 de la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive (libération conditionnelle, patronage, réhabilitation) (n° 903, année 1950), p. 509 (Document n° 114). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 526.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1393 (*Loi* n° 51-216 *du* 27 *février* 1951, J. O. *du* 28 *février* 1951).

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Ramarony tendant à compléter la loi du 2 juillet 1950 dite « loi Grammont » sur la protection des animaux (2e inscription) (nos 9839, 10764, 11780) après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à compléter la loi du* 2 *juillet* 1850 *relative aux mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques* », p. 584.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 837 (Document n° 84). — Dépôt du rapport par M. Biatarana, p. 1049 (Document n° 241). — Discussion, p. 1070; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1074.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3236 (*Loi* n° 51-461 *du* 24 *avril* 1951, J. O. *du* 25 *avril* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin modifiant les articles 383 et 384 du code pénal, p. 1145 (Document n° 12197). — Dépôt du rapport par M. Grimaud, p. 2087 (Document n° 12529). — Adoption, p. 3246.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1082 (Document n° 260). — Dépôt du rapport par M. Gaston Charlet, p. 1602 (Document n° 375). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1766.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5386 (*Loi* n° 51-635 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 29 *mai* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gallet sur: I. — Le projet de loi modifiant l'article 302 du code pénal; II. — Les propositions de loi: 1° de M. Minjoz tendant à rétablir la légalité républicaine en ce qui concerne la répression de l'infanticide; 2° de M. Charles Schauffler tendant à l'aggravation des peines infligées en vertu de l'article 312 du code pénal aux auteurs de coups et blessures sur des enfants; 3° de Mme Degrond tendant à renforcer les peines prévues par l'article 312 du code pénal contre les bourreaux d'enfants; 4° de Mme Poinso-Chapuis tendant à prévenir et à réprimer les délits et les crimes commis sur des enfants; 5° de M. Léo Hamon, sénateur, tendant à aggraver les pénalités prévues à l'article 312 du code pénal (nos 3170, 2839, 9709, 9830, 9932, 9765), p. 4487 (Document n° 13043). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants* », p. 5312.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1745 (Document n° 423). — Dépôt du rapport par M. Jean Geoffroy, p. 2324 (Document n° 665). — Discussion, p. 2428; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2432 (*rectificatif*, p. 2460).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7393 (Document n° 1101).

Conseil de la République. — Reprise par M. Léo Hamon de la proposition de loi tendant à aggraver les pénalités prévues à l'article 312 du code pénal (n° 250, année 1950) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 589). — Suppression de la reprise par *rectificatif*, p. 2093.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur le projet de loi contre les malfaiteurs d'habitude (I. — Dispositions concernant la pluralité des poursuites). (N° 9086), p. 5000 (Document n° 13183). — 2e *législature.* — Reprise du rapport par M. Defos du Rau, p. 6080 (Document n° 331).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif a l'interdiction de séjour, p. 2470 (Document n° 12575). — Dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 5143 (Document n° 13232). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Delahoutre, p. 7889 (Document n° 1452).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gallet tendant à supprimer la publicité des débats judiciaires en matière de poursuites pour avortement, p. 1723 (Document n° 12379). — Dépôt du rapport par M. Gallet, p. 5284 (Document n° 13273). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Gallet, p. 8899 (Document n° 1882).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. d'Astier de la Vigerie tendant à réprimer la propagande, p. 2767 (Document n° 12712). — Dépôt du rapport par M. Péron, p. 5552 (Document n° 13311). — 2e *législature.* — Reprise du rapport par M. Péron, p. 6080 (Document n° 325).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi modifiant et complétant les articles 139, 140, 142, 143, 144 et 260 du code pénal (n° 8556), p. 2967 (Document n° 12738).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à réprimer la provocation à l'abandon d'enfants, p. 8222 (Document n° 1618).

— Dépôt d'un projet de loi complétant le paragraphe 1er de la section VII du titre II du livre III du code pénal par un article 367, p. 8789 (Document n° 1791). — Dépôt du rapport par M. Defos du Rau, p. 9546 (Document n° 2120).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 224 du code pénal, p. 9987 (Document n° 2239).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber relative au régime pénitentiaire applicable aux vieillards (Document n° 11338 *rectificatif* à la 2e séance du 17 novembre 1950), p. 350.

—Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau relative au régime pénitentiaire applicable aux vieillards, p. 485 (Document n° 11977).

—Dépôt d'une proposition de loi de M. Michelet tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 en vue d'assurer la répression effective des mauvais traitements envers les animaux, p. 1682 (Document n° 12356).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à autoriser des mesures provisoires urgentes pour la préservation des enfants objets de mauvais traitements, p. 3169 (Document n° 12759).

—Dépôt d'une proposition de loi de M. d'Astier de la Vigerie tendant à réprimer la propagande de guerre, p. 5932 (Document n° 114).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant au renforcement de la lutte contre le proxénétisme, p. 6004 (Document n° 253).

—Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à la protection des animaux, p. 6113 (Document n° 340).

—Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont relative à la modification de l'article 259 du code pénal en vue de rétablir son application au costume porté par un ministre d'un culte ou par un membre d'une communauté religieuse, p. 6242 (Document n° 587).

—Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite loi Grammont, p. 8304 (Document n° 1656).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delalande portant modification de la loi du 19 avril 1898 sur la répression des attentats commis envers les enfants, p. 1371 (Document n° 309).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4210 (Document n° 13012).

Conseil de la République. — Reprise de la proposition de loi, (transmise dans la 1re législature), p. 2061 (Document n° 533).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 450).

Conseil de la République. — Reprise par M. Jacques Debû-Bridel de la proposition de loi portant modification de la loi du 22 juillet 1867, articles 6 et 9 (modification du taux d'échelonnement et de la durée de la contrainte par corps) (n° 493 rectifié, année 1949, transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 558).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 721).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud tendant à réprimer certaines atteintes à la liberté du commerce, p. 2075 (Document n° 543).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 722).

Code de PROCEDURE CIVILE. — V. *Algérie (législation).* — *Code du travail (conseil des prud'hommes).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la durée de conservation par les greffiers des dossiers prévus à l'article 79 du code de procédure civile, p. 6952 (Document n° 976). — Dépôt d'un rapport par M. Maurice Grimaud, p. 8617 (Document n° 1732). — Adoption du projet de loi, p. 9187.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3042 (Document n° 826).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bourgeois tendant à modifier les articles 68-1037 et 1039 du code de procédure civile, p. 7670 (Document n° 1245).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garet tendant à modifier l'article 1033 du code de procédure civile relatif aux délais de procédure, p. 7670 (Document n° 1247).

Conseil de la République. — Reprise par M. Jacques Debû-Bridel de la proposition de loi portant modifications aux articles 592 et 593 du code de procédure civile (n° 491 rectifiée, année 1949, transmise à l'Assemblée nationale dans la 1re législature), p. 2071 (Document n° 556).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 717).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à rendre applicables devant la juridiction prud'homale les dispositions du 3e paragraphe de l'article 14 de la loi du 25 mai 1838 ainsi que celles de l'article 425 du code de procédure civile, p. 2768 (Document n° 785).

Assemblée nationale — Transmission de la proposition de loi, p. 8791 (Document n° 1839).

Code de la ROUTE. — V. *Code du travail (durée du travail).* — *Enseignement primaire (programme).* — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 129. — *Transports et voies de communication (automobiles).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à prendre de nouvelles mesures en vue d'appliquer strictement les dispositions du code de la route, p. 350 (Document n° 11933). — Dépôt du rapport par M. Livry-Level, p. 1296 (Document n° 12244). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2024.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi du 3 juillet 1931 sur la signalisation routière, p. 7669 (Document n° 1371).

— Dépôt d'un projet de loi portant abrogation des articles 1er et 2 de l'acte dit « loi du 27 août 1940 », p. 8822 (Document n° 1642).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à prescrire un enseignement comportant les règles de la circulation routière, p. 6550 (Document n° 890).

Code du TRAVAIL. — V. *Algérie.* — *Armées (réserves).* — *France d'outre-mer (textes généraux).* — *Interpellations* n° 184. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 173. — *Transports (transports ferroviaires et routiers).*

CAPITAL-TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecourt tendant à mettre en œuvre les éléments d'une politique sociale, p. 1865 (Document n° 12468).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Soustelle tendant à l'établissement des contrats d'association capital-travail, p. 5946 (Document n° 135).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecourt tendant à encourager l'accroissement de la productivité et l'intégration des travailleurs à l'entreprise, p. 6004 (Document n° 241).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Temple tendant à instituer une plus juste rémunération du travail, p. 6242 (Document n° 574).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Temple tendant à la réforme du régime de l'entreprise pour une plus juste rémunération du travail et un accroissement de la production, p. 6242 (Document n° 575).

COMITÉS D'ENTREPRISES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Moncey tendant à étendre l'ordonnance du 22 février 1945, modifiée par la loi du 16 mai 1946, sur les comités d'entreprises, aux mines et minières, p 6218 (Document n° 530).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à porter à trois ans la durée du mandat des membres des comités d'entreprise, p. 6551 (Document n° 886).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à apporter des modifications à l'ordonnance du 22 février 1945, modifiée par les lois du 16 mai 1946 et du 12 août 1950, concernant le fonctionnement et les attributions des comités d'entreprise, p. 9096 (Document n° 1963).

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission supérieure des comités d'entreprise. Nomination de membres par diverses commissions, p. 6377.

Voir également à la rubrique suivante : *Elections partielles.*

CONCIERGES D'IMMEUBLES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay instituant un statut des concierges des immeubles à usage d'habitation ou mixte, p. 1655 (Document n° 396).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5201 (Document n° 13251).

CONCILIATION ET ARBITRAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 67 *a* du livre IV du code du travail, p. 7668 (Document n° 1280).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 69 du livre IV du code du travail, p. 7804 (Document n° 1398).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à faciliter la solution des conflits du travail, p. 2471 (Document n° 12653).

Voir également à la rubrique suivante: *Conventions collectives.*

CONGÉS PAYÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bouxom sur la proposition de loi de M. Bouxom tendant à faire bénéficier les jeunes travailleurs à domicile d'avantages comparables à ceux reconnus aux jeunes travailleurs du régime général en matière de congés payés (n° 10864), p. 3682 (Document n° 12917). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Bouxom, p. 8303 (Document n° 1648).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Boutard sur la proposition de loi de Mme Marie Lambert tendant à rendre applicable à l'agriculture la loi du 8 juin 1948 afin de faire bénéficier les ouvrières agricoles des congés supplémentaires accordés aux mères de famille exerçant une activité salariée (n° 11799), p. 2472 (Document n° 12620).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à accorder un congé supplémentaire aux veufs pères de famille, exerçant une activité salariée, p. 6080 (Document n° 289).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à accorder une indemnité de congés payés aux travailleurs malades durant la période des congés, p. 8028 (Document n° 1537).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Souques tendant à modifier l'article 54 F du livre II du code du travail concernant les congés annuels, p. 9652 (Document n° 2186).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Francine Lefebvre sur la proposition de loi de M. Delalande, sénateur, tendant à étendre aux conseillers prud'hommes le bénéfice de la loi du 2 août 1949 permettant aux salariés membres d'un conseil général, d'un conseil municipal ou d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale de participer aux délibérations de ce conseil (n° 8414), p. 1220 (Document n° 12211). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre « *Proposition de loi tendant à étendre aux conseillers prud'hommes le bénéfice de la loi du 2 août 1949, permettant aux salariés membres d'un conseil général, d'un conseil municipal ou d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale de participer aux délibérations de ce conseil et des commissions qui en dépendent* », p. 2026.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 852 (Document n° 201). — Dépôt du rapport par M. Raincourt, p. 1711 (Document n° 406). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1746.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5386 (Document n° 13292). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 5773 (Document n° 13329). — Adoption de la proposition de loi, p. 5712 (*Loi n° 51-669 du 24 mai 1951, J. O. du 31 mai 1951*).

Assemblée nationale. — 2e législature: reprise du rapport de M. Alfred Costes, sur la proposition de loi de M. Moisan tendant à abaisser de 25 à 18 ans l'âge requis par la loi pour être électeur lors des élections prud'homales et de 30 à 25 ans l'âge requis pour être éligible (n° 5022, année 1948), p. 8303 (Document n° 1647).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à déclarer applicable dans le ressort de la cour d'appel de Colmar l'article 89, livre IV, titre 1er, chapitre VII du code du travail, concernant la procédure d'appel en matière prud'homale (n° 11073), p. 1472 (Document n° 12296). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Meck, p. 6369 (Document n° 765).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moisan tendant à supprimer la condition de résidence exigée pour l'éligibilité aux conseils de prud'hommes par l'article 23 du livre IV du code du travail, p. 7338 (Document n° 1091). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 10061 (Document n° 2278).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 30 du livre IV du code du travail relatif aux élections prud'homales, p. 9652 (Document n° 2184).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la législation sur les conseils de prud'hommes et en conséquence à modifier les articles 2 et 103 du titre Ier du livre quatrième du code du travail, p. 8222 (Document n° 1608).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Costes tendant à accélérer la procédure devant la juridiction des prud'hommes, p. 9032 (Document n° 1944).

CONTRAT DE TRAVAIL

Assemblée nationale. — 2e *législature:* reprise du rapport de M. Gazier sur les propositions de loi: 1° de M. Gazier, tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement et à assurer la sécurité de l'emploi; 2° de M. Meck, tendant à assurer la sécurité de l'emploi par la réglementation des conditions de l'embauchage et du licenciement (n° 4113, année 1948), p. 7047 (Document n° 1038).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bonnet sur la proposition de loi de M. Louis Michaud, tendant à compléter, en ce qui concerne l'enregistrement des contrats de travail, l'article 19 du livre Ier du code du travail (n° 11639), p. 4005 (Document n° 12966).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à réserver une priorité d'embauche à certains ouvriers des établissements industriels de l'Etat précédemment licenciés, p. 385 (Document n° 11944).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de réserver 25 p. 100 des embauchages dans les entreprises comprenant plus de cinq salariés à des personnes ayant plus de cinquante ans, p. 562 (Document n° 11995).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tharradin tendant à inviter le Gouvernement à organiser d'urgence le reclassement professionnel des militaires rapatriés d'Indochine, rendus à la vie civile, p. 1074 (Document n° 248).

CONVENTIONS COLLECTIVES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Rogier sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à compléter, en vue de son application à l'Algérie, la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail (n° 882, année 1950), p. 400 (Document n° 92). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 526.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1393. (*Loi n° 51-215 du 27 février 1951, J. O. du 28 février 1951.*)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Robert Lecourt sur la proposition de loi de M. Gazier, tendant à préciser, à l'égard du personnel des caisses d'épargne ordinaires, la portée de l'article 2 de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives de travail (nos 10503, 11733), p. 1107, (Document n° 12180). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bonnet, p. 1526 (Document n° 12319). — Adoption de la proposition de loi, p. 2027.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 816 (Document n° 191). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 1711 (Document n° 405). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1731 (*rectificatif*, p. 1892).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5386 (Document n° 13290). — Dépôt du rapport par M. Bonnet, p. 5773 (Document n° 13328). — Discussion, p. 5711; adoption de la proposition de loi, p. 5712 (*Loi n° 51-670 du 24 mai 1951, J. O. du 31 mai 1951.*)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à préciser les organisations habilitées à discuter les conventions collectives de travail, p. 2471 (Document n° 12609). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 4005 (Document n° 12967). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de Mme Francine Lefebvre, p. 8303 (Document n° 1650).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Labrosse tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail (article 31 X du chapitre 4 *bis* du titre II du livre Ier du code du travail) et instituant un indice mobile des salaires par rapport aux prix et à la production, p. 2767 (Document n° 12715).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux ayant pour objet de modifier l'article 8 du chapitre II du titre II de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, p. 5930 (Document n° 44).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Degoutte tendant à modifier les articles 31 *g* et 31 *n* de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, p. 6276 (Document n° 610).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Perdon tendant à inviter le Gouvernement à donner son accord à la conclusion d'une convention collective nationale entre le personnel du crédit, de la mutualité et de la coopérative agricole et leurs organismes employeurs, p. 1526 (Document n° 12322).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Patinaud tendant à inviter le Gouvernement à convoquer immédiatement la commission supérieure des conventions collectives, p. 6242 (Document n° 557).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Musmeaux tendant à inviter le Gouvernement à convoquer dans le plus bref délai la commission supérieure des conventions collectives pour fixer le nouveau taux du salaire minimum interprofessionnel garanti, p. 8791 (Document n° 1810).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à inviter le Gouvernement à respecter la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives et à permettre la libre discussion des salaires entre employeurs et salariés dans la profession de la boulangerie, p. 8553 (Document n° 1861).

CUMUL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur le « marché noir du travail artisanal », p. 5930 (Document n° 49).

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 156 du livre II du code du travail, p. 7669 (Document n° 1360).
Voir également à la rubrique suivante: *Elections professionnelles.*

DROIT DE GRÈVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony portant règlementation du droit de grève, p. 6276 (Document n° 606).

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bonnet, sur la proposition de loi de M. Minjoz, relative à la procédure devant le juge de paix en matière de contestations nées à l'occasion des élections de délégués du personnel et de délégués au comité d'entreprise (n° 10426), p. 3237 (Document n° 12793). — Adoption de la proposition de loi, p. 5023.
Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1602 (Document n° 386). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 2102 (Document n° 602). — Discussion, p. 2124; adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi relative à la procédure en matière de contestations nées à l'occasion des élections des délégués du personnel et des délégués au comité d'entreprise* », p. 2126.
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6604 (Document n° 894). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 7806 (Document n° 1415). — Adoption du projet de loi avec le texte adopté par le Conseil de la République, p. 8408 (*Loi n° 51-1409 du 7 décembre 1951, J. O. du 8 décembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à instituer l'élection de « délégués des jeunes » dans les entreprises, p. 3169 (Document n° 12781).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à instituer l'élection de « délégués des jeunes » dans les entreprises, p. 9742 (Document n° 2201).

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

Assemblée nationale — Dépôt d'un rapport de M. Bonnet sur le projet de loi relatif à la mise en vente des appareils, machines ou éléments de machines dangereux et des produits, appareils ou dispositifs de protection (n° 6390), p. 2001 (Document n° 12508). — Adoption du projet de loi, p. 3375.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1192 (Document n° 275). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 1711 (Document n° 410). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1993.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5771 (*Loi n° 51-692 du 24 mai 1951, J. O. du 3 juin 1951*).

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duforest modifiant la loi du 11 octobre 1946 instituant les services médicaux du travail, p. 95 (Document n° 11844).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin, tendant à étendre, en matière de sécurité et d'hygiène des ouvriers mineurs et similaires, les pouvoirs des délégués mineurs, p. 1411 (Document n° 12277).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mancey tendant à étendre, en matière de sécurité et d'hygiène des ouvriers mineurs et similaires, les pouvoirs des délégués mineurs, p. 5947 (Document n° 149). — Dépôt du rapport par M. Mancey, p. 8097 (Document n° 1580).

LISTE DES EMPLOIS

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'inviter les entreprises privées à dresser une liste des emplois pouvant être tenus par des femmes de plus de cinquante ans, p. 386 (Document n° 11951).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'inviter les entreprises privées à dresser une liste des emplois pouvant être tenus par des hommes de plus de cinquante ans après ou avant apprentissage accéléré, p. 6219 (Document n° 534).

MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Tharradin sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 64 et 64 *a* du livre II du code du travail, pour mettre ces textes en harmonie avec les dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers (n° 783, année 1950), p. 86 (Document n° 20). — Discussion, p. 153; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 154.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 385 (*Loi n° 51-122 du 5 février 1951, J. O. du 6 février 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à modifier l'article 64 *c* du livre II du code du travail et à rendre applicable à l'Algérie le nouvel article ainsi modifié, ainsi que la loi n° 51-122 du 5 février 1951 modifiant les articles 64 et 64 *a* du livre II du code du travail (conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers), p. 7670 (Document n° 1242). — Dépôt du rapport par M. Boutbien, p. 9988 (Document n° 2243).

PLACEMENT DES TRAVAILLEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945, relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, n. 7972 (Document n° 1492).

RÉGIME ET DURÉE DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité routière et, en particulier, à réglementer le travail des conducteurs de poids lourds dont la durée doit être strictement limitée et contrôlée, p. 8223 (Document n° 1613).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Estachy tendant à inviter le Gouvernement à décréter les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de 40 heures au commerce de détail de marchandises, autres que les denrées alimentaires, de manière à assurer aux employés deux jours de repos consécutifs et collectifs, p. 9033 (Document n° 1958).

REPOS HEBDOMADAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Estachy tendant à inviter le Gouvernement à proroger d'une année le décret n° 5128 du 6 janvier 1951 portant fixation des modalités d'application de deux jours de repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire, p. 8506 (Document n° 1705). — Dépôt du rapport par M. Coutant, p. 8674 (Document n° 1760).

SALAIRES ET INDEMNITÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Dumas tendant à préciser les attributions de la commission supérieure des conventions collectives, p. 485 (Document n° 11987). — Dépôt du rapport par M. Louis Bonnet, p. 2472 (Document n° 12614). — *2e législature.* — Reprise du rapport de M. Louis Bonnet, p. 6369 (Document n° 767. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cagne tendant à instituer l'échelle mobile des salaires, traitements, retraites et pensions, p. 5931 (Document n° 98). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail (art. 31 X du chapitre 4 *bis* du titre II du livre 1er du code du travail) et instituant un indice mobile des salaires par rapport aux prix et à la production, p. 6081 (Document n° 320). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Coutant tendant à modifier l'article 1er de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives en vue d'instituer l'échelle mobile du salaire minimum national interprofessionnel garanti, p. 6832 (Document n° 957). — Dépôt d'un rapport sur lesdites propositions de loi par M. Coutant, p. 7047 (Document n° 1034). — Discussion, p. 7314. — Suite de la discussion, p. 7379, 7408, 7423. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Robert Coutant, p. 7460 (Document n° 1143). — Discussion, p. 7460, 7481, 7507; adoption au scrutin, de la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi modifiant l'article 31 x du livre premier du code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour la fixation du montant des rentes viagères constituées entre particuliers* », p. 7531 (*rectificatif*, p. 7493, 7601).
Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2532 (Document n° 687). — Attribution de compétence, p. 2532, 2533. — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 2692 (Document n° 753). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques, par M. de Villoutreys, p. 2754 (Document n° 765). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Chevalier, p. 2754 (Document n° 777). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Bénigne Fournier, p. 2812 (Document n° 790). — Dépôt d'un avis de la commission des finances, p. 2812 (Document n° 792). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud, p. 2843 (Document n° 799). — Discussion, p. 2890. — Suite de la discussion, p. 3008, 3052, 3067; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi relative à la fixation et à la revision du salaire minimum national interprofessionnel garanti et des salaires minima contractuels* », p. 3096 (*rectificatif*, p. 3572).
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 9460 (Document n° 2112). — Dépôt du rapport par M. Coutant, p. 9988 (Document n° 2245).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à supprimer les abattements de zone en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux tra-

vailleurs salariés, p. 1219 (Document n° 12218). — Dépôt d'une proposition de loi de M. d'Astier de la Vigerie tendant à supprimer les abattements de zone, p. 1481 (Document n° 12300). — Dépôt d'un rapport par M. Gérard Duprat, p. 1526 (Document n° 12316). — Discussion, p. 3765; demande d'ajournement de la discussion, le Gouvernement pose la question de confiance, p. 3765; explications de vote, p. 4000; adoption, au scrutin, de l'ajournement, p. 4012. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Lecourt, p. 4382 (Document n° 13087). — Lecture du rapport par M. Gérard Duprat et discussion, p. 5048. — Retrait de l'ordre du jour, p. 5059. — Dépôt par M. Chambeiron d'une motion de censure contre le Gouvernement, discussion et fixation de la date du vote sur la motion de censure, adoption, au scrutin, de la proposition de renvoyer au 15 juillet 1951 le vote sur la motion de censure, p. 5061. — 2e *législature*. — Reprise par M. Lamps du rapport de M. Gérard Duprat, p. 6093 (Document n° 314).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés, p. 5932 (Document n° 111). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ramener de 13,5 p. 100 à 10 p. 100 le maximum du taux d'abattement des zones de salaire et à réduire dans la même proportion les autres écarts d'abattement; 2° à calculer sur ces nouvelles bases les réductions applicables aux allocations familiales; 3° à procéder à la correction des anomalies du classement actuel des zones de salaire, p. 7072 (Document n° 1045). — Dépôt du rapport par M. Titeux, p. 7339 (Document n° 1084).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter la loi n° 46-283 du 25 février 1946 relative à la rémunération des heures supplémentaires de travail, p. 9987 (Document n° 2242).

— Dépôt d'un rapport par M. Patinaud sur la proposition de loi de M. Patinaud tendant à supprimer le reçu pour solde de tout compte en matière de salaires (n° 8796), p. 1723 (Document n° 12374). — 2e *législature*. — Reprise du rapport de M. Patinaud, p. 8303 (Document n° 1619).

— Dépôt d'un rapport par M. Gérard Duprat sur la proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à modifier le décret du 23 août 1950 portant fixation du salaire national minimum interprofessionnel garanti pour le rendre conforme à la législation sur les conventions collectives (n° 11051), p. 386 (Document n° 11965).

— Dépôt d'un rapport par M. Hilaire Perdon sur les propositions de loi: 1° de M. Renard, tendant à l'application à l'agriculture du décret du 23 août 1950 relatif à la fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti; 2° de M. Le Sciellour, tendant à accorder aux salariés de l'agriculture le bénéfice du décret n° 50-1029 du 23 août 1950 portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti (nos 10981, 11319), p. 3507 (Document n° 12879).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à accorder aux salariés du commerce et de l'industrie appelés à accomplir une période de réserve, une indemnité égale à leur salaire durant toute la durée de leur période, p. 918 (Document n° 12120). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 5000 (Document n° 13187).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Patinaud tendant à instituer l'échelle mobile des salaires, p. 1394 (Document nc 12273). — Dépôt du rapport par M. Patinaud, p. 3238 (Document n° 12800).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à interdire le calcul de la rémunération du travail au rendement sur la base de salaires inférieurs: 1° au salaire minimum interprofessionnel garanti; 2° aux salaires garantis suivant les classifications par les conventions collectives du travail, p. 2767 (Document n° 12709). — Dépôt du rapport par M. Huraux, p. 4006 (Document n° 12969).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-1049 du 2 août 1949 relative à la saisie-arrêt et à la cession des rémunérations, p. 3075 (Document n° 12747). — Dépôt du rapport par M. Mazier, p. 5143 (Document n° 13235).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à modifier l'article 4 du décret n° 50-1264 du 9 octobre 1950 afin de supprimer les abattements d'âge dans la fixation du salaire minimum garanti dans l'agriculture, p. 1864 (Document n° 12460).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à accorder à tous les salariés une prime de vacances d'un minimum de 12.000 F, p. 3609 (Document n° 12908).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur l'indemnisation du « chômage intempéries » dans les entreprises artisanales du bâtiment, p. 5930 (Document n° 52).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à accorder à tous les salariés une prime de vacances d'un minimum de 12.000 F, p 5932 (Document n° 107).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. d'Astier de la Vigerie tendant à supprimer les abattements de zones, p. 5932 (Document n° 113).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à l'application à l'agriculture du salaire minimum national interprofessionnel garanti, dans les mêmes conditions que les professions industrielles et commerciales, p. 6081 (Document n° 310).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-1049 du 2 août 1949 relative à la saisie-arrêt et à la cession des rémunérations, p. 6401 (Document n° 788).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à rendre effectif le payement des indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics en cas d'intempéries, p. 6771 (Document n° 946).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à accorder une prime de retour de vacances d'un minimum de 15.000 F à tous les salariés, p. 7600 (Document n° 1194).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à rendre possible, à titre provisoire, l'extension des accords de salaires, p. 8028 (Document n° 1538).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés, p. 8673 (Document n° 1754).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Adrien Renard tendant à ramener les abattements de zone de salaires dans l'agriculture au même taux que ceux de l'industrie, p. 8790 (Document n° 1806).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à modifier les articles 44 *a* et 44 *b* du Livre 1er du code du travail, afin de rendre plus compréhensibles les fiches de paye des salariés, p. 9895 (Document n° 2223).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kauffmann tendant à inviter le Gouvernement à unifier les zones de salaires dans le département du Bas-Rhin et à assimiler ce département à la zone de Paris, p. 2767 (Document n° 12706).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à rajuster au niveau actuel des prix les minima garantis par l'arrêté du 8 mai 1948 aux gérants de succursales multiples et des coopératives de consommation, p. 3169 (Document n° 12779).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Patinaud tendant à inviter le Gouvernement à donner mandat à ses représentants à la commission supérieure des conventions collectives de soutenir la proposition de fixation du salaire minimum vital à 23.600 F, p. 6388 (Document n° 781).

Voir également aux rubriques précédentes: *Conciliation et arbitrage, conventions collectives*.

TRAVAIL A DOMICILE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à modifier le statut des travailleurs à domicile, p. 6886 (Document n° 961).

TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant abrogation des articles 112, 113 et 114 du livre II du code du travail et modification de l'article 485 du même livre, p. 385 (Document n° 11955).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à établir le principe « à travail égal, salaire égal » en faveur des jeunes et des femmes, p. 5947 (Document n° 155).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'inviter les entreprises privées à dresser une liste des emplois pouvant être tenus par des femmes de plus de cinquante ans après ou avant apprentissage accéléré, p. 6219 (Document n° 536).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant à l'interdiction de l'emploi, entre 20 heures et 7 heures, des mineurs de 18 ans et des femmes enceintes, p. 9545 (Document n° 2126).

Voir également à la rubrique précédente: *Liste des emplois*.

TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Soustelle tendant à inviter le Gouvernement à étudier la situation de la main-d'œuvre nord-africaine dans la région lyonnaise, p. 6953 (Document n° 971) (*rectificatif*, p. 7340).

Code du VIN. — V. *Viticulture*.

Colis postaux. — V. *Armée (alimentation)*. — *Postes, téléphones et télégraphes (colis postaux, franchise postale)*.

Colonies de vacances. — V. *Allocations familiales (prime exceptionnelle)*. — *Impôts (enregistrement)*. — *Interpellations*, n° 194.

Assemblée nationale. — Retrait d'un avis de la commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution: 1° de Mme Vaillant-Couturier tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les subventions destinées au fonctionnement des colonies de vacances; 2° de Mme Ginollin tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des colonies de vacances, les matériaux et articles textiles nécessaires à leur bon fonctionnement (nos 4413, 4425, 11774) (Document n° 7698, année 1949), p. 4790. — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par Mlle Dienesch sur la proposition de résolution de Mme Vaillant-Couturier, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les subventions destinées au fonctionnement des colonies de vacances (nos 4413, 11774), p. 5001 (Document n° 13193).

Combattants (anciens). — V. *Anciens combattants.*

Combustibles liquides et dérivés. — V. *Douanes (tarifs).* — *Transports (transports par pipe-line).*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Bénigne Fournier sur la proposition de résolution de M. Chapalain tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vente, par décret, un carburant agricole à prix réduit (n° 827, année 1950), p. 343 (Document n° 72). — Discussion, p. 764; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution après modification du titre « *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant et simplifiant le régime de ristourne de certains carburants agricoles* », p. 773 (*rectificatif*, p. 810).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Peytel sur la proposition de résolution de M. Peytel tendant à inviter le Gouvernement à intensifier les recherches de pétrole et à créer un « conseil supérieur du pétrole » (n° 11694, année 1950), p. 6325 (Document n° 661).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à rétablir l'article 87 du décret du 8 juillet 1937 accordant une ristourne sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxis, p. 231 (Document n° 11876). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 4211 (Document n° 13027). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6326 (Document n° 671).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Couston tendant à accorder la détaxe des carburants utilisés pour les vols d'entraînement effectués dans les aéro-clubs, p. 7006 (Document n° 1019).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à rétablir l'article 87 du décret du 8 juillet 1937 accordant une ristourne sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxis, p. 7433 (Document n° 1124).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pronteau tendant à modifier l'aticle 6 de la loi n° 51-588 du 23 mai 1951 instituant des dégrèvements sur les carburants utilisés en agriculture, p. 7670 (Document n° 1309).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à mettre fin à l'amodiation de la S. A. E. M. de Pechelbronn, industrie pétrolière de l'Alsace, et à exploiter en régie directe intercommunale l'ensemble du gisement pétrolier, p. 7971 (Document n° 1485).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à payer immédiatemet la ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture instituée par la loi n° 50-1009 du 19 août 1950, p. 386 (Document n° 11948).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à faire achever en 1951 la construction définitive de l'usine d'hydrogénation et de synthèse de Rousset (Bouches-du-Rhône), p. 2242 (Document n° 12568).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pronteau tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement la loi n° 50-1009 du 19 août 1950 instituant une ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture et à rembourser sans délai par l'Etat les préjudices causés aux ayants droit, p. 3682 (Document n° 12927).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rincent tendant à inviter le Gouvernement à remplacer le régime de la ristourne sur les carburants par celui de la distribution d'un carburant agricole spécial à un prix relativement bas, p. 6243 (Document n° 596).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rose Guérin tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté ministériel du 8 novembre 1951 fixant les conditions de reversement de plus-values sur les stocks des divers produits pétroliers à la date du 22 octobre 1951, p. 8674 (Document n° 1762).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour soutenir la production et la recherche du pétrole en Alsace, p. 10239 (Document n° 2309).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport d'information de M. Armengaud à la suite de la mission effectuée par une délégation de la commission sur les recherches et l'exploitation du pétrole et du gaz naturel en France métropolitaine et en Afrique du Nord, p. 120 (Document n° 33).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Armengaud tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre les mesures préconisées par la commission de la production industrielle en vue d'assurer l'expansion de la recherche et de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel en France métropolitaine et en Afrique du Nord, p. 2500 (Document n° 682).

Voir également à la rubrique: *Douanes (tarifs).*

Combustibles solides et dérivés. — V. *Mines et carrières.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Roca sur la proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à accorder pour les fêtes de Noël un secours d'urgence de 100 kilos de charbon à tous les économiquement faibles exonérés de l'impôt sur la cote mobilière (n° 11468), p. 1220 (Document n° 12238).

— Dépôt d'un rapport d'information par M. Pierre Courant au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par l'article 1er de la loi du 3 juillet 1947 sur l'activité de cette sous-commission pendant les années 1950 et 1951 (répartition du charbon au cours de l'hiver 1950-1951), p. 3507 (Document n° 12876).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Galicier tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement les mesures nécessaires à l'approvisionnement des foyers en charbon domestique, p. 1394 (Document n° 12274).

Conseil de la République. —Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Debû-Bridel tendant à inviter le Gouvernement à prendre dans le plus bref délai des mesures afin que les livraisons de charbon et de coke aux chantiers de la région parisienne soient faites en temps utile pour éviter toute pénurie au cours de l'hiver, p 2076 (Document n° 553).

Commerce et industrie. — V. *Alsace et Lorraine.* — *Caisse centrale de crédit hôtelier.* — *Code pénal.* — *Construction, reconstruction.* — *Dommages de guerre.* — *Impôts (bénéfices industriels et commerciaux, enregistrement, patente, perception).* — *Interpellations n° 205.* — *Pensions et retraites (pensions et rentes viagères).*

COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL

— Alimentation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à réglementer l'exercice de la profession de pâtissier, p. 5979 (Document n° 207).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à établir le statut de la boulangerie, p. 6474 (Document n° 796).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bardon tendant à abroger la loi n° 2657 du 24 juin 1941 portant organisation de l'industrie des pâtes alimentaires, p. 7805 (Document n° 1401).

— Electricité.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph-André Hugues tendant à réglementer l'exercice de la profession d'installateur électricien, p. 6678 (Document n° 915).

— Statut de la coopération.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Pflimlin, tendant à l'assainissement des professions commerciales par la création d'un statut du commerce (n° 10156), p. 949 (Document n° 12116).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à modifier et à compléter la loi n° 49-1070 du 2 août 1949 reconnaissant la coopération dans le commerce de détail et organisant son statut, p. 9306 (Document n° 2048).

— Vente à la boule de neige.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à interdire les procédés de vente dits « à la boule de neige », p. 7668 (Document n° 1304).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcellin tendant à interdire la vente dite « à la boule de neige », p. 386 (Document n° 11960). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Charlot tendant à interdire le procédé de vente dit de la « boule de neige », p. 1219 (Document n° 12231). — Dépôt du rapport par M. Marcellin, p. 2472 (Document n° 12574).

— Vente avec primes.

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature (nos 11412, 11746), p. 1902; adoption de la proposition de loi avec le titre adopté en première lecture, p. 1910 (*Loi n° 51-356 du 20 mars 1951, J. O. du 24 mars 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier le délai prévu à l'article 5 de la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes, p. 7338 (Document n° 1095). — Dépôt du rapport par Mme Poinso-Chapuis, p. 9308 (Document n° 2072).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genton tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les articles 2 et 3 du décret d'application du 12 octobre 1951 de la loi du 20 mars 1951 portant interdiction des ventes avec primes, p. 7672 (Document n° 1388).

CRÉANCES COMMERCIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Abelin relative au règlement des créances de ressortissants français sur des personnes physiques ou morales allemandes, p. 645 (Document n° 12042).

CRÉATION ET EXTENSION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à modifier l'article 42 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945 concernant la création ou l'extension des établissements industriels et commerciaux, p. 328 (Document n° 11897).

CRÉDIT COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement (nos 11512, 11783), p. 163; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 171 (*Loi n° 51-59 du 18 janvier 1951, J. O. du 19 janvier 1951*).
Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport par M. Bergeret sur la proposition de résolution de M. Francis Leenhardt tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les conditions d'octroi du crédit consenti aux entreprises privées pour assurer leur modernisation et leur équipement (n° 11255, anée 1950), p. 6174 (Document n° 494).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dassonville tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 en vue de reporter au 31 décembre 1951 la date limite pour le dépôt des demandes de prêts institués par l'ordonnance n° 45-2695 du 2 novembre 1945, p. 327 (Document n° 11889).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949, en vue d'étendre le régime des prêts aux ayants droit des « morts pour la France » combattants volontaires de la Résistance, p. 327 (Document n° 11890).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à accorder plus libéralement les crédits bancaires normaux, notamment pour l'escompte d'effets de commerce, aux professionnels dont l'activité économique se trouve dans la dépendance de matières premières dont les cours mondiaux ont subi depuis quelques mois des fluctuations importantes, p. 6476 (Document n° 823).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les conditions d'octroi du crédit consenti aux entreprises privées pour assurer leur modernisation et leur équipement, p. 8617 (Document n° 1731).

ENTENTES PROFESSIONNELLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Poimbœuf sur: 1° le projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; 2° les propositions de loi: *a*) de M. Henri Teitgen, tendant à réglementer les ententes économiques, à interdire celles qui sont contraires à l'intérêt général et à conférer à celles qui s'avèrent licites un statut légal; *b*) de M. Gazier, tendant à organiser le contrôle des ententes professionnelles (nos 9951, 8967, 10223, 10469), p. 1592 (Document n° 12335). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6174 (Document n° 496).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Vallon sur le contrôle et la réglementation des ententes industrielles et commerciales, p. 9545 (Document n° 2145).

ENTREPRISES DIVERSES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alfred Costes tendant à inviter le Gouvernement à faire les avances de crédits nécessaires au payement du personnel de l'usine Salmson de Boulogne, et à prendre les mesures indispensables au fonctionnement normal de cette entreprise, p. 7910 (Document n° 1480). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gazier tendant à inviter le Gouvernement à réquisitionner immédiatement l'usine Salmson, p. 8118 (Document n° 1583). — Dépôt d'un rapport par M. Bouxom, p. 8199 (Document n° 1596). — Discussion, p. 9489; adoption de l'ensemble, p. 9496.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Abelin tendant à établir un statut des entreprises publiques, p. 5979 (Document n° 195).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud précisant l'étendue des activités industrielles de l'Etat, des établissements publics à caractère industriel et commercial et de certaines sociétés d'économie mixte et tendant à la création de la société nationale pour la gestion des fonds publics, p. 2157 (Document n° 626).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6604 (Document n° 906).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védrines tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour le maintien en activité sans licenciement de main-d'œuvre, ni chômage partiel, et pour le développement, conformément aux prévisions initiales du plan de modernisation et d'équipement, des industries sidérurgiques et métallurgiques du Centre et notamment des aciéries et des usines métallurgiques de Montluçon et de Commentry, p. 231 (Document n° 11878).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à réserver les postes de direction des sociétés nationalisées ou à contrôle d'Etat au personnel de ces sociétés, p. 350 (Document n° 11932).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Mutter tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures utiles et nécessaires à la protection et à l'aide de l'industrie française de fabrication de métiers à bonneterie Cotton, p. 719 (Document n° 12066).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle José Dupuis tendant à inviter le Gouvernement à éviter la crise qui menace les moyennes et petites entreprises du bâtiment, p. 1813 (Document n° 12443).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Musmeaux tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des entreprises françaises travaillant à des fins pacifiques les matières premières, et notamment l'acier, nécessaires à l'exécution des commandes qui leur sont confiées, p. 8838 (Document n° 1851).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la fermeture des entreprises commerciales non alimentaires, p. 8900 (Document n° 1868).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Flandin tendant à inviter le Gouvernement à accorder une avance de 250 millions de francs à l'industrie automobile française pour créer des prototypes de course français, p. 8900 (Document n° 1871).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à protéger notre industrie de l'iode et des algues marines, p. 9033 (Document n° 1913).

— Dépôt d'un rapport d'information de M. Courant au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte créées en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 complété et modifié par la loi du 3 juillet 1947 sur l'activité de cette sous-commission pendant les années 1950 et 1951 (activité générale du 1er août 1950 au 30 avril 1951), p. 4487 (Document n° 13050).

Conseil de la République — Dépôt d'un rapport d'ensemble de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques, p. 220.

Assemblée nationale. — Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (application de l'article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947). — Désignation de membres par les commissions, p. 7538, 9310.

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947). — Désignation de membres par les commissions, p. 120.

VENTE SUR LA VOIE PUBLIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou denrées sur la voie publique et dans les lieux assimilés, et à réglementer l'exercice du commerce sur la voie publique ou dans les lieux assimilés et sur les emplacements privés donnant accès à la voie publique, p. 8223 (Document n° 1623).

Commissaires-priseurs. — V. *Offices publics et ministériels.*

Communes. — V. *Adjudications et marchés. — Assurances sociales. — Commerce et industrie (entreprises diverses). — Départements, villes et communes. — Electricité et gaz. — Fonctionnaires communaux. — Impôts (enregistrement, taxes départementales et communales). — Transports et voies de communication (gares routières de voyageurs).*

Communications du Gouvernement.

Assemblée nationale. — 1re *législature.* Lecture par M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, d'une lettre de M. le ministre des affaires étrangères concernant la session ordinaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, p. 784. — Communication de M. René Pleven, président du conseil des ministres, des résultats de son voyage à Washington et à Ottawa, p. 396. — Lecture par M. Edouard Herriot d'une communication de: M. le Président de la République faisant connaître la démission du cabinet René Pleven et désignant M. Guy Mollet comme président du conseil, p. 1765 = M. Guy Mollet, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 1764 = M. le Président de la République désignant M. Henri Queuille comme président du conseil, p. 1795 = M. Henri Queuille, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer p. 1796. — Communication de M. Henri Queuille, président du conseil, ministre de l'intérieur, sur la politique générale du Gouvernement, p. 3203. — 2e *législature.* Lecture par M. Edouard Herriot d'une communication de: M. le Président de la République, faisant connaître la démission du cabinet Henri Queuille, p. 5921 = M. le Président de la République désignant M. René Mayer comme président du conseil et de M. René Mayer, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p 6029 = M. le Président de la République désignant M. Maurice-Petsche comme président du conseil et de M. Maurice-Petsche, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 6147 = M. le Président de la République désignant M. René Pleven comme président du conseil et de M. René Pleven, président du conseil désigné, faisant connaître le programme et la politique du gouvernement qu'il se propose de constituer, p. 6240. — Communication du Gouvernement sur sa politique extérieure, p. 6649.

Conseil de la République. — Lecture par Mme Devaud, vice-président du Conseil de la République, d'une lettre de M. le ministre des affaires étrangères concernant la session ordinaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, p. 325.

Communications du président de l'Assemblée nationale.

Assemblée nationale. — Donne lecture d'un télégramme de Sa Majesté Bao Daï à l'occasion de la nouvelle année et ses remerciements pour la politique de compréhension à l'égard du peuple vietnamien, p. 2. — Adresse, au nom de l'Assemblée nationale, un télégramme de sympathie à l'occasion de la mort de M. Ernest Bevin, à M. le speaker de la Chambre des Communes à Londres, p. 3390. — Donne lecture d'un télégramme de Sa Majesté Bao Daï à l'occasion du décès de M. Maurice-Petsche, p. 7403.

Communications du président du Conseil de la République.

Conseil de la République. — Donne lecture d'un télégramme de Sa Majesté Bao Daï à l'occasion de la nouvelle année, p. 1. — Rend hommage à la mémoire de M. Maurice-Petsche, ministre d'Etat, décédé, p. 2436.

Comores (Archipel des). — V. *France d'outre-mer (Comores, Madagascar, textes généraux).*

Comptabilité publique. — V. *Code de commerce.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à porter de 10.000 F à 25.000 F la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les payements de l'Etat, des collectivités et établissements publics, p. 10060 (Document n° 2270).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Médecin tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'acte dit loi du 12 juillet 1941 relatif au payement des pensions de l'Etat, p. 7972 (Document n° 1483).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dagain tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à l'ensemble du territoire la loi du 12 juillet 1941 relative au payement des pensions de l'Etat par mandat-carte postal ou par virement de compte, p. 9545 (Document n° 2161).

Comptable. — V. *Expert comptable.*

Concession de logement. — V. *Domaine de l'Etat, des départements et des communes.*

Concierges d'immeubles. — V. *Code du travail.*

Conciliation et arbitrage. — V. *Code du travail (conciliation et conventions collectives).*

Condamnations. — V. *Code d'instruction criminelle. — Elections législatives. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 126.*

Conducteurs de taxis. — V. *Code du travail (divers). — Voitures de place.*

Confédération européenne. — V. *Conventions internationales.*

Conférences internationales. — V. *Interpellations n° 20. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 66.*

Conflits sociaux. — V. *Interpellations n° 90.*

Conflits du travail. — V. *Code du travail (conciliation et arbitrage).*

Congés payés. — V. *Code du travail. — Conventions internationales (travail). — Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).*

Congrès international des industries agricoles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hippolyte Ducos tendant à inviter le Gouvernement à assurer la représentation de la France au 9e congrès international des industries agricoles, p. 6604 (Document n° 902). — Dépôt du rapport par M. Garavel, p. 8900 (Document n° 1863). — Adoption, p. 9487

Congrès de l'union latine à Rio-de-Janeiro.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yvon Delbos portant ouverture de crédit pour les travaux préparatoires et la participation du comité national français au congrès de l'union latine, à Rio-de-Janeiro, en 1951, p. 5980 (Document n° 232) (*rectificatif*, p. 6005). — Retrait, p. 7337.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Yvon Delbos portant ouverture de crédit pour les travaux préparatoires et la participation du comité national français au congrès de l'union latine, à Rio-de-Janeiro, en 1951, p 4865 (Document n° 13114).

Congrégations. — V. *Culte.*

Conseil supérieur des AFFAIRES SOCIALES

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein du conseil supérieur consultatif des affaires sociales auprès du ministre de la France d'outre-mer. (Application de l'arrêté ministériel du 15 juillet 1951.), p. 2668. — Désignation de candidatures, p. 2692. — Nomination de membres, p. 2715.

Conseil ECONOMIQUE. — V. *Assemblée nationale (budget).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jules-Julien sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à proroger le mandat du Conseil économique (n° 11811), p. 22 (Document n° 11832) (*rectificatif*, p. 95). — Discussion, p. 462; adoption du texte adopté en première lecture, p. 163 (*Loi n° 51-25 du 6 janvier 1951, J. O. du 7 janvier 1951*).

Assemblée nationale. — Discussion: I. des propositions de loi: 1° de M. Juglas (n° 2115), tendant à modifier la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique en vue de porter de 15 à 16 le nombre des représentants des territoires d'outre-mer; 2° de M. Paul Ribeyre (n° 3291), tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; 3° de M. Caillavet (n° 3848), tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition du Conseil économique; 4° de M. Max Brusset (n° 8379), tendant à modifier la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; 5° de M. Max Brusset (n° 8577), tendant à modifier l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relatif à la composition du Conseil économique; 6° de M. Antier (n° 9006), tendant à modifier la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; 7° de M. Frédéric-Dupont (n° 9123), tendant à assurer la représentation des classes dites « économiquement faibles » au sein du Conseil économique; 8° de M. Mauroux (n° 9349), tendant à réformer la composition et le fonctionnement du Conseil économique; 9° de M. Gilles Gozard (n° 9423), tendant à modifier l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relatif à la composition du Conseil économique; 10° de M. Damas (n° 9572), modifiant l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; 11° de Mme Devaud, sénateur (n° 8936 rectifié), tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique. — II. De la proposition de résolution de M. Gaston Julian (n° 3645), tendant à inviter le Gouvernement à modifier la composition du Conseil économique (nos 2415, 3291, 3848, 8379, 8577, 9006, 9123, 9349, 9423, 9572, 9886 rectifié, 3645, 11696), p. 839, 877; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique*, p. 883.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 400 (Document n° 89). — Dépôt du rapport par M. de Villoutreys, p. 566 (Document n° 128). — Discussion, p. 710; adoption, au scrutin de l'avis sur la proposition de loi, p. 730 (*rectificatif*, p. 775).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1721 (Document n° 12372). — Dépôt du rapport par M. Jules Julien, p. 1865 (Document n° 12453). — Discussion, p. 1856; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, avec modifications, p. 1858 (*rectificatif*, p. 2004) (*Loi n° 51-355 du 20 mars 1951, J. O. du 24 mars 1951*).

Assemblée nationale. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter l'Assemblée nationale au sein de la commission chargée de statuer sur l'éligibilité de tous les membres du Conseil économique, p. 5973. — Désignation de candidature, p. 6233. — Nomination de membre, p. 6228.

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président du Conseil économique faisant connaître à l'Assemblée nationale: la constitution définitive du bureau du Conseil économique pour 1951, p. 362 = la nouvelle constitution au 5 juillet 1951, p. 5925.

Conseil de la République. — Communication de la lettre de M. le président du Conseil économique faisant connaître au Conseil de la République: la constitution définitive du bureau du Conseil économique pour 1951, p. 269 = la nouvelle constitution au 5 juillet 1951, p. 2054.

Conseil d'ETAT. — V. *Constitution. — Traitements (justice).*

Conseil de l'EUROPE. — V. *Conventions internationales.*

Conseil supérieur de la FONCTION PUBLIQUE

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi portant modification de l'article 19 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946, relative au statut général des fonctionnaires (n° 10161, année 1950), p. 327.

Conseils GENERAUX. — V. *administration départementale. — Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Pensions et retraites (magistrats municipaux).*

Conseil supérieur des INFIRMIERS ET INFIRMIERES

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein du conseil supérieur des infirmiers et infirmières. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 8385.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargé de représenter le Conseil de la République au sein du conseil supérieur des infirmières et infirmiers (application du décret du 28 février 1951), p 2432. — Désignation de candidature, p. 2649. — Nomination de membre, p. 2649.

Conseils JURIDIQUES. — V. *Agents d'affaires.*

Conseil supérieur de la MAGISTRATURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz en vue de présenter les candidatures pour un siège de membre titulaire du conseil supérieur de la magistrature, à la nomination de l'Assemblée nationale, p. 9547 (Document n° 2173). — Désignation de candidature, p. 9653. — Oppositions à la ratification de la candidature de M. Guesdon et ajournement du scrutin, p. 9846, ouverture du scrutin, p 9932; résultat et ouverture d'un deuxième tour, p. 9946; résultat du scrutin, p. 9956; ouverture d'un troisième tour, p. 10021; résultat du scrutin et ouverture d'un quatrième tour qui aura lieu le 29 janvier 1952, p. 10036.

Conseil supérieur de la MARINE MARCHANDE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Razac, tendant à compléter l'article 1er de la loi du 28 février 1919, portant organisation de la marine marchande et fixant la composition et les attributions du conseil supérieur de la marine marchande, p. 458 (Document n° 108).

Assemblée nationale — Transmission de la proposition de loi, p. 1106 (Document n° 12188).

Conseil supérieur de la MUTUALITE

Assemblée nationale. — Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein du conseil supérieur de la mutualité, p. 6134. — Désignation de candidatures, p. 6371. — Nomination de membres, p. 6531.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein du conseil supérieur de la mutualité, p. 521, 2090. — Désignation de candidatures, p. 1711, 2587. — Nomination de membres, p. 1731, 2592

Conseils de PREFECTURE

Assemblée nationale — Dépôt d'un rapport de M. Wasmer sur: I. — Le projet de loi relatif au contentieux administratif; II. — les propositions de loi: 1° de M. Jacques Bardoux, relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; 2° de M. Charlet, sénateur, portant réorganisation des conseils de préfecture, modification de leur recrutement et de leur compétence et leur substituant l'appellation de tribunal administratif (dispositions relatives à la compétence des tribunaux administratifs) (nos 10313, 397, 3484), p. 2001 (Document n° 12494). — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture dudit rapport, p. 5929 (Document n° 67).

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de loi de M Jacques Bardoux relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture, p. 5930 (Document n° 54).

Conseil supérieur de la PROTECTION CIVILE

Assemblée nationale — Représentation de l'Assemblée nationale au sein du conseil supérieur de la protection civile: nomination de membres par diverses commissions, p. 6223.

Conseils de PRUD'HOMMES. — V. *Algérie. — Code du travail. — France d'outre-mer (Départements).*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Rogier sur la proposition de résolution de M. Cornu, tendant à inviter le Gouvernement à abroger la disposition illégale de l'arrêté du 16 mars 1949 concernant le payement des émoluments aux secrétaires des conseils de prud'hommes (n° 425, année 1950), p. 752 (Document n° 150). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Rogier, p. 1655 (Document n° 398). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1898.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delalande, tendant à conférer l'honorariat aux anciens membres des conseils de prud'hommes, p. 2628 (Document n° 710).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7805 (Document n° 1429).

Conseil supérieur de la RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Assemblée nationale. — 2e *législature:* reprise du rapport de M. Viatte sur le projet de loi portant création du conseil supérieur de la recherche scientifique et technique (n° 3822, année 1948), p. 9031 (Document n° 1929).

Conseil de la REPUBLIQUE. — V. *Sénateurs.*

BUDGET

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Bolifraud sur le projet de résolution portant, pour l'exercice 1949: *a*) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République; *b*) règlement définitif du compte de l'abonnement aux chemins de fer; *c*) règlement définitif des comptes de la caisse des retraites des sénateurs et de celle du personnel; *d*) règlement définitif des comptes de la caisse de sécurité sociale des sénateurs et de celle du personnel; *e*) approbation du compte de gestion du trésorier; *f*) approbation des comptes des buvettes, p. 400 (Document n° 91). — Discussion, p. 1813; adoption du projet de résolution, p. 1814 (*rectificatif*, p. 2028).

— Dépôt d'un rapport de M. Bolifraud sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1952, p. 2924 (Document n° 810). — Adoption du projet de résolution, p. 3389.

BUREAU

Conseil de la République. — Constitution du bureau d'âge; M. Jules Gasser, président; MM. Boulangé, Vitter, Méric, Zafimahova, Bourgeois et Pic, secrétaires, p. 101. — Scrutin pour la nomination du bureau définitif; proclamation de: M. Gaston Monnerville comme président; Mme Gilberte Pierre-Brossolette, M. Paul-Jacques Kalb, M. René Coty, Mme Marcelle Devaud, comme vice-présidents; M. Menouar Saïah, M. Antoine Colonna, M. Pierre Romani, M. Marcel Léger, M. Joseph Le Digabel, M. Jean Léonetti, M. Pierre Boudet, Mme Suzanne Girault, comme secrétaires; M. Paul Baratgin, M. Robert Gravier, M. Emile Vanrullen, comme questeurs, p. 103. — Démission de M. Saïah Menouar, p. 2336. — Désignation de candidatures aux fonctions de secrétaire, p. 2793. — Nomination de M. Héline, p. 2812.

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président du Conseil de la République faisant connaître à l'Assemblée nationale la constitution définitive du bureau du Conseil de la République.

COMMISSIONS

Conseil de la République. — Nomination des membres des commissions générales et de la commission de la comptabilité, p. 113, 115.

Commission de l'agriculture. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2323, 2636. — Nomination de membres, p. 2336, 2619.

Commission des affaires économiques. — Démission de membres, p. 510, 2103, 2336, 2451, 2636, 2660. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 510, 2103, 2451, 2517, 2636, 2660. — Nomination de membres, p. 521, 2451, 2533, 2649, 2668.

Commission des affaires étrangères. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2636. — Nomination de membres, p. 2649.

Commission de la défense nationale. — Démission de membres, p. 2179. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2248, 2628. — Nomination de membres, p. 2256, 2636.

Commission de l'éducation nationale. — Démission de membres, p. 2793. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2117, 2157, 2793. — Nomination de membres, p. 2127, 2179, 2793.

Commission de la famille. — Démission de membres, p. 2151. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2151. — Nomination de membres, p. 2117, 2451.

Commission des finances. — Demande de désignation de candidatures, p. 2090. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2063, 2179. — Nomination de membres, p. 2077, 2090.

Commission de la France d'outre-mer. — Démission de membres, p. 2336. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2628, 2924. — Nomination de membres, p. 2636, 2946.

Commission de l'intérieur. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2090, 2451. — Nomination de membres, p. 2117.

Commission de la justice. — Démission de membre, p. 2157.

Commission de la marine et des pêches. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2323. — Nomination de membres, p. 1666, 2336.

Commission des moyens de communication. — Démission de membres, p. 2451. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2323, 2451, 2852. — Nomination de membres, p. 2336, 2451, 2878.

Commission des pensions. — Démission de membres, p. 2077, 2103, 2179. — Désignation de candidatures, p. 2103, 2248, 2660. — Nomination de membres, p. 2090, 2179, 2256, 2668.

Commission de la presse. — Démission de membres, p. 2256. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2090, 2179, 2649. — Nomination de membres, p. 2117, 2179, 2660.

Commission de la production industrielle. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2323, 2533. — Nomination de membres, p. 2336, 2534.

Commission du ravitaillement et des boissons. — Démission de membres, p. 2077, 2103, 2600, 2636, 2660. — Désignation de candidatures, p. 2103, 2323, 2660, 2852. — Nomination de membres, p. 2090, 2336, 2668, 2878.

Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions. — Démission de membres, p. 2103. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2103, 2123, 2681. — Nomination de membres, p. 2090, 2336, 2686.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — Démission de membres, p. 2103, 2680. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2103, 2123, 2660, 2680. — Nomination de membres, p. 2117, 2336, 2668.

Commission du travail et de la sécurité sociale. — Démission de membres, p. 510, 2336, 2649, 2668. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 510, 2517, 2533, 2583, 2600, 2649, 2668. — Nomination de membres, p. 521, 2533, 2534, 2585, 2680.

COMITÉ CONSTITUTIONNEL

Conseil de la République. — Demande de désignation de trois membres du comité constitutionnel, chargés de représenter le Conseil de la République, p. 120. — Dépôt du rapport par M. de Montalembert, p. 517 (Document n° 127). — Désignation de candidatures, p. 567. — Nomination des membres, p. 677.

CONVOCATION

Convocation du Conseil de la République en session extraordinaire, p. 3680.

GROUPES

Conseil de la République. — Listes électorales des membres des groupes politiques, p. 105 (*rectificatif*, p. 116). — Modifications aux listes, p. 388, 459, 961, 1540, 2029, 2056, 2064, 2081, 2093, 2150, 2228, 2325, 2337, 2460, 2602, 2631, 2641, 2663, 2807, 2844, 3003, 3206.

SESSIONS

Ouverture de la session extraordinaire de 1951, p. 1.
Ajournement du Conseil de la République, p. 86.
Ouverture de la session annuelle pour 1951, p. 101.
Interruption de la session, p. 2011.
Reprise de la session, p. 2025.
Ajournement du Conseil de la République, p. 2055.
Reprise de la session, p. 2059.
Ajournement du Conseil de la République, p. 2063.
Reprise de la session, p. 2073.
Ajournement du Conseil de la République, p. 2592
Reprise de la session, p. 2599.
Clôture de la session annuelle de 1951, p. 3680.

Conseil supérieur de la SECURITE SOCIALE

Assemblée nationale. — Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein du conseil supérieur de la sécurité sociale, p. 6134. — Désignation de candidatures, p. 6371. — Nomination de membres, p. 6534, 9653.

Conseil national des SERVICES PUBLICS DEPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein du conseil national des services publics départementaux et communaux. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 6223.

Conseil supérieur des TRANSPORTS

Assemblée nationale. — Désignation d'un membre chargé de représenter l'Assemblée nationale au conseil supérieur des transports, p. 1146. — Nomination d'un membre, p. 1337.

Assemblée nationale. — Nomination de membres chargés de représenter la commission des moyens de communication et du tourisme au sein du conseil supérieur des transports, p. 6329.

Conseil de la République. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter le Conseil de la République au conseil supérieur des transports, p. 753. — Désignation de candidatures, p. 792. — Nomination de membres, p. 817.

Conseillers de l'Union française. — V. *Assemblée nationale (composition et élection). — Traitements (textes généraux).*

INCOMPATIBILITÉ

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution, adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 23 janvier 1951, invitant l'Assemblée nationale à modifier et compléter l'article 11 relatif aux incompatibilités de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, p. 388. — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4005 (Document n° 12958). — Adoption d'une proposition de loi avec le titre suivant: « *Proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article 11 de la loi n° 50-10 du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics* », p. 4753.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1514 (Document n° 353). — Dépôt du rapport par M. Georges Pernot, p. 2194 (Document n° 632). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2432.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7392 (*Loi n° 51-1123 du 26 septembre 1951, J. O. du 27 septembre 1951*).

INÉLIGIBILITÉ

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée le 22 mai 1951 par l'Assemblée de l'Union française demandant à l'Assemblée nationale de n'édicter à l'encontre des conseillers de l'Union française aucune inéligibilité du fait des missions officielles remplies par eux au nom de l'Assemblée de l'Union française, p. 5776.

Conserves de poissons. — V. *Fraudes.*

Constitution.

Conseil de la République. — Discussion de la résolution, adoptée par l'Assemblée nationale, décidant la revision de certains articles de la Constitution (n°s 798 et 395 (*rectifié*), année 1950, p. 220, 239; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 253, et adoption, au scrutin, d'une motion proposée par la commission, p. 255 (*rectificatifs*, p. 311, 319).

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre du Conseil de la République faisant connaître l'adoption de ladite résolution, p. 520.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi abrogeant l'article 4 de la loi du 5 juin 1875, p. 8222 (Document n° 1616).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Coste-Floret tendant à créer une commission chargée d'élaborer un projet de loi sur la réforme de la Constitution, p. 1022 (Document n° 12157).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Vendroux tendant à la revision de l'article 3 de la Constitution, de façon à rendre possible un referendum sur le mode de scrutin par lequel le peuple désire élire ses représentants, p. 1050 (Document n° 12162).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Moro-Giafferri tendant à la revision des articles 3 et 6 de la Constitution, afin de rendre possible la consultation du suffrage universel sur le mode de scrutin qui sera décidé en vue des élections législatives, p. 1751 (Document n° 12494).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Le Roy Ladurie tendant à la revision des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 11, 13, 20, 90 et 106 de la Constitution, p. 5948 (Document n° 134).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Coste-Floret tendant à la revision de la Constitution, p. 6135 (Document n° 402).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alfred Coste-Floret tendant à la revision des articles 9, 12, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52 et 88 de la Constitution, p. 6178 (Document n° 506).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à la revision de l'article 8 de la Constitution en vue de conférer au conseil d'Etat la décision relative aux contestations d'élections, p. 7636 (Document n° 1227).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à la revision de l'article 85 de la Constitution sur les unités territoriales, p. 7672 (Document n° 1365).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux relative à la revision des articles 8, 22, 42, 57, 58, 59, 91, 92 et 93 de la Constitution relatifs aux pouvoirs judiciaires, p. 7672 (Document n° 1366).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paquet tendant à la revision des articles 3 et 6 de la Constitution pour permettre la consultation du peuple français par referendum sur une nouvelle loi électorale, p. 7854 (Document n° 1446).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à la revision des articles 9, 10, 14, 15 et 20 de la Constitution, relatifs au pouvoir législatif, p. 8028 (Document n° 1523).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à la revision des articles 33, 46, 47, 51 et 52 de la Constitution, relatifs au pouvoir exécutif, p. 8028 (Document n° 1521).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à la revision de certaines dispositions de la Constitution, p. 9033 (Document n° 1939).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lelant tendant à demander à l'Assemblée nationale de prendre l'initiative d'une procédure nouvelle de revision constitutionnelle, susceptible de permettre le fonctionnement normal du régime parlementaire, p. 2648 (Document n° 727).

Construction. — Reconstruction. — V. *Caisse nationale d'épargne logement. — Dommages de guerre. — France d'outre-mer (textes généraux). — Impôts (chiffre d'affaires). — Interpellations n° 233. — Métaux. — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 17, 156, 188, 205.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier et à compléter d'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 relative aux travaux préliminaires à la reconstruction, p. 1106 (Document n° 12164).

Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 relative aux travaux préliminaires à la reconstruction, p. 7804 (Document n° 1414).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à l'octroi, à titre exceptionnel, du permis de construire pour des constructions à caractère précaire, p. 884 (Document n° 12096).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à l'octroi, à titre exceptionnel, du permis de construire pour des constructions à caractère précaire, p. 5931 (Document n° 75).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à la revalorisation des indemnités de réquisition de terrains pour l'implantation de constructions provisoires, p. 6081 (Document, n° 319).

Constructions aéronautiques. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 201.*

Constructions navales. — V. *Marine marchande. — Questions orales (Conseil de la République)* n° 131.

Constructions scolaires. — V. *Bâtiments publics. — Caisse autonome des constructions scolaires. — Enseignement. — Sociétés coopératives familiales scolaires.*

Contentieux administratif. — V. *Conseils de préfecture.*

Contrainte par corps. — V. *Code pénal. — France d'outre-mer (textes généraux).*

Contrats d'enchaînement. — V. *Chaussure (industrie de la).*

Contrat du travail. — V. *Code du travail. — Juges et justices de paix. — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 16.

Contributions directes (service des). — V. *Finances (ministère).*

Contribution foncière. — V. *Impôts (contribution foncière, revenu général). — Viticulture.*

Conventions collectives. — V. *Code du travail (Conventions collectives. — Salaires).*

Conventions internationales. — V. *Interpellations* n° 211. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 66.

ACCORDS COMMERCIAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise du 3 janvier 1946 sur les nationalisations (n° 8517), p. 2170 (Document n° 12577). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Mauroux, p. 3757. (Document n° 12935). — Adoption du projet de loi, p. 5101.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1651 (Document n° 393). — Dépôt du rapport par M. Longchambon, p. 1711 (Document n° 401). — Discussion, p. 1809 adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1810

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5551. *Loi* n° 51-673 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 1er *juin* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à faire une très large place aux choux-fleurs dans les accords commerciaux avec tous pays importateurs, y compris ceux d'Europe centrale, en vue d'un écoulement satisfaisant de notre production nationale, p. 7600 (Document n° 1179).

ACCORDS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord sur l'établissement d'une Union européenne de payements, signé à Paris, le 19 septembre 1950, p. 1106 (Document n° 12167). — Dépôt du rapport par M. Gilles Gozard, p. 5088 (Document n° 13219).

— Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (application de l'article 3 de la loi du 25 novembre 1948). — Désignation de membres, p. 7538.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Longchambon fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (art. 3 de la loi du 25 novembre 1948; (année 1950 et premier semestre 1951), p. 2966 (Document n° 816).

— Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (art. 3 de la loi n° 48-1787 du 25 novembre 1948). — Démission de membres, p. 2336. — Désignation de membres, p. 120, 2636.

AIDE MUTUELLE JUDICIAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative à l'aide mutuelle judiciaire conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la principauté de Monaco, p. 7668 (Document n° 1276).

ALIMENTATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph-André Hugues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement normal, à Paris, du bureau international permanent de chimie analytique pour les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux, p 6175 (Document n° 820).

BIENS ET INTÉRÊTS FRANÇAIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Joseph-André Hugues sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-tchécoslovaque du 2 juin 1950 relatif à l'indemnisation de certains intérêts français en Tchécoslovaquie et organisant la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par le gouvernement tchécoslovaque en vertu dudit accord (n° 11616), p. 486 (Document n° 11983). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Joseph-André Hugues, p. 3757 (Document n° 12937). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4069 (Document n° 12989). — Adoption du projet de loi, p. 5101.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1666 (Document n° 399). — Dépôt du rapport par M. Longchambon, p. 1712 (Document n° 415). — Discussion, p. 1811; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1812.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5551 (*Loi* n° 51-671 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 1er *juin* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Joseph-André Hugues sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-hongrois du 12 juin 1950 relatif à certains intérêts français en Hongrie, et à l'exécution de certaines clauses du traité de paix (n° 11149), p. 486 (Document n° 11981). — Adoption du projet de loi, p. 5100.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1654 (Document n° 391). — Dépôt du rapport par M. Longchambon, p. 1711 (Document n° 413). — Discussion, p. 1810; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1811.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5551 (*Loi* n° 51-672 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 1er *juin* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat hongrois aux ressortissants français dont les biens, droits et intérêts en Hongrie ont été affectés par les mesures de nationalisation, d'expropriation ou de restrictions d'un caractère similaire prises par l'Etat hongrois, ainsi qu'en exécution de certaines clauses du traité de paix, p. 2170 (Document n° 12581). — Dépôt du rapport par M. Joseph-André Hugues, p. 3757 (Document n° 12935). — Adoption du projet de loi, p. 5100.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1654 (Document n° 395). — Dépôt du rapport par M. Longchambon, p. 1711 (Document n° 414). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1811.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5551 (*Loi* n° 51-674 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 1er *juin* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mutter tendant à modifier la loi n° 51-673 du 24 mai 1951 relative à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise du 3 janvier 1946 sur les nationalisations, p. 6241 (Document n° 561).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à subordonner à son autorisation une opération en cours de discussion avec l'Etat de Minas (Brésil) au règlement du litige concernant la Banque hypothécaire et agricole de l'Etat de Minas, et des autres dettes de cet Etat à l'égard des épargnants français, p. 1781 (Document n° 1224).

BUREAUX DE PLACEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 96 concernant les bureaux de placement payants, p. 7668 (Document n° 1340).

CESSION DE TERRITOIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de cession du territoire de la ville libre de Chandernagor, p. 7668 (Document n° 1343).

COMMUNAUTÉ MILITAIRE ET POLITIQUE EUROPÉENNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billotte tendant à inviter le Gouvernement à présenter et soutenir devant les instances internationales un projet de communauté militaire européenne dans un cadre confédéral, p. 10074 (Document n° 2284).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Le Basser tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de l'établissement d'une communauté politique et militaire européenne, p. 3498 (Document n° 894).

CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaston Palewski sur l'organisation d'une confédération européenne, p. 10074 (Document n° 2283).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Le Basser tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de l'organisation d'une confédération européenne, p. 3498 (Document n° 893).

CONSEIL DE L'EUROPE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et le Conseil de l'Europe sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel dudit conseil, p. 6951 (Document n° 973). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 10061 (Document n° 2277).

Assemblée nationale. — Communication de M. le ministre des affaires étrangères de laquelle il résulte que l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe se réunira à Strasbourg le 26 novembre prochain, p. 7662.

Conseil de la République. — Communication de M. le ministre des affaires étrangères de laquelle il résulte que l'assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe tiendra la séance inaugurale de la 2e partie de sa 3e session le lundi 26 novembre, à Strasbourg, p. 2600.

Assemblée nationale. — Demande de candidatures à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe, p. 6042.

Scrutins pour l'élection de douze membres titulaires et de douze membres suppléants, p. 6157, 6168. — Nomination: des membres titulaires, p. 6169 = des membres suppléants, p. 6213. — Démission de membres titulaires, p. 6204.

Scrutin pour l'élection, par suite de vacances, de membres titulaires, p. 6284, 6294. — Nomination, p. 6294.

Conseil de la République. — Scrutin pour l'élection, par suite de vacances, de membres titulaires à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe, p. 2201. — Nomination de membres, p. 2215.

DÉFENSE PASSIVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lafay tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'O. N. U. la création de lieux de refuge réservés à la population civile en cas de conflits armés, p. 8900 (Document n° 1880).

DOMMAGES DE GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à passer avec le gouvernement belge une convention de réciprocité concernant les dommages mobiliers et immobiliers provoqués par la guerre aux ressortissants français habitant la Belgique et aux ressortissants belges habitant la France, p. 7393 (Document n° 1111). — Dépôt du rapport par M. Gernez, p. 8304 (Document n° 1660). — Adoption de la proposition de résolution, p. 8911.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Legendre tendant à inviter le Gouvernement à passer, avec le gouvernement belge, une convention de réciprocité réglant le problème des dommages de guerre subis par les ressortissants français en Belgique et belges en France, p. 7972 (Document n° 1501).

DOUANES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la ratification: d'une convention sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers; d'une convention sur la valeur en douane des marchandises; d'une convention portant création d'un conseil de coopération douanière; d'un protocole relatif au groupe d'études pour l'union douanière européenne; signés à Bruxelles le 22 décembre 1950, p. 8790 (Document n° 1818).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier: 1° le protocole de Genève d'application provisoire de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, en date du 30 octobre 1947, ainsi que les protocoles qui l'ont modifié et complété ultérieurement: protocoles nos 1, 2 et 3 du 24 mars 1948, protocoles nos 4 et 5 du 14 septembre 1948; protocole n° 7 du 13 août 1949, protocole d'Annecy des conditions d'adhésion à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce du 10 octobre 1949, protocole de Torquay annexé à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, décisions de Torquay approuvant l'adhésion des gouvernement adhérents, déclaration de Torquay et acte final de Torquay, du 21 avril 1951; 2° l'avenant du 1er août 1949 à la convention de commerce du 11 mars 1929 entre la France et la Grèce; 3° l'avenant du 8 août 1949 à la convention de commerce du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande, p. 9231 (Document n° 2031).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à suspendre l'application du traité d'union douanière entre la France et l'Italie, signé le 26 mars 1949, ainsi que les protocoles et conventions qui en découlent, et à en interdire la réalisation sans sa ratification par le Parlement, p. 5948 (Document n° 181).

EXPERT COMPTABLE ET COMPTABLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la Suisse relative à l'exercice des professions d'expert comptable et de comptable agréé signée à Lugano le 27 avril 1948 (n° 11025), p. 1219 (Document n° 12206). — Adoption du projet de loi, p. 2026.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 816 (Document n° 186). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1459 (Document n° 345). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1732.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5386 (*Loi n° 51-691 du 24 mai 1951, J. O. du 3 juin 1951*).

EXTRADITION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative à l'extradition conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la principauté de Monaco, p. 7669 (Document n° 1357).

FAILLITE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à la faillite et à la liquidation judiciaire conclue le 13 septembre 1950 entre la France et la principauté de Monaco, p. 7669 (Document n° 1277).

IMPORTATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à renouveler les accords avec la Tchécoslovaquie, concernant l'importation des perdrix et faisans nécessaires au repeuplement du gibier sur le territoire français, p. 8791 (Document n° 1807).

IMPÔTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention signée entre la France et la Grande-Bretagne, le 14 décembre 1950, en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, p. 349 (Document n° 11922). — Dépôt du rapport par M. Palewski, p. 646 (Document n° 12025). — Adoption du projet de loi, p. 1234.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 520 (Document n° 119). — Dépôt du rapport par M. Jean Maroger, p. 1058 (Document n° 243). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1086.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3419 (*Loi n° 51-474 du 26 avril 1951, J. O. du 27 avril 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier un avenant signé le 28 octobre 1950 à la convention franco-suédoise du 24 décembre 1936 tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs, p. 327 (Document n° 11896). — Dépôt du rapport par M. Palewski, p. 646 (Document n° 12026). — Adoption du projet de loi, p. 1234.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 520 (Document n° 120). — Dépôt du rapport par M. Jean Maroger (Document n° 244). — Discussion, p. 1086; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1087.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3419 (*Loi n° 51-475 du 26 avril 1951, J. O. du 26 avril 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 51-127 du 5 février 1951 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises de navigation maritime ou aérienne de la république Argentine, p. 2470 (Document n° 12592).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 51-128 du 5 février 1951 exonérant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, par réciprocité, les entreprises helléniques de navigation maritime ou aérienne, p. 2470 (Document n° 12594).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 51-128 du 5 février 1951 exonérant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, par réciprocité, les entreprises helléniques de navigation maritime ou aérienne, p. 7804 (Document n° 1436).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 51-127 du 5 février 1951 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises de navigation maritime ou aérienne de la république Argentine, p. 7804 (Document n° 1439).

MONNAIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 133 du code pénal et autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale du 20 avril 1929 pour la répression de faux monnayage, p. 4068 (Document n° 12990).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'atricle 133 du code pénal et autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale du 20 avril 1939 pour la répression du faux monnayage, p. 7669 (Document n° 1369).

NATIONALITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord intervenu à Londres le 20 février 1947 entre la France et la Grande-Bretagne sur la nationalité en Tunisie, p. 7804 (Document n° 1409).

NAVIGATION AÉRIENNE

Assemblée nationale. — 1re *législature.* — Communication d'un message de M. le Président de la République demandant à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République de délibérer à nouveau sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention du 12 mai 1949 relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique Nord, p. 346 (Document n° 11986). — 2e *législature.* — Rapport de M. Midol, p. 10134 (Document n° 2291).

NAVIGATION MARITIME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Reeb sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention du 6 mars 1948 créant l'organisation maritime consultative intergouvernementale (n° 6178), p. 616 (Document n° 12032). — Adoption du projet de loi, p. 1235.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 566 (Document n° 130). — Dépôt du rapport par M. Léger, p. 745 (Document n° 152). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 972.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2638 (*Loi n° 51-404 du 11 avril 1951, J. O. du 12 avril 1951*).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture d'une première tranche de crédits en vue de la préparation de la 6e session de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, p. 4930 (Document n° 13141). — Dépôt du rapport par M. Dusseaulx, p. 5615 (Document n° 13318). — Discussion, p. 5617; adoption du projet de loi, p. 5618.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1883 (Document n° 466). — Rapporteur M. Emilien Lieutaud et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1920.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5772 (*Loi n° 51-627 du 24 mai 1951, J. O. du 27 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bétolaud, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que la prochaine session de l'O. N. U. se tienne à Paris, p. 486 (Document n° 11981). — Dépôt du rapport par M. Jacques Bardoux, p. 1472 (Document n° 12295). — Adoption, p. 2020.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes initiatives propres à obtenir que l'assemblée des Nations Unies se tienne en 1951 à Paris, p. 730 (Document n° 143). — Dépôt du rapport par M. Léo Hamon, p. 774 (Document n° 165). — Discussion, p. 807; adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 808.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Bichet, tendant à inviter le Gouvernement à faire inscrire à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de l'O. N. U. l'étude des modalités d'adoption et de détermination d'une langue vivante de communication universelle, p. 7537 (Document n° 1158).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boutbien, tendant à inviter le Gouvernement à faire inscrire à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de l'O. N. U. l'étude des conventions décidant du choix et de l'adoption d'une langue vivante de communication universelle, p. 7537 (Document n° 1163).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Florimond Bonte, tendant à inviter le Gouvernement à faire demander par ses représentants à l'Organisation des Nations Unies l'admission de la république populaire de Chine, p. 7972 (Document n° 1512).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billoux, tendant à inviter le Gouvernement français à reconnaître, en fait et en droit, le gouvernement de la république populaire de Chine, p. 7972 (Document n° 1513).

— Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (U. N. E. S. C. O.). — Nomination de membres par diverses commissions, p. 7048.

Conseil de la République. — Désignation de membres à la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (U. N. E. S. C. O.), p. 2117. — Nomination de membres, p. 2127.

PACTE DE L'ATLANTIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à donner son accord à l'envoi à la Grèce et à la Turquie d'une invitation à accéder au traité de l'Atlantique Nord, p. 7669 (Document n° 1373). — Dépôt du rapport par M. André Mutter, p. 9547 (Document n° 2159).

PACTE DE PAIX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bonte, tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre en vue de la signature d'un pacte de paix entre les cinq grandes puissances, p. 5933 (Document n° 99).

PÊCHES MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ratifiant la convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest, p. 8975 (Document n° 1911).

POOL CHARBON-ACIER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité signé à Paris le 18 avril 1951 et instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que ses annexes, les protocoles joints et une convention relative aux dispositions transitoires, p. 6370 (Document n° 727). — Dépôt du rapport par M. Alfred Coste-Floret, p. 8791 (Document n° 1786). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jules-Julien (Document n° 1850); dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Loustaunau-Lacau (Document n° 1855), p. 8838. — Discussion, p. 8854, 8865, 8888, 8911, 8926, 8945. — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Boutbien, p. 8976 (Document n° 1900). — Suite de la discussion, p. 8999; rejet, au scrutin, d'une demande de renvoi à la commission, le Gouvernement ayant posé la question de confiance et suite de la discussion, p. 9021, 9111; adoption, au scrutin, de l'article 1er et de l'ensemble du projet de loi, le Gouvernement ayant posé les questions de confiance, p. 9120 (*rectificatif*, p. 9034, 9308).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2946 (Document n° 817).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité signé à Paris, le 18 avril 1951, et instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que ses annexes, les protocoles joints à une convention relative aux dispositions transitoires, p. 4930 (Document n° 13161).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tanguy Prigent, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au cours des négociations pour la mise en vigueur du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, une représentation adéquate des intérêts des agriculteurs en tant qu'utilisateurs en application de l'article 18 de ce traité, p. 6298 (Document n° 643).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramonet, tendant, conformément au quatrième alinéa de l'article 14 du règlement, à la création d'une commission temporaire de coordination pour l'examen du projet de loi (n° 727) autorisant le Président de la République à ratifier le traité signé à Paris le 18 avril 1951 et instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que ses annexes, les protocoles joints et une convention relative aux dispositions transitoires, p. 6475 (Document n° 819).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à engager avec le gouvernement belge toutes négociations utiles pour l'établissement d'un tarif postal unique entre la Belgique et la France, p. 7290 (Document n° 1061).

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier un échange de lettres, intervenu le 25 mai 1951, entre les présidents des délégations française et italienne à la commission mixte prévue par l'accord franco-italien du 29 mai 1948, relativement à l'application de l'article 7 de cet accord, p. 8222 (Document n° 1622).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification de l'accord franco-italien du 21 décembre 1950 relatif aux marques de fabrique, p. 9652 (Document n° 2175).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification de l'accord franco-italien du 25 mai 1951 relatif au dépôt des demandes de brevets d'invention dans les postes consulaires, p. 9652 (Document 2161).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification de l'accord franco-cubain du 17 janvier 1951 sur la propriété industrielle, p. 9652 (Document n° 2191).

RÉPRESSION DES ACTES D'AGRESSION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'O. N. U. d'un projet de convention internationale sur la répression des agressions et des complicités d'agressions, ainsi que sur la limitation des armements, p. 5928 (Document n° 92).

SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la convention concernant les travailleurs frontaliers, signée le 17 avril 1950, entre les cinq pays cosignataires du traité de Bruxelles, p. 349 (Document n° 11928). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 4999 (Document n° 13168). — Adoption du projet de loi, p. 5401.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1818 (Document n° 444). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 2076 (Document n° 573). — Discussion, p. 2104. — Suite de la discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2119.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6603 (*Loi n° 51-1089 du 12 septembre 1951, J. O. du 13 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale, le protocole général et les accords complémentaires relatifs à la sécurité sociale intervenus le 10 juillet 1950, à Paris, entre la France et la République fédérale d'Allemagne (n° 11725), p. 4999 (Document n° 13169). — Adoption du projet de loi, p. 5313.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1715 (Document n° 422). — Dépôt du rapport par M. Abel Durand, p. 2076, (Document n° 572). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2104.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6473 (*Loi n° 51-1091 du 12 septembre 1951, J. O. du 14 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans, p. 7433 (Document n° 1134). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 10061 (Document n° 2279).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la Belgique, la France et l'Italie tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et le prestations familiales, p. 7668 (Document n° 1275). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 10061 (Document n° 2280).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale entre la France et le Danemark sur la sécurité sociale intervenue le 30 juin 1951, p. 7668 (Document n° 1278). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 10061 (Document n° 2281).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier un avenant à l'accord complémentaire à la convention générale du 17 janvier 1948 entre la France et la Belgique sur la sécurité sociale signé le 19 janvier 1951 (régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers et saisonniers), p. 7804 (Document n° 1438).

SERVICE MILITAIRE

Assemblée nationale. — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire conclue le 22 juin 1949 entre la France et le Danemark (n° 11338, année 1950), p. 5928 (Document n° 21).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire, conclue le 21 décembre 1949 entre la France et la Grande-Bretagne, p. 7669 (Document n° 1358).

SIGNALISATION ROUTIÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole relatif à la signalisation routière signé à Genève, le 19 septembre 1949, p. 7669 (Document n° 1370).

STAGIAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la convention concernant les stagiaires signée le 17 avril 1950 entre les cinq pays cosignataires du traité de Bruxelles, p. 385 (Document n° 11954). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 2001 (Document n° 12506). — *2e législature.* — Reprise du rapport de Mme Francine Lefebvre, p. 6369 (Document n° 766).

TRAITÉ DE PAIX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de paix avec le Japon, p. 8028 (Document n° 1527). — Dépôt du rapport par M. Maurice Faure, p. 8304 (Document n° 1659).

TRAVAIL

— Contrats de travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Segelle sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale n° 94 concernant les clauses de travail dans les contrats passés par une autorité publique, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa 32e session, tenue à Genève, du 8 juin au 2 juillet 1949 (n° 10126), p. 1107 (Document n° 12182). — Adoption du projet de loi, p. 1547.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 676 (Document n° 140). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1082 (Document n° 252). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1353.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4068 (*Loi n° 51-514 du 8 mai 1951, J. O. du 9 mai 1951*).

— Echange de travailleurs.

— *Assemblée nationale.* — Dépôt d'un rapport de Mme Francine Lefebvre, sur la proposition de résolution de M. Joseph Dumas, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour préparer, à l'échelle internationale, un échange volontaire de travailleurs (n° 11031), p. 2001 (Document n° 12507).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 97 concernant les travailleurs migrants, p. 7433 (Document n° 1131).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant la ratification du traité franco-néerlandais conclu à Paris, le 2 juin 1948, p. 7804 (Document n° 1440).

— Gens de mer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cayrol sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les conventions internationales du travail n° 91 concernant les congés payés des marins et n° 92 concernant le logement de l'équipement à bord, adoptées par la conférence internationale du travail dans sa 32e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949 (n° 11098), p. 3353 (Document n° 12847). — Adoption du projet de loi, p. 4101.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1514 (Document n° 356). — Dépôt du rapport par M. Vourc'h, p. 1792 (Document n° 431). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2119.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6603 (*Loi n° 51-1071 du 7 septembre 1951, J. O. du 2 septembre 1951*).

— Organisation et négociation collective.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective adoptée par la conférence internationale du travail dans sa 32e session, tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949 (n° 11368), p. 4999 (Document n° 13167). — Adoption du projet de loi, p. 5313.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1715 (Document n° 421). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 2076 (Document n° 571). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2101.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6473 (*Loi n° 51-1072 du 7 septembre 1951, J. O. du 2 septembre 1951*).

— Protection du salaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale n° 95 concernant la protection du salaire, adoptée par la conférence internationale du travail, dans sa trente-deuxième session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, p. 7668 (Document n° 1339).

— Service de l'emploi.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification de la convention n° 88 concernant l'organisation du service de l'emploi, p. 7668 (Document n° 1268).

— Statistiques des salaires et heures de travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 63 concernant les statistiques des salaires et les heures de travail, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa vingt-quatrième session tenue à Genève du 2 au 22 juin 1938 (n° 6134), p. 1219 (Document n° 12205). — Adoption du projet de loi, p. 2026.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 851 (Document n° 199). — Dépôt du rapport, par M. Abel-Durand, p. 1459 (Document n° 346). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1732.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5386 (*Loi n° 51-661 du 24 mai 1951, J. O. du 31 mai 1951*).

— Syndicats professionnels.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical (n° 11387), p. 3237 (Document n° 12797). — Adoption du projet de loi, p. 4102.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1412 (Document n° 322). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1711 (Document n° 407). — Discussion, p. 1812; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1813.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5551 (*Loi n° 51-666 du 24 mai 1951, J. O. du 31 mai 1951*).

— Territoires d'outre-mer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 85 sur l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains, p. 7635 (Document n° 1210).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 82 concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, p. 7635 (Document n° 1211).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 84 concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains, p. 7635 (Document n° 1213).

— Travail des enfants.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Saint-Cyr sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à la ratification de la convention n° 10 fixant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa troisième session tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921 (n° 850, année 1950), p. 268 (Document n° 50). — Discussion, p. 336, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 337.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 644 (*Loi n° 51-160 du 16 février 1951, J. O. du 17 février 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mlle Prévert sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 77, concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi

dans l'industrie des enfants et des adolescents, et la convention n° 78 concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi aux travaux non industriels des enfants et des adolescents (n° 4994), p. 1220 (Document n° 12208). — Adoption du projet de loi, p. 2026.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 851 (Document n° 200). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1459 (Document n° 347). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1732.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5386 (*Loi n° 51-660 du 24 mai 1951. J. O. du 31 mai 1951*).

— Travail des femmes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale n° 89 concernant le travail de nuit des femmes, p. 7668 (Document n° 1341).

VICTIMES DE LA GUERRE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Henri Barré sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier les quatre conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre (n° 814, année 1950), p. 343 (Document n° 73). — Dépôt d'un avis de la commission des pensions par M. Ternynck, p. 356 (Document n° 77). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 361.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 818 (*Loi n° 51-161 du 16 février 1951. J. O. du 17 février 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à passer avec le gouvernement belge une convention de réciprocité concernant les victimes civiles de la guerre 1939-1945 accordant en particulier la réciprocité des avantages pour les internés et déportés politiques, p. 7393 (Document n° 1110).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Radius tendant à inviter le Gouvernement à engager incessamment des pourparlers avec le gouvernement allemand de Bonn, en vue de l'indemnisation des déportés français dans les camps et prisons du régime national-socialiste, p. 2740 (Document n° 772).

Coopératives. — V. *Agriculture (organisation professionnelle). — Interpellations n° 119. — Sociétés coopératives.*

Corée (événements de). — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre. — Interpellations n°s 35, 134, 140. — Médailles commémoratives. — Questions orales (Conseil de la République) n° 21.*

Corps expéditionnaire d'Indochine. — V. *Armées. — Postes, télégraphes et téléphones (colis postaux).*

Corps gras, huiles et plantes oléagineuses.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à porter les taux des primes d'encouragement à la culture de l'olivier à 50 F pour les oliviers régénérés et à 150 F par pied d'olivier nouvellement planté, p. 6114 (Document n° 374).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à modifier la décision du 19 juillet 1950 du ministère de l'agriculture, relative au mode d'attribution de la prime exceptionnelle de soutien de la culture de l'olivier: 1° en ouvrant de nouveaux délais pour les déclarations de culture; 2° en supprimant l'abattement, pour les 25 premiers pieds d'oliviers et en payant la prime à compter du premier olivier, p. 6114 (Document n° 350).

Corse. — V. *Bois et forêts. — Calamités agricoles publiques et viticoles. — Traitements, soldes et indemnités. — Transports (chemins de fer d'intérêt local).*

Côte d'Ivoire. — V. *France d'outre-mer. — Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale). — Interpellations n°s 146, 171.*

Côte des Somalis. — V. *Elections législatives. — France d'outre-mer.*

Cours d'appel. — V. *Algérie (organisation judiciaire).*

Cour des comptes. — V. *Traitements (justice).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Reynaud tendant à modifier les dispositions relatives à l'établissement et au dépôt sur le bureau des assemblées législatives du rapport annuel de la Cour des comptes, p. 8223 (Document n° 1624). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 9174 (Document n° 2003). — Adoption, p. 9488.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3300 (Document n° 864).

Cours de justice. — V. *France d'outre-mer (Indochine).*

Cour de justice (Haute).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Noguères tendant à instituer la procédure des demandes en revision des arrêts rendus par la Haute Cour de justice, p. 231 (Document n° 11869).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à instituer la procédure des demandes en revision des arrêts rendus par la Haute Cour de justice, p. 7434 (Document n° 1138).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à l'abrogation de la loi n° 46-2386 du 27 octobre 1946 et à l'établissement d'un statut nouveau de la Haute Cour de justice, p. 8223 (Document n° 1636).

— Demande de désignation de candidatures pour le renouvellement des membres de la Haute Cour de justice, p. 5977. — Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau en vue de présenter les candidatures pour les sièges de la Haute Cour de justice à la nomination de l'Assemblée nationale (application de l'article 58 de la Constitution, des articles 2, 4 et 5 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 16 du règlement), p. 6476 (Document n° 826).

Désignation de candidatures, p. 6516 (*rectificatif*, p. 6551). — Nomination de membres, p. 6534.

Courses de chevaux. — V. *Pari mutuel.*

Courtiers maritimes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Pierre-Courant sur le projet de loi ayant pour objet de supprimer le cautionnement des courtiers maritimes (n°s 2915 et 11645), p. 2473 (Document n° 12617). — Adoption du projet de loi, p. 3246.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1083 (Document n° 258). — Dépôt du rapport par M. Léger, p. 2102 (Document n° 610). — Discussion, p. 2119 et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2120.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6603 (*Loi n° 51-1082 du 10 septembre 1951, J. O. du 12 septembre 1951*).

Courtiers en vins.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaillard modifiant et complétant la loi n° 49-1652 du 31 décembre 1949, réglementant la profession de courtiers en vins, dits « courtiers de campagne », p. 386 (Document n° 11961). — Dépôt du rapport par M. Fabre, p. 3609 (Document n° 12897). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Fabre, p. 6113 (Document n° 367). — Adoption de la proposition de loi, p. 6696.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2323 (Document n° 666). — Dépôt du rapport par M. Péridier, p. 2436 (Document n° 675). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2532.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7599 (*Loi n° 51-1125 du 26 septembre 1951, J. O. du 27 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaillard modifiant et complétant la loi n° 49-1652 du 31 décembre 1949 réglementant la profession de courtiers en vins, dits « courtiers de campagne », p. 5931 (Document n° 86).

Créances commerciales. — V. *Commerce et industrie.*

Créanciers de l'Etat. — V. *Dommages de guerre. — Impôts (perception-recouvrement).*

Crédit agricole. — V. *Agriculture. — France d'outre-mer (département d'outre-mer).*

Crédit artisanal. — V. *Artisanat.*

Crédit commercial. — V. *Commerce et industrie. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 192 (Conseil de la République) n° 101.*

Crédit différé. — V. *Société de crédit différé.*

Crédit foncier. — V. *Caisse nationale d'épargne-logement.*

Crédit immobilier. — V. *Alsace et Lorraine. — Habitations à bon marché, habitations à loyer modéré. — Société de crédit différé.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Manceau tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence des crédits suffisants à la disposition du « Crédit immobilier de l'Anjou et des prévoyants de l'avenir de Cholet », p. 7072 (Document n° 1043).

Crédit maritime. — V. *Marine marchande.*

Crédit privé. — V. *Interpellations n° 30.*

Crédit public. — Emprunt de l'Etat. — V. *Interpellations n° 30. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 1, 175.*

Croix de combattant volontaire. — V. *Anciens combattants.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la question de la croix du combattant volontaire de la guerre 1914-1918, à prendre toutes mesures utiles pour l'attribution de la croix du combattant volontaire de la guerre 1939-1945, enfin pour accorder

le reliquat des décorations créées par la loi n° 48-1435 du 17 septembre 1948, p. 2712 (Document n° 12685).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix tendant à étendre le bénéfice de la loi du 4 juillet 1935 instituant la croix du combattant volontaire pour les anciens combattants de 1914-1918 aux combattants volontaires des théâtres d'opérations extérieurs — T. O. E. — et à ceux de 1939-1945, p. 2767 (Document n° 12708).

Croix de guerre. — V. *Médaille de la Résistance française.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à compléter la loi du 20 août 1926 attribuant la Croix de guerre aux titulaires de la médaille des évadés de la guerre 1939-1945, p. 7167 (Document n° 1048).

Croix du mérite maritime. — V. *Mérite maritime.*

Cuirs et peaux. — V. *Chaussures (industrie de la).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 43.

Culte. — V. *Algérie.* — *Code pénal.*

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Capitant, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 2 janvier 1907 concernant l'exercice public des cultes, p. 385 (Document n° 11943).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à compléter l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation de l'église et de l'Etat, afin « d'assurer le libre exercice du culte » dans les établissements scolaires de l'Etat et d'autoriser les subventions aux établissements scolaires libres, p. 3682 (Document n° 12922).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à compléter l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation de l'église et de l'Etat, afin d'assurer le libre exercice du culte dans les établissements scolaires de l'Etat et d'autoriser les subventions aux établissements scolaires libres, p. 5930 (Document n° 50).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Prelot tendant à modifier les dispositions de la loi du 2 janvier 1907 concernant l'exercice public des cultes, p. 6219 (Document n° 540).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne portant rétablissement de la légalité républicaine en matière de congrégations religieuses et de régime des cultes, p. 7890 (Document n° 1456).

Cumul. — V. *Assurance des marins du commerce.* — *Impôts (revenus).* — *Médecine et professions médicales.* — *Pensions et retraites.*

D

Dakar. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 132, 169 *(Conseil de la République)* n° 109.

Débits de boissons. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Robert Le Guyon sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, concernant les débits de boissons détruits par les événements de guerre (n°s 102 et 607, année 1950), p. 6 (Document n° 17). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Robert Le Guyon, p. 292 (Document n° 54). — Discussion, p. 305; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 310.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 594 (Document n° 12011). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 1813 (Document n° 12139). — Adoption de la proposition de loi avec le titre adopté en première lecture, p. 2789 *(rectificatif,* p. 2867) (*Loi n° 51-436 du 16 avril 1951, J. O. du 19 avril 1951).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cordonnier sur le projet de loi autorisant le transfert des débits de boissons sur les aérodromes civils qui en sont dépourvus (n° 11028), p. 646 (Document n° 12022). — Adoption du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi tendant à compléter l'acte dit loi du 24 septembre 1941 sur l'alcoolisme et à autoriser le transfert des débits de boissons sur les aérodromes civils,* p. 2021.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 816 (Document n° 190). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 1655 (Document n° 392). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1791.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5552 (*Loi n° 51-693 du 24 mai 1951 ,J. O. du 3 juin 1951).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cordonnier sur la proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à généraliser l'application des lois réglementant les débits de boissons (n° 10629), p. 646 (Document n° 12021).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delahoutre tendant à compléter l'article 13 de l'ordonnance du 20 octobre 1945 relatif à la réouverture et au transfert des débits de boissons sinistrés par faits de guerre, p. 740 (Document n° 12074).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à exclure de l'application de l'article 1er de la loi du 22 mars 1942 les débits ne vendant que les boissons rentrant dans la première catégorie définie par l'article 1er de la loi du 24 septembre 1941 contre l'alcoolisme, p. 1592 (Document n° 12345).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Anthonioz tendant à modifier l'article 11 du décret-loi du 31 mai 1938, sur le transfert des débits de boissons pour besoins touristiques, p. 7290 (Document n° 1066).

— Dépôt d'une proposition de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, p. 7047 (Document n° 1037).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mignot tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 47-1497 du 13 août 1947 relatif aux licences des débitants de boissons, p. 7600 (Document n° 1184).

Débits de tabac.

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission centrale de classement des débits de tabac. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 6751.

Decazeville (usines). — V. *Mines et carrières (exploitation).*

Décès. — V. *Code civil.* — *Impôts (enregistrement).*

Décisions judiciaires. — V. *Spoliation.*

Déclarations. — V. *Communications.* — *Partis politiques.*

Défense contre les eaux. — V. *Calamités* — *Canaux, cours d'eau et rivières.* — *Inondations.* — *Transports et voies de communication (routes et chemins).*

Défense nationale (ministère).

ADMINISTRATION CENTRALE ET SERVICES EXTÉRIEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de M. Koenig tendant à inviter le Gouvernement à modifier la date limite prévue par l'arrêté interministériel du 30 juillet 1949, pour l'obtention des bonifications accordées aux fonctionnaires et agents relevant du ministère de la défense nationale qui se sont prouvés éloignés de l'administration par suite d'événements de guerre, p. 7890 (Document n° 1460).

SERVICE SOCIAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à l'organisation des services sociaux pour l'ensemble des personnels civils relevant du ministère de la défense nationale, p. 8673 (Document n° 1768).

Défense nationale (organisation). — *Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).* — *Interpellations,* n°s 17, 26. — *Propriété industrielle.* — *Questions orales (Conseil de la République),* n° 57.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Desson tendant à instituer une enquête contradictoire facultative pour l'évaluation des dégâts que peuvent avoir causé des réfugiés dans les logements de refuge réquisitionnés à leur intention en application de la loi du 11 juillet 1938 portant organisation de l'Etat en temps de guerre, p. 4005 (Document n° 12961).

Défense passive. — V. *Conventions internationales.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Hugues tendant à inviter le Gouvernement à organiser la « protection civile », p. 95 (Document n° 11338).

Denrées alimentaires. — V. *Agriculture.* — *Fraudes.* — *Impôts (chiffre d'affaires).* — *Santé publique (protection de la).*

Dentistes. — V. *Médecine et professions médicales.*

Départements d'outre-mer. — V. *Calaminés agricoles, publiques et viticoles.* — *Domaine de l'Etat (transfert de propriétés).* — *France d'outre-mer.* — *Interpellations* n° 197. — *Pensions et retraites (personnels civil et militaire, personnel d'outre-mer).* — *Questions orales (Assemblée nationale),* n°s 94, 100, 175 *(Conseil de la République),* n° 99. — *Traitements (France d'outre-mer).*

Départements, villes et communes. — V. *Administration communale et départementale.* — *Assistance.* — *Calamités agricoles publiques et viticoles.* — *Commerce et industrie (entreprises diverses).* — *Conseil national des services publics communaux et départementaux* — *Eau potable.* — *Fonctionnaires communaux.* — *Hypothèques.* — *Impôts (chiffre d'affaires, enregistrement, patentes, sociétés, taxes départementales et communales).* — *Interpellations* n°s 31, 40, 43, 85, 98, 102, 111, 114, 141, 170, 180. — *Questions orales (Conseil de la République)* n°s 22, 60. — *Transports et voies de communication (gares routières de voyageurs).*

AMÉNAGEMENT DES VILLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Capdeville relative au branchement à l'égout dans l'agglomération rouennaise, p. 1723 (Document n° 12371). — Dépôt du rapport par M. Gilbert Cartier, p. 4487 (Document n° 13062). — Discussion, p. 5403; adoption de la proposition de loi, p. 5404 *(rectificatif,* p. 5776).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1818 (Document n° 446). — Dépôt du rapport par M. Le Basser,

p. 2102 (Document n° 604). — Discussion, p. 2216; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2217.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6677 (*Loi n° 51-1099 du 14 septembre 1951, J. O. du 18 septembre 1951*).

AVANCES DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à la prise en charge par l'Etat, définitive et sans contrepartie, des avances de trésorerie accordées en 1939 par l'Etat à la ville de Strasbourg et aux hospices civils de Strasbourg, à l'occasion et à la suite de l'évacuation et du repliement des hospices civils, p. 3609 (Document n° 12892).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à préciser l'application de l'article 7 de la loi du 21 mai 1951 relative aux comptes spéciaux du Trésor, en ce qui concerne les avances aux collectivités locales, p. 7537 (Document n° 1162).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à la prise en charge par l'Etat, définitive et sans contrepartie, des avances de trésorerie accordées en 1939 par l'Etat à la ville de Strasbourg et aux hospices civils de Strasbourg, à l'occasion et à la suite de l'évacuation et du repliement des hospices civils, p. 6276 (Document n° 613).

BUDGETS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier le décret du 13 juin 1939 portant organisation du contrôle des dépenses engagées et du contrôle de l'exécution des budgets pour la ville de Paris, le département de la Seine et leurs administrations annexes, p. 7669 (Document n° 1372).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à autoriser les départements à inscrire dans leurs budgets les crédits nécessaires pour bonifications des intérêts attachés aux titres remis aux sinistrés non prioritaires, bonifications qui permettraient aux intéressés d'emprunter à des taux supportables, p. 6241 (Document n° 556).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Quinson concernant les sommes allouées aux communes de la Seine en 1942 et 1943 sous le titre: « Moyen d'équilibre », p. 6550 (Document n° 885).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à déterminer les délais d'approbation des budgets de la ville de Paris et du département de la Seine, p. 2600 (Document n° 706).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7671 (Document n° 1382).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Demusois tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au budget les crédits nécessaires aux départements et aux communes pour assurer à leurs personnels le relèvement des indemnités et salaires, p. 7672 (Document n° 1361).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge les dépenses d'intérêt général incombant à l'Etat, figurant actuellement dans les budgets communaux, p. 8790 (Document n° 1787).

EMPRUNTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à faciliter une politique financière pour permettre aux collectivités locales de contracter des emprunts avec bonifications d'intérêts pour l'exécution rapide de constructions semi-provisoires cités de transit très bon marché (T. B. M.), p. 7600 (Document n° 1191).

RECONSTRUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Guitton sur la proposition de loi de M. Siefridt tendant à sauvegarder les intérêts généraux des villes sinistrées (n° 11271), p. 1297 (Document n° 12217).

SUBVENTIONS

Conseil de la République. — Reprise par M. Landry de sa proposition de loi tendant à rétablir la subvention instituée au profit de la Corse par la loi du 8 juillet 1912 (n° 11 rectifié, 2e partie, année 1948) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 526).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 442).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tillon tendant à ce que les versements effectués aux communes en 1942 et 1943 soient considérés comme subventions exceptionnelles, p. 8617 (Document n° 1741).

TERRITOIRES ANNEXÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bas tendant à réparer des dommages résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire national, p. 3075 (Document n° 12751).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à réparer des dommages résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire national, p. 6298 (Document n° 633).

Déportés. — V. *Budget (anciens combattants).* — *Capitaux.* — *Cimetières.* — *Conventions internationales (victimes de guerre).* — *Prisonniers et déportés.* — *Sociétés de secours mutuels.*

Députés. — V. *Assemblée nationale.* — *Elections législatives.* — *Interpellations n°s 42, 99, 251.* — *Presse.* — *Traitements (textes généraux).*

AUTORISATION DE POURSUITES

1re législature.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. de Moro-Giafferri sur la demande en autorisation de poursuites concernant M. Pierrard (n° 8732), p. 4210 (Document n° 13022). — Adoption de la résolution tendant au rejet de la demande, p. 4592.

Assemblée nationale. — Communication de M. le ministre de la France d'outre-mer informant l'Assemblée nationale que des poursuites ont été engagées, à la suite d'une procédure de flagrant délit, contre M. Boganda, député, p. 1037 (Document n° 12158).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée nationale, p. 94 (Document n° 11810).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 338 (Document n° 11899).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 338 (Document n° 11900).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 349 (Document n° 11917).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 349 (Document n° 11927).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 385 (Document n° 11947).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 818 (Document n° 12075).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 818 Document n° 12076).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 818 (Document n° 12077).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1105 (Document n° 12161).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1145 (Document n° 12191).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1393 (Document n° 12263).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1393 (Document n° 12268).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1525 (Document n° 12311).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1591 (Document n° 12344).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1741 (Document n° 12403).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1780 (Document n° 12423).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1812 (Document n° 12427).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1812 (Document n° 12428).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1958 (Document n° 12481).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1958 (Document n° 12482).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1999 (Document n° 12501).

— Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée, p. 2139 (Documents n°s 12547, 12548, 12549, 12550, 12551, 12552, 12553).

— Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée, p. 2168 (Documents n°s 12600, 12601, 12602).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2637 (Document n° 12665).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2637 (Document n° 12666).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2637 (Document n° 12667).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2637 (Document n° 12668).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2866 (Document n° 12733).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2866 (Document n° 12740).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3236 (Document n° 12784).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3681 (Document n° 12915).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3681 (Document n° 12916).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3906 (Document n° 12940).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3906 (Document n° 12943).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3906 (Document n° 12944).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3906 (Document n° 12945).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4210 (Document n° 13021).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4581 (Document n° 13066).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4662 (Document n° 13095).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4662 (Document n° 13096).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4863 (Document n° 13117).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4929 (Document n° 13147).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4929 (Document n° 13148).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4929 (Document n° 13149).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4999 (Documen n° 13173).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4999 (Document n° 13174).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5771 (Document n° 13355).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5771 (Document n° 13356).

2e législature.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5978 (Document n° 201).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6051 (Document n° 269).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6134 (Document n° 384).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6134 (Document n° 404).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6369 (Document n° 774).

— Demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6548 (Documents nos 856 et 857).

— Demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6548 (Documents nos 858 à 864).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6548 (Document n° 865).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6548 (Document n° 866).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6548 (Document n° 867).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6548 (Document n° 877).

— Demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6820 (Documents nos 949 et 950).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7337 (Document n° 1072).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7337 (Document n° 1073).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7337 (Document n° 1074).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Document n° 1210).

— Demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Documents nos 1251, 1287, 1288, 1289, 1298, 1318).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Document n° 1252).

— Demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Documents nos 1253, 1319, 1336, 1337).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Document n° 1254).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Document n° 1255).

— Demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Documents nos 1261 à 1265).

— Demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Documents nos 1266 et 1290).

— Demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Documents nos 1285 et 1316).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Document n° 1286).

— Demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Documents nos 1291 et 1315).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Document n° 1292).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Document n° 1293).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Document n° 1294).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Document n° 1295).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Document n° 1308).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7667 (Document n° 1317).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7970 (Document n° 1471).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7970 (Document n° 1472).

— Demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7970 (Documents nos 1473 et 1474).

— Demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7970 (Documents, nos 1475, 1476, 1493).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7970 (Document n° 1477).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8198 (Document n° 1584).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8221 (Document n° 1612).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8561 (Document n° 1707).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8789 (Document n° 1788).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 9543 (Document n° 2160).

— Demandes en autorisation de poursuites contre cinq membres de l'Assemblée, p. 10133 (Documents nos 2291 à 2298).

DÉCÈS

Assemblée nationale. — Communication à l'Assemblée du décès des députés suivants: M. Charles Desjardins, p. 861; M. Ambroise Croizat, p. 1069; M. Paul Giacobbi, p. 2740; M. Charles Schauffler, p. 4567; MM. Albert Aubry et Pierre Chevallier, p. 6356; M. Maurice-Petsche, ministre d'Etat, p. 7402.

DÉMISSIONS

Assemblée nationale. — Communication à l'Assemblée nationale de la démission des députés suivants: M. Jacques Chevallier, p. 31; M. Benchennouf Hachemi, p. 4778; M. Colonna d'Istria, p. 8506.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS

I. — Elections générales.

Répartition des dossiers, p. 5965.

AIN

Rapport de M. Alfred Costes-Floret, p. 5903.
Admission de MM. Marie-Michel Tony-Révillon, Marie-Auguste Billiemaz, Marcel Anthonioz, Jean Saint-Cyr, p. 5963.

AISNE

Rapport de M. Forcinal, p. 5871.
Admission de MM. Adrien Renard, Yves Colin, Edmond Bricout, Raoul Sauer, Marcel Levindrey, Henri Hulin, p. 5900.

ALLIER

Rapport de M. Hénault p. 5871.
Admission de MM. Gilles Gozard, Roger Ginsburger, dit Pierre Villon, Pierre Nigay, Henri Vedrines, Pierre-Guy Coulon, p. 5900.

ALPES (BASSES)

Rapport de M. Gosset, p. 5950.
Admission de M. Marcel Naegelen et Marcel Massot, p. 6109.

ALPES (HAUTES)

Rapport de M. Charlot, p. 5872.
Admission de MM. Maurice-Petsche, Jean Aubin, p. 5900.

ALPES-MARITIMES

Rapport de M. Forcinal, p. 5872; rapport supplémentaire, p. 5952.
Admission de MM. Jean Médecin, Corniglion-Molinier, Emile Hugues, Phillppe Olmi, Dassault, p. 5964.

ARDÈCHE

Rapport de M. Mutter, p. 5903; discussion des conclusions du rapport, p. 5961.
Admission de MM. Paul Ribeyre, Victor Plantevin, Raoul Tracol et Guy de Montgolfier, p. 5965.

ARDENNES

Rapport de M. Casteéra, p 5872.
Admission de MM. Guy Desson, René Penoy, Camille Titeux, Raymond Lefèvre, p. 5900.

ARIÈGE

Rapport de M. Gaudoux, p. 5873.
Admission de MM. Jean Durroux, Georges Galy-Gasparou, René Déjean, p. 5900.

AUBE

Rapport de M. Réille-Soult, p. 5873.
Admission de MM. André Mutter, Marcel Noël, Germain Rincent, Briot, p. 5900.

AUDE

Rapport de M. Gosset, p. 5874.
Admission de MM. Georges Guille, Alexis Fabre, Francis Vals, Albert Gau, p. 5900.

AVEYRON

Rapport de M. Charlot, p. 5918.
Admission de MM. Emmanuel Temple, Jean Solinhac, Roland Boscary-Monsservin, Robert Laurens, p. 5924.

BELFORT (TERRITOIRE DE)

Rapport de Mme Lempereur, p. 6299; discussion des conclusions du rapport, p. 6412 et admission de MM. Henry Dorey et Raymond Schmittlein, p. 6433 (*rectificatif*, p. 6556).

BOUCHES-DU-RHÔNE

1re *Circonscription*. — Rapport de M. Chastellain, p. 5874.
Admission de MM. François Billoux, Gaston Defferre, Henri Bergasse, Jean Cristofol, Francis Leenhardt, Mme Yvonne Estachy, M. Michel Carlini, Mme Germaine Poinso-Chapuis, M. Paul Cermolacce, p. 5900.

2e *circonscripiton*. — Rapport de M. Cartier (Marcel), p. 5874.
Admission de MM. Félix Gouin, Adrien Mouton, Léon Martinaud-Déplat, Lucien Lambert, p. 5900.

CALVADOS

Rapport de M. Gilliot, p. 5875.
Admission de MM. Joseph Laniel, Raymond Triboulet, Jean-Marie Louvel, André Lenormand, Leroy-Ladurie, p. 5900.

CANTAL

Rapport de M. Frédet, p. 5875.
Admission de MM. Camille Laurens, Alphonse Dommergue, Georges Rolland, p. 5900.

CHARENTE

Rapport de M. Courant, p. 5913.
Admission de MM. Gaillard, Pronteau, Furaud, Maurellet, p. 5924.

CHARENTE-MARITIME

Rapport de M. J. M. Flandin, p. 5875.
Admission de MM. Gaborit, Max Brusset, Gosnat, Faraud, Bignon, Verneuil, p. 5900.

CHER

Rapport de M. Pantaloni, p. 5876.
Admission de MM. Coffin, Cherrier, Boisdé, Genton, p. 5900.

CORRÈZE

Rapport de M. Chastellain, p. 5876.
Admission de MM. Queuille, Chausson, Montalat, Goudoux, p. 5900.

CORSE

Rapport de M. Léon Noël, p. 5877.
Admission de MM. Faggianelli, Serafini, Gavini, p. 5900.

CÔTE-D'OR

Rapport de M. Clostermann, p. 5877.
Admission de MM. Albert Lalle, Pierre Billotte, Jean Bouhey, Félix Kir, Pierre Meunier, p. 5900

CÔTES-DU-NORD

Rapport de M. Clostermann, p. 5877.
Admission de MM. René Pleven, Henri Bouret, Antoine Mazier, Pierre Bourdelles, Yves Le Cozannet, Mlle Marie-Madeleine Dienesch, M. Alexandre Thomas, p. 5900.

CREUSE

Rapport de M. Clostermann, p. 5878.
Admission de MM. Anselme Florand, Auguste Tourtaud, Olivier Harty de Pierrebourg, p. 5900.

DORDOGNE

Rapport de M. Ramonet, p. 5919; discussion des conclusions du rapport, p. 5966.
Admission de MM. Yvon Delbos, Robert Lacoste, Henri Laforest, Andrée Pradeau et André Denis, p. 5967.

DOUBS

Rapport de M. Clostermann, p. 5878.
Admission de MM. Roland de Moustier, Auguste Joubert, Jean Minjoz, Marcel Prelot, p. 5900.

DRÔME

Rapport de M. Bichet, p. 5904; discussion des conclusions du rapport, p. 5967.
Admission de MM. Simonnet, Cartier, Valabrégue et Sauvajon, p. 5968.

EURE

Rapport de M. Clostermann, p. 5878.
Admission de MM. Pierre Mendès-France, Bernard Pluchet, Albert Forcinal, André Cavelier, p. 5900.

EURE-ET-LOIR

Rapport de M. Cayeux, p. 6605.
Discussion des conclusions du rapport, p. 8666, 8746; rejet, au scrutin, d'un amendement tendant à la validation des élections, telles que proclamées par la commission de recensement, p. 8755; suite de la discussion, adoption des conclusions du rapport tendant à la validation de MM. July, Viollette et Fredet, et à l'invalidation de M. Rastel, en conséquence MM. July, Viollette et Fredet sont admis, p. 8756; adoption au scrutin d'un amendement tendant à la non-admission de M. Gauchery, et à déclarer vacant le quatrième siège, p. 8774 (*rectificatif*, p. 8792).

FINISTÈRE

Rapport de M. Clostermann, p. 5879.
Admission de MM. Joseph Pinvidic, André Colin, Alain Signor, Tanguy Prigent, Joseph Halleguen, André Monteil, Gabriel Paul, Alfred Chupin, Emmanuel Fouyet, Eugène Reeb, p. 5900.

GARD

Rapport de M. Gau, p. 5920.
Admission de MM. Béchard, Gabriel Roucaute, Thibault, Mme Roca et M. Gourdon, p. 5968.

GARONNE (HAUTE-)

Rapport de M. Gourdon, p. 5905.
Admission de MM. Maurice Bourgès-Maunoury, Achille Auban, Hippolyte Ducos, Eugène Montel, Alfred Coste-Floret, Georges Turines, André Rey, p. 5916.

GERS

Rapport de M. Couinaud, p. 5879.
Admission de MM. Abel Gardey, Edmond Castera, Alexandre Baurens, p. 5900.

GIRONDE

1re *circonscription*. — Rapport de M. Boisdé (Raymond), p. 5880.
Admission de MM. Jacques Chaban-Delmas, Jean-Fernand Audeguil, Emile Liquard, Marc Dupuy, Lucien de Gracia, Paul Estèbe, p. 5901.

2e *circonscription*. — Rapport de M. Gaston Palewski, p. 5880.
Admission de MM. Jean Sourbet, Jean Seynat, Jules Ramarony, Henri Deliaune, p. 5901.

HÉRAULT

Rapport de M. Carlini, p. 5880.
Admission de MM. Jules Moch, Louis Delbez, Vincent Badie, Paul Coste-Floret, Mme Madeleine Laissac, M. Léon Jean, p. 5901.

ILLE-ET-VILAINE

Rapport de M. Fouchet, p. 5881.
Admission de MM. Pierre de Bénouville, Pierre-Henri Teitgen, Guy La Chambre, d'Astier de La Vigerie, Francis Samson, Alexis Mehaignerie, Albert Aubry, p. 5901.

INDRE

Rapport de M. Coulon, p. 5881.
Admission de MM. Edouard Ramonet, Léon Boutbien, Roger Morève, André Chabenat, p. 5901.

INDRE-ET-LOIR

Discussion du rapport de M. Depreux, p. 5969.
Admission de MM. Jean Meunier, Joannès Dupraz, Vassor, Souques et Quenard, p. 5969.

ISÈRE

Rapport de M. Raymond-Laurent, p. 5882.
Admission de MM. Henri Grimaud, André Dufour, Alix Berthet, Paul Billat, Joseph Garavel, Aimé Paquet, Mme Elise Grappe, p. 5901.

JURA

Rapport de M. Petit (Guy), p. 5882.
Admission de MM. Charles Viatte, Edgar Faure, André Barthélémy, p 5901.

LANDES

Rapport de M. Seynat, p. 5882.
Admission de MM. Charles Lamarque-Cando, Marcel David, Joseph Defos du Rau, Olivier Caliot, p. 5901.

LOIR-ET-CHER

Rapport de M. Dumas, p. 5905; discussion des conclusions du rapport, p. 5971.
Admission de MM. Bruyneel, Lousteau, Burlot et Litalien, p. 5972.

LOIRE

Rapport de M. Ferri (Pierre), p. 5952. — Discussion des conclusions du rapport n° 6110, 6125; rejet, au scrutin, d'un amendement tendant à l'annulation des opérations électorales, p. 6133.
Admission de MM. Georges Bidault, Marius Patinaud, Antoine Pinay, Gaston Charon dit Jean Nocher, Eugène Claudius-Petit, Mme Denise Bastide, MM. Jean Pupat et Pierre Desgranges, p. 6133.

LOIRE (HAUTE-)

Rapport de M. Le Troquer, p. 5921.
Admission de MM. Antier, Pebellier, Barrot et Deshors, p. 5969.

LOIRE-INFÉRIEURE

Rapport de M. Patinaud, p. 5883.
Admission de MM. Olivier de Sesmaisons, Etienne Toublanc, Edouard Moisan, André Morice, Michel Raingeard, Gilles Gravoille, Jean-Baptiste Guitton, Maurice Grimaud, p. 5901.

LOIRET

Rapport de M. Bendjelloul Mohamed, p. 5883.
Admission de MM. Pierre Dezarnaulds, Pierre Chevallier, Pierre Gabelle, Pierre Segelle, Pierre de Félice, p. 5901.

LOT

Rapport de M. Ferri (Pierre), p. 5884.
Admission de MM. Maurice Faure, Jean Rougier, Abel Bessac, p 5901.

LOT-ET-GARONNE

Rapport de M. Mignot, p. 5884.
Admission de MM. Henri Caillavet, Raphaël Trémouilhe, Jean Nenon, Jean-Jacques Juglas, p. 5901.

LOZÈRE

Rapport de M. Cartier (Gilbert), p. 5884.
Admission de MM. Jean Mazel, Gilbert de Chambrun, p. 5901.

MAINE-ET-LOIRE

Rapport de M. Lucas, p. 5885.
Admission de MM. Charles Barangé, Victor Chatenay, Bernard Manceau, Diomède Catroux, Joseph Le Sciellour, André Commentry, p. 5901.

MANCHE

Rapport de M. de Sesmaisons, p. 5885.
Admission de MM. Hettier de Boislambert, Jean Raymond-Laurent, René Schmitt, de Beaumont, Pierre Hénault, Maurice Lucas, p. 5901.

MARNE

Rapport de M. Michaud (Louis), p. 5885.
Admission de MM. Pierre Schneiter, Alcide Benoit, Pierre Clostermann, Lucien Draveny, René Charpentier, p. 5901.

MARNE (HAUTE-)

Rapport de M. Midol, p. 5886.
Admission de MM. Jean Masson, Robert Huel, Paul Aubry, p. 5901.

MAYENNE

Rapport de M. Desson, p. 5886.
Admission de MM. Robert Buron, Bouvier O'Cottereau, Pierre Elain, Victor Priou, p. 5901.

MEURTHE-ET-MOSELLE

Rapport de M. Godin, p. 5934.
Admission de MM. Pierre André, Philippe Barrès, Pierre-Olivier Lapie, Maurice Kriegel-Valrimont, Jean Crouzier, Napoléon Cochart, p. 5944.

MEUSE

Rapport de M. Lacombe, p. 5886.
Admission de MM. Jacquinot, Gilliot, Rousselot, p. 5901.

MORBIHAN

Rapport de M. Viatte, p. 5921.
Admission de MM. Robert de La Noë, Paul Ihuel, Victor Golvan, Jean Le Coutaller, Louis Guiguen, Raymond Marcellin, Paul Hutin Desgrées, p. 5924.

MOSELLE

Rapport de M. Kuehn (René), p. 5887.
Admission de MM. Raymond Mondon, Robert Schuman, Alfred Krieger, René Peltre, Pierre Muller, Jules Thiriet, Joseph Schaff, p. 5901.

NIÈVRE

Rapport de M. Liquart, p. 5887.
Admission de M. Marius Durbet, Mme Germaine François, MM. François Mitterrand, Léon Dagain, p. 5901.

NORD

1re *circonscription.* — Rapport de M. Wagner, p. 5887.
Admission de MM. Marcel Darou, Auguste Damette, André Pierrard, Paul Reynaud, p. 5901.

2e *circonscription.* — Rapport de M. Simonnet, p. 5950. — Discussion des conclusions du rapport, p. 6130, 6168; rejet, au scrutin, d'un amendement tendant à la nomination d'une commission d'enquête, p. 6169.
Admission de MM. Cordonnier, Maurice Schumann, Mme Lempereur, MM. Duquesne, Christiaens, Guislain, Jean Catrice, Notebart, Emile Dubois et Paul Delmotte, p. 6169.

3e *circonscription.* — Rapport de M. Garet, p. 5888.
Admission de MM. Eugène Thomas, Henri Martel, Robert Nisse, Raymond Gernez, Arthur Musmeaux, Paul Gosset, Albert Maton, Henry Mallez, Robert Coutant, Mme Emilienne Galicier, p. 5901.

OISE

Rapport de M. Godin, p. 6005.
Admission de MM. Legendre, André Mercier, Prache, Brault et Patria, p. 6217.

ORNE

Rapport de M. Ballanger, p. 6115.
Admission de MM. Paul Pelleray, Emile Halbout, Pierre Couinaud et Philippe Monin, p. 6125.

PAS-DE-CALAIS

1re *circonscription.* — Rapport de M. Bouxom, p. 5889.
Admission de MM. Vendroux, Le Senéchal, Dassonville, Febvay, Henneguelle, p. 5901.

2e *circonscription.* — Rapport de M. Musmeaux, p. 5889.
Admission de MM. Guy Mollet, Auguste Lecœur, Paul Sion, René Camphin, Jean Lefranc, Jules Catoire, André Mancey, Just Evrard, Mme Jeannette Prin, p. 5901.

PUY-DE-DÔME

Rapport de M. Tourtaud, p. 5906 (*rectif.*, p. 5985).
Admission de MM. Jacques Bardoux, Besset, Mabrut, Chassaing, Dixmier, Flandin, Fourvel, p. 5916.

PYRÉNÉES (BASSES-)

Rapport de M. Raingeard, p. 5889.
Admission de MM. de Chevigné, Guy Petit, Loustaunau-Lacau, de Monsabert, Mora, Cassagne, p. 5901.

PYRÉNÉES (HAUTES-)

Rapport de M. Yacine Diallo, p. 5890.
Admission de MM. René Billères, Jacques Fourcade, Pierre Mailhé, p. 5901.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

Rapport de Mme Rose Guérin, p. 5890.
Admission de MM. Arthur Conte, André Tourné, François Delcos, p. 5901.

RHIN (BAS-)

Rapport de M. de Tinguy, p. 6006. — Discussion des conclusions du rapport, p. 6074; adoption, au scrutin, d'un amendement de M. Bardon tendant à la substitution d'une nouvelle liste, p. 6078.
Admission de MM. Pflimlin, Kœnig, Meck, Albert Schmitt, Kauffmann, Bapst, Rosenblatt, Wolff et Klock, p. 6078.

RHIN (HAUT-)

Rapport de M. Moisan, p. 5891.
Admission de MM. Bourgeois, Fonlupt-Esperaber, René Kuehn, Wagner, Wasmer, Ritzenthaler, p. 5901.

RHÔNE

1re *circonscription.* — Rapport de M. Grimaud, p. 5891.
Admission de MM. Edouard Herriot, Jean Cagne, Pierre Montel, Jacques Soustelle, Jules-Julien, Pierre Cot, Guy Jarrosson, Edouard Charret, p. 5901.

2e *circonscription.* — Rapport de M. Thiriet, p. 5892.
Admission de MM. Jean Laborbe, Jean Villard, Lucien Degoutte, Henri Lacombe, p. 5901.

SAÔNE (HAUTE-)

Rapport de M. Dagain, p. 6328; discussion des conclusions du rapport, p. 6166, 6193 et admission de MM. Maurice Georges, Montillot et Liautey, p. 6502.

SAÔNE-ET-LOIRE

Rapport de M. Grimaud, p. 5892.
Admision de MM. André-Rémy Moynet, Waldeck Rochet, Pierre-Fernand Mazuez, Joseph Renaud, Rémy Boutavant, Paul Devinat, Roger Devemy, p. 5902.

SARTHE

Discussion d'une demande de délai supplémentaire pour le dépôt du rapport sur les opérations électorales du département de la Sarthe, p. 5991; rejet, au scrutin, p. 5995. — Rapport de M. Henri-Louis Grimaud, p. 6006.
Admission de MM. Bronne, Pineau, Robert Manceau, Letourneau, Gaubert, p. 6028.

SAVOIE

Rapport de M. Grimaud, p. 5893.
Admission de MM. Joseph Delachenal, Robert Barrier, Louis Sibué, p. 5902.

SAVOIE (HAUTE-)

Rapport de M. Taillade, p. 5935.
Admission de MM. François de Menthon, Louis Martel, Briffod et Mouchet, p. 6109.

SEINE

1re *circonscription.* — Rapport de M. Dagain, p. 5935.
Admission de MM. Pierre de Gaulle, Edouard Frédéric-Dupont, André Marty, Maria Rabaté, Robert Verdier, Jean Cayeux, Louis Rollin, Henri Ulver, Vincent de Moro-Giafferri, Pierre Estradère, p. 5944.

2e *circonscription.* — Rapport de M. de Bénouville, p. 5936; discussion des conclusions du rapport, p. 5972, 5998.
Admission, au scrutin, de MM. Louis Pasteur Vallery-Radot, Pierre Ferri, Marcel Cachin, Mme Jeannette Vermeersch, MM. Bernard Lafay, Pierre de Léotard, Joseph Denais, Daniel Mayer, Robert Lecourt, Jacques Isorni, René Moatti, p. 5998.

3e *circonscription.* — Rapport de M. Cagne, p. 5893.
Admission de MM. Florimond Bonte, Georges Cogniot, Raymond Guyot, Christian Fouchet, Jean Grousseaud, Le Troquer, André Hugues, Jean-Louis Vigier, Mme Francine Lefebvre, Mlle Madeleine Marzin, M. Pierre Guérard, p. 5902.

4e *circonscription.* — Rapport de M. Arnal (Franck), p. 5893 — Discussion des conclusions du rapport et d'un amendement tendant à soumettre à enquête l'élection de M. Maurice Thorez, p. 5998; rejet, au scrutin, de l'amendement et adoption des conclusions du rapport, p. 6003.
Admission de MM. Maurice Thorez, Alfred Malleret-Joinville, Mme Vaillant-Couturier, MM. Louis Vallon, Michel Peytel, Edouard Depreux, Paul Bacon, Roger Linet, Mme Irène de Lipkowski, p. 6003.

5e *circonscription.* — Rapport de M. Alphonse Denis, p. 5936.
Admission de MM. Fajon, Alfred Costes, Mme Rose Guérin, MM. Barrachin, Maurice-Bokanowski, Gazier, Bouxom, Caillet, Lanet, p. 5945.

6e *circonscription.* — Rapport de M. Vigier, p. 5894.
Admission de MM. Jacques Duclos, Charles Tillon, Fernand Grenier, Gaston Palewski, Antoine Quinson, Gérard Jaquet, Joseph Dumas, p. 5902.

SEINE-INFÉRIEURE

1re *circonscription.* — Discussion d'une demande de délai supplémentaire pour le dépôt du rapport sur les opérations électorales du département de la Seine-Inférieure, p. 5995; rejet, au scrutin, p. 5997. — Rapport préliminaire de M. Soustelle, p. 6011; rapport complémentaire, par M. Prélot, p. 6053; discussion des conclusions du rapport, p. 6069; amendement de M. Charles Lussy tendant à la substitution d'une nouvelle liste, p. 6072; adoption, au scrutin, p. 6078.
Admission de MM. Chastellain, André Marie, Capdeville, Lecanuet, Detœuf et Heuillard, p. 6078.

2e *circonscription.* — Rapport de M. Kriéger, p. 5894.
Admission de MM. Pierre Courant, Raoul Becquet, Jean Binot, Louis Siefridt, André Bettencourt, Lucien Deboudt, p. 5902.

SEINE-ET-MARNE

Rapport de M. Catroux, p. 5894.
Admission de MM. Lucien Bégouin, Laurent Casanova, Marc Jacquet, René Arbeltier, André Gautier, p. 5902.

SEINE-ET-OISE

1re *circonscription.* — Rapport de M. Molinatti, p. 5895.
Admission de Mme Gabriel-Péri, MM. Antoine Demusois, Maurice Diethelm, Jean Frugier, Jean-Paul David, Mme Germaine Degrond, MM. Robert Ballanger, Robert Bichet, Michel Bernard, p. 5902.

2e *circonscription.* — Rapport de M. Vallon, p. 5906.
Admission de MM. Lucien Midol, Mme Eugénie Duvernois, MM. Jean-Paul Palewski, André Mignot, Pierre Métayer, Charles Benoist, Edouard Bonnefous, Gilbert Cartier, Maurice Béné, p. 5916.

SÈVRES (DEUX-)

Rapport de M. Ulver, p. 5895.
Admission de MM. André-François Mercier, Pierre Lebon, Emile Bêche, Jean Salliard du Rivault, p. 5902.

SOMME

Rapport de M. Ulver, p. 5896.
Admission de MM. Max Lejeune, Louis Prot, Pierre Garet, André Godin, René Lamps, Pierre Doutrellot, p. 5902.

TARN

Rapport de M. Ulver, p 5896.
Admission de MM. Reille-Soult, Deixonne, Coudert, Taillade, p. 5902.

TARN-ET-GARONNE

Rapport de M. Caillet, p. 5984.
Admission de MM. Baylet, Laplace et Lacaze, p. 6217.

VAR

Rapport de M. Ulver, p 5897
Admission de MM. Jean Charlot, Jean Barlolini, Franck Arnal, Louis Puy, Michel Zunino, p. 5902.

VAUCLUSE

Rapport de M. Halbout, p. 5906.
Admission de MM. Edouard Daladier, Charles Lussy, Marcel Perrin, Paul Couston, p. 5916.

VENDÉE

Rapport de M. Ulver, p 5897.
Admission de MM. Armand de Baudry d'Asson, Lionel de Tinguy, Charles Rousseau, Joseph Guitton, Louis Michaud, p. 5902.

VIENNE

Rapport de M. Ulver, p. 5897.
Admission de MM. Pierre Abelin, Adrien André, Gérard de Montjou, Jean Raffarin, p 5902.

VIENNE (HAUTE-)

Rapport de M. Ulver, p. 5898.
Admission de MM. Jean Le Bail, Alphonse Denis, René Regaudie, Jean Tricart, André Bardon, p. 5902.

VOSGES

Rapport de M. Ulver, p 5898
Admission de MM. Maurice Lemaire, André Barbier, Charles Guthmuller, André Garnier, Jacques Ducreux, p. 5902.

YONNE

Rapport de M. Quinson, p. 5922. — Discussion des conclusions du rapport, p. 6002; rejet, au scrutin, d'une demande d'invalidation, p. 6004.
Admission de MM. Jean Moreau, Léon Noël, Chamant et Guichard, p. 6004

ALGÉRIE

Alger (1er *collège*). — Rapport de M. Chamant, p. 6300. — Admission de MM. Blachette, Colonna d'Istria, Fayet, Aumeran, Marcel Ribère, Paternot, p. 6308

Alger (2e *collège*). — Rapport de M. Laforest, p. 6136; discussion des conclusions du rapport, p. 6284, 6294; rejet, au scrutin, d'un amendement tendant à la nomination d'une commission d'enquête et d'un amendement tendant à l'annulation des opérations électorales. — Admission de MM. Menouar Salah, Ben Tounes, Smail, Ahmed Ait Ali, Ali Brahimi, p. 6311.

Constantine (1er *collège*) (1re *circonscription*). — Rapport de M. Peytel, p. 5919. — Admission de MM. René Mayer, Pantaloni, Jules Valle et Haumesser, p. 5966.

Constantine (2e *collège*) (1re *circonscription*). — Rapport de M. Paul Coste-Floret, p. 6179; discussion des conclusions du rapport et admission de MM. Abdelkader Cadi et Belhadj Bengana, p. 6311.

Constantine (2e *collège*) (2e *circonscription*). — Rapport de M. Hettier de Boislambert, p. 6220; discussion des conclusions du rapport, p. 6312; admission de MM. Mohamed Salah Bendjelloul, Mostefa Benbbameé et Youcet Kessous, p. 6317.

Constantine (2e *collège*) (3e *circonscription*). — Rapport de M. Caillavet, p. 6183; discussion des conclusions du rapport et admission de MM. Abdelmadjid Ourabah et Alloua Bénaly-Chérif, p. 6311.

Oran (1er *collège*). — Rapport de M. Félix Tchicaya, p. 5888. — Admission de M. Henri Fouques-Duparc, Mme Alice Sportisse, MM. François Quilici, Roger de Saivre, Maurice Rabier, p. 5901.

Oran (2e *collège*). — Rapport de Ait Ali, p. 6328: discussion des conclusions du rapport, p. 6123, 6165 et admission de MM. Mekki Hakiki et Ould Cadi, p. 6166.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Cameroun (*collège des citoyens de statut personnel*) 1re *circonscription*. — Rapport de M. Cartier Marcel, p. 6179 et admission de M. Ninine, p. 6362.

Cameroun (*collège des citoyens de statut civil français*) 1re *circonscription*. — Rapport de M. Flandin, p. 6179 et admission de M. Molinatti, p. 6205.

Cameroun (*collège des citoyens de statut personnel*) 2e *circonscription*. — Rapport de M. Georges Loustaunau-Lacau, p. 6478 et admission de M. Douala Manga Bell, p. 6493.

Cameroun (*collège des citoyens de statut personnel*) 3e *circonscription*. — Rapport de M. Hettier de Boislambert, p. 6514. — Admission de M. Paul-Louis Aujoulat, p. 6535.

Comores. — Rapport de M. Flandin (Jean-Michel), p. 6478 et admission de M. Said Mohamed Cheikh, p. 6493.

Côte-d'Ivoire. — Rapport de M. Edouard Charret, p. 6476. — Discussion des conclusions du rapport, p. 6493, 6505; rejet, au scrutin, d'un amendement tendant à l'annulation des opérations électorales et admission de MM. Houphouet-Boigny et Sanogo-Sékou, p. 6508.

Côte des Somalis. — Rapport de M. Grousseaud, p. 5981. — Admission de M. Magendie, p. 6217.

Dahomey. — Rapport de M. Auban, p. 6083. — Admission de MM. Apithy et Hubert Maga, p. 6099.

Gabon (*collège des citoyens de statut personnel*). — Rapport de M. Apithy, p. 6243. — Admission de M. Aubame, p. 6401.

Gabon, Moyen-Congo (*collège des citoyens de statut civil français*). — Rapport de M. Barrachin, p. 6243. — Admission de M. Bayrou, p. 6251.

Guadeloupe. — Rapport de M. Palewski, p. 5919. — Discussion des conclusions du rapport, p. 6100.

Guinée. — Rapport de M. Mallez, p. 6220; discussion des conclusions du rapport, p. 6395, 6412; rejet, au scrutin, d'un amendement tendant à l'annulation des opérations électorales et admission de MM. Yacine Diallo, Mamba Sano et Liurette, p. 6422.

Guyane. — Rapport de M. Michel Carlini, p. 10297.

Haute-Volta. — Rapport de M. Juglas, p. 5937. — Admission de MM. Conombo, Henri Guissou, Nazi-Boni, Mamadou Ouedraogo, p. 5945.

Inde (Etablissements français dans l'). — Rapport de M. Guy Petit inséré au J. O. du 14 juillet 1951. — Discussion des conclusions du rapport, p. 5960; adoption, au scrutin, de la validation des opérations électorales et admission de M. Goubert, p. 5967.

Madagascar (*Collège des citoyens de statut civil français*) (1re *circonscription*). — Rapport de M. Ninine, p. 5981. — Admission de M. Labrousse, p. 5993.

Madagascar (*Collège des citoyens de statut personnel*) (1re *circonscription*). — Rapport de M. Ninine, p. 5982; discussion des conclusions du rapport, p. 6213 et admission de M. Ranaivo, p. 6216.

Madagascar (*Collège des citoyens de statut civil français*) (2e *circonscription*). — Rapport de M. Ninine, p. 5983; discussion des conclusions du rapport, p. 6205; rejet, au scrutin, d'un amendement tendant à procéder à une enquête sur la vérification des résultats électoraux et admission de M. Roger Duveau, p. 6216.

Madagascar (*Collège des citoyens de statut personnel*) (2e *circonscription*). — Rapport de M. Ninine, p. 5983; discussion des conclusions du rapport, p. 6216 et admission de M. Vélonjora, p. 6217

Madagascar (*Collège des citoyens de statut personnel*) (3e *circonscription*). — Rapport de M. Ninine, p. 5983. — Discussion des conclusions du rapport, p. 6217. — Admission de M. Raveloson, p. 6217

Martinique. — Rapport de M. Ninine, p. 5983. — Admission de MM. Aimé Césaire, Léopold Bissol, Emmanuel Véry, p. 5993.

Mauritanie. — Rapport de M. Lucas, p. 5984. — Discussion des conclusions du rapport, p. 6231; rejet, au scrutin, d'une demande de renvoi, p. 6239; suite de la discussion, p. 6281; rejet, au scrutin, d'un amendement tendant à l'annulation des opérations électorales et admission de M. Sidi el Mokhtar, p. 6294.

Moyen-Congo (*Collège des citoyens de statut personnel*). — Rapport de M. Conombo, p. 6328; discussion des conclusions du rapport p. 6420, 6433; adoption, au scrutin, d'un amendement tendant à l'annulation des opérations électorales, p. 6464.

Niger. — Rapport de M. Valentino, p. 6187. — Discussion des conclusions du rapport, p. 6362, 6388; rejet, au scrutin, d'un amendement tendant à la nomination d'une commission d'enquête sur les opérations électorales et admission de MM. Condat Mahaman et Zodi Ikhia, p. 6401.

Nouvelle-Calédonie et dépendances et Nouvelles-Hébrides (*ressortissants français*). — Rapport de M. Simonnet, p. 6301. — Admission de M. Maurice Lenormand, p. 6308.

Océanie (*collège unique*). — Rapport de M. Kœnig, p. 8201. — Admission de M. Pouvanaa Oopa, p. 8206.

Oubangui-Chari (*Collège des citoyens de statut personnel*). — Rapport de M. Schmitt, p. 6116. — Admission de M. Boganda, p. 6125.

Oubangui-Chari-Tchad (*Collège des citoyens de statut civil français*). — Rapport de M. Cermolacce, p. 6116. — Admission de M. Malbrant, p. 6125.

Réunion. — Rapport de M. Wasmer, p. 5890. — Admission de MM. Raphaël Babet, Raymond Vergès, Marcel de Villeneuve, p. 5901.

Saint-Pierre et Miquelon. — Rapport de M. Grimaud, p. 5892. — Admission de M. Savary, p. 5901.

Sénégal. — Rapport de M. Billiemaz, p. 6187; discussion des conclusions du rapport, p. 6317, 6358 et admission, au scrutin, de MM. Léopold-Sédar Senghor et Abbas Gueye, p. 6388.

Soudan. — Rapport de M. Darou, p. 6191; discussion des conclusions du rapport, p. 6388; rejet, au scrutin, d'un amendement tendant à l'annulation des opérations électorales et admission de MM. Fily Dabo Sissoko, Mamadou Konaté, Jean Silvandre, Hamadoun Dicko, p. 6412.

Tchad (*Collège des citoyens de statut personnel*). — Rapport de M. Gaumont, p. 6516 et admission de MM. Béchir Sow et Sou, p. 7272.

Togo. — Rapport de M. Juglas, p. 6082. — Admission de M. Grunitzky, p. 6099.

II. — Elections partielles.

Aisne. — Rapport par M. Nisse, p. 1528. — Admission de M. Milcent, p. 1546.

Alpes (Hautes-). — Rapport de M. Paul Gosset, p. 8498. — Admission de M. François Bénard, p. 8507.

Corse. — Rapport de M. Charles Benoist, p. 5553. — Admission de M. Landry, p. 5584.

Ille-et-Vilaine. — Rapport de M. Barrot, p. 8224. — Admission de M. Coudray, p. 8246.

Loiret. — Rapport de M. Rousselot, p. 8305.

Seine (1re *circonscription*). — Rapport supplémentaire de M. Mouton, p. 2005. — Admission de M. André Hureaux, p. 2020.

3e *circonscription*. — Rapport supplémentaire de M. Bessac, p. 5286. — Admission de M. Grousseau, p. 5312.

Alger (1er collège). — Rapport supplémentaire de M. Nisse, p. 2087. — Admission de M. Zigliara, p. 2100.

Désinfection. — V. *Pensions et retraites (personnels communaux et départementaux).*

Dessins et modèles. — V. *Propriété industrielle.*

Digues. — V. *Canaux, cours d'eau et rivières.*

Discrimination raciale. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 181; *(Conseil de la République)* n° 83.

Dispensaires. — V. *Tuberculose.*

Distillerie. — V. *Impôts (contributions indirectes).* — *Viticulture.*

Divorce. — V. *Code civil.*

Dockers. — V. *Interpellations* n° 154.

Domaine de l'Algérie. — V. *Algérie.*

Domaine de l'Etat, des départements et des communes. — V. *Hypothèques.* — *Interpellations* n°s 92, 106, 107, 141. — *Questions orales (Conseil de la République)* n°s 126, 128.

ACQUISITION D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'acquisition du domaine dit « Château d'Hennemont », à Saint-Germain-en-Laye, afin d'y installer une école pratique d'horticulture, p. 885 (Document n° 120).

CESSION D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lenormand tendant à fixer le prix des loyers des immeubles d'Etat mis à la disposition des sinistrés au titre de leurs dommages de guerre, p. 2470 (Document n° 12596).

CONCESSION DE LOGEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Deixonne, sur la proposition de résolution de M. Deixonne, tendant à inviter le Gouvernement à assurer le respect du statut des fonctionnaires en matière de droit au logement (n°s 8[illegible], 10332), p. 5001 (Document n° 13194). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5402.

— Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël, sur la proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les receveurs et chefs de centre des P. T. T. des dispositions du décret n° 49-742 du 7 juin 1949 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat dans les immeubles de l'Etat ou détenus par lui à un titre quelconque (n° 9300), p. 1472 (Document n° 12293).

— Dépôt d'un rapport de M. Deixonne sur la proposition de loi de M. Thamier tendant à abroger les dispositions prises en violation des articles 2 et 19 de la loi du 19 octobre 1946 en ce qui concerne le droit au logement et les prestations en nature des fonctionnaires de l'enseignement (n° 9343), p. 5000 (Document n° 13190).

TRANSFERT DE PROPRIÉTÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Damas tendant à transférer, gratuitement et en pleine propriété, aux départements d'outre-mer, les biens meubles et immeubles de chacune des formations hospitalières des départements intéressés, appartenant actuellement à l'Etat, p. 1682 (Document n° 12365).

Dommages de guerre. — V. *Conventions internationales.* — *Domaine de l'Etat, des départements et des communes (cessions d'immeubles).* — *Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).* — *Interpellations* n°s 212, 233. — *Marine marchande.* — *Propriété immobilière.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 119, 145 *(Conseil de la République)*, n° 20. — *Sucre, betteraves à sucre.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. René Schmitt sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (n°s 7866, 10301), p. 5201 (Document n° 13252). — Discussion, p. 5584; adoption du projet de loi, p. 5586.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1876 (Document n° 458). — Adoption d'une résolution demandant à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 2629.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 7802 (Document n° 1420). — Adoption de la résolution, p. 7873.

Conseil de la République. — Communication de la résolution, adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2636. — Dépôt du rapport par M. Hébert, p. 2754 (Document n° 779). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Boivin-Champeaux, p. 2806 (Document n° 788). — Discussion, p. 2908; adoption de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi portant modification des articles* 48, 58, 60 *et* 61 *de la loi du* 28 *octobre* 1946, *sur les dommages de guerre*, p. 2915 *(rectificatif*, p. 3003).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 9096 (Document n° 1962).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Schell relative au recouvrement des prix de cession des mobiliers attribués aux sinistrés spoliés, p. 231 (Document n° 11872).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dezarnaulds tendant à accorder sous certaines conditions le droit à réparation des dommages de guerre aux étrangers naturalisés Français, p. 1958 (Document n° 12477).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Levindrey tendant à compléter la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, en ce qui concerne la reconstitution des stocks de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, p. 2000 (Document n° 12496).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à modifier l'imposition de certaines indemnités de dommages de guerre, p. 4486 (Document n° 13055).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à compléter les dispositions de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 5931 (Document n° 74).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix-Gouin tendant à modifier l'article 3 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 6114 (Document n° 361).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck modifiant l'article 10, cinquième alinéa, de la loi du 28 octobre 1946 pour faire bénéficier les Français sinistrés à l'étranger de la législation actuelle des dommages de guerre, p. 6134 (Document n° 400).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 6218 (Document n° 522).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Midol tendant à modifier l'article 21 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 afin de porter le taux de l'indemnisation forfaitaire du mobilier familial de 90.000 francs à 250.000 francs, p. 6371 (Document n° 752).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Isorni tendant à abroger l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 qui supprime le droit à la réparation des dommages de guerre à certains condamnés, p. 7671 (Document n° 1379).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Midol portant établissement de l'ordre de priorité d'indemnisation des dommages de guerre, p. 9231 (Document n° 2020).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement la loi du 28 octobre 1946 sur la réparation des dommages de guerre, p. 2867 (Document n° 12733).

Dons, legs et fondations.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur les donations et fondations des associations, sociétés et académies reconnues d'utilité publique, p 5930 (Document n° 43).

Donations. — V. *Impôts (enregistrement).*

Donneurs de sang. — V. *Interpellations* n° 149.

Douanes. — V. *Conventions internationales.* — *France d'outre-mer (Afrique occidentale française).* — *Exportation et importations.* — *Pêches maritimes.* — *Question orales (Assemblée nationale)*, n° 137.

ADMISSION EN FRANCHISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delbez tendant à inviter le Gouvernement à ne pas reconduire l'arrêté du 13 septembre 1948 fixant les contingents de vins marocains admissibles en franchise, p. 8223 (Document n° 1635).

TARIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Peytel tendant à compléter la loi du 8 janvier 1951 portant autorisation d'un programme de réarmement et à modifier le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers, p. 7671 (Document n° 1320). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à modifier la loi n° 51-29 du 8 janvier 1951, afin d'abroger le décret du 20 octobre 1951, relevant les taxes sur les produits pétroliers, p. 7854 (Document n° 1447). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 51-1214 du 20 octobre 1951 relevant le taux des taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers, p. 7662 (Document n° 1233). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Crouzier tendant à inviter le Gouvernement à abroger sans délai le décret du 20 octobre 1951 majorant le prix de l'essence, p. 7672 (Document n° 1306). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 8304 (Document n° 1644). — Discussion, p. 9193. — Suite de la discussion, p. 9205; adoption, au scrutin, de l'ensemble après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à abroger le décret n° 51-1214 du 20 octobre 1951, relevant le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers, et à créer un fonds spécial d'investissement routier* », p. 9212.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3002 (Document n° 822). — Lecture du rapport par MM. Alric et discussion, p. 3030. — Adoption d'une proposition de résolution

demandant à l'Assemblée une prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 3036.
Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 9306 (Document n° 2081).
Conseil de la République. — Suite de la discussion, p. 3036; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi fixant le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers* », p. 3042 (*rectificatif*, p. 3206).
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 9460 (Document n° 2082). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 9546 (Document n° 2133). — Discussion, p. 9751; adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec le titre adopté en première lecture, p. 9756 (*Loi n° 51-1480 du 30 décembre 1951, J. O. du 30 décembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une motion de censure par M. Bardon, ainsi libellée: « L'Assemblée nationale, considérant que l'augmentation du prix de l'essence est contraire à l'intérêt de l'économie nationale; considérant que cette augmentation a été brusquement décrétée par le Gouvernement sans l'assentiment et même sans la consultation du Parlement ni de ses commissions compétentes, décide d'appliquer la censure au Gouvernement qui a pris le décret susvisé, p. 7863. — Discussion, p. 8148; rejet, au scrutin, p. 8149.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une motion de censure par Mme Rose Guérin et M. Pronteau ainsi conçue: « L'Assemblée nationale censure le Gouvernement qui, après avoir pris le décret du 20 octobre 1951, relevant les taxes sur les produits pétroliers, passe outre aux décisions unanimes des commissions compétentes en se refusant à abroger ce décret de vie chère », p. 7862. — Discussion, p. 8146, rejet, au scrutin, p. 8163

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Signor sur la proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection de la pêche goémonière en élevant à 100 p. 100 les droits de douane sur les quantités à importer pour compléter notre production nationale, en instituant une prime à la production pour encourager les pêcheurs, en assurant la reprise du fonctionnement de la caisse de péréquation des producteurs d'iode (n° 11542), p. 1220 (Document n° 12228).

— Dépôt d'un projet de loi portant majoration des taux de la taxe intérieure de consommation applicable aux produits pétroliers et augmentation des crédits affectés au financement de la ristourne forfaitaire sur les carburants agricoles, p. 2470 (Document n° 12597).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcellin tendant à rétablir les droits du Parlement en matière de tarification douanière, p. 7492 (Document n° 1147).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desgranges tendant à inviter le Gouvernement à faciliter l'importation des filés de coton par l'abolition des droits de douane sur ces produits, p. 6492 (Document n° 834).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maton tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de protéger l'activité des marbreries de l'Avesnois et de maintenir les droits de douane en faveur de notre industrie marbrière, p. 7636 (Document n° 1226).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de La Gontrie tendant à modifier la loi n° 51-1480 du 30 décembre 1951, portant abrogation du décret n° 51-1214 du 20 octobre 1951, relevant le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers et création d'un fonds spécial d'investissement routier, p. 3578 (Document n° 900)
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 10238 (Document n° 2311).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de La Gontrie tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier la loi n° 51-1480 du 30 décembre 1951 de façon à faire bénéficier la voierie vicinale et rurale du « fonds spécial d'investissement routier », p 3578 (Document n° 901).

— Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission de gestion du fonds d'investissement routier, p. 3650.

Voir également à la rubrique: *Combustibles liquides et dérivés.*

Douanes (services des). — V. *Finances (ministère).* — *Traitements (finances).*

Douanes coloniales. — V. *France d'outre-mer (Afrique équatoriale française, Saint-Pierre et Miquelon).*

Drogueries, herboristeries. — V. *Alsace et Lorraine.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à créer le statut des droguistes et droguistes marchands de couleurs, p. 5283 (Document n° 13255).

Droits d'auteur. — V. *Propriété industrielle.*

Droits d'enregistrement. — V. *Impôts (enregistrement).*

Droits fonciers. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

Droit de grève. — V. *Grève (droit de).*

Droits de mutation. — V. *Impôts (enregistrement, revenus).* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 170.

Droits de plaidoirie. — V. *Avocats.*

Droits de quai. — V. *Ports maritimes et fluviaux.*

Droits scolaires et universitaires. — V. *Etudiants.* — *Pupilles de la nation.*

Droits de soulte. — V. *Impôts (enregistrement).*

E

Eaux. — V. *Canaux, cours d'eau et rivières.* — *Interpellations*, n° 180. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 136, 195 (*Conseil de la République*) n° 2,22.

Eaux et forêts. — V. *Agriculture (ministère).* — *Interpellations* n° 58. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°I 104, 105.

Eaux d'irrigation. — V. *Electricité (travaux).*

Eaux minérales. — V. *Impôts (chiffre d'affaires).*

Eau potable.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un raport de M. Roques sur la proposition de loi de M. Delachenal concernant le droit de passage chez un voisin pour adduction d'eau potable (n° 8434) p. 4487 (Document n° 13048). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 avril 1845 sur les irrigations, en étendant le bénéfice de ses dispositions aux adductions d'eau potable.* », p. 5216.
Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1666 (Document n° 400). — Dépôt du rapport par M. Robert Chevalier, p. 2200 (Document n° 633). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2311 (*rectificatif*, p. 2337).
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7006 (Document n° 1025).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à accorder une subvention en capital de 160 millions de francs au syndicat intercommunal de l'Estéron et du Var inférieur (Alpes-Maritimes) pour permettre la terminaison complète des travaux d'adduction d'eau en bonne voie d'achèvement, p. 719 (Document n° 12065).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilbert Cartier tendant à créer un fonds national d'amortissement pour les charges d'adductions d'eau, p. 5979 (Document n° 200).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bourdelles tendant: 1° à abroger l'article 1er de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947, portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; 2° à instituer un plan de financement et une loi de programme en ce qui concerne les adductions d'eau dans les communes rurales, p. 6513 (Document n° 845).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la non-reconduction du décret du 11 septembre 1931 déclarant d'utilité publique le projet d'adduction des eaux du Val de Loire à la ville de Paris, p. 5933 (Document n° 83). — Dépôt du rapport par M. Dézarnaulds, p. 6821 (Document n° 956).

Eaux-de-vie. — V. *Impôts (contributions indirectes).*

Ecluses. — V. *Ports maritimes et fluviaux.*

Ecoles. — V. *Agriculture (lait et produits laitiers).* — *Allocations familiales.* — *Bâtiments publics.* — *Culte.* — *Domaine de l'Etat, des départements et des communes (acquisition d'immeubles).* — *Education nationale (ministère).* — *Enseignement.* — *Hygiène scolaire et universitaire.* — *Interpellations*, n°s 31, 55, 188. — *Traitements (éducation nationale).*

Economes. — V. *Education nationale (ministère).*

Economies. — V. *Budget.* — *Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).*

Economiquement faibles. — V. *Assurances sociales (vieux travailleurs).* — *Combustibles solides et dérivés.* — *Interpellations*, n°s 23, 91, 115, 118, 199, 206, 222. — *Loyers (locaux).* — *Pensions et retraites (cumul, pensions et rentes viagères).* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 178 (*Conseil de la République*), n°s 15, 26, 125. — *Radiodiffusion française.* — *Viticulture.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à: 1° simplifier les modalités d'application de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 portant institution d'une « carte sociale des économiquement faibles »; 2° à accorder certains avantages aux bénéficiaires de ladite carte, p. 4486 (Document n° 13059).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant: 1° à simplifier les modalités d'application de la loi n° 49-1091 du

2 août 1949 portant institution d'une carte sociale des économiquement faibles; 2° à accorder certains avantages aux bénéficiaires de ladite carte, p. 7338 (Document n° 1036).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 afin qu'il ne soit plus tenu compte de la situation des descendants pour l'attribution de la carte sociale des économiquement faibles, p. 8673 (Document n° 1750) (*rectificatif*, p. 8902).

Education nationale (Ministère)

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Rumeau tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux économes des écoles normales lésés par le décret du 19 décembre 1950, les mesures transitoires prévues par ce décret pour les 30 p. 100 des économes des écoles normales en fonction du 1er janvier 1949, p. 1471 (Document n° 12289). — Dépôt du rapport par Mlle Rumeau, p. 4582 (Document n° 13083).

Education physique et sports. — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives. — Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).*

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont tendant à la réouverture des écoles normales de maîtres et maîtresses d'éducation physique et sportive et des centres régionaux d'éducation physique et sportive de Besançon, de Nancy et de la Haute-Barde, près de Tours, p. 3507 (Document n° 12882).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramette tendant à la création d'un centre régional d'éducation physique et sportive dans l'académie de Lille, p. 3507 (Document n° 12883).

Egouts. — V. *Départements, villes et communes (aménagement des villes). — Pensions et retraites (personnels communaux et départementaux).*

Egypte. — V. *Interpellations* n°s 213, 217.

Elections. — V. *Algérie. — Constitution. — France d'outre-mer (départements d'outre-mer).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant: 1° à fixer à vingt ans la majorité politique; 2° à modifier l'article 12 du titre 2 du décret organique du 2 février 1852 afin de permettre aux jeunes gens de voter, s'ils ont atteint la majorité politique au jour du scrutin, p. 1471 (Document n° 12288).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deshors tendant à abroger les dispositions législatives (notamment les ordonnances des 21 avril 1944, 6 avril 1945, 13 septembre 1945 et les lois du 19 janvier 1946, 26 avril 1946, 4 octobre 1946 et 8 octobre 1946, qui ont déclaré inéligibles des citoyens français à raison de leur vote ou de leur présence dans une assemblée communale, départementale ou nationale, p. 7600 (Document n° 1190) (*rectificatif*, p. 7636).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz concernant les inégibilités aux élections législatives, cantonales et municipales, p. 8028 (Document n° 1525).

Elections cantonales. — V. *Administration départementale. — Armées (classes 1950, 1951). — Elections.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à permettre aux bénéficiaires de l'amnistie accordée en application de la loi du 5 janvier 1951 d'être inscrits sur les listes électorales avant les élections cantonales, p. 6371 (Document n° 745).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter la loi n° 49-285 du 2 mars 1949 portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales, p. 7314 (Document n° 1079).

Elections législatives. — V. *Armées (congés, permissions). — Constitution. — Elections. — France d'outre-mer (départements). — Interpellations* n° 257. *— Nationalité. — Radiodiffusion française.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi portant modification de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale (n°s 10948, 11717), p. 1013 (Document n° 12155). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Mazuez, p. 1394 (Document n° 12272). Suite de la discussion générale, p. 1482, 1494, 1513, 1546, 1568, 1587, 1663; adoption au scrutin de la prise en considération du projet gouvernemental, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, et suite de la discussion, p. 1678; démission du Gouvernement à la suite du rejet, au scrutin, d'un amendement de M. Delachenal, p. 1722. — Reprise du débat (discussion des articles), p. 1972, 1987. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire, p. 1989 (Document n° 12511). — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire, p. 2087 (Document n° 12528), suite de la discussion, p. 2148. — Dépôt d'un quatrième rapport supplémentaire, p. 2242 (Document n° 12565), suite de la discussion, p 2303. — Dépôt d'un cinquième rapport supplémentaire, p. 2324 (Document n° 12610), suite de la discussion, p. 2324. — Dépôt d'un sixième rapport supplémentaire, p. 2411 (Document n° 12615), suite de la discussion, p. 2446; adoption, au scrutin, du projet de loi avec le titre suivant: « *Projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale.* », p. 2741 (*rectificatif*, p. 2639).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1030 (Document n° 228). — Dépôt du rapport par M. Avinin, p. 1074 (Document n° 249). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Monichon, p. 1106 (Document n° 263). — Discussion, p. 1159, 1198, 1238; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi tendant à fixer le mode d'élection des membres de l'Assemblée nationale.* », p. 1270 (*rectificatif*, p. 1299).

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 3825 (Document n° 12938). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 4005 (Document n° 12956). — Discussion, p. 4035, 4103, 4121, reprise du titre adopté en première lecture par l'Assemblée et suite de la discussion, p. 4104; rejet, au scrutin, du projet de loi, p. 4123. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bour, p. 4137 (Document n° 13011). — Le Gouvernement dépose un nouveau projet.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 4154 (Document n° 13019). — Dépôt du rapport par M. Bour (Document n° 13020) et discussion, p. 4188; question de confiance, p. 4209; explications de vote, p. 4392, 4400; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4403 (*rectificatif*, p. 4488).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1394 (Document n° 319). — Lecture du rapport par M. Monichon et discussion, p. 1422; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable au projet de loi, p. 1434 (*rectificatif*, p. 1501).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4466 (Document n° 13053). — Dépôt du rapport par M. Bour (Document n° 13054) et discussion, p. 4481; motion d'ajournement et question de confiance, p. 4484; explication de vote, p. 4779, rejet, au scrutin, de la motion d'ajournement et suite de la discussion, p. 4785; rejet, au scrutin, de l'avis défavorable du Conseil de la République et reprise du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 4789 (*Loi n° 51-519 du 9 mai 1951, J. O. du 10 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mazuez sur les propositions de loi: 1° de M. Aku relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis; 2° de M. Yacine Diallo relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis; 3° de M. Edouard Daladier tendant à fixer le mode de représentation à l'Assemblée nationale des territoires d'outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer (n°s 11113, 11309, 11357), p. 3683 (Document n° 12929). — Discussion, p. 3838, 3851, 3885; adoption, au scrutin, de l'ensemble après modification du titre: *Proposition de loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer*, p. 3905.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1353 (Document n° 300). — Dépôt du rapport par M. Liotaud, p. 1698 (Document n° 470). — Discussion, p. 1937, 1939, 1949; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1962 (*rectificatif*, p. 2029).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi (Document n° 13330) et dépôt du rapport par M. Senghor, p. 5773 (Document n° 13331). — Discussion, p. 5728; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, avec modifications, p. 5741 (*Loi n° 51-566 du 23 mai 1951, J. O. du 24 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcellin tendant à instituer un nouveau mode d'élection des députés, p. 1391 (Document n° 12271). — Retrait, p. 1471.

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Minjoz sur les propositions de loi: 1° de M. Yves Péron tendant à l'abrogation de certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 modifiant le décret organique du 2 février 1852 relatif à l'élection des députés au corps législatif et à l'amnistie de certaines condamnations; 2° de M. André Marty tendant à supprimer certaines mesures de radiations des listes électorales édictées par l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 aggravant le décret organique du 2 février 1852 de Louis-Napoléon-Bonaparte (n° 8375, année 1949), p. 6113 (Document n° 365).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les élections, p. 9515 (Document n° 2119).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Chamant tendant à modifier l'article 36 de la loi du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 645 (Document n° 12014).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Chautard tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 1219 (Document n° 12232).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramadier relative au régime électoral, p. 1958 (Document n° 12474).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fredet tendant à instituer le scrutin plurinominal à un tour pour l'élection des députés, p. 1958 (Document n° 12486).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vendroux tendant à instituer le vote par procuration en faveur des électeurs que leurs obligations militaires tiennent éloignés du lieu de leur domicile légal, p. 3290 (Document n° 12835).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 46-667 du 12 avril 1946, instituant le vote par correspondance, aux salariés et aux fonctionnaires et assimilés

ainsi qu'aux membres de leur famille, absents de leur domicile habituel le jour des élections, par suite de congé payé ou de congé annuel, p. 5201 (Document n° 13246).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à rétablir le scrutin uninominal à deux tours, p. 5930 (Document n° 33).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Adrien André tendant au rétablissement du scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 5931 (Document n° 63).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à rétablir le scrutin uninominal d'arrondissement à deux tours, p. 5928 (Document n° 93).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen organisant le vote par procuration des ouvriers agricoles saisonniers, p. 6098 (Document n° 335).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à modifier l'article 81 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 (code de la nationalité française), afin de permettre aux étrangers ayant acquis la nationalité française de pouvoir prendre part aux élections politiques, p. 6114 (Document n° 354).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à la modification de l'article 82 du titre III de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 (Code de la nationalité française) en vue de permettre l'inscription sur les listes électorales de l'épouse et des enfants majeurs du sexe féminin, des naturalisés, ayant droit à demander leur inscription sur les listes électorales, en application de l'article 82 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, p. 6114 (Document n° 355).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant: 1° à fixer à 20 ans la majorité politique; 2° à modifier l'article 12 du titre II du décret organique du 2 février 1852 afin de permettre aux jeunes gens de voter, s'ils ont atteint la majorité politique au jour du scrutin, p. 6134 (Document n° 389).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à fixer le mode d'élection des députés de l'Assemblée nationale, p. 6134 (Document n° 398).

— Dépôt d'un proposition de loi de M. Cristofol tendant: 1° à l'inscription d'office sur les listes électorales de la commune où ils sont nés, des jeunes gens ayant atteint la majorité requise pour avoir le droit de vote; 2° à l'ouverture d'un délai de quinze jours pour permettre l'inscription des électeurs ou électrices omis ou radiés par erreur, p. 6176 (Document n° 482) (*rectificatif*, p. 6374).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph-André Hugues tendant à normaliser et à moraliser les élections partielles des députés par la modification de certaines dispositions des lois n°s 46-2151 du 5 octobre 1946 et 51-519 du 9 mai 1951, p. 6175 (Document n° 813 (*rectificatif*, p. 6514).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri tendant à abroger les dispositions législatives qui ont déclaré inéligibles certains citoyens français à raison de leur vote ou de leur présence dans une assemblée publique, p. 6175 (Document n° 832).

— Dépôt d'une proposition de loi de M Mora tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 46-667 du 12 avril 1946, instituant une procédure exceptionnelle de vote par correspondance en faveur de certaines catégories d'électeurs empêchés de voter dans les conditions normales, p. 7192 (Document n° 1053).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Monichon tendant à modifier la loi n° 51-519 du 9 mai 1951 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 2054 (Document n° 503).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p 5933 (Document n° 88).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M Rabouin tendant à permettre une revision exceptionnelle des listes électorales, p. 2061 (Document n° 534).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 428).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 51-586 du 23 mai 1951, relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 2075 (Document n° 564).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6371 (Document n° 707).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une indemnité spéciale aux personnels des mairies ayant participé aux travaux de dépouillement des votes le 17 juin 1951, p. 6178 (Document n° 501).

Electricité et gaz. — V. *Budget de* 1952 (*modernisation et équipement*). — *Interpellations* n°s 151, 242. — *Pensions et retraites* (*cumul*). — *Questions orales* (*Conseil de la République*) n°s 75, 132.

CHARGES D'EXPLOITATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi portant règlement des charges exceptionnelles des régies gazières, des entreprises gazières et des autres entreprises concessionnaires de services publics (n° 11459), p. 151 (Document n° 11857). — Dépôt du rapport par M. Krieger, p. 2002 (Document n° 12510). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6326 (Document n° 665).

COMPTEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Rose Guérin sur la proposition de loi de Mme Duvernois tendant à interdire la perception de redevances pour la location et l'entretien des compteurs des branchements et des colonnes montantes de gaz et d'électricité (n° 11525), p. 1013 (Document n° 12152). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6325 (Document n° 662).

CONCESSIONS (FORCES HYDRAULIQUES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Besset tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département du Puy-de-Dôme, p. 9231 (Document n° 2022).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de l'Isère, p. 9231 (Document n° 2023).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cagne tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement du Rhône, p. 9232 (Document n° 2025).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védrines tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département du Cantal, p. 9232 (Document n° 2026).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Goudoux tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de la Corrèze, p. 9232 (Document n° 2027).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castera tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département des Hautes-Pyrénées, p. 9307 (Document n° 2063).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cristofol tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de la Haute-Garonne, p. 9307 (Document n° 2064).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de Lot-et-Garonne, p. 9307 (Document n° 2065).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Renard tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département des Ardennes, p. 9459 (Document n° 2099).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castera tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de l'Ariège, p. 9459 (Document n° 2100).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département des Hautes-Alpes, p. 9459 (Document n° 2102).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Roca tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de l'Aveyron, p. 9459 (Document n° 2103).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bartolini tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département des Alpes-Maritimes, p. 9459 (Document n° 2104).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alfred Costes tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de la chute d'eau de Carla-Rivière dans le département du Tarn, p. 9459 (Document n° 2105).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cagne tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de la Savoie, p. 9459 (Document n° 2106).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Grappe tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de la Haute-Savoie, p. 9456 (Document n° 2107).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alphonse Denis tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de la Haute-Vienne, p. 9516 (Document n° 2162).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de la chute d'eau d'Asasp, dans le département des Basses-Pyrénées, p. 9516 (Document n° 2163).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bartolini tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département des Basses-Alpes, p. 9546 (Document n° 2164).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Patinaud tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de la Loire, p. 9968 (Document n° 2248).

DISTRIBUTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les dispositions nécessaires pour que le fonctionnement de l'usine à gaz de Martigues et la fourniture du gaz de houille aux usagers de cette localité ne soient pas interrompus, p. 7910 (Document n° 1479).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Mireille Dumont, tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les dispositions nécessaires pour la reprise du fonctionnement de l'usine à gaz de Martigues et la fourniture de façon permanente du gaz de houille aux usagers de cette localité, p. 2680 (Document n° 745).

HIVERS

Assemblée nationale. — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi du 15 février 1941 relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz » (n° 3309, année 1948), p. 5928 (Document n° 6).

Voir également à la rubrique précédente: *Distribution.*

ÉLECTRIFICATION DES CAMPAGNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mora tendant à dégager un crédit de 20 milliards de francs en vue de subventionner des travaux d'électrification rurale et à modifier le taux de la subvention de l'Etat en capital, p. 22 (Document n° 11834).

ENTREPRISES DE PRODUCTION

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud tendant à permettre l'accroissement de la production de l'énergie électrique, p. 813 (Document n° 194).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2242 (Document n° 12569).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud tendant à aménager les rapports commerciaux entre Electricité de France et les producteurs d'énergie électrique exclus de la nationalisation, p. 2075 (Document n° 541).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 723).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud tendant à permettre l'accroissement de la production de l'énergie électrique, p. 2075 (Document n° 542).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6371 (Document n° 710).

NATIONALISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaborit tendant à modifier les articles 23 et 45 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 338 (Document n° 11905).

—(Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaborit tendant à modifier les articles 10 et 12 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité. en vue de la valorisation de l'indemnisation des « non cotés » au jour de leur règlement, p. 6370 (Document n° 700).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaborit tendant à modifier les articles 23 et 45 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 8837 (Document n° 1848).

TARIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Duvernois tendant à surseoir à toute augmentation du prix du gaz, p. 231 (Document n° 11870).

TRAVAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Goudoux, sur la proposition de résolution de M. Goudoux tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir à Electricité de France les crédits nécessaires à la mise en chantier des futurs barrages d'Uzerche et Hautefage (Corrèze) (n° 10131), p. 4125 (Document n° 13001). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6326 (Document n° 668).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Girardot tendant à la poursuite accélérée de constructions de barrages réservoirs sur le cours du Verdon (production d'énergie électrique, réserves d'eau d'irrigation) et à concéder à l'agriculture du département des Basses-Alpes un module d'eau d'irrigation sur le plateau de Valensole-Riez, p. 1471 (Document n° 12297). — Dépôt du rapport par M. Goudoux, p. 4125 (Document n° 13003). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6326 (Document n° 669).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel tendant à inviter le Gouvernement: 1° à déclarer d'utilité publique l'aménagement du barrage de Montélimar; 2° à prévoir les crédits nécessaires pour le démarrage des travaux; 3° à prévoir l'ouverture de travaux publics régionaux, p. 294 (Documeln n° 11882). — Dépôt du rapport par M. Michel, p. 1724 (Documnet n° 12384). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6325 (Document n° 663).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage la construction du grand canal d'Alsace et l'équipement électrique du Rhin, p. 9232 (Document n° 2021).

Electrification des campagnes. — V. *Electricité et gaz.*

Emballages. — V. *France d'outre-mer (Afrique occidentale française).*

Emploi obligatoire des mutilés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à modifier le décret-loi du 20 mars 1939 concernant les redevances dues par les employeurs en application de la loi du 26 avril 1924 sur les emplois obligatoires et le retour de celles-ci à l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, p. 8383 (Document n° 1676).

Emplois réservés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Maillocheau sur la proposition de résolution de M. Mouton, tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'application effective de la loi sur les emplois réservés (n° 11153), p. 646 (Document n° 12037).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrond tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés du travail des emplois réservés dans les administrations de l'Etat, p. 5113 (Document n° 13238).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à accélérer les nominations aux emplois réservés aux anciens combattants et victimes de la guerre, p 9173 (Document n° 2006).

Emprunts. — V. *Départements, villes et communes. — France d'outre-mer (textes généraux, Tunisie). — Habitations à bon marché, habitations à loyer modéré. — Interpellations* n° 187. — *Tourisme.*

Emprunts français à l'étranger. — V. *Conventions internationales (biens et intérêts français).*

Enchères. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

Energie atomique. — V. *Interpellations* n°s 47, 82, 85, 168.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'exploitation, à la détention et au commerce des substances utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique, p. 1999 (Document n° 13177).

Energie électrique. — V. *Electricité.*

Enfance (Protection de l'). — V. *Agriculture (lait et produits laitiers). — Algérie (organisation judiciaire). — Allocations familiales. — Assistance à la famille. — Code civil. — Code pénal. — Code du travail (élections professionnelles, travail des femmes et des enfants). — Conventions internationales (travail des enfants). — Enseignement. — Etablissements privés. — France d'outre-mer (départements, textes généraux). — Noms patronymiques. — Pharmacie. — Presse. — Questions orales (Conseil de la République)* n° 27. — *Santé publique (ministère).*

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (n°s 11065, 11294), p. 2253 (*rectificatif*, p. 2474, 5865).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 968 (Document n° 222). — Dépôt du rapport par M. Marcel Molle, p. 1458 (Document n° 341). — Discussion, p. 1581; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1592 (*rectificatif*, p. 2056)

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5001 (Document n° 13199). — Dépôt du rapport par M. Louis Rollin, p. 5284 (Document n° 13274). — Discussion, p. 5680; adoption du projet de loi avec modifications, p. 5681 (*rectificatif*, p. 5830) (*Loi n° 51-687 du 24 mai 1951, J. O. du 2 juin 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lacaze relative à la protection de l'enfance inadaptée, p. 1394 (Document n° 12276).

Voir également à: *Code pénal.*

Engrais. — V. *Agriculture. — Interpellations* n° 224. — *Office national de l'engrais.*

Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).

Assemblée nationale. — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 46-1908 du 31 août 1946, ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (n° 5102, année 1948), p. 5928 (Document n° 11).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Juglas tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée de tirer les conclusions de l'enquête menée en 1950 en Côte d'Ivoire sur les événements survenus dans ce territoire, p. 7047 (Document n° 1036). — Dépôt du rapport par M. Delos du Rau, p. 10061 (Document n° 2264).

Assemblée nationale. — Nomination de membres chargés de représenter la commission des finances au sein du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics, p. 6329.

Assemblée nationale. — Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête de la commission des boissons sur la production de toutes les boissons alcoolisées, p. 6068. — Adoption, p. 6125.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête de la commission de la défense nationale pour l'accomplissement de sa mission de contrôle, p. 6148. — Adoption, p. 6229.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le fonctionnement et la situation financière du régime général de la sécurité sociale, p. 6156. — Adoption, p. 6229.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de l'agriculture pour lui permettre d'étudier l'ensemble des problèmes intéressant l'agriculture, p. 6284. — Adoption, p. 6358.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission des finances afin qu'elle puisse remplir dans tous les domaines sa mission de contrôle budgétaire et procéder à des investigations sur tous les sujets qui, au cours de l'examen des textes qui lui sont soumis, lui paraîtront devoir faire l'objet d'une enquête de sa part, p. 6308. — Adoption, p. 6358.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête à la commission des affaires étrangères pour l'accomplissement de sa mission, p. 6357. — Adoption, p. 6535.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête à la commission de la production industrielle, sur les questions relevant de sa compétence, p. 6603. — Adoption, p. 6777.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête à la commission de la reconstruction et des dommages de guerre pour remplir le mandat que lui a confié l'Assemblée, p. 8367. — Adoption, p. 8507.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête à la commission de la presse sur les questions relatives au cinéma, p. 9252. — Adoption, p. 9574.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête pour la commission des affaires économiques pour rechercher les causes des difficultés qui se manifestent dans plusieurs secteurs de l'économie française, p. 9910. — Adoption, p. 10242.

Enquêtes parlementaires (Conseil de la République).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mostefaï El-Hadi tendant à la désignation d'une commission à l'effet d'enquêter sur place sur les causes du malaise algérien et sur la valeur des révélations faites à la tribune de l'Assemblée nationale touchant à l'existence à Fedja M'Zala (département de Constantine) d'une milice organisée clandestinement en vue d'une intervention armée, p. 817 (Document n° 193).

Conseil de la République. — Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la production industrielle sur le problème de la fermeture de certains puits d'extraction dans les gisements houillers de la France métropolitaine, p. 521. — Adoption, p. 572.

— Dépôt d'un rapport d'information de M. Delfortrie à la suite de la mission d'enquête effectuée par une délégation de la commission sur les problèmes de l'exploitation minière de Ronchamp, p. 2534 (Document n° 685).

— Demande d'octroi de pouvoirs d'enquête de la commission de la France d'outre-mer sur les sociétés d'économie mixte ou similaires intéressant l'Union française, p. 817. — Adoption, p. 852.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la France d'outre-mer sur l'office du Niger, p. 740. — Adoption, p. 1083.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête de la commission des pensions pour une mission chargée de s'informer sur les problèmes posés par l'exhumation et le rapatriement des corps des victimes de guerre françaises inhumées en Allemagne et en Autriche et sur l'entretien des cimetières français dans ces deux pays, p. 1239. — Adoption, p. 1362.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête de la commission de l'intérieur sur le problème du rattachement du territoire du M'Zab au département d'Alger, p. 2966; adoption, p. 3510.

Enregistrement. — V. *Agriculture (crédit agricole). — Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 16, 170, 195.

Enseignement. — V. *Algérie. — Allocations familiales. — Bâtiments publics. — Budget (éducation nationale). — Bureau universitaire de statistique. — Education nationale (ministère). — Fonctionnaires de l'enseignement. — France d'outre-mer (textes généraux). — Impôts (taxes départementales et communales). — Interpellations* n°s 248, 255. *— Papier. — Postes, télégraphes et téléphones (tarifs). — Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 98, 115, 125, 135, 183, 185, 186. *— Sociétés coopératives familiales scolaires.*

ALLOCATION-ÉDUCATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Barangé tendant à instituer un compte spécial du Trésor, p. 6371 (Document n° 760). — Dépôt du rapport par M. Simonnet, p. 6550 (Document n° 876). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Raingeard, p. 6887 (Document n° 958). — Discussion, p. 6877, 6896, 6914, 6925, 6939, 6960, 6972, 6993, 7016. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Simonnet, p. 7032 (Document n° 1030). — Discussion, p. 7033, 7073, 7166, 7158. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Simonnet (Document n° 1054) et suite de la discussion, p. 7192). — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire par M. Simonnet (Document n° 1055) et suite de la discussion, p. 7222, 7257; adoption de la proposition de loi, p. 7268 (*rectificatif*, p. 7310).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2336 (Document n° 668). — Dépôt du rapport par M. de Maupéou (Document n° 676) et d'un avis de la commission des finances par M. Maurice Walker (Document n° 677), p. 2436. — Discussion, p. 2443, 2451, 2467, 2501, 2514, 2517. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. de Maupéou (Document n° 688) et discussion, p. 2534; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 2538. — Demande de séance pour déposer une motion, tendant au renvoi, au comité constitutionnel de ladite proposition de loi, p. 2538, et rejet, au scrutin, p. 2543 (*rectificatif*, p. 2593).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7532 (Document n° 1174). — Dépôt du rapport par M. Simonnet (Document n° 1176) et discussion, p. 7575; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, avec modifications, p. 7598 (*Loi n° 51-1140 du 28 septembre 1951, J. O. du 30 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Soustelle tendant à organiser l'éducation nationale par l'attribution aux familles d'une allocation-éducation, p. 5930 (Document n° 59).

Voir également à la rubrique suivante: *Bourses d'enseignement.*

BON SCOLAIRE FAMILIAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à l'institution du bon scolaire familial, p. 6004 (Document n° 239).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Manceau tendant à établir un mode de financement pour les écoles, p. 6052 (Document n° 277).

BOURSES D'ENSEIGNEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (éducation nationale), p. 6370 (Document n° 755). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6426 (Document n° 798). — Dépôt du rapport par M. Simonnet, p. 6476 (Document n° 825). — Discussion, p. 6505, 6508. — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Léotard, p. 6535 (Document n° 878). — Suite de la discussion, p. 6536, 6576, 6675, 6696, 6711, 6720, 6735, 6746, 6760, 6777, 6787, 6815, 6832; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6844 (*rectificatif*, p. 7340).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2287 (Document n° 655). — Dépôt du rapport par M. Lassagne, p. 2324 (Document n° 664). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Courrière, p. 2336 (Document n° 667). — Discussion, p. 2341, 2376; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2411.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7339 (Document n° 1077). — Dépôt du rapport par M. Simonnet, p. 7393 (Document n° 1109). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Léotard, p. 7492 (Document n° 1149). — Discussion, p. 7531, 7563; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 7569 (*Loi n° 51-1115 du 21 septembre 1951, J. O. du 23 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt par M. Pierrard d'une motion de censure ainsi libellée: « L'Assemblée nationale, considérant que le projet de loi concernant les bourses d'enseignement n'a pas été soumis au conseil supérieur de l'enseignement public, ainsi qu'en fait obligation la loi du 19 mai 1916, censure le Gouvernement », p. 6511; fixation de la date et discussion, p. 6861; rejet, au scrutin, de la motion de censure, p. 6876.

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Faraud sur les propositions de résolution: I — de M. Rincent tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans le prochain collectif de l'exercice 1950 (dépenses de fonctionnement des services civils) les crédits nécessaires à l'attribution de nouvelles bourses aux élèves des cours complémentaires et au relèvement du montant de celles qui sont actuellement accordées; II — de M. Thamier tendant à inviter le Gouvernement: 1° à prendre d'urgence toutes les mesures pour que les bourses attribuées dans les cours complémentaires correspondent aux besoins réels; 2° à envisager, lors de la préparation du budget de 1951, des crédits suffisants pour l'attribution des bourses aux élèves des divers ordres d'enseignement (n° 11666, année 1950), p. 9031 (Document n° 1927).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Charbonnel tendant à prévoir pour les élèves des écoles normales supérieures retardés dans leur travail par les maladies — ayant exigé une interruption d'au moins six mois dans leurs études — une année de bourses supplémentaires, p. 1682 (Document n° 12362).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cogniot tendant à l'abrogation des lois n°s 51-1115 et 51-1140 dites Pleven-Marie et Barangé-Barrachin et à l'abrogation de leurs décrets et circulaires d'application, p. 8617 (Document n° 1741).

Voir également à la rubrique précédente: *Allocation-éducation.*

CANTINES SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à établir un statut des cantines scolaires, p. 8222 (Document n° 1606).

COMMISSION D'ÉTUDE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 28 septembre 1950 instituant une commission d'étude pour l'ensemble des problèmes scolaires, à dissoudre cette commission et à s'abstenir de créer à l'avenir tout autre organisme analogue par sa nature et ses objectifs, à n'accorder, sous quelque forme que ce soit, des subventions aux établissements scolaires confessionnels et à présenter un plan général de développement de l'enseignement public en fonction des besoins, p. 5933 (Document n° 100).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à dissoudre immédiatement la commission d'étude pour l'ensemble des problèmes scolaires, p. 6373 (Document n° 777) (*rectificatif*, p. 6402).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Finet sur la proposition de loi de M. Tourné tendant à faire prendre en charge par l'Etat l'exécution et le payement des travaux qui restent à effectuer au nouveau lycée de garçons de Perpignan (n° 11739), p. 5773 (Document n° 13350).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'installation pour octobre 1951 de 12.000 classes dans les établissements publics d'enseignement ainsi qu'à l'augmentation du nombre de postes d'enseignement et de surveillance dans ces mêmes établissements, p. 5949 (Document n° 184).

FOURNITURES SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Grappe tendant à accorder la gratuité intégrale des fournitures scolaires individuelles dans les établissements publics d'enseignement, p. 6953 (Document n° 1009).

GRATUITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à assurer aux enfants sourd-muets et aveugles le bénéfice de la gratuité de l'enseignement, p. 9030 (Document n° 1951).

GROUPES SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal sur la répartition des dépenses relatives à l'entretien des groupes scolaires, p. 6135 (Document n° 415).

LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à introduire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la loi des 30 et 31 octobre 1886 abrogeant la loi Falloux, p. 6134 (Document n° 390).

LICENCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement: 1° à reconnaître la licence de psychologie comme équivalente à une licence d'enseignement dans tous les domaines touchant à la psychologie et à la pédagogie; 2° à faciliter aux licenciés en psychologie l'accès à l'agrégation de philosophie, p. 1146 (Document n° 12200).

VACANCES SCOLAIRES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Héline sur la proposition de résolution de M. Cornu tendant à inviter le Gouvernement à fixer la date des vacances scolaires du 1er juillet au 15 septembre (n° 838, année 1950), p. 792 (Document n° 172). — Discussion, p. 1046; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 1049.

Enseignement (établissements d'). — V. *Culte.* — *Education nationale (ministère).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à lever les restrictions qui visent certaines familles nombreuses dans le décret du 15 mars 1943, p. 1754 (Document n° 12409).

Enseignement AGRICOLE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fabre tendant à réorganiser l'enseignement agricole, p. 6513 (Document n° 854).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Driant tendant à abroger les dispositions de l'article 9 du décret-loi du 17 juin 1938, relatif à la formation professionnelle agricole, p. 3414 (Document n° 878).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 10060 (Document n° 2258).

Enseignement CONFESSIONNEL. — V. *Enseignement (allocation, bourses, écoles primaires).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 186.

Enseignement FRANÇAIS A L'ETRANGER. — V. *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).*

Enseignement de la MEDECINE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Finet sur la proposition de loi de M. Duveau, tendant à introduire l'enseignement officiel de la chiropractie dans les facultés de médecine (n° 11182), p. 5337 (Document n° 13296). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Finet, p. 9032 (Document n° 1926).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin, tendant à inviter le Gouvernement à instituer en octobre ou novembre 1951, un examen pour l'obtention du certificat de cardiologie, ouvert aux étudiants en médecine ayant accompli leur cycle d'études et les stages exigés, p. 6820 (Document n° 951).

Enseignement PRIMAIRE. — V. *Fonctionnaires de l'enseignement.* — *Interpellations,* nos 188, 219. — *Questions orales (Conseil de la République),* n° 92.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Deixonne sur les propositions de résolution: 1° de M. Francis Leenhardt, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 8 juin 1948 à l'ancienne école des houillères de Fuveau; 2° de M. Mouton, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que, à propos de l'ancienne école des houillères de Fuveau, la loi du 8 juin 1948 soit appliquée et l'arrêt de la cour d'appel d'Aix, en date du 28 novembre 1919, respecté (nos 11560, 11601, 11767), p. 3291 (Document n° 12824). — Adoption d'une résolution avec le libellé suivant: « *L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à appliquer immédiatement la loi n° 48-950 du 8 juin 1948 aux dernières écoles des houillères qui n'ont pas encore été prises en charge par l'enseignement public, en particulier celles de Fuveau, du Gua et des hameaux du bassin des Cévennes* », p. 4101.

Assemblée nationale. Dépôt d'une proposition de loi de M. de Baudry d'Asson portant réorganisation de l'enseignement primaire, p. 1723 (Document n° 12378).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gosset, tendant: 1° à modifier l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public; 2° à faire bénéficier de ces mesures les instituteurs des houillères intégrés dans les cadres de l'enseignement public en vertu de la loi n° 48-950 du 8 juin 1948, p. 6135 (Document n° 412).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux ayant pour objet d'insérer dans la loi du 30 octobre 1886 au titre III, un article 45 *bis* relatif aux « écoles libres incorporées » et au titre I un article 2 *bis* prescrivant que les écoles, collèges, lycées, centres d'études et de recherches, entretenus par l'Etat seront qualifiés de: « établissements nationaux » au lieu de: « établissements publics », p.; 7015 (Document n° 1029).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Grappe, tendant à la création de cantines scolaires dans toute école primaire publique, urbaine ou rurale, ou groupe scolaire, p. 7671 (Document n° 1329).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Naegelen, tendant à accorder des bourses à certains enfants fréquentant les écoles du premier degré, p. 8497 (Document n° 1694).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David, tendant à la décharge de classe des directeurs et directrices d'écoles publiques ayant plus de 300 élèves inscrits, p. 8975 (Document n° 1901).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Reynaud, tendant à inviter le Gouvernement à réintégrer d'urgence les élèves de l'école Alphonse Dupeux, à Bordeaux, dans les deux classes mises actuellement à la disposition des troupes américaines d'occupation pour leurs enfants et d'où les petits Français ont été chassés, p. 105 (Document n° 11349).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Samson, tendant à inviter le Gouvernement à inscrire le code de la route au programme officiel du certificat d'études primaires, p. 9459 (Document n° 2089).

Enseignement SECONDAIRE. — V. *Questions orales (Assemblée nationale),* nos 183, 184, 185, 197.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giovoni, tendant à inviter le Gouvernement à créer dès 1951 le concours de l'agrégation de lettres et littératures modernes, p. 1741 (Document n° 12399).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin, tendant à inviter le Gouvernement à organiser une session supplémentaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré ouverte aux candidats qui avaient droit de se présenter à la seconde session de l'année 1951, p. 8223 (Document n° 1640).

Enseignement TECHNIQUE. — V. *Questions orales* (*Assemblée nationale*), n° 46, 184, 185.

APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un établissement de formation professionnelle de l'industrie aéronautique, p. 2470 (Document n° 12604). — Dépôt du rapport par M. Mazin, p. 4999 (Document n° 13166). — Adoption du projet de loi, p. 5658.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1912 Document n° 473). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 1915 (Document n° 484). — Discussion, p. 1947; adpotion de l'avis sur le projet de loi, p. 1948.

— *Assemblée nationale.* — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5772 (*Loi n° 51-709 du 7 juin 1951, J. O. du 8 juin 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gabriel Péri sur la proposition de résolution de M. Albert Masson, tendant à inviter le Gouvernement à promulguer les statuts des personnels des centres d'apprentissage (n° 11302), p. 1220 (Document n° 12207). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Albert Masson, p. 4069 (Document n° 12987). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5020.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Mazier sur: I. — Le projet de loi portant organisation de la formation professionnelle; II. — Les propositions de loi: 1° de M. André Denis portant organisation de la formation professionnelle et de l'utilisation de la main-d'œuvre; 2° de M. Patinaud, tendant à l'organisation de la formation professionnelle; 3° de M. André Morice sur l'organisation de la formation professionnelle; 4° de M. Mondon, relative à l'organisation de l'apprentissage (n°s 7037, 202, 870, 1696, 4160, 2149), p. 5143 (Document n° 13236).

— Dépôt d'un rapport de M. Simonnet sur la proposition de loi de Mme Lempereur, tendant à remédier aux charges qui pèsent sur les départements pour le fonctionnement des centres d'orientation professionnelle et à préserver l'existence de ces centres (n° 11763), p. 3291 (Document n° 12841).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazier, tendant à demander l'inscription au budget de 1951 des crédits indispensables au fonctionnement des centres de formation professionnelle des adultes, p. 385 (Document n° 11915).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à assurer une formation professionnelle à tous les enfants, p. 6004 (Document n° 251).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à créer des facultés ouvrières de culture et de technique, p. 2268 (Document n° 650) (*rectificatif*, p. 2325). — Dépôt du rapport par M. Estève, p. 3414 (Document n° 877).

COLLÈGE MODERNE ET TECHNIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à la nationalisation du collège moderne et technique Jules-Ferry, à Versailles, cette ville ne pouvant plus assumer les importantes charges de fonctionnement de ce collège, p. 6513 (Document n° 842).

ÉCOLE DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Nédelec sur les propositions de loi: 1° de M. Bergasse, tendant à créer, à Marseille, une école de rééducation professionnelle; 2° de M. Billoux, tendant à créer, à Marseille, une école de rééducation professionnelle pour les mutilés de la guerre et du travail; 3° de M. Defferre, tendant à créer, à Marseille, une école de rééducation professionnelle (n°s 9108, 9174, 9359), p. 1526 (Document n° 12314). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Lecourt, p. 4790 (Document n° 13106). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de Mme Nédelec, p. 8303 (Document n° 1662).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billoux tendant à créer, à Marseille, une école de rééducation professionnelle pour les mutilés de la guerre et du travail, p. 5947 (Document n° 159).

Ententes économiques. — V. *Commerce et industrie* (*ententes professionnelles*).

Entreprises diverses. — V. *Code du travail. — Commerce et industrie. — Impôts* (*bénéfices industriels et commerciaux*). — *Interpellations* n°s 56, 155. — *Questions orales* (*Assemblée nationale*) n°s 24, 25 (*Conseil de la République*) n°s 8, 42.

Entreprises nationalisées ou privées. — V. *Commerce et industrie* (*entreprises diverses*). — *Sociétés coopératives de consommation.*

Entreprises publiques. — V. *Commerce et industrie* (*entreprises diverses*). — *Sociétés coopératives de consommation.*

Epargne. — V. *Impôts* (*revenus*).

Epargne autochtone. — V. *France d'outre-mer* (*textes généraux*).

Epargne-logement. — V. *Caisse nationale d'épargne-logement.*

Epuration. — Indignité nationale. — V. *Amnistie. — Fonctionnaires.*

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 49-1025 du 29 juillet 1949 complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale (n° 11112, année 1950), p. 5828 (Document n° 19).

Equipement rural. — V. *Agriculture* (*crédit agricole, travaux d'amélioration agricole*). — *Questions orales* (*Conseil de la République*) n° 72.

Espagne. — V. *Interpellations* n°s 96, 145. — *Questions orales* (*Assemblée nationale*) n°s 28, 163 (*Conseil de la République*) n° 4.

Essence. — V. *Combustibles liquides et dérivés. — Douanes* (*tarifs*). — *Interpellation* n° 236.

Etablissements BALNEAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Farine sur le projet de loi assurant la sécurité dans les établissements de natation (n° 9720), p. 1635 (Document n° 12353). — Adoption du projet de loi, p. 2788.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1039 (Document n° 238). — Dépôt du rapport par M. Bertaud, p. 1539 (Document n° 357). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1731.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5386 (*Loi n° 51-662 du 24 mai 1951, J. O. du 31 mai 1951*).

Etablissements de BIENFAISANCE. — V. *Adjudications et marchés.*

Etablissements de CURE. — V. *Stations sanatoriales de cure. — Tuberculose.*

Etablissements d'ENSEIGNEMENT. — V. *Education nationale* (*ministère*). — *Enseignement.*

Etablissements HOSPITALIERS. — V. *Hôpitaux et établissements hospitaliers.*

Etablissements MILITAIRES. — V. *Armées.*

Etablissements PRIVES. — V. *Enseignement. — Questions orales* (*Conseil de la République*) n° 27.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gallet sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger (n° 4184), p. 231 (Document n° 11865). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Louis Rollin, p. 1221 (Document n° 12224). — Discussion, p. 5622, 5624; rejet, au scrutin, du projet de loi, p. 5659.

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la formation du personnel d'encadrement des établissements recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles du caractère, ou du comportement ou en danger, p. 2470 (Document n° 12605).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à réglementer les établissements privés recevant des jeunes enfants non soumis à l'obligation scolaire, p. 8222 (Document n° 1607).

Etablissements PUBLICS DE L'ETAT. — V. *Administrations publiques. — Commerce et industrie* (*entreprises diverses*). — *Hypothèques. — Impôts* (*chiffre d'affaires, enregistrement*). — *Infirmiers infirmières et assistantes sociales.*

Etablissements SCOLAIRES. — V. *Culte. — Enseignement.*

Etat-civil. — V. *Code civil.*

Etat-major allié. — V. *Interpellations* n° 150.

Etats-Unis. — V. *Présidence de la République* (*voyage*).

Etrangers. — V. *Amnistie. — Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Code du travail* (*main-d'œuvre étrangère*). — *Dommages de guerre. — Elections législatives. — France d'outre-mer* (*Océanie*). — *Nationalité. — Noms patronymiques. — Pensions et retraites* (*anciens combattants*). — *Prisonniers et déportés. — Questions orales* (*Assemblée nationale*) n° 125 (*Conseil de la République*) n°s 78, 90.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la répression des débarquements irréguliers et clandestins d'étrangers, p. 8198 (Document n° 1599).

Etudiants. — V. *Allocations familiales* (*apprentissage*). — *Armées* (*recrutement*). — *Assurances sociales. — Chômage* (*allocations secours*). — *Interpellations* n°s 62, 69, 80, 84, 234. — *Questions orales* (*Assemblée nationale*) n°s 35, 174 (*Conseil de la République*) n°s 16, 17, 74, 113. — *Traitements* (*éducation nationale*). — *Transports et voies de communication* (*transports de la région parisienne*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cayol sur les propositions de loi: I. — De M. Albert Masson tendant à: 1° assurer la gratuité complète de l'enseignement supérieur; 2° attribuer, sous

certaines réserves, une rémunération aux élèves et étudiants de cet enseignement; 3° préparer la réorganisation de la formation technique supérieure; II. — De M. Cayol tendant à instaurer le versement d'une rémunération aux élèves et étudiants de l'enseignement supérieur; III. — De M. Doutrellot tendant à assurer aux étudiants un niveau de vie décent; IV. — De M. Garaudy et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer le versement d'un salaire aux étudiants et élèves de l'enseignement supérieur (nos 5388, 6418, 9356, 9453), p. 387 (Document n° 11967). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Simonnet, p. 4931 (Document n° 13140). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Cayol, p. 5111 (Document n° 13230). — Discussion, p. 5124. — 2e *législature*. — Reprise du rapport de M. Cayol, p. 9031 (Document n° 1925).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cartier sur la proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 en faveur des étudiants anciens combattants, résistants et victimes de la guerre (n° 11278), p. 1781 (Document n° 12420). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Michelet tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires et universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre, p. 1526 (Document n° 12305). — Dépôt d'un rapport sur les propositions de loi par M. Marcel Cartier, p. 3600 (Document n° 12889). — 2e *législature*. — Reprise du rapport de M Marcel Cartier, p. 9032 (Document n° 1922).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cayol sur la proposition de loi de M. Marcel Cartier tendant à rendre applicables aux étudiants et élèves qui font campagne en Extrême-Orient les dispositions de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires et universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre (n° 10266), p. 2867 (Document n° 12732). — 2e *législature*. — Reprise du rapport de M. Cayol, p. 9032 (Document n° 1924).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Doutrellot tendant à accorder aux étudiants une allocation d'attente à partir du 1er octobre 1951, p. 7403 (Document n° 1120). — Dépôt du rapport par Mlle Dienesch, p. 7636 (Document n° 1215).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Giovoni tendant à assurer le versement d'une rémunération aux étudiants et élèves de l'enseignement supérieur, p. 5932 (Document n° 106).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Simonnet tendant à instaurer le versement d'une rémunération aux élèves et étudiants de l'enseignement supérieur, p. 6004 (Document n° 250).

Conseil de la République. — Reprise par M. Jacques Bordeneuve d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux étudiants orphelins de guerre le bénéfice de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires et universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre (n° 693, année 1949), p. 292.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Boudet tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour faciliter le logement des étudiants, p. 400 (Document n° 94).

Evadés. — V. *Croix de guerre. — Fonctionnaires (avancement)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ninine tendant à indemniser les évadés des territoires soumis à l'autorité de fait dite gouvernement de Vichy ou administrés par l'ennemi, de pertes de biens de toute nature résultant de leur évasion, p. 9818 (Document n° 2206).

Evénements survenus en France de 1933 à 1945. — V. *Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale)*.

Experts agricoles et fonciers. — V. *Agriculture*.

Expert comptable et comptable. — V. *Conventions internationales*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M Jean Cayeux tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés, en vue de définir, sous le signe d'une compétence indiscutée, la profession d'expert comptable, p. 2163 (Document n° 12562).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés, en vue de définir, sous le signe d'une compétence indiscutée, la profession d'expert comptable, p. 5979 (Document n° 196).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et les professions d'expert comptable et de comptable agréé, p. 9545 (Document n° 2157).

Exploitations agricoles. — V. *Agriculture (crédit agricole). — Impôts (enregistrement). — Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 76.

Exploitations forestières. — V. *Assurances sociales (agriculture). — Bois et forêts*.

Exportations et importations. — V. *Agriculture (blé, céréales). — Interpellations* nos 27, 37, 96, 124, 200, 253. — *Pêches maritimes. — Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 137, 156, 182, 188 *(Conseil de la République)*, n° 73, 85.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à préserver la production française de fruits en interdisant immédiatement toute importation d'agrumes d'Espagne, p. 2787 (Document n° 12722).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions de l'arrêté du 6 mars 1951 fixant les conditions dans lesquelles certains exportateurs peuvent obtenir le remboursement d'une partie des charges sociales et fiscales, arrêté portant application des dispositions de l'article 19 du décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950 pris en application de l'article 30 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950, p. 7805 (Document n° 1416).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lambert tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin aux importations de concentrés de tomates et à prendre des dispositions pour sauvegarder nos possibilités d'écoulement, notamment en réduisant les charges fiscales qui frappent notre production de conserves de tomates, p. 9096 (Document n° 1969)

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le contingentement des importations de crustacés vivants, p. 9460 (Document n° 2108).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à refuser tout contingent nouveau de caisses de sardines en provenance du Maroc pour l'année 1952, p. 9546 (Document n° 2170).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Geoffroy tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin à la liberté d'importation des concentrés de tomates, p. 2592 (Document n° 692).

Expositions. — V. *Foires et expositions*.

Exposition de l'Union française.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1952, p. 6604 (Document n° 901).

Expropriation. — V. *Fortifications. — Habitations à bon marché*.

Assemblée nationale. — 2e *législature*. — Reprise du rapport de M. Berger sur: I. Les propositions de loi: 1° de M. Albert Petit tendant à modifier le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique; 2° de M. Solinhac tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 concernant les indemnités dues aux propriétaires de biens frappés d'expropriation publique; 3° de M. Barel tendant à l'indemnisation équitable et rapide des expropriés du nouvel aéroport de Nice; 4° de M. Bacon tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique; 5° de M. Wasmer tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique; II. La proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 45 du décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique (n° 9043, année 1950), p. 7889 (Document n° 1153).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecourt tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, p. 7669 (Document n° 1237).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à modifier l'article 45 du décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, p. 7973 (Document n° 1494).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à modifier l'article 45 du décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, p. 8724 (Document n° 1780).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wolff tendant à compléter l'article 53 du décret-loi du 8 août 1835 relatif à la rétrocession de terrains acquis pour des travaux d'utilité publique, p. 8900 (Document n° 1879).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vaillant-Couturier tendant à modifier le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, p. 9032 (Document n° 1948).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à l'indemnisation des propriétaires de Gonneville et de Maupertus (Manche) expropriés en 1938 de leurs terrains transformés en aérodrome, p. 646 (Document n° 12048).

Expulsions. — V. *Français expulsés de l'étranger. — Loyers*.

Extrême-Orient. — V. *Interpellations* nos 34, 35.

F

Fabrication d'armement (services des). — V. *Armées*.

Facultés ouvrières de culture et de technique. — V. *Enseignement technique*.

Facultés et universités. — V. *Questions orales (Conseil de la République)* n° 78.

Faillites. — V. *Conventions internationales.*

Faits de collaboration. — V. *Amnistie. — Epuration, indignité nationale.*

Familles nombreuses. — V. *Allocations familiales. — Assistance à la famille. — Code du travail. — Enseignement (établissements). — Propriété immobilière. — Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).*

Farines. — V. *Agriculture (blé, farine, pain).*

Femmes. — V. *Armées (formations féminines). — Chômage (allocations, secours). — Code du travail (travail des femmes et des enfants). — Conventions internationales (travail). — Fonctionnaires (auxiliaires temporaires, avancement, régime du travail).*

Fénelon. — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives.*

Fermage et métayage. — V. *Agriculture. — Impôts (bénéfices agricoles). — Loyers (baux à ferme).*

Fêtes et cérémonies commémoratives.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à s'associer à la célébration du 300e anniversaire de Fénelon, p. 350 (Document n° 11918). — Dépôt du rapport par Mlle Dienesch, p. 5000 (Document n° 13192). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5401.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à ériger en « jour de fête nationale » le 8 mai, anniversaire de la capitulation allemande en 1945, p. 347 (Document n° 11925). — Dépôt d'un rapport par M. Dreyfus-Schmidt sur: I. Les propositions de loi: 1° de M. Manceau tendant à faire de la journée du 8 mai, date de la capitulation allemande, un jour férié au même titre que le 11 novembre; 2° de M. Jean Meunier tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945 dans les mêmes conditions que celui du 11 novembre 1918; II. La proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à ériger en « jour de fête nationale », le 8 mai, anniversaire de la capitulation allemande en 1945 (nos 1681, 11320, 11925), p. 2472 (Document n° 12618). — Discussion, p. 3440; demande d'ajournement de la discussion, le Gouvernement pose la question de confiance, p. 3441; explications de vote, p. 3993; adoption, au scrutin, de l'ajournement, p. 4012.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Soustelle tendant à inviter le Gouvernement à ériger en « jour de fête nationale », le 8 mai, anniversaire de la capitulation allemande en 1945, et fête de Jeanne-d'Arc, p. 8578 (Document n° 1726). — Dépôt du rapport par M. Marcel Ribère, p. 9895 (Document n° 2213).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moulon tendant à déclarer jour férié payé la date du 8 mai de chaque année, jour anniversaire de la date de capitulation de l'Allemagne hitlérienne en 1945, p. 3075 (Document n° 12750).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à organiser la célébration du centenaire de la fondation de l'école normale militaire de gymnastique et d'escrime de Joinville-le-Pont, p. 3507 (Document n° 12880).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à organiser en 1951 des cérémonies pour célébrer le centième anniversaire de la naissance du maréchal Foch, p. 1107 (Document n° 12136).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schauffler tendant à inviter le Gouvernement à s'associer aux fêtes du tricentenaire de Jean-Baptiste de La Salle, p. 1526 (Document n° 12330).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à inviter le Gouvernement à organiser et à coordonner, entre le 2 octobre et le 11 novembre 1951, des cérémonies pour célébrer le centième anniversaire de la naissance du maréchal Foch, p. 2001 (Document n° 12500).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à proclamer journée de fête nationale chômée le 8 mai de chaque année, p. 2638 (Document n° 12673).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à commémorer l'anniversaire de la naissance de Georges Clemenceau, p. 2712 (Document n° 12689).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à inviter le Gouvernement à organiser et à coordonner, entre le 2 octobre et le 11 novembre 1951, des cérémonies pour célébrer le 100e anniversaire de la naissance du maréchal Foch, p. 5933 (Document n° 58).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à organiser en 1951 des cérémonies pour célébrer le centième anniversaire de la naissance du maréchal Foch, p. 5980 (Document n° 193).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Godin tendant à inviter le Gouvernement à commémorer l'anniversaire de la naissance de Georges Clemenceau, p. 6081 (Document n° 306).

Fêtes légales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Hugues tendant à inviter le Gouvernement à grouper les jours fériés légaux de la semaine du 30 avril au 5 mai 1951, p. 3420 (Document n° 12356).

Fezzan. — V. *Interpellations n° 273. — Questions orales (Conseil de la République) nos 53, 105.*

F. I. D. E. S. — V. *France d'outre-mer (budget).*

Films cinématographiques. — V. *Cinématographie. — Interpellations n° 127.*

Finances (ministère).

CONTRIBUTIONS DIRECTES (SERVICE DES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à créer des postes de chefs de service dans les contributions directes, p. 1471 (Document n° 12280).

DOUANES (SERVICE DES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol relative aux fonctions et aux statuts particuliers des fonctionnaires du service actif des douanes, p. 151 (Document n° 11854).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol relative aux statuts particuliers des fonctionnaires du service actif des douanes, p. 5978 (Document n° 189).

FRAUDES (SERVICE DE LA RÉPRESSION)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billiemaz tendant à inviter le Gouvernement à accroître les effectifs du service de la répression des fraudes, p. 7672 (Document n° 1241).

RECETTES BURALISTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gresa tendant à inviter le Gouvernement à se conformer aux amendements adoptés par l'Assemblée nationale, le 3 avril 1951, et par le Conseil de la République, le 19 avril 1951, afin: 1° d'améliorer sans retard le reclassement indiciaire des receveurs buralistes de 1er classe; 2° d'unifier les catégories dans la 2e classe; 3° d'accorder le bénéfice du salaire national minimum interprofessionnel garanti aux receveurs-buralistes de 2e classe; 4° de leur attribuer la prime de transport, p. 5143 (Document n° 13241).

RECETTES PERCEPTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à faire respecter la durée légale du travail prévue par la loi n° 47-236 du 1er février 1947 en ce qui concerne les gardiens verseurs des recettes-perceptions, p. 7636 (Document n° 1230).

Finances locales et départementales. — V. *Impôts (taxes départementales et communales). — Interpellations n° 89.*

Fleuves. — V. *Canaux, cours d'eau et rivières.*

Foch (maréchal). — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives.*

Foires et expositions. — V. *Interpellations nos 66, 96.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Clostermann tendant à inviter le Gouvernement à interdire la « vente à emporter » dans les « foires échantillons », p. 7393 (Document n° 1106).

Fonctionnaires. — V. *Allocations familiales (majoration). — Amnistie. — Budget. — Conseil supérieur de la fonction publique. — Domaine de l'Etat (concession de logements). — Habitations à loyer modéré. — Interpellations nos 26, 61, 130, 207. — Loyers (locaux d'habitation). — Médecine et professions médicales. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 32, 107 (Conseil de la République) n° 84. — Traitements, soldes et indemnités. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

ADMINISTRATEURS CIVILS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lanet tendant à placer les agents supérieurs dans le cadre latéral d'administrateurs civils, p. 7805 (Document n° 1445).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Estèbe tendant à substituer au cadre provisoire des agents supérieurs un cadre latéral d'administrateur civils, p. 9231 (Document n° 2032).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Ballanger tendant à l'intégration, dans le cadre des administrateurs civils, des agents supérieurs qui ont été écartés du bénéfice de cette mesure pour des considérations de pourcentage, p. 9895 (Document n° 2224).

AUXILIAIRES DE L'ETAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à réserver 20 p. 100 des embauchages aux femmes seules de plus de cinquante ans pour les postes d'auxiliaires temporaires dans les administrations publiques, p. 386 (Document n° 11952).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi n° 50-400 du 3 avril 1950, portant autorisation de transformation d'emplois et réforme d'auxiliariat, p. 3507 (Document n° 12878).

Voir également à la rubrique: *Fonctionnaires (titularisation).*

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à réserver 30 p. 100 des embauchages aux femmes seules de plus de cinquante ans pour les postes d'auxiliaires temporaires dans les administrations publiques et à dresser les listes d'emplois pouvant être occupés par elles après un apprentissage accéléré, p. 6219 (Document n° 537).

AVANCEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire par M. Wagner sur la proposition de loi de M. Biondi instituant, à titre exceptionnel, pour les personnes ayant pris une part active à la Résistance, des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics (n° 570-4752-5482-10164-5723) p. 4069 (Document n° 12976). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à instituer des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics.* », p. 5402.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1818 (Document n° 450). — Dépôt du rapport par M. Soldani, p. 2300 (Document n° 660). — Discussion, p. 2425. Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2428.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7392 (*Loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, J. O. du 27 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Poirot relative à la carrière des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat et des collectivités locales, invalides de guerre ou prisonniers de guerre évadés, p. 2087 (Document n° 12537).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou relative à la carrière des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat et des collectivités locales, invalides de guerre ou prisonniers de guerre évadés, p. 6604 (Document n° 904).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Prin tendant à la prise en compte de la période réglementaire d'éloignement du service de la femme fonctionnaire pour élever un ou plusieurs de ses enfants, en ce qui concerne l'ancienneté de service et de traitement et les versements pour pension de retraite, p. 9231 (Document n° 2034).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier autorisant la désignation de fonctionnaires appelés à remplacer les titulaires d'emplois de direction bénéficiant d'une prolongation d'activité par application de l'article 2 du décret n° 48-1907 du 18 décembre 1948, p. 9306 (Document n° 2054).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Pierrebourg tendant à compléter la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, p. 9895 (Document n° 2218).

Voir également à la rubrique: *Fonctionnaires (majorations d'ancienneté).*

CADRES COMPLÉMENTAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cristofol tendant à inviter le Gouvernement à appliquer strictement le décret n° 45-2233 du 2 octobre 1945 fixant les conditions de recrutement et le statut des agents des cadres complémentaires créés en application de l'ordonnance du 21 mai 1945, relative à la titularisation des employés auxiliaires temporaires de l'Etat et à faire reviser la situation de tous les agents intégrés dans les cadres complémentaires depuis la mise en application du reclassement des fonctionnaires: *a*) en ce qui concerne leur traitement; *b*) en ce qui concerne leur ancienneté dans l'échelon, p. 6135 (Document n° 391). — Dépôt du rapport par M. Cristofol, p. 9895 (Document n° 2219).

CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture du projet de loi portant dérogation aux dispositions de l'article 6 de la loi n° 47-579 du 30 mars 1947 (n° 2778, année 1947), p. 5928 (Document n° 4).

CONGÉS DE LONGUE DURÉE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps tendant à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice de congé de maladie de longue durée, p. 6004 (Document n° 244). — Dépôt du rapport par M. Cristofol, p. 7339 (Document n° 1082). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Cristofol, p. 9174 (Document n° 1977). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires et à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice du congé de longue durée* », p. 10075 (*rectificatif*, p. 10297).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3630 (Document n° 906).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dagain tendant à compléter l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 fixant le statut général des fonctionnaires, p. 6004 (Document n° 247). — Dépôt du rapport par M. Cristofol, p. 7339 (Document n° 1081). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Cristofol, p. 9232 (Document n° 2030).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à compléter l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, p. 2471 (Document n° 12656).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps tendant à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice de congé de maladie de longue durée, p. 3325 (Document n° 12844).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à compléter l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, p. 7337 (Document n° 1161).

DÉGAGEMENT DES CADRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Alfred Coste-Floret sur les propositions de loi: 1° de M. Mouton, tendant à la réintégration dans l'administration des fonctionnaires et agents déportés et internés, ainsi que des veuves de guerre, licenciés avant la promulgation de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948; 2° de M. Xavier Bouvier, tendant à compléter les dispositions de l'article 1er D de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, afin de permettre la réintégration des déportés et internés de la Résistance ou politiques et des veuves de guerre ayant charge d'enfant, licenciés avant le 22 juillet 1948; 3° de M. Darou, tendant à obtenir la réintégration des déportés, internés et veuves fonctionnaires et agents, licenciés avant la loi du 22 juillet 1948; 4° de M. Minjoz, tendant à compléter les dispositions de l'article 1er, paragraphe D. de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents et militaires de l'Etat (nos 6735, 6840, 6929, 11475), p. 1296 (Document n° 12245). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Alfred Coste-Floret, p. 2472 (Document n° 12612). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948*, p. 2788.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1039 (Document n° 239). — Dépôt du rapport par M. Léo Hamon p. 1814 (Document n° 438). — Discussion, p. 1919, 1920. 1936; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1937.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi p. 5773 (Document n° 13335). — Dépôt du rapport par M. Alfred Coste-Floret, p. 5773 (Document n° 13336). — Adoption de la proposition de loi, avec modifications, p. 5724 (*Loi n° 51-714 du 7 juin 1951, J. O. du 8 juin 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948 et par la loi n° 51-714 du 7 juin 1951, p. 6080 (Document n° 298).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à faire bénéficier des avantages de la loi du 7 juin 1951 les fonctionnaires, magistrats, ouvriers civils et militaires de l'Etat dégagés des cadres en vertu de la loi du 15 février 1946, p. 8673 (Document n° 1751).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à compléter l'article 1er de la loi n° 51-174 du 7 juin 1951, modifiant la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, p. 8673 (Document n° 1752).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Martinaud-Déplat tendant à modifier et à compléter l'article 1er, paragraphe D, de la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 relative au dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, p. 9096 (Document n° 1965).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à modifier la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, p. 9545 (Document n° 2172).

Voir également à la rubrique: *Fonctionnaires (réintégration).*

ÉPURATION ADMINISTRATIVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à l'abrogation des ordonnances du 15 juin et du 26 novembre 1944 instituant les commissions d'épuration administrative, p. 1325 (Document n° 12259).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet la revision des sanctions disciplinaires prononcées au titre de l'épuration administrative, p. 5947 (Document n° 166).

EXAMEN DES DOSSIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à réglementer l'examen des dossiers des candidats à un poste administratif, p. 4790 (Document n° 13103).

INTÉGRATION

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Yves Fagon, sur la proposition de loi de M. Louis Rollin portant intégration dans les cadres de fonctionnaires des rédacteurs auxiliaires et temporaires des administrations centrales permanentes de l'Etat et de la préfecture de police (n° 11683, année 1950), p. 8096 (Document n° 1556).

LICENCIEMENT

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement les textes législatifs concernant le non-licenciement des fonctionnaires et agents de l'Etat, ex-déportés ou internés, veuves et mutilés de guerre (nos 10185, 11550), p. 967 (*rectificatif*, p. 1107)

LIMITE D'AGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Borra sur la proposition de loi de Mme Lempereur tendant à fixer la limite d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat (n° 11190), p. 2473 (Document n° 12651). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Rincent, p. 5088 (Document n° 13220). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Bora, p. 8497 (Document n° 1693).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à fixer la limite d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat, p. 6176 (Document n° 483). — Dépôt du rapport par M. Cristofol, p. 9988 (Document n° 2241).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à réparer le préjudice subi par les agents de l'Etat atteints par la limite d'âge entre le 1er septembre 1939 et le 13 mars 1942, maintenus en fonctions pendant la durée des hostilités par application du décret du 1er septembre 1939 et pour lesquels les services ainsi rendus n'ont pas été décomptés pour la retraite, alors que ces mêmes services ont été pris en compte pour les agents atteints par la limite d'âge après le décret de Vichy du 13 mars 1942, p. 7890 (Document n° 1155).

MAINTIEN EN ACTIVITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Souquès tendant au maintien en activité au delà de la limite d'âge applicable à leur emploi de certains fonctionnaires et agents titulaires des services publics de l'Etat, p. 7450 (Document n° 1142). — Dépôt du rapport par M. Guthmuller, p. 9547 (Document n° 2151).

Voir également à la rubrique *Fonctionnaires (avancement).*

MAJORATIONS D'ANCIENNETÉ

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Wagner, le 26 octobre 1950, sur: I. — Le projet de loi instituant des majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires, agents et ouvriers civils de l'Etat justifiant de services militaires et assimilés accomplis au cours de la campagne 1939-1945 et revisant les majorations d'ancienneté attribuées à certains fonctionnaires pendant la période d'occupation; II. — Les propositions de loi: 1° de M. Joseph Denais tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires prisonniers de guerre ou déportés politiques; 2° de M. Max Lejeune tendant à faire application des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927 relative aux majorations d'ancienneté pour services de guerre, modifiée par les articles 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928, aux fonctionnaires ayant participé aux opérations de la guerre 1939-1945; 3° de M. Max Lejeune tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes et aux agents des services publics prisonniers de guerre ou déportés politiques pour actes de résistance; 4° de M. André Denis tendant à accorder aux fonctionnaires et agents des services publics, anciens combattants des deux guerres, prisonniers, déportés ou internés au cours de la guerre 1939-1945, une majoration d'ancienneté valable pour l'avancement et la retraite, ainsi qu'une amputation sur l'âge requis pour la retraite, applicable aux anciens combattants, prisonniers et déportés, bénéficiaires de la retraite des vieux travailleurs; 5° de M. Cherrier tendant à étendre aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, anciens combattants de la guerre 1939-1945, les avantages de bonifications de services civils prévus par la loi du 9 décembre 1927, complétée par celle du 19 mars 1928 (n° 11117, année 1950), p. 6174 (Document n° 475).

NOMINATIONS, PROMOTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. Truffaut, sur la proposition de loi de M. Cordonnier tendant à confirmer dans leurs grades les fonctionnaires civils de l'Etat et des collectivités locales ayant été nommés à un grade supérieur au titre de la résistance (nos 9916 et 10915), p. 646 (Document n° 12019). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Wagner, p. 3238 (Document n° 12805).

PRISONNIERS DE GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à accorder des avantages spéciaux aux fonctionnaires déportés et internés pour faits de résistance, à leurs veuves et à leurs enfants et à préciser les modalités de l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, p. 9032 (Document n° 1938).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Malbrant tendant à faire bénéficier des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 les fonctionnaires faisant partie de la classe de recrutement 1935 qui ont été rappelés sous les drapeaux en mars 1939, p. 9173 (Document n° 1988).

RÉGIME DU TRAVAIL

Conseil de la République. — Reprise par M. Léo Hamon de la proposition de loi tendant à permettre aux femmes fonctionnaires le travail à mi-temps (n° 411, année 1950), transmise à l'Assemblée nationale dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 590).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6373 (Document n° 741).

RÉINTÉGRATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Leenhardt tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, p. 2867 (Document n° 12725). — Dépôt du rapport par M. Wagner, p. 5000 (Document n° 13182). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6549 (Document n° 869).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillavet modifiant et complétant l'ordonnance du 29 novembre 1944 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés, p. 6098 (Document n° 336).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Leenhardt tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, p. 7702 (Document n° 1396).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à la réintégration dans l'administration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, entrant dans les catégories visées à l'article 4 (§ D) de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, modifiée par les lois n° 48-1227 du 22 juillet 1948 et n° 51-714 du 7 juin 1951, et dégagés des cadres antérieurement au 3 septembre 1947, p. 9096 (Document n° 1966).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Huel tendant à sauvegarder les droits qu'ils tiennent de leur emploi civil, des fonctionnaires, agents des services publics, employés et ouvriers des entreprises nationalisées, qui souscrivent un engagement ou un rengagement dans l'armée, p. 9306 (Document n° 2059).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Daniel Mayer tendant à la réintégration dans l'administration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, entrant dans les catégories visées à l'article 4 (§ D) de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, modifiée par les lois 48-1227 du 22 juillet 1948 et 51-714 du 7 juin 1951, et dégagés des cadres antérieurement au 3 septembre 1947, p. 9307 (Document n° 2078).

TITULARISATION

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chazette tendant à compléter l'article 23 (§ 4) de la loi du 19 octobre 1946 en faveur des diminués physiques (victimes de la guerre ou du travail), p. 324 (Document n° 66) (*rectificatif*, p. 388).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 645 (Document n° 12043).

Conseil de la République. — Reprise par M. Chazette de la proposition de loi, p. 2061 (Document n° 529) (transmise dans la 1re législature)

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 433).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à la titularisation d'une catégorie de fonctionnaires non visés par la loi du 3 avril 1950 autorisant la transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, p. 5931 (Document n° 65) — Dépôt du rapport par M. Quinson, p. 9173 (Document n° 1976).

Voir également à la rubrique: *Fonctionnaires (auxiliaires de l'Etat).*

Fonctionnaires de l'Algérie. — V. *Algérie (décisions de l'assemblée algérienne). — Traitements (intérieur).*

Fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine. — V. *Pensions et retraites. Questions orales (Conseil de la République), n° 86. — Traitements (intérieur).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à faire respecter l'article 56 de la loi municipale locale du 6 juin 1895 relatif au maintien des droits acquis par le personnel des collectivités locales dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 2767 (Document n° 12711). — Dépôt d'un rapport de M. Mondon sur les propositions de loi: 1° de M. Rosenblatt, tendant au reclassement du personnel communal dans les départements d'Alsace et de Lorraine; 2° de M. Albert Schmitt, tendant à faire respecter l'article 56 de la loi municipale locale du 6 juin 1895 relatif au maintien des droits acquis par le personnel des collectivités locales dans les départements du Haut-Rhin du Bas-Rhin et de la Moselle (n°s 8365, 12711), p. 3683 (Document n° 12924).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à faire respecter l'article 56 de la loi municipale locale du 6 juin 1895 relatif au maintien des droits acquis par le personnel des collectivités locales dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 6277 (Document n° 616).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant au maintien des droits acquis par le personnel des collectivités locales dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 7600 (Document n° 1182).

Fonctionnaires communaux et départementaux. — V. *Départements, villes et communes (budget). — Interpellations, n° 89. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire, personnels communaux). — Traitements (intérieur). — Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Waldeck L'Huillier sur: 1° le projet de loi portant statut du personnel des commnues et des établissements publics communaux; 2° la proposition de loi de M. Waldeck L'Huillier tendant à fixer le statut général des agents communaux; 3° la proposition de résolution de M. Cristofol tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les délais les plus courts un projet de loi fixant le statut général des agents communaux (n°s 6366, 4401, 4288, 5364 et 7747), p. 3237 (Document n° 12786). — Suite de la discussion, p. 3336; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux*, p. 3353.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1143 (Document n° 270). — Adoption d'une proposition de résolution demandant à l'Assemblée nationale un délai spécial supplémentaire pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 2062.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 6131 (Document n° 403). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 6178 (Document n° 499). — Discussion, p. 6229; rejet, au scrutin, du délai demandé, p. 6240.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale tendant au refus de la prolongation de délai, p. 2077. — Dépôt du rapport sur le projet de loi par M. François Dumas, p. 2102 (Document n° 605). — Discussion, p. 2158, 2180. — Suite de la discussion, p. 2201; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2215 (*rectificatif*, p. 2293).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6678 (Document n° 925).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marty tendant à l'intégration dans le cadre de contrôleurs des premiers commis et commis principaux de l'assistance publique, p. 9895 (Document n° 2225).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les administrations municipales à créer un cadre d'attachés et de secrétaires administratifs des communes, p. 8975 (Document n° 1907).

Fonctionnaires de l'enseignement. — V. *Algérie. — Domaine de l'Etat (concession de logements). — Enseignement (bourses d'enseignement). — Interpellations n°s 61, 130, 221, 229, 261. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 19, 46, 73, 92, 141, 142 (Conseil de la République), n° 92. — Traitements (éducation nationale).*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Pujol sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au statut du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré (n° 873, année 1950), p. 509 (Document n° 116). — Discussion, p. 572; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification de l'intitulé: « *Proposition de loi relative à la situation du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré* », p. 581

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi n° 1527 (Document n° 12309). — Dépôt du rapport par Mme Lempereur, p. 2472 (Document n° 12619). — Discussion, p. 3623; adoption au scrutin de la proposition de loi avec le titre adopté par le Conseil de la République, p. 3625 (*Loi n° 51-515 du 8 mai 1951, J. O. du 9 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Billières sur: I. — Les propositions de loi: 1° de M. Deixonne tendant à supprimer la perte d'ancienneté infligée à certaines catégories du personnel enseignant du second degré; 2° de Mme Charbonnel tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 à tous les élèves des écoles normales supérieures dès le début de leur scolarité; 3° de Mme Lucie Guérin tendant à attribuer aux élèves maîtres et maîtresses, dès la première année de leur stage de formation professionnelle le bénéfice de l'indice 185, pour la fixation de leur traitement, à compter du 1er octobre 1948; de Mme Lucie Guérin tendant à attribuer aux élèves maîtres et maîtresses, dès la première année de leur stage de formation professionnelle, le bénéfice de l'indice 185 pour la fixation de leur traitement, à compter du 1er octobre 1950. II. — Les propositions de résolution: 1° de Mme Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à porter l'indemnité de fonction des proviseurs et censeurs du cadre de province promus au cadre supérieur au même taux que celle de leurs collègues du cadre des lycées de Paris; 2° de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'aménagement du reclassement des bibliothécaires; 3° de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à réparer le préjudice grave dont sont présentement victimes les administrateurs de l'éducation nationale; 4° de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à rectifier la grave anomalie du reclassement des directeurs et directrices d'école normale primaire; 5° de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à opérer une revision des indices de reclassement du personnel des inspections académiques; 6° de Mme Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à donner satisfaction aux agents de lycées qui réclament l'application d'un statut, dit projet Monod, élaboré par la commission paritaire nationale du second degré; 7° de M. Thamier tendant à inviter le Gouvernement à assurer avant le 1er janvier 1951 l'intégralité du reclassement de la fonction enseignante, à améliorer le reclassement pour certaines catégories et à poursuivre, sans abattement, les versements d'attente (n°s 2697, 6388, 8830, 11636, 4123, 6385, 6410, 6555, 6556, 7512, 8832), p. 2768 (Document n° 12721). — *2e législature.* — Reprise du rapport de M. Billières, p. 9031 (Document n° 1926).

Assemblée nationale. — *2e législature.* — Reprise du rapport de M. Rincent sur la proposition de loi de M. Cogniot tendant à la titularisation par promotion des élèves des écoles normales d'instituteurs (n° 1445, année 1947), p. 9031 (Document n° 1930).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourtaud tendant à assurer le réemploi des enseignants anciens malades, p 231 (Document n° 11874).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à la décharge de classe des directeurs et directrices d'écoles publiques ayant plus de 300 élèves inscrits, p. 884 (Document n° 12099).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Charbonnel tendant à l'intégration dans le cadre des professeurs certifiés, des maîtresses primaires certifiées des lycées et collèges de jeunes filles, des professeurs adjoints et chargés d'enseignement généraux des collèges modernes, des chargés d'enseignement des lycées et collèges de jeunes filles, p 2638 (Document n° 12679).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Charbonnel tendant à la création dans l'enseignement du second degré d'un nombre de postes correspondant aux besoins créés par l'augmentation des effectifs scolaires, p. 4865 (Document n° 13122).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Marzin tendant à créer à partir d'octobre 1951, dans le département de la Seine, un nombre de postes d'instituteurs suffisant pour répondre aux exigences de la situation des effectifs scolaires et l'application de la loi Jules Ferry sur la fréquentation scolaire et de la loi n° 51-515 du 8 mai 1951 relative aux instituteurs remplaçants, p. 6886 (Document n° 962).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourtaud tendant à assurer le réemploi des enseignants anciens malades, p. 8223 (Document n° 1637).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à la reconnaissance du droit syndical intégral aux élèves des écoles normales supérieures et aux élèves maîtres et élèves maîtresses en stage de formation professionnelle, p. 8837 (Document n° 1857).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à appliquer dans un esprit de large tolérance les dispositions des articles 59 et 74 du décret du 6 juin 1946 relatif aux autorisations de redoublement d'années d'études accordées aux élèves maîtres et élèves maîtresses des écoles normales primaires, p. 6114 (Document n° 352).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à abroger, sauf s'il s'agit de réprimer des actes contraires aux bonnes mœurs, les dispositions du décret n° 46-1358 du 6 juin 1946 suivant lesquelles sont tenus au remboursement du prix de la pension ou de la bourse dont ils ont joui, tout élève maître qui quitte l'école normale de sa propre initiative, ou qui en est exclu, ainsi que tout ancien élève maître qui rompt l'engagement décennal ou qui est hors d'état de l'accomplir par suite d'incapacité professionnelle constatée par l'inspecteur d'académie avant sa titularisation, p. 9030 (Document n° 1942) (*rectificatif*, p. 9461).

Fonctionnaires d'outre-mer. — V. *Pensions et retraites (personnels civil et militaire, personnels d'outre-mer). — Question orales (Assemblée nationale), n°s 36, 61, 62, 143 (Conseil de la République), n° 76.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Martine tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi fixant les effectifs du corps de l'inspection du travail et des

affaires sociales de la France d'outre-mer et portant prise en charge par l'Etat de la rémunération de ces fonctionnaires, p. 4313 (Document n° 13029).

Fonds de commerce. — V. *Agents immobiliers. — Code civil. — Loyers (baux commerciaux).*

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi relative aux locations-gérances de fonds de commerce (n° 8901, année 1949), p. 5928 (Document n° 18).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier tendant à modifier le régime de la vente et du nantissement des fonds de commerce, p. 7972 (Document n° 1491).

Fonds forestier. — V. *Bois et forêts. — Impôts (chiffre d'affaires).*

Fonds d'investissement routier. — V. *Douanes (tarifs).*

Fonds publics. — V. *Commerce et industrie (entreprises diverses).*

Forains. — V. *Impôts (contributions indirectes).*

Forces atlantiques. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 56.

Forces françaises de l'intérieur. — V. *Armées. — Budget (anciens combattants). — Questions orales (Conseil de la République)*, n° 100.

Forces françaises libres. — V. *Monuments commémoratifs. — Questions orales (Conseil de la République)*, n° 35.

Forêts. — V. *Agriculture (ministère). — Bois et forêts. — Code civil. — Interpellations*, n° 103. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 65.

Formation professionnelle. — V. *Enseignement technique.*

Fort-de-France. — V. *Interpellations n°* 209.

Fortifications. — Postes militaires. — V. *Algérie. — Paris (ville de).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant déclassement du fort des Rousses (Jura) et des batteries de l'Orbe, p. 1106 (Document n° 12173).

— Dépôt d'un projet de loi portant déclassement du fort des Rousses (Jura) et des batteries de l'Orbe, p. 8096 (Document n° 1571).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Herriot tendant au déclassement du fort du Mont Verdun près de Lyon, n. 7047 (Document n° 1031).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant à modifier la loi du 19 octobre 1919 et à constater la nullité des procédures engagées en vertu de l'acte dit loi du 12 juillet 1941 portant déclassement de l'enceinte fortifiée de Lille, p. 9231 (Document n° 2042).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à revaloriser les indemnités d'expropriation dues aux propriétaires des terrains expropriés dans la zone de la ligne Maginot, p. 9306 (Document n° 2049).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à hâter la liquidation des expropriations des terrains dans la zone de la ligne Maginot, p. 9307 (Document n° 2050).

Foyers des victimes de guerre.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Touchard sur la proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à titulariser le personnel des foyers des victimes de guerre (n° 11772), p. 1220 (Document n° 12227). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4102.

Franc C. F. A. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

Français expulsés de l'étranger.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Longchambon portant ouverture d'un crédit de 20 millions de francs destiné à porter secours aux Français expulsés des pays étrangers, p. 1572 (Document n° 362).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4930 (Document n° 13162).

Conseil de la République. — Reprise par M. Longchambon de ladite proposition de loi, p. 2061 (Document n° 536).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6178 (Document n° 454).

France mutualiste. — V. *Propriété immobilière.*

France d'outre-mer et Etats associés. — V. *Allocations familiales (majoration). — Capitaux. — Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — Fonctionnaires d'outre-mer. — Impôts (sociétés. — Or (production et commerce). — Pensions et retraites (personnels d'outre-mer). — Postes, télégraphes et téléphones (tarifs). — Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 55, 62 *(Conseil de la République)*, n°s 15, 47, 83, 102.

TEXTES GÉNÉRAUX

— Académies.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Senghor tendant à la création d'académies dans les territoires d'outre-mer, p. 6953 (Document n° 1004).

— Accidents du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Dumas sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 7600 (Document n° 1200).

— Amnistie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à accorder: 1° l'amnistie à tous les démocrates d'outre-mer condamnés en raison de leur participation à la lutte anticolonialiste de leur peuple; 2° la cessation des poursuites pour tous les démocrates d'outre-mer emprisonnés préventivement ou poursuivis pour les mêmes motifs, p. 338 (Document n° 11907).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant: 1° à accorder l'amnistie à tous les démocrates d'outre-mer condamnés en raison de leur participation à la lutte anticolonialiste de leur peuple; 2° à la cessation des poursuites envers tous les démocrates d'outre-mer emprisonnés préventivement ou poursuivis pour les mêmes motifs, p. 7433 (Document n° 1126).

— Armes de chasse.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une propositions de loi de M. Boganda tendant à rendre libre l'achat d'armes de chasse dans les territoires d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Cameroun et du Togo, p. 7403 (Document n° 1119).

— Assemblées territoriales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la formation des assemblées de groupe et des assemblées représentatives en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et à Madagascar, p. 7804 (Document n° 1441). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à instituer au Cameroun et au Togo des assemblées territoriales conformes à la Constitution (Document n° 687). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à instituer en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française des assemblées territoriales conformes à la Constitution (Document n° 688), p. 6346. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubame relative à la formation des assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, à l'exception de la Côte française des Somalis et du territoire de Saint-Pierre et Miquelon, p. 7662 (Document n° 1257). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Diallo Yacine tendant à instituer les assemblées territoriales de l'Afrique occidentale française, p. 7972 (Document n° 1499). — Dépôt d'un rapport par M. Senghor, p. 8029 (Document n° 1544). — Discussion, p. 8335; suite de la discussion, p. 8377, 8408; adoption de l'ensemble après modification du titre: « *Projet de loi relatif à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Cameroun, du Togo et de Madagascar* », p. 8426.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2692 (Document n° 756). — Dépôt du rapport par M. Durand-Réville, p. 3300 (Document n° 855) — Discussion, p. 3579; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi après modification du titre « *Projet de loi relatif à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique occidentale française et du Togo, d'Afrique équatoriale française et du Cameroun, de Madagascar et des Comores* », p. 3629.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi p. 10296 (Document n° 2316).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yacine Diallo tendant à instituer les assemblées territoriales de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et des Etablissements français de l'Inde, p. 7167 (Document n° 1047). — Retrait, p. 7433.

— Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 47-1629 du 29 août 1947 fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française dites Grands Conseil, p. 7804 (Document n° 1405).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger le mandat des membres des conseils généraux et des assemblées territoriales ou provinciales dans les territoires africains dépendant du ministère de la France d'outre-mer à l'exception de la Côte française des Somalis, à Madagascar et aux Comores, p. 10134 (Document n° 2292).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Malbrant tendant à modifier l'article 3 de la loi du 29 août 1947 fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française dites « grands conseils », p. 7972 (Document n° 1195).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à réformer l'organisation des gouvernements généraux et des grands conseils d'Afrique occidentale française

et d'Afrique équatoriale française et celle des territoires qui en dépendent pour dispenser à ces derniers l'autonomie administrative et financière auxquelles se trouvent subordonnés leur évolution et leur développement économique, p. 7972 (Document n° 1500).

— Boissons alcooliques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la fabrication, à l'importation, à la vente et à la consommation des boissons alcooliques en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, p. 8222 (Document n° 1620).

— Dépôt d'un projet de loi habilitant les chefs des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun et le Togo, à imposer un contingent d'importation des boissons alcooliques et à prohiber l'importation des boissons jugées nocives, p. 8222 (Document n° 1621).

— Budget.

Assemblée nationale. — Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au comité directeur du F. I. D. E. S., p. 5978. — Annulation par rectificatif, p. 6005. — Nomination de membres représentant diverses commissions, p. 6116, 6329.

Conseil de la République — Demande de désignation de trois membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein du comité directeur du F. I. D. E. S., p. 2063. — Nomination de membres, p. 2077.

— Cantines scolaires.

Conseil de la République. — Reprise par M. Diop Ousmane Socé de sa proposition de loi tendant à créer en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun une cantine scolaire pour les élèves des classes primaires, secondaires et techniques (n° 30, année 1948), (transmise à l'Assemblée dans la première législature), p. 2060 (Document n° 506).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6178 (Document n° 452) (*rectificatif*, p. 6229).

— Chefs coutumiers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Conombo relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale Française, p. 6176 (Document n° 481).

— Dépôt d'un projet de loi relatif au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, p. 7669 (Document n° 1345).

Conseil de la République. — Reprise d'une proposition de loi par M. Saller relative au statut des chefs autochtones en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française (n° 317, année 1950), p. 2053 (Document n° 500).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5933 (Document n° 89).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Razac relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, p. 202 (Document n° 33).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 386 (Document n° 11939).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Razac relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, p. 2149 (Document n° 620).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6550 (Document n° 891).

— Code civil.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Laurelli sur la proposition de loi de Mme Vialle, sénateur, tendant à la promulgation, dans les territoires d'outre-mer où il n'est pas encore en vigueur, de l'article 340 du code civil relatif à la recherche de paternité (n° 9062), p. 1472 (Document n° 12286). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre « *Proposition de loi portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 16 novembre 1912, modifiant l'article 340 du code civil* », p. 2575.
Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1030 (Document n° 230). — Dépôt du rapport par M. Louis Ignacio-Pinto, p. 2026 (Document n° 497). — Dépôt d'un deuxième rapport par Mme Jane Vialle, p. 2054 (Document n° 498). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2055.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5929 (*Loi* n° 51-955 *du* 23 *juillet* 1951, J. O. *du* 24 *juillet* 1951).

— Code d'instruction criminelle.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 253 et à rétablir l'article 394 du code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française et au Togo, p. 349 (Document n° 11930).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française et au Cameroun les articles 1er et 2 de la loi du 22 avril 1925 modifiant les articles 174 et 203 du code d'instruction criminelle et au Togo l'article 2 de cette même loi, p. 1525 (Document n° 12328).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 592 du code d'instruction criminelle et rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les articles 590 inclus à 599 inclus et 619 à 634 inclus du même code, p. 4124 (Document n° 13007).

— Dépôt d'un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les modifications apportées dans la métropole aux articles 66, 162, 194 et 368 du code d'instruction criminelle, p. 4124 (Document n° 13008).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 253 et à rétablir l'article 394 du code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française et au Togo, p. 7669 (Document n° 1344).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 592 du code d'instruction criminelle et rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les articles 590 à 599 inclus et 619 à 634 du même code, p. 7669 (Document n° 1346).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française et au Cameroun les articles 1er et 2 de la loi du 22 avril 1925 modifiant les articles 174 et 203 du code d'instruction criminelle et au Togo l'article 2 de cette même loi, p. 7669 (Document n° 1349).

— Dépôt d'un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les modifications apportées dans la métropole aux articles 66, 162, 194 et 368 du code d'instruction criminelle, p. 7669 (Document n° 1351).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun la loi du 20 mars 1951 complétant les articles 639 et 640 du code d'insrtuction criminelle, p. 8790 (Document n° 1798). — Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 9742 (Document n° 2197).

— Code pénal.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur le projet de loi instituant dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun un système de perception immédiate d'amendes forfaitaires pour certaines contraventions de simple police (n° 11692 rectifié), p. 1471 (Document n° 12283). — Adoption du projet de loi, p. 2025.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 816 (Document n° 185). — Dépôt du rapport par M. Siaut, p. 1351 (Document n° 298). — Discussion, p. 1569; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1570.
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4931 (Document n° 13160). — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture dudit projet de loi, p. 5929 (Document n° 31). — Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 9307 (Document n° 2044); adoption du projet de loi après modifications, p. 10242 (*Loi n° 52-33 du 7 janvier* 1932, J. O. *du* 10 *janvier* 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions de la loi du 28 juillet 1949 modifiant l'article 365 du code pénal (n° 11813), p. 1471 (Document n° 12285). — Adoption du projet de loi, p. 2025 (*Loi n° 51-342 du 20 mars* 1951, J. O. *du* 21 *mars* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Laurelli sur le projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, les dispositions de la loi du 27 août 1948 complétant l'article 161 du code pénal (n° 9155), p. 949 (Document n° 12125). — Adoption du projet de loi, p. 2025.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 816 (Document n° 184). — Dépôt du rapport par M. Siaut, p. 1354 (Document n° 296). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1569.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4929 (*Loi n° 51-580 du 22 mai* 1951, J. O. *du 23 mai* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur le projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun les dispositions de la loi n° 48-1979 du 31 décembre 1948 modifiant l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 sur la contrainte par corps (n° 9158), p. 2473 (Document n° 12657). — Adoption du projet de loi, p. 3625.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1278 (Document n° 283). — Dépôt du rapport par M. Poisson, p. 2102 (Document n° 611). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2215.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6677 (*Loi n° 51-1093 du 14 septembre* 1951, J. O. *du* 15 *septembre* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Laurelli sur le projet de loi tendant à rétablir dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo l'article 248 du code pénal dans le texte arrêté par la loi du 7 juillet 1948 réprimant la remise ou la sortie irrégulière de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques destinés aux détenus ou provenant des détenus (n° 9870), p. 949 (Document n° 12124). — Adoption du projet de loi, p. 2025.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 816 (Document n° 183). — Dépôt du rapport par M. Siaut, p. 1354 (Document n° 297). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1569 (*rectificatif*, p. 2016).
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4931 (Document n° 13158). — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture dudit projet de loi, p. 5929 (Document n° 30). — Dépôt du rapport par M. Caillavet, p. 9547 (Document n° 2149).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur le projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les dispositions des lois du 11 avril 1946 et du 22 septembre 1948 modifiant l'article 412 du code pénal, relatif aux entraves apportées à la liberté des enchères (n° 9159), p. 2473 (Document n° 12659). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Ninine, p. 7889 (Document n° 1464).

— Dépôt d'un projet de loi adaptant, dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les lois des 24 mai 1946 et 25 septembre 1948 modifiant les taux des amendes pénales, p. 562 (Document n° 11992). — Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 2473 (Document n° 12658). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Ninine, p. 8899 (Document n° 1896).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'extension dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo de la loi du 30 mai 1950 instituant un article 320 *bis* et modifiant l'article 434 du code pénal, p. 8790 (Document n° 1797). — Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 9742 (Document n° 2199).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun la loi du 21 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes, p. 8790 (Document n° 1805). — Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 9742 (Document n° 2198).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer et au Togo (à l'exception de Madagascar, de l'archipel des Comores et du Cameroun) les modifications apportées à l'article 373 du code pénal par la loi validée du 8 octobre 1943, p. 349 (Document n° 11931).

— Dépôt d'un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo certaines dispositions de l'ordonnance du 7 octobre 1944 relative à la répression des évasions et de la loi n° 49-340 du 14 mars 1949 modifiant les articles 237 à 241, 245 et 247 du code pénal et la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, p. 1106 (Document n° 12168).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les dispositions de la loi du 2 août 1950 modifiant l'article 380 du code pénal, p. 1525 (Document n° 12327).

— Dépôt d'un projet de loi rendant applicables, dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, certaines dispositions de l'ordonnance du 7 octobre 1944 relative à la répression des évasions et de la loi n° 49-340 du 14 mars 1949 modifiant les articles 237 à 241, 245 et 247 du code pénal et la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, p. 7669 (Document n° 1351).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les dispositions de la loi du 2 août 1950 modifiant l'article 380 du code pénal, p. 7669 (Document n° 1352).

— Dépôt d'un projet de loi portant extension à Madagascar et dépendances, au territoire des Comores, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, aux Etablissements français de l'Océanie, aux Etablissements français dans l'Inde, à la Côte française des Somalis et à Saint-Pierre et Miquelon, des dispositions des articles 1er et 2 de l'ordonnance du 25 juin 1945 concernant le concours des citoyens à la justice et à la sécurité publique, p. 7804 (Document n° 1413).

— Code du travail.

Assemblée nationale. — Suite de la discussion: I. du projet de loi instituant un code du travail dans les territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer; II. des propositions de loi: 1° de M. Aubame instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer; 2° de M. Joseph Dumas tendant à instituer un code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du ministère de la France d'outre-mer; 3° de M. Castellani, portant organisation du régime du travail dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer; 4° de M. Mamadou Konaté tendant à instituer un code du travail dans les territoires d'outre-mer; 5° de M. Fodé Mamadou Touré, sénateur, tendant à l'application du code du travail métropolitain et de la législation française sur la sécurité sociale aux populations de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française; 6° de M. Durand-Réville, sénateur, portant organisation du régime du travail dans les territoires de l'Union française (nos 7072, 3501, 4942, 8281, 9285, 1434, 3683, 4544, 6749, 10913), p. 726, 1022. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Joseph Dumas, p. 1220 (Document n° 12239). — Discussion, p. 1306. — Suite de la discussion, p. 1602, 1618, 2100, 2121, 2909, 3309, 3700; demande d'ajournement de la discussion, le Gouvernement pose la question de confiance, p. 3700; explications de vote, p. 3997; adoption, au scrutin, de l'ajournement, p. 4012. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Joseph Dumas, p. 4211 (Document n° 13024). — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. André Burlot, p. 4211 (Document n° 13013). — Suite de la discussion, p. 4264, 4296, 4363; adoption, au scrutin, du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer* », p. 4377 (*rectificatif*, p. 4791).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1158 (Document n° 343). — Adoption d'une résolution demandant une prolongation du délai constitutionnel pour formuler son avis sur le dit projet de loi, p. 2225.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 6677 (Document n° 926); adoption de la résolution, p. 6939.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2300. — Adoption d'une résolution demandant un nouveau délai constitutionnel pour formuler son avis sur le projet de loi, p. 2812.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 8899 (Document n° 1893). — Dépôt du rapport par M. Dumas, p. 9175 (Document n° 2011). — Adoption, au scrutin, de la résolution tendant au rejet de la demande, p. 9263.

Conseil de la République. — Communication de la résolution, dépôt du rapport par M. Henri Lafleur sur ledit projet de loi, p. 3008 (Document n° 823). — Discussion, p. 3223, 3266; dépôt d'une motion demandant une nouvelle prolongation du délai constitutionnel pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 3277; adoption, au scrutin, de la motion et suite de la discussion du projet de loi, p. 3282.

Assemblée nationale. — Transmission de la motion, p. 9750 (Document n° 2202). — Dépôt du rapport par M. Bettencourt, p. 9768 (*rectificatif*, p. 9988). — Discussion, p. 9815; adoption, au scrutin, de la motion, p. 9818.

Conseil de la République. — Communication de la motion, p. 3324 et reprise de la discussion du projet de loi, p. 3311, 3317, renvoi pour avis à la commission de la justice, p. 3324.

— Débits de boissons.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer la répression de l'ivresse publique, la police des débits de boissons et l'aggravation des peines encourues par certains délinquants en état d'ivresse, p. 7804 (Document n° 1404).

— Droits fonciers.

Conseil de la République. — Reprise par M. Diop Ousmane Socé de sa proposition de loi tendant à garantir les droits fonciers des indigènes en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun (n° 409, année 1948) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 508).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 447).

— Enseignement.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malonga tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi rendant obligatoire l'enseignement primaire en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, p. 792 (Document n° 173). — Dépôt du rapport par M. Jean Malonga, p. 1354 (Document n° 294). — Discussion, p. 1650; adoption de la proposition de résolution, p. 1654.

Conseil de la République. — Reprise par M. Diop Ousmane Socé de sa proposition de loi, tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo (n° 351, année 1947) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 505).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6178 (Document n° 451).

Conseil de la République. — Reprise par M. Amadou Doucouré de la proposition de loi tendant à rendre obligatoire la fréquentation des établissements scolaires dans tous les territoires d'outre-mer de la République française (n° 327, année 1947) (transmise à l'Assemblée nationale dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 550).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6371 (Document n° 706).

— Etudiants.

Conseil de la République. — Reprise par M. Dia Mamadou de sa proposition de loi tendant à modifier, en faveur des étudiants de l'Union française, l'âge limite fixé par la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948 étendant aux étudiants les assurances sociales (n° 706, année 1949) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2061 (Document n° 537).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 430).

— Expropriation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boganda réprimant les abus d'expropriation dans les territoires d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Cameroun, du Togo, de Madagascar et ses dépendances, et déterminant la notion de propriété des domaines constituant le patrimoine des individus, des familles, des clans et des tribus, p. 7433 (Document n° 1130).

— Fonds forestier.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant un fonds forestier d'outre-mer, p. 1682 (Document n° 12357).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant un fonds forestier d'outre-mer, p. 7890 (Document n° 1450). — Dépôt du rapport par M. Malbrant, p. 8792 (Document n° 1824).

— Immigration.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour éviter, par un contrôle efficace de

l'immigration européenne, la venue ou le séjour dans nos territoires de l'Afrique noire d'éléments indésirables, dont la présence pourrait contribuer à créer un climat moral peu favorable au maintien de l'ordre public et de la concorde sociale, p. 2600 (Document n° 704) (*rectificatif*, p. 2731).

— Impôts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boganda tendant à exonérer la femme au foyer de l'impôt dit de « capitation » ou de « minimum fiscal », dans les territoires d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Cameroun, de Madagascar et ses dépendances, p. 7403 (Document n° 1118).

— Inscription maritime.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ninine tendant à rendre applicables, dans les territoires d'outre-mer où elles ne sont pas encore en vigueur, différentes lois relatives à l'inscription maritime et organisant dans ces territoires le fonctionnement de l'administration de l'inscription maritime, p. 10131 (Document n° 2303).

— Institution des invalides de la France d'outre-mer.

Conseil de la République — Reprise par M. Diop Ousmane Socé de sa proposition de loi tendant à créer en Afrique française noire une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer (n° 229, année 1948) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 507).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6178 (Document n° 453).

— Listes électorales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant anticipation en 1951 de la revision annuelle des listes électorales en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, p. 6750 (Document n° 934).

— Mines et carrières.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la constatation des infractions à la réglementation minière et à la protection des exploitations minières productrices de substances minérales précieuses dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, p. 7635 (Document n° 1212).

— Monnaie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duveau tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique), p. 6276 (Document n° 608).

Conseil de la République. — Reprise d'une proposition de loi par M. Saller tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique) (n° 212, année 1950), p. 2053 (Document n° 499).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5933 (Document n° 90).

— Monuments.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que les établissements français dans l'Inde, la protection des monuments naturels, des sites et des monuments de caractère historique, scientifique, artistique ou pittoresque, le classement des objets historiques, scientifiques ou ethnographiques et la réglementation des fouilles, p. 8899 (Document n° 1893).

— Navigation fluviale.

Conseil de la République. — Reprise par M. Durand-Réville de la proposition de loi tendant à instituer un code de la navigation fluviale dans les territoires d'outre-mer de l'Union française (n° 468, année 1950) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 563).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6371 (Document n° 708).

— Or (production de l').

Conseil de la République. — Discussion de la proposition de résolution de M. Robert Aubé tendant à inviter le Gouvernement à instaurer d'urgence un régime de soutien en faveur de la production aurifère des territoires de l'Union française, par la création d'un fonds de soutien de l'or destiné à intensifier la prospection, à moderniser l'équipement d'extraction, à réduire les prix de revient et, d'une manière générale, à assurer la rentabilité des exploitations (nos 778 et 899, année 1950), p. 338; adoption de la proposition de résolution, p. 342.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à créer un fonds spécial de développement de la production aurifère pour développer et moderniser l'équipement des exploitations minières de l'Union française, réduire le prix de revient de l'or et assurer la rentabilité de sa production, p. 6243 (Document n° 595).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Aubé tendant à la création d'un comité national de l'or en vue de définir une politique de l'or, étudier les problèmes posés par son exploitation et promouvoir toutes dispositions susceptibles d'en augmenter la production dans l'Union française, p. 2878 (Document n° 801).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8975 (Document n° 1910).

— Organisation judiciaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duveau sur le projet de loi tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar et dépendances et aux Comores (nos 7540 et 8904), p. 719 (Document n° 12059). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6325 (Document n° 676).

— Organisation municipale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, p. 7669 (Document n° 1353).

— Pensions

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Devemy sur: 1° la résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française invitant l'Assemblée nationale à étendre, dans le plus bref délai possible, aux anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer et territoires associés, qui ne possèdent pas le statut de droit civil français, le bénéfice de l'indemnité spéciale extraordinaire prévue en faveur des grands invalides par la loi n° 49-541 du 21 avril 1949, et à leur accorder la revalorisation de 15 p. 100 décidée sur les pensions des anciens combattants et victimes de la guerre métropolitains; 2° la résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française invitant l'Assemblée nationale à faire bénéficier les anciens combattants des territoires et pays de l'Union française des mêmes avantages que ceux accordés aux anciens combattants métropolitains, sans diminution de taux, p. 1172 (Document n° 12287).

— Possessions australes et antarctiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ériger en territoire distinct de Madagascar les terres australes et antarctiques françaises, p. 4790 (Document n° 13109).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ériger en territoire distinct de Madagascar les terres australes et antarctiques françaises, p. 7635 (Document n° 1203).

— Produits d'outre-mer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouvier-O'Cottereau tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux producteurs des territoires d'outre-mer une indemnité compensatrice des frais qu'ils ont pour amener leur sucre dans les ports métropolitains, p. 1865 (Document n° 12467).

— Propriété foncière.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à garantir et codifier la propriété foncière africaine en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, p. 1219 (Document n° 12217).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à garantir et codifier la propriété foncière africaine en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, p. 6114 (Document n° 356).

— Protection de l'enfance.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lisette tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de charte de l'enfance délinquante pour l'Afrique Noire, p. 3237 (Document n° 12809).

— Protection des végétaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation de la protection des végétaux dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, p. 2470 (Document n° 12582).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation de la protection des végétaux dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 7635 (Document n° 1204).

— Sociétés par actions.

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'assemblée de l'Union française le 16 mai 1951 invitant l'Assemblée nationale à voter une loi prévoyant la participation de l'épargne autochtone ou des collectivités autochtones à la formation des sociétés ou entreprises exerçant leur activité outre-mer et bénéficiant d'avantages particuliers de la puissance publique, p. 5389.

— Sociétés coopératives de construction.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur la proposition de loi de M. Ousmane Socé, sénateur, tendant à instituer en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, des sociétés coopératives africaines de construction et d'urbanisme (nos 4607-9557), p. 3237 (Document n° 12785).

Conseil de la République. — Reprise de ladite proposition de loi par M. Ousmane Socé, transmise dans la 1re législature, p. 2060 (Document n° 510).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 445) — Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 8901 (Document n° 1876).

— Taxes postales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. July sur le projet de loi concernant la procédure de fixation des taxes postales et assimilées applicables aux groupes de territoires ou territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer (n° 10175), p. 339 (Document n° 11910). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Beauquier, p. 5001 (Document n° 13172).

— Valeurs mobilières.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le regroupement des titres des emprunts émis par les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, p. 1106 (Document n° 12171). — Dépôt d'un avis de l'assemblée de l'Union française, p. 5631 (Document n° 13314).

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Theetten sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 11 janvier 1950 approuvant une délibération prise le 25 octobre 1949 par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification du code des douanes en vigueur dans ce territoire (n° 9875), p. 3426 (Document n° 12858). — Adoption du projet de loi, p. 4100.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1412 (Document n° 329). — Dépôt du rapport par M. Georges Laffargue, p. 1712 (Document n° 417). — Adoption de l'avis sur le projet de loi p. 2027.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5929 (*Loi n° 51-966 du 23 juillet 1951, J. O. du 26 juillet* 1951).

— Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française les modifications apportées à des articles du code pénal par des textes en vigueur dans la métropole (n° 5601), p. 350 (Document n° 11920).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 24 mai 1948 approuvant une délibération prise par le conseil de gouvernement de l'Afrique équatoriale française du 17 juillet 1947, demandant la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921, relatif au fonctionnement du service des douanes dans cette fédération, p. 9545 (Document n° 2122).

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Theetten sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 13 janvier 1950 approuvant une délibération prise le 20 septembre 1949 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française demandant la modification du décret du 9 juin 1938 sur le régime de l'admission temporaire dans ce territoire (n° 9873), p. 3420 (Document n° 12858). — Adoption du projet de loi, p. 4100.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1412 (Document n° 330). — Dépôt du rapport par M. Georges Laffargue, p. 1712 (Document n° 418). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2027.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5929 (*Loi n° 51-962 du 23 juillet 1951, J. O. du 25 juillet* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Abbas Gueye tendant à fixer à quinze heures la reprise du travail de l'après-midi de chaque vendredi pour tous les travailleurs musulmans d'Afrique occidentale française, p. 8578 (Document n° 1727). — Dépôt du rapport par M. Joseph Dumas, p. 9307 (Document n° 20451). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi relative à l'heure de la reprise du travail du vendredi après-midi pour les musulmans des territoires d'outre-mer, du Cameroun et du Togo* », p. 10076.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3630 (Document n° 908).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Laurelli sur le projet de loi tendant à modifier et à compléter les articles 381, 388, 392 et 393 du code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française (n° 8603, année 1949), p. 7889 (Document n° 1463).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de M. le président de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Mamadou Konaté tendant à la création d'un « cadre unique » du personnel des chemins de fer d'Afrique occidentale française (n° 9352), p. 3610 (Document n° 12914).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 30 septembre 1950 approuvant deux délibérations prises le 26 juin 1950 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française relatives au tarif des droits de douane d'entrée dans ce territoire, p. 7338 (Document n° 1070).

— Dépôt d'un projet de loi approuvant le compte définitif du budget général de l'Afrique occidentale française, exercice 1943, p. 8097 (Document n° 1577).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 4 mai 1951 fixant le régime douanier de certains produits marocains importés en Afrique occidentale française, p. 8790 (Document n° 1794).

— Dépôt d'un projet de loi ratifiant le décret du 3 avril 1951 approuvant deux délibérations prises les 24 octobre et 3 novembre 1950 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française et la commission permanente de cette Assemblée visant à étendre le bénéfice de l'admission temporaire aux cartons destinés à la fabrication des emballages et aux tabacs bruts destinés à la transformation en tabacs fabriqués en vue de la réexportation, p. 8790 (Document n° 1804).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 3 avril 1951 approuvant quatre délibérations prises les 17 octobre 1950 et 3 novembre 1950, par le grand conseil de l'Afrique occidentale française et la commission permanente de cette Assemblée, modifiant la quotité des droits de douane sur certains articles, p. 8790 (Document n° 1817).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver le décret du 22 septembre 1948 suspendant pendant une nouvelle période de six mois à compter du 21 octobre 1948, la perception des droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française, p. 9987 (Document n° 2237).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Horma Ould Babana tendant à modifier l'article 1er du décret n° 46-2375 du 25 octobre 1946 portant création d'assemblées représentatives territoriales en Afrique occidentale française, en ce qui concerne la Mauritanie, p. 1864 (Document n° 12449).

Conseil de la République. — Reprise par M. Mamadou M'Bodje de la proposition de loi tendant à établir une concordance universitaire entre les diplômes délivrés par les grandes écoles du gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les diplômes délivrés dans la métropole (n° 249, année 1947) (transmise à l'Assemblée nationale dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 549).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 726).

CAMEROUN

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil d'administration du Cameroun en date du 9 avril 1948 demandant la modification du décret du 17 février 1921 portant réglementation du service des douanes au Cameroun (nos 8196, 11777), p. 282.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 104 (Document n° 26). — Dépôt du rapport par M. Siaut, p. 509 (Document n° 117). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 620.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1591 (*Loi n° 51-257 du 28 février 1951, J. O. du 3 mars* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur la résolution de l'Assemblée de l'Union française invitant l'Assemblée nationale à modifier le décret n° 47-2300 du 28 novembre 1947 réorganisant au Cameroun la justice du droit français, p. 1471 (Document n° 12284).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 9 avril 1948 du conseil d'administration du Cameroun, modifié par la délibération du 5 octobre 1948, demandant la modification des articles 51 et 155 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire, p. 9545 (Document n° 2124).

COMORES (ARCHIPEL DES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castellani tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux victimes les plus éprouvées du cyclone qui a dévasté l'archipel des Comores le 22 décembre 1950, p. 339 (Document n° 11901). — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur les propositions de résolution: 1° de M. Said Mohamed Cheikh tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate de 15 millions à l'archipel des Comores, en vue de secourir les sinistrés et de réparer les dommages causés par le cyclone du 22 décembre 1950; 2° de M. Duveau, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'extrême urgence aux victimes du cyclone survenu dans l'archipel des Comores le 22 décembre 1950; 3° de M. Castellani tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux victimes les plus éprouvées du cyclone qui a dévasté l'archipel des Comores le 22 décembre 1950 (nos 11814, 11815, 11901), p. 563 (Document n° 11998). — Adoption de la proposition de résolution après modification du titre: « *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'extrême urgence aux victimes du cyclone survenu dans l'archipel des Comores le 22 décembre 1950* », p. 966.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 février 1949 approuvant: 1° une délibération du 20 décembre 1948 du conseil général des Comores, tendant à maintenir la réglementation douanière de ce territoire en harmonie avec celle de Madagascar; 2° rejetant une délibération du même conseil en date du 3 septembre 1948 ayant même objet, p. 9515 (Document n° 2123).

Assemblée nationale. — Adresse de sympathie de l'Assemblée aux populations victimes du cyclone qui a ravagé les îles Comores, p. 281.

CÔTE DES SOMALIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables à la Côte française des Somalis certaines modifications apportées au code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, p. 7668 (Document n° 1312).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 16 avril 1949 approuvant une délibération du 27 décembre 1948 du conseil

privé de la Côte française des Somalis demandant à constituer le territoire précité en zone franche et, par voie de conséquence, à supprimer le tarif douanier ainsi que la réglementation du service des douanes de ce territoire, p. 9987 (Document n° 2238).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion.

— Accidents du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi étendant le régime des assurances sociales aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion et précisant le régime des accidents du travail et maladies professionnelles dans ces départements, p. 8790 (Document n° 1803).

— Aérodromes.

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi étendant aux départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française les dispositions de la loi du 2 octobre 1946 relative à la classification des aérodromes (n°s 10103, 11658), p. 5405.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1818 (Document n° 441) — Dépôt du rapport par M. Lodéon, p. 2292 (Document n° 653). — Discussion, p. 2424; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2425.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7392 (*Loi n° 51-1136 du 26 septembre 1951, J. O. du 28 septembre 1951*).

— Allocations familiales.

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi étendant aux salariés des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion le bénéfice des allocations familiales (n° 5340, année 1948), p. 1037.

— Dépôt d'un projet de loi étendant aux salariés des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion le bénéfice des allocations familiales, p. 8790 (Document n° 1816).

— Dépôt d'un projet de loi étendant aux salariés des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion le bénéfice des allocations familiales, p. 948 (Document n° 12117).

— Budget.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Damas tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le montant des crédits nécessaires en 1951 pour le financement des investissements dans les départements d'outre-mer, p. 885 (Document n° 12109).

— Bureau forestier.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Damas tendant à inviter le Gouvernement à créer un bureau agricole en Guyane française, p. 386 (Document n° 11953).

— Calamités publiques.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Eboué tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux sinistrés de Pigeon, en Guadeloupe, p. 114 (Document n° 31). — Dépôt du rapport par M. Lodéon, p. 817 (Document n° 192). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1058.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lodéon tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide substantielle et immédiate aux victimes du violent cyclone qui, le 2 septembre 1951, s'est abattu sur tout le département de la Martinique, p. 2268 (Document n° 651).
Voir également à la rubrique: *Calamités agricoles publiques et viticoles.*

— Chambres de commerce.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mauroux sur le projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion la législation métropolitaine relative aux chambres de commerce (n° 10884), p. 1592 (Document n° 12334). — Adoption, p. 2572 (*rectificatif*, p. 5866).
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1030 (Document n° 229). — Dépôt du rapport par M. Siaut, p. 1422 (Document n° 335). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1626
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5200 (*Loi n° 51-637 du 24 mai 1951, J. O. du 29 mai 1951*).

— Chemin de fer et port.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Lepervanche tendant à abroger le décret n° 50-1579 du 27 décembre 1950 et à maintenir l'organisme autonome du chemin de fer et du port de la Réunion, dit C. P. R., p. 350 (Document n° 11924). — Dépôt du rapport par M. Vergès, p. 3757 (Document n° 12933).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vergès tendant à abroger le décret n° 50-1579 du 27 décembre 1950 et à maintenir l'organisme autonome du chemin de fer et du port de la Réunion, dit « C. P. R. », p. 8223 (Document n° 1632).

— Chômage.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Fayet sur la proposition de loi de M. Césaire tendant à porter remède au problème du chômage dans les départements d'outre-mer, par application à ces départements des textes en vigueur en France (n° 11523), p. 3237 (Document n° 12794). — 2° *législature.* — Reprise, par M. Lamps, du rapport de M. Fayet, p. 6099 (Document n° 317).

— Code du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Perdon sur le projet de loi portant extension dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, de certains textes concernant la législation du travail agricole de la France métropolitaine (n°s 7146, 7690), p. 5284 (Document n° 13382). — 2° *législature.* — Reprise du rapport par M. Lamps, p. 6099 (Document n° 346).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Archimède portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable dans les départements d'outre-mer, p. 2638 (Document n° 12671).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bissol portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable dans les départements d'outre-mer, p. 7433 (Document n° 1128). — Dépôt du rapport par M. Boutbien, p. 9096 (Document n° 1971).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boutbien tendant à compléter l'article 31 w du livre I^er^ du code du travail, afin d'établir les conditions de la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements d'outre-mer, p. 9307 (Document n° 2079). — Dépôt du rapport par M. Boutbien, p. 10061 (Document n° 2275).

— Commissions paritaires départementales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boutbien tendant à la création dans chaque département d'outre-mer de commissions paritaires départementales du coût de la vie en vue d'établir le salaire minimum interprofessionnel garanti applicable à ces départements, p. 9307 (Document n° 2080). — Dépôt du rapport par M. Boutbien, p. 10061 (Document n° 2276).

— Conseils de prud'hommes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mekki tendant à modifier les articles 68 et 70 de la loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes pour permettre aux conseillers élus à titre musulman, dans les départements d'outre-mer, de siéger dans les mêmes conditions et avec les mêmes titres et prérogatives que leurs collègues élus à titre français, p. 2987 (Document n° 12744).

— Crédit agricole.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Damas tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la caisse nationale de crédit agricole les ressources nécessaires au financement des prêts dont les agriculteurs, les groupements agricoles et les collectivités publiques rurales des départements d'outre-mer sont fondés à demander le bénéfice en application de la législation relative au crédit agricole mutuel, introduite dans ces départements par le décret du 28 juin 1947, p. 1106 (Document n° 12174).

— Elections.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Archimède tendant à fixer exceptionnellement pour l'année 1951 la date de clôture des inscriptions sur les listes électorales dans les départements d'outre-mer au 31 mars 1951 et la date de clôture définitive des listes au 1^er^ mai 1951, p. 1471 (Document n° 12299).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bissol tendant à modifier le décret n° 50-1584 du 29 décembre 1950 pour l'application de l'article 7 de la loi du 16 décembre 1950 modifiant pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation des élections, p. 6339 (Document n° 650).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Véry portant amnistie en matière d'élection dans les quatre départements d'outre-mer, p. 6604 (Document n° 899).

— Etablissements de bienfaisance.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Cayeux sur le projet de loi relatif à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion des lois sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée et sur le remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs en danger moral et des enfants anormaux (n° 7545), p. 5000 (Document n° 13195). — Adoption du projet de loi, p. 5402.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1813 (Document n° 442). — Dépôt du rapport par M. Arouna N'Jaya, p. 2194 (Document n° 630). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2272.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6886 (*Loi n° 51-1122 du 21 septembre 1951, J. O. du 27 septembre 1951*).

— Impôts.

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à aménager le régime fiscal des départements d'outre-mer (n° 9963, année 1950), p. 2637.

— Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi portant aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer (n° 8845), p. 4930 (Document n° 13142).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à aménager le régime fiscal des départements d'outre-mer, p. 3075 (Document n° 12754).

— Incendie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Archimède, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 200 millions de francs aux sinistrés de l'incendie de Pointe-à-Pitre du 14 janvier 1951, p. 362 (Document n° 11950).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Valentino tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat de 200 millions de francs aux victimes de l'incendie survenu à Pointe-à-Pitre le 14 janvier 1951, p. 486 (Document n° 11985).

— Institutions privées.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion des dispositions de l'ordonnance du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants, p 7971 (Document n° 1188).

— Loyers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948, modifiée par les lois n° 49-846 du 29 juin 1949 et n° 50-770 du 30 juin 1950, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et fixant le prix des loyers applicables, p. 5283 (Document n° 13267). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5552 (Document n° 13309). — Adoption de la proposition de loi, p. 5623.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1883 (Document n° 467). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1947.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5772 (*Loi n° 51-665 du 24 mai 1951, J. O. du 31 mai 1951*).

— Organisation judiciaire.

Conseil de la République. — Reprise, par M. Patient, de sa proposition de loi tendant au rétablissement d'une cour d'appel autonome en Guyane française (n° 153, année 1950) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 517).

Assemblée nationale — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 444).

— Organisation municipale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bissol tendant à introduire dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale qui n'y sont pas en vigueur, p. 7972 (Document n° 1487).

— Service du conditionnement.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. Truffaut, sur la proposition de loi de M. Césaire tendant à valider les décrets organisant les services du conditionnement à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion et à intégrer le personnel de ces services dans le cadre métropolitain de la répression des fraudes (nos 9904, 10406, 11641), p. 646 (Document n° 12027). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Emmanuel Véry, p. 819 (Document n° 12082). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à assurer le maintien des services de contrôle du conditionnement dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion* », p. 1022.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 429 (Document n° 104). — Dépôt du rapport par M. Symphor, p. 615 (Document n° 135). — Discussion, p. 763; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 764.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1863 (*Loi n° 51-349 du 20 mars 1951, J. O. du 22 mars 1951*).

— Sucres et betteraves.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raphaël Babet tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix du sucre de canne en même temps que celui de la betterave et d'accorder aux sucres de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique le bénéfice d'une participation de la caisse nationale de péréquation des transports maritimes des sucres ou une subvention budgétaire, p. 5934 (Document n° 132). — Dépôt du rapport par M. Ould Cadi, p. 6316 (Document n° 690).

— Territoire de l'Inini.

Assemblée nationale. — Transmission d'un avis, par M. le président de l'Assemblée de l'Union française, sur la proposition de loi de M. Damas, tendant à supprimer le territoire de l'Inini dans le département de la Guyane française (n° 8731), p. 4211 (Document n° 13014). — Dépôt du rapport par M. Véry, p. 4582 (Document n° 13071). — Dépôt du rapport par M. Emmanuel Véry, p. 4999 (Document n° 13170). — Discussion, p. 5105; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi portant organisation du département de la Guyane française* », p. 5106.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1818 (Document n° 449). — Dépôt du rapport par M. Lodéon, p. 2116 (Document n° 617). — Discussion, p. 2217; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2219.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6677 (*Loi n° 51-1098 du 14 septembre 1951, J. O. du 18 septembre 1951*).

— Warrants agricoles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bocquet sur le projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la législation métropolitaine sur les warrants agricoles (n° 11077), p. 2212 (Document n° 12566). — Adoption du projet de loi, p. 2788.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1039 (Document n° 237). — Dépôt du rapport par M. Hœffel, p. 1306 (Document n° 288). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1443.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4531 (*Loi n° 51-571 du 20 mai 1951, J. O. du 22 mai 1951*).

INDE (ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Goubert tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours aux populations des établissements français de l'Inde, p. 6124 (Document n° 330). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 8562 (Document n° 1724). — Adoption de la résolution, p. 8910.

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables aux Etablissements français dans l'Inde certaines modifications apportées au code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, p. 4124 (Document n° 13000).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de cession du territoire de la ville libre de Chandernagor, p. 7490 (Document n° 13110).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables aux Etablissements français dans l'Inde certaines modifications apportées au code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, p. 7669 (Document n° 1347).

INDOCHINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi n° 50-218 du 1er mars 1950 portant suppression de la cour de justice de l'Indochine, p. 1525 (Document n° 12326).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi n° 50-218 du 1er mars 1950 portant suppression de la cour de justice de l'Indochine, p. 8097 (Document n° 1578).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la transcription en Indochine des jugements, arrêts et actes en matière d'état civil, p. 9987 (Document n° 2211).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à fixer les modalités de dégagement ou d'intégration de certaines catégories de personnels d'Indochine, p. 6080 (Document n° 296).

MADAGASCAR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Duveau tendant à inviter le Gouvernement à apporter ravitaillement et aide financière au territoire de Madagascar, dont l'extrême Sud vient d'être ravagé par un violent cyclone qui fit de nombreuses victimes et causa des pertes matérielles considérables, p. 893 (Document n° 12110). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 1146 (Document n° 12195). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3625.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Liotard tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate à la circonscription de Fort-Dauphin (Madagascar) éprouvée par un récent cyclone, p. 484 (Document n° 112). — Dépôt du rapport par M. Liotard, p. 745 (Document n° 151). — Discussion, p. 808; adoption de la proposition de résolution, p. 809.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Burlot sur: 1° le projet de loi relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar; 2° la proposition de loi de M. Duveau tendant à réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de la rébellion malgache (nos 5882, 2705, 9667), p. 885 (Document n° 12092). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Duveau, p. 3907 (Document n° 12947). — 2e *législature.* — Reprise des rapports de M. Duveau, p. 6346 (Document n° 686) (*rectificatif*, p. 6374). — Dépôt d'un nouveau rapport par M. Duveau, p. 8792 (Document n° 1810).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 1er du décret du 17 juillet 1931 relatif à la répression à Madagascar et dépendances des vols de certains produits du sol pendants dans les plantations, p. 7669 (Document n° 1348). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Duveau tendant à compléter l'article 1er du décret du 17 juillet 1931 relatif à la répression à Madagascar et dépendances des vols de certains produits du sol dans les plantations, p. 7338 (Document n° 1076). — Dépôt du rapport par M. Duveau, p. 8901 (Document n° 1875).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 1er du décret du 17 juillet 1931 relatif à la répression à Madagascar et dépendances des vols de certains produits du sol pendants dans les plantations, p. 1106 (Document n° 12160).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 15 décembre 1949 de la commission permanente de l'assemblée représentative de Madagascar, concernant la réglementation des entrepôts spéciaux et les dépôts d'avitaillement des huiles minérales à Madagascar et la délibération du 13 avril 1950 de l'assemblée représentative de Madagascar rectifiant la précédente, p. 7804 (Document n° 1406).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer et au Togo (à l'exception de Madagascar, de l'archipel des Comores et du Cameroun) les modifications apportées à l'article 373 du code pénal par la loi validée du 8 octobre 1943, p. 7804 (Document n° 1408).

— Dépôt d'un projet de loi approuvant le compte définitif du budget local de Madagascar, exercice 1945, et du budget annexe des chemins de fer de Madagascar, exercice 1945, p. 8097 (Document n° 1576).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 9 octobre 1913 et textes subséquents sur l'organisation et le fonctionnement des municipalités à Madagascar, et déclarant ledit décret applicable au territoire des Comores, p. 8789 (Document n° 1793).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à abroger le décret du 10 mai 1947 portant dissolution du mouvement démocratique de rénovation malgache, p. 9231 (Document n° 2029).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont tendant à abroger le décret du 4 décembre 1930 complétant en ce qui concerne Madagascar et dépendances l'article 91 du code pénal et amnistiant toutes les peines prononcées en application dudit décret, p. 9987 (Document n° 2250).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castellani tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 75 millions aux victimes du cyclone qui a dévasté la ville de Fort-Dauphin, à Madagascar, p. 1234 (Document n° 12242).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duveau tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de 200 millions de francs C. F. A. à titre de secours d'urgence aux sinistrés de la région de Fort-Dauphin qui vient d'être dévastée par un violent cyclone, p. 1754 (Document n° 12414).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kriegel-Valrimont tendant à inviter le Gouvernement à lever immédiatement l'état de siège à Madagascar, p. 9988 (Document n° 2247).

NOUVELLE-CALÉDONIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 7804 (Document n° 1440). — Dépôt du rapport par M. Laforest, p. 8029 (Document n° 1545). — Discussion, p. 8690; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 8698.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2768 (Document n° 783). — Dépôt du rapport par M. Lafleur, p. 3359 (Document n° 875) — Discussion, p 3629; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3630.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 10296 (Document n° 2317).

OCÉANIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant le décret du 5 janvier 1940 relatif à l'exercice de la profession commerciale dans les établissements français de l'Océanie, instituant une carte de commerçant pour les étrangers, p. 94 (Document n° 11846).

— Dépôt d'un projet de loi concernant les conseils de districts des établissements français de l'Océanie, p. 7804 (Document n° 1411).

— Dépôt d'un projet de loi complétant le décret du 5 janvier 1940 relatif à l'exercice de la profession commerciale dans les établissements français de l'Océanie, instituant une carte de commerçant pour les étrangers, p. 7804 (Document n° 1412).

— Dépôt d'un projet de loi ratifiant le décret du 27 avril 1951 approuvant l'article 1er d'une délibération prise le 30 novembre 1950 par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à modifier le décret du 20 juillet 1932 portant réglementation du service local des douanes, p. 6790 (Document n° 1799).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 avril 1951 approuvant, en ce qui concerne les droits de douane, la délibération prise le 23 novembre 1950 par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à exonérer du payement des droits de douane et des droits d'entrée pendant une période de cinq années le matériel importé par les compagnies de navigation aérienne, p. 6790 (Document n° 1800).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 avril 1951 approuvant une délibération prise le 21 décembre 1950 par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie modifiant l'assiette et le taux des droits de douane, p. 8790 (Document n° 1801).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Antier relative à la composition et à la formation de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, p. 9096 (Document n° 1964).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de de M. Lassalle-Séré relative à la réglementation de l'importation, fabrication, détention, mise en circulation en vue de la vente, mise en vente ou cession gratuite des boissons alcooliques dans les Etablissements français de l'Océanie, p. 2599 (Document n° 698).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7672 (Document n° 1384).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lassalle-Séré concernant la suppression du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, p. 2599 (Document n° 699).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7672 (Document n° 1383).

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables à Saint-Pierre et Miquelon des modifications apportées au code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, p. 1723 (Document n° 12387).

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale à Saint-Pierre et Miquelon (n° 1120), p. 2140 (Document n° 12555).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables à Saint-Pierre et Miquelon des modifications apportées au code pénal par les textes en vigueur dans la métropole, p. 8096 (Document n° 1575).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 22 mai 1951 approuvant une délibération en date du 19 décembre 1950 du conseil général du territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon relative au tarif des droits de douane d'importation dans ce territoire, p. 8790 (Document n° 1795).

TOGO

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à l'approbation des comptes définitifs du budget local du Togo — exercice 1947 — et du budget annexe du chemin de fer et du wharf — exercice 1947, p. 8096 (Document n° 1573).

TUNISIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Le Bon tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre d'urgence les travaux de remise en état et de consolidation du cimetière de Bir-Hakeim ainsi que de jalonnement de l'itinéraire y conduisant, p. 7314 (Document n° 1068). — Dépôt du rapport par M. Magendie, p. 7393 (Document n° 1103). — Adoption de la proposition de résolution, p. 7562.

— Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1942, p. 7668 (Document n° 13381.

— Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1941, p. 7669 (Document n° 1359).

— Dépôt d'un projet de loi relatif aux sessions des tribunaux criminels de Tunisie, p. 7803 (Document n° 1393).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant la cession amiable de l'ancien terrain d'aviation de Menzel-Témine (Tunisie), p. 7804 (Document n° 1407).

Franchise postale. — V. *Postes, télégraphes et téléphones. — Transports par chemins de fer (tarifs).*

Francolor (société). — V. *Questions orales (Assemblée nationale), n° 139.*

Fraudes. — V. *Agriculture (lait et produits laitiers). — Santé publique (protection de la).*

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Crémieux tendant à inviter le Gouvernement à renforcer le contrôle des denrées alimentaires, p. 2433 (Document n° 674). —

Dépôt du rapport par M. Péridier, p. 2768 (Document n° 786). — Discussion, p. 2974; adoption de la résolution après modification du titre « *Résolution tendant à inviter le Gouvernement à renforcer le contrôle des denrées alimentaires et à réorganiser le service de la répression des fraudes* », p. 2976.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Radius tendant à inviter le Gouvernement à autoriser l'utilisation des produits chimiques usuels de conservation pour la fabrication des conserves de poisson, p. 220 (Document n° 42). — Dépôt du rapport par M. Vitter, p. 2813 (Document n° 798). — Adoption, p. 3052

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duveau tendant à assurer la protection dans le commerce de la dénomination « vanille », p. 7393 (Document n° 1102).

Fraudes (service de la répression des). — V. *Finances (ministère).*

Fromage. — V. *Agriculture (lait et produits laitiers).*

Frontières. — V. *Interpellations* n° 33.

Fruits et légumes. — V. *Agriculture. — Impôts (chiffre d'affaires). — Interpellations* n°s 27, 37.

G

Garde-meuble.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony réglementant le contrat de garde des biens meubles d'autrui, p. 2139 (Document n° 12541).

Garde républicaine. — V. *Gendarmerie nationale. — Questions orales (Conseil de la République)* n° 29.

Gares routières de voyageurs. — V. *Transports et voies de communication.*

Gaz. — V. *Budget de 1952 (modernisation et équipement. — Electricité.*

Gendarmerie nationale. — V. *Anciens combattants. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire. — Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 88, 124 — *Traitement (défense nationale).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Yves Fagon sur: I. Le projet de loi portant incorporation de la gendarmerie de l'air et de la gendarmerie maritime dans la gendarmerie nationale; II. La proposition de loi de M. Gau tendant: 1° à régulariser la situation du personnel des gendarmeries maritime et de l'air intégré dans la gendarmerie nationale par le décret n° 47-1813 du 18 septembre 1947, texte reconnu illégal par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 28 octobre 1949; 2° à regrouper dans deux légions spécialisées de gendarmerie ces deux catégories de gendarmerie en vue d'en obtenir un meilleur rendement (n°s 9639-9679-10721), p. 719 (Document n° 12060).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un supplément indiciaire au personnel non officier de la gendarmerie ayant la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République, p. 6550 (Document n° 889). — Dépôt du rapport par M. Métayer, p. 9546 (Document n° 2141).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rendre effectif le repos hebdomadaire dans la gendarmerie nationale et dans la garde républicaine, p. 6820 (Document n° 952). — Dépôt du rapport par M. Métayer, p. 9547 (Document n° 2143).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bèche tendant à inviter le Gouvernement à verser aux retraités de la gendarmerie et de la garde républicaine rappelés en activité lors des grèves de 1947 et 1948 les indemnités de déplacement et de maintien de l'ordre auxquelles ils peuvent légitimement prétendre, p. 7600 (Document n° 1187). — Dépôt du rapport par M. Métayer, p. 9546 (Document n° 2142).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 13 de l'instruction du 27 juin 1929, en vue d'assouplir les conditions d'affectation dans la gendarmerie nationale, p. 7805 (Document n° 1402). — Dépôt du rapport par M. Métayer, p. 9546 (Document n° 2144).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à la création d'une carte de prévôtal destinée aux militaires des prévôtés de l'avant au titre de combattant, p. 6298 (Document n° 640).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à accorder à la gendarmerie nationale l'autonomie, en ce qui concerne le commandement de cette arme et son budget, sous l'autorité directe du ministre de la défense nationale, p. 8791 (Document n° 1835).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à attribuer le bénéfice de la campagne simple aux militaires de la gendarmerie et de la garde en résidence à Vienne et à Berlin, p. 7434 (Document n° 1137).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Monteil tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les gendarmes titulaires du diplôme d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République à se présenter à l'examen du stage préparatoire de l'école des officiers de la gendarmerie nationale, p. 6223 (Document n° 1603).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les prestations allouées au personnel non officier de la gendarmerie nationale et de la garde républicaine pour le couvrir des charges qui lui sont imposées en matière d'habillement et d'équipement, p. 8562 (Document n° 1708).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Métayer tendant à inviter le Gouvernement à modifier les limites d'âge des officiers de la gendarmerie et à adopter pour les officiers généraux et supérieurs de cette arme les limites d'âge fixées avant août 1940 et pour les officiers subalternes les actuelles limites d'âge des sous-officiers, p. 9459 (Document n° 2093).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à modifier les limites d'âge des officiers de gendarmerie, p. 9459 (Document n° 2094).

Géomètres experts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Albert Masson sur le projet de loi complétant, en ce qui concerne les victimes de la guerre, la loi n° 46942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres experts (n° 10906), p. 2867 (Document n° 12731). — Adoption du projet de loi, p. 4101.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1412 (Document n° 326). — Dépôt du rapport par M. Bertaud, p. 2324 (Document n° 662). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2343.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7337 (*Loi n° 51-1110 du 21 septembre 1951, J. O. du 22 septembre 1951*).

Gérants de sociétés et de succursales. — V. *Assurances sociales (divers). — Code du travail (salaires).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à doter d'un statut professionnel les gérants non salariés des maisons à succursales multiples et des coopératives de consommation définies par la loi du 21 mars 1951 modifiée par la loi du 3 juillet 1944, p. 9652 (Document n° 2187).

Gibier. — V. *Chasse.*

Gisements houilliers. — V. *Mines et carrières (exploitation).*

Gouvernement. — Ministères. — V. *Censure (motion de). — Communication du Gouvernement. — Interpellations* n°s 63, 183.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Godin relative à la composition du Gouvernement, p. 9173 (Document n° 1986).

Grands conseils. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

Grande-Bretagne.

Assemblée nationale. — Adresse au peuple britannique, au nom de l'Assemblée nationale, des vœux de rétablissement de la santé de son roi, p. 7634.

Conseil de la République. — Donne lecture d'un télégramme adressé à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, et la réponse de ce dernier, à l'occasion de la maladie du roi, p. 2580.

Greffiers. — V. *Code de procédure civile. — Officiers publics et ministériels.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de créer trente postes de greffiers au tribunal civil de la Seine, p. 1219 (Document n° 12233).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de créer trente postes de greffiers au tribunal civil de la Seine, p. 6242 (Document n° 583).

Grève (droit de). — V. *Amnistie. — Code du travail. — Interpellations, n° 192. — Questions orales (Conseil de la République), n° 110.*

Groupements. — V. *Associations.*

Guadeloupe. — V. *France d'outre-mer (départements). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 99.*

Guerre (événements de). — V. *Questions orales (Conseil de la République), n° 19.*

Guerre (propagande de). — V. *Code pénal.*

Guerre (secrétariat d'Etat). — V. *Pensions et retraites (anciens combattants).*

Guyane. — V. *France d'outre-mer (départements).*

H

Habillement. — V. *Propriété industrielle.*

Habitations. — V. *Loyers. — Métaux. — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 37. — *Sociétés de crédit différé.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Catoire tendant à établir la « Charte de l'habitat », p. 7338 (Document n° 1097).

Habitations à bon marché. — Habitations à loyer modéré. — V. *Budget* 1952 (*reconstruction et équipement*). — *Caisse nationale d'épargne-logement. — Domaine de l'Etat des départements et des communes* (*cession d'immeubles*). — *Questions orales* (*Conseil de la République*) n°s 44, 81. — *Sociétés de crédit différé.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Depreux tendant à modifier l'article 84 de la loi du 5 décembre 1922 sur les habitations à loyer modéré, p. 347 (Document n° 11916). — Attribution de compétence, p. 1914. — Dépôt du rapport par M. Maurice Poirot, p. 2472 (Document n° 12588). — Adoption, après modification, du titre « *Proposition de loi tendant à modifier l'article 84 de la loi du 5 décembre 1922 portant codification des lois sur les habitations à loyer modéré et la petite propriété* », p. 4102.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1413 (Document n° 323). — Dépôt du rapport par M. Malécot, p. 2300 (Document n° 657). — Discussion, p. 2343; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2344.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7337 (*Loi n° 51-1109 du 21 septembre 1951*, J. O. *du 22 septembre* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 20 milliards la dotation prévue par l'article 8 de la loi de finances du 21 mai 1951 pour les opérations réalisées dans le cadre de la législation des habitations à loyer modéré, p. 5933 (Document n° 84) (*rectificatif*, p. 6136). — Dépôt du rapport par M. Sibué, p. 6476 (Document n° 809). — Adoption de la proposition de résolution, p. 7407.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre la prise de possession immédiate des terrains expropriés par les offices publics d'habitation, p. 1915 (Document n° 482).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5773 (Document n° 13341).

Conseil de la République. — Reprise de la proposition de loi (transmise dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 596).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 729).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul portant à 100 milliards les crédits destinés à la construction d'habitations à loyer modéré, p. 386 (Document n° 11949).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Fagon tendant à aider les fonctionnaires à bénéficier de la législation sur les habitations à loyer modéré, p. 1219 (Document n° 12236).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier relative au montant maximum des prêts consentis aux particuliers par les organismes d'habitations à bon marché et de crédit immobilier, p. 1780 (Document n° 12421).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à modifier les lois du 10 août 1871 et du 5 avril 1884 en ce qui concerne la garantie accordée par les conseils généraux et municipaux aux emprunts contractés par les offices publics, sociétés d'H. L. M. et sociétés de crédit immobilier, p. 2000 (Document n° 12522).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. L'Huillier tendant à supprimer les majorations semestrielles de loyer prévues par les arrêtés des 29 juin 1949 et du 12 juillet 1949 en application de l'article 5 de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947 sur les habitations à loyer modéré, p. 4486 (Document n° 13058).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Marzin tendant à supprimer les majorations semestrielles de loyer prévues par les arrêtés du 20 juin 1949 et du 12 juillet 1949, en application de l'article 5 de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947 sur les habitations à loyers modérés, et à surseoir à l'application de l'article 22 du décret n° 51-297 du 3 mars 1951 concernant le recouvrement par voie de poursuite des produits revenant aux offices d'habitations, p. 5933 (Document n° 131).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à abroger l'article 68 de la loi du 30 mars 1929 qui permet au conseil d'administration des offices d'habitations à bon marché de mettre l'impôt foncier à la charge des locataires habitant dans ces immeubles, p. 6135 (Document n° 416).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à accorder un minimum de 250 milliards de prêts aux organismes d'habitation à loyers modérés, p. 6175 (Document n° 459).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à faciliter les opérations foncières et la construction d'habitations à loyers modérés et à constituer des offices publics d'aménagement des régions urbanisées ou en voie d'urbanisation, p. 7971 (Document n° 1469).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en faveur du financement des programmes de construction d'H. L. M., p. 6114 (Document n° 341).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à inviter le Gouvernement à adapter les montants maxima des prêts consentis aux particuliers au titre de la législation sur les habitations à loyer modéré aux prix réels de la construction à la date de l'octroi du prêt, p. 356 (Document n° 78).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacqueline Thorne-Patenôtre tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un crédit complémentaire de 25 milliards pour les opérations prévues par la législation sur les habitations à loyer modéré par augmentation du crédit prévu par l'article 8 de la loi du 21 mai 1951 (loi de finances, p. 2076 (Document n° 580).

Habitations rurales. — V. *Agriculture.*

Haras. — V. *Agriculture* (*ministère*).

Herboristeries. — V. *Alsace et Lorraine. — Drogueries.*

Heures supplémentaires. — V. *Code du travail* (*salaires*).

Hôpitaux et établissements hospitaliers. — V. *Assistance publique à Paris. — Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Bâtiments publics. — Impôts* (*taxes départementales*). — *Interpellations* n° 13.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers, p. 5931 (Document n° 81).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté sur l'ordonnancement et le fonctionnement des établissements hospitaliers, 6004 (Document n° 245).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Guitton relative au remplacement de la loi du 21 décembre 1941 sur la législation hospitalière, p. 6114 (Document n° 363).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à réorganiser les hôpitaux publics et à instituer le plan hospitalier du territoire, p. 6134 (Document n° 406).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Klock tendant à modifier l'article 10 de la loi maintenue du 21 décembre 1941 relative aux hôpitaux et hospices civils, p. 6513 (Document n° 850).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à la réadaptation de la limite actuellement valable pour l'approbation des projets de travaux et fournitures des hôpitaux par l'autorité de tutelle, p. 7338 (Document n° 1090).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Carlini tendant à la réorganisation et à l'extension des établissements hospitaliers de Marseille, p. 7670 (Document n° 1301).

—Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à créer des établissements hospitaliers à Marseille et à rénover ceux qui peuvent encore être utilisés, p. 8223 (Document n° 1631).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marrane tendant à supprimer le prélèvement de 1 p. 100 effectué sur les travaux publics, au profit des asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet, p. 2628 (Document n° 711).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7805 (Document n° 1430).

Hôpitaux militaires. — V. *Algérie.*

Hôpitaux psychiatriques. — V. *Pensions et retraites.*

Horlogerie. — V. *Exportations et importations.*

Horticulteur et pépiniériste.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mousset tendant à réglementer la profession d'horticulteur et de pépiniériste, p. 1013 (Document n° 12153).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à réglementer la profession d'horticulteur et de pépiniériste, p. 6176 (Document n° 505 (*rectificatif*, p. 6514).

Hospices. — V. *Départements, villes et communes* (*avances de l'Etat*).

Hôtels insalubres. — V. *Propriété immobilière.*

Hôtel national des Invalides.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à remettre au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre l'hôtel national des Invalides, p. 4487 (Document n° 13057).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à remettre au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre l'hôtel national des Invalides, p. 8028 (Document n° 1536).

Hôtels et pensions de famille. — V. *Caisse centrale de crédit hôtelier.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Marzin tendant à abroger l'arrêté ministériel n° 21402 du 9 février 1951 fixant les nouveaux prix de loyer en hôtels et meublés, p. 5932 (Document n° 101).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à fixer le statut des hôtels et meublés, p. 7393 (Document n° 1107).

Houblon. — V. *Bières et boissons gazeuses.*

Houillères. — V. *Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — Enseignement. — Interpellations* n°s 15, 31.

Huileries. — V. *Corps gras et plantes oléagineuses. — Question orale (Assemblée nationale)* n° 209.

Huissiers.

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à autoriser les clercs assermentés, à défaut d'huissier, à rédiger et signer les procès-verbaux de saisies, de ventes mobilières aux enchères, procès-verbaux d'exécution, d'accidents d'autos, états de lieux, etc., p. 5930 (Document n° 46).

Huitres et coquillages. — V. *Calamités. — Impôt (revenus).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'habilitation de certains agents de l'office scientifique et technique des pêches maritimes à dresser procès-verbal des infractions à la réglementation sur l'immersion en eaux françaises de coquillages provenant de pays étrangers, p. 7668 (Document n° 1272).

Hyacinthe Vincent. — V. *Panthéon.*

Hydrocarbure. — V. *Combustibles liquides et dérivés.*

Hygiène scolaire et universitaire. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 152.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Marceau Dupuy sur la proposition de loi de M. Deixonne tendant à l'organisation du service de santé scolaire (n° 9879), p. 646 (Document n° 12034).

Hygiène et sécurité des travailleurs. — V. *Code du travail. — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 64.

Hypothèques. — V. *Agriculture (crédit agricole). — Impôts (enregistrement).*

Conseil de la République. — Reprise par M. Marrane de la proposition de loi tendant à étendre à toutes les acquisitions immobilières réalisées par l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, la procédure spéciale de purge des hypothèques instituée par la loi du 3 mai 1841 modifiée par le décret-loi du 8 août 1935 et à modifier la limite au delà de laquelle les formalités de purge des hypothèques sont obligatoires (n° 288, année 1950) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 579).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 733).

I

Immeubles. — V. *Code civil. — Domaine de l'Etat (cession d'immeubles, transfert de propriétés). — Impôts (chiffre d'affaires, enregistrement). — Loyers — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 75, 76, 77, 89. — *Santé publique (protection de la).*

Immigration. — V. *Nationalité.*

Importations. — V. *Douanes (tarif). — Exportations et importations. — France d'outre-mer (textes généraux). — Montres. — Pharmacie.*

Impôts. — V. *Agriculture (crédit agricole). — Assistance à la famille. — Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Conventions internationales. — Dommages de guerre. — Exportations et importations. — France d'outre-mer départements, textes généraux). — Habitations à bon marché. — Interpellations* n° 128. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 21, 47, 48, 50, 58, 74, 103, 112, 120, 153, 159, 186, 189 *(Conseil de la République)* n°s 9, 10, 91, 114. — *Viticulture.*

AMNISTIE FISCALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Martinaud-Déplat tendant à la modification de l'article 8 de la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951, relatif à l'amnistie fiscale, p. 6242 (Document n° 593).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant au report jusqu'au 15 novembre de la date limite du 31 août fixée par la loi n° 51-599 du 24 mai 1951 portant amnistie fiscale, p. 6357 (Document n° 756). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6804 (Document n° 900).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Clostermann tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir d'urgence, aux contribuables de bonne foi qui n'ont pas eu la possibilité de revendiquer le bénéfice de la loi d'amnistie fiscale du 24 mai 1951 du fait qu'ils ont subi un contrôle fiscal, une large possibilité de remise gracieuse des pénalités encourues pouvant aller jusqu'à la remise totale desdites pénalités, p. 7393 Document n° 1105).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 décembre 1951 la date limite du 31 août fixée par la loi n° 51-599 du 24 mai 1951 portant amnistie fiscale, p. 9033 (Document n° 1953).

APPRENTISSAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle, p. 5088 (Document n° 13211). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 5552 (Document n° 13303). — Adoption du projet de loi, p. 5659.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1912 (Document n° 474). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 2076 (Document n° 576). — Discussion, p. 2090, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2092.

Assemblée nationale — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6373 (Document n° 763). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 6514 (Document n° 813). — Adoption du projet de loi, avec modifications, p. 6696 (*Loi n° 51-1097 du 11 septembre* 1951, J. O. *du 18 septembre* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant prorogation de l'homologation de taxes parafiscales instituées dans le domaine industriel et commercial, p. 3609 (Document n° 12910).

ARTISANAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Temple tendant: 1° à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 184 du code général des impôts à des artisans employant plus d'un ouvrier; 2° à modifier les dispositions de l'article 286 du code général des impôts, p. 1780 (Document n° 12425)

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garcia tendant à l'adoption d'un ensemble de mesures fiscales en faveur des artisans établissant un équitable statut fiscal de l'artisanat, p. 2242 (Document n° 12571).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules-Julien tendant à établir une réforme de la fiscalité artisanale, p. 5772 (Document n° 13334).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules-Julien tendant à établir une réforme de la fiscalité artisanale, p. 5946 (Document n° 142).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Estradère tendant à établir un statut juridique et fiscal en faveur de l'artisanat, p. 6089 (Document n° 305).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 6 du code général des impôts lorsqu'un artisan maître et son conjoint relevant de l'article 184 du code général des impôts exercent chacun pour leur compte une profession distincte, p. 6242 (Document n° 584).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à compléter l'article 184 du code général des impôts relatif aux bénéfices des artisans et assimilés, p. 8199 (Document n° 1601).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Draveny tendant à compléter l'article 184 du code général des impôts relatif au régime fiscal des artisans, p. 8791 (Document n° 1813).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Francis Leenhardt tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée nationale d'une réforme du régime fiscal des artisans, p. 1754 (Document n° 12406).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Francis Leenhardt tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée nationale d'une réforme fiscale des artisans, p. 6178 (Document n° 500).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumelle tendant à modifier l'article 184 du code général des impôts relatif à la fiscalité artisanale, p. 2025 (Document n° 491).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5933 (Document n° 60).

Voir également à la rubrique: *Impôts (bénéfices industriels et commerciaux).*

CHIFFRE D'AFFAIRES

PRODUCTION — TRANSACTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Biscarlet tendant à exonérer les passementiers et tous tisseurs à domicile de la taxe sur les transactions, p. 645 (Document n° 12045).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bloquaux tendant à modifier l'article 34 du code des taxes sur le chiffre d'affaires, modifié par l'article 72 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948, p. 949 (Document n° 12127).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à relever le plafond du chiffre d'affaires au-dessus duquel la déclaration du bénéfice réel est obligatoire, p. 1384 (Document n° 12266).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à exclure du champ d'application des taxes sur le chiffre d'affaires et de divers impôts les organisations de culture et de loisirs populaires, p. 1526 (Document n° 12323).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel David tendant à assurer la publication dans chaque mairie du montant du chiffre d'affaires effectuées par les commerçants et industriels de la localité et des impositions calculées sur cette base à la charge des contribuables de la commune, p. 2000 (Document n° 12523).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à réaliser certains aménagements fiscaux en vue d'encourager la construction, p. 3169 (Document n° 12761).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Chevrin tendant à supprimer les taxes sur les principaux articles, denrées ou objets de première nécessité tels que viande, sucre, vin, vêtements et chaussures, p. 4069 (Document n° 12979).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier l'assiette des taxes sur le chiffre d'affaires, p. 5932 (Document n° 122).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Degrond relative à la détermination du chiffre d'affaires annuel des exploitants individuels, à considérer pour la fixation forfaitaire des bénéfices imposables, p. 6080 (Document n° 293).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à réaliser certains aménagements fiscaux en vue d'encourager la construction, p. 6298 (Document n° 628).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à modifier les dispositions de l'article 283 du code général des impôts en ce qui concerne les moutardes et autres épices préparées, p. 7670 (Document n° 1299).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Estradère tendant à substituer, pour payement des taxes sur le chiffre d'affaires, « l'encaissement du prix » à « la livraison de la marchandise » comme fait générateur de l'impôt, p. 7671 (Document n° 1363).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter l'article 168 de l'annexe 4 du code général des impôts en faveur des établissements de bains-douches exploités par les caisses d'épargne, p. 7972 (Document n° 1408).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul-David tendant à modifier les articles 271 et 290 du code général des impôts en ce qui concerne les aviculteurs, p. 8198 (Document n° 1586).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à modifier l'article 290 du code général des impôts relatif aux exemptions de la taxe sur les transactions p. 8791 (Document n° 1814).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boscary-Monsservin tendant à modifier les articles 262 et 271 du code général des impôts en instituant exemption de la taxe à la production pour les affaires de vente portant sur les aliments destinés à l'alimentation du bétail, p. 8900 (Document n° 1889).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mabrut tendant à exonérer de la taxe sur les transactions de 1 p. 100 les ouvriers à domicile, notamment de l'industrie de la coutellerie, passementerie, etc., dans toute la mesure où ils répondent à la définition donnée par l'article 33 du livre 1er du code du travail, p. 9515 (Document n° 2174).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billoux tendant: 1° à exempter de la taxe à la production les affaires portant sur la construction, la réparation et la transformation d'immeubles à usage d'habitation ou de bâtiments d'une exploitation agricole; 2° à exempter les bois destinés à être utilisés dans ces opérations de la taxe et de la contribution professionnelle perçues au profit du fonds forestier national et de l'organisation de la production forestière, p. 9652 (Document n° 2182).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne relative aux taxes sur le chiffre d'affaires dans l'industrie du bâtiment, p. 9987 (Document n° 2231).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mora tendant à exempter des taxes à la production et sur les transactions les produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine, p. 9987 (Document n° 2246).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vermeersch tendant à abroger les taxes sur la viande, p. 9987 (Document n° 2249).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'échéance des versements à la taxe sur le chiffre d'affaires, p. 1325 (Document n° 12260).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable aux articles en osier fabriqués à la main la taxe à la production au taux de 5,5 p. 100 prévue à l'article 262 du code des impôts, p. 8738 (Document n° 1846).

Conseil de la République. — Reprise par M. Léo Hamon de la proposition de loi tendant à exonérer les départements, les communes et leurs établissements publics des taxes sur le chiffre d'affaires (n° 696, année 1950) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 591).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 731).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Radius tendant à limiter l'obligation de la cotisation au fonds de la formation professionnelle de l'automobile et du cycle, prorogée par la loi n° 50-1619 du 31 décembre 1950, p. 2680 (Document n° 742).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8383 (Document n° 1680).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Geoffroy tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi simplifiant le régime fiscal des fruits et légumes, p. 2054 (Document n° 502).

COMMISSIONS ADMINISTRATIVES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à modifier l'article 1651 du code général des impôts, p. 6135 (Document n° 426).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson tendant à modifier l'article 1651 du code général des impôts relatif à la composition des commissions départementales des impôts directs, p. 8837 (Document n° 1849).

COMMISSIONS PARITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Estradère tendant à instituer des commissions paritaires chargées d'examiner la situation des contribuables menacés de saisie-exécution et a surseoir provisoirement à toute saisie-exécution de contribuables de bonne foi en attendant la constitution desdites commissions, p. 6052 (Document n° 279). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps tendant, en ce qui concerne le recouvrement des impôts, à supprimer la majoration de 10 p. 100, p. 6218 (Document n° 527). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à l'établissement de commissions paritaires chargées de statuer sur tout litige opposant les contribuables à l'administration fiscale en raison de pénalités aux intérêts de retard, p. 6474 (Document n° 790). — Dépôt d'une proposition de loi de M Lamps tendant : 1° à supprimer la majoration de 10 p. 100 applicable au montant des impôts non réglés aux dates d'exigibilité; 2° à supprimer le système des versements anticipés et à accorder aux contribuables la faculté de se libérer de leurs impôts perçus par voie de rôle en douze versements mensuels, p. 7805 (Document n° 1427). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Grousseaud tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 décembre 1951 le délai prévu pour le payement des impôts mis en recouvrement avant le 31 août 1951, p. 7854 (Document n° 1448). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'office la remise de la pénalité prévue par l'article 1732 du code général des impôts en faveur de tous les contribuables qui se seront acquittés de leurs obligations avant le 31 décembre 1951, p. 7910 (Document n° 1465). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 16 janvier 1952 la date de payement des impôts directs exigibles le 16 novembre 1951, p. 7998 (Document n° 1516). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Klock tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 décembre 1951 la date limite pour le payement des impôts mis en recouvrement avant le 31 août 1951, p. 8028 (Document n° 1546). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 9174 (Document n° 2002).

CONTRIBUTION FONCIÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fourvel tendant à abroger l'article 69 de la loi de finances de l'exercice 1951, n° 51-598 du 24 mai 1951, p. 6081 (Document n° 312).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raffarin tendant à ouvrir de nouveaux délais de réclamations contre les résultats de la revision accélérée des évaluations des propriétés non bâties prescrite par les articles 27 et 28 de la loi n° 48-809 du 13 mai 1948, p. 6886 (Document n° 960).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à différer l'entrée en vigueur des résultats de la revision foncière accélérée, p. 7290 (Document n° 1061).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boscary-Monsservin tendant à modifier l'article 22 du code général des impôts directs relatif à l'exemption temporaire de la taxe proportionnelle sur les revenus fonciers, p. 8383 (Document n° 1687).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à ouvrir de nouveaux délais de réclamations contre les résultats de la revision accélérée des évaluations des propriétés non bâties prescrite par les articles 1405 et 1406 du code général des impôts, p. 8975 (Document n° 1906).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raffarin tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1er janvier 1953 la date de mise en application des résultats de la revision accélérée des évaluations des propriétés non bâties prescrite par les articles 1405 et 1406 du code général des impôts, p. 8975 (Document n° 1905).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de la loi n° 48-809 du 13 mai 1948 relative aux réévaluations foncières

des propriétés non bâties jusqu'au 1er janvier 1953, p. 9262 (Document n° 2051). — Dépôt du rapport par M. Lucien Lambert, p. 9547 (Document n° 2158).

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monin tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur par décret certaines dispositions de l'article 367 du code général des impôts permettant le report des contingents d'alcool de pommes, de poires, de cidres et de poirés sur les contingents des campagnes suivantes dans le cas où ces contingents ne seraient pas entièrement absorbés au cours d'une campagne, p. 6771 (Document n° 947). — Dépôt du rapport par M. Hénault, p. 8724 (Document n° 1776). — Adoption, p. 9187.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Laillet de Montullé sur la proposition de résolution de M. Couinaud tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vigueur par décret les dispositions prévues à l'article 367 du code général des impôts (n° 764, année 1950), p. 239 (Document n° 47). — Discussion, p. 805; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 807.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Lucas sur les propositions de loi: 1° de M. Bas tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru; 2° de M. Servin abrogeant l'acte dit loi du 20 juillet 1940 et rétablissant le régime du forfait pour les bouilleurs de cru; 3° de M. Guyomard tendant à autoriser, jusqu'au 1er août 1951, les producteurs de cidre à distiller, sans limitation de quantité, les cidres et lies moyennant le payement d'une taxe à l'hectare (nos 2124, 5082, 11174, 11248, 7476), p. 1593 (Document n° 12339).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à simplifier le régime fiscal des vins, p. 1219 (Document n° 12220).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant à modifier l'article 45 de la loi du 21 février 1926 concernant la franchise accordée aux bouilleurs de cru, p. 5201 (Document n° 13248).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marc Dupuy tendant à relever de 10 à 25 francs la base d'imposition des attractions foraines et à exonérer de la taxe sur les spectacles certains divertissements forains, p. 6081 (Document n° 317).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant à modifier l'article 45 de la loi du 21 février 1926 concernant la franchise accordée aux bouilleurs de cru, p. 6242 (Document n° 582).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Couinaud relative à la remise en vigueur des dispositions prévues à l'article 367 du code général des impôts instituant la possibilité de report des contingents d'alcools en provenance des cidres et poirés, p. 7670 (Document n° 1303).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cogniot tendant à supprimer les taxes qui frappent les concerts symphoniques, p. 8837 (Document n° 1853).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coste-Floret modifiant l'article 384 du code général des impôts relatif à la redevance due sur les eaux-de-vie vendues directement aux élaborateurs de spiritueux, p. 10134 (Document n° 2293).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monin tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur par décret certaines dispositions de l'article 367 du code général des impôts permettant le report des contingents d'alcool de pommes, de poires, de cidres et de poirés sur les contingents des campagnes suivantes dans le cas où ces contingents ne seraient pas entièrement absorbés au cours d'une campagne, p. 1171 (Document n° 12290).

Conseil de la République. — Reprise par M. Delalande de sa proposition de loi abrogeant les conditions exceptionnelles d'arrestation et d'incarcération des contrevenants en matière de contributions indirectes et leur appliquant les règles du droit commun (n° 101, année 1950), (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 511).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p 6177 (Document n° 449).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumelle tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi augmentant l'allocation d'alcool en franchise dont bénéficient les bouilleurs de cru, p. 2025 (Document n° 495).

DÉCLARATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à prolonger jusqu'au 31 mars 1951 le délai de déclaration des revenus et bénéfices assujettis à l'impôt sur le revenu, p. 1296 (Document n° 12252).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à prolonger jusqu'au 15 mars le délai imparti aux contribuables pour déposer leur déclaration d'impôt général sur le revenu (taxe progressive), p. 1107 (Document n° 12163).

DÉGRÈVEMENTS. — EXONÉRATIONS

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à compléter l'article 186, première partie du code général des impôts, établissant une réduction d'impôts pour les chefs de famille, p. 6218 (Document n° 521).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'exonération de taxes et impôts dont bénéficient les personnes sous-louant en meublé une partie de leur logement principal, p. 7636 (Document n° 1219).

ENREGISTREMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delahoutre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à organiser la publicité à l'égard des tiers des soumissions pour insuffisance de prix (n° 9280), p. 2926 (Document n° 12741). — Adoption de la proposition de loi avec le texte adopté en première lecture, p. 5022 (*Loi n° 51-644 du 24 mai 1951. J. O. du 29 mai 1951*).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chalamon tendant à supprimer les droits de succession entre époux et en ligne directe pour tous les biens participant à la production agricole, p. 1539 (Document n° 359) (*rectificatif*, p. 1621).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4930 (Document n° 13153).

Conseil de la République. — Reprise de la proposition de loi (transmise dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 518).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 443).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Béné tendant à compléter l'article 1241 du code général des impôts permettant d'exonérer de tous droits et taxes les primes restant dues par l'Etat aux particuliers, p. 6471 (Document n° 795).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Burlot tendant à étendre le bénéfice de l'article 8 de la loi n° 49-1033 du 31 juillet 1949 aux successions des oncles et tantes recueillies par les orphelins de guerre, p. 8673 (Document n° 1756).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Hugues tendant à reporter, dans certains cas, le payement des droits de succession au décès du conjoint survivant, p. 385 (Document n° 11940).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Monin tendant à dégrever les héritiers de tout bien foncier du payement des droits de succession y afférent en ligne directe et entre époux, à condition qu'ils s'engagent à employer, sur leur fonds, le montant desdits droits en investissements agricoles, p. 385 (Document n° 11941).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Fagon tendant à exonérer des droits d'enregistrement et d'hypothèques certaines acquisitions immobilières, p. 1219 (Document n° 12230).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 685-2 du code général des impôts fixant les droits d'enregistrement des baux ruraux, p. 1723 (Document n° 12370).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à la suppression des droits de mutation en ligne directe et entre époux, p. 1780 (Document n° 12419).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bichet tendant à modifier l'article 787 du code général des impôts relatif aux droits de succession dus par le conjoint survivant, p. 1813 (Document n° 12448).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à modifier l'article 710 du code général des impôts et portant de 1 à 3 millions de francs la valeur des biens meubles ou immeubles composant une exploitation agricole unique, exonérée des droits de soulte, p. 1861 (Document n° 12458).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à supprimer les droits d'enregistrement frappant les marchés des travaux et fournitures des communes et autres établissements publics, p. 1865 (Document n° 12461).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaillard tendant à modifier le régime fiscal de mutations à titre gratuit, p. 2000 (Document n° 12495).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kauffmann tendant à supprimer les droits afférents à la succession de tout bien foncier et de ses annexes agricoles ainsi que les droits de mutation sous condition que ces derniers aient pour objet une opération favorable à la marche de l'exploitation agricole, p. 2767 (Document n° 12707).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Burlot tendant à étendre le bénéfice de l'article 8 de la loi n° 49-1033 du 31 juillet 1949 aux successions des oncles et tantes recueillis par les orphelins de guerre, p. 2767 (Document n° 12716).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à supprimer les droits de succession entre époux en ligne directe pour tous les biens participant à la production agricole, p. 4740 (Document n° 13102).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à supprimer les droits de succession entre époux et en ligne directe pour tous les biens participant à la production agricole, p. 5931 (Document n° 68).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer les droits de mutation à titre gratuit sur les successions, en ligne directe et entre époux, inférieures à 4 millions de francs, p. 5932 (Document n° 126).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Demusois tendant à supprimer les droits d'enregistrement frappant les marchés des travaux et fournitures des communes et autres établissements publics, p. 5947 (Document n° 157).

— Dépôt d'une proposition de loi de M Joseph Denais tendant à la suppression des droits de mutation en ligne directe et entre époux, p. 6004 (Document n° 238).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bichet tendant à modifier l'article 787 du code général des impôts relatif aux droits de succession dus par le conjoint survivant, p. 6114 (Document n° 378).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy Prigent tendant à relever à 3 millions de francs le plafond d'exonération des droits de soulte et de retour quand il y a partage ou donation-partage d'une petite propriété (art. 710 du code général des impôts), p. 6175 (Document n° 456).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix Gaillard tendant à modifier le régime fiscal de mutations à titre gratuit, p. 6175 (Document n° 467).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 685-2 du code général des impôts fixant les droits d'enregistrement des baux ruraux, p. 6218 (Document n° 517) (*rectificatif*, p. 6605).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph-André Hugues tendant à l'allégement et à la simplification du régime fiscal des successions et des donations, p. 6298 (Document n° 629).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Garet tendant à l'exonération des droits de succession des primes à la construction, p. 6101 (Document n° 785).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à abroger les droits de succession en ligne directe et entre époux, p. 6474 (Document n° 805).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kauffmann tendant à supprimer les droits afférents à la succession de tout bien foncier et de ses annexes agricoles ainsi que les droits de mutation, sous condition que ces derniers aient pour objet une opération favorable à la marche de l'exploitation agricole, p. 6474 (Document n° 810).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raffarin tendant à la suppression des droits de succession en ligne directe et entre époux, p. 6513 (Document n° 840).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à alléger le régime fiscal des successions et des donations, p. 6513 (Document n° 847).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rolland tendant à relever à cinq millions le plafond d'exonération des droits de soulte et de retour prévus par l'article 710 du code général des impôts, p. 6513 (Document n° 851).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tremouilhe tendant à supprimer les droits de succession entre époux et en ligne directe, pour l'habitation familiale et les fonds d'exploitation agricole, artisanaux ou commerciaux à caractère familial, p. 6750 (Document n° 940).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier tendant à accorder un abattement de 5 millions pour le calcul des droits de succession en ligne directe et entre époux, p. 7635 (Document n° 1223).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à la suppression des droits de succession en ligne directe et entre époux, p. 7636 (Document n° 1224).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à exonérer des droits de succession les ascendants et les descendants directs des Français, morts pour la France, sur un territoire extérieur à la métropole, p. 7393 (Document n° 1100).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bourgeois tendant à l'exemption des droits d'enregistrement des achats d'immeubles effectués par des associations reconnues, en vue de la création de colonies de vacances ou de maisons de jeunes, lorsque ces associations sont subventionnées par le ministère de l'éducation nationale, p. 7971 (Document n° 1470).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 440 *bis* du code de l'enregistrement, p. 7972 (Document n° 1506).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à rouvrir le délai prévu à l'article 1237 du code général des impôts, pour l'enregistrement du certificat délivré par le maire en vue de l'exonération des droits de mutation par décès, p. 7890 (Document n° 1461).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à étendre l'application du régime fiscal des actes de commerce aux contrats de location d'objets mobiliers, p. 8038 (Document n° 1547).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Léon Noël tendant à l'allégement des droits de mutation en matière de succession en ligne directe et entre époux, p. 8206 (Document n° 1602).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Pierrebourg tendant à dégrever les héritiers de tout bien foncier du payement des droits de succession y afférant, en ligne directe et entre époux, à condition qu'ils s'engagent à employer, sur leurs fonds, le montant desdits droits en investissements agricoles, p. 8674 (Document n° 1770).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Klock tendant à supprimer les droits de mutation en matière de succession en ligne directe et entre époux, p. 9458 (Document n° 2083).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 710 du code général des impôts relatif au partage des exploitations agricoles, p. 9652 (Document n° 2185).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur la succession d'un militaire orphelin de père et de mère, mort pour la France, p. 9895 (Document n° 2212).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delxonne tendant à éviter aux entrepreneurs de travaux publics des avances de fonds excessives par l'aménagement des délais de payement de la taxe d'enregistrement, p. 9987 (Document n° 2232).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Champeix tendant à relever à 3 millions le plafond d'exonération des droits de soulte et de retour quand il y a partage ou donation-partage d'une petite propriété (art. 710 du code général des impôts), p. 792 (Document n° 168).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2001 (Document n° 12503).

Conseil de la République. — Reprise par M. Jacques Debû-Bridel de la proposition de loi portant extension à toutes les condamnations civiles et commerciales de la disposition du décret-loi du 17 juin 1938 relative au recouvrement des droits d'enregistrement (n° 492 rectifié, année 1949), (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 557).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 718).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumelle tendant à modifier l'article 646 du code général des impôts relatif aux délais d'enregistrement des actes publics et sous seing privé, p. 3155 (Document n° 832).
Assemblée nationale. — Tranmission de la proposition de loi, p. 9545 (Document n° 2130).

PATENTE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gaillard, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à accorder certaines exonérations fiscales aux associations de mutilés de guerre et d'anciens combattants émettrices de participations à la loterie nationale (n° 11593), p. 1724 (Document n° 12353). — Adoption de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République ainsi conçu: « *Les associations de mutilés de guerre et d'anciens combattants reconnues d'utilité publique, émettant des participations à la loterie nationale avec l'autorisation du ministre des anciens combattants et sous le contrôle organisé par les textes réglementaires, sont exonérées de la contribution des patentes et de toutes taxes et impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux, sous réserve qu'elles assurent elles-mêmes le service d'émission, sans prélèvement forfaitaire d'une partie des bénéfices au profit de tiers* », p. 2022 (*Loi n° 51-344 du 20 mars 1951, J. O. du 21 mars 1951*).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant: 1° à exonérer de l'imposition de la patente certaines catégories d'aviculteurs; 2° à exonérer, de la taxe sur les transactions et de la taxe à la production, la vente par les exploitants des produits des exploitations avicoles, apicoles et de champignonnières, p. 7971 (Document n° 1482).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à rendre plus équitable la répartition entre les communes du produit de la patente due par les entreprises de transport aérien, p. 7672 (Document n° 1296).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à la suppression de la contribution des patentes en vue d'une répartition plus équitable des charges fiscales pesant sur le petit commerce, p. 1126 (Document n° 269).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3507 (Document n° 12885).

PERCEPTION. — RECOUVREMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'automatisme des pénalités pour retard dans le payement des impôts, p. 8028 (Document n° 1540). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 8975 (Document n° 1901). — Adoption, p. 9488.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garcia tendant à ce qu'aucun versement provisionnel ne puisse être exigé sur les impôts directs de l'année 1951 avant le 30 avril 1951, p. 505 (Document n° 11989).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hutin-Desgrées tendant à retarder la date de pénalisation du premier acompte provisionnel prévu pour 1951, p. 645 (Document n° 12013).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à repousser au 1er mars et au 1er juin les dates de versement des acomptes provisionnels sur le revenu et tendant à fixer au 15 juillet et au 15 septembre les dates de versement de ces mêmes acomptes pour les entreprises ayant une activité saisonnière et, particulièrement, les établissements touristiques, p. 884 (Document n° 12105).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bétolaud tendant à permettre l'imputation des acomptes provisionnels versés au titre de l'exercice 1951, sur certains impôts directs dus au titre de l'exercice 1950, p. 1698 (Document n° 12368).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à la mise en recouvrement anticipée des impôts différés afférents aux dotations pour approvisionnements techniques, p. 3353 (Document n° 12846).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marc Dupuy tendant à ce que le deuxième tiers provisionnel ne puisse être exigé sur les impôts directs dus en 1951 avant le 15 juillet 1951, p. 4069 (Document n° 12986).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à reporter au 30 juin la date d'application de la pénalité encourue par certains contribuables et à suspendre les sanctions prévues à l'article 1664 du code général des impôts, p. 4069 (Document n° 12988).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à reporter au 30 juin le versement du deuxième tiers provisionnel sur les impôts de 1951, p. 4313 (Document n° 13030).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier les articles 1666 et 1667 du code général des impôts concernant le sursis de payement, p. 6219 (Document n° 552).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pronteau tendant à rendre productifs d'intérêts les acomptes provisionnels versés, en application de l'article 17 de la loi n° 50-1615 du 31 décembre 1950, par les redevables de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, p. 9231 (Document n° 2035).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lafay tendant à supprimer la majoration de 10 p. 100 des impositions à la charge des personnes condamnées à des peines d'indignité nationale, p. 10134 (Document n° 2290).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 1er mars 1951 le délai prévu pour le payement du premier tiers provisionnel pour l'année 1951, p. 726 (Document n° 12071).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arnal tendant à inviter le Gouvernement à reporter du 16 mars au 1er avril 1951 l'application de la majoration de 10 p. 100 en cas de non-payement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, notamment en ce qui concerne les petits et moyens commerçants, p. 2001 (Document n° 12497).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Krieger tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les entreprises des amendes et frais de retard dont elles sont rédevables au Trésor et à diverses caisses pour défaut de payement de sommes inférieures aux montants qui leur sont dus par l'Etat, p. 3682 (Document n° 12930).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à reporter l'échéance du deuxième tiers provisionnel au 30 juin, p. 4100 (Document n° 12994).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder un délai pour le versement du deuxième tiers provisionnel, p. 4125 (Document n° 12995).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bertaud tendant à inviter le Gouvernement à admettre qu'en matière de recouvrement d'impôts, taxes d'Etat de toute nature, cotisations à la sécurité sociale, et autres, aucun recours ni action en justice ne pourront être exercés contre les défaillants (industriels, commerçants, particuliers) si ceux-ci peuvent justifier qu'ils sont créanciers de l'Etat, d'établissements publics, d'entreprises nationalisées ou toutes autres exerçant leurs activités pour l'Etat ou sous son contrôle, p. 895 (Document n° 204).

PRIVILÈGE DU TRÉSOR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Péron tendant à assimiler le prix des cultures tabacoles à un salaire en ce qui concerne l'exercice du privilège du Trésor, p. 1481 (Document n° 12301).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à assurer la publicité des privilèges du Trésor et de la sécurité sociale et à limiter leur exercice, p. 1812 (Document n° 12433).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à abroger l'article 5 de la loi du 10 août 1922 réglementant l'exercice du privilège du Trésor, p. 1813 (Document n° 12447).

RÉFORME FISCALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bichet portant réforme fiscale et modifiant le code général des impôts, p. 3119 (Document n° 12851).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à poser les principes d'une réforme fiscale et à organiser les moyens de sa réalisation, p. 6052 (Document n° 266).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Bichet portant réforme fiscale et modifiant le code général des impôts, p. 6135 (Document n° 414).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Truffaut tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'élaboration des textes portant réforme de la fiscalité française, p. 4005 (Document n° 12962).

REVENU

— Bénéfices agricoles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Vée tendant à assimiler la profession d'aviculteur à la profession agricole en matière fiscale, p. 1812 (Document n° 12431).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson tendant à inviter l'administration des contributions directes à donner tous renseignements utiles aux cultivateurs exploitants pour le classement de leurs exploitations en vue de leur imposition, p. 3169 (Document n° 12776).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon relative à la situation fiscale des ostréiculteurs, p. 4210 (Document n° 13017).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marc Dupuy tendant à ce que les produits des exploitations ostréicoles achetés aux pêcheurs et revendus bénéficient de l'article 63 du code général des impôts lorsque les huîtres ont séjourné plus de deux mois dans les viviers de ces exploitations ostréicoles, p. 440 (Document n° 13010).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à modifier le régime d'imposition de certaines exploitations de polyculture, p. 5931 (Document n° 79).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourtaud tendant à modifier l'article 710 du code général des impôts et portant de 1 à 3 millions de francs la valeur des biens meubles ou immeubles composant une exploitation agricole unique, exonérée des droits de soulte, p. 5932 (Document n° 124).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à étendre aux exploitations agricoles familiales le régime prévu en faveur des artisans et assimilés pour le calcul de la taxe proportionnelle perçue au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, p. 5932 (Document n° 127).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marc Dupuy tendant à garantir aux métayers le bénéfice des dispositions prévues au statut du fermage et du métayage en matière d'impôt foncier, p. 5918 (Document n° 172).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à exonérer de l'impôt sur les bénéfices agricoles certains arbres fruitiers pendant les années qui suivent immédiatement leur plantation, p. 6218 (Document n° 524).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raffarin tendant à compléter l'article 64 du code général des impôts, p. 6513 (Document n° 839).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Gracia tendant à modifier la situation fiscale des ostréiculteurs et la taxation des produits ostréicoles, p. 6549 (Document n° 872).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à compléter l'article 64 du code général des impôts (perles de bétail), p. 7338 (Document n° 1098).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à compléter l'article 64 du code général des impôts, p. 7537 (Document n° 1161).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rousselot tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'impôt sur les bénéfices agricoles, pendant une période de cinq années consécutives, les jeunes agriculteurs qui entreprennent la charge de première installation d'une exploitation agricole, p. 8975 (Document n° 1912).

— Bénéfices industriels et commerciaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mudry tendant à modifier l'article 50 du code général des impôts afin d'élever à 10 millions de francs le plafond du forfait, p. 918 (Document n° 12118).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Degrond relative à la détermination du chiffre d'affaires annuel des exploitants individuels à considérer pour la fixation forfaitaire des bénéfices imposables, p. 5143 (Document n° 13237).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à exonérer de tous impôts industriels et commerciaux les pêcheurs artisans, à soumettre à la taxe de 5 p. 100 les gains réalisés par les patrons pêcheurs navigants au titre de leur rémunération à la part et à assurer la représentation de la profession de marin pêcheur dans les commissions départementales de répartition des impôts directs, p. 6678 (Document n° 919).

— Dépôt d'un proposition de loi de M. Pierre Ferri tendant à la constitution de provisions pour congés payés en franchise de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, p. 8791 (Document n° 1637).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à relever le plafond prévu à l'article 154 du code général des impôts pour la déduction du salaire du conjoint de l'exploitant pour la détermination des bénéfices industriels et commerciaux et des bénéfices des professions non commerciales, p. 9033 (Document n° 1957).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lebon tendant à compléter l'article 39 du code général des impôts, p. 9307 (Document n° 2060).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à relever les plafonds du chiffre d'affaires effectué par les bénéficiaires du forfait, p. 562 (Document n° 11999).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de tous impôts commerciaux et industriels les patrons pêcheurs se livrant personnellement à la pêche, p. 819 (Document n° 12085).

Voir également à la rubrique suivante: *Impôt général*

— Bénéfices des professions non commerciales.

Voir à la rubrique précédente: *Bénéfices industriels et commerciaux.*

— Capitaux mobiliers.

Voir: *Valeurs mobilières.*

— Impôt général.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à assurer la publication dans chaque mairie des impositions au titre de la taxe proportionnelle, de la surtaxe progressive et de l'impôt sur les sociétés à la charge des contribuables de la commune, p. 230 (Document n° 11862).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à relever le maximum des réductions pour charges de famille, p. 386 (Document n° 11966).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à modifier les dispositions de l'article 196 du code général des impôts en ce qui concerne la définition des enfants réputés être à la charge des contribuables, p. 1780 (Document n° 12122).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à modifier le calcul de la taxe proportionnelle, p. 2712 (Document n° 12683).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camille Laurens tendant à prévoir un abattement à la base pour le calcul de la taxe proportionnelle, p. 2712 (Documenent n° 12691).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à compléter l'article 186, première partie du code général des impôts, établissant une réduction d'impôts pour les chefs de famille, p. 3075 (Document n° 12755).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garet tendant à exonérer les intérêts des livrets de caisse d'épargne de la surtaxe progressive, et le montant des livrets des droits de mutation par décès, p. 3169 (Document n° 12765).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Montagnier tendant à autoriser le contribuable à demander une imposition distincte pour le conjoint tirant des revenus de son propre travail, p. 4999 (Document n° 13197).

—Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux ayant pour but d'assurer l'exonération fiscale de l'épargne investie, p. 5930 (Document n° 39).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garet tendant à exonérer les intérêts des livrets de caisses d'épargne de la surtaxe progressive, et le montant des livrets des droits de mutation par décès. p. 5948 (Document n° 187).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de considérer comme « étant à charge » l'ascendant d'une femme seule vivant avec elle, p. 6241 (Document n° 571).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant: 1° à instituer un abattement à la base égal au minimum vital pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive); 2° à atténuer, pour les petits et moyens revenus, la progressivité de la surtaxe, p. 6327 (Document n° 658).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raffarin tendant, pour le calcul de la surtaxe progressive, à limiter le revenu net imposable des propriétés rurales au double des revenus ayant servi de base à la contribution foncière, p. 6513 (Document n° 841).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 183 du code général des impôts relatif au taux de la taxe proportionnelle, p. 6601 (Document n° 903).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Galicier tendant à surseoir, pour les chômeurs totaux ou partiels, notamment pour ceux du centre lainier de Roubaix-Tourcoing, au recouvrement de la surtaxe progressive sur les revenus de l'année 1950 et tendant à ne pas appliquer la majoration de 10 p. 100 dont ils seraient passibles en cas de non-payement de l'impôt, p. 7338 (Document n° 1085).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à relever la fraction de chaque part du revenu considérée comme nulle lors du calcul de la surtaxe progressive, p. 7636 (Document n° 1225).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à exempter de la taxe proportionnelle les revenus provenant d'immeubles nouvellement construits lorsqu'ils sont perçus soit par des exploitants individuels, soit par des sociétés non passibles de l'impôt sur les sociétés et qu'ils sont inclus dans les bilans de ces exploitations, p. 7670 (Document n° 1311).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à considérer comme enfant à la charge du contribuable, pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans au plus, les enfants poursuivant leurs études, p. 8723 (Document n° 1774).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Ferri tendant à modifier le barème pour le calcul de la surtaxe progressive, p. 8791 (Document n° 1841).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951 relatif au nombre des parts à prendre en considération pour la division du revenu imposable des ménages légitimes, p. 8837 (Document n° 1847).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à considérer comme enfants à la charge du contribuable pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans au plus, les enfants poursuivant leurs études, p. 8900 (Document n° 1867).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Brusset tendant à compléter l'article 157 du code général des impôts, p. 9173 (Document n° 1993).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Montillot tendant à compléter l'article 157 du code général des impôts en vue d'encourager le reboisement des terres, p. 9987 (Document n° 2230).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Camille Héline tendant à étendre aux veuves de guerre titulaires d'une pension civile à titre exceptionnel certaines dispositions du code général des impôts directs, p. 2972 (Document n° 819).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 9231 (Document n° 2040).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier l'article 195 du code général des impôts, p. 3359 (Document n° 876).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 9895 (Document n° 2221).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de tout impôt le montant des revenus professionnels ne dépassant pas la rémunération correspondant au salaire national interprofessionnel minimum garanti pour la durée légale du travail, p. 6476 (Document n° 828).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Bertaud tendant à inviter le Gouvernement à admettre des déclarations de revenus séparées de la part de chacun des conjoints ayant des enfants issus d'un premier mariage et ayant opté pour le régime de séparation de biens, p. 3414 (Document n° 879).

Voir également à la rubrique: *Impôts (déclaration).*

— Traitements, salaires, pensions et rentes viagères.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayol tendant à modifier le régime fiscal des pêcheurs artisans ou rémunérés à la part, p. 645 (Document n° 12052).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à compléter le paragraphe 1er de l'article 231 du code général des impôts, p. 2471 (Document n° 12638).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à exonérer des versements forfaitaires de 5 p. 100 du salaire de chaque matelot embarqué, les patrons pêcheurs se livrant personnellement à la pêche, p. 6213 (Document n° 520).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Michaud tendant à modifier le régime fiscal des pêcheurs artisans ou rémunérés à la part, p. 6219 (Document n° 517).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à compléter le paragraphe 1er de l'article 231 du code général des impôts, p 6326 (Document n° 651).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à exonérer de l'impôt de 5 p. 100 prévu par l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 la rémunération des apprentis. p. 8198 (Document n° 1583).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lafay tendant à compléter l'article 81 du code général des impôts de façon à affranchir de l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, certaines rentes viagères servies en représentation de dommages-intérêts, p. 8222 (Document n° 1604).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à exclure l'imposition des traitements et salaires à la taxe proportionnelle et à rendre au Parlement ses prérogatives en matière de législation fiscale, p. 8383 (Document n° 1677).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Reeb tendant à appliquer aux patrons pêcheurs et marins pêcheurs payés « à la part » le régime des travailleurs indépendants et à modifier le deuxième alinéa de l'article 52 de l'annexe III du code général des impôts pour les exonérer du versement forfaitaire de 5 p. 100, p. 9186 (Document n° 2117).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denvers tendant à exonérer les patrons pêcheurs et les marins pêcheurs payés « à la part » du versement forfaitaire de 5 p. 100, par la modification du deuxième alinéa de l'article 52 de l'annexe III du code général des impôts, p. 1059 (Document n° 245) (*rectificatif*, p. 1137).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3237 (Document n° 12811).

Conseil de la République. — Reprise de ladite proposition de loi (transmise dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 524).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 437).

SOCIÉTÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Golvan tendant à inviter le Gouvernement à modifier, au bénéfice des collectivités locales, les articles 206 et 207 du code général des impôts, p. 8674 (Document n° 1747).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à déterminer la situation, au point de vue fiscal, des sociétés exerçant leur activité dans diverses parties de l'Union française soumises à des législations fiscales différentes, p. 2061 (Document n° 512).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6176 (Document n° 429).

Conseil de la République — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Le Léannec tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 93 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, afin d'exonérer de l'impôt sur les sociétés les régies des services publics, p. 2336 (Document n° 669).

TAXES DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, p. 21 (Document n° 11833). — Dépôt d'un rapport de M. Cartier sur: 1° le projet de loi relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; 2° la proposition de loi de M. Courant tendant à aider plus efficacement les communes déshéritées (n°s 11831, 11833), p. 151 (Document n° 11852). — Discussion, p. 172, 188, 217; adoption du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle, aux taxes sur le chiffre d'affaires*, p. 230.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 104 (Document n° 28). — Dépôt du rapport par M. Le Basser, p. 434 (Document n° 113). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jacques Masteau, p. 541 (Document n° 126). — Discussion, p. 607. — Suite de la discussion, p. 620; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 667 (*rectificatif*, p. 731, 746).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1635 (Document n° 12352). — Dépôt du rapport par M. Cartier, p. 2087 (Document n° 12533). — Discussion, p. 2291; adoption, au scrutin du projet de loi, avec modifications, p. 2297 (*Loi n° 51-375 du 27 mars* 1951, J. O. *du 29 mars* 1951).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Mondon sur la proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont tendant à modifier le taux de la redevance minière perçue au titre de l'extraction du minerai de fer (n° 9121), p. 8096 (Document n° 1554).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Badiou sur: I. le projet de loi portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transfert à l'Etat de certaines dépenses; II. les propositions de loi: 1° de M. Cordonnier portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transfert à l'Etat de certaines dépenses; 2° de M. Restat, sénateur, portant réforme des finances locales et départementales (Dispositions relatives à la réforme des impôts locaux à l'exception de la taxe d'abatage perçue par les communes) (n° 10696, année 1950), p. 9173 (Document n° 2008).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Ginestet sur la proposition de loi de M. Deixonne tendant à modifier le taux de la redevance sur le charbon (n° 9071, année 1950), p. 6519 (Document n° 868).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à l'octroi aux communes d'une redevance prélevée sur le montant de la journée maladie et mise à la charge des établissements hospitaliers, sanatoriums et préventoriums installés sur leur territoire, p. 4790 (Document n° 13104).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Clostermann relative au régime fiscal des kermesses, ventes et autres manifestations de charité organisées au profit d'œuvres ou d'établissements d'enseignement et d'éducation, p. 5944 (Document n° 110).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à modifier l'article 251 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948, prévoyant la création d'un fonds national de péréquation, modifié par la loi n° 49-1642 du 31 décembre 1949 relative à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, p. 7537 (Document n° 1159).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Grousseaud tendant à ce que les taxes dites municipales soient établies et directement récupérées par l'administration fiscale, p. 7972 (Document n° 1502).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gosset tendant à compléter le paragraphe 2° de l'article 1575 du code général des impôts, p. 8199 (Document n° 1595).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre-Olivier Lapie tendant à modifier le taux de la redevance minière, en ce qui concerne le minerai de fer, prélevé au profit des communes et des départements, et à modifier l'assiette de cette taxe, p. 8562 (Document n° 1709).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mancey tendant à inviter le Gouvernement à indiquer aux communes dans le plus bref délai les incidences financières résultant de l'application des articles 1er et 2 de la loi n° 51-375 du 27 mars 1951 relative aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, p. 6373 (Document n° 750).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paquet tendant à inviter le Gouvernement à porter l'attribution minimum aux communes du produit de la taxe locale de 800 francs à 1.500 francs par habitant, p. 8806 (Document n° 1812).

Conseil de la République. — Reprise par M. Léo Hamon de la proposition de loi tendant à la réforme des finances locales (n° 130, année 1947) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 583).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6371 (Document n° 712).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à la réforme de la taxe locale, p. 1945 (Document n° 486).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5773 (Document n° 13310).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Radius relative à l'aménagement du fonds de péréquation de la taxe locale sur les ventes, p. 2060 (Document n° 730).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8097 (Document n° 1579).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Restat portant réforme des finances locales et départementales et création d'une caisse nationale d'équipement des collectivités locales, p. 2754 (Document n° 774).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8674 (Document n° 1767).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deutschmann tendant à inviter le Gouvernement à modifier pour le département de la Seine les modalités de répartition de la taxe locale, p. 2921 (Document n° 814).

Imprimerie nationale. — V. *Pensions et retraites.*

Incendie. — V. *Assurance de toute nature. — Bois et forêts. — Calamités. — France d'outre-mer (textes généraux).*

Incompatibilité. — V. *Administration communale. — Conseillers de l'Union française.*

Inde (Etablissements français). — V. *France d'outre-mer.*

Indemnités. — V. *Code du travail (salaires). — Traitements, soldes et indemnités.*

Indignité nationale. — V. *Epuration, indignité nationale.*

Indochine. — V. *Amnistie. — Anciens combattants et victimes de la guerre. — Armées. — Code du travail (contrat). — France d'outre-mer. — Interpellations* n°s 1, 35, 148, 177, 215. — *Postes, télégraphes et téléphones (colis postaux). — Questions orales (Assemblée nationale),* n°s 97, 113, 129 *(Conseil de la République)* n°s 14, 20, 28, 55, 120. — *Traitements (défense nationale).*

Industrie. — V. *Commerce et industrie.*

Inéligibilité. — V. *Administration communale. — Elections. — Elections législatives.*

Infirmes et incurables. — V. *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.*

Infirmiers, infirmières et assistantes sociales. — V. *Allocations familiales (régime). — Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Assurances sociales (étudiants).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à rouvrir les délais prévus à l'article 13 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 pour les infirmiers et infirmières, p. 3290 (Document n° 12826). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 4005 (Document n° 12960). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre « *Proposition de loi tendant à accorder un délai aux infirmiers et infirmières pour déposer la demande prévue à l'article 13 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'assistantes ou d'auxiliaires de service social et d'infirmières ou d'infirmiers, modifié par la loi n° 48-813 du 13 mai 1948* », p. 4672.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1514 (Document n° 352). — Lecture du rapport par M. Bourgeois et discussion, p. 1731; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1732.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5386 (*Loi n° 51-659 du 24 mai* 1951, J. O. *du 31 mai* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Alfred Coste-Floret sur la proposition de loi de M. Palewski portant titularisation des assistantes sociales appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat (n° 10000), p. 1220 (Document n° 12240).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis relative à la validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social, dans des services sociaux privés suppléants de services sociaux publics, p. 3290 (Document n° 12838).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski portant titularisation des assistantes sociales appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, p. 5931 (Document n° 70).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis relative à la validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, p. 6004 (Document n° 252).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à majorer les indices de traitement des infirmières diplômées d'Etat et titulaires du diplôme d'Etat de puériculture institué par le décret du 13 août 1947, p. 8028 (Document n° 1534).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté relative à la titularisation des assistantes sociales et assistants, appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, p. 8223 (Document n° 1630).

Information. — V. *Presse.*

Inhumations. — V. *Cimetières. — Transports et voies de communication (Chemins de fer d'intérêt général).*

Inondations. — V. *Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Canaux, cours d'eau et rivières. — Interpellations* n° 240. — *Italie. — Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 93, 155, 180. — *Transports et voies de communication (routes et chemins).*

Inscription maritime. — V. *Assurance des marins du commerce. — Marine marchande. — Pêches maritimes. — Pensions et retraites (marins du commerce).*

Insigne officiel des maires.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouchet créant un insigne officiel des maires, p. 386 (Document n° 11962).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouchet créant un insigne officiel des maires, p. 7600 (Document n° 1185).

Insigne des mutilés du travail.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Restat tendant à inviter le Gouvernement à créer un insigne pour les mutilés du travail, p. 2924 (Document n° 813).

Inspection académique. — V. *Interpellations* n° 81. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 160, 202.

Inspection primaire. — V. *Questions orales (Conseil de la République)* n°s 11, 71.

Inspection du travail de la France d'outre-mer. — V. *Fonctionnaires d'outre-mer.*

Institut médico-légal. — V. *Pensions et retraites (personnels communaux).*

Institut national de la propriété industrielle.

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi créant un institut national de la propriété industrielle (n°s 11118-11547), p. 758.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 429 (Document n° 99). — Dépôt du rapport par M. Jacques Gadoin, p. 752 (Document n° 155). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud, p. 752 (Document n° 156). — Discussion, p. 1044; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1045.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3075 (*Loi* n° 51-444 *du* 19 *avril* 1951, *J. O. du* 20 *avril* 1951).

Institut national de la recherche agronomique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy-Prigent portant organisation de la recherche agronomique et création d'un institut national de la recherche agronomique, p. 8097 (Document n° 1567). — Retrait, p. 8789.

Institut national de la statistique et des études économiques.

Conseil de la République. — Adoption d'une proposition de résolution demandant à l'Assemblée nationale de prolonger le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur le projet de loi (n° 793, année 1950), adopté par l'Assemblée nationale, sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, p. 220.
Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 485 (Document n° 11978). — Adoption de la résolution, p. 607.
Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 325. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Rochereau, p. 387 (Document n° 86). — Discussion, p. 401; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 408.
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 949 (Document n° 12138). — Dépôt du rapport par Mme Poinso-Chapuis, p. 2087 (Document n° 12531). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par Mme Poinso-Chapuis, p. 4313 (Document n° 13031). — Discussion, p. 5703; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 5705 (*Loi* n° 51-711 *du* 7 *juin* 1951, J. O. *du* 8 *juin* 1951).

Instituteurs et institutrices. — V. *Algérie. — Assurances sociales (cotisations). — Fonctionnaires de l'enseignement. — Interpellations* n° 229. — *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 125. — *Traitements (intérieur).*

Interdiction de séjour. — V. *Code pénal.*

Intérieur (ministère).

PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à intégrer dans le corps préfectoral les délégués venus de la Résistance, promus à la Libération, et injustement évincés, p. 6298 (Document n° 638). — Dépôt du rapport par M. Guthmuller, p. 9547 (Document n° 2152).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à conférer aux secrétaires généraux des préfectures du Rhône, des Bouches-du-Rhône et du Nord, rang et prérogatives de préfet de 3e classe, p. 9231 (Document n° 2036).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ballanger tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des commis et commis principaux des préfectures et sous-préfectures dans le cadre des secrétaires administratifs et à suspendre tout recrutement extérieur dans ce dernier cadre, p. 2163 (Document n° 12561).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Meunier tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des chefs de bureau et rédacteurs des préfectures et des sous-préfectures dans le cadre des attachés, p. 4069 (Document n° 12977).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Meunier tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des chefs de bureau et rédacteurs des préfectures et sous-préfectures, dans le cadre des attachés, p. 5949 (Document n° 185).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Ballanger tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des commis et commis principaux des préfectures et sous-préfectures dans le cadre des secrétaires administratifs et à suspendre tout recrutement extérieur dans ce dernier cadre, p. 5949 (Document n° 186).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genton tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les préfets à procéder à la nomination de certains agents du cadre complémentaire dans la limite des emplois existants, aux emplois d'huissiers de préfet, p. 8975 (Document n° 1915).

Interpellations.

1° MINISTÈRE BIDAULT

1. — *Conséquences des entretiens de Washington.* — Demande d'interpellation de: 1° M. Serre, sur les conséquences des entretiens de Washington en ce qui concerne le problème allemand et sur la position du Gouvernement français à l'égard des mesures prises par le haut commissaire américain en Allemagne occidentale en faveur des magnats de la Ruhr et des nazis et, en particulier, en faveur d'Alfred Krupp; 2° de M. Rivet, sur les conséquences internationales des entretiens de Washington, notamment dans les relations franco-vietnamiennes, p. 679; fixation de la date, p. 863; renvoi à la suite, au scrutin, p. 875.

2. — *Dissolution de certains groupements et associations.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. André Tourné, sur la mesure de caractère fasciste que constitue le décret du 26 janvier 1951 prononçant la dissolution de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique; 2° Mme Chevrin, sur la mesure à caractère fasciste que constitue le décret du 26 janvier 1951 prononçant la dissolution de la fédération démocratique internationale des femmes, qui avait choisi Paris comme siège de son secrétariat pour honorer la conduite héroïque des femmes françaises pendant la résistance; 3° M. Jacques Duclos, sur: 1° les conditions dans lesquelles le Gouvernement a, en se référant notamment à une loi de Pétain, prononcé la dissolution des organisations démocratiques ci-après: fédération syndicale mondiale, fédération démocratique internationale des femmes, fédération mondiale de la jeunesse démocratique; 2° l'ensemble de la politique du Gouvernement revêtant un caractère incontestablement fasciste, comme viennent de le souligner coup sur coup, en plus des mesures visant les organisations démocratiques précitées, les atteintes graves qu'il a portées: *a*) à la liberté de manifestation, en décrétant l'interdiction de la protestation populaire contre le réarmement allemand et contre la présence à Paris d'un de ses promoteurs essentiels, le général Eisenhower; *b*) à la liberté de la presse, en faisant saisir des journaux patriotes hostiles à la reconstitution de la Wehrmacht hitlérienne; *c*) à la liberté d'opinion en prenant des mesures d'inspiration hitlérienne tendant à transformer les travailleurs de l'Etat et des services publics en citoyens diminués; *d*) à la liberté individuelle, en procédant à des arrestations arbitraires et en faisant peser sur notre pays un odieux régime de basse police; 4° de M. Alfred Costes, sur la mesure à caractère fasciste que constitue le décret du 26 janvier 1951 prononçant la dissolution de la fédération syndicale mondiale qui avait fait l'honneur à la classe ouvrière française de fixer à Paris son siège permanent, p. 519. — Demande d'interpellation de M. Chambeiron sur la mesure arbitraire prise par le ministre de l'intérieur, à l'encontre de la fédération syndicale mondiale, en violation des engagements souscrits par le Gouvernement fran-

çais dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et de l'hospitalité traditionnelle de la France. p. 530; fixation de la date, p. 1070; renvoi à la suite, au scrutin, p. 1078.

3. — *Mesures prises contre deux dirigeants de la fédération syndicale postale.* — Demande d'interpellation de M. de Menthon sur: 1° l'exactitude de l'information selon laquelle les représentants du syndical postal français « se seraient engagés avec leurs collègues d'Allemagne orientale dans une alliance de combat » pour saboter les communications postales; 2° dans le cas où cette information serait exacte, les mesures qui ont été prises par le Gouvernement, p. 520. — Demande d'interpellation de M. André Barthélémy sur les raisons des mesures de suspension prises par le ministre des postes, télégraphes et téléphones, en violation des principes constitutionnels, contre des militants responsables de la fédération des travailleurs des postes, télégraphes et téléphones, en sanction de l'exécution d'un mandat qui leur avait été confié par leur organisation syndicale, p. 907, 1296; fixation de la date, p. 1352; renvoi à la suite, au scrutin, p. 1357.

4. — *Prix du tabac à la production.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Jean Sourbet, sur la fixation du prix du tabac en rapport avec le prix de revient; 2° M. Ruffe, sur: *a*) les conditions dans lesquelles a été fixé le prix du tabac à la production pour la récolte 1950; *b*) l'insuffisance notoire de ce prix qui ne tient aucun compte de l'augmentation des frais d'exploitation par rapport à l'année précédente, p. 440. — Demande d'interpellation de M. Jean-Raymond Guyon sur les conditions dans lesquelles a été réunie et a siégé la commission paritaire chargée de fixer le prix du tabac indigène et sur l'insuffisance du prix de la récolte de 1950, p. 594. — Demande d'interpellation de M. Caillavet sur la politique du Gouvernement en matière tabacole, p. 907; fixation de la date, p. 1357; discussion, p. 1367, 1380.

5. — *Perquisition chez un avocat pour y saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel.* — Demandes d'interpellation de: M. Dreyfus-Schmidt, sur les conditions dans lesquelles, malgré l'opposition du bâtonnier du barreau de Paris, il a été procédé à une perquisition chez un avocat pour y saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel; 2° M. Noguères, sur les conditions dans lesquelles, malgré l'opposition du bâtonnier du barreau de Paris, il a été procédé à une perquisition chez un avocat pour y saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel; 3° M. Bétolaud, sur les conditions dans lesquelles, malgré l'opposition du bâtonnier du barreau de Paris, il a été procédé à une perquisition chez un avocat pour y saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel; 4° M. Chamant, sur les conditions dans lesquelles, malgré l'opposition du bâtonnier du barreau de Paris, il a été procédé à une perquisition chez un avocat pour y saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel; 5° M. Mutter, sur les conditions dans lesquelles, malgré l'opposition du bâtonnier du barreau de Paris, il a été procédé à une perquisition chez un avocat pour y saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel; 6° M. Vincent Badie, sur les conditions dans lesquelles, malgré l'opposition du bâtonnier du barreau de Paris, il a été procédé à une perquisition chez un avocat pour y saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel; 7° Mme Germaine Peyroles, sur les conditions dans lesquelles, malgré l'opposition du bâtonnier du barreau de Paris, il a été procédé à une perquisition chez un avocat pour y saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel; 8° M. Minjoz, sur les conditions dans lesquelles, malgré l'opposition du bâtonnier du barreau de Paris, il a été procédé à une perquisition chez un avocat pour y saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel, p. 188.

6. — *Perquisition dans le but de saisir un dossier confié à un avocat.* — Demande d'interpellation de M. Grimaud sur les conditions dans lesquelles un juge aurait ordonné une perquisition dans le but de saisir un dossier confié à un avocat par son client et les mesures qu'il compte prendre pour éviter dans l'avenir de pareils errements, p. 188.

7. — *Interdiction d'entrée en France d'une série de publications soviétiques.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur les raisons de l'interdiction d'entrée en France d'une série de publications soviétiques et, d'une manière plus générale, de nombreuses mesures d'hostilité prises à l'égard de l'U. R. S. S. dans le domaine des échanges économiques et culturels, p. 188.

8. — *Exploitation en régie directe du chemin de fer de la Réunion.* — Demande d'interpellation de M. de Lepervanche, sur le décret n° 50-1579 du 27 décembre 1950 portant dissolution du C. P. R. et autorisant le département de la Réunion à exploiter en régie directe le chemin de fer de la Réunion, p. 281.

9. — *Mesures prises à l'encontre de certains membres du haut conseil du gouvernement chérifien.* — Demande d'interpellation de M. Mezerna, sur la politique du Gouvernement au Maroc et notamment sur les récentes mesures que M. le résident a prises à l'encontre de certains membres du haut conseil du gouvernement chérifien, p. 282.

10. — *Respect par les autorités administratives et judiciaires du secret professionnel.* — Demande d'interpellation de M. de Moro-Giafferri sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour garantir aux justiciables le respect, par toutes les autorités administratives et judiciaires, du secret professionnel que la loi a consacré, p. 282.

11. — *Conditions dans lesquelles certains officiers de police judiciaire ont traité un médecin du département de la Seine.* — Demande d'interpellation de M. Louis Rollin, sur les conditions dans lesquelles certains officiers de police judiciaire — au mépris du respect de la liberté individuelle — ont pu, en dehors de toute inculpation, traiter en prévenu un honorable médecin du département de la Seine et sur les mesures que M. le garde des sceaux compte prendre pour empêcher le retour d'aussi scandaleux abus, p. 325.

12. — *Arrestation d'un chirurgien parisien.* — Demande d'interpellation de M. de Moro-Giafferri sur l'arrestation et le maintien en détention sans mandat d'un chirurgien parisien, p. 326.

13. — *Traitement infligé par la police mobile à un membre du corps hospitalier de Paris.* — Demande d'interpellation de M. Ramarony sur les mesures qu'entend prendre le Gouvernement et spécialement M. le ministre de l'intérieur pour mettre fin à certains agissements de la police en matière de convocation et d'interrogation des témoins et sur les motifs pour lesquels M. le ministre de la justice n'a pas cru devoir faire ouvrir par le parquet une instruction afin de déterminer les responsabilités et, le cas échéant, les culpabilités pouvant découler du traitement qui vient d'être infligé par la police mobile à un membre du corps hospitalier de Paris, p. 337.

14. — *Affiches protestant contre le réarmement de l'Allemagne.* — Demande d'interpellation de M. Malleret-Joinville, sur les ordres antinationaux donnés par le président du conseil à la police selon lesquels elle doit s'employer à arracher des affiches patriotiques protestant contre le réarmement d'une Allemagne qui, en moins de trente années, a deux fois ravagé notre territoire et tué plus de deux millions de Français, p. 346.

15. — *Importance de la production des houillères et approvisionnement de la population en charbon.* — Demande d'interpellation de M. Garet sur l'importance actuelle de la production des sociétés houillères nationales, les raisons pour lesquelles l'approvisionnement en charbon devient en plein hiver pratiquement impossible, et les mesures urgentes que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à une situation dont souffrent surtout ceux qui n'ont pas eu la possibilité ou n'avaient pas les moyens de faire à l'automne leur provision pour tout l'hiver, p. 346.

16. — *Mesures prises pour éviter à la population parisienne une crise des transports.* — Demande d'interpellation de M. de Moro-Giafferri, sur les moyens que le Gouvernement compte prendre pour éviter à la population parisienne une crise des transports, p. 346.

17. — *Traduction, devant un tribunal militaire, d'un officier français accusé d'avoir révélé des secrets de la défense nationale.* — Demande d'interpellation de M. Tourné, sur la traduction devant un tribunal militaire, jugeant à huis clos, d'un officier français et de journalistes accusés faussement par un ancien ministre, agissant sous les injonctions d'un gouvernement étranger, d'avoir révélé des « secrets » de la défense nationale alors que lesdits « secrets » avaient été publiés depuis des mois par la presse française et internationale et que le ministre en question avait donné connaissance à une puissance étrangère, à laquelle notre pays n'était pas lié par un traité militaire, de l'ensemble de la situation des forces armées en France, p. 346.

18. — *Situation de l'industrie textile ardennaise.* — Demande d'interpellation de M. Penoy, sur la situation faite à l'industrie ardennaise et en particulier à l'industrie textile du fait de l'application de la loi n° 48-1116 du 13 juillet 1948 instituant une caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi des travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg, p. 346.

19. — *Mesures prises pour remédier à la crise d'approvisionnement en charbon.* — Demande d'interpellation de M. Lespès, sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour remédier à la crise très grave d'approvisionnement en charbon dont souffrent aussi bien les industries françaises que les foyers domestiques, sur les perspectives d'exportation et d'importation, en particulier concernant le coke de la Ruhr, et plus généralement sur les répercussions que peut exercer sa politique énergétique sur l'ensemble de l'économie française, p. 362.

20. — *Proposition soviétique tendant à la convocation d'une conférence des quatre grandes puissances.* — Demande d'interpellation de M. Biscarlet, sur les suites que le Gouvernement compte donner à la proposition soviétique tendant à la convocation d'une conférence des quatre grandes puissances (France, U. R. S. S., Etats-Unis, Grande-Bretagne) pour empêcher le réarmement de l'Allemagne et aboutir à un règlement pacifique de la question allemande, p. 362.

21. — *Politique charbonnière du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Camphin, sur: 1° la politique charbonnière du Gouvernement aboutissant à la fermeture de puits de mines au moment où le charbon manque dans les hôpitaux, les écoles et les foyers domestiques; 2° les conditions de travail dans les mines; 3° la position du Gouvernement vis-à-vis des justes et légitimes revendications des mineurs et similaires en matière de salaires, p. 362.

22. — *Mesures de répression envers des fonctionnaires en violation de la liberté d'opinion.* — Demande d'interpellation de M. Bartolini, sur: 1° les mesures de répression que le Gouvernement vient de prendre envers des fonctionnaires, travailleurs de l'Etat et des usines nationalisées, en violation de la liberté d'opinion reconnue par la Constitution; 2° d'autres mesures que le Gouvernement envisage de prendre en vue de supprimer arbitrairement les garanties reconnues par la loi et la Constitution aux travailleurs de l'Etat et des services, p. 362.

23. — *Politique sociale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour la défense des classes moyennes, et notamment des rentiers viagers, des économiquement faibles, des femmes seules et des petits propriétaires, p. 362.

24. — *Interdiction dans les casernes du journal* L'Echo du Centre. — Demande d'interpellation de M. Alphonse Denis, sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement interdit l'entrée dans les casernes du journal *L'Echo du Centre*, p. 440.

25. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Biscarlet, sur: 1° le refus du Gouvernement d'accepter que la conférence à quatre, proposée par l'Union soviétique, soit consacrée à la question brûlante du moment, à savoir: l'interdiction du réarmement de l'Allemagne et de la reconstitution du potentiel de guerre allemand; 2° les mesures dilatoires qu'il propose pour empêcher que cette conférence aboutisse à une solution pacifique du problème allemand, p. 440.

26. — *Organisation de la défense nationale.* — Demande d'interpellation de M. Anxionnaz, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour donner enfin à notre défense nationale et au haut commandement militaire l'organisation rationnelle qu'il a lui-même annoncée, p. 520.

27. — *Importations de fruits.* — Demande d'interpellation de M. Delcos, sur les importations abusives de fruits et sur l'application indirecte de traités de commerce que le Gouvernement ne soumet pas à la ratification du Parlement, p. 593.

28. — *Saisie du journal* Libération. — Demande d'interpellation de: 1° M. Dreyfus-Schmidt, sur la nouvelle et grave violation des libertés républicaines que constitue la saisie arbitraire et illégale de journaux, et notamment celle du quotidien *Libération*, le 24 janvier courant; 2° M. d'Astier de La Vigerie, sur les conditions dans lesquelles le journal *Libération* a fait l'objet d'une saisie, en violation de la liberté de la presse, p. 593.

29. — *Droits des anciens combattants et victimes de la guerre.* — Demande d'interpellation de M. Tourné, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour respecter les droits des anciens combattants et victimes de la guerre tout particulièrement pour: 1° revaloriser les pensions des victimes de guerre, invalides, veuves, orphelins et ascendants; 2° revaloriser la retraite du combattant; 3° payer le pécule et le reliquat des soldes dues aux anciens prisonniers de guerre et rembourser les marks de camp; 4° payer le pécule aux déportés et les indemnités pour perte de biens qui leur sont dues; 5° appliquer le statut des réfractaires et maquisards; 6° doter les déportés du travail de leur statut; 7° appliquer la sécurité sociale aux victimes de la guerre; 8° délivrer la carte de combattant, volontaire ou autre, à tous les soldats avec ou sans uniforme de la guerre 1939-1945; 9° mettre définitivement un terme aux malfaisantes lois de Vichy qui frappent les victimes de guerre; 10° assurer le droit au travail aux anciens combattants et victimes de guerre par le respect des lois existantes sur les emplois réservés et les emplois obligatoires, p. 593.

30. — *Restauration du crédit public et privé.* — Demande d'interpellation de M. Eugène Rigal sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour restaurer le crédit public et privé, afin de réaliser efficacement les conditions d'une politique démocratique et d'éviter dans l'immédiat une nouvelle et intolérable aggravation de la fiscalité, p. 616.

31. — *Transfert des charges scolaires des Houillères aux communes minières.* — Demande d'interpellation de M. Billères, sur les raisons pour lesquelles, contrairement aux engagements formels pris par M. le ministre de l'éducation nationale et M. le secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce, dans la séance de l'Assemblée nationale du 20 juillet 1950, le Gouvernement n'a pas encore saisi l'Assemblée nationale d'un projet de loi, tendant à définir les conditions dans lesquelles doit s'opérer le transfert des charges scolaires des Houillères aux communes minières, p. 678.

32. — *Mise en liberté du général nazi Ramcke.* — Demande d'interpellation de Mme Marie Lambert, sur les conditions dans lesquelles a été mis en liberté le général nazi Ramcke, responsable des assassinats, pillages et incendies commis contre la population civile de Brest, ainsi que sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a créé une situation permettant à ce criminel de guerre de s'évader et de se mettre au service des généraux hitlériens Speidel et Heusinger dont la presse annonce qu'ils seront présents à la conférence militaire organisée par le général Eisenhower le 6 février prochain à Paris, p. 679.

33. — *Non-reconnaissance de la frontière Oder-Neiss par la France.* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt, sur les conditions dans lesquelles le haut commissaire français en Allemagne, M. André-François Poncet, a fait à Kiel le 30 janvier 1951, une déclaration relative à la non-reconnaissance de la frontière Oder-Neiss par la France; sur les conséquences politiques d'une telle déclaration qui tend à la revision de la frontière de paix établie entre la Pologne et la République démocratique allemande et qui place le Gouvernement français derrière les revanchards allemands dont l'objectif est la reconstitution de la plus grande Allemagne, p. 679.

34. — *Conflit d'Extrême-Orient.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Paul Boulet, sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a été amené à engager la France dans une voie qui risque de fermer, en Extrême-Orient, la porte à toute négociation; 2° M. de Chambrun, sur les raisons qui ont conduit le Gouvernement français à renoncer à appuyer les efforts de l'Inde et des pays arabes et asiatiques en faveur d'un règlement pacifique du conflit d'Extrême-Orient, p. 679.

35. — *Entretiens de Washington.* — Demande d'interpellation de Mme Madeleine Braun, sur les conditions dans lesquelles la délégation française à l'O. N. U. a voté la résolution américaine qui tend: 1° à prolonger la guerre de Corée; 2° à l'étendre à d'autres pays d'Extrême-Orient; 3° à empêcher le règlement pacifique de la question coréenne; 4° à transformer le Viet-Nam en une base d'opérations militaires contre la république populaire de Chine, p. 679. — Nouveau libellé: sur les entretiens de Washington entre les présidents Truman et Pleven, et sur les conditions dans lesquelles la délégation française à l'O. N. U. a voté la résolution américaine portant condamnation de la république populaire de Chine, p. 862.

36. — *Réparations à accorder aux douze combattants de la paix de Saint-Brieuc.* — Demande d'interpellation de M. Malleret-Joinville sur: 1° les réparations que le Gouvernement doit accorder au capitaine Azema, à Yves Moreau, Jacques Friedland et Bernard Jouenne, héros de la guerre et de la Résistance, faussement accusés d'espionnage par M. Ramadier, traînés dans la boue par une presse aux ordres de l'étranger, arrêtés, emprisonnés et, finalement acquittés par le tribunal militaire de Paris; 2° sur les réparations que le Gouvernement doit accorder aux douze combattants de la paix de Saint-Brieuc, p. 726.

37. — *Importations de fruits et légumes.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur les importations abusives de fruits et légumes de l'étranger sans aucun bénéfice pour les consommateurs et au seul préjudice des producteurs français, plus que jamais accablés d'impôts, p. 784.

38. — *Expulsion de locataires.* —. Demande d'interpellation de M. Louis Rollin sur les expulsions de locataires de bonne foi qui se multiplient et qui — en des temps difficiles et alors que la crise du logement n'a jamais été aussi grave — risquent de troubler l'ordre public et la paix sociale, p. 861.

39. — *Entretiens de Washington.* — Demande d'interpellation de M. de Chambrun sur les entretiens qui ont eu lieu à Washington entre M. le président du conseil et le président des Etats-Unis, p. 862.

40. — *Occupation par l'armée américaine de bases dans le département de l'Indre.* — Demande d'interpellation de M. Peyrat sur les mesures prises en vue de l'occupation par l'armée américaine des bases suivantes dans le département de l'Indre: la base aérienne de la Martinerie, à Châteauroux; de l'usine aéronautique S.N.C.A.S.O. à Déols; des camps de Neuvy-Pailloux, de Fay à Issoudun; de la caserne Chanzy; du camp d'aviation du Blanc; et sur les conséquences désastreuses qui en résulteraient pour la population de ce département, p. 907.

41. — *Catastrophe minière à Bruay-en-Artois.* — Demande d'interpellation de M. Camphin sur les causes de l'effroyable catastrophe minière survenue à la fosse 5 de Bruay-en-Artois, le 7 février 1951, et sur les mesures immédiates que le Gouvernement compte prendre afin de faire cesser les méthodes d'exploitation forcenées des travailleurs (application des décrets Lacoste, insuffisance de sécurité, mépris des rapports des délégués mineurs, bas salaires, etc.) qui sont à la base des trop nombreux accidents mortels enregistrés dans les mines, p. 907.

42. — *Procès de Tananarive.* — Demande d'interpellation de M. Arthaud, sur: 1° les conditions et les motifs de l'exécution à Tananarive, le 19 juillet 1948, trois jours avant l'ouverture du procès des parlementaires malgaches, de M. Samuel Rakotondrabe, principal témoin sur lequel reposait l'accusation, comme le prouvent les documents rendus publics au cours d'un récent procès; 2° sur les responsabilités encourues en cette circonstance et sur les conséquences que le Gouvernement entend en tirer, notamment quant à la revision de l'inique procès de Tananarive, p. 979.

43. — *Bases militaires au Maroc cédées au gouvernement américain.* — Demande d'interpellation de M. Pourtalet, sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a cédé au gouvernement américain de nouvelles et importantes bases militaires au Maroc, trafiquant ainsi, pour les soins de la politique impérialiste de préparation à la guerre, de territoires qui sont la propriété exclusive de l'Etat chérifien, p. 979.

44. — *Déplacement de cheminots au dépôt de Château-Thierry* — Demande d'interpellation de M. Thuillier sur les raisons pour lesquelles le dépôt des chemins de fer de Château-Thierry, bien que récemment modernisé à grands frais, va être privé d'un premier effectif de quatre-vingts cheminots dont le déplacement, ordonné le 3 février pour le 15 du même mois, va entraîner de graves difficultés pour ces quatre-vingts ouvriers risquant, au surplus, de se trouver déclassés, p. 1070.

45. — *Expulsion de familles sinistrées hébergées dans les casernes de Bitche (Moselle).* — Demande d'interpellation de Mme Anna Schell sur les mesures d'expulsion dont sont menacées 103 familles sinistrées actuellement hébergées dans les casernes de Bitche (Moselle), p. 1180.

46. — *Hausse du coût de la vie.* — Demande d'interpellation de M. Badie sur les mesures immédiates que le Gouvernement compte prendre pour enrayer la hausse continue du coût de la vie, p. 1180.

47. — *Désignation d'un nouveau haut commissaire à l'énergie atomique.* — Demande d'interpellation de M. Pierre André sur la désignation d'un nouveau haut commissaire à l'énergie atomique, en remplacement de M. Joliot-Curie, p. 1252.

48. — *Mesures de suspension prises par le ministre des postes, télégraphes et téléphones contre des militants.* — Demande d'interpellation de M. Barthélemy sur les raisons des mesures de suspen-

sion prises par le ministre des postes, télégraphes et téléphones en violation des principes constitutionnels, contre des militants responsables de la fédération des travailleurs des postes, télégraphes et téléphones en sanction de l'exécution d'un mandat qui leur avait été confié par leur organisation syndicale, p. 1296.

49. — *Manifestations publiques.* — Demande d'interpellation de M. Serre, sur les violences inqualifiables commises en exécution des ordres personnels de M. le président du conseil et de M. le ministre de l'intérieur contre les rescapés des camps de déportation et les veuves des victimes du nazisme manifestant pacifiquement, avec la sympathie du peuple de Paris, conformément à la liberté d'opinion garantie par la Constitution et à leur idéal patriotique, contre la présence dans notre capitale des représentants d'une Wermacht déshonorée à jamais par ses crimes contre l'humanité, p. 1352.

50. — *Augmentation du prix du papier de presse.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Pierre July, sur l'augmentation considérable du prix du papier de presse et les conséquences de cette augmentation et aussi sur les mesures que M. le ministre de l'information et M. le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques comptent prendre pour assurer une véritable liberté de la presse française; 2° M. Thuillier, sur: *a*) les manœuvres du cartel du papier journal qui ont abouti à la raréfaction des livraisons à l'organisme répartiteur alors que la production est supérieure aux besoins et à des hausses de prix considérables mettant en cause la vie même d'une grande partie de la presse française; *b*) les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre un terme à ces agissements ainsi qu'il en a le moyen, notamment par les dispositions de l'article 1er du décret du 9 septembre 1950 qui a créé le comité interministériel et interprofessionnel du papier de presse, p. 1352.

51. — *Situation au Maroc.* — Demande d'interpellation de M. d'Aragon, sur l'évolution de la situation au Maroc, sur la nature des instructions données par le Gouvernement au résident général et sur la manière dont ce haut fonctionnaire interprète ces instructions, p. 1428.

52. — *Fonctionnement de la R. A. T. P.* — Demande d'interpellation de M. Edouard Depreux, sur les moyens envisagés pour assurer le fonctionnement de la R. A. T. P. dans les meilleures conditions possibles, p. 1428.

53. — *Carte du combattant volontaire de la Résistance.* — Demande d'interpellation de M. de Raulin-Laboureur, sur la façon dont sont appliqués la loi et les décrets relatifs à l'attribution de la carte de combattant volontaire de la Résistance, p. 1428.

54. — *Caisses d'entr'aide aux familles de marins péris en mer.* — Demande d'interpellation de M. Signor, sur l'aide que le Gouvernement entend apporter aux familles des marins péris en mer, notamment sur les mesures qu'il compte prendre pour doter d'un fonds substantiel le comité national de coordination des caisses d'entr'aide aux familles des marins péris en mer, p. 1562.

55. — *Politique scolaire du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de Mme Lucie Guérin, sur les répercussions désastreuses que la politique de surarmement et de guerre a sur l'existence même de l'école publique de plus en plus menacée par les réductions massives de crédits, et particulièrement sur la réduction de 4 milliards concernant les constructions scolaires: alors que les effectifs scolaires auront augmenté de plus d'un million en 1959, nécessitant la construction de 30.000 classes et un crédit global annuel de 70 milliards, p. 1562.

56. — *Maintien en activité de l'entreprise Bardet.* — Demande d'interpellation de M. Florimond Bonte, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement: 1° pour assurer le maintien en complète activité de l'entreprise Bardet, 145, rue du Général-Michel-Bizot, Paris (12e), spécialisée dans la fabrication des machines à bois et des machines automatiques à empaqueter et mise en liquidation judiciaire à la suite du refus des sociétés financières et particulièrement de la banque Worms, principal commanditaire, d'avancer les fonds nécessaires à la réalisation de son carnet de commandes évaluées à 135 millions auxquelles s'ajoutent les perspectives de 385 millions pour les trois prochains mois; 2° pour assurer immédiatement le payement des salaires dus depuis le 1er janvier 1950 au personnel de cette entreprise, p. 1562.

57. — *Aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes.* — Demande d'interpellation de M. André Savard sur l'interprétation restrictive des textes et la non-application de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949, ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 1618.

58. — *Statut du personnel des eaux et forêts.* — Demande d'interpellation de M. Kauffmann sur le préjudice subi par le corps des ingénieurs des eaux et forêts, des ingénieurs des travaux des eaux et forêts et des préposés des eaux et forêts par l'application du décret n° 50-1622 du 30 décembre 1950 portant règlement d'administration publique relatif à leur statut particulier, p. 1618.

59. — *Teintures et lotions capillaires renfermant des substances vénéneuses.* — Demande d'interpellation de M. Caillavet sur l'émotion causée par le décret du 16 février 1951 (*Journal officiel* du 18) relatif aux teintures et lotions capillaires renfermant des substances vénéneuses et sur les incidences économiques de ce texte, p. 1618.

60. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. René Kuehn sur la politique étrangère du Gouvernement et notamment sur le résultat des voyages de M. le président du conseil aux Etats-Unis, de M. le président du conseil et de M. le ministre des affaires étrangères en Italie, ainsi que sur les décisions des alliés occidentaux prises ou susceptibles d'être prises en ce qui concerne le statut d'occupation de l'Allemagne et le réarmement de ce pays, p. 1663.

61. — *Droits des fonctionnaires et particulièrement ceux de l'enseignement.* — Demande d'interpellation de M. Cogniot sur les conditions dans lesquelles les fonctionnaires de tous ordres, et plus particulièrement ceux de l'enseignement, sont menacés et frappés, en violation de la Constitution qui leur garantit le libre exercice de leurs droits de citoyens, p. 1721.

62. — *Crédits pour le financement de la sécurité sociale aux étudiants.* — Demande d'interpellation de M. Paul Boulet sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rétablir, avant la discussion budgétaire, des crédits indispensables au financement de la loi du 23 septembre 1948 étendant aux étudiants le bénéfice de la sécurité sociale, p. 1721.

2e MINISTÈRE HENRI QUEUILLE

63. — *Composition du Gouvernement.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Quilici, sur la composition du Gouvernement et sa politique générale dans les pays d'Islam notamment et plus spécialement sur les circonstances exactes de la démission de M. Naegelen, comme sur les mesures qu'envisage le nouveau ministère pour assurer le maintien des positions françaises et des droits français au Maroc et en Tunisie, ainsi que pour faire respecter notre pays et nos représentants dans les Etats du Proche-Orient; 2° M. Billoux, sur la composition et la politique du Gouvernement et discussion, p. 1828; report de l'interpellation de M. Quilici et renvoi à la suite, au scrutin, de l'interpellation de M. Billoux, p. 1832.

64. — *Prix des tabacs à la production.* — Demande d'interpellation de M. Sourbet, sur le prix des tabacs à la production, p. 1914. — Retrait, p. 2086.

65. — *Politique économique et financière du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Godin, sur la politique financière du Gouvernement et notamment sur sa politique fiscale, p. 2670. — Demande d'interpellation de: 1° M. Emile Hugues, sur la politique économique du Gouvernement, principalement en ce qui concerne le problème des salaires et des prix, ainsi que sur sa politique financière; 2° M. Livry-Level, sur la politique économique et financière du Gouvernement; 3° M. Lespès, sur la politique générale du Gouvernement, notamment sur les méthodes qu'il compte mettre en œuvre pour lutter contre l'inflation et mettre fin au cycle infernal des salaires et des prix, p. 2741. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Ramarony, sur la politique économique et financière du Gouvernement et spécialement sur sa politique viticole; 2° M. Gaillard, sur la politique économique et financière du Gouvernement et sur les mesures qu'il compte prendre pour rendre supportables à la nation les charges qui pèsent sur elle du fait de la situation intérieure et internationale, p. 3028 — Demandes d'interpellation de: 1° M. René Schmitt, sur la politique économique du Gouvernement et plus spécialement sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer le respect du statut des ouvriers des arsenaux en matière de salaires; 2° M. Pierre Cot, sur la situation économique et financière de notre pays et sur les conséquences sociales de cette situation; 3° M. Poimbœuf, sur le point de savoir si le Gouvernement entend ou non subordonner la fixation de la date des élections législatives au vote de certains textes adoptés en commission et paraissant correspondre aux intentions du Gouvernement en matière de réformes économiques, notamment du texte concernant les ententes professionnelles et la liberté des marchés; 4° M. Louis Rollin, sur la politique économique et financière du Gouvernement; 5° M. Jacques Duclos, sur la politique économique et financière du Gouvernement, sur les répercussions de la politique de préparation à la guerre en matière économique, financière et sociale, sur les dispositions qu'il convient de prendre pour aboutir, selon le vœu du pays, à un changement décisif de l'état de choses actuel; 6° M. Abelin, sur la politique économique et financière que le Gouvernement entend appliquer pour développer la production, utiliser au mieux de l'intérêt public les ressources nationales et prévenir tout danger d'inflation, p. 3169. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Leenhardt, sur la politique que le Gouvernement compte suivre en matière économique pour faire face à la conjoncture actuelle; 2° M. Gilles Gozard, sur la politique que le Gouvernement compte suivre en matière économique et financière pour faire face à la conjoncture présente; 3° M. Augustin Laurent, sur la politique que le Gouvernement compte suivre en matière économique et sociale pour faire face à la conjoncture présente; 4° De M. Pierre André, sur le traité concernant le charbon et l'acier, connu sous le nom de plan Schuman et notamment sur les conditions dans lesquelles il a été discuté et élaboré, sans aucun contrôle du Parlement, alors qu'il risque d'engager la France pour une période de cinquante ans; 5° M. Paul Boulet, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre d'urgence pour enrayer la crise viticole qui risque de se montrer, dans un avenir très proche, catastrophique pour l'économie des départements méridionaux de monoculture; 6° M. de Chevigné sur la politique générale du Gouvernement; 7° M. Fabre, sur la politique économique du Gouvernement, et plus précisément sur les mesures qu'il compte prendre pour résoudre l'angoissante crise viticole actuelle; 8° M. Fiorandi, sur la politique économique du Gouvernement, et notamment sur les mesures qu'il compte prendre pour faciliter l'écoulement de la récolte de pommes de terre dont les stocks sont encore importants chez les producteurs creusois; 9° M. Mazier, sur la politique économique du Gouvernement, et notamment sur les mesures qu'il compte prendre en vue d'assainir le marché de la pomme de terre, et fixation de la date, p. 3206; question de confiance sur le renvoi à la suite, p. 3232; explication de vote, p. 3391, 3408; adoption au scrutin du renvoi à la suite des interpellations, p. 3418.

66. — *Utilisation du salon de la machine agricole à des fins de propagande politique.* — Demande d'interpellation de M. Edouard Bonnefous sur les conditions dans lesquelles on a permis d'utiliser le salon de la machine agricole à des fins de propagande politique, p. 1827.

67. — *Revalorisation des allocations familiales.* — Demande d'interpellation de M. Raulin-Laboureur sur la revalorisation des allocations familiales, p. 1828.

68. — *Situation des marins-pêcheurs de la région de Saint-Jean-de-Luz.* — Demande d'interpellation de M. Mora sur la situation faite aux marins-pêcheurs ainsi qu'au personnel des usines de la conserve de la région de Saint-Jean-de-Luz, p. 1914.

69. — *Crédits pour le financement de la sécurité sociale aux étudiants.* — Demande d'interpellation de M. Paul Boulet sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soient assurés les crédits indispensables au financement de la sécurité sociale des étudiants, conformément à la loi du 23 septembre 1948, p. 1914.

70. — *Déplacement d'agents des chemins de fer du dépôt et de la gare de Château-Thierry.* — Demande d'interpellation de M. Thuillier sur les raisons qui ont motivé, malgré une coûteuse modernisation des installations ferroviaires, les ordres de déplacement et de déclassement de plus de 100 agents S. N. C. F. du dépôt et de la gare de Château-Thierry, p. 1914.

71. — *Fonctionnement de la R. A. T. P.* — Demande d'interpellation de M. Depreux sur les moyens envisagés pour assurer le fonctionnement de la R. A. T. P. dans les meilleures conditions possibles, p. 1987.

72. — *Règlement de la prime aux planteurs de tabac.* — Demande d'interpellation de M. Ruffe sur: 1° les conditions de payement que compte employer le ministre du budget pour le règlement des cinq francs supplémentaires par kilogramme de tabac promis aux planteurs; 2° la nécessité qu'il y aurait à accorder à ceux-ci dix francs supplémentaires par kilogramme au lieu de cinq, ainsi que le demande la fédération nationale des planteurs de tabac, p. 1987.

73. — *Droits des anciens combattants et victimes de la guerre.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour: 1° revaloriser les pensions des victimes de guerre, invalides, veuves, orphelins, ascendants; 2° revaloriser la retraite du combattant; 3° payer le pécule et le reliquat des soldes dues aux anciens prisonniers de guerre et rembourser les marks de camp; 4° payer le pécule aux déportés et les indemnités pour perte de biens qui leur sont dues; 5° appliquer le statut des réfractaires et maquisards; 6° doter les déportés du travail du statut; 7° appliquer définitivement la sécurité sociale aux victimes de guerre; 8° délivrer la carte de combattant volontaire, ou autre, à tous les soldats avec ou sans uniformes de la guerre 1939-1945; 9° mettre définitivement un terme aux malfaisantes lois de Vichy qui frappent les victimes de guerre; 10° assurer le droit au travail aux anciens combattants et victimes de guerre, par le respect des lois existantes sur les emplois réservés et les emplois obligatoires, p. 1987.

74. — *Industries transformatrices d'arachide de la région de Bordeaux.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Raymond Guyon sur la politique économique du Gouvernement en matière d'oléagineux et plus particulièrement sur les mesures qu'il entend prendre pour éviter que soient condamnées au chômage les industries transformatrices d'arachide de la région de Bordeaux, p. 1987.

75. — *Hausse du papier de presse.* — Demande d'interpellation de M. Thuillier sur: 1° les manœuvres du cartel du papier-journal ayant abouti à la raréfaction des livraisons à l'organisme répartiteur, alors que la production est supérieure aux besoins, et à des hausses de prix considérables mettant en cause la vie même d'une grande partie de la presse française; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre un terme à ces agissements, ainsi qu'il en a le moyen, notamment par des dispositions de l'article 1er du décret du 9 septembre 1950 qui a créé le comité interministériel et interprofessionnel du papier de presse, p. 2045.

76. — *Aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes.* — Demande d'interpellation de M. Savard sur l'interprétation restrictive des textes et la non-application de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 2045.

77. — *Revendications du personnel de la R. A. T. P.* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin sur la position du Gouvernement à l'égard des revendications justifiées posées devant lui depuis plusieurs semaines déjà par le personnel de la Régie autonome des transports parisiens unanime, à savoir: 1° l'application intégrale de la loi de péréquation à tous les retraités des transports parisiens en surface et en souterrain; 2° l'augmentation de 6.000 francs par mois, à tous les ouvriers, employés, ingénieurs et cadres de la Régie autonome des transports parisiens, p. 2045.

78. — *Occupation du port de la Rochelle-la-Pallice aux forces militaires américaines.* — Demande d'interpellation de M. Gosnat sur la livraison du port de la Rochelle-la-Pallice aux forces militaires américaines; sur l'occupation par celles-ci de terrains, voies et bâtiments de plus en plus nombreux du département de la Charente-Maritime, transformé ainsi en une véritable zone militaire américaine, p. 2120.

79. — *Grève des transports de la région parisienne.* — Demande d'interpellation de M. Louis Rollin sur la grève des transports de la région parisienne, sur ses graves conséquences, notamment en ce qui concerne les conditions de vie des travailleurs et sur les mesures que, conformément à sa vocation et à son devoir essentiel, le Gouvernement entend prendre pour assurer le fonctionnement régulier des services publics, p. 2120.

80. — *Manifestations des étudiants.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Pierre-Grouès, sur la manière dont M. le ministre de l'éducation nationale entend défendre les étudiants contre les brutalités des agents de son collègue de l'intérieur, p. 2120; 2° M. d'Aragon sur le comportement de la police à l'occasion de la grève des étudiants et sur les sanctions que le Gouvernement compte prendre à l'égard des policiers reconnus coupables d'actes de brutalité; 3° M. Michelet, sur le caractère inadmissible des brutalités exercées à l'égard des étudiants, au cours d'une manifestation professionnelle légitime, provoquée par les mesures injustes envisagées à leur encontre, p. 2121.

81. — *Inspecteur d'académie relevé de ses fonctions.* — Demande d'interpellation de M. Marius Cartier sur le décret discriminatoire pris le 26 février 1951 par le président du Gouvernement et le ministre de l'éducation nationale, relevant de ses fonctions M. Guille, inspecteur de l'académie de Chaumont, pour le seul motif qu'il est communiste, p. 2121.

82. — *Réorganisation des service de l'énergie atomique.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur le retard apporté à la réorganisation des services de l'énergie atomique, p. 2148.

83. — *Situation au Maroc.* — Demande d'interpellation de M. Pourtalet sur la situation très grave créée au Maroc par l'attitude du résident général Juin, représentant du Gouvernement français, à l'égard du Sultan et du mouvement national marocain, p. 2148.

84. — *Manifestations des étudiants.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Guyot sur les brutalités policières dont ont été victimes les étudiants en grève pour leur droit à la sécurité sociale, p. 2213.

85. — *Installation de bases atomiques dans la région de Nîmes.* — Demande d'interpellation de Mme Roca sur l'installation de bases atomiques dans le Sud-Est et, en particulier, dans la région de Nîmes. Les deux informations annonçant la création de ces bases ont été diffusées en France les 23 et 24 février 1951, par l'agence de presse américaine « Associated-Press » et par le journal américain « New-York Herald Tribune ». Les démentis donnés par le Gouvernement n'ayant porté que sur l'absence de conversations entre les gouvernements américains et français, on peut considérer que les informations sont fondées et exactes sur le fond, et l'annonce de l'installation de ces bases a créé, dans le Gard, et surtout à Nîmes, une intense émotion, p. 2213.

86. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de Mme Marie Lambert sur la participation active du Gouvernement à la politique de guerre américaine, dont le général Eisenhower vient d'annoncer qu'elle pourra conduire à utiliser la Bretagne comme « réduit » pour les troupes d'U. S. A., déclaration qui a soulevé une intense émotion parmi toute la population bretonne encore accablée sous le poids des deuils et des ruines accumulées par la dernière guerre, p. 2213.

87. — *Garantie d'un service de transport à l'agglomération parisienne.* — Demande d'interpellation de M. de Moro-Giafferri sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour garantir à l'agglomération parisienne un service de transports si nécessaire à l'économie nationale, p. 2213.

88. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Barel sur: 1° la violation de l'indépendance nationale que constitue la présence permanente de marins, de navires et de services américains à Villefranche-sur-Mer et à Golfe-Juan; 2° l'information de radio Monte-Carlo, poste contrôlé par le gouvernement français, annonçant la venue sur la Côte d'Azur d'une commission américaine chargée d'étudier l'installation d'une partie de l'état-major du général Eisenhower et indiquant Villefranche-sur-Mer comme lieu possible de cette installation; 3° les projets américains d'acquisition ou de location à Villefranche-sur-Mer d'immeubles et de locaux, comme le « Centre industriel et naval » et de réquisition d'hôtels et d'appartements, ce qui ne peut qu'aggraver la crise du logement déjà très aiguë dans les Alpes-Maritimes, p. 2281.

89. — *Réforme des finances locales et statut du personnel communal.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck L'Huillier sur la politique que le Gouvernement entend suivre vis-à-vis des départements et des communes et notamment sur la non-application de la Constitution qui prévoit que les collectivités locales s'administrent librement; sur les obstacles que rencontre la réforme des finances locales et sur le statut du personnel communal, p. 2282.

90. — *Revendications des travailleurs.* — Demande d'interpellation de M. Jean Cayeux sur l'attitude que le Gouvernement compte prendre devant les conflits sociaux pour assurer, d'une part, la juste satisfaction des légitimes demandes de la classe ouvrière et, d'autre part, le respect de l'ordre public, notamment dans les services dont l'Etat a la charge, p. 2282.

91. — *Allocation aux locataires économiquement faibles.* — Demande d'interpellation de M. Coudray sur la carence dont le Gouvernement fait preuve pour appliquer l'article 40 de la loi du 1er septembre 1948 concernant l'allocation aux locataires économiquement faibles, qui reste lettre morte deux ans et demi après la promulgation de cette loi, p. 2282.

92. — *Cession de bâtiments et terrains à Strasbourg à des fins militaires.* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt: 1° sur les dispositions que le Gouvernement envisagerait pour céder aux fins

d'installation d'unités américaines des bâtiments et terrains à Strasbourg et dans le département du Bas-Rhin; 2° sur les dispositions prises par le Gouvernement pour l'utilisation du port du Rhin et des gares de Strasbourg pour le transport de matériel de guerre en provenance ou à destination de l'Allemagne occidentale; 3° sur les conséquences désastreuses de ces mesures dans ce département sinistré, p. 2282.

93. — *Politique sociale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. d'Aragon sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à l'injustice sociale génératrice des troubles publics et sur la place qu'il assigne dans la hiérarchie des urgences, aux problèmes intéressant la vie des travailleurs, p. 2282.

94. — *Réquisition et revendications des agents des chemins de fer.* — Demande d'interpellation de M. Poumadère sur: 1° la réquisition illégale des agents de la S. N. C. F., en violation de la Constitution; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour satisfaire les revendications du personnel de la S. N. C. F., p. 2282.

95. — *Statut du mineur et politique du charbon.* — Demande d'interpellation de M. Camphin: 1° sur la politique du Gouvernement en matière de salaires des ouvriers mineurs et similaires, en particulier, le respect de l'article 12 du statut du mineur, et des autres revendications de la corporation; 2° sur la sécurité et les conditions de travail dans les mines; 3° sur la politique charbonnière en général, p. 2282.

96. — *Importations abusives de fruits et légumes.* — Demande d'interpellation de M. Tourné, sur: 1° la politique du Gouvernement d'importations abusives de fruits et légumes de l'étranger à un moment où la production française suffit largement aux besoins du marché intérieur; 2° les conséquences économiques et financières de l'accord franco-italien; 3° les conséquenes désastreuses pour l'économie agricole française de l'accord commercial franco-espagnol en cours d'exécution; 4° les aménagements en cours de la gare frontière de Cerbère, p. 2282.

97. — *Distribution des cartes de déportés et internés de la Résistance.* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin sur l'invraisemblable lenteur et le manque d'équité de la distribution des cartes de déportés et internés de la Résistance ou politiques, cartes qui sont exigées des déportés, internés et familles de disparus pour faire valoir leurs droits déjà si parcimonieusement accordés, sur l'intrusion illégale des services du ministère de l'intérieur dans ce domaine, et sur le fait que cette situation sert de prétexte à la non-inscription au budget de 1951 de crédits pour le remboursement des pertes de biens et le payement du pécule prévus par la loi, p. 2470.

98. — *Disposition à l'armée américaine de la base aérienne de Lann-Bihoue.* — Demande d'interpellation de M. Guiguen sur la décision du Gouvernement de mettre à la disposition de l'armée américaine la base aérienne de Lann-Bihoue (Morbihan), ce qui confirme la stratégie américaine développée devant la commission des forces armées des Etats-Unis par le général Eisenhower qui envisage d'utiliser la presqu'île de Bretagne comme base navale et aérienne dans la guerre que l'on prépare contre l'Union soviétique, p. 2470.

99. — *Compte rendu d'un mandat de député.* — Demande d'interpellation de M. Djemad sur le refus opposé par l'administration algérienne, en particulier les préfets d'Alger et de Constantine, de lui permettre de donner un compte rendu de son mandat, p. 2470.

100. — *Déroulement du procès du nazi Ramcke.* — Demande d'interpellation de Mme Marie Lambert sur l'intolérable déroulement du procès du nazi Ramcke, incendiaire de Brest, tortionnaire de la population finistérienne, procès dont la conclusion scandaleuse équivaut à un véritable acquittement, une insulte à la mémoire des morts de la libération bretonne, la justification cynique des méthodes nazies, l'encouragement honteux aux bourreaux hitlériens appelés à reprendre service dans l'armée européenne sous commandement du général Eisenhower, p. 2469.

101. — *Remise aux forces militaires américaines d'installations au port de Bordeaux.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur: 1° la remise aux forces militaires américaines d'installations et d'appontements du port de Bordeaux et de ses avant-ports sur la Gironde pour les transformer en bases militaires de débarquement d'armements et de troupes étrangères; 2° l'occupation par ces forces militaires américaines en armes de voies de communications, chemins de fer, routes, terrains, bâtiments, camps, formant de véritables zones militaires américaines et enclaves étrangères dans le département de la Gironde et, notamment, en ce qui concerne les camps du Poteau, de Saint-Sulpice et Cameyrac où sont déjà entreposés plusieurs milliers de tonnes de munitions, p. 2469.

102. — *Travaux stratégiques effectués dans le département des Landes.* — Demande d'interpellation de M. Garcia sur: 1° les frais immenses entraînés par les travaux stratégiques effectués dans le département des Landes, alors que les légitimes revendications de la population ne sont pas satisfaites et que le niveau de vie des masses laborieuses ne cesse de s'abaisser; 2° les immenses dangers que cela fait peser sur la population, dans l'immédiat du fait de l'existence du formidable dépôt de munitions du Poteau qui, s'il sautait par accident, détruirait tout le pays et, dans l'éventualité d'une guerre, du fait de l'importance stratégique qui est ainsi donnée à la région destinée à servir de couverture à l'Espagne franquiste prévue comme base de repli par les Américains; 3° les abandons de la souveraineté nationale, les atteintes à l'indépendance nationale et les dangers pour la paix que révèlent tous ces faits, p. 2469.

103. — *Travaux dans la forêt de Gascogne.* — Demande d'interpellation de M. Garcia sur l'utilisation éventuelle dans un but de guerre de la base aéronavale de Biscarrosse que l'on a privée de son trafic interocéanique civil; sur le but réel de certains travaux auxquels on se livre dans la forêt de Gascogne sous prétexte de sa mise en état de défense contre les incendies ou de sa remise en valeur, mais dont il semble qu'ils ont un intérêt stratégique, p. 2469.

104. — *Aménagement de l'aérodrome de Mont-de-Marsan.* — Demande d'interpellation de M. Garcia sur: 1° les aménagements gigantesques auxquels on se livre sur l'aérodrome de Mont-de-Marsan, qui entraînent, notamment, le détournement sur plusieurs kilomètres et la construction nouvelle de routes et de voies ferrées; 2° le but des visites fréquentes de membres du Gouvernement et de militaires étrangers à l'aérodrome de Mont-de-Marsan; 3° l'éventualité de l'aménagement de l'aérodrome de Mont-de-Marsan en base de bombardement atomique, p. 2469.

105. — *Interdiction de circulation et de stationnement sur une partie de la route Bordeaux—Mont-de-Marsan.* — Demande d'interpellation de M. Garcia sur: 1° l'occupation de routes, gares, voies ferrées autour du Poteau (Landes), l'interdiction de circulation et de stationnement sur une partie de la route de Bordeaux—Mont-de-Marsan et autres voies, bref, la transformation de la région en une zone interdite constituant, du fait de l'occupation américaine, une véritable enclave étrangère en France; 2° la présence, dans la région, de plusieurs centaines de militaires étrangers armés, en uniforme et sous commandement américain; 3° les violations du code de la route, les accidents, les agressions contre la population civile auxquelles se livrent ces soldats étrangers sans que, par ordre, la police française puisse intervenir, p. 2469.

106. — *Installation, dans les terrains domaniaux du Poteau, d'un dépôt d'armes et de munitions.* — Demande d'interpellation de M. Garcia sur l'installation dans les terrains domaniaux du Poteau (Landes) d'un gigantesque dépôt d'armes et de munitions, parmi lesquels, dit-on, des bombes atomiques; sur l'utilisation de ces armes et munitions pour le réarmement de l'Allemagne, en violation des accords internationaux et des lois pénales françaises qui qualifient de crime la livraison d'armes à un pays avec lequel, le traité de paix n'étant pas signé, la France est juridiquement en état de guerre, p. 2469.

107. — *Cession de terrains domaniaux au Poteau (Landes).* — Demande d'interpellation de M. Garcia sur la remise entre les mains des autorités américaines de terrains domaniaux d'une superficie d'environ 12.000 hectares sis au Poteau (Landes); sur le détournement ainsi effectué de ce domaine de l'Etat de sa destination primitive qui y prévoyait l'installation de fermes-pilotes et la remise du domaine entre les mains des habitants de la forêt en vue de sa mise en culture, p. 2469.

108. — *Revendications des victimes de la guerre et retraite du combattant.* — Demande d'interpellation de M. Touchard sur: 1° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour satisfaire les revendications des victimes de la guerre; 2° et, en particulier, sur la revalorisation de la retraite du combattant, p. 2469.

109. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Hamon sur la déclaration du général Eisenhower, devant le parlement américain, annonçant son intention, en cas de guerre, de faire de la Bretagne un nouveau Fusan et sur l'attitude, en la circonstance, du Gouvernement, qui laisse, sans protester, un général étranger disposer à sa guise du territoire français, p. 2469.

110. — *Revendications de la R. A. T. P.* — Demande d'interpellation de M. André Marty sur: le refus du Gouvernement de négocier avec les représentants élus des travailleurs de la Régie autonome des transports parisiens et son obstination à s'opposer à leurs revendications légitimes et unanimes d'une prime de 6.000 francs et du rétablissement de la parité avec le personnel de la préfecture de la Seine; son attitude d'hostilité ouverte envers ces travailleurs, attitude qui met toute la population de la région parisienne dans une situation difficile, p. 2469.

111. — *Occupation par l'armée américaine de bases dans le département de l'Indre.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Peyrat sur l'attitude que le Gouvernement entend prendre à l'égard de l'occupation par l'armée américaine des bases suivantes dans le département de l'Indre et des dépenses considérables prévues en 1951 pour l'installation desdites bases: 1° la base aérienne de la Martinerie; 2° de l'usine S. N. C. A. C. O., à Déols; 3° du camp de Neuvy-Pailloux; 4° du camp de Fay; 5° du camp d'aviation du Blanc et de la caserne Chanzy, sur les conséquences qui en résulteraient pour les populations du département, et en particulier de la ville de Châteauroux, p. 2469.

112. — *Revendications des agents des chemins de fer.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Midol, sur les raisons qui ont amené M. le Ministre des travaux publics, en violation du protocole d'accord du 2 juin 1950, à refuser de discuter, dans les circonstances présentes, avec le représentant de la fédération nationale des travailleurs, cadres et techniciens des chemins de fer (C. G. T.), qui représente 75 p. 100 du personnel de la société nationale des chemins de fer français; d'avoir tenté d'opposer une minorité à la majorité écrasante des cheminots et d'avoir tenté, volontairement, de briser l'unité d'action qui rassemble, autour des mêmes revendications, l'unanimité des cheminots; 2° de M. André Marty, sur l'obstination du Gouvernement à s'opposer aux légitimes revendications des cheminots, ce qui les oblige à recourir à l'exercice de leur droit constitutionnel de grève pour défendre leurs moyens d'existence, son refus de négocier avec les représentants élus des cheminots,

l'ensemble de sa politique à l'égard des cheminots: compressions et déplacements de personnel, surexploitation et manque de sécurité, atteinte aux œuvres sociales et aux droits acquis, p. 2469.

113. — *Retraite des agents des services publics routiers de voyageurs et de marchandises.* — Demande d'interpellation de M. Dutard sur la non-parution du règlement d'administration publique qui devait intervenir dans un délai de trois mois pour fixer les modalités d'application de la loi n° 50-1010 du 19 août 1950 étendant le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics routiers de voyageurs et de marchandises, p. 2469.

114. — *Cession de terrains et création de bases militaires aériennes.* — Demandes d'interpellation: *a*) de M. Marius Cartier sur: 1° la cession à des troupes étrangères des forêts domaniales de Trois-Fontaines (Marne) (5.011 hectares) et de la Hair-Renaut (Haute-Marne) (600 hectares), où seront construits des dépôts de munitions, essence et chars, des casernes en dur ainsi que des routes, sur les pertes que représente pour l'Etat l'occupation de ces forêts, puisque l'arrêt des exploitations est décidé, et sur les frais considérables que va représenter pour l'Etat français la construction de casernes, routes, adduction d'eau; 2° les graves dangers que représente pour la population de Saint-Dizier (Haute-Marne) et de ses environs la création d'une base militaire aérienne au terrain de Robinson, à proximité de la ville, et sur l'occupation par des troupes étrangères de Saint-Dizier (Haute-Marne) et de Saint-Elien (Marne), à 7 kilomètres de Saint-Dizier, où plus de 1.000 soldats des U. S. A. sont déjà arrivés; 3° l'installation d'une usine de tracteurs américains à Saint-Dizier, usine qui va se transformer en usine de chars; sur l'achat par les propriétaires de cette usine de tous les logements à vendre à Saint-Dizier et aux environs, alors qu'il y a déjà une grave crise de logement à Saint-Dizier, et sur les décisions prises par les autorités publiques pour interdire la réalisation du plan de construction d'habitations à bon marché aux Ajots, Saint-Dizier, alors que les plans étaient prêts; *b*) de M. Jean Guillon sur la transformation du camp d'aviation de Parçay-Meslay, près de Tours, en base américaine d'agression utilisable par les bombardiers B 50, sur les expropriations qu'elle entraîne et sur les dangers qui en résultent pour la population, p. 2469.

115. — *Revalorisation des allocations aux vieux travailleurs économiquement faibles et travailleurs indépendants.* — Demande d'interpellation de M. Joseph Denais, sur les mesures que le Gouvernement se propose de prendre pour assurer aux vieillards, aux économiquement faibles, aux travailleurs indépendants, des avantages correspondant à ceux qui viennent d'être accordés aux salariés et qui pèsent gravement sur le coût de la vie, p. 2595.

116. — *Abattoirs d'Aigurandes.* — Demande d'interpellation de M. Regaudie, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer le fonctionnement normal des abattoirs d'Aigurandes, p. 2595.

117. — *Viticulture.* — Demande d'interpellation de M. Baurens: 1° sur les conséquences désastreuses de la crise qui sévit à l'heure actuelle dans la viticulture française; 2° sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y remédier, p. 2596.

118. — *Politique sociale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont, sur la politique du Gouvernement à l'égard des classes moyennes et notamment des petites et moyennes entreprises, des petits propriétaires, des économiquement faibles, des femmes seules sans emploi, des porteurs de rentes sur l'Etat et des rentiers viagers, p. 2596.

119. — *Coopératives dans les administrations publiques.* — Demande d'interpellation de M Marcellin, sur la politique du Gouvernement en ce qui concerne la protection des fausses coopératives qui existent et fonctionnent illégalement dans les administrations publiques, p. 2596.

120. — *Majoration des pensions des victimes de la guerre et salaires des travailleurs agricoles.* — Demande d'interpellation de M. Forcinal, sur la nécessité de faire bénéficier de majorations en harmonie avec les nouveaux traitements et salaires des fonctionnaires et assimilés: 1° les pensionnés victimes de la guerre; 2° les travailleurs agricoles et ceux des industries non protégées, p. 2596.

121. — *Manifestations publiques.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Guyot, sur les raisons ayant motivé l'interdiction du meeting organisé le dimanche 1er avril 1951, au palais de la Mutualité, par le parti de l'Istiqlal, le mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques et le Néo-Destour, à l'occasion du 39e anniversaire du traité impérialiste de protectorat contre lequel se dresse le peuple marocain, p. 2596.

122. — *Incidents à Epinal.* — Demande d'interpellation de M. Robert Chambeiron, sur les responsabilités du Gouvernement dans les incidents graves survenus à Epinal le 26 mars 1951, p. 2596.

123. — *Céréales et orges.* — Demande d'interpellation de M. Jean Deshors, sur la politique pratiquée par le Gouvernement en ce qui concerne les céréales, le blocage des orges et principalement des orges de brasserie, p. 2596.

124. — *Importations de pommes de terre.* — Demandes d'interpellation de: *a*) M. Florand, sur: 1° les conditions dans lesquelles il a été procédé depuis quelques mois à des importations de pommes de terre qui, sans profit pour le consommateur français, causent aux producteurs un préjudice considérable; 2° les mesures que le Gouvernement se propose d'envisager pour favoriser la vente des importantes disponibilités de récolte restant en culture; *b*) M. Mazier, sur: 1° les conditions dans lesquelles il a été procédé depuis quelques mois à des importations de pommes de terre de semence et de pommes de terre de consommation qui, sans profit pour le consommateur français, causent aux producteurs un préjudice considérable; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue d'assurer l'écoulement de la récolte restée en culture dans de nombreuses régions, p. 2670.

125. — *Conditions dans lesquelles se trouvent des résistants patriotes incarcérés à la prison centrale de Melun.* — Demande d'interpellation de M. Gautier, sur l'attitude grossière observée par M. le préfet de Seine-et-Marne et son chef de cabinet à l'égard d'une délégation de parlementaires et de personnalités de la Résistance, le dimanche 1er avril, ainsi que sur les conditions inhumaines dans lesquelles se trouvent les résistants patriotes incarcérés à la prison centrale de Melun, notamment le capitaine Edouard Moreau gravement malade, p. 2711.

126. — *Assainissement du marché des vins.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Fabre, sur la politique du Gouvernement en matière viticole et plus précisément sur les mesures qu'il compte prendre pour assainir le marché des vins et résoudre l'angoissante crise actuelle; 2° M. Llante, sur: *a*) les conséquences de la politique désastreuse du Gouvernement en ce qui concerne la crise viticole; *b*) les mesures qu'il compte prendre pour améliorer la situation des viticulteurs, p. 2808.

127. — *Saisies de films.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier, sur les saisies arbitraires de films effectuées récemment, au cours de leur fabrication, et qui constituent une violation de la législation applicable dans le domaine de l'exploitation cinématographique, p. 2808.

128. — *Mode de fixation de l'impôt des bénéfices viticoles appliqué à certains départements.* — Demande d'interpellation de M. Zuninb, sur l'injuste mode de fixation de l'impôt en matière de bénéfices viticoles pour l'année 1950, appliqué à certains départements et notamment à ceux du Var, du Vaucluse et partie des Bouches-du-Rhône, p. 2808.

129. — *Prix du sulfate de cuivre mis à la disposition des viticulteurs.* — Demande d'interpellation de M. Ramarony, sur: 1° les mesures que le Gouvernement entend prendre pour orienter la politique viticole et assurer la sécurité du lendemain à ceux qui vivent de la vigne et du vin; 2° la nécessité de mettre rapidement à la disposition des viticulteurs à un prix qui leur soit accessible les quantités de sulfate de cuivre dont ils ont un urgent besoin, p. 2808.

130. — *Droits des fonctionnaires et plus particulièrement ceux de l'enseignement.* — Demande d'interpellation de M. Georges Cogniot, sur les conditions dans lesquelles les fonctionnaires de tous ordres, et plus particulièrement ceux de l'enseignement, sont menacés et frappés, en violation de la Constitution qui leur garantit le libre exercice de leurs droits de citoyens, p. 2808.

131. — *Revendications des travailleurs des tramways de Bordeaux.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue de donner satisfaction aux revendications des travailleurs des tramways de Bordeaux et sur le respect du droit constitutionnel de grève, p. 2908.

132. — *Salaires des ouvriers des arsenaux.* — Demande d'interpellation de M. René Schmitt sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour appliquer en matière de salaires, les dispositions du statut des travailleurs de l'Etat (ouvriers des arsenaux), p. 2908.

133. — *Convocation de deux Pères blancs invités à modifier la ligne politique de leur journal en Afrique occidentale française.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont, sur la politique de sectarisme et de gaspillage pratiquée en Afrique occidentale française, et notamment sur les conditions dans lesquelles deux Pères blancs ont été convoqués par le haut commissaire, invités à modifier la ligne politique de leur journal, menacés par lui de poursuites en justice et de sanctions ecclésiastiques, traduits en correctionnelle, condamnés arbitrairement, puis se sont vu retirer, par mesure disciplinaire, l'invitation à l'inauguration du port d'Abidjan, p. 3027.

134. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. d'Astier de la Vigerie sur: 1° les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour que les initiatives du général Mac Arthur ne risquent pas d'entraîner la France dans un conflit général, sans aucun rapport avec ses intérêts nationaux; 2° sur sa politique générale et les mesures qui s'imposent pour que l'Organisation des Nations unies ne soit pas placée devant un fait accompli par le commandement des forces américaines, p. 3028.

135. — *Expulsion de locataires.* — Demande d'interpellation de M. Schauffler, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser le scandale des expulsions des locataires de bonne foi, p. 3028.

136. — *Interdiction à l'encontre du comité du congrès mondial des partisans de la paix.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Casanova, sur la mesure d'interdiction prise par arrêté du ministre de l'intérieur à l'encontre du comité du congrès mondial des partisans de la paix, les conditions dans lesquelles fut prise cette mesure qui tend à frapper tous les amis de la paix et à encourager les fauteurs de guerre, dont les machinations visent au déclenchement d'un troisième guerre mondiale, et sur la politique de guerre du Gouvernement qui contredit aux intérêts de

la nation et à la volonté de paix et d'indépendance du peuple français; 2° M. d'Astier de la Vigerie, sur la décision de police que le Gouvernement a prise à l'égard du congrès mondial de la paix, contrairement aux traditions républicaines et aux aspirations pacifiques des Français, p. 3028.

137. — *Viticulture. — Ecoulement de la récolte.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet, sur la crise viticole et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre notamment aux petits et moyens viticulteurs d'écouler par priorité leur récolte: 1° grâce à la remise en vigueur de l'article 5 du code du vin donnant à chaque récoltant la possibilité de vendre et d'expédier au minimum 100 hectolitres par tranche débloquée; 2° par un allègement de la superfiscalité qui frappe les vins et a pour effet de réduire la consommation, p. 3111.

138. — *Situation des populations méridionales à la suite de la crise viticole.* — Demande d'interpellation de M. Badie, sur les raisons qui empêchent le Gouvernement de prendre immédiatement les mesures que commande la situation dramatique dans laquelle se trouvent les populations méridionales à la suite de la très grave crise viticole actuelle, p. 3111.

139. — *Installation d'un terrain d'aviation militaire en Meurthe-et-Moselle.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur les conditions dans lesquelles, contre la volonté unanime des municipalités intéressées l'installation d'un terrain d'aviation militaire a été décidée sur les territoires des communes de Chanteheux et de Croismar à proximité de Lunéville en Meurthe-et-Moselle, p. 3111.

140. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Charles d'Aragon, sur la question de savoir si le Gouvernement estime que le général Mac Arthur peut toujours être considéré comme l'agent d'exécution des Nations-Unies, et, dans le cas contraire, quelle attitude il entend prendre en ce qui concerne la participation des unités françaises à la campagne de Corée, p. 3111.

141. — *Occupation de locaux civils, militaires et sanitaires du département du Loiret par les troupes américaines.* — Demande d'interpellation de M. Albert Rigal sur la politique que le Gouvernement entend suivre en raison de l'occupation, par les troupes américaines, de certaines locaux militaires et sanitaires du département du Loiret, de locaux civils, et les pouvoirs de polices qui leur sont accordés, à savoir: l'occupation de la caserne Coligny, à Orléans, le sanatorium de la Chapelle-Saint-Mesmin, les châteaux et locaux d'habitations, le dessaisissement par la police d'Orléans d'une affaire de mœurs, et les conséquences qui en résultent pour la population de ce département, p. 3111.

142. — *Attentat contre un siège du parti communiste à Nice.* — Demande d'interpellation de M. Barel, sur le nouvel attentat qui vient d'être perpétré, à la bombe, contre un siège du parti communiste à Nice et les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue de découvrir les responsables et en vue d'empêcher le renouvellement de pareils faits criminels, p. 3203.

143. — *Prime aux producteurs de blé et fixation du prix du lait pour la période d'été.* — Demande d'interpellation de M. Caron, sur: 1° les dispositions que compte prendre le Gouvernement pour réaliser les décisions de l'Assemblée nationale tendant à accorder une prime de 100 francs par quintal aux producteurs de blé; 2° sur la fixation du prix du lait pour la période d'été, p. 3203.

144. — *Grève de l'arsenal de Brest.* — Demande d'interpellation de M. Gabriel Paul, sur l'attitude du Gouvernement à l'égard de la grève de l'arsenal de Brest qu'il prolonge en s'obstinant à ne pas prendre en considération les revendications des ouvriers qui, en raison de leurs bas salaires et de la hausse constante du coût de la vie, voient la misère s'installer dans leurs foyers, p. 3203.

145. — *Maintien en déportation des républicains espagnols arrêtés au mois de septembre 1950.* — Demande d'interpellation de M. André Tourné, sur le maintien en déportation que le Gouvernement inflige, au mépris du droit d'asile et des traditions d'hospitalité de notre pays, aux républicains espagnols arrêtés illégalement au mois de septembre 1950 et sur les conséquences de cette déportation imposée à des hommes dont certains sont de grands invalides de guerre, blessés en luttant pour la libération de la France, p. 3203.

146. — *Evènements qui se sont déroulés à Tieme (Côte-d'Ivoire).* — Demande d'interpellation de M. Charles Benoist, sur les évènements scandaleux qui se sont déroulés le 22 février dernier à Tieme (Côte-d'Ivoire), où des femmes et des vieillards ont été odieusement torturés et conduits la corde au cou au tribunal, p. 3263.

147. — *Tabacs* — Demande d'interpellation de M. Pierre Cot, sur le prix et les conditions de culture du tabac, p. 3263

148. — *Evénements d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Girardot, sur: 1° les récents développements militaires au Viet-Nam et sur les conditions dans lesquelles le corps expéditionnaire français a violé, à plusieurs reprises, la frontière chinoise, notamment les 2, 4 et 6 avril dernier, et sur les dangers de généralisation du conflit que risquent d'entraîner de telles actions; 2° les intentions du Gouvernement à l'égard de l'ardent désir de la nation de voir mettre un terme à la guerre du Viet-Nam et rapatrier le corps expéditionnaire, p. 3263.

149. — *Campagne menée auprès des donneurs de sang.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont, sur l'impunité dont jouit la campagne menée par le parti communiste auprès des donneurs de sang pour les inciter à refuser leur sang pour les soldats d'Indochine et sur l'apposition, sur les murs de Paris, d'une affiche officielle précisant que le sang recueilli ne sera pas affecté aux besoins militaires, p. 3308.

150. — *Siège de l'état-major du général Eisenhower.* — Demande d'interpellation de M. Midol, sur les raisons qui ont conduit le Gouvernement à offrir la région de Marly (Seine-et-Oise) pour établir le siège de l'état-major du général Eisenhower, après avoir offert à ce général un palais national: le petit Trianon, p. 3308.

151. — *Grève de l'électricité et du gaz en Algérie.* — Demande d'interpellation de M. Fayet, sur la grève des travailleurs de l'électricité et du gaz de Algérie à laquelle l'opinion publique est favorable; et sur l'attitude intransigeante de l'administration algérienne, responsable de la durée de cette grève alors que l'assemblée algérienne elle-même lui a demandé son arbitrage dans un sens favorable aux grévistes, p. 3308.

152. — *Conditions de vie du prisonnier de l'île d'Yeu.* — Demande d'interpellation de M. Charles Schauffler sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre au prisonnier de l'île d'Yeu, qui va atteindre ses 95 ans, de finir ses jours dans des conditions plus humaines, p. 3390.

153. — *Communauté européenne du charbon et de l'acier.* — Demande d'interpellation de M. de Raulin-Laboureur, sur la signature, le 15 mars 1951, au ministère des affaires étrangères, par les représentants de six nations, d'un traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, sans que l'Assemblée nationale française ait été au préalable saisie du texte, p. 3156.

154. — *Salaires des ouvriers dockers du port de Dunkerque.* — Demande d'interpellation de M. Pierrard sur la situation des ouvriers dockers du port de Dunkerque qui se voient privés d'une rémunération normale, par suite de l'acceptation par le représentant de M. le ministre du travail et de la sécurité sociale d'une violation manifeste par le patronat de loi du 25 février 1946 sur les heures supplémentaires, p. 3456.

155. — *Refus de commandes par les sociétés sidérurgiques en raison du prix de vente.* — Demande d'interpellation de M. Musmeaux, sur les agissements des grosses sociétés sidérurgiques qui refusent actuellement les commandes passées par les usines de transformation, les usines de construction de matériel ferroviaire et les usines de construction d'équipement pour les houillères, en invoquant l'incertitude où elles se trouvent de maintenir leur activité en raison des prix de vente qui seront fixés par les pouvoirs publics, p. 3647.

156. — *Expropriation de terrains pour la construction d'aérodromes.* — Demande d'interpellation de Mme Schell, sur: 1° les mesures d'expropriation portant sur 100 hectares de terrain pour la construction d'un aérodrome dans la région de Grotenquin; 2° l'utilisation par les Américains du bois de Saint-Hubert, transformé en dépôt de munitions gardé par les Américains; 3° l'expulsion des sinistrés hébergés dans les casernes de Bitche; 4° la transformation de l'aérodrome de Frescaty pour permettre l'atterrissage de bombardiers lourds; 5° l'occupation par les Américains de la caserne Collin de Montigny, p. 3648.

157. — *Campagnes d'excitation contre des groupements ethniques ou confessionnels en Afrique occidentale française.* — Demande d'interpellation de M. Lamine-Guèye sur les mesures prises ou envisagées par le Gouvernement en vue de parer aux conséquences des campagnes d'excitation qui, sous prétexte de défendre les représentants d'une religion à l'égard desquels les populations de l'Afrique occidentale française ont toujours témoigné d'un large esprit de tolérance et de compréhension, ne peuvent aboutir qu'à dresser les uns contre les autres des groupements ethniques ou confessionnels animés de la seule préoccupation de vivre en parfaite harmonie dans le respect de leurs droits et de leurs intérêts mutuels, sous l'égide du Gouvernement de la République, appliquant les mêmes lois à tous les citoyens sans discrimination d'origine ou de statut personnel, p. 3730.

158. — *Accident aux chantiers de construction d'une usine Michelin dans le Loiret.* — Demande d'interpellation de M. Albert Rigal sur les conditions dans lesquelles, le jeudi 19 avril 1951, est survenu un accident aux chantiers de construction d'une usine Michelin à la Chapelle-Saint-Mesmin, dans le Loiret, et sur les dispositions que le Gouvernement entend prendre pour établir toutes les responsabilités, p. 3851.

159. — *Allocation temporaire aux vieux.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet, sur la non-application et la violation de la loi du 27 mars 1951 relative au régime de l'allocation temporaire aux vieux, p. 4035.

160. — *Statut viticole.* — Demande d'interpellation de M. Liquard, sur la politique viticole du Gouvernement, et en particulier sur la non-application du statut viticole, p. 4035.

161. — *Percement du mont Blanc.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Cot sur la décision qui vient d'être prise par le conseil des ministres, d'adopter le projet de route internationale comportant le percement du mont Blanc, sans avoir, au préalable, entendu les représentants des régions savoyardes, p. 4137.

162. — *Incidents à Porto-Novo.* — Demande d'interpellation de M. Apithy sur les incidents survenus à Porto-Novo le 20 avril 1951 et au cours desquels ont trouvé la mort trois personnes par coups de feu de la police, p. 4427.

163. — *Allocation-vieillesse des travailleurs salariés.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Villon sur l'illégalité de la circulaire du ministre du travail du 22 août 1950, qui prive les vieux métayers arbitrairement de leur droit à l'allocation-vieillesse des travailleurs salariés, p. 4427.

164. — *Manifestations des travailleurs algériens le 1er mai.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Mezerna, sur la provocation policière dont ont été victimes les travailleurs algériens en France et notamment à Paris, lors de la manifestation du 1er mai; 2° M. Djemad, sur les provocations policières dirigées dans toute la France contre les travailleurs algériens, à l'occasion des manifestations du 1er mai; 3° M. Florimond Bonte, sur: 1° les sauvages brutalités et les odieuses violences des bandes policières du Gouvernement qui se sont ruées sur les travailleurs algériens et français, fraternellement unis dans le grandiose défilé du 1er mai, organisé par le comité régional d'unité d'action, de la Nation à la Bastille, à travers le faubourg Saint-Antoine et qui ont grièvement blessé, à coups de matraques, des hommes, des femmes et des enfants en train de clamer leur ardente volonté de bien-être, de liberté, d'indépendance nationale et de paix; 2° les lourdes responsabilités des pilotes d'avions de la police qui, au mépris de tout règlement de sécurité, sont passés au ras des toits et ont survolé, à très basse altitude, l'immense foule des manifestants, au risque de provoquer une terrible catastrophe, p. 4536.

165. — *Communauté européenne de charbon et de l'acier.* — Demande d'interpellation de M. Aumeran, sur les engagements pris au nom de la France à l'occasion de la signature du traité dit de communauté européenne de charbon et de l'acier et sur les conditions de l'entrée de l'Allemagne au Conseil de l'Europe, au titre de membre de plein droit, p. 4609.

166. — *Participation des travailleurs nord-africains à la manifestation du 1er mai.* — Demande d'interpellation de M. Chambeiron sur les responsabilités du Gouvernement dans les tentatives, accompagnées de brutalités, faites par la police de s'opposer à la participation de travailleurs nord-africains à la manifestation traditionnelle du 1er mai, à Paris, p. 4609.

167. — *Soufre et sulfate de cuivre pour les viticulteurs.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: 1° pour mettre fin à la pénurie de soufre et de sulfate de cuivre qui sévit en ce moment dans les régions vinicoles de France, risquant de donner naissance au marché noir, cela au seul préjudice des petits et moyens viticulteurs; 2° pour arrêter la hausse continue du riz, du soufre et du sulfate de cuivre, dont le prix a presque triplé en l'espace de cinq mois; 3° pour ravitailler rapidement les viticulteurs en soufre et sulfate de cuivre, en quantité suffisante pour leur permettre de combattre avec efficacité les menaces actuelles de maladies cryptogamiques, et cela à un prix correspondant à l'indice des prix agricoles, pratiqués à la production, et plus particulièrement ceux pratiqués pour le vin, p. 4609.

168. — *Nominations au commissariat général à l'énergie atomique.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur certaines nominations récentes, et sur l'absence d'épuration au commissariat général à l'énergie atomique, qui aboutissent à ce résultat que le commissariat général à l'énergie atomique, qui coûte aux contribuables français trois milliards et demi par an, travaille, en fait, au bénéfice de la Russie des Soviets, p. 4609.

169 — *Manifestations du 1er mai à Maubeuge-sous-le-Bois.* — Demande d'interpellation de M. Maton sur les incidents survenus à Maubeuge-sous-le-Bois (Nord) lors des manifestations du 1er mai et au cours desquels de nombreux travailleurs nord-africains furent sauvagement agressés, sérieusement blessés ou arrêtés par les forces de police, p. 4692.

170. — *Remise aux mains des forces aériennes des Etats-Unis de la base d'Orange.* — Demande d'interpellation de M. Arthaud sur: 1° l'attitude du Gouvernement à l'égard de la publication par un journal américain d'un article Associated-Press annonçant la prochaine remise aux mains des forces aériennes des Etats-Unis d'Amérique de la base d'Orange (Vaucluse); 2° l'arrivée sur ce terrain d'avions à réaction de fabrication étrangère, p. 4692.

171. — *Prochaine ouverture d'un consulat général des Etats-Unis à Abidjan.* — Demande d'interpellation de M. Arthaud sur: 1° les conditions dans lesquelles l'agence France-Presse a pu annoncer la prochaine ouverture d'un consulat général des Etats-Unis à Abidjan; 2° les conditions dans lesquelles cette nouvelle, démentie par le Gouvernement, a cependant été confirmée de source américaine; 3° le bien-fondé de cette information; 4° la suite que le Gouvernement entend donner à cette création dont l'annonce a été entourée de commentaires tels qu'ils démontrent qu'il s'agit moins d'un établissement diplomatique que d'une officine d'espionnage, p. 4692.

172. — *Pool charbon-acier.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur la signature du traité d'alliance entre marchands de canons, dit Plan Schuman, p. 4894.

173 — *Fermeture de lignes de chemins de fer.* — Demande d'interpellation de M. Dutard sur la fermeture décidée, pour le 1er juillet 1951, des lignes de chemin de fer Angoulême-Brive et Ribérac-Parcoul, p. 4831.

174 — *Indépendance de la presse française et des parlementaires.* — Demande d'interpellation de M. Baylet sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'indépendance de la presse française et des parlementaires devant les pressions et les menaces des trusts français et étrangers de la publicité et de la radio, p. 4975.

175. — *Pool charbon-acier.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Louis Marin sur la façon dont ont été conduites, pour la France, les négociations qui aboutissent au traité sur le pool charbon-acier; sur certaines de leurs conséquences, acquises définitivement au bénéfice de l'Allemagne; sur les enseignements qu'elles comportent pour l'avenir de notre politique extérieure et intérieure, ainsi que pour la formation de l'Europe, p. 5044; 2° M. Rosenblatt sur la signature du pacte des marchands de canons franco-allemands, dénommé Plan Schuman, les conséquences graves que porte ce plan à notre industrie nationale, la liquidation de notre indépendance nationale dans la branche capitale de l'économie de notre pays, p. 5045.

176. — *Dénationalisation de Strasbourg et unification du port et de la ville.* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt sur l'absence de réaction et le silence du Gouvernement: 1° aux déclarations de M. Konrad Adenauer du gouvernement de Bonn réclamant la dénationalisation de Strasbourg et l'unification du port et de la ville de Strasbourg avec Kehl sous le prétexte de création d'une zone dite franche, et qui servirait de centre de transit au réarmement allemand; 2° aux déclarations de M. Kaiser du gouvernement de Bonn faites à Salzbourg et réclamant le retour de Strasbourg et de toute l'Alsace-Lorraine dans le Reich allemand, p. 5045.

177. — *Evénements d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M Tourné sur: 1° les envois de soldats du contingent en Indochine, théâtre d'opérations de guerre; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour appliquer la loi interdisant tout envoi de soldats du contingent en Indochine et rapatrier immédiatement tous ceux qui y ont déjà été envoyés, p. 5015.

178. — *Ralentissement des travaux d'accroissement du bassin charbonnier lorrain.* — Demande d'interpellation de Mme Schell sur l'application du plan Schuman à l'industrie mosellane, notamment par l'arrêt ou le ralentissement des travaux d'accroissement du bassin charbonnier lorrain ainsi que l'arrêt des installations des cokeries de Carling et de Marienau, d'où la subordination de l'industrie mosellane à l'envoi du coke de la Ruhr, p. 5111.

179. — *Fabrication de matériel de guerre par la Compagnie Fives-Lille de Givors.* — Demande d'interpellation de M. Montagnier sur la politique suivie par certaines grosses firmes industrielles et notamment par la compagnie Fives-Lille de Givors, abandonnant la fabrication de matériel destiné aux besoins pacifiques du pays en annulant les commandes déjà passées et n'acceptant plus que de la fabrication de matériel de guerre, telles les tourelles de chars d'assaut, p. 5336.

180. — *Reconstruction de l'usine de traitement des eaux de la ville d'Arles.* — Demande d'interpellation de M. Mouton sur les difficultés bureaucratiques opposées par le ministère de la reconstruction pour retarder l'autorisation de reconstruire l'usine de traitement des eaux de la ville d'Arles et sur le fait inadmissible que les habitants de cette ville, en raison de ce retard, sont contraints d'utiliser une eau imbuvable et impropre à la cuisson des aliments, p. 5337.

181. — *Refus par le Gouvernement italien de l'entrée d'un train spécial de sportifs.* — Demande d'interpellation de M. Cristofol sur: 1° la position du Gouvernement en face de la mesure prise par le gouvernement italien qui a refusé, le 12 mai 1951, l'entrée, dans son territoire, d'un train spécial de sportifs du comité de Provence de la F. S. G. T. accompagnés par leurs amis qui se rendaient à Gênes pour une rencontre sportive qui devait avoir lieu le jour de la Pentecôte; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour dédommager ledit comité qui avait engagé pour ce voyage une somme de deux millions de francs, p. 5437.

182. — *Respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques en Hongrie.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Paul David sur l'initiative que le Gouvernement compte prendre auprès des Nations Unies pour faire respecter en Hongrie les droits de l'homme et les libertés démocratiques que le gouvernement hongrois s'est solennellement engagé à garantir à tous ses ressortissants au moment de la signature du traité de paix; droits et libertés qui semblent radicalement violés et méconnus par l'arrestation et la condamnation arbitraire de Mme Anna Kethly, ancienne vice-présidente de l'Assemblée nationale hongroise, p. 5615.

3° MINISTÈRE RENÉ PLEVEN

183. — *Composition et politique du Gouvernement.* — Demandes d'interpellation: 1° de M. Barrachin sur la composition et la politique générale du Gouvernement; 2° de M. Billoux sur la composition et la politique du Gouvernement et fixation de la date, p. 6340; renvoi à la suite, au scrutin, p. 6343.

184 — *Salaires, prix et suppression des abattements de zones.* — Demande d'interpellation de M. Linet sur la politique du Gouvernement concernant le problème des salaires et des prix et la suppression des abattements de zone et adoption, au scrutin, de la fixation de la date, p. 7289 (*rectificatif*, p. 7340). — Discussion, p. 7354; ordres du jour de: M. Camille Titeux; 2° M. Linet, p. 7370; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Titeux, p. 7373.

184 *bis.* — *Politique économique et financière du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Francis Leenhardt sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: 1° pour atténuer rapidement les restrictions du crédit à court terme qui contrarient le développement de la production; 2° pour que les effets de la pénurie de crédits soient atténués par une sélection des demandes plus rationnelle et plus conforme aux besoins de l'économie nationale, p. 6388. — Demande d'interpellation de M. Cermolacce sur la politique économique du Gouvernement et, notamment, sur les décisions qu'il a prises en ce qui concerne le salaire minimum interprofessionnel garanti et les hausses de prix de certains produits, p. 7274. — Deman-

des d'interpellation de: 1° M. Estradère sur la politique monétaire du Gouvernement et du danger de dévaluation qui en découle; 2° de Mme Prin sur les décisions du Gouvernement relatives à la hausse des prix et aux difficultés qui en résultent pour les travailleurs et leurs familles, p. 7314. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Le Roy Ladurie sur la politique économique du Gouvernement; 2° M. Paul Couston sur les récentes mesures prises par le Gouvernement instituant de nouveaux prix en hausse de l'essence; 3° M. Christian Pineau sur les conséquences économiques du relèvement du prix de l'essence, la création d'un carburant agricole et l'institution d'une caisse d'investissements routiers alimentée par une partie de la taxe sur les carburants, p. 7662. — Demandes d'interpellation de: 1° M. de Léotard sur la politique du crédit que le Gouvernement entend laisser consentir au secteur privé, notamment aux petites et moyennes entreprises; 2° M. Peytel sur les conditions dans lesquelles a été pris le décret n° 51-1214 du 20 octobre 1951, relevant le montant de la taxe intérieure sur les carburants, ainsi que sur ses répercussions sur le plan économique, social et financier; 3° Mme Rose Guérin sur les conditions dans lesquelles, par décret, le Gouvernement a relevé le prix de vente de l'essence et sur les conséquences graves de cette mesure, p. 7663. — Demande d'interpellation de M. Cogniot sur le refus délibéré du Gouvernement d'appliquer le statut de la fonction publique (loi Maurice Thorez) et d'accorder aux fonctionnaires leurs légitimes revendications de traitements, ainsi que sur son attitude répressive à l'égard de la grève des examens, p. 7663. — Nouveau libellé: « Interpellation sur la politique financière du Gouvernement et notamment sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue d'appliquer la loi du 19 octobre 1946 portant statut de la fonction publique », p. 7720. — Demande d'interpellation de M. Caillet sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour sauvegarder les droits des travailleurs menacés par la fermeture imminente de certaines entreprises industrielles de la banlieue parisienne, consécutive à l'absence de politique économique du ministère, p. 7860, et discussion desdites interpellations, p. 7861. — Motion de censure de Mme Rose Guérin et M. Pronteau, p. 7862; suite de la discussion, p. 7864, 7873; discussion de la motion, p. 8146, et rejet au scrutin, p. 8163; suite de la discussion des interpellations, p. 8149, 8167; ordres du jour de: 1° Mme Rose Guérin; 2° M. Soustelle; 3° M. Jacques Duclos, p. 8196; 4° M. Mitterrand, p. 8197; suite de la discussion, p. 8206; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Mitterrand, p. 8212.

185. — *Politique monétaire du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Estradère sur la politique monétaire du Gouvernement et le danger de dévaluation qui pourrait en résulter, et renvoi au scrutin de la fixation de la date, p. 7283.

186. — *Approvisionnement en charbon de la région parisienne.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Paul Palewski sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'approvisionnement en charbon de la région parisienne, p. 6340.

187. — *Emprunts brésiliens en France.* — Demande d'interpellation de M. Joseph Denais sur les scandaleux abandons des droits des Français porteurs de divers emprunts brésiliens au cours des négociations poursuivies pour la conclusion d'un traité de commerce avec le Brésil, p. 6310.

188. — *Insuffisance de création de classes primaires dans plusieurs localités de la Cote-d'Or.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Meunier sur la situation angoissante qui résulte de l'insuffisance des créations de classes prévues pour la rentrée d'octobre à Dijon et dans plusieurs localités de la Côte-d'Or, en ce qui concerne particulièrement les cours complémentaires, les écoles maternelles et, d'une manière générale, l'enseignement primaire, p. 6340.

189. — *Incidents à l'usine Vincent Frères-Hagueneau.* — Demande d'interpellation de M. Meck sur les incidents regrettables qui se sont produits lors de l'évacuation des grévistes de l'usine Vincent Frères-Hagueneau, p. 6310.

190. — *Situation au Maroc.* — Demande d'interpellation de M. Pierrard sur: 1° la situation actuelle au Maroc, notamment dans la région du Tadla, où règne depuis plusieurs mois un véritable climat de terreur à la suite d'opérations militaires prenant le caractère d'une expédition punitive à l'encontre du mouvement national marocain; 2° les conditions dans lesquelles ont été arrêtés et torturés plusieurs dirigeants du parti communiste marocain et du parti de l'Istiqlal; 3° les conditions dans lesquelles le Gouvernement français vient de conclure avec le gouvernement américain un accord portant cession de bases aériennes au Maroc, trafiquant ainsi de territoires qui ne lui appartiennent nullement; 4° la relation existant entre l'accroissement de la répression au Maroc et le développement des préparatifs de guerre sur le sol marocain, p. 6368.

191. — *Incidents contre des librairies.* — Demande d'interpellation de M. Estradère sur les attentats successivement perpétrés contre les sièges d'organisations démocratiques et contre des librairies françaises, notamment les 4, 13 et 15 août dans les 3e, 4e, 5e, 6e 12e et 14e arrondissements de Paris, attentats qui ne peuvent se dérouler ainsi qu'avec la complicité évidente des pouvoirs publics, et qui sont une atteinte aux libertés démocratiques en même temps qu'ils mettent en danger la sécurité des citoyens, p. 6368.

192. — *Grève au centre administratif et technique de Marseille.* — Demande d'interpellation de M. Cristofol sur les conditions dans lesquelles soixante-dix ouvriers et techniciens du centre administratif et technique interdépartemental de Marseille ont été licenciés par le secrétaire général de cet organisme, à la suite d'une grève d'avertissement d'une heure, le 31 mai dernier, p. 6368.

193. — *Traité de paix avec le Japon et projet d'armée européenne.* — Demande d'interpellation de M. Palewski sur la politique étrangère du Gouvernement, notamment en ce qui concerne le traité de paix avec le Japon et le projet d'armée européenne, p. 6368, 6543.

194. — *Remise de locaux destinés à des colonies de vacances à la disposition de l'autorité militaire.* — Demande d'interpellation de Mlle Marzin sur les mesures que le Gouvernement a prises récemment et qui tendent, d'une part, à empêcher le fonctionnement normal des colonies de vacances et, d'autre part, à remettre les locaux desdites colonies à la disposition de l'autorité militaire, p. 6368.

195. — *Incidents à l'usine Vincent-Frères à Hagueneau.* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt sur les faits scandaleux qui se sont produits aux usines Vincent frères, à Hagueneau, où les grévistes furent évacués à l'aide de gaz lacrymogène et où furent blessés gravement des ouvriers dont l'état a nécessité une hospitalisation de plusieurs semaines, p. 6368.

196. — *Régie autonome des transports parisiens.* — Demande d'interpellation de M. Edouard Depreux sur le statut et les conditions de fonctionnement de la régie autonome des transports parisiens, p. 6388.

197. — *Hausse du coût de la vie dans les départements d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Valentino sur la politique que le Gouvernement compte suivre à l'égard des départements créés par la loi du 19 mars 1946 qu'une centralisation excessive a livrés à l'indifférence de bureaux qui n'ont pas su y enrayer la hausse du coût de la vie et l'aggravation corrélative des conditions de vie des habitants, p. 6433.

198. — *Application de l'aide temporaire à l'industrie cinématographique.* — Demande d'interpellation de M. Desson sur le maintien de l'arrêté du 8 août 1951 concernant l'application de l'aide temporaire à l'industrie cinématographique, mesure réduisant dans des proportions importantes et avec effet rétroactif le montant des allocations attribuées aux producteurs de films sur le fonds d'aide, au risque de compromettre définitivement la réalisation de films de classe internationale, p. 6505

199. — *Mesures envers les économiquement faibles, les vieux travailleurs et les rentiers viagers.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en faveur des économiquement faibles, des vieux travailleurs, des rentiers viagers, dont la situation devient dramatique du fait de l'augmentation des prix et notamment du prix du pain, p. 6505.

200. — *Prix du blé et importations et exportations de produits agricoles.* — Demande d'interpellation de M. Kauffmann sur la fixation du prix du blé ainsi que sur la politique que le Gouvernement entend pratiquer en matière d'importations et d'exportations de produits agricoles, p. 6505.

201. — *Politique viticole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur la politique viticole du Gouvernement, tout particulièrement sur les mesures qu'il compte prendre à la veille des vendanges de 1951 pour respecter en matière de blocage des vins, d'échelonnement de la récolte et des prestations d'alcool vinique, les droits des moyens et petits viticulteurs vivant de leur exploitation prévue par le statut viticole, p. 6533.

202. — *Catastrophe du chemin de fer de Sanry-sur-Mied.* — Demande d'interpellation de M. Muller sur les circonstances dans lesquelles s'est produite la catastrophe du chemin de fer de Sanry-sur-Nied, qui a coûté la vie à de nombreuses personnes, p. 6533.

203. — *Politique économique et sociale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Linet sur la politique économique et sociale du Gouvernement et notamment sur: *a*) la fixation à 23.600 F du salaire minimum garanti; *b*) l'échelle mobile des salaires; *c*) la suppression des abattements de zones; *d*) l'augmentation des salaires des ouvriers agricoles, p. 6576.

204. — *Licenciement d'un agent technique de l'arsenal de Lorient.* — Demande d'interpellation de M. Guiguen sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement maintient la sanction arbitraire et illégale prise à l'encontre d'un agent technique de l'arsenal de Lorient, licencié le 1er août 1951 par décision du secrétaire d'Etat à la marine, p. 6710.

205. — *Politique économique et sociale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Roger Linet sur la politique économique et sociale du Gouvernement et notamment sur les mesures qu'il compte prendre pour: 1° la fixation à 23.600 F du salaire minimum garanti ainsi que l'établissement de la parité entre les salaires des ouvriers agricoles et ceux de l'industrie; 2° l'établissement de l'échelle mobile des salaires, traitements et pensions; 3° la suppression des abattements de zone et demande de fixation de la date, p. 6719. — Demande d'interpellation de M. Roger Linet, sur les décisions du Gouvernement concernant le salaire minimum interprofessionnel garanti et la prime de transport et sur sa politique concernant l'échelle mobile et les abattements de zones, p. 7314.

206. — *Situation des vieux travailleurs et des économiquement faibles.* — Demande d'interpellation de M. Besset, sur la situation tragique des vieux, titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et de l'allocation aux économiquement faibles, p. 7314.

207. — *Politique économique et sociale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Cristofol, sur les décisions que le Gouvernement compte prendre pour: 1° faire bénéficier, sans délai, les travailleurs de la fonction publique et des services publics du salaire minimum garanti; 2° procéder à la fixation du minimum vital par référence au budget matières, établi par la fonction publique en 1947; 3° appliquer le statut des fonctionnaires, notamment les dispositions du titre III, relatif aux 120 p. 100 du minimum vital et à la hiérarchie des traitements; 4° faire bénéficier les retraités des dispositions qui précèdent par une péréquation effective des retraites, p. 7314.

208. — *Application du salaire minimum aux ouvriers agricoles.* — Demande d'interpellation de M. Renard, sur la situation des ouvriers agricoles et sur la nécessité d'appliquer à ceux-ci le salaire minimum national interprofessionnel garanti dans les mêmes conditions qu'aux travailleurs des professions industrielles et commerciales, p. 7311.

209. — *Incidents à Fort-de-France.* — Demande d'interpellation de M. Bissol sur les violences inqualifiables et injustifiées exercées par les gendarmes et C. R. S. sur la population de Fort-de-France, venue accueillir les seize travailleurs de Basse-Pointe, libérés par les assises de Bordeaux, à leur débarquement à Fort-de-France le 12 septembre 1951, p. 7377.

210. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Gaston Palewski, sur la position prise par nos négociateurs dans les conférences internationales, position qui tend à placer le Parlement et le pays devant des faits accomplis contraires à leur volonté, p. 7403.

211. — *Accord à Washington concernant l'armement de l'Allemagne de l'Ouest.* — Demande d'interpellation de: 1° M. Kriegel-Valrimont, sur l'accord donné à Washington au nom du Gouvernement à des mesures d'armement accéléré de l'Allemagne de l'Ouest; 2° M. de Chambrun, sur les nouveaux abandons que le Gouvernement a consentis aux dépens de la sécurité de la France en souscrivant à Washington un accord à trois qui a pour but d'accélérer le réarmement de l'Allemagne, p. 7403.

212. — *Droits à dommages de guerre des sinistrés.* — Demande d'interpellation de M. Triboulet, sur la prétendue politique d'austérité exercée contre les droits à dommages de guerre des sinistrés et, notamment, sur l'insuffisance actuelle des coefficients d'adaptation départementaux qui fait échouer la plupart des adjudications, p. 7450.

213. — *Mesures contre l'auteur d'un appel au sabotage.* — Demande d'interpellation de M. Paquet sur les mesures que compte prendre M. le ministre de la défense nationale à l'égard de l'auteur d'un appel au sabotage et à la trahison, paru dans *l'Humanité* du 11 septembre 1951, et si, notamment, il n'entend pas demander l'ouverture d'une information judiciaire, p. 7506.

214. — *Maintien du contrôle polyvalent.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont, sur les raisons pour lesquelles le contrôle polyvalent se trouve maintenu, alors que, lors de la discussion du budget, l'Assemblée nationale a exprimé par deux fois sa volonté de le voir disparaître, p. 7618.

215. — *Evénements d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Malleret-Joinville, sur les conditions dans lesquelles le général de Lattre de Tassigny s'est rendu aux Etats-Unis pour rendre compte à un gouvernement étranger, à des parlementaires étrangers, à des chefs militaires étrangers, de l'état des troupes françaises en Indochine et sur le fait que cet officier général, tout en reconnaissant que la guerre contre le Viet-Nam ne correspond à aucun intérêt français, ait néanmoins demandé aux Etats-Unis les moyens de la poursuivre, mettant ainsi en cause l'existence de ce qui reste du corps expéditionnaire et de l'autonomie de notre appareil militaire, cela au mépris des intérêts et de l'honneur de l'armée et de la nation françaises, p. 7618.

216. — *Dépôt de bombes incendiaires aux anciennes usines Matford à Bordeaux.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy, sur: 1° les conditions dans lesquelles, le 18 septembre dernier, dans un des quartiers les plus populeux de Bordeaux, Bacalan, un dépôt de bombes incendiaires a été constitué par des soldats américains, aux anciennes usines Matford; 2° les accords internationaux en vertu desquels le Gouvernement a accepté l'installation de ce dépôt de bombes de guerre par une puissance militaire étrangère, dépôt constituant un danger permanent pour la ville de Bordeaux, et pour ce quartier plus particulièrement, déjà fortement éprouvé lors du bombardement du 17 mai 1943 par des bombardiers américains (200 morts), p. 7662.

217. — *Politique du Gouvernement en ce qui concerne le réarmement de l'Allemagne.* — Demande d'interpellation de M. Aumeran, sur la politique qui se dégage des dernières conférences internationales quant au réarmement de l'Allemagne, étant donné le danger que représente pour la paix ce réarmement qu'il se fasse sous le camouflage de l'armée européenne ou sous la forme d'une armée nationale à laquelle on aboutirait en définitive, l'intérêt de tous les peuples du monde, et des Allemands en particulier, exigeant que ceux-ci ne retrouvent jamais le goût de la puissance militaire, p. 7662.

218. — *Noyade de trois soldats lors d'exercices militaires.* — Demande d'interpellation de M. Tourné, sur: 1° la terrible noyade, qui a coûté la vie à trois jeunes soldats, l'ordre leur ayant été donné de traverser une rivière en crue; 2° les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à tous ces exercices militaires en temps de paix, qui mettent périodiquement en danger la vie de nos soldats, p. 7662.

219. — *Bourses d'études à des élèves inscrits dans des cours complémentaires.* — Demande d'interpellation de M. Binot, sur les motifs qui font refuser au Gouvernement des bourses d'études à des élèves de condition très modeste, inscrits dans des cours complémentaires publics et qui ont satisfait à l'examen, ce refus étant motivé par l'insuffisance de crédits, cependant que le même Gouvernement a fait voter le 21 septembre 1951, par le Parlement, un texte portant extension des bourses nationales de l'enseignement du second degré à des élèves inscrits dans des établissements privés et a su dégager les crédits nécessaires au financement de cette loi, p. 7662.

220. — *Liberté d'un ancien waffen S. S. condamné à mort par contumace.* — Demande d'interpellation de M. Cristofol, sur le fait intolérable que François Carbone, le gangster bien connu, ancien waffen S. S., tueur au service du P. P. F., condamné à mort par contumace, bénéficie de la bienveillance du président du tribunal militaire de Marseille, des chefs de la police et peut, grâce à cela, se promener libre et narguer la population marseillaise qui a tant souffert de la trahison des vichystes et de l'occupation nazie, p. 7662.

221. — *Revendications du personnel enseignant.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Garet, sur la réponse définitive que le Gouvernement entend donner aux revendications actuelles du personnel enseignant, et sur les mesures qu'il compte prendre, en tout état de cause, pour mettre fin d'urgence à une situation qui cause les plus grands ennuis et le plus grave préjudice à un nombre considérable de jeunes filles et de jeunes gens et à leurs familles, p. 7662.

222. — *Mesures prises en faveur des personnes âgées en ce qui concerne le coût de la vie.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Garet, sur les mesures qu'en présence d'une augmentation nouvelle du coût de la vie, le Gouvernement compte prendre d'urgence en faveur des personnes âgées, petits rentiers, vieux travailleurs, économiquement faibles, déjà durement atteints, et qui sont encore les principales victimes des hausses actuelles, p. 7662.

223. — *Fixation du prix du lait et de la betterave.* — Demande d'interpellation de M. Kauffmann, sur la fixation du prix du lait et de la betterave à un taux accordant aux producteurs une rémunération inférieure à celle de 1950, compte tenu des hausses successives intervenues dans les frais de production au cours de l'année 1951, p. 7662.

224. — *Nouvelles hausses de prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet, sur la politique économique et agricole du Gouvernement, notamment sur les conséquences dangereuses pour l'agriculture française des nouvelles hausses de prix s'appliquant aux engrais, à l'outillage agricole, au carburant et à l'ensemble des produits industriels nécessaires à l'agriculture, p. 7663.

225. — *Disparition des rubaniers à domicile de la Loire et de la Haute-Loire.* — Demande d'interpellation de M. Patinaud sur les raisons qui ont amené le Gouvernement, par l'arrêté du ministre du travail en date du 27 septembre, à organiser la disparition des rubaniers à domicile de la Loire et de la Haute-Loire, et sur les mesures qu'il entend prendre pour abroger d'urgence cet arrêté, p. 7663.

226. — *Incidents du Maroc.* — Demande d'interpellation de M. Pronteau sur les graves événements qui viennent de se dérouler au Maroc, où l'on compte 5 morts, dont un enfant, et au moins 70 blessés, et sur les propos du résident général annonçant une aggravation de la politique répressive qui frappe le peuple marocain, p. 7663.

227. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos sur les suites que comporte le programme de politique extérieure exposé à Tarbes par le Président de la République, notamment en ce qui concerne les problèmes de l'indépendance nationale, p. 7663.

228. — *Insécurité des cheminots de Paris-Tolbiac.* — Demande d'interpellation de M. Marty sur l'insécurité dont sont victimes les cheminots de Paris-Tolbiac, en raison de la compression des effectifs, insécurité qui fait chaque jour un accident, dont deux mortels, en deux semaines, au service des manœuvres, ainsi que des intoxications graves aux halles mécanisées, p. 7663.

229. — *Situation des instituteurs et institutrices suppléants non encore titularisés.* — Demande d'interpellation de M. Cogniot sur la situation qui est faite, par une flagrante violation de la loi du 8 mai 1951, aux 1.258 institutrices suppléantes, aux 147 institutrices placées sous le régime de la loi Roustan et aux 561 suppléants qui, dans le seul département de la Seine, devraient être titularisés à compter du 1er octobre 1951 et qui, dans leur quasi-totalité, faute de crédits pour appliquer la loi, seront obligés de se contenter d'un traitement fixe de 7.456 francs par mois, p. 7663.

230. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Quilici sur: 1° la date à laquelle M. le ministre des affaires étrangères a obtenu l'agrément du Parlement pour les réformes au Maroc et en Tunisie qu'il vient d'annoncer au cours d'une réunion électorale en Ille-et-Vilaine, sur la nature et l'étendue de ces réformes; 2° les mesures par lesquelles il compte faire face à une agitation panarabe qui tend à expulser la France d'Afrique du Nord et à miner le flanc Sud du dispositif de défense Atlantique; 3° notre politique extérieure dont le premier devoir est d'assurer la sécurité de la France, la protection des Français d'outre-mer et la sauvegarde de nos positions dans le monde, p. 7663; nouveau libellé: demande d'interpellation sur la politique extérieure du Gouvernement, p. 7803.

231. — *Retrait, sur l'ordre du préfet de police, avant le vernissage du Salon d'automne, d'un certain nombre de tableaux.* — Demande d'interpellation de M. Cogniot sur l'intervention scandaleuse et sans précédent des autorités de police dans la vie culturelle et artistique, et en particulier sur l'ordre arbitraire donné par le préfet de police de Paris, quelques heures à peine avant le vernissage du Salon d'automne, à la date de ce jour, de retirer un certain nombre de tableaux dûment acceptés par le jury du Salon et déjà mis en place, p. 7719.

232. — *Crise du logement.* — Demande d'interpellation de M. Couinaud sur: 1° la grave crise du logement, qui sévit dans toute la France, et particulièrement dans les grandes agglomérations et les campagnes; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin dans ce domaine à une situation qui constitue la plus grave des menaces pour l'équilibre social et l'avenir du pays, p. 7720.

233. — *Application de l'article 5 de la loi sur les réparations des dommages de guerre et la construction.* — Demande d'interpellation de M. René Schmitt sur les raisons pour lesquelles les dispositions de l'article 5 de la loi n° 51-650 relative au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951 (réparations des dommages de guerre et construction) du 24 mai 1951 ne sont pas encore mises en application, p. 7720.

234. — *Situation des étudiants en raison du coût de la vie.* — Demande d'interpellation de M. Doutrellot sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour remédier aux difficultés croissantes qu'impose aux étudiants la hausse accélérée des prix, p. 7720.

235. — *Diminution du pouvoir d'achat des denrées agricoles, par rapport aux produits industriels.* — Demande d'interpellation de M. Pelleray sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter la diminution constante du pouvoir d'achat des denrées agricoles, par rapport aux produits industriels, p. 7870.

236. — *Hausse du prix de l'essence.* — Demande d'interpellation de M. Paquet sur la hausse du prix de l'essence et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter, dans l'avenir, que le pays supporte une fiscalité abusive et nuisible à son économie, p. 7932.

237. — *Prix du lait à la production.* — Demande d'interpellation de M. Robert Manceau sur la politique du Gouvernement en matière de prix du lait à la production, qui vient d'être fixé par l'arrêté du 20 octobre 1951, p. 7932.

238. — *Arrestation du vice-président de la fédération syndicale mondiale au Bourget.* — Demande d'interpellation de M. d'Astier de La Vigerie, sur les conditions dans lesquelles M. Lazaro Pena, député au Parlement, secrétaire général des syndicats de Cuba, vice-président de la fédération syndicale mondiale, a été arrêté par la police française à l'aéroport du Bourget, et refoulé vers Amsterdam alors qu'il se rendait au bureau exécutif de la fédération syndicale mondiale, dont la session s'ouvre le 13 novembre à Berlin. M. Lazaro Pena se trouvait déjà dans l'autocar qui conduit les voyageurs en transit à la gare des Invalides, p. 7932.

239. — *Fermeture d'entreprises cinématographiques.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. d'Astier de La Vigerie, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre devant la fermeture d'importantes entreprises cinématographiques et les tentatives de mainmise de firmes étrangères sur nos studios qui entraînent une crise très grave d'une de nos principales industries nationales; 2° M. Fernand Grenier, sur la situation dramatique du cinéma français et, en particulier, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour empêcher la fermeture des studios de Joinville-le-Pont, p. 8013.

240. — *Taux de blutage et prix du pain.* — Demande d'interpellation de M. Castera, sur les mesures que le Gouvernement a prises portant à 81 p. 100 le taux de blutage, diminuant ainsi la qualité du pain, après une importante augmentation de son prix et sur la nécessité de revenir au taux de blutage antérieur et à un prix normal du pain, p. 8013.

241. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Léon Noël, sur les méthodes que le Gouvernement applique en politique extérieure et sur les conditions d'exercice du contrôle parlementaire dans ce domaine, p. 8013.

242. — *Production de l'énergie par les centrales hydroélectriques.* — Demande d'interpellation de M. Goudoux, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer le travail aux ouvriers, cadres et techniciens qui vont se trouver sans emploi avec l'achèvement des chantiers de barrages et d'usines hydroélectriques de la région du Massif central et plus généralement sur la politique qu'il entend suivre dans le domaine de la production de l'énergie par les centrales hydroélectriques, p. 8059.

243. — *Événements d'Egypte.* — Demande d'interpellation de M. Giovoni, sur la politique du Gouvernement qui, au cours des événements récents dont l'Egypte a été le théâtre a pris une position défavorable à la lutte du peuple égyptien pour son indépendance et sa liberté, p. 8059.

244. — *Chapelle du Mont-Valérien.* — Demande d'interpellation de Mme Mathilde Gabriel-Péri sur la profanation de la chapelle du Mont-Valérien, dans laquelle furent parqués les résistants dans l'attente de la mort, p. 8143.

245. — *Empêchement de la parution de* La Marseillaise. — Demande d'interpellation de M. Cristofol, sur l'empêchement illégal par la police de la parution de *La Marseillaise* et l'atteinte portée à la liberté d'expression, p. 8206.

246. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Lalle, sur la politique agricole du Gouvernement dans le domaine économique et social ainsi que sur les investissements destinés à l'équipement rural, p. 8206.

247. — *Événements d'Egypte.* — Demande d'interpellation de M. André Marty, sur la position du Gouvernement à l'égard de l'Egypte et plus particulièrement sur les raisons pour lesquelles, contrairement à l'esprit de la Constitution, il s'est déclaré solidaire du gouvernement britannique qui emploie ses forces militaires contre la liberté du peuple égyptien, p. 8206.

248. — *Allocation scolaire. — Non-publication du décret d'application de la loi.* — Demande d'interpellation de M. Soustelle sur les raisons pour lesquelles le décret d'application de la loi du 28 septembre 1951, instituant une allocation scolaire, n'a pas encore été promugué, bien que cette loi elle-même ait fixé un délai d'un mois pour cette promulgation, p. 8259.

249. — *Aide aux victimes des inondations.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour aider et indemniser les victimes des inondations, p. 8453.

250. — *Perquisition dans les locaux de l'imprimerie S. N. E. P.* — Demande d'interpellation de M. d'Astier de La Vigerie sur les conditions dans lesquelles s'est déroulée, le 21 novembre 1951, dans les locaux de l'imprimerie S. N. E. P. Poissonnière, une opération policière qui constituait une violation de domicile, et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre désormais pour faire respecter la légalité républicaine, p. 8519.

251. — *Accords commerciaux franco-espagnols sur l'économie algérienne.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Ribère sur les incidences des récents accords commerciaux franco-espagnols sur l'économie algérienne, et les remèdes qu'il conviendrait d'apporter à la politique d'étouffement économique que l'on semble suivre vis-à-vis de l'Algérie, p. 8519.

252. — *Incidents au siège du parti communiste à Marseille.* — Demande d'interpellation de M. Cristofol sur l'attentat fasciste commis contre le siège de la section du 1er arrondissement de Marseille du parti communiste français, rue Saint-Saëns, par des soldats du corps expéditionnaire de Corée, commandés par leurs officiers; sur le fait que, quoique alertée, la police n'est pas intervenue et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour établir les responsabilités et envisager les sanctions qui s'imposent, p. 8599.

253. — *Politique d'exportation en matière de produits sidérurgiques.* — Demande d'interpellation de M. Chamant sur la façon dont le Gouvernement entend concilier la nécessité affirmée de promouvoir une politique d'exportation, notamment en matière de produits sidérurgiques, avec une réglementation administrative qui va à l'encontre de cette politique, p. 8712.

254. — *Affaire de Récy.* — Demande d'interpellation de M. Hutin-Desgrées sur le cas de M. de Récy, sur les conditions de sa détention et sur les lenteurs d'une affaire dont s'inquiète l'opinion publique, p. 8746.

255 — *Avance de la date des grandes vacances scolaires.* — Demande d'interpellation de M. Paul Coste-Floret sur les projets du Gouvernement d'avancer la date des grandes vacances scolaires, qui aboutiraient en fait à rendre impossible l'organisation rationnelle de l'enseignement, et serviraient uniquement des intérêts particuliers sans aucun rapport même lointain avec l'intérêt des élèves, p. 8746.

256. — *Association dite « Mouvement européen ».* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur: 1° la politique du Gouvernement envers l'activité terroriste des groupes fascistes en général et envers l'association dite « Mouvement européen » en particulier; 2° sur les mesures qu'il compte prendre à l'égard du dirigeant du « Mouvement européen », le traître hitlérien Bardèche, dont les deux domiciles connus, 13, rue du Bouloi, à Paris, et villa « Les Papyrus », à Cannet-Plage (Alpes-Maritimes) se trouvent au centre des deux régions où ont eu lieu depuis plusieurs mois les attentats les plus nombreux; 3° sur les renseignements dont il dispose au sujet de l'activité déployée dans le « Mouvement européen » par deux députés, p. 8823.

257. — *Elections législatives.* — Demande d'interpellation de M. de Benouville, sur les raisons pour lesquelles le vice-président du conseil, chargé de la défense nationale, le ministre des affaires étrangères, le secrétaire d'Etat à l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'information sont intervenus dans un département où des élections allaient se dérouler et ont transformé ainsi, pour la première fois depuis Napoléon III, la candidature du délégué de la troisième force en candidature ministérielle, p. 8924.

258. — *Fermeture des mines de la Taupe.* — Demande d'interpellation de M. Barrot, sur la fermeture des mines de la Taupe et en général sur la politique que le Gouvernement compte suivre pour assurer la déconcentration industrielle et permettre à des régions économiquement faibles de subsister, p. 8924.

259. — *Interdiction de réunion au Vélodrome d'Hiver le 8 décembre* 1951. — Demande d'interpellation de M. André Marty sur: 1° la violation du droit de réunion et la mesure raciste que constitue l'interdiction, par le Gouvernement, de la réception organisée le 8 décembre 1951, au Vélodrome d'Hiver, par les représentants de l'U. D. M. A., du M. T. L. D., des Oulémas, des étudiants et scouts musulmans et diverses personnalités politiques et syndicales; 2° le caractère profondément discourtois que représente cette mesure à l'égard des délégations à l'O. N. U. des pays du Moyen-Orient, hôtes de la France, en l'honneur desquelles était organisée cette réception, p. 8999.

260. — *Renouvellement du Grand Conseil de Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Fouchet, sur les raisons pour lesquelles, il n'a pas été pourvu au renouvellement du Grand Conseil de Tunisie, p. 9078.

261. — *Sanction de déplacement d'un élève maître de 4e année de l'école normale de Rouen.* — Demande d'interpellation de M. Pierrard, sur la sanction de déplacement qui vient d'être appliquée à un élève maître de 4e année de l'école normale d'instituteurs de Rouen, établissement dans lequel la presse et la littérature

progressistes, ainsi que certains livres classiques, paraissent être interdits ou suspectés, tandis que des journaux et revues antillaïques et la publication financée par une puissance étrangère « Rapports France-Etats-Unis » jouissent d'une diffusion officielle, p. 9078.

262 — *Reconstruction de l'écluse Trystram au port de Dunkerque.* — Demande d'interpellation de M. Pierrard, sur les raisons qui retardent, en dépit des promesses ministérielles répétées, la demande d'avance du Trésor destinée à la reconstruction immédiate de l'écluse Trystram au port de Dunkerque et à la commande de la quatrième porte de l'écluse Watier du même établissement maritime, p. 9078.

263. — *Equipement et production agricole.* — Demande d'interpellation de M. Laborbe sur la politique du Gouvernement en matière d'équipement et de production agricole devant permettre la réalisation du pool vert, p. 9121.

264. — *Saisie des barques et filets à des marins pêcheurs saisonniers et à la part des Pyrénées-Orientales.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur: 1° les mesures scandaleuses et illégales de saisie de barques et filets que le Gouvernement vient de prendre à l'encontre des marins pêcheurs saisonniers et à la part des Pyrénées-Orientales; 2° ce qu'il compte faire pour assimiler désormais les marins pêcheurs à la part de simples ouvriers artisans de la mer qu'ils sont, et non plus à des industriels comme le veulent les services du ministères des finances, p. 9200.

265. — *Incidents au large des côtes de l'Atlantique.* — Demande d'interpellation de M. Max Brusset, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter le retour d'incidents comme ceux qui se sont produits récemment au large des côtes de l'Atlantique de la part de bateaux espagnols et dont ont été victimes des chalutiers rochelais, p. 9268.

266. — *Autorisation de créer un ministère de la guerre de l'Allemagne occidentale.* — Demande d'interpellation de M. François Billoux, sur l'autorisation donnée au chancelier Adenauer de créer un ministère de la guerre de l'Allemagne occidentale, et les dangers que représente un tel acte pour la paix et la sécurité de la France, p. 9268.

267. — *Position du Gouvernement à l'égard de la Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Savary, sur les conditions dans lesquelles se sont engagées et poursuivies les conversations avec le gouvernement tunisien, notamment sur la position du gouvernement français au cours de ces conversations et sur les termes de la lettre du ministère des affaires étrangères du gouvernement français, en date du 15 décembre 1951, qui marquent un recul par rapport à la déclaration du 17 août 1950, p. 9354.

268. — *Interdiction d'accès à l'arsenal de Lorient.* — Demande d'interpellation de M. Guiguen, sur l'interdiction faite à un député français d'entrer, le lundi 17 décembre 1951, à l'arsenal de Lorient alors que la demande lui avait été adressée par les trois syndicats groupant le personnel et que, quelques jours auparavant, des militaires étrangers étaient autorisés à y circuler et à y prendre des photographies des installations de la base sous-marine, et sur les raisons qui, en violation de l'article 402 des consignes du port, ont également interdit, le même jour, l'accès de l'arsenal au maire de Lorient, p. 9354.

269. — *Fermeture du puits de mine de la Taupe (Haute-Loire).* — Demande d'interpellation de M. Pierre Besset sur les conséquences qu'entraînerait, pour la population du bassin minier de Brassac-les-Mines (Puy-de-Dôme), la fermeture du puits de mine de la Taupe (Haute-Loire) et sur la situation créée par la démission d'un certain nombre de municipalités qui protestent contre la fermeture de ce puits, p. 9502.

270. — *Expulsion de la fédération communiste de l'Hérault à Montpellier.* — Demande d'interpellation de M. Roucaute sur l'expulsion par la force, le mercredi 19 décembre 1951, avec le concours de plusieurs centaines de policiers et de C. R. S. de la fédération communiste de l'Hérault des locaux qu'elle occupait à Montpellier et l'installation à sa place d'un ancien vichyssois et collaborateur, p. 9598.

271. — *Fixation du prix du tabac.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur la position du Gouvernement concernant la fixation du prix du tabac, p. 9784.

272. — *Grève des transports aériens d'Air France.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Noël sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la grève affectant les transports aériens d'Air France en donnant satisfaction aux légitimes revendications du personnel navigant, notamment en ce qui concerne l'application immédiate de leur statut, p. 9858.

273. — *Politique du Gouvernement à l'égard de la création du nouvel état de Libye.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Dronne sur la politique suivie par le Gouvernement à l'égard de la création du nouvel état de Libye et sur les mesures qu'il a prises afin de sauvegarder, d'une part, les intérêts français au Fezzan et dans les oasis de Chât et de Ghadamès et, d'autre part, l'intégralité de l'Afrique du Nord française, p. 10089.

274. — *Ecartèlement des Lieux Saints.* — Demande d'interpellation de M. Grousseaud sur les dilligences passées du Gouvernement et sa politique actuelle en présence de l'écartèlement des Lieux Saints, p. 10089.

275. — *Incidents en Charente-Maritime.* — Demande d'interpellation de M. Gosnat sur: 1° les incidents dramatiques survenus les 22, 23 et 24 décembre dernier en Charente-Maritime par le fait de militaires appartenant aux troupes américaines stationnées dans ce département: deux Français y trouvèrent la mort et plusieurs autres sont grièvement blessés; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre afin que les coupables soient « soumis à la loi française, poursuivis et sanctionnés conformément aux textes en vigueur »; 3° les mesures que le Gouvernement compte prendre afin que les familles des disparus, ainsi que les blessés reçoivent une juste réparation, et pour empêcher le retour de pareils incidents, p. 10191.

Invalides — V. *Institution nationale des invalides. — Pêche fluviale. — Pensions et retraites (anciens combattants). — Radiodiffusion française.*

Iode (industrie de l'). — V. *Commerce et industrie (industries diverses).*

Irrigation. — V. *Canaux d'irrigation.*

Italie. — V. *Conventions internationales. — Interpellations n°s* 60, 96, 181. — *Questions orales (Conseil de la République), n°* 134.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Devinat tendant à adresser à la nation italienne le témoignage de la sympathie de l'Assemblée nationale à l'occasion du récent désastre causé par les inondations, p. 8223 (Document n° 1634).

J

Japon. — V. *Conventions internationales (traité de paix). — Interpellation n°* 193.

Jardins ouvriers. — V. *Agriculture.*

Jean-Baptiste de La Salle. — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives.*

Jeunesse. — V. Presse.

Jeux.

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission d'examen des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux dans les casinos: nomination de membres par diverses commissions, p. 6223.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux, p. 2090. — Désignation de candidatures, p. 2201. — Nomination de membres, p. 2215.

Jeux olympiques de 1952.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (éducation nationale), p. 8028 (Document n° 1526). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 9096 (Document n° 1967). — Adoption, p. 9188.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3300 (Document n° 859).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bordeneuve tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour la préparation et la participation de la France aux jeux olympiques de 1952 un crédit de 100 millions de francs, p. 2076 (Document n° 581) (*rectificatif*, p 2093). — Lecture du rapport par M. Bordeneuve, et discussion, p. 2105; adoption de la proposition de résolution, p. 2106.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vigier tendant à inviter le Gouvernement à débloquer d'urgence un crédit de 135 millions pour la préparation des jeux olympiques qui se tiendront respectivement en Norvège et en Finlande au cours de l'année 1952, p. 7404 (Document n° 1132). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à procéder au mandatement immédiat d'une avance de 100 millions de francs, en attendant que soient votés les crédits du budget de 1952, afin d'assurer dès maintenant la préparation des athlètes sélectionnés aux prochains jeux olympiques, p. 7562 (Document n° 1173). — Dépôt du rapport par M. Raingeard, p. 7637 (Document n° 1214).

Journaux. — V. *Interpellations n°s* 213, 245, 250, 261. — *Postes, télégraphes et téléphones (tarifs). — Papiers de presse. — Presse. — Questions orales (Assemblée nationale), n°* 134.

Journaux officiels. — V. *Budget de* 1951.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kuehn tendant à inviter le Gouvernement à faire paraître à l'édition Lois et Décrets du *Journal officiel* les références des travaux parlementaires préalables à l'adoption de chaque loi, p. 2712 (Document n° 12684). — Dépôt du rapport par M. René Kuehn, p. 4005 (Document n° 12954). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4752.

Jours fériés. — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives. — Fêtes légales.*

Juges et justices de paix. — V. *Algérie (organisation judiciaire). — Code du travail (conseils de prud'hommes).*

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Minjoz relative à la modification de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1905 concernant la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail (nos 10199, 11630), après modification du titre: « *Proposition de loi relative à la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail* », p. 584.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 387 (Document n° 83). — Adoption d'une résolution demandant à l'Assemblée nationale de prolonger le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 1050.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 3075 (Document n° 12756); adoption, p. 3244.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1082. — Dépôt du rapport sur la proposition de loi par M. Delalande, p. 1354 (Document n° 306). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1378.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4397 (Document n° 13034). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5000 (Document n° 13185). — Discussion, p 5705; adoption de la proposition de loi, avec modifications, p. 5706 (*rectificatif*, p. 5866) (*Loi n° 51-678 du 24 mai 1951, J. O. du 1er juin 1951*).

Assemblée nationale. Dépôt d'un projet de loi relatif à l'avancement des juges de paix et des suppléants rétribués de juge de paix, p. 7635 (Document n° 1207). — Dépôt du rapport par M. Garet, p. 9174 (Document n° 1979).

Assemblée nationale — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1947 relative à l'organisation des justices de paix, p. 7804 (Document n° 1437). — Dépôt du rapport par M. Garet, p. 9174 (Document n° 1978). — Adoption du projet de loi, p. 10075.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3630 (Document n° 905).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives aux suppléants de juges de paix et à conférer à ceux-ci certaines garanties au point de vue disciplinaire, p. 3907 (Document n° 12941).

Conseil de la République. — Reprise par M. Chazette de sa proposition de loi concernant les justices de paix des stations thermales, balnéaires et climatiques (n° 359, année 1950, transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 527).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 435).

Juges de paix d'Algérie. — V. *Algérie (organisation judiciaire).*

Jugements. — V. *Cours de justice (Haute).*

Juin (général). — V. *Armées (Maréchaux de France).*

Juridictions d'exception. — V. *Amnistie.*

Justice (organisation).

Assemblée nationale. — Discussion en deuxième lecture du projet de loi tendant à autoriser la délégation à la cour d'appel de Colmar des magistrats français composant la chambre franco-sarroise de la cour d'appel de Sarrebrück (nos 11229, 11632), p. 171; adoption de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 172 (*rectificatifs*, p. 339, 563). (*Loi n° 51-60 du 18 janvier 1951, J. O. du 19 janvier 1951.*)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Garet sur: 1° le projet de loi modifiant le taux de compétence de diverses juridictions; 2° les propositions de loi: *a*) de M. Albert Rigal, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945 relative à la compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale; *b*) de M. Castellani, tendant à modifier le taux de compétence de diverses juridictions; *c*) de M. Emile Hugues, tendant à relever le taux de compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale, en dernier ressort; *d*) de M. André Mercier, tendant à modifier le taux de compétence des justices de paix; 3° la proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la compétence des justices de paix (nos 10298, 4118, 7677, 7755, 8250, 6700, 11537), p. 1593 (Document n° 12310). — Adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi modifiant le taux de compétence de diverses juridictions*, p. 3245.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1082 (Document n° 259). — Dépôt du rapport par M. Delalande, p. 1655 (Document n° 391). — Discussion, p. 1765; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1766 (*rectificatif*, p. 1892).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3387 (Document n° 13297). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5631 (Document n° 13313). — Discussion, p. 5682; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 5683 (*rectificatif*, p. 5776). (*Loi n° 51-686 du 24 mai 1951, J. O. du 2 juin 1951.*)

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture du projet de loi fixant les limites de l'arrondissement judiciaire de Mantes (n° 3624, année 1948), p. 5928 (Document n° 71.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marius Moutet tendant à suspendre les effets du décret du 29 mars 1951 supprimant le tribunal de première instance de Die (Drôme), p. 1876 (Document n° 464).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5631 (Document n° 13321).

Conseil de la République. — Reprise de la proposition de loi transmise à l'Assemblée nationale dans la 1re législature, p. 2054 (Document n° 501).

Justice militaire. — V. *Codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer.*

K

Kermesses. — V. *Impôts (taxes départementales et communales).*

L

Laines. — V. *Questions orales (Conseil de la République) n° 89.*

Lait et produits laitiers. — V. *Agriculture. — Assurances sociales (divers). — Interpellations nos 143, 223, 237. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 87 (Conseil de la République) nos 87, 101.*

Lattre de Tassigny (général de). — V. *Armées (Maréchaux de France).*

Légion d'honneur. — V. *Questions orales (Conseil de la République) n° 52.*

Assemblée nationale. — Retrait d'un projet de loi tendant à attribuer au ministre de l'éducation nationale un contingent exceptionnel de distinctions dans la Légion d'honneur à l'occasion du centenaire de la mort de Balzac, p. 349.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lespès sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à créer une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur, dite « promotion de l'Energie », à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'institut électrotechnique de Grenoble (n° 11793), p. 1013 (Document n° 12145). — Adoption, au scrutin, de la proposition de loi, avec modifications, p. 1546 (*Loi n° 51-246 du 28 février 1951, J. O. du 2 mars 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hutin-Desgrées créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit d'anciens combattants de la guerre 1914-1918, en supplément de celles prévues par la loi n° 49-588 du 25 avril 1949, modifiée par la loi n° 50-917 du 9 août 1950, p. 1526 (Document n° 12306). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 2472 (Document n° 12586). — Adoption de la proposition de loi, p. 3245.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1082 (Document n° 262). — Dépôt du rapport par M. François-Schleiter, p. 1792 (Document n° 430). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1939.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p 5771 (*Loi n° 51-684 du 24 mai 1951, J. O. du 2 juin 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Durroux sur la proposition de loi de M. Aubry tendant à instituer au ministère des anciens combattants une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur en faveur des « aveugles de la Résistance » (nos 9418, 10058), p. 2472 (Document n° 12587). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à attribuer au ministre de la défense nationale un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur en faveur des aveugles de la Résistance*, p. 3246.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p 1114 (Document n° 265). — Dépôt du rapport par Mme Cardot, p. 2149 (Document n° 621). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2215.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6677 (*Loi n° 51-1038 du 12 septembre 1951, J. O. du 13 septembre 1951*).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Simonnet tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du ministre de l'éducation nationale un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion du centenaire de la mort de Balzac, p. 3291 (Document n° 12827).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à décerner la croix de la Légion d'honneur aux trois cheminots qui, par leur héroïque conduite, ont évité la catastrophe qu'un accident mécanique survenu à l'express Paris-Grenoble, le 18 juillet 1951, aurait entraînée, p. 5960 (Document n° 204). — Dépôt du rapport par M. Dufour, p. 6081 (Document n° 307).

Légion d'honneur et médaille militaire.

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi portant création d'un contingent spécial de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire en faveur des militaires des armées de terre, de mer et de l'air en opérations en Indochine (nos 9471, 11372), p. 583.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 356 (Document n° 80).
Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi, p. 884.
Conseil de la République. — Communication du retrait, p. 389.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à affirmer l'insaisissabilité du traitement afférent aux décorations militaires et de la retraite du combattant (n° 885, année 1950), p. 400 (Document n° 98). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 526.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1394 (*Loi n° 51-214 du 27 février* 1951, J. O. *du 28 février* 1951)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels militaires n'appartenant pas à l'armée active, p. 7290 (Document n° 1057). — Dépôt du rapport par M. Gilliot, p. 7431 (Document n° 1133). — Adoption du projet de loi, p. 7618.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2586 (Document n° 695). — Dépôt du rapport par M. Schleiter, p. 2648 (Document n° 726). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2660.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8095 (*Loi n° 51-1371 du 1er décembre* 1951, J. O. *du 2 décembre* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcellin tendant à la revalorisation du traitement de la médaille militaire et de la Légion d'honneur, p. 7636 (Document n° 1232).

Législation économique. — V. *Prix.*

Lettres de change. — V. *Code de commerce.*

Libération conditionnelle. — V. *Code pénal.*

Liberté du commerce. — V. *Code pénal.*

Liberté d'opinion. — V. *Armées. — Interpellations n° 23.*

Liberté de la presse. — V. *Interpellations n° 50. — Presse.*

Lieux saints. — V. *Interpellations n° 274.*

Limites de la mer. — V. *Calamités.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures de protection contre l'envahissement de la mer à Larmor-Plage (Morbihan), p. 1107 (Document n° 12177). — Dépôt du rapport par Mme Marie Lambert, p. 1526 (Document n° 12312). — Adoption, p. 2020.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen tendant à attribuer exceptionnellement à la commune de Larmor-Plage (Morbihan) un crédit de 30 millions de francs afin d'entreprendre d'urgence les travaux de réfection de la digue de la Nourriguel, p. 6098 (Document n° 334).

Liquidations judiciaires. — V. *Conventions internationales (faillites).*

Listes électorales. — V. *Elections législatives. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 68 (Conseil de la République) n° 37.*

Livre d'or des municipalités.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à inviter le Gouvernement à établir un livre d'or à la gloire des combattants tombés pour la défense et la libération de la France dans la guerre 1939-1945, p. 2638 (Document n° 12672).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à inviter le Gouvernement à établir, pour les deux guerres mondiales de 1914-1918 et de 1939-1945, un livre d'or rappelant le souvenir des victimes et de leurs souffrances, p. 5088 (Document n° 13226).

Locaux d'habitation. — V. *Interpellations nos 194, 232. — Loyers. — Questions orales (Conseil de la République) n° 128.*

Logement. — V. *Défense nationale (organisation). — Etudiants. — Loyers (locaux d'habitation). — Propriété immobilière.*

Loi (projets et propositions).

Assemblée nationale. — Communication de M. le président de la République adressant les ampliations et la liste récapitulative des 30 projets et propositions de loi sur lesquels le Conseil de la République a émis un avis non conforme ou défavorable et qui n'ont pas fait l'objet au cours de la précédente législature d'un vote de l'Assemblée nationale en seconde lecture, p. 5928.

Conseil de la République. — Adoption d'une motion demandant à l'Assemblée nationale de prolonger d'une durée égale au délai qui s'écoulera entre la démission du cabinet et la constitution du nouveau Gouvernement le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi, adoptés par l'Assemblée nationale, dont il est saisi actuellement, p. 710.
Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 1738 (Document n° 12395). — Adoption de la résolution, p. 1738.
Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 752.

Conseil de la République. — Adoption d'une motion demandant à l'Assemblée nationale la prolongation générale, pour une durée égale au délai compris entre la démission du cabinet précédent et la constitution du nouveau gouvernement, du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi, adoptés par l'Assemblée nationale, dont il est saisi actuellement, p. 2062.
Assemblée nationale. — Transmission de la résolution (Document n° 407) et adoption, p. 6133.
Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2076.

Lois et décrets. — V. *Journaux officiels.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au delà du 1er mars 1951 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1950, p. 1012 (Document n° 12150). — Dépôt du rapport par M. Wasmer, p. 1526 (Document n° 12315). — Discussion, p. 1698; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1700.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 739 (Document n° 147). — Rapporteur M. Marcilhacy et discussion, p. 744; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 745.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1737 (*Loi n° 51-248 du 1er mars* 1951, J. O. *du 2 mars* 1951).

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République à la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires, p. 1626. — Désignation de candidature, p. 1814. — Nomination, p. 1818.

Loterie nationale. — V. *Impôts (patente).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à affecter les bénéfices de la loterie nationale au financement de l'augmentation de la retraite du combattant en faveur de tous les bénéficiaires, p. 8028 (Document n° 1535).

Lotissements. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 37.*

Assemblée nationale. — Suite de la discussion: I. De la proposition de loi de M. Berger tendant à la création d'une caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux; II. De la proposition de résolution de M. Gilbert Cartier tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux (nos 198, 987, 2036 et nouvelle rédaction, 2910, 9602), p. 5026, 5038; adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux*, p. 5040.
Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1602 (Document n° 383). — Adoption d'une résolution demandant une prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 2236.
Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 6750 (Document n° 937). — Adoption de la résolution, p. 6972.
Conseil de la République. — Communication de la résolution, adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2311. — Dépôt du rapport par M. Marrane, p. 2636 (Document n° 720). — Discussion, p. 2649; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2659.
Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 8199 (Document n° 1585). — Dépôt du rapport par M. Ballanger, p. 8900 (Document n° 1878).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilbert Cartier tendant à compléter l'article 1674 du code civil relatif aux lotissements défectueux, p. 4865 (Document n° 13124).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à compléter la loi du 15 mars 1928 relative à l'aménagement des lotissements défectueux, p. 6052 (Document n° 274).

Loyers. — V. *Caisse nationale d'épargne logement. — Défense nationale (organisation). — Domaine de l'Etat, des départements et des communes (cession d'immeubles). — Dommages de guerre. — Impôts (dégrèvement). — Interpellations nos 38, 45, 91, 135, 232. — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 10, 13, 14, 55, 75, 77, 168, 173 (Conseil de la République) n° 26.*

BAUX COMMERCIAUX, INDUSTRIELS OU ARTISANAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chautard relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 3609 (Docu-

ment n° 12895). — Dépôt du rapport par M. Chautard, p. 4210 (Document n° 13015). — Discussion, p. 5587; adoption de la proposition de loi, p. 5589.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1876 (Document n° 463). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 1915 (Document n° 475). — Discussion, p. 1946; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1947.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 13345) et dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5773 (Document n° 13347). — Discussion, p. 5741; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 5742 (*Loi n° 51-685 du 24 mai 1951, J. O. du 2 juin 1951*).

Assemblée nationale. — Suite de la discussion des propositions de loi: 1° de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés; 2° de M. André Mercier (Oise) tendant à compléter l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 concernant la propriété commerciale; 3° de M. André Mercier (Oise) tendant à compléter l'alinéa 4 de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée (propriété commerciale); 4° de M. André Mercier (Oise) tendant à compléter le paragraphe 1er du cinquième alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale; 5° de M. André Mercier (Oise) tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale; 6° de M. André Mercier (Oise) tendant à l'établissement d'un plafond des loyers en matière de baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (modification de l'article 23 de la loi du 30 juin 1926 modifiée concernant la propriété commerciale); 7° de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés; 8° de M. Eugène Claudius-Petit tendant à compléter l'article 1er de la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel; 9° de M. Guy Petit tendant à maintenir en possession, jusqu'au 1er janvier 1948, les commerçants, industriels et artisans sinistrés par faits de guerre dans les lieux où ils ont installé leur exploitation commerciale après le sinistre dont ils ont été victimes; 10° de M. Frédéric-Dupont tendant à prolonger jusqu'au 1er juillet 1947 le délai de forclusion prévu par la loi du 18 avril 1946 pour le renouvellement des baux commerciaux; 11° de M. Maurice Violette tendant à relever les locataires de baux commerciaux ou ruraux de la forclusion encourue avant la loi fixant la date de cessation des hostilités; 12° de M. Badie tendant à modifier l'article 5 *bis* de la loi du 30 juin 1926 modifié par la loi du 18 avril 1946 relatif à la propriété commerciale; 13° de M. July supprimant, pour les locataires qui ont été mobilisés, déportés ou résistants, la référence du prix des loyers à usage commercial aux indices du coût de la vie; 14° de M. Minjoz tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel; 15° de M. Citerne tendant à compléter l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale; 16° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (droit de reprise et indemnité d'éviction); 17° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (applicables aux établissements ayant plusieurs magasins); 18° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (refus de renouvellement); 19° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (indemnité d'éviction); 20° de M. Bétolaud tendant à modifier l'article 3 de la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale; 21° de M. Guy Petit tendant à exclure de la législation sur le renouvellement des baux de locaux et d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal certaines exploitations présentant un caractère d'intérêt public; 22° de M. Wolff tendant à compléter l'article 2 de la loi du 3 septembre 1947 et modifiant la loi du 18 avril 1946 sur les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel; 23° de M. Joseph Denais tendant à modifier la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial et industriel; 24° de M. Jules-Julien tendant à préciser et à compléter certaines dispositions des lois des 18 avril 1946 et 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel; 25° de M. Jacques Bardoux permettant la revision du prix des baux commerciaux visés par l'article 6 de la loi du 30 juin 1926; 26° de M. Mondon tendant à modifier l'article 5 de la loi du 18 avril 1946 sur la prorogation des baux commerciaux; 27° de M. Minjoz tendant à compléter la loi du 30 juin 1926 en ce qui concerne le remboursement des prestations, taxes locatives et fournitures individuelles; 28° de M. Citerne tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale; 29° de M. Charlet, sénateur, modifiant l'article 8 de la loi du 18 avril 1946, réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux à usage commercial et industriel; 30° de M. Southon, sénateur, tendant à modifier l'alinéa 3, 1°, de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926, modifié par la loi du 18 avril 1946, relative au droit de reprise en ce qui concerne les baux commerciaux. (Nos 42-128, 129, 130, 131, 132, 217, 309, 384, 637, 761, 922, 1095, 2647, 2993, 3448, 3449, 3450, 3451, 3908, 4461, 4998, 5068, 5229, 5605 (rectifié) 5791, 7069, 7071, 1255, 3481, 8412, 9127, 9396, p. 760. — *2e législature.* — Reprise du rapport de M. Chautard (n° 9127), année 1950), p. 6079 (Document n° 322).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à modifier l'article 1er du décret-loi du 1er juillet 1939, afin de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revision du prix de leur loyer lorsque, par le jeu d'une clause d'échelle mobile, ce prix se trouve modifié de plus d'un quart, p. 387 (Document n° 87).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 819 (Document n° 12091).

Conseil de la République. — Reprise de la proposition de loi (transmise dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 593).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6373 (Document n° 742).

Assemblée nationale. — *2e législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi tendant à permettre la revision du prix des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (n° 4006, année 1948), p. 5928 (Document n° 8).

— Dépôt d'un rapport de M. Halbout sur: 1° la proposition de loi de Mme Marie Lambert tendant à l'indemnisation des professionnels sinistrés (artisans, commerçants, industriels) mis dans l'impossibilité de se reconstituer; 2° la proposition de loi de M. Triboulet tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre (nos 8770, 9376), p. 1723 (Document n° 12376).

— Dépôt d'un projet de loi portant modification et interprétation de l'article 3 de la loi n° 49-1096 du 2 août 1949 relatif aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre, p. 7668 (Document n° 1274).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Midol tendant à permettre à certaines catégories de locataires professionnels sinistrés (artisans, commerçants, industriels) de céder leur droit au bail sans avoir par avance procédé eux-mêmes à la réinstallation de leur fonds, p. 6135 (Document n° 420).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Estradère tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale, p. 6135 (Document n° 425).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à réglementer les rapports entre propriétaires et locataires de fonds de commerce, p. 6277 (Document n° 615).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre, p. 6678 (Document n° 920).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les dispositions de la loi du 25 août 1948, permettant la revision du prix de certains baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 7537 (Document n° 1156).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Estradère tendant à compléter l'article 1er de la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale, en vue de mettre fin aux opérations spéculatives de certains propriétaires, p. 7671 (Document n° 1362).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Haumesser tendant à modifier la législation réglant les rapports des bailleurs et locataires de locaux à usage professionnel, p. 7671 (Document n° 1375).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à permettre aux usagers des locaux à titre professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux, p. 8190 (Document n° 1594).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Golvan tendant à modifier la loi n° 51-685 du 24 mai 1951 relative à la prorogation de certains baux, de locaux ou d'immeubles, à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 8673 (Document n° 1759).

BAUX A FERME. — BAUX RURAUX

Assemblée nationale. — Suite de la discussion des propositions de loi: 1° de M. Emile Hugues relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage; 2° de M. Monin, tendant à supprimer le droit de préemption subsidiaire des professionnels de l'agriculture prévu par l'article 5 *bis* du statut des baux ruraux; 3° de M. Gilles Gozard tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 et relative au statut du fermage et du métayage; 4° de M. Ruffe tendant à améliorer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage; 5° de M. Delahoutre tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, sur le statut du fermage et du métayage; 6° de M. Emile Hugues tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois des 22 décembre 1946 et 9 avril 1947, relative au statut du fermage et du métayage; 7° de M. Térpend tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946; 8° de M. Moussu tendant à modifier l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage; 9° de M. Coudray tendant à modifier l'article 2 de la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage; 10° de M. Montagnier tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modi-

fiée par la loi du 13 avril 1946 en matière de conversion; 11° de M. Mehaignerie tendant à modifier la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage; 12° de M. Ruffe tendant à fixer un juste prix des fermages par la revision de la loi du 31 décembre 1948 (nos 362, 702, 951, 1016, 1224, 3106, 7255, 8254, 8506, 9184, 10015, 10102, 10687, 11768), p. 448, 585, 662, 967 1126. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Lamarque-Cando, p. 1221 (Document n° 12241). — Suite de la discussion, p 1235. — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire, p. 1527 (Document n° 12329); suite de la discussion, p. 2027, 2789, 2815, 2834, 2908.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier tendant à compléter l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, p. 7006 (Document n° 1021). — Dépôt du rapport par M. Lamarque-Cando, p. 7047 (Document n° 1032).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy Prigent, tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par les lois du 13 avril 1946 et du 31 décembre 1948, p. 6242 (Document n° 576). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier, tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et du métayage, p. 6678 (Document n° 913). — Dépôt du rapport par M. Lamarque-Cando, p. 7047 (Document n° 1033).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet, tendant à modifier la loi du 9 avril 1947, sur le fonctionnement des tribunaux paritaires de baux ruraux, p. 327 (Document n° 11888).

— Dépôt d'un proposition de loi de M. Henault, tendant à accorder une dernière prorogation aux anciens prisonniers preneurs de baux ruraux, p. 1812 (Document n° 12429).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tricard, tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par les lois du 13 avril 1946 et du 31 décembre 1948, p. 5947 (Document n° 153).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet, tendant à modifier la loi du 9 avril 1947 sur le fonctionnement des tribunaux paritaires de baux ruraux, p. 6218 (Document n° 518).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet, tendant à instituer un abattement de 15 p. 100 sur le prix des denrées servant au calcul du prix des fermages, p. 6357 (Document n° 759).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raffarin, tendant à l'établissement du prix des baux à ferme, p. 6412 (Document n° 791).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau, tendant à compléter l'article 20 de l'ordonnance du 4 décembre 1944, modifiée par l'article 8 de la loi du 13 avril 1946 relatif à l'appel de décisions des tribunaux paritaires cantonaux, p. 7338 (Document n° 1069).

Conseil de la République. — Reprise, par M. Jean Durand, de la proposition de loi tendant à transférer aux juridictions de droit commun les attributions des tribunaux paritaires de baux à ferme (n° 956, année 1949) (transmise à l'Assemblée dans la première législature), p. 2074 (Document n° 561).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 713).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Moussu, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour permettre le fonctionnement des tribunaux paritaires de fermage, p. 328 (Document n° 11894).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Paumier, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence les crédits nécessaires au chapitre 3070 du budget du ministère de la justice pour assurer les dépenses de fonctionnement des tribunaux paritaires de baux ruraux, p. 819 (Document n° 12089).

LOCAUX ADMINISTRATIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 1er septembre 1948 relatif aux locations faites à des administrations publiques, p. 9173 (Document n° 1991).

LOCAUX D'HABITATION

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Bernard Chochoy sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relatif aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires (n° 825, année 1950), p. 120 (Document n° 35). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jean-Marie Grenier, p. 220 (Document n° 41). — Discussion, p. 325. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bernard Chochoy (Document n° 76) et suite de la discussion, p. 343; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 347 (*rectificatif*, p. 388).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 647 (Document n° 12056). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 1813 (Document n° 12438). — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de ladite proposition de loi, p. 5928 (Document n° 24). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 6298 (Document n° 631). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Guy La Chambre, p. 6678 (Document n° 912). — Discussion, p. 7271; adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 7272 (*rectificatif*, p. 7291) (*Loi n° 51-1116 du 21 septembre 1951, J. O. du 23 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur la proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers (n° 10532), p. 2087 (Document n° 12532). — Discussion, p. 3376, 3804; demande d'ajournement du débat, le Gouvernement pose la question de confiance, p. 3804; explications de vote, p. 4003; adoption, au scrutin, de l'ajournement, p. 4012. — Suite de la discussion, p. 4154; adoption après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à surseoir aux expulsions de locataires ou occupants de bonne foi dont le relogement préalable n'est pas assuré* », p. 4168.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1384 (Document n° 317). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 2194 (Document n° 631). — Discussion, p. 2301; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi* », p. 2310 (*rectificatif*, p. 2337).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7006 (Document n° 1026). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 7806 (Document n° 1421). — Discussion, p. 8661; adoption au scrutin de la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi* », p. 8666 (*Loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951, J. O. du 2 décembre 1951*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute procédure d'expulsion, pour cause de non-payement à l'encontre des locataires, qui, bénéficiaires de l'allocation compensatrice des augmentations de loyers, ne l'on pas encore perçue, p. 6357 (Document n° 695). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 6476 (Document n° 799). — Discussion, p. 7263; adoption de la proposition de résolution, p. 7271.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une motion de censure de M. Frédéric-Dupont ainsi libellée: « L'Assemblée nationale censure le Gouvernement qui, par son refus de donner aux économiquement faibles les moyens de faire valoir leurs droits à l'allocation compensatrice de loyer prévue depuis le 1er septembre 1948 et, notamment, par le refus de leur délivrer les formules nécessaires, expose ceux-ci, contrairement à la volonté du législateur, à subir des poursuites en payement d'une majoration de loyer qu'ils sont dans l'impossibilité de payer », p. 7662. — Discussion, p. 7854; rejet au scrutin, p. 7866.

Conseil de la République. — Discussion des propositions de résolution: 1° de M. Michel Debré, relative à une politique du logement; 2° de M. Brizard, tendant à inviter le Gouvernement à réserver à la reconstruction et à la construction d'immeubles neufs une beaucoup plus large part des fonds provenant de l'aide Marshall (nos 820, année 1949, 191 et 273, année 1950), p. 820; adoption de l'ensemble après modification du titre: « *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une politique efficace du logement* », p. 830.

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise d'un rapport par M. Minjoz, sur: I. Les propositions de loi: 1° de M. Joseph Denais, tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation; 2° de M. Citerne, tendant à réprimer la vente spéculative des appartements, à annuler les promesses de vente déjà consenties et à accorder un droit de priorité d'achat aux locataires occupant les locaux mis en vente; 3° de M. Joseph Denais, tendant à freiner les manœuvres spéculatives auxquelles donne lieu la vente des immeubles par appartements; 4° de M. Joseph Denais, tendant à réglementer les ventes par appartements; 5° de R. René Pleven, tendant à réprimer la spéculation sur les ventes d'immeubles par appartements; 6° de M. Louis Rollin, ayant pour objet de compléter la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers; 7° de Mme Francine Lefebvre, tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers; 8° de M. Louis Rollin, ayant pour objet de modifier la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel; 9° de M. Ramarony, tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les loyers; II. la proposition de résolution de M. Citerne, tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi concernant la constitution et l'activité des sociétés et groupements s'occupant de ventes et reventes d'appartements locaux et immeubles à usage d'habitation (n° 8658, année 1949), p. 6071 (Document n° 323).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray, tendant à compléter l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les loyers, p. 485 (Document n° 11988). — Dépôt d'un rapport par M. Grimaud sur les propositions de loi: 1° de M. Citerne, tendant à modifier l'article 32 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers; 2° de M. Llante, tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les loyers; 3° de M. Citerne, tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers; 4° de M. Malbrant, tendant à compléter les articles 20 et 78 de la loi du 1er septembre 1948 pour préciser certaines conditions du droit de reprise et permettre aux Français, appelés à travailler hors de la métropole et à y revenir périodiquement, de sous-louer dans certaines conditions, pendant leur absence, l'appartement dont ils sont locataires en France; 5° de M. Dominjon, tendant à modifier les articles 2 et 63 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers; 6° de M. Ramarony, tendant à

modifier l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement; 7° de M. André-François Mercier, tendant à accorder aux jeunes propriétaires d'immeubles ou d'appartements une reprise rapide; 8° de M. Gabelle, tendant à modifier l'article 45 de la loi du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement; 9° de M. Bichet, tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 20 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers; 10° de M. Coudray, tendant à compléter l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les loyers (nos 6402, 6422, 6558, 6843, 7461, 8497, 8689, 8892, 9183, 11988), p. 4865 (Document n° 13116,.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Dominjon sur la proposition de loi de M. Dominjon, tendant à rendre à l'habitation les pièces isolées louées accessoirement à un appartement, et non habitées (n° 9526), p. 949 (Document n° 12131).

— Dépôt d'un rapport de M. Citerne, sur: 1° la proposition de loi de M. Citerne, tendant à faire respecter et à compléter l'article 40 de la loi sur les loyers prévoyant une allocation compensatrice en faveur des économiquement faibles et des personnes ayant des ressources insuffisantes; 2° la proposition de résolution de M. Mondon, tendant à inviter le Gouvernement à déposer le projet de loi prévu à l'article 40 de la loi du 1er septembre 1948 en vue d'accorder une allocation compensatrice à l'augmentation de loyers résultant de la présente loi (nos 9028, 8980), p. 2473 (Document n° 12631).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen, tendant à maintenir dans les lieux les locataires des logements de l'office des habitations à bon marché de Pontivy, menacés d'expulsion pour loger des C. R. S., p. 346 (Document n° 11915).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guitton, tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers, p. 386 (Document n° 11946).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin, tendant à modifier le paragraphe 1er de l'article 10 de la loi 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les loyers, p. 386 (Document n° 11963).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Chautard tendant à permettre aux fonctionnaires obligatoirement logés de sous-louer, dans certaines conditions, pendant leur absence, l'appartement dont ils sont locataires, p. 386 (Document n° 11970).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Perdon tendant au maintien dans les locaux d'habitation des ouvriers agricoles logés, p. 1864 (Document n° 12156).

—Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à abroger l'article 71 (alinéa 2) de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers, p. 2471 (Document n° 12655) (*rectificatif*, p. 2868).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à surseoir à l'augmentation semestrielle des loyers tant que n'est pas effectuée la revalorisation des traitements, salaires, pensions et retraites en fonction de l'augmentation du coût de la vie, p. 3290 (Document n° 12831).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter l'article 78 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers d'habitation, p. 4005 (Document n° 12952).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Verneyras tendant à modifier l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 4005 (Document n° 12953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marc Scherer tendant à modifier l'article 19 de la loi du 1er septembre 1948 relative aux rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux à usage d'habitation, p. 5631 (Document n° 13323).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à modifier l'article 74 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951 relatif à l'allocation compensatrice des augmentations de loyers, p. 5931 (Document n° 62).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à surseoir à l'augmentation semestrielle des loyers, prévue pour le 1er juillet 1951, et à surseoir à toute nouvelle augmentation des loyers instituée par la loi du 1er septembre 1948, tant que ne sera pas effectuée la revalorisation des salaires, traitements, pensions et retraites, p. 5932 (Document n° 103).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à interdire l'expulsion de tout locataire ou de tout occupant si, au préalable, leur relogement n'a pas été assuré, p. 5932 (Document n° 121).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant au maintien dans les locaux d'habitation des ouvriers agricoles logés, p. 5948 (Document n° 170).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de compléter l'article 5 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers, p. 6134 (Document n° 403).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierrard tendant à supprimer l'article 71 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les loyers, p. 6135 (Document n° 421).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billoux tendant: 1° à assurer dans l'immédiat une meilleure utilisation des logements existants; 2° à accorder 900 milliards de crédits annuels à la reconstruction et à la construction d'immeubles d'habitation afin d'assurer dans les délais les plus brefs un logement décent à toutes les familles habitant sur le territoire français, p. 6175 (Document n° 461).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à rendre à l'habitation les pièces isolées louées accessoirement à un appartement, et non habitées, p. 6176 (Document n° 488).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à permettre la réalisation d'urgence d'un « plan de relogement de la ville de Paris », p. 6176 (Document n° 509).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guitton tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers et l'article 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, p. 6298 (Document n° 630).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lenormand tendant à fixer le prix des loyers des immeubles d'Etat mis à la disposition des sinistrés au titre de leurs dommages de guerre, p. 6371 (Document n° 747).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Malbrant tendant à compléter l'article 78 de la loi du 1er septembre 1948 pour permettre aux Français appelés à travailler hors de la métropole et à y revenir périodiquement, de sous-louer, dans certaines conditions, pendant leur absence, l'appartement dont ils sont locataires en France, p. 6371 (Document n° 775).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Garet tendant à la suppression de la taxe sur les locaux totalement ou insuffisamment occupés, p. 6401 (Document n° 784).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à fixer le montant de l'indemnité compensatrice prévue par l'article 74 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951, au montant des augmentations de loyer subies par les locataires ou occupants de locaux d'habitation dont les ressources sont inférieures au salaire servant de base au calcul des prestations familiales, p. 7006 (Document n° 1020).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Desson tendant à instituer une enquête contradictoire facultative pour l'évaluation des dégâts que peuvent avoir causés des réfugiés dans les logements de refuge réquisitionnés à leur intention en application de la loi du 11 juillet 1938 portant organisation de l'Etat en temps de guerre, p. 7338 (Document n° 1093).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garet tendant à la prorogation des dispositions de l'article 90 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers, p. 7670 (Document n° 1248).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 32 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers, p. 7805 (Document n° 1249).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 7 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers, p. 7670 (Document n° 1256).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Catoire tendant à préciser les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent demander le remboursement des taxes locatives, prestations et fournitures individuelles, en vertu de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers, p. 7670 (Document n° 1259).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à régler les rapports entre propriétaires de locaux d'habitation et locataires ou occupants de bonne foi, en cas de vente d'immeubles par appartements et instituant un droit de préemption au profit des locataires et occupants de bonne foi, p. 8617 (Document n° 1735).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Depreux tendant à modifier l'article 1er de la loi du 2 août 1950 instituant une aide financière au profit de certains locataires ou occupants, en vue de leur permettre de couvrir certaines dépenses de déménagement et de réinstallation, p. 9307 (Document n° 2077).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gravoille tendant à permettre aux locataires le remboursement de travaux exécutés par eux dans un immeuble sinistré, p. 9545 (Document n° 2171).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à permettre la réalisation d'urgence d'un « Plan de relogement de la ville de Paris », p. 1945 (Document n° 485).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5772 (Document n° 13339).

Conseil de la République. — Reprise, par M. Chazette, de sa proposition de loi tendant à compléter les articles 18, 19 et 20 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers, concernant le droit de reprise (n° 360, année 1950) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 528).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p 6177 (Document n° 434).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de l'allocation logement les retraités de l'Etat ayant des enfants à

charge et remplissant les conditions requises, p. 317 (Document n° 11913). — Dépôt du rapport par M. Chevrier, p. 2087 (Document n° 12539).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions avant le 1er mai 1951, pour accorder l'allocation compensatrice de l'augmentation de loyers prévue à l'article 40 de la loi du 1er septembre 1948, p. 2171 (Document n° 12625).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrond tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 15 juin 1949 ayant fixé les loyers maxima des dépendances et terrains de toute nature accessoires de locaux d'habitation, p. 5143 (Document n° 13240).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'application de l'article 71 de la loi de finances en ce qui concerne l'augmentation des loyers pour les locataires économiquement faibles visés par les lois des 13 septembre 1946 et 17 janvier 1948 et pour ceux dont les ressources sont inférieures au salaire de base prévu à l'article 11 de la loi du 22 août 1946, modifiée par la loi du 2 mars 1948, jusqu'au moment où auront été précisées les conditions d'attribution d'une allocation compensatrice correspondant à l'augmentation réelle des loyers, p. 5933 (Document n° 120).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrond tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 15 juin 1949 ayant fixé les loyers maxima des dépendances et terrains de toute nature accessoires de locaux d'habitation, p. 5949 (Document n° 161).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de l'allocation logement les retraités de l'Etat ayant des enfants à charge et remplissant les conditions requises, p. 6178 (Document n° 480).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à instaurer les mesures indispensables pour permettre aux bailleurs de locaux occupés par des locataires économiquement faibles d'être indemnisés des réductions de loyers qu'ils ont consenties en application de la loi du 1er septembre 1948, p. 6219 (Document n° 516).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Pierrard tendant à inviter le Gouvernement à assurer, par les soins du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, la mise en état d'habitabilité et notamment la réfection des toitures, la mise hors d'eau, l'installation des cloisonnements en dur et l'électrification des locaux de l'ancien centre professionnel de Petite-Synthe (Nord), habité par 150 familles ouvrières du fait de la crise de logement qui sévit avec une intensité particulière dans la région dunkerquoise, p. 6388 (Document n° 779).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Soustelle tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence le décret déterminant le montant d'une allocation compensatrice des augmentations de loyers, prévu par l'article 74 de la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1952, p. 6550 (Document n° 871).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Catoire tendant à inviter le Gouvernement a modifier les textes réglementaires fixant les modalités d'application de l'allocation de logement, p. 7806 (Document n° 1444).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arbeltier tendant à inviter le Gouvernement à compléter la réglementation relative à la perception de l'allocation compensatrice des augmentations de loyers (Document n° 1568).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Besset tendant à inviter le Gouvernement à proroger de toute urgence jusqu'au 31 mars 1952, le délai de forclusion concernant les demandes en vue de bénéficier de l'allocation compensatrice des augmentations de loyers attribués aux économiquement faibles et qui expire le 31 décembre 1951, p. 10071 (Document n° 2285).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles afin d'assurer l'application effective de l'article 40 de la loi du 1er septembre 1948 portant attribution d'une allocation compensatrice de l'augmentation des loyers aux économiquement faibles, p. 1192 (Document n° 276).

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein du comité technique chargé de suivre le fonctionnement du fonds commun de l'allocation de logement. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 6278.

Lybie. — V *Interpellations n° 273. — Questions orales (Conseil de la République), n° 39.*

M

Machinisme agricole. — V. *Office national interprofessionnel du machinisme agricole.*

Madagascar. — V. *France d'outre-mer. — Interpellations n° 42. — Questions orales* (Assemblée nationale), *n° 60 (Conseil de la République), n° 36.*

Magasins généraux. — V. *Questions orales (Conseil de la République), n° 63.*

Magistrats municipaux. — V. *Assurances sociales. — Pensions et retraites.*

Magistrature. — V. *Agents d'affaires. — Fonctionnaires (dégagement des cadres, réintégration).*

Assemblée nationale — Discussion du projet de loi étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires (n°s 10867, 11728), p. 506; adoption, p. 507.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 324 (Document n° 69). — Dépôt du rapport par M. Bolvin-Champeaux, p. 615 (Document n° 138). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 757.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1863 (*Loi n° 51-346 du 20 mars 1951, J. O. du 22 mars 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour donner satisfaction aux légitimes revendications des magistrats concernant la hiérarchie judiciaire et le versement d'une indemnité de fonction, p. 7662 (Document n° 1260). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 8097 (Document n° 1559). — Discussion, p. 9188; adoption de la proposition de résolution, p. 9193.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, p. 8222 (Document n° 1615). — Dépôt du rapport par M. Lacaze, p. 9174 (Document n° 2005). — Adoption du projet de loi, p. 10075.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3630 (Document n° 903).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant statut de la magistrature, p. 10295 (Document n° 2326).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Rollin tendant à inviter le Gouvernement à faire droit aux légitimes revendications des magistrats, p. 4790 (Document n° 13105).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour améliorer la situation des magistrats, p 2663 (Document n° 737).

Main-d'œuvre agricole. — V. *Agriculture.*

Main-d'œuvre étrangère. — V. *Code du travail. — Interpellations n° 18. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 22, 123.*

Main-d'œuvre nord-africaine. — V. *Allocations familiales. — Code du travail (travailleurs nord-africains). — Travail et sécurité sociale (ministère).*

Maires et adjoints aux maires. — V. *Assurances sociales (magistrats municipaux). — Administration communale. — Administration de la ville de Paris. — Insigne officiel des maires. — Pensions et retraites (magistrats municipaux).*

Mairies. — *Bâtiments publics.*

Mais. — V. *Agriculture (blé, céréales, farine et pain).*

Maisons d'enfants. — V. *Etablissements privés.*

Maisons de tolérance.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Anthonioz tendant à modifier la loi du 13 avril 1946 relative à la fermeture des maisons de tolérance et au renforcement de la lutte contre le proxénétisme, p. 7290 (Document n° 1067).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à réaliser une plus juste application de la loi du 13 avril 1946 relative à la fermeture des maisons de tolérance et au renforcement de la loi contre le proxénétisme, p. 1081 (Document n° 256).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3420 (Document n° 12853).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Durand tendant à l'abrogation de la loi du 13 avril 1946 et à une stricte réglementation de la prostitution, p. 2600 (Document n° 705).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 7672 (Document n° 1386).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi abrogeant la loi n° 46-685 du 13 avril 1946, et réglementant la prostitution, p. 2600 (Document n° 707).

Maladies contagieuses des animaux. — V. *Agriculture.*

Maladies professionnelles. — V. *Accidents du travail. — France d'outre-mer (départements d'outre-mer).*

Mandat législatif. — V. *Presse.*

Mandats-poste. — V. *Assurances sociales (vieux travailleurs). — Comptabilité publique. — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 63.

Mandataires. — V. *Agents immobiliers.*

Mangin (général). — V. *Monuments commémoratifs.*

Manifestations publiques. — V. *Interpellations* n°s 36, 49, 121, 122, 136, 191, 259, 270, 275. — *Questions orales (assemblée nationale)* n° 161. — *(Conseil de la République)* n° 14.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marrane tendant à inviter le Gouvernement à rapporter la mesure d'interdiction d'un meeting, organisé pour le vendredi 21 décembre, au vélodrome d'hiver, à Paris, par diverses organisations démocratiques, pour exprimer leur solidarité envers les peuples égyptien, marocain, tunisien, algérien et tous les peuples en lutte pour leur liberté et leur indépendance, p. 3096 (Document n° 829).

Maquisards. — V. *Monuments commémoratifs.*

Marbres. — V. *Douanes (tarifs).*

Marchands de couleurs. — V. *Alsace-Lorraine (Drogueries et herboristeries). — Drogueries.*

Marchés. — V. *Adjudications et marchés. — Agriculture. — Impôts (enregistrement).*

Marchés de guerre. — V. *Adjudications et marchés.*

Maréchaux de France. — V. *Armées.*

Mariage. — V. *Code civil. — Nationalité*

Marine marchande. — V. *Conseil supérieur de la marine marchande. — Conventions internationales (gens de mer). — Interpellations* n°s 54, 265. — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 75.

BATEAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wasmer tendant à étendre le bénéfice des dispositions de la loi du 26 octobre 1946 aux bateaux immatriculés en France et sinistrés hors de France et aux bateaux réquisitionnés, p. 350 (Document n° 11934)

CONSTRUCTION NAVALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la construction navale, p. 1930 (Document n° 13113). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 5144 (Document n° 13213). — Discussion, p. 5237; adoption du projet de loi, p. 5245

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1711 (Document n° 412). — Dépôt du rapport par M. Abel, p. 1792 (Document n° 126). — Discussion, p. 1802, 1803; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1808.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5552 (*Loi n° 51-675 du 24 mai 1951, J. O. du 1er juin 1951*).

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de résolution de M André Lenormand tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour: 1° faire attribuer les matières premières réclamées par les chantiers navals de Blainville et les ateliers métalliques de construction de Colombelles; 2° faire remettre en activité l'usine textile Henrion, de Lisieux, p 8730 (Document n° 1815).

CRÉDIT MARITIME

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à créer des prêts spéciaux de la caisse de crédit maritime en cas de calamités maritimes, p. 8900 (Document n° 1870).

— Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein de la commission supérieure du crédit maritime mutuel, p. 1296, 6051. — Désignation des membres, p. 1742, 6223, 7291. — Nomination des membres, p. 1828, 6228, 7104.

Conseil de la République. — Demande de désignation de trois membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure du crédit maritime mutuel, p. 520. — Désignation des membres, p. 582. — Nomination des membres, p. 620.

MARINS DU COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gouge sur la proposition de loi de M. Hamon tendant à faire attribuer des appareils de prothèse, à titre gratuit, aux mutilés du travail inscrits maritimes (n° 8328), p. 1220 (Document n° 12229).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 30 p. 100 les salaires forfaitaires des marins de commerce p. 3609 (Document n° 12909). — Dépôt du rapport par M. Reeb, p. 5201 (Document n° 13215).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cermolacce tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 30 p. 100 les salaires forfaitaires des marins de commerce, p. 5080 (Document n° 217).

OFFICIER RADIOÉLECTRICIEN

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le remplacement de l'appellation d'officier ou d'opérateur radiotélégraphiste de la marine marchande par celle d'officier ou d'opérateur radioélectricien de la marine marchande, p. 349 (Document n° 11921). — Dépôt du rapport par M. Bianchini, p. 3507 (Document n° 12369). — Adoption du projet de loi, p. 4672.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1514 (Document n° 350). — Dépôt du rapport par M. Yves Jaouen, p. 1711 (Document n° 411). — Adoption, p. 2077.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6362 (*Loi n° 51-1058 du 28 août 1951, J. O. du 2 septembre 1951*).

TRANSPORTS MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogeant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes, p. 1106 (Document n° 12159). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 2768 (Document n° 12704). — Adoption du projet de loi, p. 3336.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1113 (Document n° 264). — Lecture du rapport par M. Abel-Durand, p. 1158; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1159.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3608 (*Loi n° 51-473 du 26 avril 1951, J. O. du 27 avril 1951*).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'océan Indien, la Nouvelle-Calédonie et la Méditerranée orientale (n° 889, année 1950), p. 458 (Document n° 165). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Courrière, p. 520 (Document n° 118). — Discussion, p. 582; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 596 *(rectificatif,* p. 731).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1527 (Document n° 12331). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 1741 (Document n° 12397). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M Pierre Courant, p. 2473 (Document n° 12616). — Discussion, p. 4408; adoption de la proposition de loi, p. 4414 (*Loi n° 51-570 du 20 mai 1951, J. O. du 22 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi tendant à reviser l'article 5 de la loi du 2 avril 1936 relative au transport des marchandises par mer (n° 2779 année 1947) p. 5028 (Document n° 5).

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb, tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la liquidation de la flotte de la S. N. C. F et à demander une enquête sur cette liquidation et ses conditions, p 819 (Document n° 12083).

Marine marchande (ministère).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff, tendant à inviter le Gouvernement à rattacher au ministère de la marine marchande la sous-direction des voies navigables, les services extérieurs de navigation et l'office national de la navigation, p. 3507 (Document n° 12877).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff, tendant à inviter le Gouvernement à rattacher au ministère de la marine marchande la sous-direction des voies navigables, les services extérieurs de navigation et l'office national de la navigation, p. 6881 (Document n° 301).

Marine militaire (secrétariat d'Etat). — V. *Pensions et retraites (anciens combattants).*

Marins du commerce. — V. *Anciens combattants. — Assurance des marins du commerce. — Marine marchande. — Pensions et retraites.*

Marins pêcheurs. — V. *Pêches maritimes.*

Marque de fabrique et de commerce. — V. *Propriété industrielle.*

Maroc. — V. *Allocations familiales (travailleurs nord-africains). — Exportations et importations. — France d'outre-mer. — Interpellations* n°s 9, 43, 51, 83, 121, 180, 226. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 31, *(Conseil de la République)* n° 97.

Marseille (ville de). — V. *Enseignement technique et professionnel (école de rééducation professionnelle). — Hôpitaux et établissements hospitaliers. — Interpellations* n° 192. — *Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers).*

Martinique. — V. *France d'outre-mer. — Questions orales (Conseil de la République)* n°s 71, 72.

Mauritanie. — V. *France d'outre-mer (Afrique occidentale française).*

Médailles, décorations et récompenses. — V. *Croix des combattants volontaires. — Croix de guerre. — Légion d'honneur et médaille militaire. — Mérite maritime. — Monnaies et médailles.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme François, tendant à modifier le décret accordant médailles et primes et certaines distributions aux mères de dix, huit et cinq enfants, p. 7492 (Document n° 1146).

Médailles commémoratives.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Quinson, tendant à compléter les dispositions du décret n° 46-1217 du 21 mai 1946, instituant la médaille commémorative française de la guerre 1939-1945, p. 9307 (Document n° 2062).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rolinat, tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant création d'une médaille spéciale dite « médaille de Corée » et destinée à distinguer les hauts faits d'armes du bataillon français de l'O. N. U. combattant en Corée, p. 2102 (Document n° 599). — Dépôt du rapport par M. Rolinat, p. 2157 (Document n° 625). — Discussion, p. 2269; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 2272.

Médaille des évadés. — V. *Croix de guerre.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Bas, tendant à compléter les articles 3 et 5 de la loi n° 46-2123 du 30 octobre 1946 sur la médaille des évadés, en faveur des jeunes Alsaciens et Mosellans qui se sont soustraits totalement à la conscription militaire et paramilitaire allemande de juin 1940 à novembre 1944, p. 1106 (Document n° 12184).

Médaille d'honneur.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alcide Benoît, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 24 juillet 1924 concernant les conditions requises pour l'attribution de la médaille d'honneur des sociétés musicales et chorales, p. 7338 (Document n° 1087).

Médaille militaire. — V. *Légion d'honneur et médaille militaire.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant: 1° à célébrer dignement le centenaire de la création de la médaille militaire; 2° à créer une contingent spécial de croix de la Légion d'honneur à des médaillés militaires; 3° à exonérer de taxes et impôts les manifestations, kermesses, etc., organisées au profit des œuvres sociales des médaillés militaires; 4° à émettre un timbre commémoratif; 5° à prévoir un crédit de 100 millions pour l'organisation de ces manifestations, p. 8562 (Document n° 1725). — Dépôt du rapport par M. Max Lejeune, p. 9742 (Document n° 2195). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jean-Paul Palewski, p. 10296 (Document n° 2319).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hénault tendant à inviter le Gouvernement: 1° à célébrer dignement le centenaire de la création de la médaille militaire; 2° à accorder un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur à des médaillés militaires; 3° à exonérer de taxes et impôts les manifestations, kermesses, etc. organisées au profit des œuvres sociales des médaillés militaires; 4° à émettre un timbre commémoratif, p. 7672 (Document n° 1314).

Médaille de la Résistance française.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à inviter le Gouvernement à fixer au 1er octobre 1951 la date limite de recevabilité des propositions relatives à la médaille de la Résistance française et à attribuer sous certaines conditions de cette distinction aux personnes décorées de la Croix de guerre pour faits de résistance, p. 4487 (Document n° 13046).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à contrôler les attributions de décorations au titre de la Résistance et à retirer ces décorations à ceux qui ne seraient pas titulaires de la carte de déporté ou interné de la Résistance, ou de combattant volontaire de la Résistance, p. 6298 (Document n° 626).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Corniglion-Molinier tendant à inviter le Gouvernement: 1° à fixer la date limite de recevabilité des propositions diverses relatives aux questions de résistance; 2° à prévoir l'attribution d'office de la médaille de la Résistance française à certaines catégories de décorés, p. 6357 (Document n° 694).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. le général Corniglion-Molinier tendant à inviter le Gouvernement: 1° à fixer la date limite de recevabilité des propositions diverses relatives aux questions de Résistance; 2° à prévoir l'attribution d'office de la médaille de la Résistance française à certaines catégories de décorés, p. 1353 (Document n° 299).

Médaille du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à accorder aux titulaires d'une médaille d'honneur du travail les avantages pécuniaires identiques à ceux qui sont attribués aux médaillés militaires, p. 6134 (Document n° 392).

Médecine et professions médicales. — V. *Enseignement de la médecine. — Interpellations* n°s 11, 12, 13. — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 54.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Mazuez sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi modifiant l'ordonnance du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien dentiste et de sage-femme (n°s 10748, 11220), p. 1958 (Document n° 12176). — Discussion, p. 2573; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 2574 (*Loi n° 51-443 du 19 avril 1951*, J. O. *du 20 avril 1951*).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Segelle sur la proposition de loi de M. Deixonne tendant à revaloriser les vacations des médecins appelés en consultation pour les congés de longue durée des fonctionnaires (n° 7595, année 1949), p. 6174 (Document n° 801).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Soustelle tendant à abroger le décret du 9 juin 1934, concernant l'utilisation des médecins, chirurgiens, pharmaciens dans les services administratifs, p. 6678 (Document n° 922).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay complétant la loi du 21 juillet 1949 modifiant l'article 20 de la loi validée du 11 septembre 1941 et relative au cumul de la profession de pharmacien avec celle de médecin, sage-femme et chirurgien dentiste, p. 8562 (Document n° 1710).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paternot tendant à modifier l'article 53 de l'ordonnance du 24 septembre 1945 afin d'augmenter le nombre des membres du conseil national de l'ordre des chirurgiens dentistes, de telle sorte que la région sanitaire formée par les trois départements d'Algérie soit représentée, au conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes, par un délégué, p. 9900 (Document n° 1864).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien dentiste et de sage-femme, en faveur des praticiens de la médecine naturelle d'Alsace et de Lorraine pouvant faire valoir leurs droits acquis, p. 8673 (Document n° 1748).

— Dépôt d'un proposition de résolution de M. Segelle tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la profession des visiteurs médicaux, p. 6213 (Document n° 580).

Mérite maritime.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création de deux contingents exceptionnels de Croix du mérite maritime destinés à récompenser l'un, les meilleurs artisans de la reconstruction de la flotte de commerce et de pêche et l'autre, les personnes qui ont pris une part prépondérante à la réalisation des grands travaux portuaires d'Abidjan, p. 349 (Document n° 11929). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 1106 (Document n° 12170), la commission demande de modifier le titre du projet de loi qui sera ainsi libellé: « *Projet de loi portant création de trois contingents exceptionnels de croix du mérite maritime destinés à récompenser, le premier, les meilleurs artisans de la reconstruction de la flotte de commerce et de pêche; le second, les personnes qui ont pris une part prépondérante à la réalisation des grands travaux portuaires d'Abidjan; le troisième, les mérites du personnel de la compagnie du canal de Suez qui s'est spécialement distingué lors du creusement du canal dérivé* ». — Dépôt du rapport par M. Jean Guiton, p. 1146 (Document n° 12193. — Adoption du projet de loi, p. 1602.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 730 (Document n° 146). — Dépôt du rapport par M. Yves Jaouen, p. 753 (Document n° 163). — Discussion, p. 971; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 972 (*rectificatif*, p. 810).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2638 (*Loi n° 51-403 du 11 avril 1951*, J. O. *du 12 avril 1951*).

Métallurgie. — V. *Commerce et industrie (entreprises diverses) Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 11. *Conseil de la République)*, n° 68.

Métaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à exempter les groupements d'auto-construction (type Castor) de l'obligation de fournir une contre-partie de métaux non ferreux tels que zinc, cuivre, plomb, obligation qui constitue pour ces groupements une entrave quasi insurmontable, p. 9096 (Document n° 1970).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cermolacce tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'extrême urgence à la disposition des négociants en métaux de la région des Bouches-du-Rhône, une première tranche de trois mille tonnes de métaux ferreux nécessaires à l'activité pacifique des petites et moyennes entreprises utilisant ces matières premières, p. 9895 (Document n° 2226).

Météorologie nationale (service de la). — V. *Air (secrétariat d'Etat).*

Métreur expert.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Montjon tendant à instituer l'ordre des métreurs experts en bâtiment et réglementant le titre de la profession de métreur expert en bâtiment, p. 9818 (Document n° 2203).

Métropolitain. — V. *Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers).*

Meublés. — V. *Hôtels, pensions de famille.*

Michelin (usine). — V. *Interpellations* n° 158.

Mines et carrières. — V. *Accidents du travail. — Allocations familiales — Amnistie. — Armées (service militaire). — Assurances sociales. — Chômage (allocation-secours). — Code du travail (comités d'entreprises, hygiène et sécurité des travailleurs). — Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — Enseignement primaire — Impôts (taxes départementales et communales). — Interpellations* n°s 41, 95, 258, 269. — *Pensions et retraites (cumul, mines). — Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 193, 194.

BUREAU DE RECHERCHES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création du bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine, p. 1682 (Document n° 12358). — Dépôt du rapport par M. Ramadier, p. 4211 (Document n° 13023). — *2e législature.* — Reprise du rapport, p. 6326 (Document n° 670).

EXPLOITATION

Assemblée nationale. — *2e législature.* — Reprise du rapport de M. Sion sur les propositions de résolution: 1° de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à encourager la production charbonnière; 2° de M. Gabriel Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à partir du 1er décembre 1949, à tous les travailleurs employés dans les mines, le transport gratuit du charbon qui leur est alloué (n° 9107, année 1950), p. 6325 (Document n° 682).

— Dépôt d'un rapport de M. Deixonne sur les propositions de résolution: 1° de M. Servin tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les houillères de Ronchamp (Haute-Saône); 2° de M. Montillot tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en exploitation les houillères de Ronchamp (Haute-Saône); 3° de M. Servin tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes de la catastrophe minière de Ronchamp (Haute-Saône) un premier secours d'un million de francs (n°s 9975, 11109, 11755), p. 4069 (Document n° 12980). — *2e législature.* — Reprise du rapport, p. 6326 (Document n° 667).

— Dépôt d'un rapport de M. Védrines sur les propositions de résolution: 1° de M. Védrines tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la fermeture des mines de Bort-Montcombroux (Allier) et à continuer les travaux de la centrale thermique; 2° de M. Védrines tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour la reprise immédiate de l'exploitation des mines de Bort-Montcombroux, de Buxières-les-Mines et de Commentry (Allier) (n°s 10085, 11437), p. 4187 (Document n° 13041). — *2e législature.* — Reprise du rapport, p. 6326 (Document n° 672).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à la constatation de la nullité de l'acte dit « loi du 17 mai 1941 » autorisant la mise en exploitation d'un gisement de sel en Algérie, p. 7668 (Document n° 1282).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramadier sur les usines de Decazeville, p. 4662 (Document n° 13093).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à compléter la loi du 28 juin 1927 afin de permettre la mise en valeur dans les plus courts délais de certains gisements houillers actuellement inexploités, p. 5931 (Document n° 80).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védrines tendant à inviter le Gouvernement à reprendre et développer l'exploitation des mines du département de l'Allier, à faire respecter les conditions d'embauche, de travail et de rémunération prévues par le statut du mineur, et à accorder des secours de chômage aux mineurs licenciés, p. 6115 (Document n° 361).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph-André Hugues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'exploitation des houillères de Ronchamp, en Haute-Saône, p. 10060 (Document n° 2267).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Georges tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour assurer le maintien de l'exploitation des houillères de Ronchamp, p. 10061 (Document n° 2272).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léon David tendant à inviter le Gouvernement à arrêter toute fermeture de puits de mine, notamment à la division de Valdonne, bassin de Fuveau (Bouches-du-Rhône), p. 2300 (Document n° 659).

NATIONALISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Finet sur la proposition de loi de M. Bergeret tendant à modifier les articles 37, 38 et 39 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux (n° 9286), p. 2140 (Document n° 12516). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux* », p. 5023 (*rectificatif*, p. 5285).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1602 (Document n° 384). — Dépôt du rapport par M. Jean-Eric Bousch, p. 2258 (Document n° 646). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Courrière, p. 2292 (Document n° 651). — Discussion, p. 2568; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable à la proposition de loi, p. 2576.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7601 (Document n° 1198).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à compléter la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, p. 5930 (Document n° 42).

PERSONNEL

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. de Villoutreys sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder aux ouvriers mineurs le payement de la journée chômée de la Sainte-Barbe (n° 822, année 1950), p. 324 (Document n° 70) (*rectificatif*, p. 388). — Discussion, p. 455; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 458.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1146 (Document n° 12189). — Dépôt du rapport par M. Le Sciellour, p. 1527 (Document n° 12320). — Adoption de la proposition de loi, p. 2025 (*rectificatif*, p. 3120) (*Loi n° 51-350 du 20 mars 1951, J. O. du 22 mars 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Sion tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 5 millions aux victimes de l'accident survenu le 7 février 1951 à la fosse n° 5 des mines de Bruay-en-Artois et à ordonner une enquête sur les responsabilités de cet accident, p. 893 (Document n° 12111). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Camphin tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 5 millions de francs pour les familles des victimes de l'effroyable catastrophe du puits 5 *bis* des houillères du groupe de Bruay-en-Artois, à prendre toutes mesures immédiates pour faire cesser les méthodes d'exploitation forcenée qui sont à la base des trop nombreux accidents mortels dans les mines, p. 966 (Document n° 12143). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 1013 (Document n° 12147). — Adoption après modification du titre: « *Proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des secours aux victimes de l'accident survenu le 7 février 1951 à la fosse n° 5 des mines de Bruay-en-Artois* », p. 2022.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mancey tendant à étendre le bénéfice des articles 22 et 23 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 portant application du statut du mineur, aux ouvriers reconnus invalides, aux veuves de retraités des entreprises dissoutes qui travaillaient au compte des houillères nationales et d'autres exploitations minières assujetties au statut du mineur », p. 6242 (Document n° 591) (*rectificatif*, p. 7007). — Dépôt du rapport par M. André Mancey, p. 8617 (Document n° 1738).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lecœur tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 12 du statut du mineur — décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées — décret établi en conformité de la loi du 14 février 1946, p. 5948 (Document n° 152). — Dépôt du rapport par M. Mancey, p. 8097 (Document n° 1581).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mora tendant: 1° à supprimer l'abattement de zone aux ouvriers travaillant au forage des puits de pétrole; 2° à assimiler les foreurs aux mineurs de fond en ce qui concerne l'âge de retraite, p. 151 (Document n° 11859).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mancey tendant à modifier l'article 23 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 portant application de la loi du 14 février 1946 fixant le statut du mineur, p. 5947 (Document n° 150).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à accorder à partir du 1er janvier 1951 la gratuité du transport du charbon alloué à tout le personnel occupé dans les mines, aux retraités et aux veuves de retraités mineurs, p. 6001 (Document n° 236).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à assurer la garantie constitutionnelle du droit au travail des ouvriers mineurs licenciés à la suite de la fermeture de certains puits de mines, p. 6081 (Document n° 315).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile Vanrullen tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour venir en aide immédiatement aux familles des victimes de la catastrophe minière de Divion, p. 400 (Document n° 90). — Rapporteur M. Vanrullen et discussion, p. 409; adoption, p. 410.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Martel tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de cinq millions pour les familles des victimes de l'effroyable catastrophe du puits 5 *bis*, des Houillères du groupe de Bruay-en-Artois; à prendre toutes mesures immédiates pour faire cesser les méthodes d'exploitation forcenée qui sont à la base des trop nombreux accidents mortels dans les mines; à donner aux délégués mineurs à la sécurité des pouvoirs plus étendus, p. 400 (Document n° 95).

Voir également aux rubriques suivantes: *Calamités, mines (exploitations).*

Mise en liberté provisoire. — V. *Code d'instruction criminelle.*

Mobilier familial. — V. *Dommages de guerre.*

Monaco (Principauté de). — V. *Questions orales (Conseil de la République)* nos 30, 106, 107, 108.

Monnaies. — V. *Conventions internationales. — France d'outre-mer (textes généraux). — Interpellations* n° 185. — *Or (production et commerce).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à rembourser aux anciens prisonniers de guerre les marks de camp qu'ils détenaient à leur retour de captivité, dans les limites fixées par les organisations d'anciens prisonniers de guerre, p. 6218 (Document n° 526).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à récompenser ceux qui ont remis à l'Etat leur or pendant la guerre 1914-1918, p. 10060 (Document n° 2268).

— Demande de désignation de deux membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein de la commission de contrôle de la circulation monétaire, p. 6175. — Désignation de candidatures, p. 6329, 6679. — Retrait d'une candidature, p. 6358. — Nomination de membres, p. 6358, 6776.

— Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission de contrôle de la circulation monétaire. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 6377.

Monnaies étrangères.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pébellier tendant à habiliter les bureaux de poste des villes et stations touristiques à effectuer le change des monnaies étrangères, p. 8673 (Document n° 1766).

Monnaies et médailles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant la procédure de codification des textes législatifs relatifs aux instruments monétaires et aux médailles, p. 4930 (Document n° 13151). — Dépôt du rapport par M. Palewski, p. 5088 (Document n° 13218). — Adoption du projet de loi, p. 5402.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1318 (Document n° 443). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 2076 (Document n° 575). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2157.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6603 (*Loi n° 51-1087 du 12 septembre 1951, J. O. du 13 septembre 1951*).

Mont-Blanc. — V. *Interpellations* n° 161.

Mont Valérien. — V. *Interpellations* n° 244.

Montres.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à rendre obligatoire la numérotation des mouvements de montres importés, p. 386 (Document n° 11959). — Dépôt du rapport par M. Weil-Raynal, p. 2472 (Document n° 12613). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la numérotation des mouvements de montres*, p. 3245.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1082 (Document n° 261). — Dépôt du rapport par M. Siaut, p. 1422 (Document n° 336). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1627.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5200 (*Loi n° 51-698 du 24 mai 1951, J. O. du 5 juin 1951*).

Monuments commémoratifs.

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Vourc'h, sénateur, tendant à subventionner l'achèvement du monument des Bretons des Forces françaises libres, à Camaret (nos 11159-11664), p. 581.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 387 (Document n° 82). — Dépôt du rapport par M. Avinin, p. 566 (Document n° 129). — Discussion, p. 581; adoption, à l'unanimité, de l'avis sur la proposition de loi, p. 582.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1525 (*Loi n° 51-245 du 28 février 1951, J. O. du 2 mars 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative à la reconstruction du monument commémoratif du général Mangin, détruit par les Allemands en 1940, et instituant une souscription nationale à cet effet, p. 5930 (Document n° 41). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 8792 (Document n° 1823). — Adoption de la proposition de loi, p. 10074.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3630 (Document n° 907).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à subventionner l'achèvement du centre médico-social érigé à Ascq, à la mémoire des héros de la Résistance et en faveur de leurs enfants, p. 884 (Document n° 12100).

— Dépôt d'une proposition de M. Bourbon tendant à accorder une subvention de cinq millions de francs pour permettre l'achèvement du monument aux morts de la Résistance de Cerdon, p. 3419 (Document n° 12863).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Révillon tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Cerdon à la mémoire des maquisards, p. 6004 (Document n° 243).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cornu tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide financière au comité d'érection d'un monument à la mémoire des victimes de la frégate « Laplace », p. 792 (Document n° 171). — Dépôt du rapport par M. Jean de Gouyon, p. 2025 (Document n° 496).

Monuments historiques. — Monuments naturels. — V. *Bâtiments publics.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à admettre dans la catégorie des monuments historiques et sites classés les vieux moulins à vent de la Flandre française et à octroyer une aide matérielle aux meuniers exploitant ces moulins selon les méthodes artisanales, p. 2638 (Document n° 12677).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi aggravant les pénalités à l'encontre de ceux qui portent des inscriptions sur les chaussées des routes, les arbres qui les bordent, les murs et les clôtures, les rochers et autres monuments naturels, p. 6[illegible] (Document n° 513).

Morts pour la France. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre. — Livre d'or des municipalités.*

Motion de censure. — V. *Censure.*

Musique. — V. *Associations et groupements.*

Mutilés. — V. *Accidents du travail. — Anciens combattants. — Centre national de rééducation fonctionnelle et professionnelle. — Emploi obligatoire des mutilés. — Emplois réservés. — Enseignement technique. — Insigne des mutilés du travail. — Questions orales (Assemblée nationale),* n° 117. — *Transports et voies de communication (transports de la région parisienne).*

Mutualité. — V. *Conseil supérieur de la mutualité. — Sociétés de secours mutuels.*

N

Natation. — V. *Etablissements balnéaires.*

Nationalisation. — V. *Electricité. — Mines et carrières.*

Nationalité. — V. *Elections législatives.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Wasmer sur le projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la nationalité française relatives à l'acquisition de la nationalité française par le mariage (nos 9160, 11627), p. 3609 (Document n° 12890). — Adoption du projet de loi, p. 4752.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1581 (Document n° 351). — Dépôt du rapport par M. Péridier, p. 1951 (Document n° 477). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1951.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5772 (*Loi n° 51-658 du 24 mai 1951, J. O. du 31 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'article 9 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, p. 2470 (Document n° 12581).

— Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, p. 7804 (Document n° 1131).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à la modification de l'article 82 du titre III de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 « Code de la nationalité française », en vue de permettre l'inscription sur les listes électorales de l'épouse et des enfants majeurs de sexe féminin, des naturalisés ayant droit à demander leur inscription sur les listes électorales, en application de l'article 82 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, p. 15[illegible] (Document n° 12346) (*rectificatif*, p. 1781).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à modifier l'article 81 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 (code de la nationalité française), afin de permettre aux étrangers ayant acquis la nationalité française, de pouvoir prendre part aux élections politiques, p. 1812 (Document n° 12436).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jeques Bardoux portant définition de la nationalité française et fixant les règles de l'immigration des étrangers et de leur naturalisation, p. 5930 (Document n° 51).

Nations-Unies. — V. *Conventions internationales.*

Navigation aérienne et maritime. — V. *Conventions internationales (impôts). — Transports (transports aériens).*

Navigation intérieure. — V. *France d'outre-mer (textes généraux). — Ports maritimes et fluviaux. — Transports et voies de communication.*

Niger. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 202, 203.

Noms patronymiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les dispositions en vigueur relatives au nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère et ultérieurement par le père, p. 1812 (Document n° 12432). — Dépôt du rapport par M. Gallet, p. 5284 (Document n° 13270). — 2e *législature.* — Reprise du rapport par M. Gallet, p. 6080 (Document n° 324). — Dépôt d'un nouveau rapport par M. Lacaze, p. 8792 (Document n° 1819). — Adoption de la proposition de loi, p. 9489.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 330 (Document n° 865).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'accomplissement des formalités permises par la loi n° 49-572 du 23 avril 1949 concernant les changements de prénom de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive, p. 9033 (Document n° 1955).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ernest Pezet tendant à modifier la loi n° 50-393 du 3 avril 1950 relative à la francisation des noms patronymiques et des prénoms des étrangers, et à instituer des mesures transitoires en la matière, p. 2680 (Document n° 750).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8383 (Document n° 1681).

Notaires. — V. *Agents d'affaires. — Offices publics et ministériels.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à réglementer l'accès des anciens notaires aux fonctions notariales, p. 1312 (Document n° 12444). — Dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 4005 (Document n° 12959).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à rendre applicables à l'Algérie et aux départements d'outre-mer les dispositions de la loi du 8 décembre 1950 modifiant les articles 971, 972, 973, 974, 976, 977, 979, 980 et 1007 du code civil (dispositions testamentaires) et l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, p. 6134 (Document n° 399).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cornu tendant à modifier les lois du 4 janvier 1843 et du 9 décembre 1945 réglementant les conditions d'admission à l'honorariat des notaires, p. 1945 (Document n° 476).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5772 (Document n° 13338).

Nouvelle-Calédonie. — V. *France d'outre-mer.*

O

Obligations. — V. *Valeurs mobilières.*

Océanie. — V. *France d'outre-mer.*

Œuvres littéraires. — V. *Propriété littéraire et artistique.*

Œuvres sociales. — V. *Office national des anciens combattants.*

Œuvres sociales en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cayol sur la proposition de loi de M. Cayol tendant à créer un comité national d'action universitaire et sociale (n° 11353), p. 3507 (Document n° 12868). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Cayol, p. 9032 (Document n° 1923).

Offices publics d'AMENAGEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à créer des offices publics d'aménagement de régions urbanisées ou en vue d'urbanisation, p. 919 (Document n° 12129).

Office national des ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Berlet tendant à la création d'une caisse spéciale au sein de l'office national des anciens combattants et victimes de la guerre, alimentée par l'abandon total de la retraite du combattant par certains anciens combattants, au profit d'œuvres sociales, p. 10296 (Document n° 2318).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à titulariser le personnel temporaire et contractuel de l'office national des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 9173 (Document n° 1989).

— Représentation de l'Assemblée nationale au sein du comité d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de la guerre. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 6223, 7012.

Office national interprofessionnel des CEREALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Vée tendant à modifier la constitution et les attributions du conseil central de l'office des céréales, à simplifier le système de répartition du travail en meunerie et à rendre la liberté aux prix des farines et du pain, p. 2163 (Document n° 12560).

— Dépôt d'un rapport de M. Gérard Vée sur les propositions de loi: 1° de M. Waldeck Rochet tendant à modifier la composition du conseil central de l'office national interprofessionnel des céréales (O. N. I. C.) et à lui conférer les attributions prévues antérieurement par la loi du 15 août 1936; 2° de M. Gérard Vée tendant à modifier la constitution et les attributions du conseil central de l'office des céréales, à simplifier le système de répartition du travail en meunerie et à rendre la liberté aux prix des farines et du pain (nos 4100, 12560), p. 4582 (Document n° 13075).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Daladier tendant à la réorganisation de l'office national interprofessionnel des céréales, p. 6219 (Document n° 533).

Office national des ENGRAIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Baurens tendant à l'institution d'un office national des engrais, amendements et pesticides, p. 8097 (Document n° 1563).

Office national interprofessionnel du MACHINISME AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Baurens relative à la constitution d'un office national interprofessionnel du machinisme agricole, p. 8097 (Document n° 1564).

Office national de la NAVIGATION. — V. *Marine marchande.*

Office du NIGER. — V. *Enquêtes parlementaires (Conseil de la République).*

Office français de PROTECTION DES REFUGIES ET APATRIDES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides, p. 9306 (Document n° 2056).

Offices PUBLICS ET MINISTERIELS. — V. *Agents d'affaires*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur le statut disciplinaire des greffiers, officiers publics et ministériels, p. 5930 (Document n° 48).

Office SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES PECHES MARITIMES. — V. *Huitres et coquillages.*

Oléagineux. — V. *Corps gras, huiles et plantes oléagineuses. — Interpellations n° 74. — Questions orales (Conseil de la République), n° 64.*

Oliviers. — V. *Corps gras, huiles et plantes oléagineuses.*

Opticien-lunetier.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Segelle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi tendant à modifier et compléter l'acte dit loi du 5 juin 1944 réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant n° 11111), p. 949 (Document n° 12139). — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture dudit projet de loi, p. 5928 (Document n° 22).

Or (production et commerce de l'). — V. *France d'outre-mer (textes généraux). — Monnaie.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur le marché libre de l'or et des monnaies d'or, p. 5930 (Document n° 40).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à l'institution d'un comité de l'or national et d'un centre technique aurifère en vue de promouvoir les réformes indispensables à l'essor de la production aurifère dans les territoires de la métropole et de l'Union française, p. 5931 (Document n° 72).

Organisation administrative. — V. *Administrations publiques. — Algérie. — Alsace et Lorraine.*

Organisation judiciaire. — V. *Algérie. — Alsace et Lorraine. — France d'outre-mer (textes généraux).*

Organisation municipale. — V. *Administration communale. — France d'outre-mer, départements d'outre-mer (textes généraux).*

Organisation professionnelle. — V. *Agriculture.*

Ostréiculture. — V. *Calamités agricoles, publiques et viticoles. — — Huitres et coquillages. — Impôts (revenus). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 74.*

Ouvriers agricoles. — V. *Agriculture.*

Ouvriers des établissements de l'Etat. — V. *Fonctionnaires (avancement). — Pensions et retraites. — Traitements, soldes et indemnités.*

Ouvriers mineurs. — V. *Accidents du travail. — Assurances sociales (mines). — Mines et carrières (personnel). — Pensions et retraites (mines).*

P

Palais nationaux. — V. *Bâtiments civils et palais nationaux.*

Pain. — V. *Agriculture (blé, farine et pain). — Interpellations* n° 240. — *Santé publique (protection de la).*

Panthéon.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Louis Marin sur la proposition de loi de M. Louis Marin relative au transfert au Panthéon du corps du professeur Hyacinthe Vincent (n° 11582), p. 4487 (Document n° 13047). — Adoption de la proposition de loi, p. 5401.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1818 (Document n° 445). — Adoption d'une résolution demandant une prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 2513.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 7536 (Document n° 1171). — Adoption de la résolution, p. 7618.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2586. — Dépôt du rapport par M. Héline, p. 2628 (Document n° 714). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Raymond Bonnefous, p. 2630 (Document n° 715). — Discussion, p. 2638; adoption d'un avis défavorable à la proposition de loi, p. 2640.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7973 (Document n° 1496).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le transfert des cendres de Louis Braille au Panthéon, p. 9306 (Document n° 2057).

Papier de presse. — V. *Impôts (taxes départementales et communales, art.* 1575). — *Interpellations* n°s 24, 28, 50, 75.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desson tendant à inviter le Gouvernement à appliquer au papier destiné aux livres classiques primaires le tarif pratiqué par la société professionnelle des papiers de presse pour les journaux et à exonérer provisoirement de la prime de conjoncture tout le papier destiné à l'édition des livres scolaires, p. 6283 (Document n° 625). — Demande d'arbitrage sur l'urgence de la discussion, p. 6533.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desson tendant à inviter le Gouvernement à ramener le taux de la prime de conjoncture appliqué sur les ventes de papier Afnor I/1 destiné à l'édition au taux de la prime de conjoncture appliquée au papier journal vendu à la Société professionnelle de papier de presse, p. 8900 (Document n° 1869) (*rectificatif*, p. 9308).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desson tendant à inviter le Gouvernement à subordonner le maintien de la prime dite de conjoncture pour l'industrie papetière à la fourniture par celle-ci d'une quantité minimum de papier de qualité Afnor I/1, p. 9307 (Document n° 2075).

Pari mutuel.

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 modifié, ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux (n°s 10219, 11782) après modification du titre: « *Projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 2 juin* 1891 *ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux* », p. 1650.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 740 (Document n° 150). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 1413 (Document n° 332). — Discussion, p. 1578; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1579.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5001 (Document n° 13201). — Dépôt du rapport par M. Pierre Dominjon, p. 5284 (Document n° 13271). — Discussion, p. 5679; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 5680 (*Loi* n° 51-681 *du* 24 *mai* 1951, J. O. *du* 1er *juin* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schauffler tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions d'application de la loi du 2 juin 1891 modifiée, sur le pari mutuel urbain, p. 2001 (Document n° 12521).

Paris (Ville de). — V. *Administration de la ville de Paris. — Départements, villes et communes (budgets). — Eau potable. — Loyers (locaux).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 15 mai 1930 relative au classement des voies privées de la ville de Paris, p. 6241 (Document n° 570).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jaquet tendant à annuler la spoliation dont sont victimes les citoyens français tombant sous le coup des lois du gouvernement de fait dit de l'Etat français portant réquisition d'urgence de leurs propriétés ou des locaux qu'ils occupent sur la zone des anciennes fortifications de Paris et sur la zone de sauvegarde de 150 mètres autour de Paris, p. 9545. (Document n° 2167).

Parlement. — V. *Assemblée nationale. — Conseil de la République. — Interpellations* n° 174. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 40.

Partis politiques. — V. *Interpellations* n°s 36, 136, 142, 252, 270.

Assemblée nationale. — Déclarations politiques des groupes remises au bureau de l'Assemblée nationale, p. 5907, 8677.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative aux associations et partis politiques, p. 5930 (Document n° 53).

Patentes. — V. *Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 54.

Pâtissiers. — V. *Commerce et industrie (commerce de gros et détail.*

Payements. — V. *Code de commerce. — Comptabilité publique.*

Pêche fluviale.

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de loi de M. Verdeille, sénateur, tendant à modifier les lois des 15 avril 1829, 12 juillet 1941 et 7 juin 1949 concernant la pêche à la ligne (n° 691, année 1950), p. 753.

Assemblée nationale. — Retrait de ladite proposition de loi (n° 10953), p. 1864.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gérard Vée sur la proposition de loi de M. Gérard Vée tendant à modifier l'article 5 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale modifié par la loi du 12 juillet 1941 (n° 10599), p. 5284 (Document n° 13231).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à exonérer totalement des droits du permis de pêche les grands invalides de guerre bénéficiaires de la loi du 22 mars 1935, modifiée par décret-loi du 17 juin 1938, p. 8304 (Document n° 1655).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Verdeille tendant à modifier les lois des 15 avril 1829, 12 juillet 1941 et 7 juin 1949 concernant la pêche à la ligne, p. 752 (Document n° 160).

Assemblée nationale. Transmission de la proposition de loi, p. 1365 (Document n° 12466).

Conseil de la République. — Reprise de la proposition de loi (transmise dans la 1re législature), p. 2061 (Document n° 535).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 448).

Pêches maritimes. — V. *Algérie (décisions de l'Assemblée). — Calamités. — Chômage (allocation secours). — Conventions internationales. — Douanes (tarifs). — Exportations et importations. — Fraudes. — Huîtres et coquillages. — Impôts (bénéfices industriels et commerciaux, traitements). — Interpellations* n°s 68, 264, 265. — *Ports maritimes et fluviaux. — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 147.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Petit tendant à accorder un secours d'urgence de cinq millions de francs aux marins pêcheurs et aux ouvriers des usines de conserves de Saint-Jean-de-Luz réduits au chômage et à la misère par suite de la disparition, depuis le 10 octobre 1950, du thon et de la sardine des côtes du Sud-Ouest, p. 1601 (Document n° 12351). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mora tendant à ouvrir, au budget de 1951, un crédit de 10 millions de francs pour être distribué aux marins pêcheurs et ouvriers de la conserve de Saint-Jean-de-Luz et Capbreton réduits à la misère depuis six mois par des difficultés exceptionnelles de pêche, p. 1958 (Document n° 12485). — Dépôt d'un rapport par M. Truffaut, p. 2002 (Document n° 12520). — Adoption de l'ensemble après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à ouvrir au budget du ministère de l'intérieur pour* 1951 *un crédit de 5 millions de francs pour venir en aide aux marins pêcheurs et ouvriers des conserveries de Saint-Jean-de-Luz et Capbreton* », p. 2574.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1030 (Document n° 231). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 1058 (Document n° 242). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1070.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3226 (*Loi* n° 51-428 *du* 16 *avril* 1951, J. O. *du* 18 *avril* 1951).

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Yvon étendant au commerce d'importation de poisson les dispositions de la loi n° 48-1400 du 7 septembre 1948, portant organisation et statut de la profession de mareyeur (n°s 8992, 11572) après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à compléter la réglementation du commerce d'importation des produits de la pêche maritime* », p. 1546.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 676 (Document n° 139). — Dépôt du rapport par M. Lucien de Gracia, p. 1030 (Document n° 226). — Discussion, p. 1443; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1444.

Assemblée nationale. Avis conforme du Conseil de la République, p. 4531 (*Loi* n° 51-529 *du* 11 *mai* 1951, J. O. *du* 12 *mai* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à allouer un secours d'un million de francs aux familles des victimes du naufrage du chalutier cherbourgeois *Cachalot*, disparu en mer le 4 février 1951, p. 966 (Document n° 12142). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 1219 (Document n° 12204). — Adoption de la proposition de loi, p. 2021.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux patrons et marins pêcheurs de l'île d'Houat (Morbihan), victimes de la tempête du 27 janvier 1951, p. 506 (Document n° 11997). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 646 (Document n° 12040). — Adoption de la proposition de résolution, p. 966.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guy Petit tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de cinq millions de francs aux marins pêcheurs et aux ouvriers des usines de conserves de Saint-Jean-de-Luz réduits au chômage et à la misère par suite de la disparition, depuis le 10 octobre 1950, du thon et de la sardine des côtes du Sud-Ouest, p. 583 (Document n° 12007). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à dégager d'urgence les crédits nécessaires à l'octroi d'un secours aux marins pêcheurs ainsi qu'aux travailleurs des usines de conserves de la région de Saint-Jean-de-Luz, secours en aucun cas inférieur au montant de l'allocation de chômage, p. 607 (Document n° 12016). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 819 (Document n° 12080). — Adoption de l'ensemble, p. 1111.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Victor Michaut tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours immédiat de 10 millions en faveur des familles des marins péris en mer au cours du naufrage du chalutier *Duc de Normandie*, de Fécamp, p. 1516 (Document n° 12333). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 2002 (Document n° 12519). — Adoption, p. 2574.

— Dépôt d'un rapport de M. Guiguen sur la proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection de la pêche maritime française, notamment par le rétablissement des contingents, le relèvement des tarifs douaniers, la livraison à toute la pêche du carburant au prix international, la détermination d'un prix particulier du charbon destiné aux chalutiers à vapeur, la prospection des pays susceptibles de nous fournir, si elles ne sont pas produites en France et dans les pays de l'Union française, les matières premières d'avitaillement à meilleur compte et d'importants débouchés pour notre production, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale (n° 11594), p. 646 (Document n° 12035).

— Dépôt d'un rapport de M. Yvon sur la proposition de loi de M Yvon tendant à définir l'exercice du droit de pêche des inscrits maritimes sur les étangs salés appartenant à des collectivités locales ou à des particuliers (n° 11643), p. 4790 (Document n° 13107). — 2e *législature*. — Reprise du rapport, p. 6218 (Document n° 545).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à instituer et à financer un plan de cinq ans de rénovation et de modernisation de la flottille de pêche artisanale, p. 2712 (Document n° 12686).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mora tendant à ouvrir au budget de 1951 un nouveau crédit de 5 millions de francs pour être distribué aux marins pêcheurs et ouvriers de la conserve de Saint-Jean-de-Luz et Caphreton, réduits à la misère depuis plus de six mois par des difficultés exceptionnelles de pêche, p. 3290 (Document n° 12830).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à exonérer des versements forfaitaires de 5 p. 100 du salaire de chaque matelot embarqué, les patrons pêcheurs se livrant personnellement à la pêche, p. 3906 (Document n° 12946).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen tendant à accorder d'urgence au comité national d'entr'aide aux familles des marins péris en mer, la somme de 100 millions de francs, p. 6212 (Document n° 592).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 3 du décret du 1er septembre 1926 relatif à la taille marchande de la langouste pêchée en ce qui concerne la langouste de provenance des côtes portugaises, p. 819 (Document n° 12081).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection de la pêche maritime française, notamment par le rétablissement des contingents, le relèvement des tarifs douaniers, la livraison à toute la pêche du carburant au prix international, la détermination d'un prix particulier du charbon destiné aux chalutiers à vapeur, la prospection des pays susceptibles de nous fournir, si elles ne sont pas produites en France et dans les pays de l'Union française, les matières premières d'avitaillement à meilleur compte et d'importants débouchés pour notre production, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale, p. 8338 (Document n° 1852).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures de protection de la pêche des crustacés (langoustes et homards), notamment par le retour au contingentement, la répartition de ce contingentement entre tous les mareyeurs possédant des viviers, le débarquement des quantités importées dans des ports déterminés où le contrôle douanier peut être efficace, l'élargissement du contingent aux crustacés en conserve et congelés, p. 9032 (Document n° 1949) (*rectificatif*, p. 9461).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter de Gouvernement à faire respecter par les armateurs à la pêche industrielle de Lorient la convention tripartite valable à compter du 1er octobre 1945 et faisant l'objet de la décision n° 7 du secrétaire général de la marine marchande en date du 19 janvier 1946, p. 9110 (Document n° 1975).

Pécule. — V. *Prisonniers et déportés.*

Pensée française. — V. *Postes, télégraphes et téléphones (tarifs).*

Pensions et retraites. — V. *Assurances sociales (vieux travailleurs). — Code du travail (salaires). — Comptabilité publique. — Impôts (revenus, traitements, pensions). — Interpellations* n°s 120, 199, 205, 222. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 44, 62, 67, 138, 147, 150, 176, 180, 208 (*Conseil de la République*), n°s 25, 61, 76. — *Traitements, soldes et indemnités (textes généraux).*

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à réaliser rapidement la péréquation des retraites, afin qu'elle soit terminée au 1er janvier 1951 et à accorder aux retraités des établissements d'Etat, arsenaux, poudreries, cartoucheries et à ceux des collectivités locales, des chemins de fer, etc., des avances importantes en attendant cette réalisation (n°s 11179, 11552), p. 182

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à la modification d'attribution de l'indemnité de cherté de vie attribuée aux retraités de l'Etat, aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat et aux anciens agents de l'imprimerie nationale par les décrets des 9 octobre 1948 et 30 janvier 1950, p. 3075 (Document n° 12753).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à porter au 1er septembre 1950 le minimum vital à 136.000 francs par an en application de l'article 65 de la loi du 20 septembre 1948, p. 646 (Document n° 12046).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Segelle tendant à inviter le Gouvernement à établir un barème unique pour l'appréciation des invalidités donnant droit à pension, quelles que soient l'origine et l'indemnisation de ces invalidités, p. 6243 (Document n° 579).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à accorder le droit à retraite anticipée aux fonctionnaires, agents et ouvriers, anciens combattants de l'Etat, des services publics et assimilés, par la remise en vigueur des dispositions essentielles du décret du 17 juin 1938 et des lois sur le dégagement des cadres, p. 8498 (Document n° 1597).

AGENTS DES CHEMINS DE FER ET DES TRANSPORTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Pineau sur le projet de loi tendant à majorer les rentes viagères servies par la caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways (n° 10299), p. 294 (Document n° 11881). — Adoption du projet de loi, p. 4752.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1514 (Document n° 355). — Dépôt du rapport par M. Pinton, p. 2061 (Document n° 514)). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2119.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6603 (*Loi n° 51-1081 du 10 septembre 1951 J O. du 12 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter l'article 13 du décret du 23 octobre 1935 relatif aux transports publics d'intérêt local étendu par la loi du 17 mai 1946 aux licenciements motivés par des modifications de service résultant de circonstances tenant à l'état de guerre, p. 3419 (Document n° 12855). — Dépôt du rapport par M. Allonneau, p. 5284 (Document n° 13264).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 17 de la loi du 22 juillet 1922 en ce qui concerne les droits à pension de certains agents des chemins de fer secondaires d'intérêts général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, p. 9652 (Document n° 2183).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère tendant à dégager un crédit de 1.100 millions de francs pour permettre la réalisation de la péréquation intégrale des retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways, servies par la caisse autonome mutuelle des retraites et à intégrer dans le calcul de la retraite les services militaires et les bonifications de campagne, p. 1592 (Document n° 12341) (*rectificatif*, p. 1781).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bour tendant à soumettre tous les retraités de la Société nationale des chemins de fer français au même statut, p. 338 (Document n° 11904).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à permettre l'affiliation à la caisse autonome mutuelle de retraite des agents de chemin de fer secondaire d'intérêt général, d'intérêt local et des tramways prévue par la loi du 22 juillet 1922, des agents des réseaux secondaires ayant encore conservé le régime de retraite de la loi du 20 juillet 1886, p. 5932 (Document n° 129).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à soumettre tous les retraités de la Société nationale des chemins de fer français au même statut, p. 5979 (Document n° 219).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à dégager un crédit d'un milliard 100 millions de francs pour permettre la réalisation de la péréquation intégrale des retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways, servies par la caisse autonome mutuelle des retraites et à intégrer dans le calcul de la retraite les services militaires et les bonifications de campagnes, p. 5980 (Document n° 220).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 23 juillet 1922 aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, p. 6081 (Document n° 316).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à soumettre tous les retraités de la Société nationale des chemins de fer français au même statut, p. 6276 (Document n° 614).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à faire bénéficier le personnel des ex-chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, ayant opté en 1921-1925 et ultérieurement pour le régime des retraites des grands réseaux français, introduit par la loi du 21 juillet 1909, de l'affiliation à ce régime à partir de 1911 au lieu de 1925, p. 6953 (Document n° 1008).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marc Dupuy étendant aux cheminots anciens combattants, déportés et internés de la résistance, le bénéfice des dispositions légales appliquées aux fonctionnaires, aux agents des services publics, aux travailleurs des industries nationalisées relatives aux campagnes de guerre double et simple, p. 7433 (Document n° 1127).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cagne tendant à dégager un crédit de 380 millions de francs pour permettre la réalisation de la péréquation intégrale des retraites des agents des tramways de Lyon et de Bordeaux, servies par les caisses des régimes particuliers homologués en dérogation de la loi du 22 juillet 1922, p. 9231 (Document n° 2021).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Morand tendant à inviter le Gouvernement à exiger de la Société nationale des chemins de fer français le respect de la loi du 21 juillet 1909 sur les retraites des agents de la Société nationale des chemins de fer français par le maintien de tous les éléments de rémunération dans le calcul des pensions pour la retraite, p. 5020 (Document n° 13209).

AGENTS TEMPORAIRES ET AUXILIAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à la constitution d'un régime de retraite en faveur des « cadres » employés par les administrations, p. 6242 (Document n° 586).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mlle Weber sur le projet de loi relatif à l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains ayant contracté une invalidité dans l'organisation Todt ou le service allemand du travail (nos 6182, 7949), p. 2473 (Document n° 12633). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry, p. 2867 (Document n° 12736). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi relatif à l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains ayant contracté une invalidité dans le service allemand du travail* », p. 3084.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1082 (Document n° 254). — Dépôt du rapport par M. Radius, p. 1353 (Document n° 293). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p 1578.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1999 (*Loi n° 51-572 du 21 mai 1951, J O du 22 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry sur la proposition de loi de M. Poirot, tendant à fixer la pension des veuves de guerre à la moitié et la pension des ascendants à 33 p. 100 de la pension allouée à un invalide de 100 p. 100 d'invalidité (allocations comprises) (nos 8731-10057-11555), p. 4582 (Document n° 13076). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Maurice Poirot, p. 5000 (Document n° 13198).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis supplémentaire de la commission des finances par M. Aubry sur la proposition de loi de M. Touchard, tendant à évincer des opérations de la « Revision des pensions dites abusives », celles qui furent attribuées par décision de justice (nos 458-6639-11681-11476), p. 4582 (Document n° 13079).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry sur: I. Les propositions de loi: 1° de M. Darou, tendant à modifier l'article 1er du décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (art 29 du code des pensions); 2° de M. Draveny, tendant à étendre les délais pendant lesquels les anciens militaires peuvent demander une pension d'invalidité; 3° de M. Mouton, tendant à proroger d'un an le délai accordé aux anciens prisonniers de guerre pour se pourvoir devant une commission de réforme; 4° de M. Aubry, tendant à modifier le régime des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre; 5° de M. Touchard, tendant à l'aménagement du décret du 20 janvier 1940 et de la loi du 9 septembre 1941 concernant la présomption d'origine en matière de pensions; 6° de M. Charles Schauffler, tendant à modifier les délais de forclusion prévus aux articles 21 et 29 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre; 7° de M. Loison, sénateur, tendant à modifier le décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires; II. La proposition de résolution de M. Hénault, tendant à inviter le Gouvernement à proroger d'un an le délai de cinq années accordé aux anciens prisonniers pour se pourvoir devant une commission de réforme (nos 8454-8455-10184-10323-10573-10802 8334-9587-11206), p. 4582 (Document n° 13080).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry sur la proposition de loi de M. Touchard, tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 sur le rapport constant entre les pensions militaires d'invalidité et les traitements bruts des fonctionnaires (nos 6974-7480-11559), p. 4582 (Document n° 13081).

— Dépôt d'un rapport de M. Touchard sur la proposition de loi de M. Touchard, tendant à accorder aux invalides militaires du temps de paix le bénéfice de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919, repris aux articles 12 et 13 du code des pensions (décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947) (n° 11488), p. 646 (Document n° 12036).

— Dépôt d'un rapport de Mlle Weber sur la proposition de loi de M. Louis Siefridt, tendant à modifier l'article 48 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (n° 11569), p. 2473 (Document n° 12634).

— Dépôt d'un rapport de M. Mouchet sur la proposition de résolution de M. Devemy, tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération les grades des agents civils de la défense passive pour le calcul des pensions acquises, au titre de victime de guerre, par eux ou par leurs ayants droit (n° 11794), p. 3610 (Document n° 12911). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 7006 (Document n° 1024).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt, tendant à compléter l'article 45 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 concernant les Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht rentrés dans leur foyer après le 1er juin 1945, p. 6114 (Document n° 372).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wolff, tendant à modifier l'article 45 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950, remplaçant l'article 6 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 8723 (Document n° 1773). — Dépôt du rapport par M. Rosenblatt, p. 9546 (Document n° 2137).

— Dépôt d'un projet de loi admettant certains étrangers au bénéfice des lois du 31 mars 1919 ou 24 juin 1919 et 20 mai 1946 ainsi que certains Français victimes de circonstances particulières, p. 8899 (Document n° 1891).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt, tendant à modifier l'article 49 de la loi du 31 mars 1919 au profit de certaines catégories d'agents des ministères de la guerre, de la marine et de l'air, p. 562 (Document n° 11991).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Nisse, tendant à modifier la loi du 24 juin 1919, modifiée par la loi du 28 juillet 1921 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, p. 949 (Document n° 12137).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt, tendant à compléter l'article 45 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 concernant les Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht rentrés dans leur foyer après le 1er juin 1945, p. 3290 (Document n° 12834).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard, tendant à appliquer, à compter du 1er mai 1951, aux pensions militaires d'invalidité, aux pensions de veuves de guerre, d'orphelins, d'ascendants, ainsi qu'aux allocations provisoires, l'augmentation de 11,55 p. 100 (correspondant à celle accordée aux travailleurs) sur le montant des pensions perçues au 25 décembre 1950, p. 3419 (Document n° 12862).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné, tendant à modifier l'article 49 du code des pensions militaires d'invalidité et victimes de la guerre, p. 3507 (Document n° 12884).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Thuillier, tendant à accorder certains avantages aux veuves d'anciens combattants des deux guerres, p. 4865 (Document n° 13121).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet ayant pour but d'étendre aux membres de la police auxiliaire de sécurité, instituée lors des événements de la Libération dans divers départements, le bénéfice des pensions militaires de la loi du 31 mars 1919, p. 5143 (Document n° 13233).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Weber, tendant à compléter l'article 1er de la loi du 17 avril 1923, modifié par la loi du 23 mars 1928, pour en étendre le bénéfice aux veuves de guerre 1914-1918, qui ont acquis la nationalité française en application du code civil par voie de mariage contracté après le 28 juin 1920, avec des Alsaciens ou des Lorrains réintégrés de plein droit dans la nationalité française par le traité de Versailles, p. 5283 (Document n° 13277).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Péri, tendant à fixer la pension de veuve de guerre à la moitié de la pension allouée à un invalide de 100 p. 100 d'invalidité (allocations comprises), p. 5931 (Document n° 102).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Gabriel Péri, tendant à modifier l'article 67 du code des pensions et étendant le bénéfice de la pension d'ascendant aux ascendants victimes de la guerre qui ne sont imposables à l'impôt général sur le revenu que pour un revenu net ne dépassant pas 50.000 F, p. 5947 (Document n° 158).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à intégrer les allocations aux grands invalides dans la pension principale en vue de réparer l'injustice dont sont victimes les pensionnés de guerre de 10 à 80 p. 100, p. 6081 (Document n° 321).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet ayant pour but d'étendre aux membres de la police auxiliaire de sécurité, instituée lors des événements de la Libération dans divers départements, le bénéfice des pensions militaires de la loi du 31 mars 1919, p 6218 (Document n° 519).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à faire bénéficier les invalides militaires du temps de paix, des mêmes barèmes et avantages que ceux des mutilés de guerre par l'octroi de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919, repris aux articles 12 et 13 du code des pensions (décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947), p. 6276 (Document n° 603).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à modifier l'article 48 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 6277 (Document n° 618).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à modifier les dispositions de l'article 81 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, en vue de réserver certaines audiences des tribunaux des pensions aux affaires concernant les victimes civiles de la guerre et de modifier, pour ces affaires, la composition de ces tribunaux, p. 6401 (Document n° 787).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bégouin tendant: 1° à comprendre dans le montant de la pension principale servie aux tributaires de la loi du 31 mars 1919 les allocations aux grands invalides et aux grands mutilés prévues par les articles 31 et 36 du code des pensions et à calculer la pension d'un invalide à moins de 85 p. 100 proportionnellement au montant de la pension allouée à un invalide à 100 p. 100 allocations comprises; 2° à fixer la pension de la veuve de guerre à la moitié de la pension allouée à un invalide à 100 p. 100 allocations comprises ainsi que le prévoit l'article 78 de la loi du 31 décembre 1928, p. 6953 (Document n° 1011).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou tendant à rétablir la présomption d'origine au bénéfice des militaires présents sous les drapeaux, pour toutes maladies contractées ou aggravées durant cette période, p. 7006 (Document n° 1018).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Reilé Schmitt tendant à modifier l'article 49 de la loi du 31 mars 1919 au profit de certaines catégories d'agents des ministères de la guerre, de la marine et de l'air, p. 7167 (Document n° 1052).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Nisse tendant à modifier la loi du 24 juin 1919, modifiée par la loi du 28 juillet 1921 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, p. 7393 (Document n° 1108).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à modifier les articles 65, 87 et 91 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (décret n° 51-469 du 24 avril 1951), p. 7492 (Document n° 1153).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devemy tendant à accorder le bénéfice des suppléments familiaux afférents aux pensions de la loi du 31 mars 1919, aux veuves de guerre titulaires d'une pension au titre de l'article 50 de la loi du 14 avril 1924, p. 7670 (Document n° 1258).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 48 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, afin de permettre aux veuves de guerre remariées et à nouveau veuves de percevoir leur pension primitive, p. 7971 (Document n° 1468).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Gabriel-Péri tendant à porter le taux exceptionnel dont bénéficient les veuves de guerre âgées de plus de soixante ans à 115.000 F, à compter du 25 décembre 1951, p. 8028 (Document n° 1530).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à modifier le premier alinéa de l'article 68 du code des pensions militaires d'invalidité (décret n° 51-469 du 24 avril 1951), p. 8383 (Document n° 1682).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Furaud tendant à modifier le décret n° 51-469 du 24 avril 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions militaires d'invalidité, les diverses pensions d'invalidité soumises à un régime analogue, les droits et avantages attachés à la qualité d'ancien combattant ou de victime de la guerre, p. 8791 (Document n° 1827).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à modifier l'article 13 de la loi n° 50-956 du 8 août 1950, relatif aux successions des victimes de la guerre, p. 9545 (Document n° 2156).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Serre tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au budget de 1951 les crédits nécessaires à l'application des dispositions votées par le Parlement pour améliorer le sort des anciens combattants, invalides, veuves, orphelins, déportés et à l'indemnisation équitable des anciens prisonniers de guerre, déportés du travail ou autres victimes des guerres, p. 337 (Document n° 11898). — Dépôt du rapport par Mme Rose Guérin, p. 646 (Document n° 12038).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Liautey tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le texte de l'article 1er de la loi du 31 mars 1919, dans le décret n° 51-469 du 24 avril 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions militaires d'invalidité, p. 8498 (Document n° 1700).

CUMUL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Krieger tendant à appliquer au personnel des industries électriques et gazières la loi n° 50-1427 du 18 novembre 1950 relative à l'application du décret-loi du 29 octobre 1936 concernant les cumuls d'une pension de retraite avec un traitement d'activité, p. 1106 (Document n° 12183). — Dépôt du rapport par M. Lespès, p. 2001 (Document n° 12498). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6326 (Document n° 664).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à accorder aux personnels civils, placés sous le régime militaire, le bénéfice du cumul de pensions d'ancienneté et d'invalidité, p. 1723 (Document n° 12381). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 3238 (Document n° 12816).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Gabriel-Péri tendant à autoriser les veuves de guerre, âgées de soixante-cinq ans, à cumuler leur pension avec l'allocation temporaire aux économiquement faibles, p. 948 (Document n° 12121).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devemy tendant à autoriser les veuves de guerre à cumuler l'allocation temporaire aux économiquement faibles, avec leur pension, p. 1325 (Document n° 12261).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ninine tendant à étendre à certaines catégories du personnel des Charbonnages de France, les dispositions de la loi n° 50-1427 du 18 novembre 1950 relative à l'application aux mineurs du décret-loi du 29 octobre 1936 réglementant les cumuls d'une pension de retraite avec un traitement d'activité, p. 2867 (Document n° 12726).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifiée par l'article 43 de la loi du 8 août 1950 afin de porter à six fois le minimum vital des limites de cumul d'un traitement et d'une pension, p. 6298 (Document n° 627).

— Dépôt d'un proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à accorder aux personnels civils placés sous le régime militaire, le bénéfice du cumul de pensions d'ancienneté et d'invalidité, p. 7600 (Document n° 1180).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à modifier l'article 3 de la loi du 13 septembre 1946 relatif au cumul d'une pension avec l'allocation aux économiquement faibles, p. 7669 (Document n° 1238).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devemy tendant à autoriser les veuves de guerre à cumuler l'allocation temporaire aux économiquement faibles avec leur pension, p. 7670 (Document n° 1284).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal ayant pour objet de compléter l'article 43 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 relatif au cumul de deux ou plusieurs pensions, p. 7972 (Document n° 1507).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Blachette tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifié par l'article 43 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950, afin de porter à dix fois le minimum vital les limites de cumul d'un traitement et d'une pension, p. 9198 (Document n° 1587).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henault tendant à permettre aux veuves de guerre de cumuler l'allocaton temporaire aux vieux avec leur pension, p. 8383 (Document n° 1673).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à apporter certaines améliorations au régime du cumul des pensions et des rémunérations publiques, p. 3169 (Document n° 12777).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à apporter certaines améliorations au régime du cumul des pensions et des rémunérations publiques, p. 8791 (Document n° 1822).

HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cordonnier, sur la proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis, tendant à rendre applicables aux personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 relative aux pensions civiles et militaires (n° 10624), p. 646 (Document n° 12020). — Discussion, p. 5714; adoption de la proposition de loi, p. 5715.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1915 (Document n° 489). — Dépôt du rapport par M. Dubois, p. 2225 (Document n° 642). — Adoption d'un avis défavorable à la proposition de loi, p. 2272.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6887 (Document n° 961). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 9096 (Document n° 1972). — Adoption, au scrutin, de l'avis défavorable émis par le Conseil de la République sur la proposition de loi, p. 10074.

MAGISTRATS MUNICIPAUX

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Durand tendant à la constitution d'une retraite des élus cantonaux et des magistrats municipaux, p. 2628 (Document n° 712).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 7805 (Document n° 1422).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour constituer une retraite des élus cantonaux et des magistrats municipaux, p. 2636 (Document n° 716).

MARINS DU COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Yvon sur: I. — Les propositions de loi: 1° de M. Marcel Hamon, tendant à modifier les articles 11 et 14 de la loi du 22 septembre 1948 sur la refonte des pensions des inscrits maritimes; 2° de M. Signor, tendant à exonérer de la cotisation à la caisse de retraites des marins, les inscrits maritimes âgés de 65 ans et plus et à compléter dans ce sens l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948; 3° de M. Signor, tendant à modifier à l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche; 4° de M. Reeb, tendant à préciser et à modifier l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 sur les pensions de retraites des marins; 5° de M. Hamon, tendant à rendre applicable à tous les marins, anciens combattants de la guerre 1914-1918, sans exception, l'article 2 de la loi du 22 août 1950 portant réforme du régime des pensions des marins; 6° de M. Vourc'h, sénateur, tendant à compléter l'article 8 (§ 1er) de la loi du 12 avril 1941 relative au régime des pensions des marins de commerce; II. — La proposition de résolution de M. Reeb, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret d'application de l'article 2 de la loi du 22 août 1950 sur le décompte de certains services pour la pension de retraite des inscrits maritimes (nos 5905, 5998, 8267, 8586, 7932, 9472, 9558, 11235, 10491, 11351), p. 387 (Document n° 11974). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Yvon, p. 5000 (Document n° 13189).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denvers relative aux droits à pension proportionnelle des anciens marins du commerce ou de la pêche invalides de guerre, p. 752 (Document n° 164).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1865 (Document n° 12465). — Dépôt du rapport par M. Mazier, p. 5083 (Document n° 13210).

Conseil de la République. — Reprise de ladite proposition (transmise dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 523.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 438). — Dépôt du rapport par M. René Schmitt, p. 9160 (Document n° 2085).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen, tendant à garantir aux veuves de marins un taux minimum de pension compatible avec les difficultés actuelles de l'existence, p. 2572 (Document n° 12662).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier modifiant certaines dispositions du régime des pensions des marins du commerce et de la pêche, p. 6005 (Document n° 258).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen tendant à garantir aux veuves de marins un taux minimum de pension compatible avec les difficultés actuelles de l'existence, p. 6134 (Document n° 387).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor, tendant à modifier l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, p. 6135 (Document n° 417).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cermolacce tendant à rendre applicable à tous les marins, anciens combattants de la guerre 1914-1918, sans exception, l'article 2 de la loi du 22 août 1950 portant réforme du régime des pensions des marins, p. 6135 (Document n° 422). — Dépôt du rapport par M. Signor, p. 9160 (Document n° 2084).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à exonérer de la cotisation à la caisse de retraites des marins, les inscrits maritimes âgés de soixante-cinq ans et plus et à compléter dans ce sens l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948, p. 6135 (Document n° 423).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cermolacce tendant à modifier la loi du 12 avril 1941, modifiée par l'ordonnance du 8 septembre 1945 et par la loi du 22 septembre 1948 déterminant le régime des pensions de retraite des marins français de commerce et de pêche, p. 6176 (Document n° 484).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hutin-Desgrées tendant à modifier et à compléter les articles 4, 9, 12, 14, 51 et 55 de la loi du 12 avril 1941, modifiée par les lois des 22 septembre 1948 et 22 août 1950 et l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948, lois fixant le régime de pensions de retraite des marins de commerce et de pêche, p 8028 (Document n° 1522).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux marins, qui prennent leur retraite à 50 ans, le droit à la bonification des services de guerre accordée aux marins qui prennent leur retraite à 55 ans, p. 8900 (Document n° 1872).

Voir également à la rubrique: *Assurances des marins du commerce.*

MINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à fixer l'ouverture du droit à pension pour le personnel des mines à l'expiration du dernier mois entier du service, au lieu de la dernière année entière, p. 1865 (Document n° 12462).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Martel tendant à augmenter de 20 p. 100 les retraites servies par la caisse autonome nationale des retraites minières et à accorder la reversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs, p. 5933 (Document n° 130).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gautier tendant à faire admettre au bénéfice de la caisse autonome nationale les mineurs en argile et en terres alumineuses du bassin de Provins (Seine-et-Marne) par l'extension à leur bénéfice de l'ordonnance n° 45-2148 du 22 septembre 1945, p. 5947 (Document n° 146).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Martel tendant à faire compter double les années de guerre, d'internement, de déportation et de captivité du fait de la guerre ou des circonstances politiques nées de celles-ci, pour le calcul de la retraite des ouvriers mineurs et similaires affiliés à la caisse autonome nationale des retraites minières, p. 5947 (Document n° 147).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecœur tendant à accorder aux mineurs et similaires, pour le calcul de leur retraite, le bénéfice de la durée de service militaire de leur classe d'âge, p. 5947 (Document n° 148).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Martel tendant à accorder à certains ouvriers mineurs et similaires la pension de retraite s'ils ont trente années de service minier, sans condition d'âge, p. 5947 (Document n° 151).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à modifier l'article 6 *ter*, de l'ordonnance du 17 octobre 1945, concernant la législation spéciale de retraites des ouvriers et employés des carrières de bauxite, p. 5979 (Document n° 214).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Martel tendant à assurer le payement chaque mois à échoir des retraites minières, p. 5979 (Document n° 215).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative aux retraites des ouvriers mineurs, p. 6113 (Document n° 349).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Martel tendant à augmenter de 25 p. 100 les retraites servies par la caisse autonome nationale des retraites minières et à accorder la réversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs, p. 7971 (Document n° 1481).

OUVRIERS DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Cristofol sur la proposition de loi de M. Mouton tendant à étendre aux ouvriers de l'Etat et agents des services publics ou concédés, qui en sont exclus, le bénéfice de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 accordant aux fonctionnaires anciens combattants le droit aux congés à plein traitement pour maladies consécutives aux blessures de guerre (nos 9545, 10914), p. 2472 (Document n° 12611). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Cristofol, p. 8899 (Document n° 1888).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant à verser aux retraités de l'Etat tributaires de la loi du 2 août 1949: arsenaux (air, guerre, marine), poudreries, cartoucheries, magasins administratifs, etc., le montant de deux versements trimestriels, jusqu'à la réalisation de la péréquation qui s'impose impérieusement et qui est constamment et arbitrairement retardée, p. 338 (Document n° 11903). — Dépôt du rapport par M. Cherrier, p. 1711 (Document n° 12388).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou tendant à compléter les articles 6 et 7 de la loi du 2 août 1949 portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat, p. 3628 (Document n° 12925).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Tillon tendant à l'application au personnel ouvrier titulaire du S. E. I. T. A. assujetti à la loi de retraites du 2 août 1949 des dispositions des articles 86 et 93 de la loi du 19 octobre 1946, p. 4005 (Document n° 12963).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à réparer en partie les dommages causés aux victimes de la loi de Vichy dite loi du 12 mai 1941, p. 949 (Document n° 12126).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Tillon tendant à l'application au personnel ouvrier titulaire du S. E. I. T. A. assujetti à la loi des retraites du 2 août 1949 des dispositions des articles 86 et 93 de la loi du 19 octobre 1946, p. 5947 (Document n° 144).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à verser aux retraités de l'Etat, tributaires de la loi du 2 août 1949: arsenaux (air, guerre, marine), poudreries, cartoucheries, magasins administratifs, etc., le montant de deux versements trimestriels, jusqu'à la réalisation de la péréquation qui s'impose impérieusement et qui est constamment et arbitrairement retardée, p. 5979 (Document n° 218).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à réparer en partie les dommages causés aux victimes de la loi de Vichy dite loi du 12 mai 1941, p. 5947 (Document n° 145).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions pour effectuer la péréquation des retraites des ouvriers d'Etat bénéficiaires de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949, p. 8730 (Document n° 1784). — Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 8901 (Document n° 1877).

PENSIONS ET RENTES VIAGÈRES

Assemblée nationale. — Discussion: I. des propositions de loi: 1° de M. Meck tendant à modifier l'article 1351 du code civil relatif à l'autorité de la chose jugée; 2° de M. Minjoz tendant à améliorer le sort des rentiers viagers et des titulaires de pensions présentant

le caractère d'une réparation civile; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à accroître les rentes des crédirentiers et petits propriétaires; 4° de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des rentiers viagers ayant souscrit des rentes auprès des particuliers ou des compagnies d'assurances et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile; 5° de M. Maurice Violette tendant à permettre la revision de certains contrats à titre onéreux ou avec stipulation de rente viagère; 6° de M. Gosset tendant à relever le taux des rentes viagères résultant de contrats conclus entre personnes privées antérieurement au 1er janvier 1946; 7° de M. Joseph Denais tendant à ordonner la revision des rentes viagères nées de la vente d'immeubles ou de fonds de commerce; 8° de M. Gilles Gozard tendant à la majoration des rentes viagères souscrites auprès des compagnies d'assurances; 9° de M. Frédéric-Dupont tendant à la revalorisation des rentes viagères privées; 10° de M. Auguet portant revision des rentes viagères servies au titre de réparations civiles; 11° de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter la loi du 2 août 1949, n° 49-1098, portant revision de certaines rentes viagères; 12° de M. Carcassonne, sénateur, tendant à reviser certaines rentes viagères accordées par décision de justice; II. Des propositions de résolution: 1° de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée nationale d'un projet de loi relatif à la revalorisation des dettes; 2° de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour revaloriser les rentes viagères consenties avant 1939 et à instituer une échelle mobile; 3° de M. Mendès-France tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'améliorer le sort des rentiers viagers dont le débiteur est une personne privée; 4° de M. Baylet tendant à inviter le Gouvernement à reviser la situation des rentiers viagers des compagnies d'assurances, de la caisse nationale des retraites et des caisses autonomes mutualistes (dispositions concernant les rentes et pensions allouées à titre de réparation civile, les pensions servies à l'époux divorcé et les rentes constituées par les caisses autonomes mutualistes) (nos 313, 1229, 2699, 2749, 2765, 3361, 4205, 4501, 5585, 9999, 10522, 10750, 312, 2957, 4011, 10922, 11732), p. 607. — Dépôt d'un projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères, p. 1013 (Document n° 12154). — Dépôt d'un rapport sur le projet et les propositions de loi et les propositions de résolution par M. Delahoutre, p. 1220 (Document n° 12213). — Discussion, p. 1853; suite de la discussion, p. 1892 et adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères et pensions*, p. 1902 (*rectificatif*, p. 2164).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 816 (Document n° 178). — Dépôt du rapport par M. Robert Chevalier, p. 1113 (Document n° 333). — Discussion, p. 1579; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1581.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5091 (Document n° 13200) — Dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 5284 (Document n° 13275). — Discussion, p. 5678; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 5679 (*Loi n° 51-695 du 24 mai 1951, J. O. du 5 juin 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de M. Robert Schmidt tendant à la revalorisation des dettes contractées par certaines entreprises à l'égard de leurs salariés (n° 8989), p. 1959 (Document n° 12188).

— Dépôt d'un rapport de M. Cherrier sur la proposition de loi de M. Barthélémy revalorisant le taux et le maximum de l'allocation viagère accordée aux personnels auxiliaires temporaires des administrations et établissements publics de l'Etat par la loi validée du 18 septembre 1946 (n° 10363), p. 3238 (Document n° 12813).

— Dépôt d'un projet de loi portant majoration des pensions exceptionnelles, p. 7669 (Document n° 1279).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à interpréter la loi du 2 août 1949, en ce qui concerne les contrats dits « de capital différé à prime unique », p. 719 (Document n° 12068).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaillard tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, p. 3237 (Document n° 12810).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à compléter l'article 4 de la loi du 25 mars 1949 sur la revision des rentes viagères entre particuliers, p. 5290 (Document n° 12825).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul-David tendant à modifier les dispositions de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 portant revision de rentes viagères constituées entre particuliers, p. 5946 (Document n° 139).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaillard tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, p. 5947 (Document n° 163).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à compléter les dispositions des lois n° 49-420 du 25 mars 1949 et n° 51-695 du 24 mai 1951 portant revision et majoration de certaines rentes viagères, p. 6134 (Document n° 396).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à compléter l'article 4 de la loi du 25 mars 1949 sur la revision des rentes viagères entre paticuliers, p. 6135 (Document n° 411).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Estradère tendant à introduire le principe de l'échelle mobile en faveur des rentes viagères, p. 6176 (Document n° 508).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à faire bénéficier les rentiers viagers qui ont souscrit avec l'Etat des mêmes revalorisations que ceux qui ont souscrit avec les particuliers, p. 6277 (Document n° 622).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à revaloriser les rentes viagères souscrites auprès des institutions de prévoyance ou de sécurité sociale prévues par l'article 18 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, p. 6277 (Document n° 623).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont modifiant le taux et les conditions de revalorisation des rentes viagères, p. 6277 (Document n° 624).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à revaloriser les rentes viagères visées par les lois n° 48-777 du 4 mai 1948, n° 49-420 du 25 mars 1949, n° 49-1098 du 2 août 1949 et n° 51-695 du 24 mai 1951, p. 7636 (Document n° 1217).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à revaloriser les rentes viagères versées par les personnes morales en tant que charge accessoire d'un legs, p. 7972 (Document n° 1497).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à interpréter la loi du 2 août 1949, en ce qui concerne les contrats dits « de capital différé à prime unique », p. 8097 (Document n° 1554).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à reviser certaines rentes viagères, p. 8900 (Document n° 1885).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée nationale d'un projet de loi relatif à la revalorisation de dettes, p. 6178 (Document n° 473).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baylet tendant à inviter le Gouvernement à réviser la situation des rentiers viagers des compagnies d'assurances, de la caisse nationale des retraites et des caisses autonomes mutualistes, p. 6373 (Document n° 701).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux rentiers viagers et aux économiquement faibles une indemnité proportionnelle au relèvement des salaires, p. 6550 (Document n° 888).

PERSONNELS D'ALSACE ET DE LORRAINE

Assemblée nationale — Adoption, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à accorder certains avantages à des catégories de fonctionnaires ayant exercé avant la guerre de 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements par suite des événements de guerre (nos 11472-11689), p. 2022 (*Loi n° 51-351 du 20 mars 1951, J. O. du 23 mars 1951*).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant au maintien des droits acquis aux personnels des collectivités locales des départements d'Alsace-Lorraine et notamment en matière de retraites, p. 6316 (Document n° 689).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à l'application de la loi n° 51-351 du 20 mars 1951 relative aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services publics et de la Société nationale des chemins de fer français ayant exercé avant la guerre 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements par suite des événements de guerre, p. 9998 (Document n° 2253).

PERSONNELS CIVIL ET MILITAIRE DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les pensions civiles et militaires de retraite, p. 1106 (Document n° 12165). — Dépôt du rapport par M. Badie, p. 1959 (Document n° 12187). — Adoption du projet de loi, p. 2574.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1039 (Document n° 235). — Dépôt du rapport par M. Michel Yver, p. 1231 (Document n° 278). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1145.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4531 (*Loi n° 51-561 du 18 mai 1951, J. O. du 19 mai 1951*).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy tendant au classement des agents des travaux et constructeurs de chantiers des ponts et chaussées dans la catégorie B, dite des « services actifs », pour la concession des droits à la retraite, p. 5918 (Document n° 182). — Retrait, p. 7017.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hettier de Boislambert tendant à modifier l'article 41 de la loi du 14 avril 1924 et, par voie de conséquence, l'article 22 de la loi du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 8673 (Document n° 1758). — Retrait, p. 8722.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Leccia tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'article 4 de la loi du 2 août 1949 aux agents des poudreries nationales régies par la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions, p. 1271 (Document n° 281). — Dépôt du rapport par M. Ternynck, p. 2366 (Document n° 671). — Adoption de la résolution, p. 2568.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Cherrier, sur la proposition de loi de M. Gresa, tendant à l'extension aux retraités tributaires des lois des 20 septembre 1948 et 2 août 1949, des dispositions du décret n° 50-1358 du 31 octobre 1950 portant attribution d'un complément de rémunération à tire de minimum garanti (n° 11279), p. 2087 (Document n° 12546).

— Dépôt d'un rapport par M. Cherrier, sur la proposition de loi de M. Gresa, tendant à modifier l'article 65 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires (n° 11241), p. 2087 (Document n° 12541).

— Dépôt d'un rapport par M. Cherrier, sur la proposition de loi de M. Barthélémy, tendant à modifier le mode de calcul des retenues rétroactives effectuées pour la validation du temps de service de non-titulaires des administrations publiques en vue de l'établissement au droit à pension d'ancienneté (n° 11322), p. 3238 (Document n° 12814).

— Dépôt d'un rapport de M. André-François Mercier, sur la proposition de résolution de M. Bouxom, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines dispositions permettant à certaines catégories d'officiers dégagés des cadres d'obtenir l'application d'un barème de retraite plus favorable (n° 8690), p. 3238 (Document n° 12819).

— Dépôt d'un rapport de M. Devemy, sur la proposition de loi de M. Duveau, tendant à modifier l'article 36, paragraphe C de la loi du 14 avril 1924 relatif aux bénéfices de campagne accordés aux militaires et aux marins en service dans les départements et territoires d'outre-mer (n° 9794), p. 2002 (Document n° 12514). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Devemy, p. 7802 (Document n° 1428).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à faire bénéficier des lois du 9 juin 1859 et du 17 août 1876 les fonctionnaires détachés hors d'Europe pour y remplir des fonctions d'enseignement, p. 1723 (Document n° 12385). — Dépôt du rapport par M. Daron, p. 3610 (Document n° 12912).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application le décret n° 49-1224 du 28 août 1949 portant règlement de retraites applicables à certaines catégories d'agents de l'Etat, p. 2001 (Document n° 12524). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 5000 (Document n° 13181).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les fonctionnaires et les militaires retraités, ayant conservé leur résidence dans les territoires de la zone C. F. A. et soumis soit au régime général des pensions, soit au régime de la caisse intercoloniale des retraites, d'un indice de correction tenant compte de la valeur du franc C. F. A. par rapport au franc métropolitain et du coût de la vie dans ces territoires, p. 6388 (Document n° 783). — Dépôt du rapport par M. Duveau, p. 8097 (Document n° 1552).

— Dépôt d'un projet de loi ouvrant un délai spécial pour les demandes de revision de pension au profit des militaires retraités et rappelés à l'activité au cours de la guerre 1939-1945, p. 7635 (Document n° 1222).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Hénault tendant à étendre aux veuves de guerre 1914-1918 des militaires de carrière le bénéfice de la loi du 14 avril 1924, modifiée par les articles 38 et 39 de la loi du 20 septembre 1948, et notamment les articles 49 et 50, p. 338 (Document n° 11908).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Leenhardt tendant à compléter l'article 43 de la loi du 20 septembre 1948 relatif au régime des pensions civiles, p. 1106 (Document n° 12175).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Guillon tendant à la validation des services des agents des poudreries mis à la retraite d'office ou en solde de réforme en application de l'acte dit loi du 31 juillet 1950 et qui ont été réintégrés en vertu de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946, p. 1106 (Document n° 12178).

— Dépôt d'une proposition de M. Cordonnier portant dérogation aux dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 relatives aux orphelins atteints avant leur majorité d'une infirmité ou maladie incurable, p. 1145 (Document n° 12192).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à modifier les articles 6 et 7 de la loi du 2 août 1949, portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat, p. 1145 (Document n° 12198).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à étendre aux veuves d'agents tributaires des régimes de retraites des collectivités locales et de la France d'outre-mer le bénéfice des dispositions prévues en faveur des veuves d'agents tributaires du régime général de retraites et du régime des ouvriers de l'Etat, p. 1526 (Document n° 12304).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie en matière de pensions, p. 1754 (Document n° 12407).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel tendant à ouvrir un nouveau délai permettant à certaines catégories de veuves de militaires de carrière de demander le bénéfice de l'allocation complémentaire prévue par les articles 76 et 77 de la loi du 30 décembre 1928, p. 2712 (Document n° 12688).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à compléter l'article 59 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 3075 (Document n° 12748).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devemy tendant à accorder le bénéfice des suppléments familiaux afférents aux pensions de la loi du 31 mars 1919 aux veuves de guerre titulaires d'une pension au titre de l'article 50 de la loi du 14 avril 1924, p. 3237 (Document n° 12791).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à compléter l'article 42 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 3507 (Document n° 12881).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dusseaulx tendant à permettre aux veuves ou orphelins des fonctionnaires morts pour la France d'exercer une option entre la pension civile et la pension militaire, p. 4124 (Document n° 12996).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 30 de la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions civiles et militaires, p. 5931 (Document n° 69).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à modifier les articles 35 et 64 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 5931 (Document n° 77).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie en matière de pensions, p. 5979 (Document n° 198).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel tendant à ouvrir un nouveau délai permettant à certaines catégories de veuves de militaires de carrière de demander le bénéfice de l'allocation complémentaire prévue par les articles 76 et 77 de la loi du 30 décembre 1928, p. 6080 (Document n° 297).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à accorder une pension immédiate et proportionnelle aux fonctionnaires d'Etat, agents publics et agents des entreprises nationalisées et concédées, encore privés du droit à pension par suite d'une mesure d'épuration, p. 6277 (Document n° 611).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à compléter l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à permettre la revision administrative de certaines pensions, p. 6298 (Document n° 611).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à modifier ou compléter les dispositions des articles 6, 8, 17, 18, 25, 32, 36, 43, 59, 61, 63, 64 et 65 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 6298 (Document n° 612).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à obtenir la prise en charge par la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales des fonctionnaires de police de l'Etat à carrière mixte, provenant des collectivités du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, non affiliées à la caisse nationale, p. 6327 (Document n° 653).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à inclure les agents de travaux et conducteurs des ponts et chaussées dans les emplois de la catégorie B des services actifs du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, p. 6371 (Document n° 744).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant à étendre aux veuves de guerre 1914-1918 des militaires de carrière le bénéfice de la loi du 14 avril 1924, modifiée par les articles 38 et 39 de la loi du 20 septembre 1948, et notamment les articles 49 et 50, p. 6371 (Document n° 746).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecœur tendant à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de la catégorie B des services actifs du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, p. 6374 (Document n° 792).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à modifier le paragraphe II de l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 6475 (Document n° 814).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à modifier l'article 17 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 6475 (Document n° 815).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à modifier l'article 49 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 6475 (Document n° 816).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à modifier l'article 16 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 6475 (Document n° 817).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à la classification en catégorie B (service actif), pour le bénéfice de la loi du 28 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires, des conducteurs d'automobiles des P. T. T., p. 6604 (Document n° 897).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à la classification en catégorie B (service actif), en vue de leur accorder le bénéfice de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires, des contrôleurs et contrôleurs principaux des installations électromécaniques, p. 6678 (Document n° 918).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bardon tendant au classement des agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de fonctionnaires de la catégorie B, dite des « services actifs », p. 6886 (Document n° 966).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Faraud pour le classement des conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées dans la catégorie B, dite « catégorie des services actifs », p. 7290 (Document n° 1060).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coste-Floret tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 7492 (Document n° 1148).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à faire bénéficier des dispositions accordant certains avantages sur la retraite et l'avancement, à dater du 6 août 1948, les fonctionnaires et les veuves de fonctionnaires dont les pensions ont été liquidées avant le 6 août 1948, p. 7537 (Document n° 1167).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delbez destinée à compléter la loi du 20 septembre 1948 sur le régime des retraites, p. 8223 (Document n° 1633).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dagain tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les fonctionnaires soumis aux dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 effectuant annuellement un minimum de mille heures de service de nuit, p. 8383 (Document n° 1669).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article unique de la loi du 22 mars 1928, accordant aux invalides de guerre titulaires de fonctions civiles un droit à la retraite anticipée, à ceux dont le degré d'invalidité est égal ou supérieur à 10 p. 100, p. 8497 (Document n° 1695).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Véry tendant à modifier l'article 43 de la loi du 20 septembre 1948 (pensions de retraite), p. 8562 (Document n° 1721).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Furaud tendant à modifier le décret n° 51-590 du 23 mai 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions civiles et militaires de retraite, p. 8791 (Document n° 1825).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genton tendant à modifier les dispositions de l'article 36 (§ 1er) de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 8975 (Document n° 1914).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genton tendant à compléter les dispositions de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 8975 (Document n° 1916).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genton tendant à compléter les dispositions de l'article 32, paragraphe X, de la loi du 20 septembre 1948 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 8975 (Document n° 1917).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genton tendant à compléter les dispositions de l'article 18, paragraphe 5, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 8975 (Document n° 1918).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à modifier le mode de calcul des retenues rétroactives effectuées pour la validation du temps de service de non-titulaires des administrations publiques, en vue de l'établissement au droit à pension d'ancienneté, p. 9231 (Document n° 2033).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jarrosson tendant à ouvrir un nouveau délai permettant à certaines catégories de veuves de militaires de carrière de demander le bénéfice de l'allocation complémentaire prévue par les articles 76 et 77 de la loi du 30 décembre 1928, p. 9459 (Document n° 2096).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à accorder aux veuves remariées ou vivant en état de concubinage notoire avant la promulgation de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions la pension de réversion portant sur la totalité des tranches du reclassement établi conformément aux dispositions de l'article 61 de la loi susvisée, p. 10239 (Document n° 2310).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Augarde tendant à inviter le Gouvernement à procéder au recensement des anciens goumiers et mokhaznis des ex-territoires du Sud de l'Algérie et à verser l'indemnité actuelle à ceux d'entre eux qui ont accompli au moins quinze ans de services, p. 1592 (Document n° 12312).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à modifier la législation applicable en matière de pension aux agents de police, fonctionnaires de l'Etat, provenant des personnels départementaux et communaux, p. 6243 (Document n° 563).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Koenig tendant à inviter le Gouvernement à abroger certaines dispositions de l'article 20 du décret du 17 mars 1949 et à procéder à une nouvelle péréquation des retraites en faveur des sergents-majors, adjudants et adjudants-chefs mis à la retraite avant le 30 mars 1928, p. 6373 (Document n° 761).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rey tendant à inviter le Gouvernement à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de fonctionnaires de la catégorie B dite des « services actifs », p. 6678 (Document n° 914).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à créer au centre d'administration de la gendarmerie nationale un bureau liquidateur des pensions, p. 7537 (Document n° 1160).

Conseil de la République. — Reprise par M. Léo Hamon de la proposition de loi tendant à modifier l'article 58 de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires et tendant à attribuer aux instituteurs et institutrices secrétaires de mairie un complément de pension de retraite basé sur le traitement reçu par eux comme secrétaires de mairie (n° 730, année 1949) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 587).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p 6373 (Document n° 737).

Conseil de la République. — Reprise par M. Héline de la proposition de loi tendant à étendre à tous les fonctionnaires de l'Etat le bénéfice des dispositions prévues à l'article 37 de la loi du 26 décembre 1908, relatif à la retraite des fonctionnaires de l'enseignement public (n° 346, année 1950) (transmis à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 574).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 720).

Conseil de la République. — Reprise par M. Léo Hamon de la proposition de loi tendant à compléter l'article 8 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires (n° 697, année 1950) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 592).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p 6372 (Document n° 728).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boulangé tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services accomplis par les fonctionnaires et agents de préfecture, p. 792 (Document n° 169).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2001 (Document n° 12502).

Conseil de la République. — Reprise de la proposition de loi, (transmise dans la 1re législature), p. 2061 (Document n° 530).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 436).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Courrière tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie en matière de pension, p. 520 (Document n° 124).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1394 (Document n° 12267).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouquerel tendant au classement des agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de fonctionnaires de la catégorie B dite des « services actifs », p. 2102 (Document n° 607).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6475 (Document n° 830)

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Radius tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 2599 (Document n° 701).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7672 (Document n° 1385).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Courrière tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie, en matière de pension, p. 2668 (Document n° 736).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8223 (Document n° 1639).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Symphor tendant à modifier l'article 43 de la loi du 20 septembre 1948 (pensions de retraites), p. 2730 (Document n° 761).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8562 (Document n° 1722).

PERSONNELS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ballanger tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services rémunérés sur des crédits non budgétaires, p. 3420 (Document n° 12865).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Ballanger tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services rémunérés sur les crédits non budgétaires, p. 5948 (Document n° 176).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à accorder une allocation annuelle aux anciens receveurs spéciaux des com-

munes et des établissements publics qui ont été amenés à cesser leurs fonctions par l'effet des dispositions des articles 8, paragraphe B, et 9 du décret n° 3870 du 31 décembre 1942 sans bénéficier d'une pension, p. 5979 (Document n° 199).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à accorder aux personnels du service actif de la désinfection de la ville de Paris le bénéfice de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950, p. 9741 (Document n° 2209).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à accorder au personnel de l'institut médico-légal le bénéfice de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950, accordant aux personnes du service actif des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, p. 9818 (Document n° 2207).

PERSONNELS D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur la proposition de loi de M. Cozzano, sénateur, tendant: 1° à supprimer la caisse locale de retraite de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun; 2° à affilier tout le personnel autochtone à la caisse intercoloniale de retraite (n° 6090), p. 1958 (Document n° 12478).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Damas tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable, dans les départements d'outre-mer, les dispositions du décret n° 47-1846 du 19 septembre 1947 portant constitution de la caisse nationale des retraites des agents des services publics, des départements et des communes et de leurs établissements publics, p. 1219 (Document n° 12212).

RETRAITES POUR LA VIEILLESSE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Menu sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à élever le maximum des bonifications de rentes susceptibles d'être accordées aux déposants de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler (n° 801, année 1950), p. 480 (Document n° 111). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 667.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1634 (*Loi n° 51-256 du 28 février* 1951, J. O. *du 3 mars* 1951).

SAPEURS-POMPIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant relèvement des pensions des sapeurs-pompiers, p. 293 (Document n° 11885). — Dépôt du rapport par M. Ginestet, p. 4069 (Document n° 12975). — Adoption du projet de loi après modification du titre « *Projet de loi modifiant l'article 1er de la loi n° 49-518 du 15 avril 1949 portant relèvement des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires* », p. 5402.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1818 (Document n° 440). — Dépôt du rapport par M. Verdeille, p. 2628 (Document n° 709). — Discussion, p. 2628; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2629.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7802 (*Loi n° 51-1361 du 27 novembre* 1951, J. O. *du 28 novembre* 1951).

Pépiniéristes. — V. *Horticulteurs et pépiniéristes.*

Périodiques. — V. *Presse.*

Permis de chasse. — V. *Chasse.*

Permis de construire. — V. *Construction, reconstruction.*

Personnels civil et militaire de l'Etat. — V. *Pensions et retraites.*

Pétain (maréchal). — V. *Associations et groupements. — Cour de justice (Haute). — Interpellations n° 152.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deshors tendant à inviter le Gouvernement à mettre en liberté le maréchal Pétain, p. 2712 (Document n° 12687).

Petite-Synthe (centre). — V. *Loyers (locaux).*

Pétitions (Assemblée nationale).

Pétitions. — 1re *législature.* — Nos 187, 238, 293, 319, 334, 368, p. 339; 375 à 383, p. 340; 245, 386, 387, p. 1397; 322, 385, 388 à 398, p. 2477; 399, p. 2478; 52, p. 4125; 234, 303, 400 à 405, p. 4126; 269, 394, 406 à 421, p. 5826. — 2e *législature.* — Pétitions nos 1 à 5, p. 7641; nos 6 à 10, p. 8839.

Réponses des ministres. — 1re *législature.* — Nos 254, 305, p. 340; 344, 345, 348, p. 341; 353, 355, p. 342; 151, 294, p. 1397; 341, 346, p. 1398; 349, 351, 352, 354, p. 1399; 362, 365, 369, p. 1400; 371, 373, 374, p. 1401; 221, 263, p. 2478; 273, 307, 330, 364, 368, 375, p. 2479; 376, 378, p. 2480; 269, p. 4126; 270, 293, 319, p. 4127; 358, 366, 370, p. 4128; 191, p. 5827; 360, 365, 391, p. 5828; 395 à 397, 405, p. 5829. — 2e *législature.* — 4, p. 8839 (*rectif.* à la pétition n° 242 de 1950), p. 1401.

Pétitions (Conseil de la République).

Pétitions nos 43, 57 à 63, p. 459; 64 à 75, p. 1837; 76, 77, p. 2760. — Réponses des ministres nos 55, 56, 60, 62, p. 1134; 43, p. 2325; 57, 58, 61, p. 2326; 65, 66, 69, 72, p. 2327; 73, p. 2328; 75, p. 2330.

Pétrole. — V. *Combustibles liquides et dérivés. — Douanes (tarif). — Questions orales (Conseil de la République)*, n° 133. — *Transports (transports par pipe-line).*

Pharmacie. — V. *Assistance médicale gratuite. — Impots (chiffre d'affaires). — Médecine et professions médicales.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la pharmacie, p. 349 (Document n° 11926). — Dépôt du rapport par M. Barrot, p. 885 (Document n° 12093). — Adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la pharmacie et la santé publique*, p. 1331.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 520 (Document n° 121). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 1142 (Document n° 273). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud, p. 1231 (Document n° 280). — Discussion, p. 1306; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1308.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4068 (*Loi n° 51-518 du 8 mai* 1951, J. O. *du 9 mai* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barrot tendant à reconnaître la coopération dans la pharmacie d'officine et à organiser son statut, p. 6212 (Document n° 590). — Dépôt du rapport par M. Charret, p. 8097 (Document n° 1560).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barrot tendant à refondre la loi du 11 juin 1934 sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique, le décret-loi du 20 mai 1940 relatif au même objet, et la loi du 8 février 1942 relative à la fabrication et à la vente des produits organiques destinés au diagnostic, à la prévention et au traitement des animaux, afin d'harmoniser les dispositions de ces différents textes, p. 7805 (Document n° 1142).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billemaz tendant à modifier la loi du 26 février 1917 relative à la vente, l'exposition, l'importation d'accessoires paramédicaux, p. 8301 (Document n° 1613).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Ribère tendant à rendre applicable dans les départements algériens la codification des textes législatifs relatifs à la pharmacie réalisée par le décret du 6 novembre 1951, provisoirement et jusqu'à la publication du code qui concernera spécialement ce territoire, p. 9545 (Document n° 2155).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud tendant à modifier et compléter la loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie et la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention, p. 2075 (Document n° 568).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6371 (Document n° 711).

Poissons. — V. *Exportations et importations. — Pêche fluviale. — Pêches maritimes.*

Police auxiliaire. — V. *Pensions et retraites (anciens combattants).*

Police d'Etat. — Sûreté nationale. — V. *Anciens combattants. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Conseil de la République)*, n° 80.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wagner portant recrutement dans le corps des agents spéciaux de la sûreté nationale des fonctionnaires et agents de la sûreté nationale et des polices d'Etat dégagés des cadres ou licenciés par application de la loi du 3 septembre 1947 et des textes qui l'ont modifiée et complétée, p. 562 (Document n° 12000). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Yves Fagon sur les propositions de loi: 1° de M. Cordonnier, portant titularisation d'une catégorie de fonctionnaires non visés par la loi du 3 avril 1950, autorisant la transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat; 2° de M. Wagner, portant recrutement, dans le corps des agents spéciaux de la sûreté nationale, des fonctionnaires et agents de la sûreté nationale et des polices d'Etat dégagés des cadres ou licenciés par application de la loi du 3 septembre 1947 et des textes qui l'ont modifiée et complétée (nos 11260, 11685, 12000), p. 1526 (Document n° 12317). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Truffaut, p. 2638 (Document n° 12674).

Police municipale. — V. *Traitements (intérieur).*

Poliomyélite. — V. *Code du travail (congés). — Fonctionnaires (congé de longue durée).*

Politique agricole du Gouvernement. — V. *Agriculture. — Interpellations, n° 246.*

Politique économique du Gouvernement. — V. *Interpellations* nos 65, 184 *bis*, 203, 205, 207.

Politique extérieure du Gouvernement. — V. *Interpellations* nos 4, 25, 60, 86, 88, 109, 134, 140, 210, 227, 230, 241. — *Questions orales (Conseil de la République)* nos 93, 94, 95, 96, 121.

Politique scolaire du Gouvernement. — V. *Interpellations* n° 55.

Politique sociale du Gouvernement. — V. *Conventions internationales (travail)*. — *Interpellations* n°s 23, 46, 93, 118.

Pommes de terre. — V. *Interpellations* n° 124.

Pompes funèbres.

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'acte dit loi du 5 mars 1943 relatif à la réglementation de l'activité des entreprises privées participant au service extérieur des pompes funèbres (n° 10746, année 1950), p. 5928 (Document n° 17).

Ponts. — V. *Transports et voies de communication (routes chemins et ponts)*.

Ponts et chaussées (service des). — V. *Pensions et retraites (personnels civil et militaire)*. — *Traitements (travaux publics)*.

Pool charbon-acier. — V. *Conventions internationales.* — *Interpellations* n°s 153, 165, 172, 175. — *Questions orales (Conseil de la République)* n°s 95, 116.

Population.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Allonneau sur la proposition de loi de M. Léo Hamon, sénateur, tendant à faire modifier le mode de calcul de la population dans les communes en voie d'ascension rapide (n° 9677), p. 4582 (Document n° 13069).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder, dans les plus brefs délais, au dénombrement de la population française, p. 6277 (Document n° 600).

Conseil de la République. — Reprise par M. Léo Hamon de la proposition de loi tendant à faire modifier le mode de calcul de la population dans les communes en voie d'ascension rapide (n° 213, année 1950) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 588).
Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 736).

Populations civiles (commissariat général à la protection des).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Bénouville tendant à la création d'un commissariat général à la protection des populations civiles, p. 9159 (Document n° 2113).

Porto-Novo. — V. *Afrique occidentale française.* — *Interpellations* n° 162.

Ports autonomes. — V. *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général)*.

Ports maritimes et fluviaux. — V. *Interpellations* n°s 78, 101, 154, 262. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 86, 164 *(Conseil de la République)* n° 79.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt prorogeant la loi n° 51-15 du 4 janvier 1951 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, p. 4930 (Document n° 13150). — Dépôt du rapport par M. René Schmitt, p. 4931 (Document n° 13159). — Adoption de la proposition de loi, p. 5405.
Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1818 (Document n° 448). — Dépôt du rapport par M. Le Digabel, p. 2102 (Document n° 609). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2120.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6603 (*Loi* n° 51-1096 *du* 14 *septembre* 1951, J. O. *du* 18 *septembre* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la subvention affectée à la construction de la digue Nord du port de Camaret, p. 819 (Document n° 12087). — Retrait, p. 2000.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marie tendant à modifier la loi n° 50-1595 du 30 décembre 1950 sur la fixation des droits de quai, p. 3237 (Document n° 12787).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierrard tendant à la reconstruction immédiate de l'écluse portuaire Trystram, à Dunkerque, p. 7662 (Document n° 1350).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à modifier la loi n° 48-1540 du 1er octobre 1948 autorisant le ministre des travaux publics et des transports à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes et de navigation intérieure, p. 7805 (Document n° 1395).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Darou tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles en vue de la remise en état de l'écluse Watier du port de Dunkerque, p. 7314 (Document n° 1071).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Damette tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir immédiatement les crédits nécessaires à la remise en état des écluses Trystram et Watier, p. 7393 (Document n° 1105).

Postes diplomatiques et consulaires. — V. *Conventions internationales (propriété industrielle)*.

Postes, télégraphes et téléphones. — V. *Conventions internationales.* — *Domaine de l'Etat (concessions de logements).* — *France d'outre mer (textes généraux).* — *Interpellations* n°s 3, 48. — *Monnaies étrangères.* — *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 83, 140, 172 *(Conseil de la République)*, n° 128 — *Traitements, soldes et indemnités*

AGENCES POSTALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à reconnaître la qualité d'auxiliaire aux gérants d'agences postales avec toutes les garanties et avantages concédés à cette catégorie, p. 8562 (Document n° 1711).

CODIFICATION DE TEXTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant le service des postes, télégraphes et téléphones, p. 7599 (Document n° 1188). — Dépôt du rapport par M. Regaudie, p. 8838 (Document n° 1858). — Adoption du projet de loi, p. 9187.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3042 (Document, n° 825).

COLIS POSTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à accorder, sous certaines conditions, aux parents et amis des jeunes gens sous les drapeaux, la franchise postale pour l'envoi de colis de vivres, p. 1754 (Document n° 12410).

— Dépôt d'un rapport de M. André Mutter, sur la proposition de résolution de M. Theetten, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour accorder des réductions de taxes aux expéditeurs de paquets-poste avion, de colis postaux avion et de mandats adressés à des militaires opérant en Indochine (n° 11349), p. 2001 (Document n° 12499).

FRANCHISE POSTALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Hélène Le Jeune tendant à accorder à tous les soldats, appelés ou rappelés dans la métropole, des territoires occupés ou en garnison en Afrique, la franchise postale pour la correspondance, ainsi que pour les colis de vêtements et denrées alimentaires qui leur seront expédiés par leurs familles, p. 2767 (Document n° 12710). — Dépôt du rapport par M. Dufour, p. 4069 (Document n° 12973).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à accorder la franchise postale aux soldats, marins et aviateurs du contingent, p. 5932 (Document n° 109).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux agents, employés et ouvriers des postes, télégraphes et téléphones en fonction dans le département de la Corse, p. 719 (Document n° 12062). — Dépôt du rapport par M. Bianchini, p. 2768 (Document n° 12700).

— Dépôt d'un rapport de M. Cristofol sur les propositions de résolution: 1° de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à supprimer d'urgence les conditions de diplômes fixées pour l'accès des inspecteurs des postes, télégraphes et téléphones à l'indice 390 et contraires à la loi du 19 octobre 1946; 2° de M. Jacques Grésa tendant à inviter le Gouvernement à supprimer d'urgence les conditions de diplômes fixées pour l'accès de certains agents des régies financières à l'indice 390 et contraires à la loi du 19 octobre 1946 (n°s 10068, 10819), p. 1724 (Document n° 12377).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant, par l'abrogation des dispositions de l'arrêté du 24 mars 1943, à reconnaître la qualité d'employeur à l'administration des postes, télégraphes et téléphones vis-à-vis des auxiliaires chargés de la suppléance des receveurs-distributeurs, p. 9033 (Document n° 1950).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier le personnel féminin des postes, télégraphes et téléphones des dispositions précisées au statut général des fonctionnaires par l'article 140 1e *in fine*, p. 7403 (Document n° 1121).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dagain tendant: 1° à faire abroger l'article 4 du décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950 supprimant la rétribution des travaux supplémentaires effectués par le personnel des postes, télégraphes et téléphones bénéficiaires

du logement à titre gratuit; 2° à faire appliquer aux receveurs des postes, télégraphes et téléphones de toutes classes et aux receveurs distributeurs la loi sur le repos hebdomadaire, p. 7890 (Document n° 1458).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Aubry tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 24 mars 1943 et à remettre en vigueur le décret du 2 août 1938 relatif à la suppléance électrique des receveurs distributeurs, p. 8304 (Document n° 1661).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabelle tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime de suppléance électrique des receveurs distributeurs des postes, télégraphes et téléphones, de manière que l'administration des postes, télégraphes et téléphones soit l'employeur direct des suppléants, p. 8674 (Document n° 1755).

TARIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Verneyras sur la proposition de résolution de M. Bour tendant à inviter le Gouvernement à relever la limite du poids des journaux quotidiens afférente à la première tranche du barème d'affranchissement (n° 10767), p. 1297 (Document n° 12251). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Bour, p. 2002 (Document n° 12517). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3247.

— Dépôt d'un rapport de M. Livry-Level, sur la proposition de résolution de M. Livry-Level, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures susceptibles de favoriser la diffusion de la pensée française tant dans l'Union française qu'à l'étranger (n° 11435), p. 1013 (Document n° 12149).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durroux tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux journaux scolaires le bénéfice des avantages postaux dont profitent les journaux périodiques, p. 9307 (Document n° 2076).

TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël, sur la proposition de loi de M. Poumadère, tendant à doter les communes rurales et les sections des communes qui en feront la demande de cabines téléphoniques, aux frais de l'administration des postes, télégraphes et téléphones (n° 11106), p. 1297 (Document n° 12251).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à mettre au compte de l'Etat les dépenses nécessitées par la prolongation dans certains bureaux des postes, télégraphes et téléphones du service télégraphique de nuit, p. 4486 (Document n° 13051).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux aveugles civils l'exonération de la taxe téléphonique, p. 7806 (Document n° 1433).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bichet tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre un programme de développement du téléphone automatique, p. 7972 (Document n° 1467).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brousse tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le ministre des postes, télégraphes et téléphones à signer une convention spéciale avec les départements qui accepteront de faire à l'Etat l'avance des fonds nécessaires à l'établissement du téléphone automatique rural, p. 2924 (Document n° 809).

Poudres (service des). — V. *Armées (fabrication d'armement).* — *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).*

Poudres et explosifs. — V. *Calamités.*

Poudreries nationales. — V. *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).*

Pourboires. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 30.

Pouvoirs exécutif et législatif. — V. *Constitution.*

Pouvoirs judiciaires. — V. *Constitution.*

Pouvoirs publics. — V. *Conseillers de l'Union française (incompatibilité).*

Préfecture de police. — V. *Fonctionnaires (intégration).*

Préfectures et sous-préfectures. — V. *Algérie — Bâtiments publics. — Intérieur (ministère). — Pensions et retraites (personnels civil et militaire, personnels communaux). — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 196.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Bonnefous tendant au rétablissement de la sous-préfecture d'Etampes (département de Seine-et-Oise), p. 386 (Document n° 11973).

Prélèvement exceptionnel. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 20, 58.

Présidence du conseil des ministres.

Assemblée nationale. — 1re *législature.* — Démission du cabinet René Pleven, p. 1763. — Investiture de M. Guy Mollet, président du conseil désigné par M. le Président de la République, p. 1764; rejet, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Charles Lussy, p. 1779. — Investiture de M. Henri Queuille, président du conseil désigné, p, 1795; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Delcos, p. 1812. — 2e *législature.* — Démission du cabinet Henri Queuille, p. 5924). — Investiture de M. René Mayer, président du conseil désigné, p. 6029; rejet, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Delcos, p. 6051. — Investiture de M. Maurice-Petsche, président du conseil désigné, p. 6148, 6157, 6168, 6170; rejet, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Temple, p. 6174. — Investiture de M. René Pleven, président du conseil désigné, p. 6253, 6265; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Pierre Chevallier, p. 6275.

Présidence de la République.

VOYAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de couvrir les dépenses entraînées par le voyage du Président de la République aux Etats-Unis et au Canada, p. 1861 (Document n° 12454). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2001 (Document n° 12493). — Discussion, p. 2289; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2291.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 895 (Document n° 206). — Rapporteur: M. Jean Berthoin; discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 959.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2468 (*Loi n° 51-366 du 27 mars 1951. J. O. du 28 mars 1951*).

Presse. — V. *Code pénal. — Interpellations* n°s 24, 28, 50, 75, 171, 213, 245, 250, 261. — *Papiers de presse. — Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 101, 134, 151 (*Conseil de la République*), n° 18.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Minjoz sur le projet de loi modifiant l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881 (n°s 6859, 11369), p. 3609 (Document n° 12891). — Adoption du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi complétant l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, p.* 4328.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1122 (Document n° 331). — Dépôt du rapport par M. Gilbert Jules, p. 2102 (Document n° 606). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2127.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6603 (*Loi n° 51-1078 du 10 septembre 1951, J. O. du 12 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise d'un rapport par M. Minjoz sur: 1° le projet de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse; 2° la proposition de loi de M. Mazuez tendant à faire déclarer incompatible avec le mandat législatif les fonctions de directeur de publication de tout journal ou écrit périodique (n° 10224, année 1950), p. 6030 (Document n° 339). — Discussion, p. 7702, 7720; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, p.* 7794.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2635 (Document n° 718). — Dépôt du rapport par M. Marcilhacy, p. 2680 (Document n° 749). — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Jean Béné, p. 2730 (Document n° 760). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Marcilhacy, p. 2768 (Document n° 780). — Discussion, p. 2793; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2806.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8838 (Document n° 1814)

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Emilien Lieutaud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse (n° 886, année 1950), p. 387 (Document n° 85). — Discussion, p. 753; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable à la proposition de loi, p. 755.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1865 (Document n° 12170). — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de ladite proposition de loi, p. 5929 (Document n° 26).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire de M. Desson sur le projet de loi portant modification de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 (n°s 10257, 11505, 11695), p. 22 (Document n° 11835). — Discussion, p. 105, 110, 117, 141, 162. — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire par M. Desson, p. 486 (Document n° 11979). — Suite de la discussion, p. 507, 511, 520, 617, 691, 711, 726.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dominjon tendant à modifier l'article 126 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises, p. 949 (Document n° 12140).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à assainir l'information publique par voie de presse, p. 1471 (Document n° 12281).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à exprimer l'émotion ressentie par l'Assemblée nationale devant les mesures qui empêchent la publication d'un journal indépendant de Buenos-Aires, p. 1972 (Document n° 12489).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949 concernant le contrôle des publications destinées à la jeunesse et les dispositions qui permettent de faire disparaître de la voie publique, des vitrines des magasins et des kiosques les publications de toute nature présentant un danger pour la jeunesse en raison de leur caractère licencieux ou pornographique ou de la place faite au crime, p. 5283 (Document n° 13266).

Prestations familiales. — V. *Allocations familiales. — Budgets.*

Primes et indemnités. — V. *Agriculture (blé). — Allocations familiales. — Code du travail (salaires). — Traitements, soldes et indemnités. — Transports (transports ferroviaires et routiers).*

Prisonniers et déportés. — V *Agriculture (ministère). — Fonctionnaires. — Interpellations* n°s 29, 73, 97. — *Loyers (baux ruraux). — Monnaies. — Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 18, 106, 141). — *Conseil de la République*), n° 28. — *Sociétés secours mutuels. — Transports (chemin de fer d'intérêt général).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un deuxième rapport de M. Darou sur les propositions de loi: 1° de M. Mouton, établissant le statut des travailleurs déportés dans les pays ennemis ou occupés par l'ennemi et déterminant les droits de leurs ayants cause; 2° de M. Forcinal, établissant le statut du travailleur déporté (n°s 11090, 11168, 11551), p. 2173 (Document n° 12632). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry, p. 2867 (Document n° 12735). — Discussion, p. 3246 (adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi* », p. 3247.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1114 (Document n° 266). — Dépôt du rapport par M. Auberger, p. 1231 (Document n° 279) — Discussion, p. 1370; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1371.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4124 (*Loi n° 51-538 du 14 mai 1951, J. O. du 16 mai 1951*).

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la résistance, p. 615 (Document n° 12015). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 2002 (Document n° 12518). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry, p. 4582 (Document n° 13078). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la résistance* », p. 4976.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1593 (Document n° 372). — Dépôt du rapport par M. Michel Yver, p. 2366 (Document n° 670). — Adoption d'un avis défavorable à la proposition de loi, p. 2533.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7601 (Document n° 1177).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à fixer le montant du pécule accordé aux déportés et internés politiques par la loi n° 48-1101 du 9 septembre 1948, p. 5980 (Document n° 221). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence un décret portant règlement d'administration publique en vue du payement du pécule des déportés et internés politiques qualifiés par la loi n° 48-1101 du 9 septembre 1948, p. 6277 (Document n° 605). — Dépôt du rapport par Mme Rose Guérin, p. 9547 (Document n° 2138).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à compléter l'article 13 de la loi du 6 août 1948 et l'article 10 de la loi du 9 septembre 1948 établissant statuts des déportés de la résistance et des déportés politiques, p. 7537 (Document n° 1166). — Dépôt du rapport par M. Guislain, p. 9546 (Document n° 2139).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à modifier le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 en substituant aux mots « personnes contraintes » les mots « déportés du travail », p. 5283 (Document n° 13260).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à substituer aux mots « personnes contraintes » les mots « déportés du travail » dans le titre de loi n° 51-538 du 14 mai 1951, p. 5948 (Document n° 178).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à inscrire dans le budget de 1952 les crédits nécessaires au payement d'un pécule de 400 F par mois de captivité aux anciens prisonniers de guerre qui ne percevaient, durant leur captivité, ni solde ni traitement, p. 6111 (Document n° 358).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à faire bénéficier les déportés de leur temps de déportation pour avancer l'âge légal de la retraite des vieux travailleurs à laquelle ils peuvent prétendre, p. 6276 (Document n° 607).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à modifier l'article 7 de la loi du 6 août 1948 portant statut des déportés et internés de la Résistance et tendant à régler les soldes et accessoires en fonction des liquidations effectuées avant le 1er janvier 1946, p. 6277 (Document n° 619).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Soustelle tendant à compléter les dispositions de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 concernant les droits des combattants volontaires de la Résistance et déportés et internés de la Résistance, p. 6550 (Document n° 884).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 et l'article 10 de la loi n° 48-1101 du 9 septembre 1948 relatifs à l'indemnisation des pertes de biens subies par les déportés, internés et leurs ayants cause, p. 8506 (Document n° 1713).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à étendre aux déportés et internés résistants de la guerre 1914-1918 le bénéfice de l'article 6 de la loi 48-1251 du 6 août 1948 fixant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, p. 8562 (Document n° 1720).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bignon tendant à modifier les articles 1er et 2 du décret du 31 août 1951 prévoyant l'indemnisation des pertes de biens subies par les déportés résistants ou politiques, p. 8690 (Document n° 1771).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à compléter l'article 14 de la loi du 9 septembre 1948 pour faire bénéficier les internés et déportés politiques étrangers habitant la France avant le 1er septembre 1939 des dédommagements des pertes de biens dues à l'arrestation et à la déportation, p. 9459 (Document n° 2091).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit forfaitaire destiné à financer partiellement l'assemblée générale constitutive de la fédération internationale des déportés, p. 2171 (Document n° 12599).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rose Guérin tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence le décret portant règlement d'administration publique prévu par la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 instituant le statut du réfractaire, p. 5949 (Document n° 183).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hénault tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget 1952 (anciens combattants et victimes de la guerre) les crédits permettant de régler aux anciens prisonniers de guerre un pécule calculé sur la base de 400 F par mois de captivité, p. 6327 (Document n° 678).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rose Guérin tendant à inviter le Gouvernement à fixer sans délai les modalités d'attribution de l'indemnisation des pertes de biens instituée par les deux lois portant statut des déportés et internés résistants et politiques, p. 6114 (Document n° 351).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hénault tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de 1952 (anciens combattants et victimes de la guerre) les crédits permettant de régler aux anciens prisonniers de guerre un pécule calculé sur la base de 400 francs par mois de captivité, p. 6475 (Document n° 807).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à publier un décret portant règlement d'administration publique concernant le payement du pécule des déportés et internés politiques visés par la loi n° 48-1101 du 9 septembre 1948 et des ayants cause des prisonniers de guerre décédés en captivité visés par la loi n° 50-956 du 8 août 1950, p. 6960 (Document n° 1014).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à publier de toute urgence le décret portant règlement d'administration publique qui doit fixer les modalités d'application de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, p. 9187 (Document n° 2013).

— Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission consultative des opérations de rapatriement tardifs. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 6223.

Prisonniers de guerre allemands. — V. *Agriculture (main-d'œuvre).*

Prisons. — Maisons d'arrêt.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi abrogeant la loi du 25 décembre 1880 sur la répression des crimes commis dans l'intérieur des prisons, p. 8789 (Document n° 1792).

Privilèges du Trésor. — V. *Impôts.*

Prix (réglementation). — V. *Agriculture (blé). — Alsace et Lorraine (amnistie). — Impôts (enregistrement). — Interpellations n°s 184, 214, 222. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 154, 204.*

Assemblée nationale. — 2e législature. — Reprise du rapport par M. Courant sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique (n° 11628, année 1950), p. 6080 (Document n° 332).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, p. 6241 (Document n° 569).

Problème scolaire. — V. *Budget* 1951 (*éducation nationale*). — *Enseignement.*

Produits agricoles. — V. *Agriculture.* — *Interpellations* nos 200, 235, 263. — *Questions orales* (*Conseil de la République*), n° 87. — *Viticulture.*

Produits d'outre-mer. — V. *France d'outre-mer* (*textes généraux*). — *Questions orales* (*Assemblée nationale*), n° 182.

Produits laitiers. — V. *Agriculture.* — *Interpellations* nos 224, 235. — *Questions orales* (*Conseil de la République*), n° 87.

Produits pétroliers. — V. *Budget* 1951 (*dépenses militaires*). — *Combustibles liquides et dérivés.* — *Douanes* (*tarifs*).

Produits pharmaceutiques. — V. *Impôts* (*chiffre d'affaires*). — *Pharmacie.* — *Questions orales* (*Assemblée nationale*) n° 127, 149.

Produits sidérurgiques. — V. *Interpellations* n° 253. — *Questions orales* (*Assemblée nationale*) n° 11, 167, (*Conseil de la République*) n° 68.

Professions. — V. *Commerce et industrie.* — *Droguerie.* — *Experts comptables et comptables.* — *Horticulture et pépiniériste.* — *Médecine et professions médicales.*

Propriété commerciale. — V. *Loyers* (*baux commerciaux*).

Propriété foncière. — V. *Algérie.* — *France d'outre-mer* (*textes généraux*). — *Impôts.*

Propriété immobilière. — V. *Caisse nationale d'épargne logement.* — *Dommages de guerre.* — *H. B. M.* — *Impôts* (*contribution foncière*). — *Loyers.* — *Société d'épargne immobilière et de crédit.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Crouzier sur la proposition de résolution de M. Coudray tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 46-2963 du 31 décembre 1946 fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté prévu à l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946 (n° 9795), p. 1592 (Document n° 12337).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel, p. 7803 (Document n° 1304).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Petit tendant à interpréter et à compléter l'article 14 (titre II, dispositions relatives à l'habitation) de la loi n° 50-854 du 21 juillet 1950, p. 884 (Document n° 12094).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à modifier les dispositions du décret loi du 24 mai 1938 relatives à la destruction des immeubles et îlots insalubres et au concours financier prêté par l'Etat aux communes, p. 1296 (Document n° 12243).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur la copropriété immobilière, p. 5930 (Document n° 36).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à permettre l'acquisition d'immeubles inachevés ou partiellement détruits ou abandonnés, p. 5930 (Document n° 37).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux ayant pour objet la construction de maisons d'habitation, p. 5930 (Document n° 38).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux ayant pour objet de faciliter la construction de maisons pour familles nombreuses, p. 5931 (Document n° 61).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vendroux tendant à favoriser la construction de logements, p. 5946 (Document n° 136. — Retrait, p. 6317. — Annulation du retrait, p. 6374.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dassault tendant à l'établissement d'un plan triennal en vue de faciliter la construction de maisons individuelles de 100 mètres carrés et de quatre pièces aux personnes ne disposant pas de capitaux importants au départ, p. 6004 (Document n° 219).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Couinaud tendant à établir un plan de financement de construction de 350.000 logements par an, p. 6219 (Document n° 550).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Prot tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté ainsi que le plafond de 500.000 francs concernant les propriétaires assujettis à l'impôt sur le revenu, p. 6371 (Document n° 748).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Roy-Ladurie tendant à modifier les articles 4, 27 et 42 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, en vue d'accélérer la réparation des immeubles bâtis partiellement détruits par faits de guerre, p. 7671 (Document n° 1376).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raingeard tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, modifié par la loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948 et par la loi n° 51-650 du 24 mai 1951, relatif au plafond du financement de l'Etat dans les indemnités de reconstruction immobilière, p. 8791 (Document n° 1820).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dassault tendant à permettre à chaque citoyen de devenir propriétaire d'une maison individuelle ou d'un appartement dans un immeuble destiné à être habité en copropriété grâce à la création d'une prime production construction et à la diminution du prix de revient des immeubles résultant de la fabrication en série des éléments standard de l'habitat, p. 8791 (Document n° 1828) (*rectificatif*, p. 8902).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à réglementer l'indemnisation des propriétaires dont les immeubles font l'objet d'opérations d'utilité publique, p. 1915 (Document n° 481).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5773 (Document n° 13342).

Conseil de la République. — Reprise de la proposition de loi (transmise dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 595).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 730).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à créer des « mutuelles du logis » destinées à faciliter le groupement de personnes physiques en vue de la construction de logements et de l'accès à la propriété, p. 885 (Document n° 12101).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Midol tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés immobiliers en conformité avec les prescriptions de l'article 20 de la loi du 28 octobre 1946, p. 3291 (Document n° 12837).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billoux tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour surseoir à la vente en copropriété des immeubles de la France mutualiste au quartier des Catalans à Marseille, p. 5949 (Document n° 160).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération la disproportion entre les indemnités allouées aux sinistrés par faits de guerre et celles versées aux prestataires de réquisitions, ainsi qu'à tenter de réaliser une parité dans les indemnisations allouées à ces deux catégories de dépossédés, p. 6953 (Document n° 972).

— Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission centrale de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public : nomination de membres par diverses commissions, p. 6751.

Propriété industrielle. — V. *Conventions internationales.* — *Institut national de la propriété industrielle.*

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport par M. de Moro-Giafferri sur la proposition de loi de Mme Saunier, sénateur, tendant à réprimer la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure (n° 10728, année 1950), p. 6080 (Document n° 333). — Dépôt d'un deuxième rapport de M. de Moro-Giafferri, p. 6476 (Document n° 831). — Adoption de la proposition de loi, p. 9186.

Conseil de la République — Transmission de la proposition de loi, p. 3300 (Document n° 861).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture du projet de loi relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands (n° 11273, année 1950), p. 5928 (Document n° 23).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski relative aux brevets d'invention intéressant la défense nationale, p. 5931 (Document n° 73).

Conseil de la République. — Reprise par M. Armengaud de la proposition de loi sur les marques de fabrique et de commerce (n° 940, année 1948) (transmise à l'Assemblée nationale dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 544).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6371 (Document n° 703).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud instituant des licences obligatoires d'exploitation des brevets d'invention, p. 2075 (Document n° 540).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 725).

Propriété littéraire et artistique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Citerne sur la proposition de loi de M. Buron concernant la prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique (n° 7200), p. 2473 (Document n° 12468). — Adoption, après modification, du titre : « *Proposition de loi concernant la prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique et abrogeant la loi validée du 22 juillet 1941 relative à la propriété littéraire* », p. 5658.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1912 (Document n° 471). — Dépôt du rapport par M. Péridier, p. 2225 (Document n° 639). — Discussion, p. 2311; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2312

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7005 (*Loi n° 51-1119 du 21 septembre 1951, J. O. du 25 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains (n° 11791, année 1950), p. 5928 (Document n° 9).

Prostitution. — V. *Maisons de tolérance.*

Protection des animaux. — V. *Code pénal.*

Protection civile. — V. *Conventions internationales. — Défense passive.*

Protection de l'enfance. — V. *Code du travail (travail des femmes et des enfants). — Enfance.*

Protection de la santé publique. — V. *Santé publique (Protection de la).*

Protection des végétaux. — V. *Agriculture. — Chasse.*

Proxénitisme. — V. *Code pénal. — Maisons de tolérance.*

Publications. — V. *Interpellations* nos 7, 24, 28. — *Postes, télégraphes et téléphones (tarifs). — Presse. — Questions orales (Assemblée nationale)* nos 42, 79.

Publicité. — V. *Code pénal. — Timbre (enregistrement).*

Pupilles de la nation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger dans certains cas exceptionnels le droit à la protection de l'Etat pour les orphelins de guerre et pupilles de la nation devenus majeurs, p. 2470 (Document n° 12580).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devemy tendant à exonérer tous les pupilles de la nation des droits d'inscription et d'examen, p. 7670 (Document n° 1283).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alcidé Benoît tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le taux de l'indemnité mensuelle attribuée aux personnes élevant des pupilles de l'Etat (assistanc publique), p. 7672 (Document n° 1335).

Q

Questions orales (Assemblée nationale).

1. — *Inconvénients du refus de division des bons du Trésor.* — Question posée par M. Jean-Paul Palewski à M. le ministre des finances, et réponse du ministre du budget, p. 440.

2. — *Retard préjudiciable des recettes devant aller au budget des prestations familiales agricoles.* — Question posée en 1950 par M. Bernard Paumier à M. le ministre des finances; réponse du ministre, p. 440.

3. — *Amélioration du marché des valeurs mobilières et régime du dépôt obligatoire des actions en sociétés.* — Question posée en 1950 par M. Claude Mont à M. le ministre des finances; réponse du ministre du budget, p. 441.

4. — *Saisies dites « conservatoires » chez des maraîchers de la région parisienne.* — Question posée en 1950 par M. Jean-Paul Palewski à M. le ministre du budget; réponse du ministre, p. 441.

5. — *Amélioration de la circulation dans l'agglomération parisienne.* — Question posée en 1950 par M. Jean Cayeux et M. le ministre de l'intérieur; réponse du ministre, p. 442.

6. — *Application de la loi du 1er août 1950 accordant des facilités de transport par chemins de fer à certains bénéficiaires d'un régime de sécurité sociale.* — Question posée en 1950 par M. André Barthélémy à M. le ministre des transports et du tourisme; réponse du ministre, p. 443.

7. — *Application de la loi du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes.* — Question posée en 1950 par M. Denis Corconnier à M. le ministre de la santé publique; réponse du ministre, p. 443.

8. — *Circulaires d'application du décret concernant le salaire minimum garanti pour les travailleurs.* — Question posée par M. Antoine Mazuez à M. le ministre du travail et réponse du ministre, p. 679.

9. — *Gestion des finances des collectivités publiques du Sénégal.* — Question posée par M. Léopold Sédar Senghor à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 153; réponse du secrétaire d'Etat, p. 679.

10. — *Doléances des locataires d'immeubles sinistrés et réparés, qui se voient appliquer des augmentations considérables du prix de leur loyer.* — Question posée par M. André Gauthier à M. le ministre de la reconstruction et réponse du ministre, p. 681.

11. — *Fonctionnement du comptoir français des produits sidérurgiques qui bénéficie d'un monopole dans la vente à l'étranger des produits sidérurgiques français.* — Question posée en 1950 par M. Joseph Dumas à M. le ministre des finances; retrait, p. 980.

12. — *Refus d'une dispense du service militaire à des jeunes gens de la classe 1950.* — Question posée par M. Paul Billat à M. le ministre de la défense nationale, p. 342; réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), p. 980.

13. — *Tarif des honoraires des experts en ce qui concerne la fixation de la surface corrigée des locaux d'habitation.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le ministre de la justice, p. 317; réponse du ministre, p. 981.

14. — *Familles de Seine-et-Marne expulsées de leur appartement sans que leur relogement soit assuré.* — Question posée par M. André Gautier à M. le ministre de la justice et réponse du ministre, p. 982.

15. — *Calcul des salaires à la S. N. E. C. M. A.* — Question posée par M. Paul Theetten à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale et réponse du ministre, p. 983.

16. — *Exonération des droits de mutation décès, les capitaux décès constitués en vertu d'une convention collective ou d'un contrat individuel de travail.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et réponse du ministre du budget, p. 983.

17. — *Droits relatifs aux acquisitions de terrains destinés à la construction.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et réponse du ministre, p. 983.

18. — *Deuxième tranche du pécule des prisonniers de guerre.* — Question posée par M. Maurice Michel à M. le ministre des anciens combattants, p. 233; réponse du mipistre, p. 983.

19. — *Retard dans le payement des traitements de décembre du personnel des collèges modernes de la Seine.* — Question posée par M. Joseph Dumas à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 317; réponse du ministre, p. 1562.

20. — *Période d'application du prélèvement exceptionnel.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre du budget et réponse du ministre, p. 1562.

21. — *Impôts dus par une société civile immobilière.* — Question posée par M d'Astier de La Vigerie à M le ministre des finances et réponse du ministre, p. 1563.

22. — *Emploi de la main-d'œuvre étrangère frontalière.* — Question posée par M. Guy Desson à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat, p. 1565.

23. — *Opposition au règlement des propriétaires expropriés de Gonneville (Manche) pour l'aménagement d'un aérodrome.* — Question posée par M. René Schmitt à M. le ministre des travaux publics, p. 595; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1566.

24. — *Licenciements arbitraires opérés dans une usine du Lot.* — Question posée par M. Thamier à M. le ministre du travail et réponse du ministre, p. 1567.

25. — *Résultats acquis à la suite des études et des travaux exécutés en vue de la construction d'une usine marémotrice sur la Rance.* — Question posée par M. Georges Coudray à M. le ministre du commerce et de l'industrie, p. 390; réponse du ministre, p. 2046.

26. — *Situation des foyers domestiques et établissements industriels par suite de la pénurie de charbon qui sévit en France.* — Question posée par M. Maurice Guérin à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 390; réponse du ministre, p. 2046.

27. — *Demande de surseoir au relèvement des tarifs de la régie autonome des transports publics parisiens (métro et autobus).* — Question posée par M. Vincent de Moro-Giafferri à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 1594; réponse du ministre, p 2048.

28. — *Allocations familiales aux réfugiés espagnols.* — Question posée par Mme Madeleine Braun à M. le ministre du travail et réponse du ministre, p. 2049.

29. — *Perquisition au domicile d'un avocat à la cour de Paris.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le ministre de la justice, p. 342; réponse du ministre, p. 2809.

30. — *Publication par la radio des informations relatives à la pratique du bakchich dans l'administration, et en particulier dans certains bureaux des hypothèques.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le secrétaire d'Etat à la fonction publique, p. 1147; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2809.

31. — *Cession au gouvernement des U. S. A. de sept bases aériennes en territoire marocain.* — Question posée par M. Henri Pourtalet à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1530; réponse du ministre, p 2810.

32. — *Bénéfice des allocations familiales au profit d'enfants de fonctionnaires ayant dépassé l'âge de vingt ans et poursuivant leurs études.* — Question posée par M. Garet à M. le ministre du travail et réponse du ministre, p. 2810.

33. — *Revision des condamnations infligées par le tribunal international de Nuremberg aux criminels de guerre nazis et libération de Krupp.* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le président du conseil, p. 951; réponse du ministre des affaires étrangères par intérim, p. 2811.

34. — *Situation de certains propriétaires de véhicules réquisitionnés par l'autorité militaire, à qui a été offerte une indemnité dix fois moins forte que si les véhicules avaient été sinistrés.* — Question posée par M. Charles Vialle à M. le ministre de la défense nationale, p. 741; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2812.

35. — *Dispersion brutale de la manifestation organisée le 13 janvier 1951 par la jeunesse étudiante du quartier latin.* — Question posée par M. Raymond Cayol à M. le ministre de l'intérieur, p. 487; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2813.

36. — *Situation des ménages de fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer.* — Question posée par M. Léopold Sedar Senghor à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du secrétaire d'Etat, p. 2814.

37. — *Malfaçons constatées dans les pavillons construits à Chelles, sur le lotissement de Château-Gaillard.* — Question posée par M. André Gautier à M. le ministre de la reconstruction et réponse du ministre, p. 3263.

38. — *Situation de certains propriétaires de voitures automobiles saisies par l'armée allemande avant l'armistice de 1940.* — Question posée par M. Jean-Louis Tinaud à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 351; réponse du ministre, p. 3264.

39. — *Remboursement du montant des prestations de longue maladie par un employeur au titre de sanctions pour non acquittement des cotisations.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le ministre du travail et réponse du ministre, p. 3264.

40. — *Moyens dont un parlementaire dispose pour obtenir les renseignements nécessaires pour l'établissement des rapports et avis sur la régie autonome des transports parisiens.* — Question posée par M. Maurice Finet à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, p. 1147; réponse du ministre, p. 3265.

41. — *Licenciement de tout le personnel de l'entreprise textile dite Ollivier, à Boeschepe (Nord).* — Question posée par M. André Pierrard à M. le ministre du travail et réponse du ministre, p. 3265.

42. — *Interventions qui empêchent la plainte par la société « Les Publications cherbourgeoises » de venir à l'audience.* — Question posée par M. Raymond-Laurent à M. le ministre de la justice, p. 835; retrait, p. 3648.

43. — *Autorisation, pour une période de six mois, de mettre en vente publique les cuirs et peaux clandestins.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et réponse du ministre, p. 3648.

44. — *Possibilité pour certains personnels de renoncer aux dernières augmentations des pensions d'invalidité pour continuer à bénéficier de l'allocation de salaire unique.* — Question posée par M. Fernand Bouxom à M. le ministre du travail, p. 2771; réponse du ministre, p. 3649.

45. — *Mesures prises pour permettre aux usines de tracteurs français de continuer leur production.* — Question posée par M. Robert Manceau à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat, p. 3649.

46. — *Licenciements prévus parmi le personnel d'enseignement général et d'enseignement technique des centres d'apprentissage et de collèges techniques.* — Question posée par M. Maurice Finet à M. le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, p. 1224; réponse du secrétaire d'Etat, p. 4119.

47. — *Possibilité d'uniformiser le taux frappant, d'une manière différente, les bétons.* — Question posée par M. René Schmitt à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 2640; réponse du ministre du budget, p. 4119.

48. — *Taux imposé aux entreprises pour obtenir des délais de payement de taxes indirectes.* — Question posée par M. Félix Gaillard à M. le ministre des finances et réponse du ministre, p. 4119.

49. — *Non-indemnisation des propriétaires de terrains expropriés pour l'agrandissement de l'aérodrome de Saint-Jacques-de-la-Lande (Ille-et-Vilaine).* — Question posée par M. Georges Coudray à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 1531; réponse du ministre, p. 4120.

50. — *Impôt sur les sociétés.* — Question posée par M. Eugène Rigal et report de cette question par M. le ministre du budget, p. 4120.

51. — *Octroi du bénéfice de la sécurité sociale aux victimes de la guerre.* — Question posée par M. André Tourné à M. le ministre des anciens combattants et réponse du ministre, p. 4536.

52. — *Imposition des coparticipants d'une association en participation.* — Question posée par M. Pierre Courant à M. le ministre du budget, p. 568; réponse du ministre, p. 4538.

53. — *Maison de repos pour veuves de guerre à Vence (Alpes-Maritimes).* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre des anciens combattants, p. 1686; réponse du ministre, p. 4538.

54. — *Régime des patentes.* — Question posée par M. d'Astier de La Vigerie à M. le ministre du budget et réponse du ministre, p. 4538.

55. — *Construction de logements et réglementation des rapports entre bailleurs et locataires dans les départements d'outre-mer.* — Question posée par M. Rosan Girard à M. le ministre de la reconstruction et réponse du ministre, p. 5045.

56. — *Carte du combattant volontaire de la résistance.* — Question posée par M. Maurice Genest à M. le ministre des anciens combattants et réponse du ministre, p. 5045.

57. — *Transformation de société à responsabilité limitée en société en nom collectif.* — Question posée par M. Eugène Rigal à M. le ministre du budget et réponse du ministre, p. 5046.

58. — *Coefficients applicables au chiffre d'affaires pour la détermination du prélèvement exceptionnel prévu par la loi du 7 janvier 1948.* — Question posée par M. Henri Lespès à M. le ministre des finances, p. 487; réponse du ministre du budget, p. 5047.

59. — *Refus par les phosphatiers de l'Afrique du Nord de livrer des phosphates à la France à partir du 1er janvier 1951.* — Question posée par M. Jean Legendre à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 655; réponse du ministre, p. 5048.

60. — *Reconstruction de la ligne Breil-Tende-Vievola.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre des travaux publics et réponse du ministre, p. 5048.

61. — *Origine des fonctionnaires entrés dans les cadres locaux après le 17 avril 1919 déterminée par le lieu de recrutement à Madagascar.* — Question posée par M. Roger Duveau à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1755; réponse du secrétaire d'Etat, p. 5138.

62. — *Pensionnés et retraités en résidence dans les territoires d'outre-mer.* — Question posée par M. Roger Duveau à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du secrétaire d'Etat, p. 5138.

63. — *Relèvement du plafond des mandats que peut payer à domicile le facteur.* — Question posée par M. René Schmitt à M. le ministre des postes et des télégraphes, p. 2640; réponse du ministre, p. 5139.

64. — *Intoxication des ouvriers et ouvrières de l'usine Ducellier, à Brassac-les-Mines.* — Question posée par M. Besset à M. le ministre du travail, p. 6083; réponse du ministre, p. 6710.

65. — *Réclamation aux artisans lattiers des taxes forestières de 6 p. 100 avec rappel du 7 juillet 1950 sur la totalité du prix de vente des lattes.* — Question posée par M. Pierrard à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 6278; réponse du ministre, p. 6710.

66. — *Action diplomatique des délégations de la République française et des Etats associés d'Indochine à la conférence de San-Francisco.* — Question posée par M. Dronne à M. le président du conseil, p. 6560; réponse du ministre d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés, p. 7032.

67. — *Retenue de 1 p. 100 effectuée à des militaires titulaires d'une pension, au titre de la cotisation à la sécurité sociale.* — Question posée par M. Billat à M. le ministre de la défense nationale, p. 5953; réponse du ministre, p. 7378.

68. — *Application de l'article 4 de la loi du 9 mai 1951, prévoyant l'inscription obligatoire sur les listes électorales.* — Question posée par M. Dronne à M. le ministre de l'intérieur, p. 6519 (*rectificatif*, p. 6565); réponse du ministre, p. 7378.

69. — *Effectif du personnel de la caisse des dépôts et consignations.* — Question posée par M. Minjoz à M. le vice-président du conseil, ministre des finances, et réponse du ministre, p. 7575.

70. — *Recherches agronomiques dans les départements d'outre-mer.* — Question posée par M. Valentino à M. le ministre de l'agriculture et réponse du ministre, p. 7870.

71. — *Détérioration et vente de vêtements militaires aux magasins généraux de Lyon, comme de simples chiffons.* — Question posée par M. Charret-Tomasi à M. le ministre des finances, p. 7396; réponse du secrétaire d'Etat à la guerre, p. 7871.

72. — *Montant de la subvention qui sera attribuée à la F. S. G. T.* — Question posée par M. Gabriel Paul à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 7436; réponse du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, p. 7872.

73. — *Traitements des fonctionnaires de l'enseignement.* — Question posée par M. Jean-Michel Flandin à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 6772; retrait, p. 8143.

74. — *Régime fiscal des ostréiculteurs.* — Question posée par M. de Gracia à M. le ministre du budget et réponse du ministre, p. 8143.

75. — *Réemploi de la plus-value réalisée sur la vente d'un immeuble.* — Question posée par Mme Poinso-Chapuis à M. le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, et réponse du ministre du budget, p. 8144.

76. — *Mutation d'immeubles à l'occasion du remembrement d'exploitations rurales.* — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre du budget et réponse du ministre, p. 8144.

77. — *Taxation des plus-values réalisées sur la vente d'immeubles.* — Question posée par Mme Poinso-Chapuis à M. le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, et réponse du ministre du budget, p. 8145.

78. — *Suites apportées à l'affaire judiciaire dite « des sirops », à Bergues (Nord).* — Question posée par M. Pierrard à M. le ministre de la justice, p. 7491; réponse du ministre, p. 8145.

79. — *Publications attaquant la « Résistance ».* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le ministre de la justice, p. 7539; réponse du ministre, p. 8145.

80. — *Fixation, pour 1950-1951, du prix du sucre en baisse par rapport à l'exercice 1949-1950 et remboursement de la différence par la caisse de péréquation.* — Question posée par M. Defos du Rau à M. le ministre du commerce, p. 7675; réponse du ministre, p. 8146.

81. — *Procès des membres de la Gestapo du Mans.* — Question posée par M. Gaubert à M. le président du conseil, p. 7675; réponse du ministre de la justice, p. 8453.

82. — *Immatriculation aux assurances sociales de parents d'un gérant d'une société à responsabilité limitée.* — Question posée par M. Minjoz à M. le ministre du travail, p. 7979; réponse du ministre, p. 8454.

83. — *Déplacement d'office de plusieurs agents des postes, télégraphes et téléphones.* — Question posée par M. Barthélémy à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 6955; réponse du ministre, p. 8455.

84. — *Retard dans la parution du décret de règlement d'administration pour l'application de la loi relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi ou occupé par l'ennemi.* — Question posée par M. Caillet à M. le ministre des anciens combattants, p. 8103; réponse du ministre, p. 8455.

85. — *Achèvement du stade de 100.000 places.* — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le ministre de la reconstruction, p. 7436; réponse du ministre, p. 8456.

86. — *Fonctionnement du port de Dunkerque et des écluses Watier et Trystram.* — Question posée par M. Pierrard à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 7602; réponse du ministre, p. 8712.

87. — *Retard dans la publication des arrêtés fixant le prix du lait à la production.* — Question posée par M. Manceau à M. le ministre de l'agriculture, p. 7978; réponse du ministre, p. 8713.

88. — *Condamnation d'un patriote pour avoir, durant l'occupation, abattu un gendarme.* — Question posée par M. Barthélémy à M. le ministre de la justice, p, 7978; réponse du ministre, p. 8715.

89 — *Démolition de l'immeuble dit « Château du Parc-aux-Dames », à Anger-sur-Vincent (Oise).* — Question posée par M. André Mercier à M. le ministre de la reconstruction, p. 7675; réponse du ministre, p. 8924.

90. — *Convocation pour une période de réserve des Alsaciens et Lorrains des classes 1944 et 1945, anciens incorporés de force dans la Wehrmacht.* — Question posée par M. Rosenblatt à M. le ministre de la défense nationale, p. 7539; réponse du ministre adjoint, p. 8925.

91. — *Approvisionnement des débits algériens en tabacs de la régie française.* — Question posée par M. Rabier à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 7641; report de la question, p. 8115; réponse du ministre du budget, p. 8925.

92. — *Situation des candidats au baccalauréat qui ne se sont pas présentés à l'examen en raison de la grève du personnel enseignant.* — Question posée par M. Deixonne à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 8229; réponse du ministre, p. 9201.

93. — *Construction de barrages réservoirs afin de protéger la région parisienne contre les inondations.* — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le ministre des travaux publics, p. 8619; réponse du ministre, p. 9202.

94. — *Cadastre dans les départements d'outre-mer.* — Question posée par M. Girard à M. le ministre des affaires étrangères, p. 8031; réponse du ministre du budget, p. 9202.

95. — *Caractéristiques des blés et contestations sur la valeur de la marchandise expédiée.* — Question posée par M. Morève à M. le ministre de l'agriculture, p. 8199; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 9203.

96. — *Interdiction des films en langue allemande dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.* — Question posée par M. Rosenblatt à M. le ministre de l'information, p. 7675; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 9203.

97. — *Situation d'un engagé de trois ans jusqu'au 17 novembre 1951, actuellement en Indochine et rapatriable de droit qu'en mai 1952.* — Question posée par M. Bouxom à M. le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, p. 8678; réponse du secrétaire d'Etat à la guerre, p. 9204.

98. — *Application de la loi du 8 juin 1948 aux écoles des houillères nationales de Fumeau.* — Question posée par M. Lucien Lambert à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 8229; réponse du ministre, p. 9505.

99. — *Situation matérielle des salariés à la Guadeloupe.* — Question posée par M. Girard à M. le ministre du travail, p. 8030; réponse du ministre, p. 9506.

100. — *Salaire minimum garanti dans les départements d'outre-mer et dans le département de la Seine.* — Question posée par M. Girard à M. le ministre du travail, p. 8030; réponse du ministre, p. 9507.

101. — *Inquiétude parmi les ingénieurs et les cadres à l'annonce dans la presse d'une éventuelle suppression du plafond de cotisations pour la sécurité sociale.* — Question posée par M. Bouxom à M. le ministre du travail, p. 8797; réponse du ministre, p. 9508.

102. — *Accident au passage à niveau situé à la sortie de Dole.* — Question posée par M. Barthélemy à M. le ministre des travaux publics, p. 8030; réponse du ministre, p. 9508.

103. — *Payement des impôts. — Abandon de la pénalité de 10 p. 100 et institution de délais de payement.* — Question posée par M. Boisdé à M. le ministre du budget, p. 7675; réponse du ministre, p. 9509.

104. — *Rang hiérarchique des agents techniques et chefs de districts des eaux et forêts en Alsace-Lorraine.* — Question posée par M. René Kuehn à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique), p. 8228; réponse du ministre du budget, p. 9510.

105. — *Reclassement indiciaire des agents techniques et chefs de districts des eaux et forêts en fonction en Alsace-Lorraine.* — Question posée par M. René Kuehn à M. le ministre du budget, p. 8229; réponse du ministre, p. 9510.

106. — *Représentant du ministère de l'intérieur à la commission chargée d'examiner les dossiers de demande de cartes de déportés et internés politiques.* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre des anciens combattants, p. 8229; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 9510.

107. — *Autorisation pour les auxiliaires occupant des emplois permanents dans les administrations publiques, de se présenter aux concours d'accès auxdits emplois sans limite d'âge.* — Question posée par M. Maurice Finet à M. le secrétaire d'Etat à la santé publique et à la réforme administrative, p. 1224; réponse écrite, p. 4078.

108. — *Répartition de céréales à moudre, proportionnellement au contingent que chaque moulin tient de la législation en vigueur en 1937.* — Question posée par M. Bernard Paumier à M. le ministre de l'agriculture, p. 24.

109. — *Retard dans le payement, par l'Etat ou les collectivités locales, de travaux effectués par de petits et moyens entrepreneurs.* — Question posée par M. André Barthélemy à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 24.

110. — *Arrestation et régime appliqué à un ancien conseiller du gouvernement basque réfugié en France.* — Question posée par Mme Madeleine Braun à M. le ministre de l'intérieur, p. 153.

111. — *Situation faite aux mineurs polonais, ayant travaillé en Westphalie et travaillant actuellement en France.* — Question posée par M. René-Paul Camphin à M. le ministre des affaires étrangères, p. 232.

112. — *Demande de réduction d'impôts sur les bénéfices agricoles pour perte de bétail.* — Question posée par M. Paul Billat à M. le ministre du budget, p. 242.

113. — *Copie du jugement intervenu contre un militaire par le tribunal militaire de Saïgon.* — Question posée par M. Paul Billat à M. le ministre de la défense nationale, p. 312.

114. — *Fermeture de l'usine d'amiante de la société « Fenodo » à Rochefort (Mayenne).* — Question posée par M. Robert Manceau à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 390.

115. — *Heures de travaux pratiques consacrées à l'impression d'un texte de l'abbé Boulier sur les slogans des « combattants de la paix », par les élèves d'un instituteur de Fresnoy-en-Thelle (Oise).* — Question posée par M. Jean Legendre à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 390.

116. — *Retrait du marché de la fraction de la récolte vinicole dépassant ses capacités d'absorption pour constituer un stock de sécurité.* — Question posée par M. Antonin Gros à M. le ministre de l'agriculture, p. 486.

117. — *Circulaire modifiant le mode d'attribution de chaussures nécessaires aux porteurs exclusifs d'un pied.* — Question posée par M. Gilbert Berger à M. le ministre des anciens combattants, p. 487.

118. — *Prix du tabac fixé pour la campagne 1950.* — Question posée par M. Yves Péron à M. le ministre des finances, p. 487.

119. — *Non-parution des instructions et circulaires d'application de la loi du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre.* — Question posée par M. Pierre Dhers à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 487.

120. — *Délai de payement de l'acompte provisionnel ou exonération de l'amende de 10 p. 100 pour les créanciers de l'Etat, débiteurs de l'administration des contributions directes.* — Question posée par M. André Barthélémy à M. le ministre du budget, p. 655.

121. — *Utilisation des soldats et du matériel de l'armée de la caserne d'Evreux à des fins de propagande.* — Question posée par M. Paul Greffier à M. le ministre de la défense nationale, p. 655.

122. — *Situation dramatique des théâtres français et spécialement ceux de province.* — Question posée par M. Jean Cristofol à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 721.

123. — *Avances du Trésor autorisées en vue de faire face aux obligations provenant de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère frontalière.* — Question posée par M. Guy Desson à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 823.

124. — *Utilisation des gendarmes comme ordonnances sous le titre « homme de corvée » par leurs officiers.* — Question posée par M. Pierre Villon à M. le ministre de la défense nationale, p. 823.

125. — *Circulaire adressée aux instituteurs de la Haute-Garonne, sur le contrôle de la fréquentation scolaire des enfants d'origine étrangères.* — Question posée par Mlle Marcelle Rumeau à M. le ministre de la santé publique, p. 951.

126. — *Condamnation prononcée par Vichy figurant au casier judiciaire d'un habitant des Alpes-Maritimes.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre de la justice, p. 1011.

127. — *Accident mortel causé par l'emploi d'un « shampoing Serjack » à base de tétrachlorure de carbone à l'état pur.* — Question posée par M. André Savard à M. le ministre de la santé publique, p. 1014.

128. — *Vente ou location de navires appartenant à la Société nationale des chemins de fer français et incidences de ces mesures sur l'avenir de sa flotte charbonnière.* — Question posée par M. Paul Cermolacce à M. le ministre des travaux publics, p. 1014.

129. — *Jeunes gens engagés de dix-huit mois dans l'armée de l'air, désignés d'office pour partir en Indochine.* — Question orale posée par M. Alphonse Denis à M. le ministre de la défense nationale, p. 1111.

130. — *Non-parution des règlements d'administration publique prévus pour l'application de la loi réglementant l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques.* — Question posée par M. Eugène Montagnier à M. le ministre de la santé publique, p. 1221.

131. — *Valeur ou caducité du décret du 18 janvier 1935 relatif à la revision tous les trois ans de la liste des cépages interdits.* — Question posée par M. Félix Garcia à M. le ministre de l'agriculture, p. 1472.

132. — *Interdiction de toute circulation automobile le jour des élections à Dakar et à Saint-Louis par les maires de ces communes.* — Question posée par M. Léopold Sédar-Senghor à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1472.

133. — *Déploiement considérable de forces de police dans les rues de Voutezac (Corrèze) le 9 février 1951 afin de perquisitionner dans des familles qui ont participé à la Résistance.* — Question posée par M. Jean Goudoux à M. le ministre de l'intérieur, p. 1473.

134. — *Interdiction de l'accès des locaux des services de la police judiciaire de Lyon, aux rédacteurs d'un journal quotidien lyonnais.* — Question posée par M. Auguste Hugonnier à M. le ministre de l'intérieur, p. 1531.

135. — *Fermeture, par le maire de Saint-André-de-la-Marche (Maine-et-Loire) d'une école laïque de cette localité.* — Question posée par M. Georges Moraud à M. le ministre de l'intérieur, p. 1531.

136. — *Achèvement des travaux du canal du Vegay pour l'adduction d'eau dans des communes des Alpes-Maritimes.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre de l'agriculture, p. 1591.

137. — *Opposition à l'inclusion des boutons dans les importations dites « de choc » avec suppression des droits de douane.* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 1686.

138. — *Décret, non encore promulgué, accordant une avance sur péréquation aux retraités des chemins de fer secondaires et des tramways.* — Question posée par M. Pierre Poumadère à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 1686.

139. — *Arrêt de la cour d'appel qui décide de restituer aux sociétés les biens Francolor mis sous séquestre à la libération.* — Question posée par Mme Madeleine Braun à M. le ministre de la justice, p. 1721.

140. — *Sanction aggravant celle de l'exclusion temporaire appliquée à un facteur de Nice pour faits de grève.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 1721.

141. — *Taux des heures supplémentaires dues au personnel de l'enseignement du second degré depuis le 1er octobre 1949.* — Question posée par Mme Paulette Charbonnel à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1743.

142. — *Possibilité d'obtenir une troisième année de bourse pour un élève de l'école normale supérieure, malade pendant les deux premières années de bourse.* — Question posée par Mme Paulette Charbonnel à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1743.

143. — *Bénéfice aux pensionnés en résidence outre-mer de l'index de correction attribué aux personnels en activité dans ces mêmes territoires.* — Question posé par M. Roger Duveau à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1755.

144. — *Membres composant la commission nationale chargée de statuer sur l'attribution du titre d'interné résistant.* — Question posée par M. Arthur Giovoni à M. le ministre des anciens combattants, p. 1781.

145. — *Réparation intégrale en vertu de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.* — Question posée par M. Raymond Triboulet à M. le ministre de la reconstruction, p. 1781, 5440.

146. — *Doctrine du gouvernement en matière de publicité radiophonique.* — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le ministre de l'information, p. 1870.

147. — *Secours d'urgence aux marins pêcheurs et aux ouvriers de la conserve de la région de Saint-Jean-de-Luz.* — Question posée par M. Albert Mora à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1870.

148. — *Date d'achèvement du stade de 100.000 places pour les grandes manifestations sportives.* — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 1870.

149. — *Saisie dans les officines de Lille, par un inspecteur des pharmacies, des ordonnances médicales signées par un médecin du travail.* — Question posée par Mme Marcelle Herzog-Cachin à M. le ministre de la santé publique, p. 1870.

150. — *Payement de la péréquation de la retraite du personnel des manufactures de tabac d'Alsace et de Lorraine.* — Question posée par M. Marcel Rosenblatt à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 2088.

151. — *Annonce par la presse américaine de l'installation de bases atomiques américaines dans le Sud-Est de la France, notamment dans la région de Nîmes.* — Question posée par Mme Gilberte Roca à M. le ministre de la défense nationale, p. 2215.

152. — *Diplôme professionnel d'assistante sociale du service d'hygiène scolaire et universitaire.* — Question posée par M. Alfred Coste-Floret à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2215.

153. — *Gains réalisés par les travailleurs à domicile considérés comme des salariés pour l'établissement de l'impôt.* — Question posée par M. Pierre Poumadère à M. le ministre du budget, p. 2482.

154. — *Application du salaire minimum aux ouvriers de nombreuses entreprises du Tarn-et-Garonne.* — Question posée par M. Pierre Juge à M. le ministre du travail, p. 2482.

155. — *Indemnisation des victimes des inondations dans diverses vallées du Jura, en automne 1950.* — Question posée par M. André Barthélémy à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 2713.

156. — *Demande d'arrêt des exportations d'aciers ronds à béton destinés à la reconstruction française.* — Question posée par M. Pierre Courant à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 2713.

157. — *Exonération des viticulteurs du département du Jura, taxés sur un bénéfice inexistant en 1946.* — Question posée par M. André Barthélémy à M. le ministre du budget, p. 2771.

158. — *Difficultés qu'éprouvent les automobilistes à circuler et à stationner dans certains quartiers de Paris.* — Question posée par M. Fernand Bouxom à M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, p. 2868.

159. — *Rappels sur l'impôt cédulaire pour les années 1947 et 1948 à certains ouvriers agricoles des Bouches-du-Rhône.* — Question posée par M. Lucien Lambert à M. le ministre du budget, p. 3078.

160. — *Révocation et mutation de l'inspecteur d'académie de Chaumont.* — Question posée par Mme Paulette Charbonnel à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 3078.

161. — *Demande de mesures contre le préfet du Puy-de-Dôme à la suite d'incidents le jour du conseil de révision à Herment.* — Question posée par M. Pierre Besset à M. le ministre de l'intérieur, p. 3291.

162. — *Retard dans la publication du décret d'application de la loi du 22 août 1950 sur le statut des réfractaires et de leurs ayants cause.* — Question posée par M. Adrien Mouton à M. le ministre des anciens combattants, p. 3292.

163. — *Aide aux ressortissants français, victimes de la guerre d'Espagne.* — Question posée par M. André Tourné à M. le ministre des anciens combattants, p. 3422.

164. — *Rémunération des heures supplémentaires aux ouvriers dockers du port de Dunkerque.* — Question posée par M. André Pierrard à M. le ministre du travail, p. 3423.

165. — *Application aux huileries d'Afrique occidentale la formule « cadre de prix ».* — Question posée par M. Jean-Jacques Juglas à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 3508.

166. — *Répartition de la subvention accordée pour le carburant agricole aux utilisateurs de différents moteurs pour les travaux agricoles.* — Question posée par M. Joseph Guyomard à M. le ministre de l'agriculture, p. 3613.

167. — *Refus par de grosses sociétés sidérurgiques de prendre des commandes en raison des prix de vente qui seront fixés par les pouvoirs publics.* — Question posée par M. Arthur Musmeaux à M. le ministre du commerce et de l'industrie, p. 3663.

168. — *Expulsion d'une famille du centre d'accueil Benoit-Malon, quai de Valmy, à Paris.* — Question posée par M. Auguste Touchard à M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, p. 3909.

169. — *Projet de cession à une compagnie américaine, du câble sous-marin Brest-Dakar.* — Question posée par Mme Marie Lambert à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 3910.

170. — *Exigibilité des droits de mutation par décès.* — Question orale posée par M. Georges Coudray à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 4006.

171. — *Retrait de la projection du film documentaire soviétique « La Chine libérée » par le comité permanent d'organisation du festival du film à Cannes.* — Question posée par M. Henri Pourtalet à M. le ministre des affaires étrangères, p. 4073.

172. — *Interdiction de l'entrée de la salle du concours d'agents des installations à Périgueux à trois postulants du département de la Dordogne.* — Question posée par M. Yves Péron à M. le ministre des postes, p. 4192.

173. — *Situation du personnel de l'hôtel Westminster à Nice à la suite de l'expulsion du propriétaire du fonds.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre des travaux publics et des transports, p 4863.

174. — *Augmentation du coût des branchements électriques force et lumière notamment dans le Morbihan.* — Question posée par M. Joseph Guyomard à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 4932.

175. — *Liste des organismes de crédit public à moyen et long termes financés par l'Etat ou avec lesquels l'Etat a des conventions et dispositions en ce qui concerne les départements d'outre-mer.* — Question posée par M. Rosan Girard à M. le ministre des finances, p. 4932.

176. — *Fixation du minimum vital et point d'écrêtement du traitement des fonctionnaires pour le calcul de la retraite.* — Question posée par M. Robert Gourdon à M. le ministre des finances, p. 5089.

177. — *Prêts aux petits propriétaires sinistrés pour la location de baches à la suite de la grêle qui s'est abattue dans la région d'Arpajon.* — Question posée par Mme Duvernois à M. le ministre de l'intérieur, p. 7012.

178. — *Versement, aux propriétaires logeant des économiquement faibles, des allocations compensatrices.* — Question posée par M. Bouxom à M. le ministre de la reconstruction, p. 7344.

179. — *Conditions d'exploitation de certains secteurs de l'aviation civile.* — Question posée par M. Paul Coston à M .le ministre des travaux publics, p. 7675.

180. — *Secours aux victimes des inondations dans les départements du Sud-Est.* — Question posée par M. Lucien Lambert à M. le ministre des finances, p. 8229.

181. — *Discrimination raciale en vigueur à la compagnie des transports aériens « Air Algérie ».* — Question posée par M. Demusois à M. le ministre de l'intérieur, p. 8229.

182. — *Libre importation des riz d'outre-mer.* — Question posée par M. Duveau à M. le ministre de l'agriculture, p. 8499.

183. — *Communication au conseil supérieur de l'éducation nationale du décret d'application de la loi permettant à des boursiers nationaux de fréquenter un établissement privé du second degré.* — Question posée par M. Pierrard à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 8619.

184. — *Non-attributions de bourses supplémentaires aux cours complémentaires et aux établissements du second degré de l'enseignement technique.* — Question posée par M. Pierrard à M .le ministre de l'éducation nationale, p 8619.

185. — *Envoi au conseil d'Etat du décret d'application de la loi du 28 septembre 1951, accompagné de l'avis du conseil supérieur de l'éducation nationale.* — Question posée par M. Pierrard à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 8619.

186. — *Création d'un privilège fiscal en faveur de l'enseignement confessionnel.* — Question posée par M. Pierrard à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 8619.

187. — *Montée du prix des bois.* — Question posée par M. Guérard à M. le ministre du commerce, p. 8839.

188. — *Répartition ou importation de fer rond et de béton pour la construction et la reconstruction dans le département du Nord.* — Question posée par M. Damette à M. le ministre de la reconstruction, p. 8840.

189. — *Détournement de l'impôt fiscal par des chefs de canton du Sénégal.* — Question posée par M. Senghor à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 8978.

190. — *Payement des quatre tranches de péréquation aux retraités bénéficiaires de la loi du 2 août 1949.* — Question posée par M. Bartolini à M. le ministre des finances, p. 9038.

191. — *Chômage dans l'industrie de la sandale.* — Question posée par M. de Monsabert à M. le ministre du travail, p. 9038.

192. — *Renforcement du contrôle quantitatif du crédit.* — Question posée par M. Robert Bichet à M. le ministre des finances, p. 9097.

193. — *Mines de charbon fermées par les Houillères de France en raison de leur rendement insuffisant.* — Question posée par M. Jacques Bardoux à M. le ministre de l'industrie et de l'énergie, p. 9098.

194. — *Annonce de la fermeture prochaine de la mine de la Taupe (Haute-Loire).* — Question posée par M. Jean-Michel Flandin à M. le ministre de l'industrie et de l'énergie, p. 9098.

195. — *Frais d'enregistrement des actes de concessions d'eau (rôles annuels de consommation des abonnés).* — Question posée par M. Guthmuller à M. le ministre des finances, p. 9179.

196. — *Situation d'un préfet à qui un membre du pouvoir législatif a signalé objectivement un abus du pouvoir exécutif.* — Question posée par M. Jean Nocher à M. le ministre de l'intérieur, p. 9233.

197. — *Allégement des programmes et des horaires de l'enseignement du second degré.* — Question posée par M. Minjoz à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 9553.

198. — *Prestations familiales des salariés algériens travaillant dans la métropole non versées par les caisses algériennes et expédiées par les caisses de la métropole.* — Question posée par M. Pierre Fayet à M. le ministre de l'intérieur, p. 9553.

199. — *Non écoulement de la récolte par les producteurs de chanvre par suite des approvisionnements en chanvres d'importation italiens et yougoslaves.* — Question posée par M. Robert Manceau à M le secrétaire d'Etat aux finances, p. 9654.

200. — *Publication des résultats de l'enquête sur la catastrophe aérienne survenue en Méditerranée le 12 septembre 1951.* — Question posée par M. Rabier à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 9654.

201. — *Licenciement d'un jeune travailleur de dix-huit ans embauché depuis deux mois par la S. N. C. A. N. de Sartrouville.* — Question posée par M. Ballanger à M. le secrétaire d'Etat à l'air, p. 9743.

202. — *Nomination d'un inspecteur d'académie pour le territoire du Niger.* — Question posée par M. Condat-Mahaman à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 9819.

203. — *Déficiences nombreuses dans le fonctionnement des services de santé au Niger.* — Question posée par M. Condat-Mahaman à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 9820.

204. — *Manière de procéder d'un commissaire de la police économique lors de la vérification dans une boutique de boucher.* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre de l'intérieur, p. 9897.

205. — *Mesures à prendre pour éviter le chômage dans les chantiers de reconstruction et de construction du département du Nord.* — Question posée par M. Pierrard à M. le ministre de la reconstruction, p. 9898.

206. — *Présentation de voitures automobiles, au salon de l'enfance, par une firme étrangère.* — Question posée par Mlle Marzin à M. le président du conseil, p. 10062.

207. — *Importance du stock de « surplus américains » en 1946 et à l'heure actuelle.* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre de l'industrie, p. 10062.

208. — *Tranches de péréquation non encore perçues par les retraités de l'Etat tributaires de la loi du 2 août 1949 (arsenaux).* — Question posée par M. Cherrier à M. le ministre du budget, p. 10297.

209. — *Difficultés éprouvées par les huileries et savonneries de Marseille par suite du blocage des stocks de matières premières par les banques.* — Question posée par M. Cristofol à M. le ministre des finances, p. 10297.

Questions orales (Conseil de la République).

1. — *Réductions du débit du canal de la Neste conséquence d'un accident d'origine géologique survenu dans la région de Bèches.* — Question posée en 1950 par M. Paul-Emile Descomps à M. le ministre des travaux publics; réponse du ministre, p. 125.

2. — *Pollution des eaux consommées par la population de la région parisienne.* — Question posée en 1950 par M. Jean Bertaud à M. le ministre de l'intérieur; réponse du ministre de la santé publique, p. 126.

3. — *Réforme du régime de la sécurité sociale.* — Question posée en 1950 par M. Pierre Couinaud à M. le ministre du travail, avec demande de débat; discussion, p. 151; réponse du ministre, p. 165, 196; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 202.

4. — *Relations franco-espagnoles.* — Retrait d'une question posée en 1950 par M. Jean Biatarana à M. le ministre des affaires étrangères avec demande de débat, p. 202.

5. — *Observations des dispositions de la loi sur le dégagement des cadres des militaires de carrière* — Question posée en 1950 par M. Camille Héline à M. le ministre de la défense nationale; réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), p. 269.

6. — *Interprétation de l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 (service militaire actif, sursitaires).* — Question posée en 1950 par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre de la défense nationale; réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), p. 271.

7. — *Demande de nomination d'un directeur du service de santé des troupes coloniales.* — Question posée en 1950 par M. Jean Coupigny à M. le ministre de la défense nationale; réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), p. 271.

8. — *Démantèlement et fermeture de l'usine d'amiante de Rochefort (Mayenne).* — Question posée par M. Jean Primet à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 88; réponse du secrétaire d'Etat, p. 357.

9. — *Suppression de la surtaxe progressive de l'impôt sur le revenu pour certains contribuables.* — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 106; réponse du ministre du budget, p. 358.

10. — *Difficultés d'application du fait de la rétroactivité de l'impôt sur les sociétés prévu dans la loi sur le réarmement.* — Question posée par M. Georges Laffargue à M. le ministre des finances, p. 203; réponse du ministre du budget, p. 359.

11. — *Majoration de l'indemnité départementale des inspecteurs primaires.* — Question posée par M. Georges Lamousse à M. le ministre de l'intérieur, p. 106; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 361.

12. — *Blocage de la plus grande partie de la récolte des vins en 1950.* — Retrait de la question posée en 1950 par M. Henri Maupoil à M. le ministre de l'agriculture, p. 422.

13. — *Dévolution des biens du comité central des groupements professionnels coloniaux.* — Question posée par M. Durand-Réville à M. le ministre des finances et réponse du ministre du budget, p. 429.

14. — *Incidents en gare d'Avignon contre un train de blessés d'Indochine.* — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le président du conseil, p. 117; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 431.

15. — *Bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs, à certains vieux métayers ou de l'allocation temporaire.* — Question posée par M. Anatole Ferrant à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 258; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 432.

16. — *Liberté de manifestation des étudiants au quartier latin.* — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre de l'intérieur et demande de débat, p. 202; discussion, p. 484; réponse du secrétaire d'Etat, p. 487; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 494.

17. — *Maintien de l'ordre et respect des traditionnelles libertés d'expression de la jeunesse universitaire.* — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre de l'intérieur, p. 203; réponse du secrétaire d'Etat, p. 489.

18. — *Interdiction, par le préfet de la Seine, de la vente des journaux le samedi après-midi dans certaines artères de Paris.* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre de l'intérieur, p. 203; *suppression par rectificatif*, p. 316 et dépôt d'une nouvelle question sur le même objet avec demande de débat, p. 268; discussion, p. 486; réponse du secrétaire d'Etat, p. 487; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 494.

19 — *Protection de la population civile en temps de guerre.* — Question posée en 1950 par M. Yves Jaouen à M. le ministre de l'intérieur avec demande de débat; discussion, p. 495; réponse du secrétaire d'Etat, p. 497; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 503.

20. — *Dommages de guerre en Indochine.* — Question posée par M. Marius Moutet à M. le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés et réponse du ministre, p. 521.

21. — *Non publication de communiqué relatif au bataillon de volontaires français en Corée.* — Question posée par M. Plaisant à M. le ministre de la défense nationale, p. 388; réponse du ministre, p. 523.

22. — *Situation des communes d'Arles et de Saintes-Marie-de-la-Mer par suite de la pollution des eaux du Rhône par les déversements des usines Progil, à Pont-de-Claix (Isère).* — Question posée par M. Roger Carcassonne à M. le ministre de la santé publique et de la population, p. 258; réponse du ministre, p. 524.

23. — *Distribution de subventions à des syndicats revêtant un caractère politique par des caisses d'allocations familiales.* — Question posée par M. René Radius à M. le ministre du travail, p. 349; réponse du ministre de la santé publique, p. 525.

24. — *Mise en œuvre des recommandations votées par l'Assemblée consultative européenne.* — Question posée en 1950 par M. de Félice à M. le ministre des affaires étrangères, avec demande de débat; discussion, p. 534, 547; réponse du ministre, p. 563; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 565.

25. — *Droits de succession réclamés à des orphelins pour la transmission du carnet de pension et le payement des arrérages éventuellement dus à leur mère.* — Question posée par Mme Marie-Hélène Cardot à M. le ministre des finances, p. 420; réponse du ministre du budget, p. 677.

26. — *Non-application de la loi prévoyant l'attribution aux économiquement faibles d'une allocation compensatrice de l'augmentation des loyers.* — Question posée par M. Jean Saint-Cyr à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 349; réponse du ministre, p. 677.

27. — *Contrôle des établissements destinés à recevoir des enfants débiles ou déficients.* — Question posée par M. Georges Pernot à M. le ministre de la santé publique et demande de débat, p. 220; discussion, p. 678; réponse du ministre, p. 681.

28. — *Militaires prisonniers, décédés, blessés ou malades d'Indochine.* — Question posée par M. Gaston Chazette à M. le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, p. 512; réponse du ministre, p. 818.

29. — *Evacuation totale de la caserne Mayran à Mayenne (Mayenne) pour y implanter un escadron de garde républicaine. — Relogement des familles sinistrées menacées d'expulsion.* — Question posée par M. Jean Primet à M. le ministre de la reconstruction, p. 542; réponse du ministre, p. 819.

30. — *Situation faite aux anciens combattants français de la principauté de Monaco.* — Question posée par M. Ernest Pezet à M. le ministre des anciens combattants, p. 420; réponse du secrétaire d'Etat, p. 968.

31. — *Extension du bénéfice du port d'armes au personnel intéressé de toutes les banques.* — Question posée par M. Lucien de Gracia à M. le ministre de l'intérieur, p. 512; réponse du secrétaire d'Etat, p. 970.

32. — *Disparition ou liquidation des biens de la compagnie cotonnière de Diré (Afrique occidentale française).* — Question posée par M. Félicien Cozzano à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 203; réponse du ministre, p. 970.

33. — *Enquête en vue de rechercher les causes de la catastrophe aérienne du Brazzaville-Paris, le 3 février 1950 au Cameroun.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 420, 817; réponse du ministre, p. 1041.

34. — *Nomenclature des véhicules à retenir pour la ristourne sur les carburants.* — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'agriculture, p. 576; réponse du ministre, p. 1043.

35. — *Délivrance des certificats d'appartenance aux forces françaises de l'intérieur.* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre de la défense nationale et réponse du secrétaire d'Etat (guerre), p. 1044.

36. — *Aide apportée aux populations de Madagascar éprouvées par de récents cyclones.* — Question posée par M. André Liotard à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 388; réponse du ministre, p. 1083.

37. — *Instructions adressées directement par le gouverneur général haut commissaire en Afrique occidentale française, traitant de la revision des listes électorales.* — Question posée par M. Raphaël Saller à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 731; réponse du ministre, p. 1084.

38. — *Situation de la population havraise par suite de la pénurie de charbon.* — Question posée par M. Marcel Léger à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 731, 1085; réponse du ministre, p. 1278.

39. — *Constitution de la Lybie en état. — Sauvegarde des intérêts matériels et moraux de la France et sécurité de l'Afrique française.* — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 120. — Annulation, p. 740.

40. — *Intégration de la politique d'armement dans le cadre de l'écomonie française.* — Question posée par M. Georges Laffargue à M. le président du conseil et demande de débat, p. 220. — Annulation, p. 740.

41. — *Refus de prêts attribués sur le crédit mis à la disposition des stations classées par le centre du tourisme.* — Question posée par M. Lucien de Gracia à M. le ministre des travaux publics, p. 117; *suppression par rectificatif*, p. 262 et dépôt d'une nouvelle question sur le même objet avec demande de débat, p. 239. — Annulation, p. 740.

42. — *Prise en charge, par le régime général des prestations familiales, du déficit des régimes spéciaux des grandes entreprises nationalisées.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale et demande de débat, p. 269. — Annulation, p. 740.

43. — *Lettre adressée le 22 décembre 1950 par les services du ministère du travail et de la sécurité sociale, aux présidents des différentes caisses de sécurité sociale.* — Question posée par M. Georges Laffargue à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, et demande de débat, p. 325. — Annulation, p. 740.

44. — *Insuffisance de crédits d'engagement prévus par le Gouvernement pour le programme de construction des H. L. M. en 1951.* — Question posée par Mme Jacqueline Thome-Patenôtre à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, et demande de débat, p. 357. — Annulation, p. 740.

45. — *Blocage de la plus grande partie de la récolte des vins de 1950.* — Question posée par M. Henri Maupoil à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 401. — Annulation, p. 740.

46. — *Fonctionnement des conseils de réforme en province.* — Question posée par M. Auberger à M. le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, et demande de débat, p. 429. — Annulation, p. 740

47. — *Définition d'une doctrine économique valable pour l'ensemble de l'Union française.* — Question orale posée par M. Luc Durand-Réville à M. le président du conseil des ministres et demande de débat, p. 520. — Annulation, p. 740.

48. — *Sécurité française dans le bassin de la Méditerranée.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil des ministres et demande de débat, p. 620. — Annulation, p. 740.

49. — *Garantie de la sécurité et des droits français dans le bassin de la Méditerranée.* — Question posée par M. Marcel Plaisant à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 676. — Annulation, p. 741.

50. — *Non-payement des primes à la production chanvrière pour les récoltes 1948, 1949 et 1950.* — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 810; réponse du ministre, p. 1085.

51. — *Rétablissement de la légalité républicaine dans les territoires de l'Afrique occidentale française.* — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le ministre de la France d'outre-mer et demande de débat, p. 852; discussion, p. 1087, 1114; réponse du ministre, p. 1123; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 1135.

52. — *Modification de la procédure d'attribution de la Légion d'honneur aux militaires des réserves et aux combattants de la résistance.* — Question posée par M. André Diethelm à M. le ministre de l'intérieur, p. 844; réponse du ministre de la défense nationale, p. 1280.

53. — *Renforcement de la garnison de Koufra pour assurer le maintien de la présence française au Fezzan.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le président du conseil, p. 998; réponse du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, p. 1280.

54. — *Illégalité de la pratique du tiers-payant en matière d'honoraires médicaux et chirurgicaux.* — Question posée par M. Bernard Lafay à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 776; réponse du ministre, p. 1514.

55. — *Acquittement des droits de succession des militaires morts en Indochine, par les ascendants ou descendants.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre du budget, p. 810; réponse du ministre, p. 1626.

56. — *Assentiment du Gouvernement en ce qui concerne le commandement des forces atlantiques.* — Question posée par M. Michel Maclelin à M. le ministre de la défense nationale, p. 1032, 1626; réponse du ministre, p. 1916.

57. — *Importance des sabotages constatés dans la fabrication des avions Vampire par la S. N. C. A. N. dans les ateliers et entreprises travaillant pour la défense nationale.* — Question posée par M. Pierre Boudet à M. le ministre de la défense nationale, p. 1050; réponse du ministre, p. 1947.

58. — *Modification, à l'égard de l'industrie du bâtiment, de l'actuelle politique restrictive de crédit.* — Question posée par M. Pierre Loison à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1050; réponse du ministre de la défense nationale, p. 1918.

59. — *Justification nécessaire du payement des cotisations de sécurité sociale pour chaque employeur ou entrepreneur qui demande à participer aux adjudications et marchés de l'Etat.* — Question posée par M. Alfred Wehrung à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 811; réponse du ministre, p. 2117.

60. — *Demande de relèvement des maxima pour le payement des dépenses communales avec dispense de marchés écrits.* — Question posée par M. Lucien Tharradin à M. le ministre de l'intérieur, p. 1435; réponse du ministre, p. 2118.

61. — *Arrérages de pensions non encore versés aux travailleurs de Charbonnages de France.* — Question posée par M. Jean-Eric Bousch à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1373, 2118; réponse du ministre du budget, p. 2268.

62. — *Attribution de l'aval du territoire aux coopératives de production auprès de la B. A. O. au Sénégal.* — Question posée par M. Mamadou Dia à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2112; réponse du ministre, p. 2337.

63. — *Détérioration et vente de vêtements militaires aux magasins généraux de Lyon, comme de simples chiffons.* — Question posée par M. Pierre de La Gontrie à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1656; réponse du ministre du budget, p. 2268, 2338.

64. — *Commercialisation des arachides au cours de la campagne* 1950-1951. — Question posée par M. Mamadou Dia à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2112; réponse du ministre, p. 2338.

65. — *Répercussions de l'augmentation massive des tarifs des transports de la région parisienne.* — Question posée par M. Pierre Loison à M. le ministre des travaux publics, p. 2112; réponse du ministre, p. 2339.

66. — *Accord commercial et de payement franco-brésilien en ce qui concerne le café.* — Question posée par M. Jean Grassard à M. le ministre du commerce, p. 1892, 2337; réponse du ministre, p. 2136.

67. — *Politique à l'égard de la création éventuelle, en France, d'une industrie du caoutchouc synthétique.* — Question posée par M. de Villoutreys à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 1892; réponse du ministre, p. 2438.

68. — *Priorité, à l'industrie française, en fourniture d'alliages légers.* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre de l'industrie, p. 2228; réponse du ministre, p. 2440.

69. — *Renormalisation du prix des céréales secondaires et des aliments du bétail.* — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'agriculture, p. 2195; réponse du ministre, p. 2441.

70. — *Nouvelle nomenclature des véhicules à retenir pour la ristourne sur carburants.* — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'agriculture, p. 2228; réponse du ministre, p. 2442.

71. — *Inspecteurs titulaires de l'enseignement primaire dans le département de la Martinique.* — Question posée par M. Paul Symphor à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2330; réponse du ministre, p. 2580.

72. — *Retards apportés à l'équipement rural du département de la Martinique.* — Question posée par M. Paul Symphor à M. le ministre de l'agriculture, p. 2330; réponse du ministre, p. 2581.

73. — *Taxation, exportations et importations de la viande.* — Question posée par M. Jean Doussot à M. le ministre des finances, p. 2434; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2582.

74. — *Réduction de 200 millions sur les crédits affectés à la sécurité sociale des étudiants, en* 1951. — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 512, 817.

75. — *Arrêt d'une usine électrique devant fournir le courant à Pondichéry et panne d'un bateau transportant du riz de Karikal à Mahé.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1299; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2637.

76. — *Institution d'un coefficient de change pour le payement des pensions aux anciens fonctionnaires résidant dans nos territoires d'outre-mer.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1815; réponse du ministre du budget, p. 2668.

77. — *Insuffisance de secours alloués par le Gouvernement aux victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu le 31 août sur la Seine-et-Oise.* — Question posée par Mme Jacqueline Thome-Patenôtre à M. le ministre des finances, p. 2593; réponse du ministre du budget, p. 2669.

78. — *Effort particulier, à l'intérieur de l'Université française, en faveur des intellectuels étrangers réfugiés ou expulsés.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1501; réponse du ministre, p. 2669.

79. — *Remise en service de l'écluse Valier au port de Dunkerque dont le fonctionnement vient d'être interrompu par un accident.* — Question posée par M. Albert Denvers à M. le ministre des travaux publics, p. 2412; réponse du ministre, p. 2671.

80. — *Etablissement d'un statut spécial au personnel des services actifs de police.* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre de l'intérieur, p. 2460; réponse du ministre, p. 2672.

81. — *Législation des H. B. M. ou des H. L. M. et réserve exclusive de l'occupation des logements à une collectivité.* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre de la reconstruction, p. 2603; réponse du ministre, p. 2693.

82. — *Intégration de jeunes étudiants africains dans les cadres administratifs locaux.* — Question posée par M. Oumar Ba à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2663; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2693.

83. — *Vague montante de discrimination raciale dans les territoires d'outre-mer.* — Question posée par M. Jean Malonga à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2671; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2695.

84. — *Publication d'un tableau de la fonction publique.* — Question posée par M. André Litaise à M. le ministre de l'intérieur, p. 2460; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 2769.

85. — *Délivrance de licences d'importation pour du bétail d'élevage en provenance de Hollande.* — Question posée par M. Martial Brousse à M. le ministre du commerce, p. 2674; réponse du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques, p. 2770.

86. — *Conditions d'avancement des fonctionnaires du cadre local d'Alsace et de Lorraine en ce qui concerne le service du cadastre.* — Question posée par M. Robert Hoeffel à M. le ministre des finances, p. 2674; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2771.

87. — *Disparité entre les prix industriels et les prix agricoles et fixation du prix du lait.* — Question posée par M. André Dulin à M. le ministre des finances et demande de débat, p. 2600, 2715; discussion, p. 2776; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2777, 2788 et clôture du débat, p. 2792.

88. — *Retard dans l'approbation des budgets respectifs de la ville de Paris et du département de la Seine.* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre des finances et demande de débat, p. 2600; discussion, p. 2852; réponse du ministre de l'intérieur, p. 2857; adoption d'une proposition de résolution, p. 2861.

89. — *Crise dans l'industrie lainière.* — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre des finances, p. 2688; ajournement, p. 2771; réponse du ministre, p. 2884.

90. — *Problème que pose l'accueil des jeunes étrangers venus en France pour parfaire leur connaissance de la langue et de la culture françaises et reçus au pair dans des familles.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le président du conseil, p. 2731; réponse du ministre du travail, p. 2886.

91. — *Suspension jusqu'au 15 mars des poursuites et du recouvrement des impôts dus par les sinistrés de Seine-et-Oise victimes de l'orage de grêle du 30 août.* — Question posée par M. Pierre Loison à M. le ministre des finances, p. 2807; réponse du ministre du budget, p. 2887.

92. — *Allégement aux communes de la Seine de la charge des traitements des professeurs spéciaux d'enseignement primaire.* — Question posée par Mlle Marcelle Devaud à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2807; réponse du ministre de l'industrie, p. 2887.

93. — *Sécurité française dans le bassin de la Méditerranée.* — Questions posées par M. Michel Debré à M. le président du conseil des ministres et demande de débat, p. 817, 2102; discussion, p. 3108; réponse du ministre, p. 3115; suite de la discussion, p. 3118, 3128 et renvoi du débat à une date ultérieure, p. 3135.

94. — *Garantie de la sécurité de la France dans le bassin de la mer latine.* — Question posée par M. Marcel Plaisant à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1083; discussion, p. 3108; réponse du ministre, p. 3115; suite de la discussion, p. 3118, 3128, et renvoi du débat à une date ultérieure, p. 3135.

95. — *Discussion sur la politique générale du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne et de l'Europe avant les discussions sur le charbon, l'acier et l'armée européenne.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 2567; discussion, p. 3108; réponse du ministre, p. 3115; suite de la discussion, p. 3118, 3128, et renvoi du débat à une date ultérieure, p. 3135.

96. — *Politique française à l'égard de l'Etat sarrois.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 2567; discussion, p. 3108; réponse du ministre, p. 3115; suite de la discussion, p. 3118, 3128 et renvoi du débat à une date ultérieure, p. 3135.

97. — *Politique suivie au Maroc.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 2567; discussion, p. 3108; réponse du ministre, p. 3115; suite de la discussion, p. 3118, 3128 et renvoi du débat à une date ultérieure, p. 3135.

98. — *Politique française en Tunisie.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 2567; discussion, p. 3108; réponse du ministre, p. 3115; suite de la discussion, p. 3118, 3128 et renvoi du débat à une date ultérieure, p. 3135.

99. — *Fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti des départements d'outre-mer.* — Question posée par M. Symphor à M. le président du conseil et demande de débat, p. 2768. — Retrait de la question, p. 3205.

100. — *Délivrance de certificats d'appartenance aux forces françaises de l'intérieur dans le département de la Seine (1re région militaire).* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre de la défense nationale, p. 776.

101. — *Refus de déblocage des crédits nécessaires à l'équipement laitier sur le « Fonds de modernisation et d'équipement ».* — Question posée par M. Bernard Lafay à M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture et demande de débat, p. 792.

102. — *Définition d'une doctrine économique valable pour l'ensemble de l'Union française.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le président du conseil des ministres et demande de débat, p. 792.

103. — *Modification, par décret, de la définition de l'exploitation viticole qui est donnée par l'article 48 du code du vin.* — Question posée par M. Henri Maupoil à M. le ministre du budget, p. 810.

104. — *Blocage de la plus grande partie de la récolte des vins de 1950.* — Question posée par M. Henri Maupoil à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 753; retrait, p. 792; reprise de la question sans débat, p. 811.

105. — *Sauvegarde des intérêts matériels et moraux de la France au Fezzan et sécurité de l'Afrique française.* — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 817.

106. — *Prestations de sécurité sociale aux assujettis français résidant sur le territoire de la principauté de Monaco.* — Question posée par M. Ernest Pezet à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 844.

107. — *Application de l'ordonnance-loi monégasque de retraite pour les vieux travailleurs aux anciens combattants et militaires français de Monaco.* — Question posée par M. Ernest Pezet à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 844.

108. — *Rapports de Paris et de Monaco en ce qui concerne la sécurité sociale.* — Question posée par M. Ernest Pezet à M. le ministre du travail, p. 844.

109. — *Concours ouvert entre architectes et entrepreneurs pour la construction d'un hôpital à Dakar.* — Question posée par M. Raphaël Saller à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 844.

110. — *Réglementation du droit de grève.* — Question posée par M. Dulin à M. le président du conseil et demande de débat, p. 852.

111. — *Exhumation des corps de soldats et victimes de la guerre par un entrepreneur.* — Question posée par M. Robert Chevalier à M. le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 961.

112. — *Approvisionnement de la viticulture en sulfate de cuivre pour la campagne 1951.* — Question posée par M. Monichon à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 1008.

113. — *Limitation à cinq du nombre d'élèves pouvant se prévaloir d'un même correspondant pour leur sorties.* — Question posée par M. Raymond Laillet de Montullé à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1032.

114. — *Report au 31 mai l'ensemble des échéances fiscales qui étaient à honorer d'ici le 30 avril.* — Question posée par M. Max Monichon à M. le ministre du budget et demande de débat, p. 1040.

115. — *Protection de la fabrication du matériel de défense et de combat et sécurité du personnel civil et militaire assurant les essais de ce matériel* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1040.

116. — *Traité sur la communauté européenne « charbon-acier » et politique à l'égard de la Sarre.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1138; ajournement, p. 2637.

117. — *Exécution du plan de progrès social élaboré par la commission des réformes musulmanes en 1945.* — Question posée par M. Abdennour Tamzali à M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, p. 1299.

118. — *Retraite d'un cheminot Société nationale des chemins de fer français frappé d'indignité nationale et mis en position de retraite différée.* — Question posée par M. Emile Roux à M .le ministre des travaux publics et des transports, p. 1299.

119. — *Opposition par le département du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, à la réouverture du marché à terme du café à la bourse de commerce du Havre.* — Question posée par M. Marcel Léger à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1356.

120. — *Intrigues à la suite du redressement opéré en Indochine.* — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le ministre chargé des relations avec les Etats associés, p. 1356.

121. — *Dispositions prises par le Gouvernement pour assurer la sécurité de la Méditerranée.* — Question posée par M .Marcel Plaisant à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 2117.

122. — *Raisons essentielles ayant motivé une augmentation générale du prix des transports publics dans la région parisienne.* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre des travaux publics, p. 2151.

123. — *Ouverture de la chasse dans le département du Nord.* — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'agriculture, p. 2228.

124. — *Retard au fonctionnement de l'office international des brevets de la Haye.* — Question posée par M. André Armengaud à M. le président du conseil, p. 2731.

125. — *Application de l'article 4 de la loi du 27 mars 1951 pour que les demandes présentées par les économiquement faibles soient réglées dans les trois mois de leur dépôt.* — Questions posées par M. Gaston Chazette à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 2731, ajournement, p. 2771.

126. — *Conditions d'adjudication d'un lot de locomotives et de tenders aliéné par le service central des ventes de mobilier de l'Etat.* — Question posée par M. Gaston Charlet à M. le ministre des finances, p. 2844.

127. — *Outillage d'une filiale de la S. N. E. C. M. A. située au Mans-Arnage.* — Question posée par M. Jean-Yves Chapalain à M. le secrétaire d'Etat à la défense nationale (air), p. 2879.

128. — *Droit des receveurs et chefs de centre des postes, télégraphes et téléphones à la gratuité du logement.* — Question posée par M. Camille Héline à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 2968.

129. — *Entretien et amélioration du réseau routier et revision du code de la route.* — Question posée par M. Jules Pouget à M. le ministre des travaux publics et demande de débat, p. 2924.

130. — *Fixation du nouveau taux des allocations de chômage.* — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre du travail, p. 3013.

131. — *Informations émanant du Comité des Sages, relatives aux constructions navales.* — Question posée par M. Jean de Guyon à M. le vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, et demande de débat, p. 3052.

132. — *Fourniture par feeder, à la région parisienne, de gaz de ville provenant de l'Est.* — Question posée par M. Charles Deutschman à M. le ministre de l'industrie et de l'énergie, p. 3158.

133. — *Accident matériel survenu dans un des puits de pétrole exploité par la Société nationale des pétroles d'Aquitaine à Lacq (Basses-Pyrénées).* — Question posée par M. Jean-Louis Tinaud à M. le ministre de l'industrie, p. 3262.

134. — *Situation de la vallée d'Aoste en cas de révision du traité de paix avec l'Italie.* — Question posée par M. Ernest Pezet à M. le ministre des affaires étrangères, p. 3417.

R

Radio-éléments artificiels.

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Barrot sur le projet de loi relatif aux radio-éléments artificiels, p 9096 (Document n° 1973).

Radiodiffusion française. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 146.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thuillier tendant à l'utilisation de la radiodiffusion française par tous les partis et formations politiques pour leur propagande électorale, p. 2926 (Document n° 12742).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à exonérer totalement de la taxe sur les postes de T. S. F., tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs, les bénéficiaires de l'allocation temporaire, les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables et toutes personnes âgées de soixante-cinq ans pouvant justifier d'un revenu annuel inférieur à 150.000 francs par an ou 200.000 francs pour un ménage, p. 3325 (Document n° 12843).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à exonérer totalement de la taxe sur les postes de T. S. F. les titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les titulaires de l'allocation temporaire aux économiquement faibles, les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes, incurables et toutes personnes âgées de soixante-cinq ans pouvant justifier d'un revenu annuel inférieur à 150.000 francs ou 200.000 francs pour un ménage, p. 5946 (Document n° 175).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Naegelen tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 49-1032 du 30 juillet 1949 en vue d'exonérer de la redevance sur les postes récepteurs de radiodiffusion les invalides civils à 100 p. 100, p. 7670 (Document n° 1300).

Conseil de la République. — Reprise, par M. Georges Maurice, de sa proposition de loi relative aux communications du texte officiel des émissions de la radiodiffusion française mettant des tiers en cause (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2060 (Document n° 521).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6177 (Document n° 440).

Assemblée nationale. — Représentation de diverses commissions au sein de la commission interministérielle chargée d'étudier l'ensemble des problèmes des émissions de radiodiffusion vers l'étranger, nomination de membres, p. 7396.

Conseil de la République. — Demande de désignation de quatre membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission chargée d'étudier l'ensemble du problème des émissions de radiodiffusion vers l'étranger (application de l'arrêté du 14 février 1951), p. 754, 2090. — Désignation de candidatures, p. 1142, 2103. — Nomination de membres, p. 1198, 2117.

Rapatriement. — V. *Français expulsés de l'étranger.*

Reboisement. — V. *Impôts (revenu).*

Recettes buralistes. — V. *Finances (ministère).*

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission supérieure de classement des recettes buralistes. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 6751.

Recettes-perceptions. — V. *Finances (ministère).*

Receveurs-distributeurs. — V. *Postes, télégraphes et téléphones (personnel).*

Receveurs spéciaux. — V. *Pensions et retraites (personnels communaux et départementaux).*

Recherche agronomique. — V. *Institut national de la recherche agronomique. — Questions orales (Assemblée nationale n° 70).*

Recherche scientifique. — V. *Conseil supérieur de la recherche scientifique.*

Récidive. — V. *Code pénal. — France d'outre-mer (textes généraux).*

Reconstruction. — V. *Construction, reconstruction. — Propriété immobilière. — Sociétés coopératives de reconstruction.*

Rééducation fonctionnelle et professionnelle. — V. *Centre national de rééducation fonctionnelle et professionnelle.*

Référendum. — V. *Constitution.*

Réforme administrative. — V. *Administrations publiques.*

Réforme fiscale. — V. *Impôts.*

Réfractaires. — V. *Prisonniers et déportés*

Réfugiés. — V. *Défense nationale (organisation). — Loyers (locaux d'habitation). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 110.*

Régie autonome des transports parisiens. — V. *Interpellations n° 196. — Transports et voies de communication.*

Régies financières. — V. *Postes, télégraphes et téléphones (personnel).*

Régions administratives. — V. *Administration départementale et régionale*

Région parisienne. — V. *Combustibles solides et dérivés. — Interpellations nos 186, 196. — Questions orales (Assemblée nationale), nos 4, 5, 93 (Conseil de la République) nos 2, 65, 122, 132. — Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers et de la région parisienne). — Traitements, soldes et indemnités. — Viande.*

Remembrement. — V. *Agriculture (exploitation).*

Rentes. — V. *Impôts (traitements, pensions et rentes viagères). — Pensions et retraites.*

Repos hebdomadaire. — V. *Code du travail (durée du travail).*

Représentants de commerce. — V. *Voyageurs de commerce.*

Réquisitions. — V. *Armées. — Construction, reconstruction. — Défense nationale (organisation). — Paris (ville de). — Propriété immobilière.*

Résistance. — V. *Anciens combattants. — Budget (anciens combattants. — Etudiants. — Fonctionnaires (avancement, bonifications d'ancienneté). — Interpellations, nos 53, 97, 125. — Légion d'honneur. — Médaille de la résistance française. — Prisonniers et déportés. — Questions orales (Assemblée nationale), nos 56, 79, 133, 162.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement: 1° à fixer d'une manière uniforme, au 1er octobre 1951, la date limite de recevabilité des propositions diverses relatives aux questions de résistance (reconnaissance de réseaux ou d'unités; demandes de certificats d'appartenance aux F. F. C., F. F. L., F. F. I., R. I. F.; d'attributions de grades d'assimilation dans ces groupements; propositions de récompenses; etc.); 2° à fixer au 31 décembre 1951 la date à laquelle devront être prises et publiées au *Journal officiel* — pour celles qui doivent l'être — les décisions consécutives à ces propositions, la date du 31 décembre 1951 devant marquer la clôture définitive des opérations administratives concernant la Résistance, à l'exception de celles à titre posthume, p. 2171 (Document n° 12637).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Laniel tendant à inviter le Gouvernement: 1° à fixer d'une manière uniforme, au 31 décembre 1951, la date limite de recevabilité des propositions diverses relatives aux questions de résistance; 2° à fixer au 31 mars 1952 la date extrême à laquelle devront être prises et publiées au *Journal officiel* les décisions consécutives à ces propositions, p. 6308 (Document n° 617). — Retrait, p. 6326.

Retraites. — V. *Anciens combattants. — Assurances sociales. — Caisses autonome de retraites mutualistes. — Pensions et retraites. — Sociétés de secours mutuels.*

Réunion. — V. *France d'outre-mer (départements d'outre-mer). — Interpellations n° 8.*

Revenus. — V. *Impôts.*

Revision de jugement. — V. *Amnistie. — Code d'instruction criminelle. — Cour de justice (Haute).*

Rhénanie. — V. *Conventions internationales (sécurité sociale).*

Rhône (Compagnie nationale). — V. *Electricité et gaz.*

Rivages de la mer. — V. *Limites de la mer.*

Rivières. — V. *Inondations.*

Routes et chemins. — V. *Armées (matériel). — Douanes (tarifs). — Interpellations n° 105. — Questions orales (Conseil de la République) n° 129. — Transports et voies de communication.*

Russie (Sinistrés français de).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à l'attribution de secours aux personnes physiques françaises qui étaient fixées en Russie avant la guerre, p. 6218 (Document n° 515).

S

Saccharine.

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi tendant à réglementer le commerce et l'emploi des substances édulcorantes artificielles (n° 11197, année 1950), p. 5928 (Document n° 20).

Sages-femmes. — V. *Assurances sociales (étudiants). — Médecine et professions médicales.*

Saint-Pierre et Miquelon. — V. *France d'outre-mer.*

Saisie-arrêt. — V. *Code du travail (salaires).*

Salaires. — V. *Code du travail. — Conventions internationales (travail). — Impôts (revenus, traitements). — Interpellations nos 90, 93, 184, 203, 205, 207, 208. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 8, 15, 100, 154.*

Salon d'automne. — V. *Interpellations n° 231.*

Sanatoriums. — V. *Impôts (taxes départementales). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 78. — Tuberculose.*

Santé (administration générale). — V. *Assistance publique à Paris.*

Santé publique (protection de la). — V. *Pharmacie.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Christiaens tendant à modifier la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, p. 1219 (Document n° 12237).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frugier relative à la création d'une direction de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence au ministère de la santé publique et de la population, p. 6298 (Document n° 639).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à reviser la procédure des articles 12 à 14 de la loi du 15 février 1902 modifiés par le décret du 21 mai 1938 et relatifs à l'insalubrité des immeubles, p. 1723 (Document n° 12386).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrot tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures destinées à organiser une meilleure prévention des intoxications d'origine alimentaire, p. 6678 (Document n° 921).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir immédiatement un crédit de 10 millions de francs pour venir en aide aux familles de Pont-Saint-Esprit (Gard), victimes d'intoxication alimentaire ayant entraîné des décès et de nombreuses hospitalisations, p. 6960 (Document n° 1015).

Sapeurs-pompiers. — V. *Pensions et retraites.*

Sarre (territoire de la). — V. *Budgets.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les avenants n°s 1 et 2 de l'accord complémentaire n° 5 à la convention générale entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale, signés le 27 juillet 1950 (n° 11251), p. 2472 (Document n° 12589). — Adoption du projet de loi, p. 3765.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1306 (Document n° 290). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1711 (Document n° 408). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1812.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5551 (*Loi n° 51-667 du 24 mai 1951, J. O. du 31 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Kuehn sur le projet de loi relatif aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France (n° 7918), p. 1220 (Document n° 12223).

Savonneries. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 209.*

Sciences administratives. — V. *Administrations publiques.*

Secret professionnel. — V. *Interpellations n°s 5, 6, 10.*

Secrétaires de mairie. — V. *Assurances sociales (cotisations). — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Traitements (intérieur).*

Sécurité et hygiène. — V. *Code du travail. — Santé publique.*

Sécurité sociale. — V. *Algérie. — Assurances sociales. — Allocations familiales. — Conseil supérieur de la sécurité sociale. — Conventions internationales. — Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale). — Impôts (perception, privilèges du Trésor). — Pensions et retraites (pensions et rentes viagères). — Questions orales (Conseil de la République), n° 3. — Sarre (Territoire de la).*

Seine (département). — V. *Administration de la ville de Paris et département de la Seine. — Assistance publique à Paris. — Départements, villes et communes (budget). — Greffiers. — Impôts (taxes départementales et communales). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 109 (Conseil de la République), n° 88.*

Sel. — V. *Mines et carrières (exploitation).*

Semaine de quarante heures. — V. *Code du travail (durée du travail).*

Sénateurs. — V. *Conseil de la République. — Presse. — Traitements (textes généraux).*

AUTORISATION DE POURSUITES

Conseil de la République. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 2062 (Document n° 539). — Dépôt du rapport par M. Léger, p. 2200 (Document n° 635). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 2269.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 2580 (Document n° 691). — Dépôt du rapport par M. Léger, p. 2730 (Document n° 763). — Discussion des conclusions du rapport, p. 2925, et rejet de la demande, p. 2926.

DÉCÈS

Conseil de la République. — Communication au Conseil de la République du décès des sénateurs suivants: M. Félix Totolehibe, p. 356; M. Arthur Marchant, p. 428; M. Marcel Breton, p. 2026; M. Roger Delthil, p. 2972.

DÉMISSIONS

Conseil de la République. — Communication au Conseil de la République de la démission des sénateurs suivants: MM. Antoine Demusois et André Diethelm, p. 2054; MM. Henri Martel, Victor Chatenay, Joseph Pinvidic, Lucien de Gracia, Pierre de Gaulle et Jules Valle, p. 2062; MM. Joseph Renaud, René Cassagne, Pierre de Félice, Georges Bourgeois, Henri Fouques-Duparc, le général Corniglion-Molinier et Pierre Couinaud, p. 2077; MM. Lafay, Saint-Cyr et Dronne, p. 2090; M. Ou Rabah Abdelmadjid, p. 2117; M. Saïah Ménouar, p. 2336; M. Mohamed Bechir-Sqw. p. 2600.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS

AIN

Rapport de M. Léger, p. 2641.

Admission de M. Chastel en remplacement de M. Saint-Cyr, démissionnaire, p. 2649.

DORDOGNE

Rapport de M. Jean Guiter, p. 2112.

Admission de M. Adrien Bels, p. 2424.

FINISTÈRE

Rapport de M. Jean Guiter, p. 2150.

Admission de M. Yves Le Bot en remplacement de M. Pinvidic, démissionnaire, p. 2157.

GIRONDE

Rapport de M. Razac, p. 2150.

Admission de M. Georges Milh en remplacement de M. de Gracia, démissionnaire, p. 2157.

LOIRET

Rapport de M. Bonnefous, p. 2642.

Admission de M. Perdereau en remplacement de M. de Félice, démissionnaire, p. 2649.

MAINE-ET-LOIRE

Rapport de M. Bonnefous, p. 2642.

Admission de M. de Geoffre en remplacement de M. Chatenay, démissionnaire, p. 2649.

NORD

Rapport de M. Alfred Paget, p. 810.

Admission de M. Vandaele en remplacement de M. Arthur Marchand, décédé, p. 817.

Rapport de Mme Yvonne Dumont, p. 2434.

Admission de M. Ulrici en remplacement de M. Henri Martel, démissionnaire, p. 2443.

ORNE

Rapport de M. Carcassonne, p. 2643.

Admission de M. Meillon en remplacement de M. Couinaud, démissionnaire, p. 2649.

PYRÉNÉES (BASSES-)

Rapport de M. Serrure, p. 2643.

Admission de M. Jean-Louis Tinaud en remplacement de M. Cassagne, démissionnaire, p. 2649.

RHIN (HAUT-)

Rapport de M. Radius, p. 2643.

Admission de M. Gander en remplacement de M. Bourgeois, démissionnaire, p. 2649.

SAÔNE-ET-LOIRE

Rapport de M. Southon, p. 2643.

Admission de M. Pinsard en remplacement de M. Joseph Renaud, démissionnaire, p. 2649.

SARTHE

Rapport de M. Bertaud, p. 2644.

Admission de M. Philippe Thierry d'Argenlieu en remplacement de M. Dronne, démissionnaire, p. 2649.

SEINE

Rapport de M. Schleiter, p. 2150.

Admission de MM. Jean Guiter, Charles Deutschmann et Jean Fleury en remplacement de MM. Pierre de Gaulle, Corniglion-Molinier et Bernard Lafay, démissionnaires, p. 2157.

SEINE-ET-OISE

Rapport de M. Lelant, p. 2150.

Admission de MM. Pidoux de La Maduère et Louis Namy en remplacement de MM. Diethelm et Demusois, démissionnaires, p. 2157.

ALGÉRIE

Alger (2e *collège*). — Rapport de M. Courrière, p. 2641 et admission de M. Ferhat Marhoun en remplacement de M. Saïah Ménouar, démissionnaire, p. 2649.

Constantine (1er *collège*). — Rapport de M. Courrière, p. 2641 et admission de M. Augarde en remplacement de M. Valle, démissionnaire, p. 2649.

Constantine (2e *collège*). — Rapport de M. Siaut, p. 2642 et admission de M. Benhabyles Chérif en remplacement de M. Ou Rabah, démissionnaire, p. 2649.

Oran (1er *collège*). — Rapport de M. Carcassonne, p. 2642 et admission de M. Enjalbert en remplacement de M. Fouques-Duparc, démissionnaire, p. 2649.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Guinée française (territoire de la) (1re *section*). — Rapport de M. Schwartz, p. 810 et admission de M. Marcou, p. 817.

Sénégal. — V. *Questions orales* (*Assemblée nationale*), nos 9, 189, (*Conseil de la République*), n° 62.

Sépultures. — V. *Cimetières.*

Sérums. — V. *Pharmacie.*

Services médicaux du travail. — V. *Code du travail* (*hygiène et sécurité des travailleurs*).

Services publics. — V. *Administrations publiques. — Enquêtes parlementaires. — Impôts* (*sociétés*).

Signalisation routière. — V. *Code de la route. — Conventions internationales.*

Sinistrés. — V. *Biens séquestrés. — Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Départements, villes et communes* (*budget*). — *Domaine de l'Etat, des départements et des communes* (*cession d'immeubles*). — *Dommages de guerre — Interpellations*, n° 112. — *Propriété immobilière. — Questions orales* (*Conseil de la République*), nos 29, 91. — *Spoliation.*

S. N. E. C. M. A. — V. *Questions orales* (*Assemblée nationale*), n° 15, (*Conseil de la République*), n° 127.

Sociétés. — V. *Assurances sociales* (*divers*). — *Dons, legs et fondations. — Gérants de sociétés et de succursales. — Impôts. — Questions orales* (*Assemblée nationale*), nos 3, 21, 50, 52, 57, 82, (*Conseil de la République*), n° 10.

Sociétés par ACTIONS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à protéger l'épargne au moyen de la modification de la loi du 13 novembre 1933 relative au droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions, p. 3609 (Document n° 12896).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à protéger l'épargne au moyen de la modification de la loi du 13 novembre 1933 relative au droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions, p. 4865 (Document n° 13125).

Société nationale des CHEMINS DE FER FRANÇAIS. — V. *Chemins de fer français* (*Société des*)

Sociétés COOPERATIVES AGRICOLES. — V. *Agriculture* (*crédit agricole*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, p. 8975 (Document n° 1902). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 9174 (Document n° 2012). — Adoption, p. 9487.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3300 (Document n° 862). — Dépôt du rapport par M. de Pontbriand, p. 3359 (Document n° 872).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Laborde tendant au rétablissement des droits syndicaux en agriculture et à l'octroi d'un délai supplémentaire pour l'agrément des coopératives agricoles, p. 3562 (Document n° 1718).

Sociétés COOPERATIVES DE CONSOMMATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Degrond sur la proposition de loi de Mme Degrond, tendant à modifier l'article 12 de la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation (n° 9325), p. 4210 (Document n° 13026). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6474 (Document n° 821). — Adoption de la proposition de loi, p. 10074.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3630 (Document n° 909).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcellin relative aux conditions de fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées ou privées, p. 4124 (Document n° 13002).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcellin relative aux conditions de fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées ou privées, p. 6678 (Document n° 923).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcellin tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les fausses coopératives dans les administrations publiques, p. 1365 (Document n° 12463).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à réglementer le fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées et privées, p. 7672 (Document n° 1389).

Sociétés COOPERATIVES FAMILIALES SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant à créer des sociétés coopératives familiales scolaires autorisées à emprunter pour construire ou réparer les bâtiments scolaires, p. 6370 (Document n° 713).

Sociétés COOPERATIVES DE RECONSTRUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-975 du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, p. 7804 (Document n° 1432). — Dépôt du rapport par M. Pierre Garet, p. 8618 (Document n° 1710). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à modifier la loi n° 48-975 du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction* », p. 9189.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3300 (Document n° 858).

Sociétés de CREDIT DIFFERE

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé: 2° de la proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à supprimer les entreprises dites « sociétés de crédit différé » (nos 7942-7975-10493), p. 3837; adoption de l'ensemble après modification du titre: « *Projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé* », p. 3838.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1353 (Document n° 302). — Dépôt du rapport par M. Delalande (Document n° 615. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Delalande, p. 2300 (Document n° 656). — Discussion, p. 2312; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2323 (*rectificatif*, p. 2337).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7006 (Document n° 1027).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Delalande sur sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder d'urgence au vote d'une loi réglementant les sociétés dites de crédit différé (n° 363, année 1950), p. 120 (Document n° 36). — Discussion, p. 413; adoption de la proposition de résolution, p 417.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre sur le statut des sociétés d'épargne immobilière et de crédit différé, p. 1754 (Document n° 12413).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre sur le statut des sociétés d'épargne immobilière et de crédit différé, p. 6001 (Document n° 254).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Manceau tendant à soumettre les opérations de crédit différé et de crédit mutuel immobilier à la législation sur les habitations à loyer modéré et le crédit immobilier, p. 7072 (Document n° 1042).

Sociétés d'ECONOMIE MIXTE. — V. *Commerce et industrie* (*entreprises diverses*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Alfred Coste-Floret sur la proposition de loi de M. Antier portant création d'une société d'études d'économie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan (S. E. A. R. O.) (n° 10818), p. 4582 (Document n° 13088). — Adoption de la proposition de loi, p. 5021.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1602 (Document n° 387). — Dépôt du rapport par M. Cornu, p. 1745 (Document n° 424). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Saller, p. 2102 (Document n° 603). — Discussion, p. 2272; adoption d'un avis défavorable à la proposition de loi, p. 2275.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6887 (Document n° 963).

Sociétés d'EXPLOITATION RURALE. — V. *Agriculture* (*crédit agricole*)

Sociétés MUSICALES ET CHORALES. — V. *Transports* (*chemins de fer d'intérêt général*).

Sociétés NATIONALISEES. — V. *Commerce et industrie.*

Sociétés à RESPONSABILITE LIMITEE

Assemblée nationlae. — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture de la proposition de loi tendant à compléter l'article 24 de la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée (n° 6268, année 1949), p. 5928 (Document n° 13).

Sociétés de SECOURS MINIERES. — V. *Assurances sociales* (*mines*).

Sociétés de SECOURS MUTUELS. — V. *Conseil supérieur de la mutualité. — Pensions et retraites* (*pensions et rentes viagères*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Francine Lefebvre sur le projet de loi relatif aux droits des membres participants des sociétés mutualistes, mobilisés, prisonniers de guerre, déportés politiques, résistants, travailleurs non volontaires, réfractaires au service du travail obligatoire et anciens combattants (n° 4122), p. 1220 (Document n° 12209). — Discussion, p. 4137; adoption du projet de loi, p. 4138.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1412 (Document n° 321). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 2076

(Document n° 570). — Discussion, p. 2103 et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2101.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6173 (*Loi n° 51-1079 du 10 septembre 1951 J. O. du 12 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mouton sur la proposition de loi de M. Touchard tendant à modifier l'article 174 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 en vue de relever de 18.000 francs à 48.000 francs le montant maximum des retraites mutualistes dont bénéficient les anciens combattants et les ayants cause des combattants morts pour la France (n° 11713), p. 2472 (Document n° 12606).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2456 du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité, p. 7971 (Document n° 1489).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 103 de la loi de finances du 31 décembre 1938, p. 8096 (Document n° 1574).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à modifier l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité, p. 2767 (Document, n° 12697).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à relever à 48.000 francs le montant maximum des retraites mutualistes dont bénéficient les anciens combattants et les ayants cause des combattants morts pour la France, par la modification de l'article 174 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, p. 6241 (Document n° 566).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisrond tendant au rétablissement de la péréquation des différentes retraites mutualistes au profit des rentes servies par les caisses autonomes d'anciens combattants et à l'aménagement des retraites mutualistes des anciens combattants, p. 7 (Document n° 12).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 151 (Document n° 11858).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisrond tendant à promouvoir certains aménagements au bénéfice des retraites mutualistes servies par les caisses autonomes d'anciens combattants, p. 2075 (Document n° 555).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 722).

Spectacles. — V. *Bâtiments publics. — Impôts (contributions indirectes).*

Assemblée nationale — Dépôt d'un projet de loi portant unification de la législation sur les spectacles et le cinéma dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 7804 (Document n° 1435).

Spiritueux. — V. *Impôts (contributions indirectes).*

Spoliation. — V. *Biens séquestrés. — Conventions internationales (biens et intérêts français à l'étranger). — Dommages de guerre. — Paris (Ville de).*

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Roger Bichet tendant à la nullité de certains actes déclaratifs de propriété intervenus pendant l'occupation au profit d'étrangers (n°s 8859-9929-11826) après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre de certaines décisions judiciaires* », p. 758.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 429 (Document n° 100). — Dépôt du rapport par M. Georges Maire, p. 730 (Document n° 141). — Discussion, p. 758; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable à la proposition de loi, p. 759 (*rectificatif*, p. 810).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1865 (Document n° 12471). — Dépôt du rapport par M. Roques, p. 4582 (Document n° 13071). — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture dudit projet de loi, p. 5929 (Document n° 27).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wagner tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 49-573 du 23 avril 1949, portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 23 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, en vue du règlement du problème des créances des ressortissants français sur l'Etat et sur les ressortissants allemands, p. 1471 (Document n° 12294).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Madeleine Braun tendant à modifier la loi n° 50-1568 du 26 décembre 1950 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, p. 1723 (Document n° 12382).

Sports. — V. *Bâtiments publics. — Impôts (chiffre d'affaires). — Interpellations n° 181. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 85, 148.*

Stations balnéaires. — V. *Questions orales (Conseil de la République), n° 41.*

Stations sanatoriales de cure.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martel tendant à la création d'un statut légal pour les stations sanatoriales de cure pour tuberculose, p. 10060 (Document n° 2265).

Statistiques. — V. *Agriculture (lait et produits laitiers). — Bureau universitaire de la statistique. — Institut national de la statistique. — Population.*

Stocks. — V. *Dommages de guerre.*

Strasbourg (ville de). — V. *Départements, villes et communes (avances de l'Etat)*

Structure économique. — V. *Code du travail (capital-travail).*

Substances vénéneuses. — V. *Interpellations n° 59.*

Subventions. — V. *Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Culte. — Départements, villes et communes. — Electricité et gaz. — Habitations à bon marché. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 72, 166 (Conseil de la République), n° 23. — Transports et voies de communications.*

Successions. — V. *Impôts (enregistrement). — Pensions et retraites (anciens combattants). — Questions orales (Conseil de la République), n°s 25, 55.*

Sucres, betteraves à sucre. — V. *France d'outre-mer (départements d'outre-mer, textes généraux). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 80.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garet tendant à modifier la loi n° 50-639 du 7 juin 1950 concernant la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles, sucres et alcools de betteraves, p. 7338 (Document n° 1080). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Prot tendant à l'indemnisation des pertes de betteraves industrielles causées par faits de guerre ou consécutives aux faits de guerre, p. 7636 (Document n° 1231). — Dépôt du rapport par M. Penoy, p. 8618 (Document n° 1739).

Sulfate de cuivre. — V. *Questions orales (Conseil de la République), n° 112. — Viticulture.*

Sûreté nationale. — V. *Police d'Etat.*

Surplus américains. — V. *Questions orales (Assemblée nationale), n° 207.*

Surtaxe progressive. — V. *Impôts (contribution foncière, revenus).*

Syndicat des communes. — V. *Adjudications et marchés. — Administration communale.*

Syndicats d'initiative. — V. *Tourisme.*

Syndicats professionnels. — V. *Conventions internationales. — Fonctionnaires de l'enseignement. — Interpellations n° 238. — Questions orales (Conseil de la République), n° 23.*

T

Tabacs. — V. *Calamités. — Débits de tabac. — France d'outre-mer (Afrique occidentale française). — Impôts (privilège du Trésor). — Interpellations n°s 4, 64, 72, 147, 271. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 91, 118. — Transports par chemins de fer (tarifs).*

Assemblée nationale. — Proposition de loi de M. Schumann (lire M. Denis) sur l'indemnité partielle des dégâts occasionnés par la sécheresse à la récolte du tabac de 1949 (Document n° 10930) (*rectificatif* aux Débats parlementaires n° 99 du 5 août 1950), p. 1528.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à respecter le prix de revient et à tenir compte des hausses survenues sur les autres produits dans la fixation du prix moyen global du tabac à la production, p. 8690 (Document n° 1772). — Dépôt du rapport par M. Billat, p. 9096 (Document n° 1974). — Adoption, p. 9487.

Conseil de la République — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Restat tendant à inviter le Gouvernement à faire fixer le prix des tabacs indigènes par la commission paritaire avant la période de livraison, p. 104 (Document n° 29). — Dépôt du rapport par M. Restat, p. 324 (Document n° 65). — Discussion, p. 503, adoption au scrutin de la proposition de résolution, p. 509.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant 1° a modifier l'article 4 du décret n° 50-1272 du 12 octobre 1950 relatif à la commission paritaire chargée de déterminer le prix d'achat des tabacs indigènes; 2° à fixer les élections des membres du conseil consultatif des tabacs; 3° à fixer le prix du tabac avant le 15 décembre de chaque année, p. 1592 (Document n° 12338).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sourbet tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2436 du 18 octobre 1945 relative à la fixation des prix des tabacs indigènes, p. 1812 (Document n° 12430).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillavet tendant à élargir la garantie accordée aux cultures de tabac contre les avaries de force majeure, p. 7670 (Document n° 1267).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à élargir la garantie accordée aux cultures de tabac contre les avaries de force majeure, p. 8383 (Document n° 1683).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Raymond Guyon tendant à inviter le Gouvernement à reviser les modalités de fixation du prix d'achat du tabac indigène, p. 1471 (Document n° 12292).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ruffe tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux producteurs de tabac une prime de 35 F par kilogramme de tabac livré, p. 4210 (Document n° 13016).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourtaud tendant à inviter le Gouvernement à abroger les décrets du 3 novembre 1951 relevant les prix des tabacs et des allumettes, p. 7662 (Document n° 13611).

Conseil de la République. — Reprise par M. Jean Durand de sa proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2436 du 18 octobre 1945 relative à la fixation des prix des tabacs indigènes (n° 316, année 1950) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 562).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6372 (Document n° 711).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Restat tendant à élargir la garantie accordée aux cultures de tabac contre les avaries de force majeure, p. 2627 (Document n° 708).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7805 (Document n° 1434).

Taxes. — V. *Agriculture (blé, céréales, farines et pain). — Impôts. — Voitures de place.*

Terrains. — V. *Agriculture. — Domaine de l'Etat, des départements et des communes. — Expropriation.*

Territoires annexés. — V. *Départements, villes et communes.*

Territoires d'outre-mer. — V. *France d'outre-mer.*

Tétines. — V. *Pharmacie.*

Textiles. — V *Chômage (allocation, secours). — Interpellations* n° 18. — *Marine marchande (constructions). — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 41 *(Conseil de la République)* n° 89.

Assemblée nationale. — Retrait d'un rapport de M. Biocquaux sur la proposition de loi de M. Robert Prigent tendant à compléter l'article 92 (II, alinéa 5) de la loi des crédits n° 50-928 du 8 août 1950 relatif à la taxe d'encouragement à la production textile (nos 11017, 11724), p. 293.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Manceau tendant à inviter le Gouvernement à protéger et à encourager la production française de chanvre par l'arrêt des importations de chanvre étranger, p. 9546 (Document n° 2165).

— Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au comité de contrôle du fonds d'encouragement de la production textile, p. 5978. — Désignation de candidatures, p. 6517. — Nomination de membres, p. 6535.

Théâtres nationaux. — V. *Alsace et Lorraine. — Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 122.

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Airoldi sur la proposition de loi de M. Cristofol tendant à maintenir et développer le patrimoine lyrique de notre pays (n° 7479, année 1949), p. 9031 (Document n° 1928).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à inviter le Gouvernement à créer une commission d'études de la situation des théâtres et des moyens de l'améliorer, p. 2159 (Document n° 679).

— Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au comité consultatif des théâtres lyriques nationaux, p. 753. — Désignation de candidature, p. 1008. — Nomination de membre, p. 1041.

Timbres primes. — V. *Commerce et industrie (commerce de gros et de détail).*

Togo. — V *Elections législatives — France d'outre-mer.*

Tomates. — V. *Exportations et importations.*

Tourisme. — V. *Débits de boissons. — Questions orales (Conseil de la République)*, n° 40.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jules Pouget sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la suppression du comité consultatif du tourisme (n° 785, année 1950), p. 6 (Document n° 14). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 255.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 485 (*Loi n° 51-123 du 5 février 1951, J. O. du 6 février 1951*).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André-François Mercier tendant à assurer aux syndicats d'initiative, à leurs unions et fédérations et aux organismes chargés d'assurer la propagande touristique française les ressources financières indispensables à l'accomplissement de leur mission, p. 6005 (Document n° 257).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à autoriser l'émission d'un emprunt au profit des industries touristiques sinistrées, p. 4069 (Document n° 12982).

— Représentation de l'Assemblée nationale au sein du comité national du tourisme: nomination de membres par diverses commissions, p. 6751.

Tracteurs agricoles. — V. *Agriculture (matériel). — Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 45.

Traité de paix. — V. *Conventions internationales. — Interpellations*, n° 193. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 134.

Traitements, soldes et indemnités. — V. *Code du travail (salaires). — Impôts (traitements). — Interpellations*, n° 205. — *Pensions et retraites (cumul). — Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 175.

TEXTES GÉNÉRAUX

Conseil de la République. — Adoption d'une résolution demandant la prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives, p. 121.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 339 (Document n° 11912). — Adoption de la résolution, p. 469.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 268. — Dépôt du rapport sur le projet de loi par M. Schwartz, p. 615 (Document n° 134). — Discussion, p. 759; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 763.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1865 (Document n° 12469). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 4999 (Document n° 13165). — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture dudit projet de loi, p. 5929 (Document n° 25). — Dépôt du rapport, p. 6171 (Document n° 478). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 7407 (*rectificatif*, p. 6243) (*Loi n° 1117 du 21 septembre 1951, J. O. du 23 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger l'indemnité de difficultés administratives dont bénéficient les fonctionnaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 6135 (Document n° 401). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à reconduire l'indemnité de difficultés administratives des fonctionnaires en exercice dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 6513 (Document n° 837). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Klock tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 8671 (Document n° 1746). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 8674 (Document n° 1761). — Dépôt du rapport par M. Fonlupt-Esperaber, p. 9174 (Document n° 2040).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à conserver, au point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi, aux agents, employés et ouvriers des administrations de l'Etat et des services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique et en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie, p. 6218 (Document n° 532). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à conserver, au point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi aux agents, employés et ouvriers des administrations de l'Etat et des services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie, p. 7338 (Document n° 1094). — Dépôt du rapport par M. Cristofol, p. 9895 (Document n° 2216).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les diverses zones territoriales pour la détermination de l'indemnité de résidence allouée aux fonctionnaires et agents des services publics et à abroger les dispositions de l'article 11 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 relative à la fixation du taux des allocations familiales dans les départements autres que la Seine, p. 5933 (Document n° 76). — Dépôt du rapport par M. Quinson, p. 9308 (Document n° 2955).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Radius, tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 2740 (Document n° 771). — Dépôt du rapport par M. Zussy, p. 3156 (Document n° 838).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à l'attribution aux catégories les plus défavorisées du personnel des P. T. T. et des autres administrations qui, à la faveur du reclassement, n'ont bénéficié d'aucun avantage ou d'un avantage restreint, d'une indemnité corrective mensuelle égale à la différence entre le montant de la dernière tranche de reclassement et 4.250 francs, p. 1526 (Document n° 12332).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gresa tendant: 1° à revaloriser à compter du 1er janvier 1951 les traitements et retraites des fonctionnaires et agents des services publics par la fixation du traitement de base à l'indice 100 à 215.000 francs par référence au

salaire moyen de la métallurgie parisienne, conformément aux règles retenues en 1947-1948 pour l'établissement des échelles de traitement dans le cadre du reclassement de la fonction publique; 2° à verser aux fonctionnaires et retraités un acompte mensuel de 6.500 francs à partir du 1er janvier 1951, p. 2767 (Document n° 12720).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Giovoni tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux personnels de l'Etat en fonction dans le département de la Corse, p. 4069 (Document n° 12978).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à attribuer aux fonctionnaires, aux ouvriers de l'Etat, au personnel de la régie autonome des transports parisiens, en activité ou en retraite, devenus aveugles, une indemnité dite de tierce personne égale à celle payée par la sécurité sociale, p. 5088 (Document n° 13224).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à attribuer aux personnels civils de l'Etat (fonctionnaires, agents des services publics, postiers et travailleurs de l'Etat) une allocation annuelle leur permettant de bénéficier des droits qui leur sont reconnus par l'article 86 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général de la fonction publique, p. 5918 (Document n° 177).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à fixer le minimum vital prévu par l'article 32 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, p. 5979 (Document n° 208).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à mettre en application les dispositions du titre III de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires relatives à la rémunération des personnels de l'Etat, p. 5979 (Document n° 209).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant: 1° à fixer à 215.000 francs, par référence au salaire de la métallurgie parisienne et avec effet du 1er mars 1951, le traitement de base des fonctionnaires (indice 100); 2° à verser aux fonctionnaires et retraités, avec effet du 1er mars 1951, une indemnité mensuelle au moins égale à la différence entre 6.500 francs et la majoration mensuelle résultant du décret du 21 mai 1951 portant revalorisation des traitements, p. 5978 (Document n° 222).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à attribuer aux personnels de l'Etat le bénéfice du salaire minimum national interprofessionnel garanti, p. 7600 (Document n° 1193).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paquet tendant à réduire l'indemnité parlementaire de 10 p. 100, p. 7910 (Document n° 1466).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à attribuer aux fonctionnaires, aux ouvriers de l'Etat, au personnel de la régie autonome des transports parisiens, en activité ou en retraite, devenus aveugles, une indemnité dite de tierce personne égale à celle payée par la sécurité sociale, p. 8304 (Document n° 1652).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Giovoni tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux personnels de l'Etat, des services publics et des entreprises nationales, en fonction dans le département de la Corse, p. 9159 (Document n° 2098).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bartolini tendant à inviter le Gouvernement: 1° à revaloriser, à compter du 1er septembre 1950, les salaires des travailleurs de l'Etat sur la base de l'accord parisien du 31 octobre 1950; 2° à accorder immédiatement le versement d'un acompte uniforme de 4.000 F à tous les travailleurs de l'Etat, p. 486 (Document n° 11986).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les diverses zones territoriales pour la détermination de l'indemnité de résidence allouée aux fonctionnaires et agents de services publics et à abroger les dispositions de l'article 11 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 relative à la fixation du taux des allocations familiales dans les départements autres que la Seine, p. 1394 (Document n° 12269).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Lucie Guérin tendant à inviter le Gouvernement à limiter au 15 avril 1951 la date extrême de parution du décret d'application de l'article 6 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 fixant les modalités d'application de l'indemnité de résidence aux fonctionnaires en exercice dans les communes classées déshéritées, p. 1526 (Document n° 12303).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lamps tendant à inviter le Gouvernement à limiter au 1er novembre 1951 la date extrême de parution du décret d'application de l'article 6 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948, fixant les modalités d'application de l'indemnité aux fonctionnaires en exercice dans les communes classées déshéritées, p. 6136 (Document n° 419).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Serafini tendant à inviter le Gouvernement à instituer, à partir du 1er janvier 1952, au bénéfice des fonctionnaires et employés des services publics de tous grades en fonction dans le département de la Corse, une indemnité dite « prime d'insularité », calculée sur la base de 10 p. 100 du traitement correspondant à l'indice 300, p. 8900 (Document n° 1884).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kœnig tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 9173 (Document n° 1987).

DÉFENSE NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à assimiler le salaire des ouvriers titulaires, auxiliaires ou journaliers des établissements militaires (air, guerre et marine) avec le salaire pratiqué dans les industries similaires de la région parisienne, p. 2471 (Document n° 12630). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à fixer le salaire des ouvriers civils des établissements militaires, p. 2572 (Document n° 12660). — Dépôt d'un rapport par M. Arnal, p. 3237 (Document n° 12790). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Guesdon, p. 4662 (Document n° 13099). — Discussion, p. 5031.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Guesdon sur la proposition de loi de M. Boutavant tendant au payement intégral des soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats bénéficiaires de soldes mensuelles pendant leur captivité et à l'abrogation des articles 13 et 14 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945 (nos 8617, 9060), p. 4662 (Document n° 13100).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant au payement intégral des soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats bénéficiaires de soldes mensuelles pendant leur captivité et à l'abrogation des articles 13 et 14 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945, p. 7972 (Document n° 1508).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bartolini tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux travailleurs de l'Etat en Tunisie le décret beylical du 2 décembre 1950 allouant 17 p. 100 d'augmentation sur les salaires, p. 2087 (Document n° 12534).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder une prime de « première mise d'équipement » au personnel de la gendarmerie nationale, p. 6178 (Document n° 469).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Ribeyre tendant à inviter le Gouvernement à rapporter la circulaire du 2 mars 1948 du ministère de la France d'outre-mer excluant des bénéfices de délégation de solde et de pension, sous certaines conditions d'âge, les ascendants des militaires décédés en Indochine, p. 6327 (Document n° 681).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Simonnet sur la proposition de résolution de M. Thamier tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux suppléants en stage de formation professionnelle dans les écoles normales: 1° un traitement égal à celui qu'ils percevraient s'ils étaient en exercice; 2° un poste à la fin de leur stage dans le département qui les a acceptés comme stagiaires (n° 11678), p. 328 (Document n° 11895).

— Dépôt d'un rapport de M. Rincent sur les propositions de loi: 1° de M. Thamier tendant à attribuer une indemnité forfaitaire de fonction d'un montant égal à 12 p. 100 du traitement moyen à chaque inspecteur primaire dès le 1er janvier 1951; 2° de M. Doutrellot tendant à revaloriser l'indemnité dite de « frais de bureau » des inspecteurs de l'enseignement primaire (nos 11212, 11405) », p. 820 (Document n° 12088) (*rectificatif*, p. 1013).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Charbonnel tendant à fixer pour les adjoints d'enseignement la même échelle d'indices que celle des chargés d'enseignement, p. 2086 (Document n° 12535).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giovoni tendant à inviter le Gouvernement à accorder une seconde année de préparation avec traitement à tous les concours de sortie des écoles normales supérieures, p. 1741 (Document n° 12400).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à fixer à 185 le traitement indiciaire des élèves maîtres et des élèves maîtresses en stage de formation professionnelle, p. 8674 (Document n° 1763).

FINANCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à appliquer aux receveurs buralistes de 2e classe le décret du 23 août 1950 relatif à la fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, dont le bénéfice a été étendu aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat par le décret n° 50-1358 du 31 octobre 1950, p. 6114 (Document n° 362).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cristofol tendant à inviter le Gouvernement à se conformer aux amendements adoptés par la précédente Assemblée le 3 avril 1951 et par le Conseil de la République le 19 avril 1951, afin: 1° d'améliorer sans retard le reclassement indiciaire des receveurs buralistes de 1re classe; 2° d'unifier les catégories dans la 2e classe, p. 6115 (Document n° 353).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser l'indemnité d'habillement versée au personnel des douanes, p. 7636 (Document n° 1216).

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Véry modifiant et complétant la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 réglementant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer, p. 7006 (Document n° 1022).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Véry tendant à modifier et compléter la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 réglementant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer, p. 10296 (Document n° 2321).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Nimine tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 47-2412 du 31 décembre 1947 fixant à titre provisoire le régime de rémunération et les

avantages accessoires des personnels de l'Etat en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, p. 3290 (Document n° 12822).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ninine tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter le décret n° 48-636 du 31 mars 1948, modifiant le décret n° 47-2412 du 31 décembre 1947 fixant, à titre provisoire, le régime de rémunération et les avantages accessoires des personnels de l'Etat en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, p. 3291 (Document n° 12833).

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mondon sur la proposition de résolution de M. René Capitant tendant à inviter le Gouvernement à reviser le classement indiciaire des personnels de la police municipale de Paris (n° 9575), p. 3238 (Document n° 12803). — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Mondon, p. 8673 (Document n° 1757).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à établir la parité entre la carrière et le classement indiciaire des fonctionnaires de l'Etat et des agents des communes et collectivités publiques ayant une qualification et des fonctions comparables, p. 6604 (Document n° 898).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Klock tendant à assurer aux agents des communes et des collectivités locales une carrière et des conditions de rémunération identiques aux fonctionnaires de l'Etat, p. 7669 (Document n° 1236).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kauffmann tendant à établir la parité entre la carrière et le classement indiciaire des fonctionnaires de l'Etat et des agents des communes et collectivités publiques ayant une qualification et des fonctions comparables, p. 7805 (Document n° 1423).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à rajuster l'indemnité de fonction des greffiers de paix de police, p. 6243 (Document n° 589).

Conseil de la République. — Reprise par M. Léo Hamon de la proposition de loi tendant à modifier l'article 59 de l'acte dit loi de finances du 31 décembre 1942, modifié par l'article 1er de l'ordonnance du 25 août 1944 (n° 762, année 1948) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 586).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6373 (Document n° 738).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Berlaud tendant à inviter le Gouvernement à reviser le classement indiciaire des personnels de la police municipale, p. 2628 (Document n° 713).

JUSTICE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à fixer le régime des indemnités allouées aux membres du conseil d'Etat et aux magistrats de la cour des comptes, p. 1861 (Document n° 12455).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à l'attribution aux facteurs des postes, télégraphes et téléphones, obligés par leurs obligations professionnelles à prendre leur repas de midi hors de leur domicile, de l'indemnité de mission dans la résidence, p. 6218 (Document n° 531).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Giovoni tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux agents, employés et ouvriers des postes, télégraphes et téléphones en fonction dans le département de la Corse, p. 6219 (Document n° 551).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser et à unifier l'indemnité de frais de voyage des agents et employés des services ambulants de l'administration des postes, télégraphes et téléphones, p. 1741 (Document n° 12398).

TRAVAUX PUBLICS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Prot tendant à fixer des salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des bases aériennes des ponts et chaussées, p. 7671 (Document n° 1334).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des constructions aériennes des ponts et chaussées, p. 8198 (Document n° 1589).

Tramways. — V. *Interpellations n° 131. — Pensions et retraites (agents des chemins de fer).*

Transfusion sanguine. — V. *Centre national de la transfusion sanguine.*

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Maurice Fredet sur le projet de loi sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés, p. 8673 (Document n° 1749).

Transports parisiens. — V. *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. — Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers et transports de la région parisienne).*

Transports et voies de communication. — V. *Code du travail (durée du travail). — Douanes (tarifs). — Conseil supérieur des transports. — Impôts (patente). — Interpellations n°s* 16, 52, 71, 78, 87, 196, 272. *— Marine marchande (transports maritimes). — Questions orales (Assemblée nationale) n°s* 6, 27, 40, 158, 179 *(Conseil de la République) n°s* 65, 122. *— Traitements soldes et indemnités.*

AUTOMOBILES

Asemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à permettre la vente à crédit d'engins propres à l'exécution de transports combinés rail-route, p. 5979 (Document n° 194).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Bertaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que les véhicules à moteur destinés à la route soient limités dans leur puissance et ne puissent en aucun cas dépasser la vitesse de 90 kilomètres-heure, p. 2600 (Document n° 700).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

— Autorails.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védrines tendant à inviter le Gouvernement à mettre en service des autorails pour le transport des voyageurs sur la ligne de chemin de fer de Moulins à Gannat par la Ferté-Hauterive et Saint-Pourçain-sur-Sioule, p. 6081 (Document n° 313).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védrines tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles avec la Société nationale des chemins de fer français pour organiser les haltes facultatives pour les autorails omnibus qui circulent entre Gannat et Montluçon, au passage des localités de Naves, Saint-Bonnet-Tison et Coutansouze, p. 6081 (Document n° 314).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à décoordonner la ligne Arles-Port-Saint-Louis-du-Rhône pour permettre une liaison par autorail entre ces deux villes, p. 6136 (Document n° 418).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Denis tendant à inviter le Gouvernement à mettre en service dans le plus bref délai des autorails et des locotracteurs sur les lignes de chemins de fer de Périgueux à Parcoul-Médillac, par Ribérac, Ribérac à Angoulême, Brive à Angoulême par Thiviers et Nontron, p. 6543 (Document n° 848).

— Exploitation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Penoy sur le projet de loi portant déclassement des lignes d'intérêt général de Marcq-Saint-Juvin à Dun-Doulcon et de Saulmory à Baroncourt et de leurs raccordements à l'exclusion du raccordement de Baroncourt Est (n° 11432), p. 1220 (Document n° 12211). — Adoption du projet de loi, p. 2024.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 816 (Document n° 182). — Dépôt du rapport par M. Jean Bertaud, p. 1578 (Document n° 367). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1791.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5552 (*Loi n° 51-661 du 24 mai 1951, J. O. du 31 mai 1951*).

— Dépôt d'un projet de loi portant déclassement de la section Coincy-Château-Thierry de la ligne d'intérêt général de la Ferté-Milon à Romilly-sur-Seine, p. 7635 (Document n° 1208).

— Dépôt d'un projet de loi portant déclassement de la section Port-Boulet, Avoine-Beaumont, de la ligne de Port-Boulet à Port-de-Piles, p. 8399 (Document n° 1892).

— Dépôt d'un projet de loi portant déclassement de la section Watten-Saint-Pierre-Brouck de la ligne d'intérêt général Watten-Gravelines, p. 9032 (Document n° 1934).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Servin tendant au maintien à Vesoul des arrondissements des services « exploitation » et « voie et bâtiment » de la Société nationale des chemins de fer français, p. 294 (Document n° 11883).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dutard tendant au maintien en fonctions des lignes ou tronçons de lignes de chemins de fer Périgueux-Parcoul-Médillac, Angoulême-Mussidan, Ruffec-Roumazières, Marthon-Thiviers, p. 5088 (Document n° 13217).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pronteau tendant au maintien en fonctions des lignes ou tronçons de lignes de chemins de fer Périgueux-Parcoul-Médillac, Angoulême-Mussidan, Ruffec-Roumazières, Marthon-Thiviers, p. 6111 (Document n° 370).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la ligne de chemins de fer Quimper-Penmarch et à compléter sur cette ligne le trafic marchandises par le trafic voyageurs, p. 6178 (Document n° 460).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le service voyageurs sur la ligne S. N. C. F. Bourges-Argent-Orléans, p. 7339 (Document n° 1038).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le trafic ferroviaire du service voyageurs sur la ligne de Osses à Saint-Etienne-de-Baigorry, p. 7806 (Document n° 1426).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Pellenc tendant à inviter le Gouvernement à réformer l'exploitation des lignes d'intérêt secondaire de la Société nationale des chemins de fer français, p. 2116 (Document n° 618).

— Matériel.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Midol sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français (n° 11618), p. 4931 (Document n° 13151). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Bour, p. 4931 (Document n° 13155). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6175 (Document n° 497).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles dans le but de permettre à l'usine de réparations de wagons d'Orval (Cher), de soumissionner les commandes de réfections de wagons mises en adjudication par la Société nationale des chemins de fer français afin de procurer une charge de travail au personnel de cette usine menacée de fermeture totale, p. 1219 (Document n° 12221).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maton tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures qui doivent sauvegarder et développer l'activité des industries de fabrication de matériel de chemin de fer existantes dans le département du Nord, en particulier dans le Valenciennnois et dans le bassin de la Sambre, par l'octroi de crédits permettant à la Société nationale des chemins de fer français de financer ses programmes d'équipement et par la reprise des relations commerciales avec les pays de l'Est, p. 6135 (Document n° 388).

— Personnel.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Morand sur les propositions de résolution: 1° de Mme Boutard tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au titre de la Société nationale des chemins de fer français les crédit nécessaires au maintien de l'activité normale du personnel de la C. I. M. T. à Saint-Pierre-des-Corps; 2° de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au titre de la Société nationale des chemins de fer français les crédits nécessaires au maintien de l'activité normale des établissements: Ateliers de réparations de matériel ferroviaire de Saint-Denis-de-l'Hôtel (Loiret), afin d'assurer l'activité normale du personnel de cette entreprise et d'éviter tout nouveau licenciement (n°s 10691, 10858), p. 2002 (Document n° 12516)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à accorder au personnel de la Société nationale des chemins de fer français une indemnité exceptionnelle et à fixer son salaire minimum, p. 2572 (Document n° 12663). — Dépôt du rapport par M. Albert Schmitt, p. 2768 (Document n° 12702).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Midol tendant à inviter le Gouvernement à satisfaire les revendications du personnel de la Société nationale des chemins de fer français et à lui accorder notamment: 1° la péréquation intégrale des pensions et retraites; 2° une augmentation de 6.000 francs par mois, sans abattement de zone avec application de l'échelle mobile, p. 2572 (Document n° 12664). — Dépôt du rapport par M. Albert Schmitt, p. 2768 (Document n° 12703).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Péron tendant au maintien à plein effectif des ateliers de la Société nationale des chemins de fer français de Périgueux, p. 819 (Document n° 12084).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier (Oise) tendant au maintien à plein effectif des ateliers S. N. C. F. de Chambly-Moulin-Neuf (Oise), p. 1296 (Document n° 12253).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Roucaute tendant au maintien à plein effectif du dépôt S. N. C. F. et du centre ferroviaire du Teil (Ardèche), p. 1780 (Document n° 12415).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pronteau tendant au maintien à plein effectif des ateliers S. N. C. F. de Périgueux, p. 6114 (Document n° 373).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marty tendant à arrêter les dangereuses compressions de personnel imposées à la Société nationale des chemins de fer français et à interdire de fermer des lignes ou établissements de chemin de fer sans l'approbation préalable du Parlement, p. 7338 (Document n° 1039).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thuillier tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la mutation d'un premier contingent de 80 agents du dépôt de la Société nationale des chemins de fer français de Château-Thierry et à ne procéder à aucune suspension ou suppression de trafic d'atelier ou de dépôt avant un examen préalable et approfondi des plans de transports départementaux par l'Assemblée nationale, p. 1306 (Document n° 12255).

— Police des chemins de fer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à modifier l'article 74 du décret validé du 22 mars 1942 sur la police des chemins de fer, p 719 (Document n° 12058). — Dépôt du rapport par M. Anxionnaz, p. 3238 (Document n° 12807). — Adoption de la proposition de loi, p. 4102.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1413 (Document n° 325). — Dépôt du rapport par M. Bertaud, p. 2061 (Document n° 516). — Discussion, p. 2122; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2124.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6601 (Document n° 893).

— Tarifs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Farine sur la proposition de loi de M. Airoldi tendant à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 p. 100 aux organisations de plein air et de jeunesse (n° 9610), p. 5000 (Document n° 13191).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application d'un des régimes concernant les fonctionnaires et agents de la fonction publique, de l'Etat, des départements et communes et des services concédés, p. 95 (Document n° 11842). — Dépôt du rapport par M. Alionneau, p. 3609 (Document n° 12894).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Regaudie tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité du voyage aux permissionnaires du contingent lors de leur permission de détente, p. 328 (Document n° 11893). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 919 (Document n° 12130). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Schaff, p. 2768 (Document n° 12701).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à permettre l'acheminement plus facile entre producteurs et consommateurs des petits fûts de vin et à procurer du fret supplémentaire à la Société nationale des chemins de fer français, p. 819 (Document n° 12086).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gresa tendant à étendre aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application des régimes concernant les fonctionnaires civils et militaires, les travailleurs et agents de l'Etat, des départements, des communes et des services concédés, le bénéfice des facilités de transport par chemin de fer, accordées au titre de la loi du 2 août 1949 et de la loi du 1er août 1950, p. 1812 (Document n° 12141).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à étendre aux retraités des ports autonomes des facilités de transport par chemin de fer, p. 1812 (Document n° 12415).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fernand Grenier tendant à rétablir la réduction de 50 p. 100 accordée autrefois par les compagnies de chemins de fer, aux sociétés musicales et chorales populaires d'amateurs se rendant dans les concours, festivals ou toute autre manifestation artistique, p. 6113 (Document n° 313).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux relative aux réductions de tarifs ferroviaires accordées aux familles nombreuses, p. 6176 (Document n° 487).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mora tendant à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignées par le malade: 1° la réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de chemins de fer; 2° la franchise postale; 3° les tabacs d'hospice, p. 6228 (Document n° 555).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à accorder en exécution de l'article 12 du statut des déportés et internés de la Résistance du 6 août 1948 et du statut des internés et déportés politiques du 6 septembre 1948, un voyage annuel gratuit sur le lieu présumé du crime, aux familles des déportés et internés, p. 6276 (Document n° 609).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à compléter l'article 10 de la loi du 29 octobre 1921 accordant un permis de transport gratuit aux parents des militaires morts pour la patrie pour se rendre de leur lieu de résidence au lieu de l'inhumation, p. 8501 (Document n° 1661).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1er août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi, p. 8723 (Document n° 1775).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'accorder aux conjoints des vieux travailleurs la réduction de 30 p. 100 sur les réseaux de la Société nationale des chemins de fer français, p. 8791 (Document n° 1838).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1er août 1950 accordant des facilités de transport par chemins de fer aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi, p. 8900 (Document n° 1865).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud tendant à inviter le Gouvernement à accorder à nouveau aux travailleurs saisonniers employés à la cueillette des fraises et venant de départements extérieurs le retour gratuit dans leur département d'origine, p. 5088 (Document n° 13216).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à prendre toute disposition nécessaire pour que les enfants mineurs dont les deux parents, un des parents ou la personne qui les avaient à charge ont été tués par suite des conséquences de la guerre (bombardement, accident ferroviaire, incendie, etc.) aient droit à un voyage gratuit chaque année pour se rendre sur le lieu de la sépulture, p. 5933 (Document n° 71).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cristofol tendant à inviter le Gouvernement à demander à la Société nationale des chemins de fer français certains aménagements dans la réglementation de l'octroi de billets populaires de congé annuel, de façon que tous les ayants droit puissent en bénéficier, même s'ils voyagent séparément à l'aller, p. 8674 (Document n° 1753).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à demander à la Société nationale des chemins de fer français de porter à trois jours la validité des billets dits de « promenades d'enfants », p. 10239 (Document n° 2312).

Conseil de la République. — Reprise par M. Léo Hamon de la proposition de loi tendant à majorer d'une unité les charges des veuves de guerre non remariées, pour l'application de toutes dispositions, tant nationales que locales, comportant des avantages en faveur des familles nombreuses (n° 199, année 1948) (transmise à l'Assemblée dans la 1re législature), p. 2075 (Document n° 585).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6373 (Document n° 740).

Voir également à la rubrique suivante: *Transports ferroviaires et routiers.*

— Transports de marchandises.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Béné tendant à inviter le Gouvernement à établir des relations ferroviaires marchandises entre Limours et Chartres, p. 6475 (Document n° 794).

— Travaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Goudoux, sur la proposition de loi de M. Goudoux, tendant à la reconstruction de la ligne de chemin de fer entre Bort et Eygurande, noyée par la retenue du barrage de Bort, et à la continuité du trafic sur la ligne de chemin de fer Paris—Aurillac—Béziers (n° 10668), p. 2867 (Document n° 12728).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Goudoux tendant à la reconstruction de la ligne de chemin de fer entre Bort et Eygurande, noyée par la retenue du barrage de Bort, et à la continuité du trafic sur la ligne de chemin de fer Paris—Aurillac-Béziers, p. 6081 (Document n° 318).

CHEMIN DE FER D'INTÉRÊT LOCAL

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi tendant à approuver la convention intervenue le 17 avril 1946 entre le ministre des travaux publics et des transports et la Compagnie de chemins de fer départementaux, en vue de la cessation de l'affermage du réseau de la Corse par la Compagnie de chemins de fer départementaux (n° 816, année 1947), p. 5087.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à mettre en valeur la ligne de chemin de fer de montagne de Perpignan-Villefranche-du-Conflent-Latour-de-Carol, menacée de suppression, p. 562 (Document n° 12001). — Dépôt du rapport par M. Poumadère, p. 5000 (Document n° 13171).

GARES ROUTIÈRES DE VOYAGEURS

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2497 du 24 octobre 1945 sur les gares routières de voyageurs, en vue de permettre la participation des départements et des communes aux sociétés chargées d'exploiter des gares routières publiques de voyageurs, p. 2 (Document n° 2). — Dépôt du rapport par M. François Dumas, p. 615 (Document n° 137). — Discussion, p. 755; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 756.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1863 (*Loi n° 51-318 du 20 mars 1951, J. O. du 22 mars 1951*).

NAVIGATION INTÉRIEURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Courant sur l'indemnisation des propriétaires de bateaux de navigation intérieure réquisitionnés pendant la guerre, p. 386 (Document n° 11968).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à réaliser le projet de mise en état de navigabilité de la Moselle entre Thionville et le Rhin, p. 7339 (Document n° 1092).

ROUTES, CHEMINS ET PONTS

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jules Pouget sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, prorogeant le délai imparti pour les expropriations nécessaires à la construction d'un pont sur la Seine, à Tancarville (n° 883, année 1950), p. 458 (Document n° 109). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 620.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1591 (*Loi n° 51-241 du 28 février 1951, J. O. du 2 mars 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Pineau sur le projet de loi portant ratification de la convention passée entre l'Etat et la chambre de commerce du Havre en vue de la concession à cette dernière de la construction et de l'exploitation d'un pont sur la Seine à Tancarville (n° 11743), p. 1527 (Document n° 12321). — Adoption du projet de loi, p. 2667.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1039 (Document n° 234). — Dépôt du rapport par M. Mendilte, p. 1142 (Document n° 272). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1391.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4185 (*Loi n° 51-558 du 17 mai 1951, J. O. du 18 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant déclaration d'utilité publique de la construction d'une autoroute de dégagement du Sud de la région lilloise, p. 2170 (Document n° 12595). — Dépôt du rapport par M. Robert Schmitt, p. 3609 (Document n° 12893). — Adoption du projet de loi, p. 3836.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1353 (Document n° 303). — Dépôt du rapport par M. Bouquerel, p. 2061 (Document n° 315). — Discussion, p. 2120; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2122.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6603 (*Loi n° 51-1080 du 10 septembre 1951, J. O. du 12 septembre 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Louis Chevallier sur la proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à la reconstruction définitive du pont de Château-Rouge à Tourcoing (Nord) (n° 9721), p. 2002 (Document n° 12515).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 1 milliard 600 millions de francs, en vue du rétablissement des communications interrompues à la suite des calamités publiques survenues dans les départements du Sud-Est au mois de novembre 1951, et de la réfection des ouvrages de défense contre les eaux et des ouvrages hydrauliques, p. 9306 (Document n° 2052). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 10061 (Document n° 2266).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Klock tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des crédits suffisants pour la réparation et l'entretien de nos routes nationales, p. 6513 (Document n° 852).

TRANSPORTS AÉRIENS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Livry-Level sur la proposition de résolution de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'aérodrome de Deauville-Saint-Gratien (n° 11588), p. 1013 (Document n° 12148).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Faraud portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile, p. 6004 (Document n° 231). — Dépôt du rapport par M. Le Sénéchal, p. 8996 (Document n° 1903).

— Dépôt d'un projet de loi relatif au régime administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, p. 2470 (Document n° 12591).

— Dépôt d'un projet de loi relatif au régime administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, p. 9652 (Document n° 2190).

TRANSPORTS FERROVIAIRES ET ROUTIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Pineau sur les propositions de loi: 1° de M. Bour tendant à faire bénéficier les veuves de guerre d'une réduction de 50 p. 100 sur les tarifs des lignes de chemins de fer et de cars; 2° de M. Marcel Noël tendant à accorder aux veuves de guerre non remariées une réduction des tarifs de transport de 50 p. 100 sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer français et les lignes routières parallèles ou de remplacement (nos 11313, 11398), p. 1754 (Document n° 12412).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la réorganisation des transports ferroviaires et routiers et à l'assainissement financier de la Société nationale des chemins de fer français, p. 6549 (Document n° 880). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 9308 (Document n° 2069).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lemaire tendant à la réorganisation administrative, technique et financière de la Société nationale des chemins de fer français et à l'établissement des fondements d'une saine coordination entre les transports ferroviaires et routiers, p. 6298 (Document n° 645). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 9308 (Document n° 2069).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à créer le service de cars Grenoble-Bourg desservant les régions de Morestel, Montalieu (Isère), Lagnieu (Ain) et réclamé par les assemblées départementales et locales de l'Isère et de l'Ain, p. 486 (Document n° 11982). — Dépôt du rapport par M. Dufour, p. 3238 (Document n° 12806).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à accorder à tous les militaires du contingent, soldats et marins, la gratuité de transport sur les chemins de fer et sur les autobus pour tous les voyages relatifs aux permissions de longue durée, permissions agricoles ou permissions exceptionnelles, p. 151 (Document n° 11853).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à l'octroi d'une subvention de l'Etat à la régie autonome des transports en commun de la ville de Marseille pour lui permettre d'accorder des bonifications de tarifs aux familles nombreuses, aux mutilés du travail, aux chômeurs, étudiants et économiquement faibles, p. 562 (Document n° 12003).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à accorder aux mutilés du travail des réductions sur les transports (Société nationale des chemins de fer français et entreprises locales de transports), p. 949 (Document n° 12128).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à l'octroi d'une subvention de l'Etat à la régie autonome des transports en commun de la ville de Marseille pour lui permettre d'accorder des bonifications de tarifs aux familles nombreuses, aux mutilés du travail, aux chômeurs, étudiants et économiquement faibles, p. 6114 (Document n° 357).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à accorder aux mutilés du travail des réductions sur les transports (Société nationale des chemins de fer français et entreprises locales de transports), p. 6176 (Document n° 503).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à étendre aux lignes de transport routier les réductions de tarif accordées à certaines catégories de voyageurs sur les réseaux ferroviaires, p. 6242 (Document n° 577).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pineau tendant à faire bénéficier les veuves de guerre non remariées d'une réduction de 50 p. 100 sur les tarifs des lignes de chemin de fer et des lignes routières de remplacement, p. 7671 (Document n° 1381).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à accorder à toutes les personnes ayant des ressources inférieures à 12.000 F par mois, une réduction de 50 p. 100 du prix de leur place sur les réseaux de la Société nationale des chemins de fer français, de la Régie autonome des transports parisiens et tous les transports concédés ou autorisés, p. 9032 (Document n° 1947).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant à étendre la prime de transport aux agglomérations dites de grosse industrie, p. 9459 (Document n° 2090).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à rétablir un service voyageur quotidien par autobus entre Saint-Amand et Châteaumeillant (Cher) desservant les communes de Fosse-Nouvelle, Loye, Ordennais, Reigny, Saint-Christophe, le Chaudry et Culan, p. 7601 (Document n° 1197).

Voir également à la rubrique: *Transports (automobiles, chemins de fer, personnel, transports de la région parisienne)*.

TRANSPORTS PAR PIPE-LINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi n° 49-1060 du 2 août 1949 relative à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne et à la création d'une « Société des transports pétroliers par pipe-line », p. 2470 (Document n° 12593). — Dépôt du rapport par M. Peytel, p. 4662 (Document n° 13094). — Discussion, p. 5615; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 5617.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1883 (Document n° 465). — Dépôt du rapport par M. de Villoutreys, p. 1962 (Document n° 491) et discussion, p. 1991; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1992.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5773 (Document n° 13352). — Dépôt du rapport par M. Peytel, p. 5774 (Document n° 13353). — Discussion, p. 5750; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 5751. (*Loi n° 51-712 du 7 juin 1951, J. O. du 8 juin 1951.*)

TRANSPORTS DE LA RÉGION PARISIENNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Huraux sur la proposition de résolution de M. Raymond Guyot, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour octroyer aux chômeurs de la région parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne) le bénéfice de la demi-gratuité sur les transports en commun, autobus, métro, chemins de fer (n° 7230), p. 4005 (Document n° 12964).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à étendre à tous les travailleurs la prime spéciale de transport allouée aux travailleurs de la région parisienne et à la fixer à 1.000 F par mois, p. 2471 (Document n° 12628). — Dépôt du rapport par Mme Claeys, p. 4006 (Document n° 12968).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à étendre à tous les travailleurs la prime spéciale de transport allouée aux travailleurs de la région parisienne et à la fixer à 1.500 francs par mois, p. 5948 (Document n° 174) (*rectificatif*, p. 6374).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Estradère tendant: 1° à surseoir à l'augmentation des tarifs du métro et des autobus, décidée par l'office régional des transports de la région parisienne le 24 juillet 1951; 2° à résorber le déficit des transports parisiens afin de maintenir les tarifs à leur niveau actuel, p. 6052 (Document n° 285).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à accorder à tous les salariés une indemnité de transport en fonction des distances parcourues pour se rendre sur le lieu du travail, p. 7537 (Document n° 1165).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 28 septembre 1948 portant attribution d'une prime spéciale uniforme mensuelle de transport, p. 7561 (Document n° 1172).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à attribuer aux mutilés de guerre résidant en province des réductions de tarifs sur la régie autonome des transports parisiens sur présentation de leur carte nationale d'invalidité, p. 8304 (Document n° 1653).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à prendre toutes dispositions utiles afin que soit attribuée aux étudiants de l'université de Paris et des grandes écoles, une réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne, p. 8617 (Document n° 1712).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Depreux tendant à modifier les articles 21, 22, 23, 24, 26, 39, 41, 42 et 44 de la loi du 21 mars 1948 concernant la régie autonome des transports parisiens, p. 9307 (Document n° 2070).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à appliquer: 1° la péréquation intégrale des pensions aux retraités de la régie autonome des transports parisiens; 2° à augmenter de 6.000 F par mois tout le personnel de la R. A. T. P., p. 1731 (Document n° 12126).

Voir également à la rubrique précédente: *Transports ferroviaires et routiers*.

Travail. — V. *Chambres du travail. — Conventions internationales. — Prisonniers et déportés.*

Travail noir. — V. *Code du travail (cumul)*.

Travail obligatoire. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 84.

Travail et sécurité sociale (ministère).

CONTRÔLE SOCIAL NORD-AFRICAIN

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Augarde tendant à inviter le Gouvernement à titulariser dans leurs fonctions les contrôleurs sociaux nord-africains, p. 2471 (Document n° 12636).

Travailleurs algériens. — V. *Assurances sociales.*

Travailleurs à domicile. — V. *Code du travail (congés). — Impôts (chiffre d'affaires). — Interpellations n° 225. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 153.*

Travailleurs étrangers. — V. *Code du travail. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 111, 123.*

Travailleurs frontaliers. — V. *Conventions internationales (sécurité sociale). — Interpellations n° 18. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 22.*

Travailleurs indépendants. — V. *Allocations familiales. — Assurances sociales. — Interpellations n° 115.*

Travailleurs nord-africains. — V. *Allocations familiales (régime). — Assurances sociales (assurance maladie). — Interpellations n°s 161, 166, 169. — Travail et sécurité sociale (ministère).*

Travaux de la marine. — V. *Adjudications et marchés.*

Travaux publics. — V. *Impôts (enregistrement).*

Trésor. — V. *Départements, villes et communes (avances de l'Etat). — Enseignement (bourses). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 1.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1951 (n° 11817), p. 1741 (Document n° 12394). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 2001 (Document n° 12490). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 2638 (Document n° 12675). — Discussion, p. 3539, 3588; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3601 (*rectificatifs*, p. 4006, 4791, 5866).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1273 (Document n° 284). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1306 (Document n° 291). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Jean-Eric Bousch, p. 1371 (Document n° 311). — Discussion, p. 1394; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1412 (*rectificatifs*, p. 1356, 1573, 2012).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4487 (Document n° 13014). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 5088 (Document n° 13213). — Discussion, p. 5618; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 5622 (*rectificatif*, p. 5830) (*Loi n° 51-592 du 24 mai 1951, J. O. du 25 mai 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1952, p. 8303 (Document n° 1657). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 9174 (Document n° 2091). — Discussion, p. 9590, 9598; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 9626 (*rectificatif*, p. 9819).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3261 (Document n° 853). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 3114 (Document n° 882). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Bousch, p. 3115 (Document n° 883). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice, par M. Gaston Charlet, p. 3123 (Document n° 889). — Discussion, p. 3461; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3485.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 10134 (Document n° 2288). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 10134 (Document n° 2299). — Discussion, p. 10198; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 10200 (*Loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951, J. O. du 1er janvier 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'application de l'article 31 de la loi 49-310 du 8 mars 1949 relative aux comptes spéciaux du Trésor (exercice 1949), p. 562 (Document n° 11993).

Tribunaux. — V. *Avoués. — France d'outre-mer (Tunisie). — Justice (organisation judiciaire).*

Tribunaux paritaires. — V. *Loyers (baux à ferme).*

Tuberculose. — V. *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. — Fonctionnaires (congés de longue durée). — Stations sanatoriales de cure. — Transports par chemins de fer (tarifs).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Cayeux sur la proposition de loi de M. Dominjon tendant à modifier l'ordonnance du 31 octobre 1945 sur la lutte antituberculeuse (n° 11092), p. 819 (Document n° 12079). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 7337 (Document n° 1083)

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux tuberculeux bénéficiant de l'assistance médicale gratuite, en traitement dans les établissements de cure, une indemnité de 2.000 F par mois, p. 6204 (Document n° 510).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 26 de l'arrêté ministériel du 23 février 1949 relatif à l'aménagement et au fonctionnement des dispensaires antituberculeux, p. 7492 (Document n° 1151).

Tuberculose des bovidés. — V. *Agriculture (maladies contagieuses des animaux).*

Tunisie. — V. *Allocations familiales (travailleurs nord-africains). — Conventions internationales (nationalité). — France d'outre-mer. — Interpellations nos 260, 267. — Questions orales (Conseil de la République), n° 98. — Traitements (défense nationale).*

U

U. N. E. S. C. O. — V. *Conventions internationales (organisation des nations unies).*

Union française. — V. *Assemblée de l'Union française. — Expositions.*

Union française des combattants.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à compléter l'article 1er de l'ordonnance n° 45-1181 du 14 mai 1945, relative à la création de l'Union française des combattants, p. 9307 (Document n° 2061).

Urbanisme. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

U. R. S. S. — V. *Interpellations nos 7, 20.*

Usines. — V. *Combustibles liquides et dérivés. — Commerce et industrie (entreprises diverses). — Interpellations nos 189 195. — Marine marchande (constructions). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 114.*

V

Vacances. — V. *Code du travail (salaires). — Colonies de vacances. — Enseignement. — Interpellations n° 255.*

Valeurs mobilières. — V. *Départements, villes et communes (budget). — Electricité et gaz (nationalisation). — France d'outre-mer (textes généraux). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 3.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur le caractère nominatif des actions et obligations p. 5930 (Document n° 35).

Vente d'immeubles par appartements. — V. *Loyers (locaux d'habitations).*

Ventes avec primes. — V. *Commerce et industrie (commerce de gros et de détail).*

Vente sur la voie publique. — V. *Commerce et industrie.*

Versement provisionnel. — V. *Impôts (perception).*

Viande. — V. *Impôts (chiffre d'affaires). — Questions orales (Conseil de la République), n° 73.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph-André Hugues tedant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures susceptibles de faire baisser efficacement les cours de la viande, p. 6388 (Document n° 780).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer l'approvisionnement en viande de la région parisienne et à diminuer le prix de la viande au détail par la suppression des taxes frappant la viande et la réduction des marges bénéficiaires des marchands de bestiaux, des ramasseurs, des grossistes et des chevillards, p. 7618 (Document n° 1201).

Victimes de guerre. — V. *Anciens combattants et victimes de guerre. — Associations et groupements. — Assurances sociales (vieux travailleurs). — Calamités. — Conventions internationales. — Emplois réservés. — Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — Etudiants. — Impôts (revenu général). — Pensions et retraites (anciens combattants, cumul). — Pupilles de la nation. — Questions orales (Assemblée nationale), nos 51, 53. — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général, transports ferroviaires et routiers).*

Vieux travailleurs. — V. *Assurances sociales. — Code du travail (salaires). — Interpellations nos 115, 159, 163, 199, 206, 222. — Prisonniers et déportés. — Questions orales (Conseil de la République), nos 15, 107. — Radiodiffusion française.*

Villes et communes. — V. *Départements, villes et communes (aménagement des villes).*

Virements. — V. *Code de commerce. — Comptabilité publique.*

Visiteurs médicaux. — V. *Médecine et professions médicales.*

Viticulture. — V. *Alcool. — Courtiers en vins. — Débit de boissons. — Douanes (admission en franchise). — Impôts (chiffre d'affaires). — Interpellations nos 117, 126, 128, 129, 137, 138, 160, 167, 201. — Questions orales (Assemblée nationale), nos 116, 131, 157 (Conseil de la République), nos 12, 45, 103, 104, 112. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barret sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, complétant l'article 18 de la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine (n° 853, année 1950), p. 220 (Document n° 39). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 337.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 644 (*Loi n° 51-146 du 11 février* 1951, J. O. *du 13 février* 1951).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Péridier sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au degré minimum des vins de coupage (n° 881, année 1950), p. 220 (Document n° 40). — Discussion, p. 337; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 338.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 644 (*Loi n° 51-147 du 11 février* 1951, J. O. *du 13 février* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fabré tendant à compléter la loi n° 49-1603 du 18 décembre 1949, portant statut légal des vins délimités de qualité supérieure, p. 1219 (Document n° 12219). — Dépôt du rapport par M. Fabre, p. 2767 (Document n° 12693). — Adoption, p. 4100.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1413 (Document n° 328). — Dépôt du rapport par M. Claparède, p. 1712 (Document n° 416). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1939.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5772 (*Loi n° 51-682 du 24 mai* 1951, J. O. *du 1er juin* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coste-Floret tendant à modifier l'article 79 du code du vin, p. 5932 (Document n° 116). — Dépôt du rapport par M. Fabre, p. 6514 (Document n° 853). — Adoption de la proposition de loi, p. 7506.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2543 (Document n° 684). — Dépôt du rapport par M. Jean Bène, p. 2661 (Document n° 732). — Discussion, p. 2681; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2682.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8382 (*Loi n° 51-1391 du 4 décembre* 1951, J. O. *du 5 décembre* 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement toutes mesures utiles pour approvisionner le marché du sulfate de cuivre et du soufre, et à en ramener les prix à un taux ne dépassant pas les prix pratiqués au cours de l'année 1950, p. 949 (Document n° 12123). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin à l'écart existant entre les prix des produits agricoles et les prix des produits industriels, tout particulièrement entre le prix du vin à la production et le prix du sulfate de cuivre et du soufre, p. 1754 (Document n° 12411). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gourdon tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour que les exploitations viticoles disposent des quantités de cuivre et de soufre qui leur sont nécessaires, et pour que soient compensées sur le marché intérieur les hausses ayant affecté, sur le marché international, les cours de ces produits indispensables à la viticulture, p. 1865 (Document n° 12464). — Dépôt du rapport par Mme Boutard, p. 2926 (Document n° 12743). — Adoption de la proposition de résolution avec le libellé suivant: « *L'Assemblée nationale invite le Gouvernement:* « 1° *à prendre d'urgence des mesures pour mettre en harmonie les prix industriels avec les prix agricoles, particulièrement le prix du sulfate de cuivre et du soufre avec le prix de vente du vin à la production, dans les mêmes conditions qu'en* 1938; 2° *à assurer en temps voulu et en quantités suffisantes l'approvisionnement normal des viticulteurs en sulfate de cuivre et en soufre,* p. 4100.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Bène tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide efficace à un chai de stockage pilote intercoopératif, p. 1711 (Document n° 401). — Dépôt du rapport par M. Jean Péridier, p. 2649 (Document n° 729). — Discussion, p. 2682; adoption de la résolution après modification du titre: « *Résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide efficace tant aux caves coopératives qu'aux viticulteurs en vue de faciliter le stockage et le report des excédents des récoltes de vin* », p. 2686.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Péridier, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans le plus bref délai la caisse annexe de la viticulture, p. 2600 (Document p. 702). — Dépôt du rapport par M. Péridier, p. 2768 (Document n° 787). — Discussion, p. 2976; adoption, p 2977 (*rectificatif*, p. 3043).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Communication du Conseil de la République demandant la deuxième lecture du projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole (n° 7116, année 1949), p. 5928 (Document n° 14).

Assemblée nationale. — 2e *législature.* — Reprise du rapport de M. Gourdon, sur la proposition de loi de M. Guille, relative aux apports de vendanges (n° 9819), année 1950), p. 6113 (Document n° 366).

Conseil de la République. — Reprise, par M. Gaston Monnerville, de la proposition de loi tendant à la création de « vergers de raisins de table » et à la délimitation des aires de production (n° 495, année 1950, transmise à l'assemblée dans la 1re législature), p. 2074 (Document n° 515).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6371 (Document n° 704).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coste-Floret tendant à créer un comité national interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et des vins délimités de qualité supérieure, p. 5932 (Document n° 115). — Dépôt du rapport par M. Thibault, p. 6750 (Document n° 933).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delbez tendant à compléter l'article 79 du code du vin, p. 6218 (Document n° 514). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coste-Floret tendant à modifier les articles 78 et 79 du code du vin, p. 6242 (Document n° 581). — Dépôt du rapport par M. Delbez, p. 8617 (Document n° 1734).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Commentry portant création du conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur, p. 6298 (Document n° 634).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabouin tendant à la création du conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur, p. 2111 (Document n° 672).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7339 (Document n° 1078). — Dépôt du rapport par M. Commentry, p. 9174 (Document n° 1985).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Chevalier tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires à l'assainissement du marché vinicole conformément aux dispositions de l'article 75 du code du vin, et, à cet effet, à remettre en vigueur notamment l'article 395 du code général des impôts (art. 53 du code du vin, caisse annexe de la viticulture), p. 1296 (Document n° 12250). — Dépôt du rapport par M. Fernand Chevalier, p. 2163 (Document n° 12558). — 2e *législature.* — Reprise du rapport, p. 6174 (Document n° 485).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Coste-Floret tendant à inviter le Gouvernement à exonérer des prestations d'alcool prévues par le décret du 28 avril 1951 les viticulteurs sinistrés, p. 5911 (Document n° 133). — Dépôt du rapport par M. Gau, p. 6178 (Document n° 463).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin à l'écart existant entre le prix des produits agricoles et les prix des produits industriels, tout particulièrement entre le prix du vin à la production et le prix du sulfate de cuivre et du soufre, p. 5949 (Document n° 168). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 9546 (Document n° 2129).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gourdon tendant à inviter le Gouvernement à procéder, suivant de nouvelles méthodes, à l'échelonnement des sorties de vins de la propriété pour la récolte 1951, p. 6298 (Document n° 626). — Dépôt du rapport par M. Léon Jean, p. 6604 (Document n° 905).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguy tendant à assouplir le régime légal de certains cépages, p. 645 (Document n° 12053).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier l'arrêté du 5 décembre 1950 fixant pour la métropole l'échelonnement de la récolte en vin et à remettre en vigueur l'article 55 du code du vin, p. 1682 (Document n° 12360).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fernand Chevalier tendant à faire bénéficier les « économiquement faibles » d'achat de vin à prix réduit, p. 2867 (Document n° 12739).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau tendant à compléter et à modifier le statut viticole, p. 3507 (Document n° 12886).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier le code du vin en matière d'échelonnement des sorties, de blocage et de distillation obligatoire, en vue d'assurer aux petits et moyens viticulteurs un écoulement normal de leur récolte, p. 4395 (Document n° 13035).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à codifier les modalités de payement des raisins vendus dans l'aire de la Champagne délimitée aux fins de champagnisation par les coopératives de stockage ou les vignerons exploitants, p. 4865 (Document n° 13120).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Castera tendant à exonérer les viticulteurs et agriculteurs du département du Gers victimes d'orages de grêle en 1951: 1° de la distillation obligatoire pour la récolte 1950; 2° du blocage pour la récolte 1950; 3° des impôts fonciers et des impôts sur les bénéfices agricoles, p. 4865 (Document n° 13127).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Toublanc tendant à remplacer l'article 94 du code du vin, p. 4865 (Document n° 13128).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Gilberte Roca tendant à exonérer les viticulteurs et agriculteurs des départements du Gard, de l'Hérault, du Lot et de l'Ardèche, victimes des gelées d'avril 1951: 1° de la distillation obligatoire pour la récolte 1950; 2° du blocage pour la récolte 1950; 3° des impôts fonciers pour terrains plantés en vigne, vergers et jardins, et des impôts sur les bénéfices agricoles pour la récolte de 1950, p. 4872 (Document n° 13131).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules-Julien portant création d'un comité national interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et vins de qualité supérieure, p. 4999 (Document n° 13186).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à apporter aux vignerons champenois l'aide financière qui leur est nécessaire à la reconstitution de leur vignoble en « plants nobles », p. 5201 (Document n° 13247).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à exonérer les viticulteurs du département du Cher, victimes des gelées d'avril 1951: 1° de la distillation obligatoire pour la récolte 1950; 2° du blocage pour la récolte 1950; 3° des impôts fonciers pour terrains plantés en vigne, et ces impôts sur les bénéfices agricoles pour la récolte 1950, p. 5216 (Document n° 13254).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier le code du vin en matière d'échelonnement des sorties, de blocage et de distillation obligatoire en vue d'assurer aux moyens et petits viticulteurs un écoulement normal de leur récolte, p. 5932 (Document n° 125).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel tendant à modifier l'article 48 du code du vin, p. 6004 (Document n° 248).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Liquard tendant à autoriser sous certaines conditions l'utilisation du ferrocyanure de potassium pour le traitement des vins blancs, et l'emploi libre du monosulfure de sodium, p. 6052 (Document n° 272).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel tendant à porter remède à la crise viticole et à assainir le marché du vin, p. 6098 (Document n° 337).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gourdon portant organisation du marché des vins de consommation courante et tendant à assurer la sécurité des viticulteurs en leur permettant de bénéficier de prix de vente garantis et en les assurant contre les calamités agricoles et à protéger les consommateurs contre les risques de pénurie et de hausse des prix du vin, p. 6298 (Document n° 635).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Loustau tendant à assouplir les modalités d'application des dispositions édictant la distillation obligatoire prévue par les articles 75 et 76 du code du vin, p. 6357 (Document n° 753).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guille tendant à rétablir et à modifier certaines dispositions du code du vin, p. 6401 (Document n° 789).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Viatte tendant à prescrire, sauf dans des cas très particuliers, l'utilisation du ferrocyanure de potassium pour le traitement des vins blancs, p. 6771 (Document n° 948).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 22 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951 créant une taxe forfaitaire sur certaines ventes de vin, p. 7600 (Document n° 1178).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à autoriser l'emploi du carbonate de chaux dans le but de diminuer l'excès d'acidité fixe dans les vins, p. 7671 (Document n° 1313).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Haumesser tendant à soumettre les vins importés de l'étranger aux mesures d'échelonnement et de distribution imposées aux vins français, p. 8724 (Document n° 1783).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Toublanc tendant à remplacer l'article 94 du code du vin relatif aux déclarations des pépiniéristes, p. 9032 (Document n° 1932).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à codifier les modalités de payement des raisins vendus dans l'aire de la Champagne délimitée aux fins de champagnisation par les coopératives de stockage ou les vignerons exploitants, p. 9459 (Document n° 2101).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Durand tendant à la réforme du code du vin, p. 2943 (Document n° 793).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8900 (Document n° 1894).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Badie tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la prestation d'alcool vinique les viticulteurs durement éprouvés par les orages de grêle, p. 1146 (Document n° 12191).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gourdon tendant à inviter le Gouvernement à revenir à l'application de l'article 55 du code du vin, relatif à l'échelonnement des sorties de la propriété pour les vins de récolte 1950, p. 2001 (Document n° 12525).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bruyneel tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures efficaces pour remédier à la mévente actuelle des vins et pour redonner confiance aux vignerons, p. 2767 (Document n° 12696).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Tourné tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du département des Pyrénées-Orientales, victimes d'un orage de grêle, qui s'abattit sur leurs communes, le 7 avril 1951, p. 3516 (Document n° 12887).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Coste-Floret tendant à inviter le Gouvernement à exonérer des prestations d'alcool prévues par le décret du 28 avril 1951 les viticulteurs victimes des orages de grêle de 1950, p. 4516 (Document n° 13065).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roulon tendant à à inviter le Gouvernement à mettre immédiatement un crédit de cent millions à la disposition des vignerons de l'Aube sinistrés par les gelées, p. 4592 (Document n° 13089).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Noël tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 150 millions aux vignerons victimes des gelées printanières, p. 4592 (Document n° 13090).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mabrut tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 150 millions aux vignerons victimes des gelées printanières, p. 4662 (Document n° 13097).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs de Saône-et-Loire victimes des gelées des 29 et 30 avril 1951, p. 4800 (Document n° 13111).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Nautré tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de la gelée qui a endommagé, dans la nuit du 29 au 30 avril 1951, la presque totalité des vignes des communes du département de la Marne, p. 4800 (Document n° 13112).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Besset tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'intempérie qui a endommagé les vignes et vergers dans un certain nombre de communes du département du Puy-de-Dôme, p. 4872 (Document n° 13130).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gourdon tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour venir en aide aux viticulteurs sinistrés, et assurer la sauvegarde des propriétés familiales, p. 4930 (Document n° 13146).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Boulet tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les viticulteurs du département de l'Hérault victimes des tornades de 1950 et de 1951 et des gelées printanières de 1951: 1° de la distillation obligatoire pour la récolte de 1950; 2° du blocage pour la récolte de 1950; 3° des impôts fonciers pour terrains plantés en vigne, et à leur accorder des secours, dégrèvements fiscaux et délais de payement pour les impôts restant dus et la tranche provisionnelle du 15 mai 1951, p. 4975 (Document n° 13164).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes des gelées des 29 et 30 avril 1951 qui ont causé de graves dégâts aux vignobles de diverses communes du département de l'Allier dans l'aire de Saint-Pourçain et les régions de Domerat et d'Huriel, p. 5020 (Document n° 13207).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Sourbet tendant à inviter le Gouvernement à ordonner sans délai la prestation d'alcool vinique pour la prochaine campagne viticole, p. 6277 (Document n° 599).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Badie tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la concentration « à chaud » des vins de faibles degrés, en vue d'augmenter le degré recherché par le consommateur, sans la participation financière de l'Etat, p. 6678 (Document n° 917).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à ne pas jeter sur le marché la masse des disponibilités de vins de la dernière récolte restant bloquée, avant que les petits et moyens viticulteurs n'aient écoulé au moins 100 hectos de leur récolte 1951, p. 7403 (Document n° 1116).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paquet tendant à inviter le Gouvernement à reporter la date limite des déclarations de vin au 5 décembre en ce qui concerne les départements de l'Isère et de la Savoie, p. 7805 (Document n° 1103).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Trémouilhe tendant à inviter le Gouvernement à réduire le titre alcoolique exigible des vins récoltés en 1951 dans les départements énumérés au paragraphe 3° de l'article 294 du code du vin, p. 8853 (Document n° 1862).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Péridier tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour qu'au cours de la campagne 1951-1952 la viticulture française soit approvisionnée suffisamment en sulfate de cuivre à des prix raisonnables, p. 2600 (Document n° 703).

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission consultative de la viticulture: nomination de membres par diverses commissions, p. 6330.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission consultative de la viticulture (application du décret n° 48-1197 du 19 juillet 1948), p. 2090. — Désignation de candidatures, p. 2179. — Nomination de membres, p. 2180.

Voies navigables. — V. *Marine marchande.*

Voies privées. — V. *Paris (ville de).*

Voitures de place. — V. *Combustibles liquides et dérivés.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Alfred Costes sur la proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à déterminer la situation professionnelle et sociale des conducteurs de taxi propriétaires de leur véhicule (n°s 1116, 2366), p. 3238 (Document n° 12798).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier la loi du 13 mars 1937 ayant pour objet l'organisation de l'industrie du taxi, p. 8790 (Document n° 1802).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à déterminer la situation professionnelle et sociale des conducteurs de taxi propriétaires de leur véhicule, p. 5917 (Document n° 154).

Voyageurs de commerce.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Barthélémy tendant à modifier l'article 6 de la loi du 2 août 1927, modifiant la loi du 8 octobre 1919 portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs et représentants de commerce, p. 4486 (Document n° 13052).

W

Washington (entretiens de). — *Interpellations* n°s 1, 35, 39.

Y

Yougoslavie. — V. *Budget* 1951 (*finances*).

Z

Zones de salaires. — V. *Code du travail* (*salaires*).

ERRATA

A L'ÉDITION DES DÉBATS PARLEMENTAIRES

(TABLE DES NOMS)

ASSEMBLÉE NATIONALE

Page 21, 1re colonne, 5e alinéa, 7e ligne,

Denis (Alphonse), après les mots: « L'Echo du Centre »,

Ajouter: p. 440.

Page 39, 2e colonne, 8e alinéa, 2e ligne,

Lenormand (André), après les mots: « Parle au cours de la discussion »,

Supprimer:

« d'un projet de loi tendant à instituer un compte spécial du Trésor (enseignement), p. 7002 = ».

Même page, même colonne, 9e alinéa, 2e ligne,

Lenormand (Maurice), après les mots: « Parle au cours de la discussion. »,

Ajouter:

« d'un projet de loi tendant à instituer un compte spécial du Trésor (enseignement), p. 7002 = ».

Page 45, 1re colonne, 3e alinéa, 9e ligne,

Mercier (André) (Oise), après les mots: « anciens combattants, p. 9120 = »,

Supprimer:

« d'un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, en qualité de rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale, p. 9614 (son amendement, p. 9614) ».

Même page, même colonne, 5e alinéa, 1re ligne,

Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), après les mots: « Parle au cours de la discussion »,

Ajouter:

« d'un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, en qualité de rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale, p. 9614 (son amendement, p. 9614) = ».

Page 49, 2e colonne, 5e alinéa, 7e ligne,

Noël (Marcel), après: (la page 4552),

Supprimer:

« = d'un projet de loi instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, p. 2137. »

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la Pagination des Comptes rendus des Séances avec les Numéros des Editions des deux Assemblées.

ANNÉE 1951

ASSEMBLEE NATIONALE

Session extraordinaire.

DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES
3 janvier	1	1 à 48
4 janvier	2	49 à 104
5 janvier	3	105 à 160
6 janvier	4	161 à 280
9 janvier	5	281 à 308
10 janvier	6	309 à 324
12 janvier	7	325 à 336

Session ordinaire.

DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES
13 janvier	8	337 à 344
24 janvier	9	345 à 360
26 janvier	10	361 à 416
27 janvier	11	417 à 504
31 janvier	12	505 à 580
1er février	13	581 à 604
2 février	14	605 à 660
3 février	15	661 à 724
4 février	16	725 à 756
7 février	17	757 à 836
8 février	18	837 à 892
9 février	19	893 à 964
10 février	20	965 à 1020
11 février	21	1021 à 1048
14 février	22	1049 à 1124
15 février	23	1125 à 1160
16 février	24	1161 à 1232
17 février	25	1233 à 1304
18 février	26	1305 à 1336
21 février	27	1337 à 1408
22 février	28	1409 à 1480
23 février	29	1481 à 1544
24 février	30	1545 à 1600
25 février	31	1601 à 1648
28 février	32	1649 à 1696
1er mars	33	1697 à 1736
2 mars	34	1737 à 1746
3 mars	35	1747 à 1762
7 mars	36	1763 à 1794
10 mars	37	1795 à 1826
14 mars	38	1827 à 1890
15 mars	39	1891 à 1970
16 mars	40	1971 à 2018
17 mars	41	2019 à 2098
18 mars	42	2099 à 2146
20 mars	43	2147 à 2186
21 mars	44	2187 à 2250
22 mars	45	2251 à 2570
4 avril	46	2571 à 2666
5 avril	47	2667 à 2722
6 avril	48	2723 à 2786
7 avril	49	2787 à 2906
8 avril	50	2907 à 2962
10 avril	51	2963 à 2994
11 avril	52	2995 à 3082
12 avril	53	3083 à 3178
13 avril	54	3179 à 3242
14 avril	55	3243 à 3306
15 avril	56	3307 à 3334
17 avril	57	3335 à 3374
18 avril	58	3375 à 3438
19 avril	59	3439 à 3514
20 avril	60	3515 à 3622
21 avril	61	3623 à 3698
22 avril	62	3699 à 3762
24 avril	63	3763 à 3834
25 avril	64	3835 à 3934
26 avril	65	3935 à 4010
27 avril	66	4011 à 4098
28 avril	67	4099 à 4134
29 avril	68	4135 à 4262
30 avril	69	4263 à 4326
1er mai	70	4327 à 4398
2 mai	71	4399 à 4406
3 mai	72	4407 à 4514
5 mai	73	4515 à 4590
6 mai	74	4591 à 4670
7 mai	75	4671 à 4750
8 mai	76	4751 à 4798
9 mai	77	4799 à 4870
10 mai	78	4871 à 4950
11 mai	79	4951 à 5018
12 mai	80	5019 à 5094
13 mai	81	5095 à 5150
16 mai	82	5151 à 5214
17 mai	83	5215 à 5310
18 mai	84	5311 à 5398
19 mai	85	5399 à 5582
22 mai	86	5583 à 5654
23 mai	87	5655 à 5806
2 juin	88	5807 à 5830
3 juillet	89	5831 à 5862
6 juillet	90	5863 à 5898
7 juillet	91	5899 à 5914
11 juillet	92	5915 à 5922
12 juillet	93	5923 à 5942
18 juillet	94	5943 à 5958
20 juillet	95	5959 à 5990
21 juillet	96	5991 à 6026
25 juillet	97	6027 à 6066
27 juillet	98	6067 à 6094
28 juillet	99	6095 à 6122
1er août	100	6123 à 6146
3 août	101	6147 à 6202
4 août	102	6203 à 6226
8 août	103	6227 à 6250
9 août	104	6251 à 6282
10 août	105	6283 à 6306
11 août	106	6307 à 6338
12 août	107	6339 à 6354
22 août	108	6355 à 6386
23 août	109	6387 à 6410
24 août	110	6411 à 6430
25 août	111	6431 à 6530
29 août	112	6531 à 6574
30 août	113	6575 à 6614
31 août	114	6615 à 6694
1er septembre	115	6695 à 6738
2 septembre	116	6739 à 6774
4 septembre	117	6775 à 6830
5 septembre	118	6831 à 6894
6 septembre	119	6895 à 6958
7 septembre	120	6959 à 7014
8 septembre	121	7015 à 7070
9 septembre	122	7071 à 7090
10 septembre	123	7091 à 7254

DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES
11 septembre	124	7255 à 7286
12 septembre	125	7287 à 7312
14 septembre	126	7313 à 7352
15 septembre	127	7353 à 7400
19 septembre	128	7401 à 7448
20 septembre	129	7449 à 7504
21 septembre	130	7505 à 7560
22 septembre	131	7561 à 7616
26 septembre	132	7617 à 7660
7 novembre	133	7661 à 7700
9 novembre	134	7701 à 7852
10 novembre	135	7853 à 7908
14 novembre	136	7909 à 7996
15 novembre	137	7997 à 8036
16 novembre	138	8037 à 8116
17 novembre	139	8117 à 8204
21 novembre	140	8205 à 8244
22 novembre	141	8245 à 8316
23 novembre	142	8317 à 8404
24 novembre	143	8405 à 8504
28 novembre	144	8505 à 8576
29 novembre	145	8577 à 8632
30 novembre	146	8633 à 8688
1er décembre	147	8689 à 8728
5 décembre	148	8729 à 8804
6 décembre	149	8805 à 8852
7 décembre	150	8853 à 8908
8 décembre	151	8909 à 8980
12 décembre	152	8981 à 9052
13 décembre	153	9053 à 9108
14 décembre	154	9109 à 9184
15 décembre	155	9185 à 9260
19 décembre	156	9261 à 9324
20 décembre	157	9325 à 9484
22 décembre	158	9485 à 9572
23 décembre	159	9573 à 9660
24 décembre	160	9661 à 9748
25 décembre	161	9749 à 9844
27 décembre	162	9845 à 9908
28 décembre	163	9909 à 9996
29 décembre	164	9997 à 10072
30 décembre	165	10073 à 10152
31 décembre	166	10153 à 10304

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

Session extraordinaire.

3 janvier	1	1 à 4
5 janvier	2	5 à 100
10 janvier	3	101 à 110
12 janvier	4	111 à 118

Session ordinaire.

13 janvier	5	119 à 122
24 janvier	6	123 à 218
26 janvier	7	219 à 266
31 janvier	8	267 à 322
2 février	9	323 à 354
7 février	10	355 à 394
9 février	11	395 à 426
14 février	12	427 à 466
15 février	13	467 à 482
16 février	14	483 à 518
21 février	15	519 à 546
22 février	16	547 à 570
23 février	17	571 à 618
24 février	18	619 à 674
28 février	19	675 à 738
2 mars	20	739 à 750
14 mars	21	751 à 790
16 mars	22	791 à 814
21 mars	23	815 à 850
22 mars	24	851 à 898
23 mars	25	899 à 966

DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES
4 avril	26	967 à 1006
6 avril	27	1007 à 1038
11 avril	28	1039 à 1056
13 avril	29	1057 à 1080
18 avril	30	1081 à 1112
19 avril	31	1113 à 1140
20 avril	32	1141 à 1196
21 avril	33	1197 à 1236
22 avril	34	1237 à 1276
25 avril	35	1277 à 1304
27 avril	36	1305 à 1360
28 avril	37	1361 à 1376
1er mai	38	1377 à 1392
3 mai	39	1393 à 1410
5 mai	40	1411 à 1511
9 mai	41	1512 à 1544
10 mai	42	1545 à 1576
11 mai	43	1577 à 1600
13 mai	44	1601 à 1624
16 mai	45	1625 à 1664
17 mai	46	1665 à 1728
18 mai	47	1729 à 1800
19 mai	48	1801 à 1816
20 mai	49	1817 à 1840
22 mai	50	1841 à 1896
23 mai	51	1897 à 2024
6 juillet	52	2025 à 2052
11 juillet	53	2053 à 2058
1er août	54	2059 à 2072
12 août	55	2073 à 2088
22 août	56	2089 à 2100
24 août	57	2101 à 2114
29 août	58	2115 à 2154
30 août	59	2155 à 2198
31 août	60	2199 à 2234
1er septembre	61	2235 à 2266
5 septembre	62	2267 à 2298
7 septembre	63	2299 à 2334
12 septembre	64	2335 à 2374
13 septembre	65	2375 à 2422
14 septembre	66	2423 à 2434
19 septembre	67	2435 à 2466
20 septembre	68	2467 à 2498
21 septembre	69	2499 à 2566
22 septembre	70	2567 à 2578
26 septembre	71	2579 à 2598
7 novembre	72	2599 à 2626
9 novembre	73	2627 à 2634
14 novembre	74	2635 à 2646
16 novembre	75	2647 à 2666
21 novembre	76	2667 à 2678
22 novembre	77	2679 à 2690
28 novembre	78	2691 à 2738
30 novembre	79	2739 à 2766
5 décembre	80	2767 à 2810
7 décembre	81	2811 à 2850
8 décembre	82	2851 à 2882
12 décembre	83	2883 à 2922
14 décembre	84	2923 à 2970
15 décembre	85	2971 à 3006
19 décembre	86	3007 à 3050
20 décembre	87	3051 à 3108
21 décembre	88	3109 à 3160
22 décembre	89	3161 à 3208
23 décembre	90	3209 à 3264
24 décembre	91	3265 à 3308
25 décembre	92	3309 à 3332
27 décembre	93	3333 à 3364
28 décembre	94	3365 à 3420
29 décembre	95	3421 à 3508
30 décembre	96	3509 à 3576
31 décembre	97	3577 à 3648
1er janvier 1952	98	3649 à 3684

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.